

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1891

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXXIX

JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — PAYS-BAS

Délimitation de leurs possessions dans la Guyane. Sentence arbitrale de l'Empereur de Russie.

13/25 mai 1891.

Nous, Alexandre III, par la grâce de Dieu, empereur de toutes les Russies,

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Pays-Bas ayant résolu, aux termes d'une Convention conclue entre les deux pays, le 29 novembre 1888 (1), de mettre fin à l'amiable au différend qui existe, touchant les limites de leurs colonies respectives de la Guyane française et de Surinam, et de remettre à un arbitre le soin de procéder à cette délimitation, nous ont adressé la demande de nous charger de cet arbitrage ;

Voulant répondre à la confiance que les deux puissances litigantes nous ont ainsi témoignée, et après avoir reçu l'assurance de leurs Gouvernements d'accepter notre décision comme jugement suprême et sans appel et de s'y soumettre sans aucune réserve, nous avons accepté la mission de résoudre comme arbitre le différend qui les divise et nous tenons pour juste de prononcer la sentence suivante :

Considérant que la Convention du 28 août 1817, qui a fixé les conditions de la restitution de la Guyane française à la France par le Portugal n'a jamais été reconnue par les Pays-Bas ;

Qu'en outre cette Convention ne saurait servir de base pour résoudre la question en litige, vu que le Portugal, qui avait pris possession, en vertu du traité d'Utrecht de 1713, d'une partie de la Guyane française, ne pouvait restituer à la France en 1815 que le territoire qui lui avait été

(1) V. cette Convention, *Archives*, 1889. IV p. 5.

cédé : or les limites de ce territoire ne se trouvent nullement définies par le traité d'Utrecht de 1713 ;

Considérant, d'autre part :

Que le Gouvernement hollandais, ainsi que le démontrent des faits non contestés par le Gouvernement français, entretenait à la fin du siècle dernier des postes militaires sur l'Awa ;

Que les autorités françaises de la Guyane ont maintes fois reconnu les nègres établis sur le territoire contesté comme dépendant médiatement ou immédiatement de la domination hollandaise, et que ces autorités n'entraient en relation avec les tribus indigènes habitant ce territoire que par l'entremise et en présence du représentant des autorités hollandaises.

Qu'il est admis sans conteste par les deux pays intéressés que le fleuve Maroni, à partir de sa source, doit servir de limite entre leurs colonies respectives ;

Que la Commission mixte de 1861 a recueilli des données en faveur de la reconnaissance de l'Awa comme cours supérieur du Maroni ;

Par ces motifs :

Nous déclarons que l'Awa doit être considéré comme fleuve limitrophe devant servir de frontière entre les deux possessions.

En vertu de cette décision arbitrale, le territoire en amont du confluent des rivières Awa et Tapanahoni doit appartenir désormais à la Hollande, sans préjudice, toutefois, des droits acquis, *bona fide*, par les ressortissants français dans les limites du territoire qui avait été en litige.

Fait à Gatchina, le 13/25 mai 1891.

Signé : ALEXANDRE.

Contresigné : GIERS.

ALLEMAGNE — CONGO

Convention d'extradition.

25 juillet 1890 (1)

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, étant convenus de régler, par un traité, l'extradition des malfaiteurs et de s'assurer une assistance réciproque en matière pénale, entre l'Etat Indépendant du Congo et les territoires de protectorat allemand en Afrique, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat indépendant du Congo : M. Edm. Van Eetvelde, Administrateur général du Département des Affaires étrangères de l'Etat Indépendant du Congo ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : M. Friedrich Johann, comte d'Alvensleben, son Envoyé extraordinaire et Ministre

(1) Les ratifications ont été échangées à Bruxelles le 21 mars 1891.

plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges et Conseiller intime actuel,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent, par le présent traité applicable aux régions prémentionnées, à se livrer réciproquement, dans tous les cas admis par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'une des infractions ci-après énumérées, commises dans le territoire de la partie réclamante, soumis au présent traité, ont été, comme auteurs ou complices, condamnées ou mises en accusation ou soumises à une poursuite judiciaire et qui se trouvent dans le territoire de la partie requise, soumis au présent traité, à la portée de l'action des autorités y établies, pourvu que le fait constitue en même temps, d'après la législation du territoire où se trouve la personne poursuivie, une des infractions ci-après énumérées.

Les infractions pour lesquelles l'extradition aura lieu sont les suivantes :

1. Meurtre, assassinat, empoisonnement, parricide et infanticide ;
2. Avortement volontaire ;
3. Exposition d'une personne incapable de se protéger ou abandon prémédité d'une telle personne dans un état qui la prive de tout secours ;
4. Suppression, substitution ou supposition d'enfant ;
5. Rapt et enlèvement, y compris l'enlèvement d'une personne mineure de l'un ou de l'autre sexe ;
6. Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle d'une personne ;
7. Attentat à l'inviolabilité du domicile ;
8. Menaces ;
9. Formation illégale d'une bande dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés ;
10. Bigamie ;
11. Viol ;
12. Attentat à la pudeur avec violence ou avec menaces ;
13. Attentat à la pudeur commis sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de 14 ans ;
14. Excitation à la débauche ;
15. Coups portés ou blessures faites volontairement à une personne avec des circonstances aggravantes ou qui ont eu pour conséquence une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail ou la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner ;
16. Vol, rapine et extorsion ;
17. Abus de confiance ;
18. Escroquerie ;
19. Banqueroute frauduleuse et lésions frauduleuses à une masse faillie ;
20. Faux serment ;
21. Faux témoignage ou fausse déclaration d'un expert ou d'un interprète ;
22. Subornation de témoin, expert ou interprète ;

23. Faux en écritures ou dans des dépêches télégraphiques commis avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, ainsi qu'usage de dépêches télégraphiques ou titres faux ou falsifiés, fait avec connaissance ou avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire ;

24. Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé, commis dans le but de causer du dommage à autrui ;

26. Contrefaçon ou falsification de timbres, poinçons, marques ou sceaux dans le but d'en faire usage comme de vrais, et usage, fait avec connaissance, de timbres, poinçons, marques ou sceaux contrefaits ou falsifiés ;

26. Fausse monnaie, comprenant contrefaçon et altération de monnaie de métal et de papier, et émission et mise en circulation, avec connaissance, de monnaies de métal ou de papier contrefaites ou altérées ;

27. Contrefaçon et falsification de billets de banque et d'autres titres d'obligations et valeurs en papier quelconques, émis par l'Etat ou sous l'autorité de l'Etat, par des corporations, sociétés ou particuliers, ainsi qu'émission et mise en circulation, avec connaissance, de ces billets de banque, titres d'obligations ou autres valeurs en papiers contrefaits ou falsifiés ;

28. Incendie volontaire ;

29. Détournement et concussion de la part de fonctionnaires publics ;

30. Corruption de fonctionnaires publics ;

31. Les faits punissables suivants des capitaines de navire et de gens de l'équipage sur des bâtiments de mer :

Submersion ou destruction volontaire d'un navire ;

Echouement volontaire d'un navire ;

Résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine, si cette résistance a été complotée par plusieurs gens de l'équipage ;

32. Mise en péril volontaire d'un transport par chemin de fer ou entrave volontaire des communications télégraphiques publiques ;

33. Dégradation ou destruction volontaire et illégale des biens d'autrui ;

34. Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'une des infractions prévues par la présente Convention.

Au cas où l'infraction a été commise hors du territoire de la partie requérante, soumis au traité, l'extradition sera également accordée si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes faits commis dans le territoire d'un Etat étranger.

Art. 2. — L'extradition aura aussi lieu pour la tentative des infractions énumérées à l'article premier, lorsque la tentative est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. — L'obligation de l'extradition ne s'étend pas, pour l'Etat Indépendant du Congo, à ceux qui en sont les sujets, et pour l'Allemagne, aux sujets allemands ni aux indigènes des territoires de protectorat allemand.

Si l'individu poursuivi appartient à un troisième Etat, la partie requise pourra informer de la demande d'extradition le Gouvernement auquel appartient cet individu. Si ce Gouvernement réclame, à son tour, la per-

sonne poursuivie pour la faire juger par ses tribunaux, la partie requise peut à son choix la livrer à l'un ou l'autre Gouvernement.

Art 4. — L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée au Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo a été poursuivie et mise hors de cause ou est encore poursuivie ou a déjà été punie dans le territoire de l'Etat Indépendant du Congo au sujet des mêmes infractions pour lesquelles l'extradition est demandée ; il en sera de même d'une personne réclamée par le Gouvernement de cet Etat et qui se trouverait dans les mêmes conditions dans le territoire de l'Empire allemand ou dans un des territoires de protectorat allemand.

Lorsque la personne réclamée à l'Etat indépendant du Congo est poursuivie ou condamnée dans le territoire de cet Etat ou que la personne réclamée par celui-ci est poursuivie ou condamnée dans l'Empire allemand ou dans un des territoires de protectorat allemand, à cause d'une autre infraction, son extradition sera différée jusqu'à la fin de ces poursuites et l'accomplissement de la peine prononcée ou à prononcer contre elle.

L'obligation de l'extradition d'une personne réclamée par le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo cesse d'exister si, avant l'accomplissement de l'extradition, une demande est faite de transférer cette personne au territoire de l'Empire allemand, demande à laquelle il doit être donné suite d'après la législation en vigueur. Le consentement à l'extradition d'une personne se trouvant dans un des territoires de protectorat allemand sera toujours censé être donné sous la condition qu'une pareille demande de transfert n'aura été produite avant que l'extradition n'a eu lieu.

Art. 5. — Si un individu réclamé a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il sera néanmoins extradé, et il restera libre aux personnes lésées de poursuivre leurs droits devant l'autorité compétente.

Art. 6. — La personne extradée ne pourra ni être poursuivie, ni punie, ni livrée à un autre pays par l'Etat auquel l'extradition a été accordée à raison d'infractions commises avant l'extradition, autres que celles pour lesquelles cette extradition a été obtenue, à moins que le Gouvernement ou l'autorité compétente qui a accordé l'extradition n'y consente ou que la personne extradée, après avoir été punie ou acquittée à cause des faits qui ont motivé l'extradition, ne reste un mois dans le pays ou n'y revienne après l'avoir quitté.

Art. 7. — L'extradition ne pourra avoir lieu si, au moment où elle est demandée, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel la personne poursuivie se trouve.

Art. 8. — L'extradition sera accordée sur le fondement d'une sentence de condamnation ou sur le fondement d'une ordonnance édictée par l'autorité compétente et décrétant l'ouverture de la poursuite principale ou le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, ou encore sur le fondement d'un mandat d'arrêt ou d'un autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et renfermant l'indication précise du fait incriminé et de la loi appliquée pour autant que ces documents soient produits en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation de la partie requérante.

Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

Toutefois elles pourront, en cas d'urgence, être adressées par le Gouverneur général de l'Etat Indépendant du Congo à l'autorité supérieure compétente du territoire de protectorat allemand et réciproquement par celle-ci au Gouverneur général de l'Etat Indépendant du Congo.

Art. 9. — L'individu poursuivi ou condamné à raison de l'une des infractions énumérées aux articles 1 et 2 peut, en cas d'urgence, être provisoirement arrêté sur le fondement d'une communication officielle faite par l'autorité compétente du pays qui poursuit l'extradition et se basant sur l'existence de l'un des actes énumérés dans l'article 8. Dans ce cas, l'individu arrêté provisoirement sera mis en liberté si, dans les trois mois après son arrestation, la demande d'extradition n'a pas été faite conformément à l'article 3.

Art. 10. — Tous les objets saisis qui, au moment de l'arrestation se trouvent en possession de l'individu à extraditer, seront remis à la partie requérante, à moins que des raisons spéciales ne s'y opposent, et cette remise s'étendra non seulement aux objets soustraits, mais à tout ce qui pourrait servir de preuve de l'infraction.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés qui devront leur être restitués sans frais après la fin du procès.

Art. 11. — Les parties contractantes renoncent à requérir la restitution des frais qui leur surviennent du chef de l'arrestation et de l'entretien de l'individu à extraditer et de son transport jusqu'à la frontière. Elles consentent, au contraire, de part et d'autre à les supporter elles-mêmes.

Art. 12. — Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit d'un individu livré à l'une des parties contractantes à travers leurs territoires soumis au traité sera accordée sur la simple production en original ou en expédition authentique de l'un des actes énumérés à l'article 8, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre point dans les dispositions de l'article 8.

Le transit a lieu aux frais de la partie requérante.

Art. 13. — Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, dans l'Etat Indépendant du Congo ou dans les territoires de protectorat allemand en Afrique, une des parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant sur le territoire de l'autre partie, ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie indiquée à l'article 8, 2^e alinéa, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître, où l'acte devra avoir lieu, pour autant que des considérations spéciales ne s'y opposent pas.

Les parties contractantes renoncent de part et d'autre à toute réclamation par rapport à la restitution des frais qui résulteraient de l'exécution de la commission rogatoire à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales exigeant plusieurs vacations.

Art. 14. — Lorsque, dans une cause pénale dans l'Etat Indépendant du Congo ou dans les territoires de protectorat allemand en Afrique, une des parties contractantes juge nécessaire la comparution personnelle d'un témoin se trouvant dans le territoire de l'autre partie, une demande sera faite, en y joignant l'invitation destinée au témoin par la voie indiquée à l'article 8, 2^e alinéa, et le témoin, à moins que des considérations

spéciales ne s'y opposent, sera engagé par le Gouvernement ou l'autorité compétente requis, lors de la remise de l'invitation, à déclarer s'il est prêt à s'y rendre. Quant à l'indemnité à accorder au témoin, un accord interviendra dans chaque cas particulier entre le Gouvernement ou l'autorité requis et le Gouvernement ou l'autorité requérant.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité, dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les autorités de l'autre pays, ne pourra être poursuivi ni détenu pour des infractions ou condamnations antérieures, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès, où il figurera comme témoin.

Art. 15. — Lorsque dans une cause pénale dans l'Etat Indépendant du Congo ou dans les territoires de protectorat allemand en Afrique, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités du territoire de l'autre partie sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie indiquée à l'article 8, 2^e alinéa, et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations spéciales qui s'y opposent, à la condition toutefois de donner les pièces de conviction et les documents. Les parties contractantes renoncent de part et d'autre à requérir la restitution des frais résultant de l'envoi et de la restitution des pièces et documents jusqu'à la frontière.

Art. 16. — Les parties contractantes se communiqueront réciproquement par la voie diplomatique les jugements et arrêts de condamnation qui ont été prononcés pour des infractions pouvant entraîner une peine d'emprisonnement de plus de six semaines dans l'Etat Indépendant du Congo contre des Allemands résidant dans les territoires de protectorat allemand en Afrique ou contre des personnes qui y sont nées, et dans ces territoires contre des sujets de l'Etat Indépendant du Congo.

Art. 17. — Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas à l'extradition des malfaiteurs ni à l'assistance réciproque en matière pénale entre le territoire de l'Etat Indépendant du Congo et le territoire de l'Empire allemand. Cet objet sera réglé entre les deux pays par une Convention spéciale.

Art. 18. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après le jour où l'une des deux parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original à Bruxelles, le 25 juillet 1890.

(L. S.) Signé : EDM. VAN EETVELDE.

(L. S.) Signé : ALVENSLEBEN.

ITALIE — RUSSIE

Déclaration relative à la protection des marques de commerce et de fabrique.

27 avril/9 mai 1891.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et

le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant jugé utile d'assurer la protection réciproque des marques de commerce et de fabrique russes et italiennes, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les Etats de l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce et de fabrique, sous la condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation respective des deux Etats.

Art. 2. — Le présent Arrangement sera exécutoire de part et d'autre dès que la promulgation officielle en aura été faite et il aura force et vigueur de traité jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Soussignés l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Saint-Pétersbourg, le 27 avril/9 mai 1891.

(L. S.) *Signé* : GIER.

(L. S.) *Signé* : COSTA.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

CONFÉRENCE DE BRUXELLES POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES ESCLAVES.

Suite (1)

Protocole n° 21. — Séance du 16 Juin 1890.

M. le Président propose à l'Assemblée de commencer la séance par l'examen des quelques questions secondaires qui restent encore à régler.

La première concerne les frais du Bureau de Bruxelles. Ces frais, aux termes de l'article 85, devraient être supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires.

M. le Président croit savoir que ce mode de répartition soulève des objections de la part de certaines Puissances. Lorsque cet article a été discuté par la Conférence, il avait conclu du silence observé par les Représentants de ces Puissances qu'ils se ralliaient à la rédaction proposée. Il semble, toutefois, qu'il y ait eu un malentendu sur ce point.

M. de Burenstam, après avoir rappelé l'amendement suggéré dans la séance du 22 mai par M. le Ministre d'Angleterre, tendant à supprimer dans l'article les mots : toutes et à parts égales, amendement qui n'a pas été adopté, propose que les Puissances qui n'ont pas de possessions en Afrique ne soient appelées à contribuer aux frais du Bureau de Bruxelles que pour la moitié de la somme qui sera imposée aux autres. La Suède et la Norvège seront considérées, à ce point de vue, comme formant un seul pays.

M. Schack de Brockdorff craint que l'article, tel qu'il est rédigé, ne puisse obtenir l'approbation de son Gouvernement. Ce dernier estime que la dépense qui en résultera ne serait pas justifiée en ce qui le concerne, le Bureau de Bruxelles n'ayant pas pour le Danemark l'importance qu'il peut avoir pour d'autres Puissances.

M. le Président dit que, pour faire droit aux observations qui viennent

1) V. *Archives*, 1891, I, p. 9-45, 133-188, 271-345 ; II, p. 11-37, 193-221, 261-333.

d'être présentées, il faudrait supprimer dans l'article les mots : à parts égales. Cette suppression aurait pour conséquence d'élever la quote-part de certaines Puissances, qui n'atteindrait d'ailleurs jamais un chiffre considérable. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire que l'Administration belge, qui se chargera de faire les avances, ait une base de répartition fixée par la Conférence elle-même.

M. le Président soumet ensuite à l'Assemblée la proposition de M. le Ministre de Suède et Norvège, appuyée par M. le Plénipotentiaire de Danemark pour ce qui concerne la suppression des mots : à parts égales.

M. Van Eetvelde croit devoir faire observer qu'il n'est guère logique d'imposer la majeure partie des frais du Bureau de Bruxelles aux Puissances sur lesquelles retomberont déjà toutes les autres charges du futur Acte général. M. Van Eetvelde n'a toutefois pas l'intention d'insister sur ce point.

M. le Baron de Renzis demande si les puissances adhérentes seront également invitées à contribuer à la dépense. Son Excellence fait observer que l'article 98 stipule que les Puissances adhérentes participeront aux charges comme aux avantages résultant de l'Acte général.

M. le Président dit que c'est, en effet, dans l'article 98 que se trouve la solution de la question. Les Puissances adhérentes seront tenues au même degré que les Puissances signataires.

Carathéodory Efendi demande si les adhésions entraîneront un accroissement notable des frais du Bureau.

M. le Président répond qu'il y aura de ce chef des frais de traduction plus considérables.

Carathéodory Efendi pense qu'il serait préférable de maintenir dans ce cas la rédaction actuelle de l'article 83, en y ajoutant un paragraphe qui dirait que les Puissances qui ne veulent pas contribuer aux frais du Bureau de Bruxelles seront libres de ne pas le faire, ou de fixer elles-mêmes la somme qu'elles entendent souscrire. Parmi les Puissances qui n'ont pas de possessions en Afrique, il peut y en avoir plusieurs qui seront disposées à payer une quote-part entière.

M. le Baron Gericke de Herwynen se demande s'il ne faut pas laisser au Bureau le soin de faire, à la fin de l'année, la répartition des frais.

M. le Président fait observer que ce serait là une tâche délicate pour le Bureau, et qu'il semble préférable de fixer à l'avance la base de la répartition.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch propose que le Président demande à chacun des Plénipotentiaires s'il est en mesure de faire connaître pour quelle part son Gouvernement est disposé à contribuer aux frais du Bureau.

M. le Président consulte les membres de l'Assemblée. Après un court échange d'observations, il reste entendu que les mots à parts égales seront supprimés dans l'article 83, et que le Protocole constatera que toutes les Puissances signataires payeront une part entière, sauf le Royaume-Uni de Suède et Norvège qui ne payera que la moitié de la part afférente aux autres Puissances.

Quant au Danemark, M. Schack de Brockdorff désirerait que la part contributive ne fût pas fixée dès à présent.

M. le Baron Gericke de Herwynen se réserve de faire connaître ultérieu-

rement si le Gouvernement néerlandais contribuera pour une demi-part ou une part entière.

M. le Président dit que le Comité de rédaction désigné par la Conférence a examiné le projet coordonnant les divers chapitres de l'Acte général, et que le Bureau avait préparé. La Conférence prendra connaissance des changements de pure forme apportés au texte, lorsqu'elle procédera à la dernière lecture de l'ensemble du Traité.

Il y a deux modifications, toutefois, sur lesquelles il désirerait appeler, dès aujourd'hui, l'attention de ses collègues.

La première concerne le n° 3 de l'article 2. Le Comité a substitué à la rédaction primitive une autre ainsi conçue : de protéger, sans distinction de cultes, les missions établies ou à établir dans des vues conformes à celles du présent Acte général.

Carathéodory Efendi désire savoir quelles sont les raisons qui ont fait ajouter ces derniers mots.

M. le Président répond que les mots : dans le voisinage des stations, ont été retranchés, parce qu'il pourrait y avoir des missions plus éloignées, qui seraient parfois les plus exposées et auraient droit à être également protégées par les stations.

M. Bourée dit que les mots : dans des vues conformes à celles du présent Acte général, ont été insérés, parce qu'il pourrait se rencontrer en Afrique des associations qui, sous un drapeau religieux, exerceraient peut-être une action dangereuse et contraire au but que poursuit la Conférence.

Carathéodory Efendi fait observer que la Conférence n'a pas à examiner quelles peuvent être les sectes dissidentes dans une religion quelconque.

Son Excellence croit devoir réserver l'approbation de son Gouvernement à la nouvelle rédaction proposée qui, d'ailleurs, n'ajoute rien à l'idée que l'on veut exprimer et qui lui paraît dès lors inutile. On ne peut admettre, en effet, qu'une des dispositions de l'Acte puisse avoir des conséquences contraires à l'objet de cet Acte, qui est la répression de la traite.

M. Bourée estime que M. le Ministre de Turquie ne tient pas suffisamment compte d'une situation qui peut se présenter et qui constituerait un réel danger, précisément au point de vue de la répression de la traite.

Carathéodory Efendi répond que la question de savoir si telle ou telle secte doit rester en dehors de cette protection ne peut être appréciée que par les Gouvernements dont cette secte relève.

Lord Vivian pense que M. le Ministre de Turquie n'a pas saisi la portée de l'addition qu'on propose. Il ne s'agit nullement ici de questions religieuses. La Conférence n'entre pas dans ces questions et n'a en vue que de sauvegarder le but antiesclavagiste qu'elle poursuit ; elle ne peut permettre que des missions soient établies, qui pourraient prêcher des doctrines en contradiction avec ce but, quel que soit d'ailleurs le culte auquel elles appartiendraient ; mais, dans ces limites, toute mission sans aucune distinction de culte sera encouragée et protégée.

Carathéodory Efendi reconnaît que les missions qui contrarieraient les vues de l'Acte général ne seraient pas dignes de protection. La question a déjà été discutée sous toutes ses faces et résolue à la Conférence de Berlin sans donner lieu à aucune espèce de réserve. Toute distinction entre les sectes est en dehors de la compétence de l'Assemblée.

M. Bourée dit que la formule primitive parlait des missions en termes généraux. On pouvait donc craindre que des missions professant la doctrine de l'esclavage y fussent comprises. Or, la Conférence a le droit et le devoir absolu d'exclure cette éventualité.

Carathéodory Efendi ne connaît pas de semblables missions. Il accepterait l'interprétation que vient de donner M. le Ministre de France, pourvu que la disposition fût conçue de manière à n'en exclure aucune catégorie. En toute hypothèse, il devrait réserver l'approbation de son Gouvernement.

M. de Macedo estime que l'addition proposée est nécessaire ; il faut exclure en effet les missions qui, sous prétexte de religion, feraient une propagande esclavagiste.

M. Bourée rappelle ce que M. Stanley a dit au sujet de certaines missions qu'il a rencontrées dans son dernier voyage, et qui se livraient exclusivement à la traite. Si de telles missions se trouvaient dans le voisinage des possessions françaises, elles ne seraient certainement pas tolérées.

Carathéodory Efendi répond qu'il n'aurait pas d'objection, si l'on ne visait en termes exprès que les missions qui ont pour but la traite des esclaves.

M. le Président, revenant sur la discussion qui a eu lieu à la Conférence de Berlin, rappelle que cette Assemblée a voulu sauvegarder le principe qui interdit toute distinction entre les cultes. Il a lui-même, en se plaçant au point de vue des institutions de son pays, contribué à l'adoption de la disposition qui est insérée dans l'Acte général et que la Conférence, réunie en ce moment, a également consacrée. Il n'y a donc pas lieu de craindre qu'une mission, pour autant qu'elle soit purement religieuse, soit entravée dans son action.

D'autre part, les Représentants des Puissances se trouvent réunis ici pour réprimer un trafic odieux. Si une corporation s'organisait en vue de faire la traite, aurait-elle droit à être protégée ? Il est évident que non. La Conférence se démentirait elle-même. Dans ce sens, il n'y a ni pléonasme, ni contradiction dans la rédaction proposée ; elle garantit à tous les cultes une égale protection. Avec ce commentaire, rien ne s'oppose à l'adoption des mots dont il s'agit. Ces explications, reproduites au Protocole, seront sans doute suffisantes pour calmer les appréhensions de M. le Ministre de Turquie.

Carathéodory Efendi se range à l'avis que vient d'exprimer M. le Président, mais il répète qu'il doit réserver l'approbation de son Gouvernement.

M. Bourée fait remarquer que cette addition a été proposée par les Représentants de l'Angleterre et de la France, qui ont l'une et l'autre autant de sujets musulmans que la Turquie et qui ne peuvent être suspectées de manquer d'égard à leurs croyances.

Carathéodory Efendi répond que rien n'a été plus loin de sa pensée que de suspecter en quoi que ce soit les sympathies que l'Angleterre et la France ont pour les croyances de leurs sujets musulmans. Il les reconnaît, au contraire, expressément et se considère comme très heureux d'en avoir recueilli un précieux et nouveau témoignage de la bouche de Son Excellence M. le Ministre de France. Les observations qu'il a présentées ont eu pour but unique de constater simplement que l'amendement intro-

duit à la dernière heure, et dont il demande la suppression, constituait dans sa pensée un simple pléonasme. Il est persuadé, d'ailleurs, que ses collègues n'ont pas l'intention de lui contester, non plus, le droit légitime qu'il doit aussi revendiquer pour son Souverain, chef de la religion visée, en matière d'interprétation de ce genre.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch est pénétré plus que personne de la valeur de l'amendement qu'il a approuvé en comité de rédaction. Il se demande cependant si le but que l'on poursuit ne pourrait être atteint d'une autre manière et si l'on ne pourrait, en supprimant les mots qu'on propose d'ajouter, dire clairement au Protocole de la séance, que la protection dont il s'agit serait assurée aux missions sans distinction de culte, et qu'il appartiendrait à chaque Gouvernement d'apprécier dans quelle mesure il conviendrait de l'accorder. Son Excellence ajoute que la nouvelle formule lui semblait meilleure, mais Elle croit qu'il convient d'y renoncer pour ne pas retarder davantage l'achèvement du travail de la Conférence.

Carathéodory Efendi n'a pas d'objection à l'adoption de la formule suggérée par M. le Comte Khevenhüller-Metsch, pourvu qu'il soit bien entendu qu'elle s'applique indistinctement à tous les cultes.

Après un échange d'observations entre MM. Bourée, de Martens, le Comte Khevenhüller-Metsch, Lord Vivian et Carathéodory Efendi, M. le Président, résumant la discussion, propose de rétablir le texte primitif de l'article en supprimant les mots : dans le voisinage des stations, et d'insérer au Protocole une déclaration, d'après une formule suggérée par M. le Ministre d'Autriche-Hongrie, et ainsi conçue : « La Conférence constate que la protection visée dans l'article 2, n° 3, ne sera accordée qu'aux missions dont les vues sont conformes au présent Acte général ; chaque Puissance réserve à cet égard sa liberté d'appréciation. »

L'Assemblée adhère à cette proposition.

M. le Président passe à l'examen de l'amendement proposé par M. le Ministre d'Autriche-Hongrie à l'article 100. Son Excellence avait suggéré de fixer l'époque de la mise en vigueur de l'Acte général au dixième jour à partir de celui où le Protocole de dépôt aura été dressé.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit que, dans la plupart des pays, un traité n'entre en vigueur qu'à partir du jour de sa publication au Journal officiel. Il faudrait donc fixer dans l'article 100 un certain délai pour la mise en vigueur, délai qui commencerait à courir à partir du jour du dépôt du Protocole. Ce délai pourrait être de dix jours par exemple.

M. de Macedo fait observer qu'en Portugal toute convention ou loi qui concerne les possessions portugaises d'outre-mer n'entre en vigueur qu'après sa publication dans le Journal officiel de chaque province. Son Excellence désirerait, en conséquence, que l'article fût rédigé de façon à s'accorder avec l'application de cette loi.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch répond que l'article dont il s'agit, en parlant de la mise en vigueur, fixe le moment où le Traité devient obligatoire pour les Puissances elles-mêmes. Il appartient ensuite, dans chaque pays, au Gouvernement de la métropole d'en faire l'application dans les colonies.

M. le Président dit qu'il ne serait pas possible de tenir compte des législations particulières en matière de publication des lois. Il est nécessaire que le Traité établisse une date unique pour sa mise en vigueur, date à partir de laquelle doivent courir les divers termes de révision. Le Traité général n'a pas à prévoir les mesures d'application dans chaque pays, lesquelles ne peuvent s'accomplir en même temps.

M. de Martens dit qu'il ne s'agit ici que de la mise en vigueur au point de vue du Gouvernement de la métropole, mais il demande si l'on ne pourrait ajouter, à l'article une disposition d'après laquelle l'Acte général serait mis en vigueur dans les possessions d'outre-mer des Puissances signataires, suivant les délais établis par les lois de chaque pays. Trois mois après la publication dans la métropole, l'Acte général serait obligatoire dans toutes les possessions des Puissances signataires.

Après un échange d'observations entre plusieurs membres, il est entendu qu'on insérera dans l'article 100 les mots : au soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt.

La Conférence reprend ensuite l'examen de la proposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée dans le bassin du Congo.

M. Terrell donne lecture de la déclaration suivante :

« Les Plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique demandent à exprimer toute leur reconnaissance pour la courtoisie que l'honorable Président et Messieurs les Plénipotentiaires leur ont témoignée, en les autorisant à attendre les instructions spéciales de leur Gouvernement touchant la proposition relative aux droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo.

» Avant de développer ces instructions, permettez-moi d'insister, une fois de plus, sur la position que les Etats-Unis ont prise en ce qui concerne la question de la répression du trafic des boissons alcooliques.

» Notre Gouvernement considère cette question comme étant d'importance capitale, intimement liée à la grande œuvre de l'abolition de la traite, dont, à son avis, ce trafic constitue le plus dangereux facteur.

» C'est sous l'empire de cette opinion qu'il nous charge d'insister vivement, afin que les efforts de la Conférence pour restreindre efficacement ce commerce inique et démoralisant ne se bornent pas à prohiber l'entrée et la vente des spiritueux dans les parties de la zone non encore atteintes par son influence délétère, mais qu'ils tendent à frapper les alcools d'un droit suffisamment élevé pour réprimer, voire même détruire, le trafic dans les régions où il a déjà pénétré. C'est pour atteindre ce résultat que le Gouvernement des Etats-Unis a déclaré renoncer à ses droits pour la libre entrée des spiritueux, espérant ainsi amener, par des mesures répressives efficaces, la destruction complète du principal facteur de la traite des esclaves. Cependant, après un examen attentif du projet, tel qu'il est formulé au chapitre 6 et tel qu'il a été approuvé par la Conférence, les Etats-Unis sont très désappointés d'avoir à constater que la mesure préconisée est, à leur avis, tout à fait insuffisante. La taxe sur laquelle l'accord s'est établi finalement est d'importance si minime, qu'elle n'aura point d'effet appréciable sur la répression du trafic, mais garantira plutôt sa permanence et constituera tout uniment une source de revenu. Dans

ces conditions, ces droits ne sont point acceptables, car, dans l'opinion de notre Gouvernement, ils constitueraient un stimulant pour les Gouvernements intéressés à encourager le commerce des spiritueux.

» Prescrire la prohibition absolue de l'entrée et de la vente des spiritueux dans la partie centrale de la zone, quoiqu'un acte fort recommandable pour sa sagesse, en tant que visant l'avenir, n'est point frapper un abus existant.

» Pour les régions où l'abus existe et devrait être vigoureusement combattu, nous n'avons adopté que des mesures totalement impuissantes à amener une répression efficace.

» Dans un autre ordre d'idées, nous désirons attirer l'attention de la Conférence sur le fait que la République de Libéria est située dans la zone où les mesures restrictives concernant les spiritueux seront appliquées, ou tout au moins où il serait désirable de les appliquer.

» Cette République fut établie, nous ne l'ignorons pas, sous l'influence puissante de la Société de colonisation des Etats-Unis, dans l'intention manifeste d'aider à améliorer la condition sociale des noirs et d'ouvrir un refuge salubre, où les esclaves affranchis trouveraient des moyens d'existence au milieu de colons américains d'origine africaine.

» Il est donc hautement désirable que cet Etat indépendant, habité et dirigé par des citoyens de couleur, soit amené à coopérer d'une façon effective à la réalisation des mesures répressives préconisées par la Conférence. Aussi, les Etats-Unis d'Amérique expriment-ils le vœu que l'Acte général contienne une stipulation expresse, portant que cette République sera invitée, comme puissance souveraine, à donner son adhésion au Traité. Afin que les mesures répressives puissent être adoptées et exécutées uniformément sur la côte entière de la zone, et afin que toutes les nations indépendantes composées d'indigènes puissent coopérer à la grande œuvre que nous poursuivons, nous sommes chargés de demander à la Conférence de reconnaître formellement la condition libre et indépendante de la République de Libéria et, par là même, sa capacité souveraine de devenir une Partie contractante.

« Le Président des Etats-Unis exprime le désir qu'une entente amicale et complète intervienne à ce sujet entre les Puissances ici représentées.

« S'il peut être déferé à ces vœux, et si les droits sur les spiritueux sont sérieusement augmentés — de manière à ne pouvoir être considérés comme de nature à encourager le trafic — nos instructions spéciales disent que le Gouvernement des Etats-Unis entrera en négociations coïncidentes avec l'Etat du Congo, c'est-à-dire en dehors de cette Conférence, pour établir un tarif assurant un revenu légitime et stipulant les droits commerciaux d'usage.

« Dans l'opinion de notre Gouvernement, des droits uniformes *ad valorem* sont préférables pour l'établissement du tarif dont il s'agit. »

M. le Président constate avec satisfaction que la communication que vient de faire M. le Ministre des Etats-Unis témoigne des dispositions favorables de son Gouvernement quant à l'établissement, moyennant certaines conditions, d'un droit d'entrée au Congo.

M. Van Maldeghem s'exprime ensuite en ces termes :

« Dans la séance du 2 juin, les Représentants de l'Etat indépendant du

Congo se sont attachés à exposer à la Conférence, avec une franchise absolue, les motifs pour lesquels ils considèrent l'établissement de certains droits d'entrée comme un des moyens les plus efficaces de procurer à l'Etat Indépendant les ressources qui lui sont indispensables pour assurer sa complète et sérieuse coopération à l'œuvre que nous poursuivons.

« Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, dans la déclaration que vous a faite avant-hier Son Excellence M. le Baron Gericke de Herwynen, reconnaît que l'exécution des obligations que nous imposera l'Acte général pour la répression de la traite entraînera pour nous des charges considérables.

« Mais alors que nos obligations existent dès aujourd'hui, impérieuses et pressantes, alors que la traite sévit et que l'humanité souffre, le Gouvernement des Pays-Bas nous propose de renvoyer à un examen ultérieur la recherche des éléments d'un problème de la solution immédiate duquel dépendent chaque jour tant d'existences humaines.

« Nous considérons comme un devoir de courtoisie à l'égard d'un Gouvernement ami et à l'égard de la personnalité éminente de celui qui le représente dans cette enceinte, de dire pourquoi cette proposition nous paraît inacceptable.

« Messieurs, l'article 4 de l'Acte de Berlin n'impose qu'une limite unique à la faculté que nous puissions dans notre droit de souveraineté d'établir dans nos territoires telles taxes que nous jugeons convenables. « Les marchandises importées dans ces territoires sont affranchies de droits d'entrée et de transit. » Mais en dehors de cette restriction, dont l'existence au surplus ne doit pas s'étendre au-delà d'une période de vingt années, nous jouissons de la liberté absolue de choisir, parmi les impôts de toute nature, ceux dont l'établissement nous paraît répondre le mieux aux nécessités de notre situation et au but gouvernemental que nous poursuivons. La Conférence n'a donc à délibérer, ne peut avoir à délibérer que sur cette unique question. Y a-t-il lieu de déroger, et en quelle mesure, au régime de la liberté commerciale qui régit l'Etat du Congo à raison d'arrangements antérieurs ? Si nous croyons pouvoir élargir le terrain de cette discussion, c'est uniquement par le motif que nous n'avons rien à cacher à la Conférence et que nous considérons comme un devoir d'honnêteté de lui fournir, au sujet de notre situation, les explications les plus complètes.

« Messieurs, la déclaration de M. le Plénipotentiaire néerlandais nous demande de produire à la Conférence l'évaluation des dépenses auxquelles nous croyons avoir à faire face pour remplir les obligations que l'Acte général nous impose. Rien ne serait plus difficile que d'établir, dès à présent, ce budget de la guerre contre la traite que l'on nous demande de vous apporter. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la charge sera pesante et en dehors de toute proportion avec nos ressources actuelles. Ce que nous pouvons ajouter, c'est que par l'effet même de l'Acte général, la traite, selon l'observation si juste de M. Wissmann, sera refoulée de la côte vers l'intérieur, c'est-à-dire sur nos territoires, et que nos devoirs croîtront avec l'augmentation de nos difficultés.

« Or, quelles sont nos ressources au moment d'engager cette lutte avec la traite ? Aujourd'hui déjà nos dépenses dépassent annuellement trois millions de francs, alors que nos recettes, bien que progressant chaque année, ne dépassent pas encore quelques centaines de mille francs. C'est

dans ces conditions que nous aurons à faire face à la création de trois camps, composés chacun de plusieurs centaines d'hommes, camps dont l'établissement nous paraît indispensable pour imposer une digue aux envahissements de la traite. Il faudra en outre établir des croisières dans les eaux intérieures et relier nos postes par des bateaux à vapeur auxquels viendront s'ajouter ceux que nécessitera la garde des lacs.

« N'est-il pas évident, pour peu que l'on connaisse les choses d'Afrique, que les ressources que nous fournissent actuellement nos territoires sont insuffisantes, et de beaucoup, pour la création et l'entretien d'un seul de ces camps ?

« Dans la note annexée à sa déclaration, M. le Ministre des Pays-Bas émet cet avis que les droits d'entrée soulèveraient des objections de la part du commerce et qu'il vaudrait mieux demander au relèvement des droits de sortie les ressources qui nous sont nécessaires. Nous avons d'avance répondu à cette manière de voir dans notre déclaration du 2 juin. Nous continuons à croire que les droits d'entrée sont sans danger pour les intérêts du commerce, et l'on voudra sans doute bien reconnaître que nous sommes les premiers intéressés en cette matière. Pourrait-il entrer dans notre pensée de troubler le commerce et de tarir dans sa source l'élément principal de notre future prospérité ?

« Nos espérances, sous ce rapport, reposent tout entières sur notre développement économique, par l'agriculture, l'industrie et l'exploitation de nos richesses naturelles. La note néerlandaise signale les progrès remarquables que le commerce a faits récemment dans le Haut-Congo, et, par une contradiction difficile à expliquer, ce sont les produits de cette contrée qu'on nous conseille surtout de frapper. Pour que les espérances que nous fondons sur l'augmentation du trafic dans le Haut-Congo se réalisent, il importe de ne pas le grever de charges trop pesantes et de ne pas demander nos ressources exclusivement aux droits de sortie. Au surplus, Messieurs, ce qui raffermirait notre conviction, ce qui nous donne l'assurance que les droits d'entrée ne présentent pas le caractère dangereux que la déclaration néerlandaise leur attribue, c'est que nous ne sommes pas les seuls de notre avis.

« A côté de nous d'autres Puissances, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Portugal, dont les possessions composent avec les nôtres le bassin conventionnel du Congo, n'hésitent pas à adhérer à la proposition dont vous êtes saisis et à lui réserver leur plus chaleureux appui. On ne peut admettre que toutes se tromperaient sur leurs vrais intérêts économiques. Qui s'imaginera que libres, comme nous, de demander leurs revenus à toutes les sources de l'impôt, elles i raient précisément choisir la seule taxe dont l'application soit actuellement interdite ?

« Et derrière ces Puissances, toute l'Europe, il y a quelques jours à peine, appuyait notre manière de voir avec une cordialité pour laquelle nous ne saurions trop vivement manifester notre gratitude. De sorte que nous nous trouvons en présence, d'une part, de l'Europe presque entière, ayant reconnu et consacré par son approbation la légitimité de la demande que nous avons faite afin de pouvoir nous associer à l'œuvre humanitaire qu'elle poursuit, et, de l'autre, d'une Puissance défendant des intérêts, très respectables sans doute, mais n'ayant à se charger d'aucune des responsabilités redoutables dont la préoccupation nous assiege en ce moment.

« Alla Conférence de Berlin, l'établissement de droits de sortie n'a été

préconisé que comme une mesure transitoire. Un délégué, dont la compétence assurément ne sera pas contestée, prit soin de faire observer qu'il ne serait ni juste ni équitable de faire peser les taxes douanières sur la seule exportation, quand les régions de l'Afrique centrale seraient transformées. L'heure de cette transformation n'a-t-elle pas sonné, p'us tôt peut-être que M. Woermann ne le prévoyait lorsqu'il la plaçait au bout d'un terme de dix à vingt ans seulement ? Et faut-il passer à côté du fait, parce qu'il se produit plus rapidement qu'on ne l'espérait ? Au surplus, les taxes d'exportation ne sauraient atteindre qu'un nombre infime de produits, et parmi ceux-ci il en est bien peu qu'il paraisse opportun de frapper plus fort.

« Comment nos huiles de palme, par exemple, pourraient-elles lutter sur les marchés européens avec les produits similaires d'autre provenance, si nous les grevions de droits d'exportation trop élevés ? Ces droits, enfin, paraissent condamnés par la science économique ; ils ont été abandonnés par la plupart des États, et le Gouvernement néerlandais lui-même nous a donné un enseignement bien remarquable lorsque, par une décision qui remonte à 1886, il les a abaissés et a diminué le nombre des articles frappés à la sortie à Java, la plus importante de ses colonies.

« Par contre, les droits d'entrée que nous voyons établis presque partout en Afrique empêchent-ils les transactions quand ils restent modérés ? Tous ceux qui ont quelque connaissance des affaires d'Afrique savent qu'à la côte occidentale les marchandises de provenance européenne sont vendues aux indigènes à 100 0/0, 200 0/0, 300 0/0 d'augmentation sur les prix d'Europe, selon les points plus ou moins éloignés où ces marchandises sont mises en vente.

« Quelle influence un droit d'entrée de 8 à 10 0/0 exercera-t-il dans de telles conditions sur le commerce ? C'est à peine si le consommateur, qui en définitive l'acquittera comme toujours, c'est à peine, dis-je, s'il s'en apercevra. Ils seraient vexatoires, dit-on, pour le commerce et leur perception entraînerait une foule de formalités coûteuses et désagréables. La liberté du transit elle-même serait compromise.

« La note néerlandaise ne tient aucun compte des explications que nous avons fournies à cet égard, de nos assurances répétées au sujet des facilités que nous sommes disposés à donner au commerce pour la réexportation de ses produits. Nous organiserons, sous ce rapport, notre régime d'entrepôt dans les conditions les plus libérales.

« Remarquons aussi que c'était avant la création de l'Etat du Congo que le commerce était parfois arrêté par suite de guerres ou conflits entre tribus indigènes. Quand un chef voulait nuire à un adversaire, il fermait les chemins de négoce. Aujourd'hui, quand cela arrive, et c'est fort rare, les maisons de commerce s'adressent à l'Etat dont l'intervention suffit pour faire ouvrir les chemins. Ces faits ne peuvent en conséquence donner lieu à aucune manipulation de marchandises.

« Répétez-le donc, le transit restera, doit rester libre, et nous accorderons sous ce rapport au commerce toutes les facilités qui ne seront pas de nature à engendrer la fraude. Qu'on ne s'y trompe pas, du reste. Les formalités que la note néerlandaise redoute existent déjà, dans une certaine mesure, sous le régime des droits de sortie. L'établissement de droits d'entrée, coïncidant avec la création du régime nouveau relatif aux armes et aux alcools, les aggravera-t-il notablement ?

« Comment supposer que le tarif pourrait comporter un millier d'articles, et donner lieu à d'inextricables complications ? Le commerce d'Afrique ne les comporte pas, et nous pensons pouvoir, quant à ce point, nous référer aux explications qui nous ont été fournies dans une séance précédente par M. le Président, explications qui ne prévoyaient que la taxation d'un nombre limité d'articles.

« Comment enfin répondre à cette assertion, qu'il y aurait au Congo des localités où les paquebots débarquent actuellement des marchandises sans qu'il s'y trouve d'autorités fiscales. L'assertion est le résultat d'une évidente erreur, et nous pouvons garantir que l'administration est organisée dans tous les ports qui, au Congo, servent à l'importation. Les paquebots de haute mer ne déchargent jamais des marchandises directement dans les factoreries de la côte appartenant à l'Etat du Congo. Ces factoreries sont alimentées par le cabotage.

« Je ne sache pas que cela se passe autrement dans les colonies portugaises ou françaises, où il y a des autorités constituées sur tous les points où les paquebots font parfois escale. Quant aux factoreries du fleuve, les Etats riverains prendront les mesures nécessaires pour épargner au commerce les inconvénients signalés.

« L'argument invoqué eût pu s'appliquer également aux droits de sortie, et jamais on n'en a fait état.

« En résumé, Messieurs, nous ne pensons pas que les inquiétudes manifestées par M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas soient justifiées. Nous comprenons sa légitime sollicitude pour les intérêts néerlandais engagés au Congo, mais nous avons la ferme confiance que ces intérêts ne cesseront de se développer sous l'action bienfaisante de notre Gouvernement. Sous ce rapport, le passé est le gage de l'avenir. Faut-il rappeler qu'avant la fondation de l'Etat, le commerce néerlandais au Congo n'a pas toujours été également prospère ? Aujourd'hui, grâce à la sécurité que nous assurons aux transactions et à notre marche incessante en avant, ses bénéfices vont toujours croissant. L'an dernier, la Société actuelle donnait 7 0/0 de dividende ; cette année elle en distribue 13 0/0, et la note néerlandaise elle-même admet que ces résultats sont attribuables principalement aux relations établies avec le Haut-Congo. Nous avons la conviction que l'établissement de droits d'entrée ne troublera pas cette situation brillante. Au demeurant, le commerce néerlandais n'existe pas seul au Congo. La note dont il nous a été donné lecture témoigne, pour les Sociétés belges qui s'y trouvent établies, un intérêt dont elles ne peuvent être que reconnaissantes. Nous avons pour le trafic belge, comme pour celui des commerçants de toutes les nations, établis chez nous, une égale sollicitude. Tous ces commerçants apprécient, comme les missionnaires dont M. le baron Gericke de Herwynen nous parle aussi, la sécurité dont le Gouvernement congolais les fait jouir et reconnaissent qu'il est juste de les faire contribuer aux charges qu'elle entraîne. Ils ont dans la sollicitude que nous inspiront leurs intérêts une confiance que nous croyons mériter.

« Voilà, Messieurs, notre réponse.

« Nous avons, une fois encore, le devoir de déclarer que l'adoption de la proposition dont vous êtes saisis nous paraît nécessaire pour que nous puissions nous associer efficacement à vos résolutions. »

M. le Comte Khevenhüller-Metsch se demande s'il est nécessaire de

délibérer sur la déclaration des Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo, puisqu'elle ne fait que reproduire et commenter celle qu'ils ont faite déjà le 2 juin, et au sujet de laquelle les membres de la Conférence sont munis d'instructions suffisantes. Il lui paraît donc inutile de prolonger le débat.

M. le baron Gericke de Herwynen dit qu'il a l'intention de répondre dans une séance ultérieure au discours de M. Van Maldeghem.

M. le Président fait observer que les Plénipotentiaires ont reçu le projet le 10 mai. Trois semaines après ils ont été en mesure de lui donner l'approbation de leur Gouvernement. Les arguments invoqués pour ou contre la proposition ont été développés de part et d'autre ; le débat paraît donc épuisé au sein de la Conférence, et il ne reste plus, semble-t-il, qu'à constater si les Puissances maintiennent l'adhésion qu'elles ont déjà donnée à la proposition.

M. le baron Gericke de Herwynen exprime le désir de rencontrer encore une fois plusieurs arguments que les Plénipotentiaires de l'Etat du Congo lui ont opposés. Il ajoute que ses instructions l'obligent encore à faire certaines communications à la Conférence.

M. le Président prie M. le Ministre des Pays-Bas d'être assuré que la Conférence ne changera rien à la procédure habituelle et qu'elle entendra les nouvelles communications que Son Excellence se propose de lui adresser, avec toute l'attention et la déférence qui lui sont dues.

Les observations que lui-même vient de présenter avaient uniquement pour but de constater la situation.

M. le Président demande la permission de tirer la conclusion du débat qui a occupé la séance d'aujourd'hui. La question consiste à préciser les charges qu'entraînerait pour l'Etat du Congo l'exécution loyale et entière des obligations résultant pour lui de l'Acte général. De l'avis des hommes les plus compétents, chacun des camps qu'il faudra créer occasionnera une dépense de 200,000 francs au moins. Il sera nécessaire d'établir des stations et des postes, ainsi que des canonnières sur les fleuves. Une somme annuelle de 1,200,000 francs serait à peine suffisante pour couvrir ces dépenses. Pour y faire face, l'Etat Indépendant du Congo réclame l'autorisation de percevoir des droits d'entrée. Sans doute, il faudra recourir, en outre, à d'autres moyens. Mais, fixés à un taux modéré, qui n'entravera pas le développement du commerce, les droits d'entrée donneront dès maintenant un revenu qui progressera avec le mouvement croissant des échanges, et ils formeront dans l'avenir l'une des bases d'un budget normal, comme ils le sont déjà actuellement dans plusieurs colonies africaines.

Telle est la question qui se pose aujourd'hui et sur laquelle la Conférence est appelée à se prononcer.

La séance est levée.

Protocole n° 22. — Séance du 17 Juin 1890.

La Conférence reprend l'examen de la proposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo.

M. Terrell prend la parole en ces termes :

« Les Plénipotentiaires des Etats-Unis désirent ajouter quelques considérations à leur déclaration formulée, dans la séance du 16 juin, dans le but de faire connaître, d'une manière encore plus complète, les vues de leur Gouvernement touchant la proposition du Baron Lambert pour établir des droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo.

» Dans notre déclaration du 14 mai, votre attention, Messieurs, a été attirée sur le fait que les Etats-Unis n'ont pas encore ratifié le Traité de Berlin.

» C'est parce que cette ratification n'existe point que nous sommes chargés de faire connaître, qu'alors même que les demandes de notre Gouvernement, telles qu'elles ont été formulées hier, seraient admises, il nous serait néanmoins impossible d'adhérer à l'Acte général de la Conférence, si celui-ci contenait un amendement, voire même un simple rappel des dispositions libre-échangistes dudit Traité de Berlin, à moins que cet amendement ou ce rappel ne fasse l'objet d'une clause spéciale intimant que les mesures prises à ce sujet ne lieront pas les Etats-Unis.

» Naturellement, notre Gouvernement ne s'oppose pas à une entente qui pourrait s'établir à ce sujet, séparément de nous, entre les Puissances signataires du Traité de Berlin; mais il serait préférable, à tous égards, que les mesures relatives aux droits d'entrée, dont l'insertion dans l'Acte général créerait une position difficile en ce qui nous concerne, fussent prises en dehors de cette Conférence et fassent l'objet d'un Acte séparé.

» Si les Puissances signataires du Traité de Berlin souscrivent — à l'exclusion des Etats-Unis — un engagement tendant à l'adoption de ces droits d'entrée, engagement qui peut être en opposition avec des traités que notre Gouvernement possède, les Etats-Unis sont disposés et préfèrent arriver au même résultat en négociant séparément, et non sous la contrainte de la Conférence.

• Les Etats-Unis sont disposés à entrer dans cette voie, mais sous l'entente expresse que leurs intérêts ne seront pas méconnus dans les pays africains avec lesquels ils n'ont pas de traité spécial. »

M. le Président dit que le texte de cette déclaration sera, dès aujourd'hui, distribué à MM. les Plénipotentiaires. Il demande si ces derniers n'ont pas de communications à faire concernant l'objet en discussion.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch s'exprime en ces termes :

« Messieurs, nous avons tous entendu, avec une attention mêlée d'un peu de surprise, l'exposé que Monsieur le Ministre des Pays-Bas nous a lu dans la séance du 14 juin.

• Ne voulant pas, après tout ce qui a été dit sur ce sujet, prolonger des débats auxquels nous n'aurions rien à gagner, mais à perdre un temps qui me paraît de jour en jour plus précieux, je ne veux, dans cette controverse, qu'apporter, aussi brièvement que possible, l'opinion du Gouvernement Impérial et Royal, que j'ai l'honneur de représenter ici.

» Il me semble, pour ne laisser subsister à cet égard aucun doute, qu'il est nécessaire de dire, d'une façon claire, que mon Gouvernement ne saurait admettre que la Conférence se livre à une opération que Monsieur le Plénipotentiaire des Pays-Bas a décoré du nom euphonique de recherche d'équivalents. Si nous voulions pousser nos investigations au point de

reconnaitre où se trouvent en général des ressources encore disponibles pour l'Etat Indépendant du Congo, si nous voulions nous rendre compte de l'emploi des ressources déjà existantes et jusqu'à quel chiffre elles se trouveront majorées par les effets de l'Acte général, alors, Messieurs, nous ne formerions plus une Conférence internationale pour rechercher les mesures contre la traite des nègres, mais la première assemblée constitutionnelle de l'Etat du Congo.

» Pourquoi ne pas lui demander, du moment qu'on entre dans cet ordre d'idées, de nous soumettre son budget des recettes et des dépenses ?

» Evitons la confusion dans les rôles qui nous sont assignés.

» L'Etat du Congo est souverain comme tous les autres pays représentés à cette table. Sa souveraineté est seulement renfermée dans certaines limites dont l'une est formée par l'article IV de l'Acte général de la Conférence de Berlin. On nous demande, en compensation des charges que l'Acte général de la Conférence de Bruxelles mettra sur les épaules du jeune Etat, mais aussi à cause de sa situation financière générale, qui est de notoriété publique, l'abrogation des clauses de l'article IV.

» Nous connaissons toutes les déclarations dignes et très claires des Représentants de l'Etat du Congo, faites le 2 juin, et qui ne laissent subsister aucune équivoque sur la situation. Nos collègues du Congo maintiennent leur dire, et si l'on vient à leur refuser les droits d'entrée, dont, à l'avis de juges auxquels seuls je reconnais une compétence absolue dans cette matière, ils ont besoin, notre œuvre poursuivie pendant de longs mois de labeur peut être regardée comme ayant échoué.

» Messieurs, j'ai vécu pendant des années dans des pays où le commerce étranger était frappé d'un droit d'entrée de 10 %. Nulle part je n'ai remarqué que ce droit fût exagéré et que le commerce ne sût s'en accommoder. La demande de l'Etat du Congo est juste, équitable et modérée. Mon Gouvernement l'accepte une fois de plus et déclare que, si par suite d'une résistance isolée d'un seul Gouvernement, l'œuvre de la Conférence de Bruxelles devait rester lettre morte, il en rejette la responsabilité sur ceux auxquels elle retombera de droit. »

M. le Baron Gericke de Herwynen constate que la communication que vient de faire M. le Ministre d'Autriche-Hongrie ne fait que confirmer ce que Son Excellence avait déjà déclaré dans la dernière séance. Il ne peut, quant à lui, que maintenir ce qu'il a déjà dit à cette occasion.

M. le Ministre des Pays-Bas s'était proposé de répondre aux arguments présentés la veille par MM. les Plénipotentiaires du Congo; n'ayant pas eu le temps de préparer une réponse complète, il se bornera à donner lecture à la Conférence d'une note dont les éléments lui ont été fournis par M. le Délégué néerlandais.

« Messieurs, j'ai entendu hier avec un vif intérêt les observations présentées par M. le Plénipotentiaire de l'Etat Indépendant du Congo, mais, quoique j'apprécie hautement ses arguments, ils n'ont pas pu me convaincre; je me permets donc d'y répondre en quelques mots.

« M. Van Maldeghem prétend que les marchandises importées au Congo peuvent fort bien supporter un droit d'entrée, puisqu'elles sont vendues avec un bénéfice de 100 à 300 %, suivant que les localités sont plus ou moins éloignées de la côte. Je dois faire observer que de tels bénéfices n'existent pas; il y a parfois des articles de nouveautés qui sont vendus

très avantageusement, mais le profit extraordinaire qu'ils donnent doit fréquemment contrebalancer les pertes provenant d'autres articles qui ne sont plus recherchés par les indigènes, fort capricieux en matière d'achat d'articles européens.

» On s'est à mainte reprise fait une idée exagérée des bénéfices que procure le commerce du Congo, mais on n'a pas tenu suffisamment compte des frais généraux très élevés que les commerçants ont à supporter ; s'il y a des maisons qui ont fait de bonnes affaires, il en est d'autres qui ne sont nullement satisfaites des résultats de leurs opérations.

» Aussi longtemps que le commerce du Congo n'aura pas modifié ses pratiques actuelles, c'est-à-dire, aussi longtemps que le commerce d'échange n'aura pas cessé et que l'argent ne sera pas employé dans les opérations commerciales, telles que les ventes et les achats de produits, de vivres et le paiement aux travailleurs noirs, le droit d'entrée est inutile et ne se justifie pas. Inutile dans le commerce d'échange, puisqu'il est indifférent que ce soit l'article d'exportation qui paie, ou l'article d'importation, au moyen duquel l'article d'exportation est acheté, non justifié, parce que le droit d'entrée fait augmenter tous les frais, qu'il frappe les vivres importés d'Europe, indispensables pour la nourriture des blancs, ainsi que les marchandises destinées à acheter les vivres du pays, à payer les transports et les salaires des travailleurs noirs. Non seulement les négociants voient ainsi leurs frais s'élever, mais il en est de même pour les missions, les entreprises agricoles et même les expéditions scientifiques.

» Plus tard, quand le commerce d'échange aura cessé, quand l'équivalent de l'importation ne devra plus être cherché dans l'exportation, la situation changera d'aspect et il pourra être avantageux alors pour l'Etat de percevoir des droits d'entrée. Peut-être cette situation arrivera-t-elle au bout des vingt années fixées par l'article IV de l'Acte de Berlin.

» Actuellement, on ne peut encore faire de comparaison entre la situation économique du Congo et celle des pays européens ou de leurs anciennes colonies. La théorie que certains produits ne peuvent pas supporter les droits de sortie n'est pas exacte tant que le commerce d'échange subsiste. Si le négociant achète l'huile de palme en échange de marchandises européennes, il est bien indifférent que ces marchandises payent 10 0/0 de droits d'entrée, ou que l'huile de palme paye 10 0/0 de droits de sortie. C'est toujours l'huile de palme qui payera les 10 0/0.

» On nous assure que les formalités de la perception des droits d'entrée seront évitées autant que possible, mais, avec la meilleure volonté, elles existeront néanmoins et en grand nombre. Quand des droits d'entrée sont perçus, la douane doit veiller sévèrement contre la fraude et contre la contrebande, autant dans l'intérêt de l'Etat que dans celui des négociants honnêtes. Cette surveillance, surtout au Congo, exigera des formalités nombreuses. Ces formalités entraveront inévitablement beaucoup la liberté d'action du commerce, elles entraîneront des dépenses et une grande perte de temps, et le temps c'est de l'argent, en Afrique comme partout ailleurs. Et si les Etats du Congo adoptaient un tarif douanier différent, ou si l'un d'eux exemptait du paiement des droits des articles qui payeront dans l'Etat voisin, quelle surveillance alors ne faudra-t-il pas aux frontières intérieures, surveillance que le négociant lui-même a le droit de réclamer.

» Les formalités de la perception des droits de sortie sont peu nombreuses et nullement gênantes ; quant aux formalités pour la perception des

droits sur les alcools et pour le contrôle des armes, elles ne seront pas bien graves non plus, puisqu'il ne s'agit que de quelques articles.

» On conteste qu'il y ait un millier d'articles d'échange dans le commerce du Congo; je crois cependant pouvoir affirmer que ce nombre n'est pas exagéré. Quelle variété, en effet, dans les étoffes différentes tant par la qualité que par le prix! Quelle variété en quincaillerie, en verrerie et en verroterie, en faïence et en articles divers, tous variant selon les localités et le goût des indigènes!

» Quant aux paquebots dont j'ai parlé et qui débarquent des marchandises à des endroits de la côte où il n'y a pas d'autorités fiscales, il se rencontre plusieurs de ces endroits sur le littoral portugais et même dans le Bas-Congo; je puis citer Porto-Rico et Matéba.

» En ce qui concerne les bénéfices du commerce néerlandais, il est vrai que la Société de Rotterdam, en 1887, a donné un dividende de 9 0/0, en 1888 de 5 0/0 et en 1889 de 13 0/0. Mais en 1881, 1882 et 1883, elle a payé 17 0/0, 7 1/2 0/0 et 12 1/2 0/0; donc à une époque bien antérieure à la fondation de l'Etat Indépendant.

» Les bénéfices du commerce du Congo, dépendent, en grande partie, de la régularité de la saison des pluies et du prix des produits africains sur les marchés d'Europe.

» On s'étonne que nous désirions soumettre l'ivoire du Haut-Congo au paiement des droits de sortie, mais c'est là justement le produit qui peut le supporter mieux que tout autre; c'est précisément le commerce d'ivoire dans le Haut-Congo qui donne actuellement les grands bénéfices.

» Que M. Woermann ait changé d'avis depuis la Conférence de Berlin, c'est possible, mais il y a d'autres personnes compétentes qui n'en ont pas changé; je citerai M. Stanley, le plus compétent de tous.

» Nous ne contestons nullement, qu'à l'exception des droits d'entrée, l'Etat du Congo ait la faculté d'établir différentes taxes. Mais, si l'Etat a ce droit, pourquoi n'en fait-il pas usage, et pourquoi recourir à des droits d'entrée qui, tout en créant mille difficultés au commerce et en le privant de sa liberté d'action, ne rapporteraient rien ou presque rien au trésor, vu les grandes dépenses de perception. »

M. le Baron Gericke de Herwynen désire attirer particulièrement l'attention de ses collègues sur l'une des considérations indiquées dans la note qu'il vient de communiquer; elle est relative au bénéfice minime que les droits d'entrée procureront à l'Etat Indépendant. On peut dire, ajoute Son Excellence, que ce bénéfice sera nul.

M. le Ministre des Pays-Bas communique ensuite à l'Assemblée la conclusion d'une note, dont il donnerait lecture si la Conférence en exprimait le désir, et qui présente un tableau des recettes que produiraient les droits d'entrée à 10 0/0 ajoutés aux droits sur les alcools et aux droits de sortie perçus sur la base du tarif actuel, comparées à celles que donneraient les droits de sortie à 10 0/0 augmentés du droit d'entrée sur les alcools.

Droits d'entrée proposés et droits de sortie (tarif actuel):

Droits d'entrée sans les alcools. fr. 192,000
Droits d'entrée sur les alcools. . . 240,000
Droits de sortie perçus en 1889 . . 121,392

TOTAL. . . fr. 533,392

Droits de sortie (tarifs à établir) et droits sur les alcools:

Droits de sortie à 10 0/0 . . fr 430,000
Droits d'entrée sur les alcools. . . 240,000

TOTAL. . . fr. 670,000

Les droits de sortie à 10 0/0, y compris les droits sur les alcools, donnent une différence de plus de 100,000 francs, avec des frais de perception beaucoup moindres que s'il faut établir des droits d'entrée.

M. le Baron Gericke de Herwynen ajoute que ce calcul a été établi d'après la corrélation qui existe nécessairement entre les importations et les exportations d'un pays. Pour établir le chiffre des importations suivant lequel on a calculé le montant des recettes dans le tableau précédent, on a eu recours aux statistiques fournies par la maison néerlandaise de Banana.

M. Sanford fait remarquer qu'il n'est pas question dans ce relevé de l'état des exportations du Haut-Congo.

M. le Baron Gericke de Herwynen le reconnaît, mais dans le Haut-Congo, il n'existe pas de droits de sortie; on ne peut donc avoir de relevé pour les exportations. Les chiffres qui ont été indiqués reposent sur une estimation aussi exacte que possible. Les Pays-Bas sont, d'ailleurs, mieux à même que personne d'établir un calcul à cet égard, puisqu'ils entrent pour la plus grande part dans le total général des importations. M. le Ministre des Pays-Bas rappelle, à cette occasion, que dans une séance antérieure, M. le Président avait rendu un hommage mérité et auquel il s'est lui-même associé, aux sentiments qui avaient inspiré la déclaration de MM. les Plénipotentiaires du Congo. Il espère que la Conférence voudra bien reconnaître également la sincérité des renseignements qu'il produit.

M. le Baron Gericke de Herwynen est en mesure de fournir, dès aujourd'hui, quelques éclaircissements sur le sens que le Gouvernement néerlandais attache à la communication faite par lui, dans la séance du 14 de ce mois. Il pourrait en donner connaissance à l'Assemblée lorsqu'elle examinera les déclarations de MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis.

La Conférence ayant exprimé le désir de recevoir immédiatement la communication de M. le Ministre des Pays-Bas, Son Excellence donne lecture de la déclaration suivante :

« Le but de notre proposition est de demander à la Conférence de vouloir bien examiner quel serait le meilleur moyen de pourvoir aux frais qu'imposera l'exécution de la convention antiesclavagiste et de formuler un vœu à cet égard.

» Si, après avoir examiné tous les moyens qui pourraient servir à atteindre ce but, le désir d'établissement de droits d'entrée était maintenu, une conférence ultérieure deviendrait nécessaire pour délibérer sur la modification de l'Acte du Congo, par laquelle le vœu exprimé pourrait être réalisé.

» Si, dans cet ordre d'idées, la majorité de la Conférence recommandait le droit d'entrée comme le moyen le meilleur, il serait désirable d'ajourner à six mois la nouvelle Conférence pour la révision de l'Acte du Congo.

» Si, par contre, d'autres moyens étaient considérés comme désirables, le délai d'exécution dépendrait uniquement des Puissances intéressées, les moyens étant alors étrangers à l'Acte du Congo. »

M. le Ministre des Pays-Bas ajoute que son Gouvernement a toujours contesté l'opportunité d'une discussion concernant l'Acte de Berlin au sein de cette Conférence, et qu'il préférerait voir adopter la seconde combinaison suggérée par lui.

M. le Président demande si, dans l'hypothèse d'un ajournement de la Conférence à six mois, le Gouvernement néerlandais admettrait, à ce moment, l'établissement des droits d'entrée.

M. le baron Gericke de Herwynen répond que son Gouvernement réserve absolument son appréciation à cet égard.

M. le Président dit qu'il est nécessaire de poser nettement la question. En effet, ou bien la future Conférence serait chargée de rechercher les moyens de procurer les ressources nécessaires à l'Etat indépendant du Congo, en dehors des droits d'entrée, et il a déjà été démontré qu'elle excéderait sa compétence, eu égard à la prérogative de tout Etat indépendant quant aux taxes intérieures, ou bien elle demanderait ces ressources aux droits d'entrée, et le but serait manqué, si le Gouvernement néerlandais était décidé à ne pas les accorder.

M. le baron Gericke de Herwynen croit qu'il résulte de l'esprit de ses instructions que la question des droits d'entrée devrait demeurer étrangère à l'acte général et faire l'objet d'un acte séparé et ultérieur.

M. le Président en conclut que le Gouvernement néerlandais est résolu à ne prendre aucun engagement.

M. le baron Gericke de Herwynen dit que son Gouvernement estime que les droits d'entrée ne sont pas nécessaires, qu'ils peuvent être nuisibles au commerce et qu'ils seront improductifs.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il voudrait voir s'établir la discussion. Mais, si la Conférence en juge autrement, si elle se prononce pour l'établissement d'un droit d'entrée, il aurait à présenter une proposition supplémentaire. Son Excellence la fera connaître immédiatement; elle est ainsi conçue :

« Je dois me permettre, Monsieur le Président, de vous demander si vous ne jugeriez pas convenable de proposer aux membres de la Conférence de ne prendre aucune décision avant d'avoir eucoie préalablement consulté leurs Gouvernements.

« Je n'oublie pas, Monsieur le Président, que votre exposé du 10 mai a rencontré dans la Conférence un assentiment presque unanime, confirmé encore, avec plus d'autorité, le 2 de ce mois.

« Mais il convient de ne pas non plus perdre de vue que la proposition qui nous était faite par vous, était absolument imprévue et inopinée, qu'elle n'avait pas été examinée avec l'attention que méritait son importance et que l'on n'avait pas pu se rendre compte des objections qu'elle pouvait soulever. Ces objections sont actuellement connues et j'ose croire, Messieurs, qu'en en prenant connaissance, elles ne seront pas envisagées comme dénuées d'intérêt par vos Gouvernements respectifs.

« Ceux-ci voudront, sans doute, bien examiner si les mesures que j'ai eu l'honneur de suggérer et dont la conséquence première serait de ne pas compromettre le résultat des longs et consciencieux travaux de la Conférence, ne méritent pas d'être prises en sérieuse considération.

« Je ne me dissimule nullement, Monsieur le Président, que la proposition que je vous demande de soumettre à la Conférence peut malheureu-

sement déranger des convenances personnelles auxquelles j'associe les miennes, mais je ne crois pas que ces considérations puissent peser dans la balance des décisions à prendre. »

M. le Président demande à MM. les Plénipotentiaires du Congo s'il est dans leurs intentions de discuter les faits économiques sur lesquels M. le Ministre des Pays-Bas s'est étendu au début de la séance.

M. Van Maldeghem, sans vouloir rentrer dans le détail de la discussion, désire rencontrer quelques-uns des faits indiqués dans l'exposé présenté par M. le Ministre des Pays-Bas.

Les Plénipotentiaires du Congo ont toujours soutenu qu'un droit d'entrée modéré ne pouvait nuire au commerce. On le conteste, et l'on semble croire que le commerce dans le bassin du Congo serait compromis par un régime qui existe sans inconvénients partout ailleurs. Quand on songe, pour ne citer qu'un fait, que le riz, qui à Anvers se vend 220 francs les 1,000 kilos, coûte à Boma 270 francs et plus de 1,300 francs à Léopoldville, c'est-à-dire une augmentation de 500 0/0, on peut se demander si une taxe de 10 0/0, représentant dans l'espèce 27 francs, serait de nature à peser sérieusement sur le commerce.

Quant à l'affirmation que les droits d'entrée seront improductifs, M. Van Maldeghem fait observer que l'Etat Indépendant connaît ses intérêts et a la conviction que, si ces droits lui sont accordés, il en retirera un avantage. D'ailleurs, pourquoi les droits d'entrée qui sont productifs partout où ils sont établis ne le seraient-ils pas au Congo ?

M. le Ministre des Pays-Bas, au cours de son exposé, a donné l'état des exportations du Congo pour l'année 1889. D'après le raisonnement de Son Excellence, il faut établir une corrélation absolue entre les importations et les exportations. Cette manière de voir ne saurait être admise. Toute marchandise exportée, en effet, ne correspond pas à une marchandise importée. Il faut tenir compte ici de facteurs importants : ce sont les articles qui servent à rémunérer la main-d'œuvre indigène, et ceux qui se rapportent à l'outillage du pays. Or, parmi les marchandises exportées, il n'en est pas une seule qui corresponde à ces articles. Il est donc inexact de dire que le chiffre des exportations permet de déterminer celui des importations.

M. Van Maldeghem ne pense pas qu'il y ait lieu de revenir davantage sur les explications déjà données concernant le régime douanier et les facilités qui seraient certainement accordées à la réexportation. La seule question sur laquelle les Plénipotentiaires du Congo prient la Conférence de se prononcer est celle de savoir si elle autorisera l'Etat indépendant à percevoir les droits d'entrée, qu'ils considèrent comme indispensables pour lui permettre de concourir à l'exécution de l'Acte général.

Les Plénipotentiaires du Congo ne peuvent accepter la remise de la question à six mois, comme le propose le Gouvernement néerlandais.

M. Sanford fait remarquer que M. le Plénipotentiaire du Congo a oublié, dans son calcul concernant les bénéfices sur le riz, les prix du transport entre Boma et Léopoldville. Il faut compter, outre 20 francs pour les frais de Boma à Matadi, le transport (1 franc par kilo) de Matadi à Léopoldville. De sorte qu'en ajoutant aux 270 francs, prix de revient à

Boma, les frais, le prix coûtant par 1,000 kilos à Léopoldville s'élèvera à 1,290 francs. Il faudrait donc vendre le riz à Léopoldville bien plus de 1,300 francs les 1,000 kilos pour faire un bénéfice si énorme.

M. de Macedo est d'avis que la Conférence n'a à examiner que ce seul point, à savoir si la perception dans le bassin conventionnel du Congo d'un droit d'entrée maximum de 10 0/0 est ou n'est pas préjudiciable au commerce, et nullement ce que ce droit pourrait produire.

M. Sanford fait remarquer qu'en établissant un droit d'entrée, l'Etat Indépendant arriverait à faire imposer des droits dont six autres Puissances ayant des possessions dans l'Afrique centrale vont profiter. Par exemple à Zanzibar, où le droit actuellement perçu est de 5 0/0, les charges de douane étaient, suivant le dernier relevé à sa connaissance, de 126,000 livres sterling. Les Etats-Unis qui entrent pour un huitième dans le commerce général auront à supporter une part fort considérable de cette charge. Cette dernière, on l'assure, sera certainement doublée si l'on adopte la proposition d'établir un droit de 10 0/0, car le Sultan ne manquera pas de profiter de la situation nouvelle.

M. Sanford ajoute qu'il est fort difficile de se procurer des statistiques concernant l'importation au Congo ; il n'en existe pas d'officielles, et l'on ne peut que le regretter.

D'après les renseignements qu'il a puisés à des sources autorisées, les importations de cette année dépasseront 26 1/2 millions de francs. Si l'on tient compte de ce qu'a dit M. Sabatier dans son discours au Roi, on doit y ajouter 5 millions de francs, au lieu de 10 millions, du chef d'importations venant de la Belgique. D'après M. Sabatier, ce dernier pays devrait entrer pour 15 millions dans le commerce d'exportation qui se fait avec l'Etat Indépendant du Congo dans ces régions.

M. Göhring répond que le Zanzibar n'a pas été compris dans l'interdiction stipulée par l'article 4 de l'Acte général de Berlin, qu'il est donc resté libre de percevoir des droits d'entrée, tout aussi bien avant la Conférence de Bruxelles qu'après. Il est à remarquer, d'ailleurs, que ce pays est lié par des traités de commerce ; il ne lui serait donc pas possible de doubler arbitrairement les droits perçus aujourd'hui.

M. le Président rappelle qu'à la Conférence de Berlin c'est le Plénipotentiaire des Etats-Unis lui-même qui a proposé de réserver, en ce qui concernait l'application de l'article 4 de l'Acte général, les droits des Souverains ayant des possessions dans le bassin conventionnel du Congo, et dont plusieurs n'étaient pas représentés au sein de la Conférence. Le Zanzibar a usé de la faculté qui lui était laissée ; il a adhéré à l'Acte général, mais sans admettre le principe de la liberté commerciale. Il reste donc entièrement libre d'élever les droits. Il en est de même pour le Portugal.

Le débat économique qui vient d'avoir lieu, ajoute M. le Président, avait sa raison d'être, mais il peut être considéré comme épuisé. Il reste cependant une remarque à faire.

M. le Ministre des Pays-Bas, en calculant ce que produiraient les droits d'entrée, est parti de l'hypothèse que tous les produits indistinctement

seraient frappés d'un droit. Il ne sait pas quelles sont à cet égard les intentions des Gouvernements intéressés, mais il croit peu probable qu'on impose une taxe sur les articles qui favoriseront les progrès de la civilisation. On ne grèvera donc que certaines marchandises, et c'est de celles-là seulement qu'il importe de tenir compte pour apprécier les conséquences du régime qu'il s'agit d'établir.

M. le Prince Ouroussoff dit qu'on semble avoir perdu de vue dans cette discussion les idées grandes et généreuses qui inspiraient la Conférence. Les Représentants des Puissances ont abordé, au cours de leurs travaux, l'examen de problèmes soulevant des questions importantes et difficiles ; ils les ont heureusement résolus, grâce à l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve.

Arrivés au terme de leur mission, ils se trouvent arrêtés par une question commerciale d'ordre secondaire, si on la compare aux autres, et qui menace de faire échouer l'œuvre si péniblement élaborée.

Son Excellence ne croit pas qu'aucune des deux propositions présentées par M. le Ministre des Pays-Bas puisse être acceptée par la Conférence.

La première, en effet, est peu pratique ; les Puissances ne seront pas disposées à se réunir encore une fois. La seconde ne l'est pas davantage, chaque Plénipotentiaire ayant reçu des instructions suffisantes pour pouvoir se prononcer. En référer de nouveau aux Gouvernements, ce serait une perte de temps inutile. M. le Prince Ouroussoff propose en conséquence que M. le Président prie M. le Baron Gericke de Herwynen de faire connaître à son Gouvernement le vœu de la Conférence, en lui demandant, au nom de l'Assemblée, de vouloir bien revenir sur sa première décision. M. le Baron Gericke de Herwynen, qui jouit d'une grande influence et d'une haute considération dans son pays, est, mieux que personne, à même d'accomplir la mission que ses collègues désirent lui confier.

M. le Ministre de Russie est convaincu que le Gouvernement néerlandais, devant cette manifestation des sentiments de l'Assemblée, reconnaîtra que son opposition risque de faire échouer l'œuvre dont la Conférence poursuit la réalisation, et transmettra à son Représentant des instructions nouvelles.

M. Sanford fait observer que le Gouvernement des Etats-Unis désire, comme celui des Pays-Bas, que la question des droits d'entrée fasse l'objet d'un Acte séparé.

M. le Président rappelle qu'il a été entendu que la communication faite par MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis serait examinée dans une prochaine séance.

Lord Vivian se rallie entièrement à la manière de voir de M. le Ministre de Russie.

Il croit également que la Conférence ne pourrait avoir un meilleur interprète que M. le Baron Gericke de Herwynen, et il le prie instamment de vouloir bien attirer l'attention du Gouvernement néerlandais sur l'unanimité qui s'est manifestée au sein de l'Assemblée et sur la responsabilité qu'il assumerait en maintenant son opposition contre l'opinion unanime de toute l'Europe.

M. le Président constate que la proposition de M. le Prince Ouroussoff a obtenu l'assentiment de la Conférence.

M. le Baron Gericke de Herwynen remercie ses collègues de Russie et d'Angleterre de leurs paroles obligeantes ; il en a été vivement touché. Quant à la demande qu'ils l'ont prié de transmettre à son Gouvernement, il déclare qu'il ne refuserait pas de s'interposer s'il entrevoyait une issue favorable. En ce qui le concerne, il éprouverait un regret profond si l'œuvre de la Conférence n'arrivait pas à son terme, et il fera tout ce qui est en son pouvoir afin qu'elle réussisse ; mais il doit ajouter cependant que les propositions transactionnelles de son Gouvernement, dont il vient de donner lecture, ont été le résultat d'une longue et sérieuse délibération.

Avant de terminer, M. le Ministre des Pays-Bas désire répondre quelques mots à M. le Plénipotentiaire du Congo.

M. Van Maldeghem a parlé des bénéfices énormes de certains commerçants. Son Excellence ne contestera pas que l'on ait pu faire de grands bénéfices dans des circonstances exceptionnelles, mais ils ne sont pas aussi considérables qu'on l'a dit.

Dans l'opinion de M. le Délégué des Pays-Bas, les bénéfices de 200 à 300 0/0, s'ils se présentent parfois, sont certainement très rares.

M. le Ministre des Pays-Bas a déjà indiqué les raisons pour lesquelles il ne pouvait juger aussi favorablement que ses collègues les droits d'entrée qu'on propose d'établir. Il a expliqué également pour quelles raisons un commerçant était à même de pouvoir évaluer la corrélation qui existe entre les importations et les exportations d'un pays.

Quant à ce qu'a dit M. Van Maldeghem des importations du matériel destiné aux travaux publics, Son Excellence reconnaît que ces importations seront considérables, et Elle est convaincue que l'Etat Indépendant ne les frappera jamais d'aucun droit, en supposant qu'un droit soit un jour établi.

M. le Président ne veut pas laisser supposer qu'en parlant de la sincérité des Représentants de l'Etat du Congo, on aurait voulu laisser planer un doute sur l'exactitude des allégations qui leur ont été opposées. Rien ne serait moins fondé. Lui-même, dans la séance d'hier, a constaté combien il avait été touché de la loyauté et du bon vouloir de M. le Baron Gericke de Herwynen ; il a ajouté que Son Excellence trouverait à cet égard une entière réciprocité.

M. le Président désirerait revenir un instant sur la déclaration que les Plénipotentiaires du Congo ont été chargés de faire. Les obligations que l'œuvre de la Conférence entraînera pour leur Souverain se sont échelonnées en quelque sorte de chapitre en chapitre ; ce n'est qu'à la fin de l'Acte général qu'on a pu se rendre compte de toutes les charges qu'il impose. Faut-il s'étonner si, constatant en ce moment l'impossibilité de les remplir, on a considéré comme un devoir de le déclarer loyalement ? Telle est bien la portée des paroles que M. le Baron Gericke de Herwynen avait cru devoir relever. M. le Ministre des Pays-Bas a usé, d'ailleurs, d'une franchise semblable dans l'exposé des vues de son Gouvernement.

M. le Président ne veut pas rentrer dans la discussion des faits économiques qui ont été produits. Il n'en fera ressortir qu'une seule consé-

quence. Il n'appartient pas à la Conférence de régler le régime intérieur de l'Etat du Congo, mais, si elle lui impose de nouvelles charges, il est en droit de demander qu'on ne lui refuse pas les moyens d'y pourvoir.

D'une part, une situation de fait indiscutable occasionnera des dépenses qui se monteront à plus de 1,200,000 francs; de l'autre, les revenus calculés, en y comprenant les droits de sortie, ne dépassent pas 670,000 francs. Ces chiffres serviront de base à l'appréciation des membres de l'Assemblée.

M. Sanford estime que les droits de sortie sur l'ivoire, qui s'élèveront à 1,500 francs par 1,000 kilos, pourront bientôt à eux seuls donner, pour la première année, un revenu de 450,000 francs. On peut évaluer à 300 tonnes, au moins, la quantité d'ivoire qui sera exportée. Quant au caoutchouc, par suite de la construction du chemin de fer, l'exportation en prendra de bien plus grands développements.

M. le Président répond que ce n'est pas d'après un fait isolé qu'il est possible de se faire une idée exacte de la situation du nouvel Etat. Pour la juger, il faut l'envisager dans le passé et dans l'avenir.

Quand, en 1876, il s'est agi d'étudier l'Afrique centrale, quand les plus grands voyageurs, et parmi eux Cameron, réunis au Palais de Bruxelles, montraient sur la carte l'itinéraire qu'ils avaient suivi, aucun d'eux n'a pu donner d'indication précise sur ce qui se passait dans l'intérieur du continent. Ce n'est qu'après la découverte du cours du Congo, qu'on a pu s'en rendre compte et qu'il a été possible de jeter les fondements du futur Etat qu'on voulait y établir. Mais, malgré les progrès réalisés, on n'a pu jusqu'à ce jour lui assurer des conditions normales d'existence.

Quand il s'agit d'envisager l'avenir de ce pays au point de vue politique, social et humanitaire, il faut avant tout chercher à lui créer une situation durable, en lui assurant un budget dont les ressources pourront augmenter par la suite. A ce point de vue, l'établissement d'un droit d'entrée, quoique modique au début, est une condition indispensable pour lui permettre d'accomplir sa mission.

M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis a parlé du revenu que produira l'ivoire; mais qui peut dire, que dans vingt ans d'ici, cette marchandise donnera encore les bénéfices qu'elle donne aujourd'hui? On ne peut donc chercher dans cette source de revenus une base sur laquelle il soit permis d'établir un budget.

La séance est levée.

Protocole n° 23. — Séance du 19 Juin 1890.

Lord Vivian s'exprime en ces termes :

« Dans la séance de la Conférence du 29 mai, Son Excellence le Ministre de France a déclaré, en réponse à une question que nous lui avons adressée, que si le Gouvernement de la Reine exprimait au Gouvernement français le désir de voir étendre aux possessions britanniques sur la côte orientale d'Afrique l'engagement que ce dernier avait pris de provoquer les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation des armes et des munitions de guerre de Madagascar et de l'archipel des Comores vers les possessions

allemandes de cette côte, le Gouvernement de la République française consentirait à déférer à ce désir.

» Nous sommes maintenant chargés par le Gouvernement de la Reine de demander que le bénéfice de cet engagement soit étendu aux possessions ou protectorats britanniques de la côte orientale. »

M. Bourée répond qu'il n'avait pas manqué de porter à la connaissance de son Gouvernement le désir exprimé par M. le Ministre d'Angleterre. Les instructions que Son Excellence a reçues l'autorisent à donner l'assurance que les garanties offertes à l'Allemagne seront étendues intégralement à l'Angleterre et qu'en conséquence les mesures nécessaires seront provoquées dans les ports de Madagascar et des Comores, afin de prévenir tout commerce d'armes qui pourrait porter préjudice aux intérêts de la Grande-Bretagne dans ses possessions de la côte orientale d'Afrique.

Lord Vivian remercie M. le Ministre de France de cette réponse.

Son Excellence fait ensuite la déclaration suivante, destinée à préciser la portée que les Représentants de la Grande-Bretagne attachent aux dispositions des articles 49 et 50 :

« D'après les dispositions contenues dans le deuxième alinéa de l'article 49 de l'Acte général, chaque Puissance signataire s'engage à désigner dans la zone maritime les autorités consulaires ou les délégués spéciaux qui seraient compétents pour procéder à l'enquête sur les bâtiments de leur nation, arrêtés sous l'accusation d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite, visée à l'article 50.

» Les Plénipotentiaires britanniques déclarent qu'ils comprennent les dispositions des articles 49 et 50 en ce sens que, dans les cas où les autorités dont il s'agit seraient appelées à exercer leurs fonctions dans un pays autre que le leur, elles seront admises à cet effet, par l'autorité territoriale, à assermenter toutes personnes, témoins et autres, qu'elles jugeraient nécessaire d'entendre, et dont le serment serait requis selon la procédure légale de la Grande-Bretagne. »

Lord Vivian ajoute que d'après les dispositions de l'article 50, tout bâtiment arrêté devra être jugé par l'autorité de sa nation et d'après les lois de son pays. On s'est demandé si les lois de tous les pays permettent dans ce cas au consul étranger de faire déposer sous serment toutes les personnes dont le témoignage serait nécessaire. La déclaration qui vient d'être lue a pour but de constater que telle est l'interprétation donnée à cette disposition par le Gouvernement britannique.

M. le Ministre d'Angleterre a été chargé également de faire, au sujet de l'article 44, une déclaration ainsi conçue :

« A la séance plénière de la Conférence du 24 mai, Son Excellence le premier Plénipotentiaire d'Allemagne a déclaré que « le Gouvernement Impérial compte sur les bons offices du Gouvernement de la Reine, en vue d'amener ses colonies de l'Afrique du Sud à prendre des mesures sévères pour contrôler le commerce des alcools, ainsi que leur introduction dans la zone déterminée à l'article 1^{er} et dans les territoires se trouvant en contact direct avec cette zone ».

» N'étant pas alors munis d'instructions, nous n'avons pas pu donner une réponse à cette déclaration.

» D'après les instructions que nous avons, dans l'intervalle, reçues du Gouvernement de la Reine, nous devons rappeler à l'attention de la Conférence que, par l'ensemble des mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Bechuanaland et le Zouloulund, mesures que la Compagnie Sud-Africaine, à la suite de l'engagement pris par le Gouvernement britannique, doit également appliquer dans la sphère de ses opérations qui se trouve en contact avec la zone, — le trafic des spiritueux sera sévèrement réprimé dans ces diverses régions.

» Quant aux colonies britanniques Sud-Africaines qui sont situées à une si grande distance de la zone qu'il est matériellement impossible d'y importer des alcools provenant des dites colonies, il ne serait guère admissible de les inviter à entraver l'exportation des spiritueux par terre ; ce commerce se dirige presque exclusivement vers les deux Républiques Sud-Africaines où se trouvent plusieurs centres florissants, habités par une population européenne, à laquelle ces spiritueux sont destinés.

» Pour ces motifs, le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas en situation de donner autrement suite à la déclaration faite par les Plénipotentiaires allemands. »

M. Göhring dit que l'opinion du Gouvernement Impérial diffère de celle que M. le Ministre d'Angleterre vient d'exprimer. Toutefois, M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne ne veut pas rentrer dans le fond du débat. Il s'agit ici surtout d'une question d'avenir, et l'on verra ce que l'avenir réserve. Cependant, si l'on envisage le passé, on doit en conclure que le danger qui a été signalé est bien réel. Il y a un certain nombre d'années, une industrie s'occupant de la fabrication des alcools au moyen des résidus de raisins s'était établie dans les possessions anglaises du Sud de l'Afrique. Ces alcools, de qualité très inférieure, pénétrèrent par l'intérieur dans les possessions allemandes du sud-ouest de l'Afrique et y firent de très grands ravages parmi les indigènes. On a essayé avec un certain succès d'entraver cette importation, mais on s'est heurté à de grandes difficultés. Il faudrait, en effet, pouvoir exercer une surveillance efficace sur les frontières intérieures. Les autorités coloniales auraient même prohibé toute vente des spiritueux ; mais une mesure semblable est impossible aussi longtemps que les frontières intérieures restent ouvertes. Il y aurait contradiction à fermer le pays du côté de la mer, tandis que l'importation s'opérerait par terre. Dans l'opinion du Gouvernement Impérial, les conséquences qui résulteraient d'une situation aussi anormale pourraient compromettre tout le régime des alcools. Ces considérations, ajoute M. Göhring, ont dicté l'attitude que le Gouvernement allemand a prise en ce qui concerne la question des alcools en Afrique ; le cas échéant, il renouvellera ses tentatives en vue de s'assurer les bons offices de celui de la Grande-Bretagne.

Lord Vivian remercie M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne pour la courtoisie de sa réponse. Son Excellence désire, toutefois, attirer l'attention de M. Göhring sur le fait que les colonies anglaises Sud-Africaines sont situées à 1,300 kilomètres de la zone spécifiée par l'Acte général. Or, il a été admis, au sein de la Commission, qu'on ne peut transporter avec profit les spiritueux par la voie de terre au delà de 300 kilomètres.

M. Göhring répond qu'il n'a pas dit que les alcools provenant des possessions anglaises du sud de l'Afrique sont importés dans la zone elle-même ; mais il maintient qu'on les introduit dans les possessions allemandes que traverse la zone.

Dès lors, pour atteindre les alcools qui pénètrent dans cette zone, l'Allemagne se verrait forcée d'établir un cordon douanier au milieu de ses possessions. Le Gouvernement Impérial ne veut pas, cependant, insister davantage en ce moment ; il se réserve d'agir d'après les faits qui se produiront dans l'avenir.

Lord Vivian est convaincu que le Gouvernement de la Reine examinera avec soin, et dans les vues les plus conciliantes, toute communication que le Gouvernement Impérial lui adresserait à ce sujet.

La séance est levée.

Protocole n° 24. — Séance du 20 Juin 1890.

Carathéodory Efendi demande la parole pour faire une communication conçue en ces termes :

« Je n'ai pas manqué de soumettre par le télégraphe à la Sublime Porte, conformément au désir qui m'a été exprimé dans la séance du 17 de ce mois, le texte de l'article 71 de l'Acte général adopté dans cette séance, avec l'interprétation, admise par la Conférence, qu'il était bien entendu que les Etats signataires en bénéficieront dans les limites des conventions existantes.

» Les instructions du Gouvernement Impérial m'autorisent à déclarer que l'article 10 de la loi ottomane ne s'applique actuellement, en vertu de la Convention avec l'Angleterre, du 25 janvier 1880, qu'aux commandants des bateaux de la Marine de Sa Majesté Britannique ; mais, du moment que l'Acte général stipulera réciproquement le droit de capture en faveur de tous les Etats signataires, l'article 10 de la dite loi deviendra alors d'une application générale.

» En insistant sur les mots « limites des conventions existantes », l'intention du Gouvernement Impérial visait non pas l'assistance, mais la forme même de l'assistance. Mon Gouvernement n'a donc pas d'objection à la rédaction de l'article 71 dans sa forme proposée actuellement, et j'ai l'honneur d'y donner son acquiescement. »

M. le Président donne acte à M. le Ministre de Turquie de sa déclaration.

Il propose ensuite à l'Assemblée d'entendre la lecture de l'Acte général, en réservant les dispositions non adoptées encore définitivement.

La Conférence ayant exprimé son assentiment, il est procédé à cette lecture. Le préambule et les articles 1^{er} à 8 ne donnent lieu à aucune observation.

A l'article 9, paragraphe 4, M. Bourée propose de remplacer le mot *seront* par *pourront être*. On marquera clairement ainsi que les exceptions ne sont pas obligatoires, mais facultatives, et la rédaction du para-

graphe sera mieux en harmonie avec l'esprit de la disposition qu'il renferme.

M. Banning croit que l'amendement aurait pour conséquence de restreindre la portée d'une stipulation déjà adoptée. Il résulte, en effet, de la partie finale du paragraphe que les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement auront un titre de droit à l'exception prévue.

M. Bourée n'y voit pas d'inconvénient, au contraire, et, même après l'observation de son collègue de Belgique, il croit devoir insister d'autant plus sur ce changement de texte. Il est, en effet, nécessaire, à son avis, que les autorités locales restent entièrement libres de ne pas admettre une autorisation délivrée par un Gouvernement étranger; on doit éviter que le texte du paragraphe prête à une interprétation contraire.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch s'exprime dans le même sens.

Lord Vivian aurait préféré que le texte ne fût pas changé, mais, en présence des objections soulevées par M. le Ministre de France, il n'insiste pas sur le caractère obligatoire de cette exception.

L'amendement de M. Bourée est adopté.

M. de Macedo dit que la division de l'ancien article 9 en trois articles a pour conséquence de soulever certains doutes.

L'article 14, qui se rapporte à la révision, ne mentionne pas le nouvel article 10. Il y a là, sans doute, une omission qui laisserait supposer, contrairement aux intentions de la Conférence, que le régime du transit des armes ne sera pas soumis à révision.

M. de Macedo fait en outre remarquer que le texte nouveau paraît laisser dans l'incertitude le point de savoir si le régime du transit s'applique à la zone de l'article 8, ou bien au continent africain tout entier. On n'indique pas que les mots : sera réglée de la manière suivante, qui se trouvent au début de l'article 9, se réfèrent également à l'article 10.

Sans émettre une opinion à cet égard, M. le Ministre de Portugal exprime le désir de voir fixer la portée de l'article 10 par une interprétation qui serait actée au Protocole.

M. de Macedo ajoute qu'il demande ces explications, tout en réservant une déclaration qu'il se propose de communiquer à la Conférence au sujet du régime des armes envisagé dans son ensemble.

Lord Vivian dit que les Plénipotentiaires britanniques, avertis par M. de Macedo, ont consulté leur Gouvernement sur la portée de l'article 10. N'ayant pas encore de réponse, ils ne peuvent donner que leur opinion personnelle. Quant à la première question soulevée par M. le Ministre de Portugal, ils pensent que la clause de révision est applicable à l'article 10; quant à la seconde, ils sont d'avis que le régime du transit ne devra recevoir son application que dans les limites de la zone déterminée à l'article 8.

M. de Macedo demande que la Conférence veuille bien se prononcer sur ce point. Si l'interprétation de Lord Vivian était admise, il serait utile d'apporter au texte du paragraphe 1^{er} de l'article 9 une modification qui le rendit applicable à l'article 10.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch croit qu'il serait préférable de ne pas changer la rédaction du paragraphe 1^{er} de l'article 9 et d'insérer

dans le second paragraphe de l'article 10, après les mots : l'autorisation de transit, ceux-ci : dans les limites de la zone spécifiée à l'article 8.

Cette proposition est adoptée.

M. de Macedo demande qu'il soit acté au Protocole que, dans le cas où le principe du transit serait admis par le Gouvernement portugais, celui-ci préférerait étendre au continent africain tout entier le régime du transit des armes, établi par l'article 10.

A l'article 10 le texte portera : le transit des armes de précision et des munitions, au lieu de : le transit d'armes de précision et de munitions.

M. le Président constate que c'est à la suite d'une erreur que l'article 10 n'a pas été mentionné à l'article 14 relatif au terme de la révision. Ce dernier article sera donc ainsi rédigé : le régime stipulé aux articles 8 à 13 inclusivement, etc.

A l'article 67, Carathéodory Efendi demande si la réserve insérée au commencement de l'article 5, et ainsi formulée : à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent article, s'applique également à l'article 67.

M. le Président dit qu'il n'est pas douteux que cet article doit être interprété dans le même sens que l'article 5 auquel il se réfère expressément.

A l'article 85, M. le Président rappelle qu'il a été acté au Protocole que les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège ne contribueraient ensemble aux frais du Bureau de Bruxelles que pour une demi-part ; quant aux Pays-Bas, M. le Baron Gericke de Herwynen a laissé entendre qu'ils payeraient peut-être une part entière.

M. Schack de Brockdorff dit que son Gouvernement n'a pas indiqué le chiffre de sa contribution et qu'il laisse au Président le soin d'en fixer le montant plus tard.

Carathéodory Efendi demande si le mot toutes (les Puissances) est maintenu, à la suite de la suppression des mots : à parts égales.

M. le Président répond qu'il a été entendu que si l'on supprimait l'indication des parts égales, toutes les Puissances n'en seraient pas moins tenues. Que le mot toutes soit conservé ou supprimé, le sens de la disposition reste le même. Rien ne s'oppose à ce que ce mot soit maintenu.

La Conférence adhère à la manière de voir de M. le Président.

La lecture de l'Acte général étant terminée, l'Assemblée revient sur les articles qui ont été réservés.

M. de Macedo dit qu'il accepte l'article 10 tel qu'il est rédigé, sous la réserve de la déclaration qu'il communiquera à la Conférence, et qui précisera l'attitude du Gouvernement portugais au sujet de cette question.

Le texte de l'article 10 est donc adopté.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch rappelle que M. le Baron de Renzis a fait des réserves au sujet de l'article 48, et il prie M. le Ministre d'Italie de vouloir bien dire s'il est en mesure de s'expliquer à cet égard.

M. le Baron de Renzis répond que l'article 48, qui d'ailleurs n'a pas encore été discuté, ne provoque pas de réserves spéciales de sa part. Celles

qu'il a émises portaient sur l'article 10 relatif au transit des armes. Il est autorisé à déclarer qu'il ne les maintient pas.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch pense que rien ne s'oppose dès lors à ce que l'article 48 soit immédiatement discuté.

M. le Président dit que, lors de la première lecture du chapitre 7, il a donné à la Conférence toutes les explications nécessaires sur cet article, qui a été emprunté aux conventions antérieures et particulièrement à l'Acte général de Berlin, avec des modifications qui permettront aux Puissances signataires de l'Acte général de Bruxelles de déterminer sous quelles conditions les adhésions pourront se faire, et de s'entendre pour provoquer celles qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

La rédaction proposée n'ayant donné lieu à aucune observation, M. le Président déclare l'article adopté.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch demande si la Conférence ne jugerait pas convenable de fixer dès à présent le jour de la signature du Traité. Il propose le mardi 24 juin.

M. Bourée suggère le mercredi 25 juin.

M. le Président demande successivement à tous les membres de la Conférence s'ils seront en mesure de signer l'Acte général à cette date.

MM. les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo déclarent qu'ils sont dépourvus d'instructions.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit qu'il n'a pas reçu les pouvoirs nécessaires. Si toutes les questions encore en suspens se trouvaient réglées, il pense qu'il pourrait, au besoin, être avisé par le télégraphe, en temps utile, de l'envoi de ses pouvoirs.

Carathéodory Efendi ne se croit pas en mesure de rien dire de précis à cet égard. Il informera le Gouvernement ottoman du désir que ses collègues viennent de manifester.

M. Terrell déclare que lorsque l'Acte général sera définitivement adopté, les Plénipotentiaires des Etats-Unis télégraphieront à leur Gouvernement afin de demander les pleins pouvoirs nécessaires pour le signer.

Les autres Plénipotentiaires déclarent qu'ils sont munis des pouvoirs nécessaires.

M. le Président constate, en conséquence, qu'il est dans les vœux et dans les prévisions de l'Assemblée que la Conférence procède le 25 juin à la signature de l'Acte général, si aucun obstacle imprévu ne s'y oppose.

Il reprend ensuite la discussion de la proposition relative aux droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo. Il rappelle qu'en déposant le projet qu'il avait été chargé de présenter à la Conférence, il a dit que ce projet avait pour but de procurer à certains Etats compris dans le bassin conventionnel, et particulièrement à l'Etat Indépendant du Congo, les moyens d'accomplir les obligations que l'Acte général leur imposera. Dans sa pensée, ce projet devait entrer dans le corps même du Traité.

Il a été informé, depuis lors, qu'il serait désirable de procéder d'une autre manière en vue de faciliter l'accession au Traité d'une grande Puissance qui, dès le début des travaux de la Conférence, a donné des gages d'une sincère sympathie pour l'œuvre entreprise, et du concours qu'elle est disposée à lui prêter.

Ce concours, la Conférence a grand intérêt à se l'assurer.

Or, dans les déclarations faites par les Représentants des Etats-Unis, il a été dit formellement que leur adhésion serait rendue difficile si l'Acte général renfermait une stipulation relative aux droits d'entrée. Dans ces conditions, le Roi-Souverain, renonçant à la combinaison primitive, a autorisé le Président à faire savoir à la Conférence que Sa Majesté consentait à disjoindre les dispositions relatives aux droits d'entrée de celles dont l'ensemble compose l'Acte général. Cette disjonction a paru également se justifier par la pensée qu'elle faciliterait d'autres adhésions.

Dans cet ordre d'idées, il y a lieu, dès lors, d'exposer comment la Conférence doit envisager les conditions que le Gouvernement des Etats-Unis croit devoir mettre à sa participation au Traité qui se négocie en ce moment.

Les déclarations de MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis manifestent l'intention de régler par un accord direct, entre leur Gouvernement et celui de l'Etat Indépendant du Congo, la question qui, d'après leur désir, devrait être distraite de l'Acte général et faire l'objet d'une convention séparée. Les Etats-Unis n'ont pas ratifié l'Acte général de Berlin ; ils n'ont pas en conséquence à s'occuper des dérogations que les signataires de cet Acte voudraient y apporter. Mais la négociation qu'ils demandent a trait uniquement aux intérêts américains engagés dans cette question ; c'est pour ce motif qu'ils sont disposés à entrer en arrangement en dehors de toute contrainte de la Conférence, c'est-à-dire sans qu'aucun lien ne rattaché, même indirectement, l'Acte qu'ils se déclarent prêts à conclure sur cette question spéciale, à l'Acte général de Berlin.

En leur donnant satisfaction sur ce point, il est permis d'espérer que les Etats-Unis consentiront à s'associer à l'œuvre de la Conférence, qui s'annonce déjà comme un grand fait de l'histoire de notre temps : après avoir prouvé de quels sacrifices ils sont capables pour affranchir la race noire sur leur propre sol, ils voudront participer à la protection que cet Acte général doit lui assurer en Afrique.

Restent les deux autres conditions auxquelles le Gouvernement américain déclare subordonner son adhésion.

Tout le monde connaît l'histoire de la République de Libéria. Fondée dans le but de procurer un établissement à certains esclaves affranchis d'Amérique désireux de revoir la mère-patrie, elle devait remplir en même temps une mission civilisatrice pour la côte de Guinée. Cette création a produit d'heureux résultats. Les débuts, il est vrai, ont été difficiles. Mais il en a été souvent de même pour les commencements des Etats nouveaux. Cette jeune République n'en mérite pas moins les sympathies de tous ceux qui s'intéressent à la cause de l'humanité en Afrique. C'est un Etat indépendant et libre ; d'autre part, la Conférence a tout intérêt à l'associer à son œuvre, non seulement à cause de la mission qu'il doit remplir, mais aussi parce qu'il est en mesure de prêter un concours qui est indispensable pour l'exécution de plusieurs des clauses de l'Acte général.

Les Etats-Unis ont offert leur entremise pour amener l'adhésion de la République de Libéria. M. le Président croit répondre aux vœux de ses collègues en adressant ses remerciements aux Plénipotentiaires de cette Puissance et en les priant de faire connaître à leur Gouvernement les sympathies que nourrit l'Assemblée pour cet Etat. Reproduites au Protocole de la séance, les paroles du Président en consacreront le souvenir dans les Actes de la Conférence.

M. le Président se plaît à croire que le Gouvernement américain, se rendant compte de l'incompétence de la Conférence dans les questions territoriales, voudra bien reconnaître qu'elle a fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux vues qu'il avait manifestées, et qu'il renoncera à demander une mention de la République de Libéria dans le texte même de l'Acte général.

MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis, dans leur déclaration, ont exprimé des regrets au sujet de la solution donnée par la Conférence à la question des spiritueux, et ils ont manifesté le désir que l'Assemblée revint sur la décision qu'elle a prise.

M. le Président prie ses collègues de vouloir bien faire connaître leur opinion à cet égard.

Lord Vivian s'exprime en ces termes :

« Messieurs, nous attachons le plus grand prix à la coopération des Etats-Unis à notre œuvre. Nous savons que leur politique traditionnelle est de se maintenir en dehors des traités et des arrangements politiques des nations européennes, mais l'œuvre que nous poursuivons est purement humanitaire ; elle n'a rien de commun avec la politique ; elle vise uniquement l'extinction de la traite et l'amélioration du sort de la race noire, un but pour la réalisation duquel les Etats-Unis ont versé leur meilleur sang et dépensé leurs trésors. Pour ces raisons, nous avons le ferme espoir qu'ils consentiront à s'y associer.

» Il résulte des déclarations faites par leurs Plénipotentiaires que les Etats-Unis mettent trois conditions à leur participation. La première est que l'Acte général ne fasse pas mention de l'Acte de Berlin, qu'ils n'ont pas ratifié, et que la proposition relative à l'établissement de droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo fasse l'objet d'un Acte séparé.

» Notre Président nous a expliqué que pleine et entière satisfaction leur avait été donnée sur ces deux points.

» Quant à la condition relative à la reconnaissance de la République de Libéria et son adhésion à l'Acte général, la Conférence a toujours prévu qu'il serait utile et même nécessaire d'amener cet Etat à participer à son œuvre ; sa place se trouve déjà indiquée parmi les Etats indépendants qui seront invités à y adhérer. Cette question sera donc réglée selon le vœu exprimé par le Gouvernement des Etats-Unis.

» Reste la troisième condition, celle relative à l'augmentation du droit initial établi par la Conférence sur les spiritueux importés en Afrique en dehors de la zone de prohibition, droit que le Gouvernement des Etats-Unis considère comme entièrement insuffisant et inefficace pour arriver à la répression du trafic.

» Cette opinion, Messieurs, les Plénipotentiaires britanniques l'ont maintes fois exprimée ; elle se trouve actée dans le rapport de la Commission, ainsi que dans le Protocole de la Conférence ; ils ont lutté longuement pour la faire prévaloir, et si pendant la longue discussion en Commission, qui a duré du 15 mars jusqu'au 5 mai, cette opinion avait pu être exprimée et appuyée par les Plénipotentiaires des Etats-Unis, elle aurait eu une grande influence. Mais quand le chiffre du droit initial à établir fut mis en discussion au sein de la Commission, et alors que nous

insistions sur le caractère modéré de nos propositions, le droit de 15 francs fut suggéré pour la première fois par le second Plénipotentiaire des Etats-Unis et adopté finalement par la Commission. Le Rapport de cette dernière le constate en ces termes :

« Il restait à fixer le droit minimum. Les Plénipotentiaires de l'Angle-
 » terre, liés par leurs instructions, maintenaient le chiffre de 50 francs
 » comme minimum ; de son côté, M. le Ministre des Pays-Bas proposait
 » fr. 7.50. Entre ces deux chiffres venait se placer un autre chiffre,
 » indiqué par M. Sanford, l'un des Plénipotentiaires des Etats-Unis.
 » Celui-ci, bien qu'il ne trouvât pas le minimum indiqué au projet anglais
 » excessif, déclara qu'il avait consulté plusieurs commerçants engagés
 » dans le trafic en Afrique et que, d'après ces commerçants, un droit de
 » 15 francs par hectolitre à 50° ne pouvait amener aucune perturbation
 » dans le commerce. M. Sanford suggérait donc l'établissement d'un droit
 » de 15 francs. »

« C'est donc à l'initiative de M. Sanford que nous devons le droit de 15 francs qui est qualifié par le Gouvernement des Etats-Unis comme entièrement insuffisant et inefficace.

« Les Plénipotentiaires britanniques n'ont cédé sur la question du chiffre du droit que devant l'impossibilité évidente de réunir l'unanimité des voix sur leur proposition. Aujourd'hui, on ne peut espérer de revenir sur une décision qui a été définitivement adoptée par la Conférence, sans risquer de compromettre les très importants avantages obtenus sur d'autres points. »

« J'espère que MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis, qui sont à même de juger ce point, partageront cette manière de voir et que, grâce à leurs explications, leur Gouvernement n'insistera pas sur cette dernière condition et consentira à s'associer à notre œuvre. »

M. Sanford répond qu'en suggérant le chiffre de 15 francs, il s'est placé uniquement au point de vue des intérêts du commerce. Des personnes compétentes, consultées par lui sur le point de savoir dans quelles limites un droit pouvait être établi sur les spiritueux sans léser des intérêts légitimes, ont indiqué 15 francs comme étant une taxe en quelque sorte normale. C'est ce chiffre qu'il a soumis à l'appréciation de la Commission, non pas comme un but, mais comme un point de départ, M. le Ministre des Pays-Bas ayant insisté sur ce point qu'un droit de fr. 6 50 par hectolitre était la limite de ce que pouvait supporter le commerce sans subir de préjudice.

Aussitôt qu'il eût constaté que l'opposition de certaines Puissances ne permettrait pas d'imposer de plus grandes restrictions au trafic des bois-sous fortes, il a introduit le même jour (30 mars) un amendement dans le but de remédier à l'insuffisance de la taxe admise, laquelle ne pouvait avoir que des conséquences fiscales. Cet amendement, demandant la prohibition des spiritueux frelatés ou insuffisamment rectifiés, a reçu l'approbation de son Gouvernement qui lui a transmis des instructions formelles lui prescrivant d'y insister. Discuté après le retour de M. Sanford, il n'a pas été adopté par la Conférence, bien qu'elle eût rendu hommage au principe qui lui servait de base. Rien n'a donc été fait par la Conférence dans le sens des mesures proposées par M. Sanford.

M. le Président rappelle ce qui s'est passé dans la Conférence de Berlin, dont M. Sanford faisait partie, lorsque la proposition de restreindre le commerce des spiritueux a été portée devant cette Assemblée. A Bruxelles, on a repris une question que la Conférence de Berlin n'était pas parvenue à résoudre, et l'on a obtenu un résultat dont il est permis de se féliciter.

Ce résultat ne doit pas être apprécié uniquement d'après le taux du droit dont les spiritueux seront frappés. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que cette taxe de 15 francs ne sera appliquée que dans les régions où actuellement il n'en existe aucune, et que presque partout ailleurs elle sera plus élevée. De plus, ce tarif minimum pourra être augmenté avant peu. Il pourra y avoir un rehaussement au bout de trois ans, et une révision à la fin de la sixième année. On a stipulé ainsi une transition qui ménage les intérêts en présence. Après un espace de temps très court, les Gouvernements auront à examiner les résultats du régime établi, et les Etats-Unis, ayant signé le Traité, seront appelés comme les autres Puissances à participer à cet examen. Si l'expérience démontre qu'on s'est trompé, rien n'empêchera de changer le régime.

M. le Président espère que ces explications, données au moment où le Gouvernement des Etats-Unis va décider s'il signera l'Acte général, seront de nature à le satisfaire. Elles témoigneront combien la Conférence a tenu compte des vues que ses Plénipotentiaires ont exposées, et elles le mettront sans doute en mesure de défendre devant le Parlement américain son adhésion à cet Acte général.

L'opinion publique, aux Etats-Unis, s'est montrée très sympathique à l'œuvre de la Conférence. En constatant l'importance des résultats obtenus, elle jugera favorablement, on peut l'espérer, la solution donnée, pour le présent, à la question des boissons alcooliques.

M. Sanford ne comprend pas comment, en rouvrant le débat sur cette question, on mettrait en péril l'œuvre de la Conférence.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit que si l'on reprenait la discussion des articles déjà adoptés, on donnerait à chaque Gouvernement la faculté de retirer les concessions qu'il a faites. Son Excellence croit que tel est l'avis de tous ses collègues. Le résultat obtenu doit être considéré comme un compromis ; pour y arriver, plusieurs Puissances ont dû faire certaines concessions.

M. Sanford, en son nom et en celui de son collègue, remercie M. le Président des paroles bienveillantes qu'il a prononcées, et le Roi-Souverain de la résolution qu'il a prise. Il remercie également la Conférence pour les sentiments qu'elle a témoignés à l'égard de la République de Libéria. Si la disposition relative à l'établissement d'un droit d'entrée avait été maintenue dans l'Acte général, les Etats-Unis n'auraient pu y apposer leur signature.

M. le Président répond qu'il s'empressera de porter à la connaissance du Roi-Souverain ce que MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis ont bien voulu dire.

Il ajoute qu'il lui paraît opportun de revenir sur les motifs de la disjonc-

tion des deux Actes à signer par la Conférence. Il est nécessaire, en effet, qu'elle se traduise dans des textes nouveaux, et que ceux ci soient accompagnés de l'exposé des conditions sous lesquelles ils sont présentés à l'Assemblée.

Le projet soumis à la Conférence le 10 mai avait subi toutes les modifications demandées dans le cours de la discussion, et il avait été formulé de manière à faire corps avec l'Acte général. Si la question des droits d'entrée doit sortir de l'Acte général et constituer un acte séparé, la rédaction de ce projet devra recevoir certains changements.

Il résulte des circonstances spéciales qui ont motivé la résolution de disjoindre ce projet du reste du Traité, que l'Acte séparé ne sera plus que l'œuvre des Puissances qui ont ratifié l'Acte de Berlin. Dès lors, la forme que l'on donnera à cet Acte ne concerne que les Puissances autres que les Etats-Unis.

Il est à supposer que les Puissances qui ont déjà donné leur approbation à l'établissement d'un droit d'entrée, lorsqu'on en faisait l'objet d'une stipulation de l'Acte général, ne modifieront pas leur manière de voir s'il s'agit d'autoriser la perception de ces droits par un Acte séparé, qui serait signé et ratifié en même temps que l'Acte général.

M. le Président donne lecture du projet de Déclaration préparé à cette fin :

DÉCLARATION.

« Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, en tant qu'elles sont liées par cet Acte,

» Après avoir arrêté et signé de concert dans l'Acte général daté de ce jour un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la traite des nègres sur terre comme sur mer ;

» Considérant que l'exécution des dispositions qu'Elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre Elles, qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans la bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources correspondantes ;

» Sont convenues de faire la Déclaration suivante :

» Les Puissances signataires qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le dit bassin conventionnel du Congo pourront y établir, sur les marchandises importées, des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalant à 10 0/0 de la valeur au lieu d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du chapitre 4 de l'Acte général de ce jour.

» Après la signature du dit Acte général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte général de Berlin, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 0/0 de la valeur, les bases d'un tarif commun des droits d'entrée, applicable dans toute l'étendue du bassin conventionnel du Congo.

» Il reste néanmoins entendu :

» 1^o Qu'aucun traitement différentiel ne pourra être établi ;

» 2° Que, dans l'application du régime douanier qui sera convenu, chaque Puissance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce ;

» 3° Que l'arrangement à résulter de la négociation prévue restera en vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration ;

» A l'expiration de ce terme, et à défaut d'un nouvel accord pour maintenir ou modifier le régime résultant des dispositions ci-dessus, chacune des Puissances contractantes se réserve la liberté de régler le régime douanier de ses possessions dans le bassin conventionnel du Congo.

» Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte général du même jour.

» Fait à Bruxelles, le... »

En ce qui concerne le premier paragraphe, M. le Président fait observer que les Plénipotentiaires ne paraissent pas encore s'entendre sur le point de savoir si l'on établira un tarif uniforme, ou si chaque Puissance, sous la réserve du maximum de 10 0/0, aura la liberté de régler son régime douanier comme elle l'entendra. Quant à lui, il ne se prononcera pas sur ce point qui sera discuté ultérieurement. Il y aura aussi à décider s'il ne conviendrait pas d'ouvrir une négociation subséquente à laquelle prendraient part des délégués spéciaux, et qui aurait pour but d'arrêter, dans la limite des 10 0/0, les tarifications les plus propres à concilier les intérêts respectifs.

Quant à la durée du régime, les membres de la Conférence seront probablement d'avis de la limiter de manière à en faire coïncider l'expiration avec celle de la période de vingt ans prévue par le Traité de Berlin.

M. de Macedo dit qu'il ne pourrait adhérer à cette Déclaration que si, dans la pensée des auteurs du projet, le maximum de 10 0/0 ne devait pas s'appliquer à tout le bassin conventionnel du Congo, mais seulement à la partie de ce bassin où le régime de la liberté commerciale est établi.

M. le Président répond qu'en appliquant ce tarif au bassin conventionnel du Congo, on devra tenir compte des situations particulières créées par l'Acte général de Berlin.

M. Bourée demande si la signature de l'Acte séparé devra coïncider avec celle de l'Acte général.

M. le Président répond affirmativement.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch déclare faire une réserve quant à la situation particulière qui est faite aux Etats-Unis.

M. le Président croit pouvoir dire, dès à présent, à M. le Ministre d'Autriche-Hongrie qu'il sera complètement rassuré à cet égard. Rien ne s'oppose à ce qu'un acte séparé soit conclu entre les Etats-Unis et l'Etat Indépendant du Congo. Il n'a pas à discuter ici les termes probables de cet arrangement ; mais l'Etat Indépendant ne peut évidemment concéder à

cette Puissance des avantages qu'il ne serait pas en son pouvoir d'accorder aux autres. Aucun traitement différentiel n'est donc à craindre.

M. Bourée fait observer que la consécration à donner à l'arrangement passé entre les Etats-Unis et l'Etat Indépendant ne pourra avoir lieu que le jour où les Puissances seront d'accord entre Elles sur l'Acte additionnel. Or, il est à prévoir qu'au cours de la discussion de cet Acte certaines questions seront soulevées, qui nécessiteront des demandes d'instructions de la part de plusieurs Plénipotentiaires.

M. le Comte d'Alvensleben dit que ses instructions lui permettent de discuter dès à présent le projet soumis à la Conférence.

M. Bourée y donne son assentiment.

Lord Vivian fait connaître les instructions que les Plénipotentiaires britanniques ont reçues. Elles lui prescrivent de demander :

1^o L'établissement d'un tarif général pour le bassin du Congo, et l'interdiction de tout droit différentiel ;

2^o L'adoption du droit *ad valorem* que le Gouvernement britannique considère comme préférable, dans ce cas, aux droits spécifiques ;

3^o L'exemption de tout droit pour certaines marchandises de nature à favoriser les progrès de la civilisation.

M. le Comte d'Alvensleben dit que son Gouvernement n'a pas d'objections à l'établissement d'un tarif général, ni à l'adoption du droit *ad valorem*.

Quant à l'exemption de droits en faveur de certaines marchandises, Son Excellence est d'avis que c'est là un point qui rentre dans la compétence de la Commission spéciale dont parle le projet.

M. Bourée déclare que ses instructions ne lui permettent pas de se rallier à l'adoption d'un tarif général ; elles réservent expressément pour chaque Puissance la liberté de tarifer à son gré.

Quant au droit *ad valorem*, il ne croit pas que son Gouvernement ait une préférence. Il ignore ses intentions en ce qui concerne l'exemption de droits en faveur de certaines marchandises, mais il ne doute pas que ces intentions ne soient favorables à tout ce qui, dans cet ordre d'idées, semblerait devoir aider au développement de l'industrie et des forces civilisatrices dans l'Afrique centrale.

Passant à la durée du régime à établir, M. Bourée dit que le Gouvernement de la République désire qu'on en fasse coïncider la fin avec celle de l'article 4 du Traité de Berlin, pour conserver le bénéfice de la stipulation de cet article qui permet à chaque Puissance de s'affranchir, après vingt ans, du régime de la liberté commerciale.

M. le Ministre de France ajoute que les déclarations de M. le Ministre d'Angleterre sont favorables à l'établissement d'un tarif général dans le bassin du Congo. L'adoption d'un pareil tarif ne cadre pas avec le système qui laisserait à chacun la liberté de régler comme il l'entend son régime douanier.

Mais M. Bourée a cru comprendre qu'une des objections opposées au système qu'il préconise serait que le fait de l'établissement de taxes différentes dans les limites du maximum de 10 0/0 pourrait conduire en fait à des tarifs différentiels. Son Excellence demande à Lord Vivian de vouloir

bien lui dire comment, d'après lui, cet inconvénient pourrait se produire.

Lord Vivian répond que probablement le Gouvernement de la Reine ne s'est pas expliqué sur ce point, car il serait à craindre que chaque pays, ayant la liberté de régler son tarif à son gré, ne soit naturellement amené à favoriser ses propres produits.

M. le Président est d'avis que le meilleur moyen de prévenir toute combinaison qui aurait pour effet d'introduire un régime différentiel, serait de s'en remettre, pour l'examen de ce point, à la Commission spéciale prévue par le projet.

Lord Vivian fait observer que chaque Etat, conservant la liberté de faire son tarif comme il l'entend, cherchera à attirer le commerce de son côté en diminuant les droits autant que possible. Dans ce cas, on risque de ne pas atteindre le but que l'on poursuit, à savoir de procurer des ressources à l'Etat du Congo.

M. Sanford demande si le droit *ad valorem* sera établi d'après le système qui existe aux Etats-Unis ou d'après celui qui est en vigueur dans d'autres Etats, par exemple à Zanzibar où la valeur est celle du port d'entrée.

M. de Macedo dit que ses instructions ne lui permettent pas d'accepter l'idée d'un tarif général. Son Excellence avait cru qu'il s'agissait seulement de s'entendre sur le montant du droit à établir, mais qu'on laisserait chacun libre de régler le tarif dans les limites de ce maximum. Du moment que la discussion s'établit sur de nouvelles bases, Elle doit en référer à son Gouvernement.

M. de Macedo ajoute que, dans son opinion, la liberté pour chaque Etat de régler son tarif comme il l'entend est indispensable dans un aussi vaste territoire.

M. Bourée est d'avis d'adopter cette rédaction qui permettrait, pour le moment d'écarter cette question du débat. On se bornerait à stipuler que les Etats compris dans le bassin du Congo pourraient prélever un droit de 10 0/0, et l'on réserverait la question du mode d'application.

La séance est levée.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 24.

Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Texte coordonné par le Comité de rédaction.

AU NOM DE DIEU TOUT-PUISSANT,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine régente du royaume ; Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat indépendant du Congo ; le Président des Etats-Unis d'Amérique ; le Président de la République française ; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne

et d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté le Roi d'Italie : Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc. ; Sa Majesté le Shah de Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, etc., etc. ; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar ;

Egalement animés de la ferme volonté de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique, et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la paix et de la civilisation ;

Voulant donner une sanction nouvelle aux décisions déjà prises dans le même sens et à diverses époques par les Puissances, compléter les résultats qu'elles ont obtenus et arrêter un ensemble de mesures qui garantissent l'accomplissement de l'œuvre qui fait l'objet de leur commune sollicitude ;

Ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand,

Les sieurs, etc., etc.,

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER. — Pays de traite. — Mesures à prendre aux lieux d'origine.

Article premier. — Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants :

1° Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées ;

2° Etablissement graduel, à l'intérieur, par les Puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme ;

3° Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme ;

4° Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives ;

5° Etablissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;

6° Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuyant l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;

7° Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées, et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la traite.

Art. 2. — Les stations, les croisières intérieures organisées par chaque Puissance dans ses eaux et les postes qui leur servent de ports d'attache, indépendamment de leur mission principale, qui sera d'empêcher la capture

d'esclaves et d'intercepter les routes de la traite, auront pour tâche subsidiaire :

1^o De servir de point d'appui et au besoin de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le protectorat de l'Etat de qui relève la station, aux populations indépendantes, et temporairement à toutes autres en cas de danger imminent ; de mettre les populations de la première de ces catégories à même de concourir à leur propre défense ; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ;

2^o De prêter aide et protection aux entreprises du commerce, d'en surveiller la légalité en contrôlant notamment les contrats de service avec les indigènes et de préparer la fondation de centres de culture permanents et d'établissements commerciaux ;

3^o De protéger, sans distinction de culte, les missions établies ou à établir dans des vues conformes à celles du présent Acte général ;

4^o De pourvoir au service sanitaire et d'accorder l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la traite.

Art. 3. — Les Puissances qui exercent une souveraineté ou un protectorat en Afrique, confirmant et précisant leurs déclarations antérieures, s'engagent à poursuivre graduellement, suivant que les circonstances le permettront, soit par les moyens indiqués ci-dessus, soit par tous autres qui leur paraîtront convenables, la répression de la traite, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Toutes les fois qu'elles le jugeront possible, elles prêteront leurs bons offices aux Puissances qui, dans un but purement humanitaire, accompliraient en Afrique une mission analogue.

Art. 4. — Les Puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique pourront toutefois déléguer à des Compagnies munies de chartes, tout ou partie des engagements qu'elles assument en vertu de l'article 3. Elles demeurent néanmoins directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent Acte général et en garantissent l'exécution.

Les Puissances promettent accueil, aide et protection aux associations nationales et aux initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la traite, sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

Art. 5. — Les Puissances contractantes s'obligent, à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent article, à édicter ou à proposer à leurs législatures respectives, dans le délai d'un an au plus tard à partir de la date de la signature du présent Acte général, une loi rendant applicables, d'une part, les dispositions de leur législation pénale qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et coopérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence ; — et, d'autre part, les dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs et marchands d'esclaves.

Les co-auteurs et complices des diverses catégories spécifiées ci-dessus de capteurs et trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs.

Les coupables qui se seraient soustraits à la juridiction des autorités du pays où les crimes ou délits auraient été commis seront mis en état d'arrestation, soit sur communication des pièces de l'instruction de la part des autorités qui ont constaté les infractions, soit sur toute autre preuve de culpabilité, par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle ils seront

découverts, et tenus sans autre formalité à la disposition des tribunaux compétents pour les juger.

Les Puissances se communiqueront, dans le plus bref délai possible, les lois ou décrets existants ou promulgués en exécution du présent article.

Art. 6. — Les esclaves libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du continent seront renvoyés, si les circonstances le permettent, dans leur pays d'origine ; sinon, l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Art. 7. — Tout esclave fugitif qui, sur le continent, réclamera la protection des Puissances signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles ou à bord des bâtiments de l'Etat naviguant sur les lacs et rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'Etat.

Art. 8. — L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de traite et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience ayant prouvé manifestement que la conservation des populations africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les Puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus à l'article suivant, interdite dans les territoires compris entre le 20^e parallèle nord et le 22^e parallèle sud et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique, vers l'est à l'océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Art. 9. — L'introduction des armes à feu et de leurs munitions, lorsqu'il y aura lieu de l'autoriser dans les possessions des Puissances signataires qui exercent des droits de souveraineté ou de protectorat en Afrique, sera réglée, à moins qu'un régime identique ou plus rigoureux n'y soit déjà appliqué, de la manière suivante, dans la zone déterminée à l'article 8.

Toutes armes à feu importées devront être déposées, aux frais, risques et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'administration de l'Etat. Aucune sortie d'armes à feu ni de munitions importées ne pourra avoir lieu des entrepôts sans l'autorisation préalable de l'administration. Cette autorisation sera, sauf les cas spécifiés ci-après, refusée pour la sortie de toutes armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entières ou en pièces détachées, de leurs cartouches, des capsules ou d'autres munitions destinées à les approvisionner.

Dans les ports de mer et sous les conditions offrant les garanties nécessaires, les Gouvernements respectifs pourront admettre aussi les entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex, et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

Indépendamment des mesures prises directement par les Gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des exceptions seront admises, à titre individuel, pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Toute arme, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, sera enregistrée et marquée par l'autorité préposée au contrôle, qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'armes, indiquant le nom du por-

teur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis, révocables en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

La règle ci-dessus établie de l'entrée en entrepôt s'appliquera également à la poudre.

Ne pourront être retirés des entrepôts pour être mis en vente que les fusils à silex non rayés ainsi que les poudres communes dites de traite. A chaque sortie d'armes et de munitions de cette nature destinées à la vente, les autorités locales détermineront les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les régions atteintes par la traite seront toujours exclues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'obligeront à présenter à l'administration, tous les six mois, des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les dites armes à feu et les poudres déjà vendues, ainsi que les quantités qui restent en magasin.

Art. 10. — Les Gouvernements prendront toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente et au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage vers les régions où sévit la traite.

L'autorisation de transit ne pourra être refusée lorsque les armes et munitions doivent passer à travers le territoire d'une Puissance signataire ou adhérente occupant la côte, vers des territoires à l'intérieur placés sous la souveraineté ou le protectorat d'une autre Puissance signataire ou adhérente, à moins que cette dernière Puissance n'ait un accès direct à la mer par son propre territoire. Si cet accès était complètement interrompu, l'autorisation de transit ne pourra non plus être refusée. Toute demande de transit doit être accompagnée d'une déclaration émanée du Gouvernement de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur, et certifiant que les dites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter, exceptionnellement et provisoirement, le transit d'armes de précision et de munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

Art. 11. — Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

Art. 12. — Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires afin que les contrevenants aux défenses établies par les articles 8 et 9 soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

Art. 13. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article 8, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de la dite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

Art. 14. — Le régime stipulé aux articles 8, 9, 12 et 13 restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux ans en deux ans.

CHAPITRE II. — Routes des caravanes et transports d'esclaves par terre.

Art. 15. — Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la traite, les stations, croisières et postes dont l'établissement est prévu à l'article 2 et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'article 4 par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

Art. 16. — Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances souveraines ou protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'article 3, par les autorités dont relèvent les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et de libérer les esclaves.

Art. 17. — Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

Les caravanes débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.

Art. 18. — Dans les possessions de chacune des Puissances contractantes, l'administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

Art. 19. — Les dispositions pénales prévues à l'article 5 seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis au cours des opérations qui ont pour objet le transport et le trafic des esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la traite.

CHAPITRE III. — Répression de la traite sur mer.

§ 1. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 20. — Les Puissances signataires reconnaissent l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions ayant pour objet d'assurer plus efficacement la répression de la traite dans la zone maritime où elle existe encore.

Art. 21. — Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge), depuis le Belouchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilimane), et, d'autre part, une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalane jusqu'au point de rencontre avec le 26° degré de latitude sud ; se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'est en se tenant à

20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Belouchistan, en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had.

Art. 22. — Les Puissances signataires du présent Acte général, entre lesquelles il existe des conventions particulières pour la suppression de la traite, se sont mises d'accord pour restreindre les clauses de ces conventions concernant le droit réciproque de visite, de recherche et de saisie des navires en mer, à la zone susdite.

Art. 23. — Les mêmes Puissances sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.

Cette stipulation sera révisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité.

Art. 24. — Toutes les autres dispositions des conventions conclues entre les dites Puissances pour la suppression de la traite, restent en vigueur pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Acte général.

Art. 25. — Les Puissances signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavillon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs.

Art. 26. — Les Puissances signataires s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le prompt échange des renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite.

Art. 27. — Un bureau international au moins sera créé; il sera établi à Zanzibar. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à lui faire parvenir tous les documents spécifiés à l'article 41, ainsi que les renseignements de toute nature susceptibles d'aider à la répression de la traite.

Art. 28. — Tout esclave qui se sera réfugié à bord d'un navire de guerre sous pavillon d'une des Puissances signataires sera immédiatement et définitivement affranchi, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou délit de droit commun.

Art. 29. — Tout esclave retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène aura le droit de réclamer sa liberté.

Son affranchissement pourra être prononcé par tout agent d'une des Puissances signataires, à qui le présent Acte général confère le droit de contrôler l'état des personnes à bord des dits bâtiments, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, si un crime ou délit de droit commun a été commis par lui.

§ 2. — RÈGLEMENT CONCERNANT L'USAGE DU PAVILLON ET LA SURVEILLANCE DES CROISEURS.

1. — Règles pour la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs.

Art. 30. — Les Puissances signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'article 21, et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

Art. 31. — La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes :

1° Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène ;

2° Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'océan Indien, de la mer Rouge ou du golfe Persique.

Art. 32. — L'autorisation d'arborer le pavillon d'une des dites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes :

1° Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs ;

2° Ils sont tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ;

3° Les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite.

Art. 33. — L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra toujours être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

Art. 34. — L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints en caractères latins à la poupe, et la ou les lettres initiales de son port d'attache, ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, seront imprimés en noir sur les voiles.

Art. 35. — Un rôle d'équipage sera délivré au capitaine du bâtiment au port de départ par l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes :

1° Le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivré ;

2° Aucun noir ne pourra être engagé comme matelot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre ;

3° Cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mousses ne soit pas anormale par rapport au tonnage ou au gréement des bâtiments ;

4° L'autorité qui aura interrogé les hommes préalablement à leur départ les inscrira sur le rôle d'équipage, où ils figureront avec le signalement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom ;

5° Afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque distinctive.

Art. 36. — Lorsque le capitaine d'un bâtiment désirera embarquer des passagers noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité territoriale. Les passagers seront interrogés et, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire. Au départ, le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci-dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

Art. 37. — A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, devant l'autorité territoriale, le rôle d'équipage et, s'il y a lieu, les manifestes de passagers antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche, et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste, et fera l'appel des passagers.

Art. 38. — Sur le littoral africain et dans les îles adjacentes, aucun passager noir ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant d'une des Puissances signataires.

Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'article 21, aucun passager noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant d'une des Hautes Parties contractantes et sans que cette autorité assiste au débarquement.

Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs, ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculpé fait relâche.

Art. 39. — Les prescriptions des articles 35, 36, 37 et 38 ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement, ayant un maximum de dix hommes d'équipage et qui satisferont à l'une des deux conditions suivantes :

1^o S'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales ;

2^o Se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale, sans s'éloigner de la côte à plus de 5 milles.

Ces différents bateaux recevront, suivant les cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité consulaire, une licence spéciale renouvelable chaque année et révocable dans les conditions prévues à l'article 40, et dont le modèle uniforme, annexé au présent Acte général, sera communiqué au Bureau international de renseignements.

Art. 40. — Tout acte ou tentative de traite, légalement constaté à la charge du capitaine, armateur ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter le pavillon d'une des Puissances signataires, ou ayant obtenu la licence prévue à l'article 39, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du chapitre III seront punies, en outre, des pénalités édictées par les lois et ordonnances spéciales à chacune des Puissances contractantes.

Art. 41. — Les Puissances signataires s'engagent à déposer au Bureau international de renseignements les modèles types des documents ci-après :

1^o Titre autorisant le port du pavillon ;

2^o Rôle d'équipage ;

3^o Manifeste des passagers noirs.

Ces documents, dont la teneur peut varier suivant les règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants, libellés dans une langue européenne :

I. *En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon :*

a) Le nom, le tonnage, le gréement et les dimensions principales du bâtiment ;

b) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache ;

c) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

II. *En ce qui concerne le rôle d'équipage :*

a) Le nom du bâtiment, du capitaine et de l'armateur ou des propriétaires ;

b) Le tonnage du bâtiment ;

c) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination, ainsi que les renseignements spécifiés à l'article 25.

III. *En ce qui concerne le manifeste des passagers noirs :*

Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements indiqués à l'article 26, et destinés à bien identifier les passagers.

Les Puissances signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales ou leurs consuls envoient au même Bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée, ainsi que l'avis du retrait dont ces autorisations auraient été l'objet.

Les dispositions du présent article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

2. — *De l'arrêt des bâtiments suspects.*

Art. 42. — Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des Puissances signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 300 tonneaux et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée, se livre à la traite ou est coupable d'une usurpation de pavillon, ils pourront recourir à la vérification des papiers de bord.

Le présent article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales.

Art. 43. — Dans ce but, un canot, commandé par un officier de vaisseau en uniforme, pourra être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention.

L'officier envoyé à bord du navire arrêté devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

Art. 44. — La vérification des papiers de bord consistera dans l'examen des pièces suivantes :

1^o En ce qui concerne les bâtiments indigènes, les papiers mentionnés à l'article 41 ;

2^o En ce qui concerne les autres bâtiments, les pièces stipulées dans les différents traités ou conventions maintenus en vigueur.

La vérification des papiers de bord n'autorise l'appel de l'équipage et des passagers que dans les cas et suivant les conditions prévus à l'article suivant.

Art. 45. — L'enquête sur le chargement du bâtiment ou la visite ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des Puissances qui ont conclu ou viendraient à conclure les conventions particulières visées à l'article 22, et conformément aux prescriptions de ces conventions.

Art. 46. — Avant de quitter le bâtiment arrêté, l'officier dressera un procès-verbal suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient.

Ce procès-verbal doit être daté et signé par l'officier, et constater les faits.

Le capitaine du navire arrêté, ainsi que les témoins, auront le droit de faire ajouter au procès-verbal toutes explications qu'ils croiront utiles.

Art. 47. — Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire sous pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un rapport à son Gouvernement en indiquant les motifs qui l'ont fait agir.

Art. 48. — Un résumé de ce rapport ainsi qu'une copie du procès-verbal dressé par l'officier envoyé à bord du navire arrêté seront, le plus tôt possible, expédiés au Bureau international de renseignements, qui en donnera communication à l'autorité consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire arrêté en route a arboré le pavillon. Des doubles de ces documents seront conservés aux archives du Bureau.

Art. 49. — Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré.

Chaque Puissance signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau international de renseignements les autorités territoriales ou consulaires, ou les délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

3. — *De l'enquête et du jugement des bâtiments saisis.*

Art. 50. — L'autorité visée à l'article précédent, à laquelle le navire arrêté

a été remis, procédera à une enquête complète, selon les lois et règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger.

Art. 51. — S'il résulte de cette enquête qu'il y a eu usurpation de pavillon, le navire arrêté restera à la disposition du capteur.

Art. 52. — Si l'enquête établit un fait de traite défini par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus ou d'autres faits prévus par les conventions particulières, le navire et sa cargaison demeurent sous séquestre, à la garde de l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Le capitaine et l'équipage seront déférés aux tribunaux désignés aux articles 54 et 56. Les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu.

Dans les cas prévus par cet article, il sera disposé des esclaves libérés conformément aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les puissances signataires. A défaut de ces conventions, lesdits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine ; sinon cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Art. 53. — Si l'enquête prouve que le bâtiment est arrêté illégalement, il y aura lieu de plein droit à une indemnité proportionnelle au préjudice éprouvé par le bâtiment détourné de sa route.

La quotité de cette indemnité sera fixée par l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Art. 54. — Dans le cas où l'officier du navire capteur n'accepterait pas les conclusions de l'enquête effectuée en sa présence, la cause serait, de plein droit, déférée au tribunal de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que dans le cas où le différend porterait sur le chiffre de l'indemnité stipulée à l'article 53, lequel sera fixé par voie d'arbitrage, ainsi qu'il est spécifié à l'article suivant.

Ar. 55. — L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un sur-arbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.

Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé, pour l'indemnité comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'article 58, paragraphe 2.

Article 56. — Les causes sont déférées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur gouvernement à rendre les jugements au lieu et place des tribunaux.

Art. 57. — La procédure et le jugement des infractions aux dispositions du chapitre III auront toujours lieu aussi sommairement que le permettent les lois et règlements en vigueur dans les territoires soumis à l'autorité des Puissances signataires.

Art. 58. — Tout jugement du Tribunal national ou des autorités visées à l'article 56 déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur-le-champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts dont le montant serait fixé de commun accord entre les gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbi-

trage, et payé dans le délai de six mois à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

Art. 59. — En cas de condamnation, le navire séquestré sera déclaré de bonne prise au profit du capteur.

Le capitaine, l'équipage et toutes autres personnes reconnues coupables seront punis, selon la gravité des crimes ou délits commis par eux, et conformément à l'article 5.

Art. 60. — Les dispositions des articles 50 à 59 ne portent jamais aucune atteinte ni à la compétence, ni à la procédure des tribunaux spéciaux existants ou de ceux à créer pour connaître des faits de traite.

Art. 61. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les instructions qu'elles donneront, en exécution des dispositions du chapitre III, aux commandants de leurs bâtiments de guerre naviguant dans les mers de la zone indiquée.

CHAPITRE IV. — **Pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique.**

Art. 62. — Les Puissances contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Art. 63. — Les esclaves libérés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Art. 64. — Tout esclave fugitif arrivant à la frontière d'une des Puissances mentionnées à l'article 62, sera réputé libre et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Art. 65. — Toute vente et transaction dont les esclaves visés aux articles 63 et 64 auraient été l'objet par suite de circonstances quelconques, sera considérée comme nulle et non avenue.

Art. 66. — Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays mentionnés à l'article 62, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Art. 67. — Des dispositions pénales en rapport avec celles prévues par l'article 5 seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants et d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs co-auteurs et complices.

Art. 68. — Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4, 13 décembre 1889 (22 Rebi-ul-Akhir 1307), et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté impériale en Asie.

Art. 69. — Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, ainsi que sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Article 70. — Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués à cette fin dans le Sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévues à l'article 5. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent acte général que des décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Art. 71. — Les agents diplomatiques et consulaires, et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, dans les limites des conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore ; ils auront le droit d'assister aux procès de traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Art. 72. — Des bureaux d'affranchissement ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les administrations des pays de destination des esclaves africains, aux fins déterminées à l'article 18.

Art. 73. — Les Puissances signataires s'étant engagées à se communiquer tous les renseignements utiles pour combattre la traite, les gouvernements que concernent les dispositions du présent chapitre échangeront périodiquement avec les autres gouvernements les données statistiques relatives aux esclaves arrêtés et libérés, ainsi que les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la traite.

CHAPITRE V. — Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général.

§ I. — DU BUREAU INTERNATIONAL MARITIME.

Art. 74. — Conformément aux dispositions de l'article 27, il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires pourra se faire représenter par un délégué.

Art. 75. — Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

Art. 76. — Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances signataires mentionnées à l'article précédent.

Art. 77. — Le Bureau de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances signataires s'engagent à lui faire parvenir dans le plus bref délai possible :

- 1° Les documents spécifiés à l'article 41 ;
- 2° Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'article 48 ;
- 3° La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article 49 ;
- 4° La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article 58 ;

5° Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

Art. 78. — Les Archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article 21, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions en une langue européenne des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il fera les communications prévues à l'article 48.

Art. 79. — Des bureaux auxiliaires en rapport avec le Bureau de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les puissances intéressées.

Ils seront composés des délégués de ces Puissances et établis conformément aux articles 75, 76 et 78.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article 77, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales ou consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au bureau de Zanzibar prévue par le même article.

Art. 80. — Le Bureau de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des Bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. — DE L'ÉCHANGE ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA TRAITE.

Art. 81. — Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles :

1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte général ;

2° Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

Art. 82. — L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

Art. 83. — Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article 80 sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 79.

Art. 84. — Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une table analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles 81 et 83.

Art. 85. — Les frais de Bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront seront supportés, à parts égales, par toutes les Puissances signataires et recouverts par les soins du Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

§ III. — DE LA PROTECTION DES ESCLAVES LIBÉRÉS.

Art. 86. — Les Puissances signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'article 21 et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre juge suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des articles 6, 18, 52, 63 et 66.

Art. 87. — Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront un registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, lesdits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance desdites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

Art. 88. — Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

Art. 89. — Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

CHAPITRE VI. — Mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Art. 90. — Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des articles 91, 92 et 93 dans une zone délimitée par le 20° degré latitude nord et par le 22° degré latitude sud, et aboutissant vers l'ouest à l'Océan Atlantique et vers l'est à l'Océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Art. 91. Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque gouvernement.

Art. 92. — Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 francs par hectolitre à 50° centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 francs par hectolitre à 50° centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe maxima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article 91.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Art. 93. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article 92 et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'article 92.

Art. 94. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article 88 s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des alcools, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de ladite zone.

Art. 95. — Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des alcools dans leurs territoires respectifs.

(Ici se placeraient les articles concernant le droit d'entrée au Congo. Le numérotage des articles suivants n'est que provisoire.)

CHAPITRE VII. — Dispositions finales.

Art. 96. — Le présent Acte général abroge toutes stipulations contraires des conventions antérieurement conclues entre les Puissances signataires.

Art. 97. — Les Puissances signataires, sans préjudice de ce qui est stipulé aux articles 14, 23 et 92, se réservent d'introduire au présent Acte général, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 98. — Les Puissances qui n'ont pas signé le présent Acte général pourront être admises à y adhérer.

Les Puissances signataires se réservent de mettre à cette adhésion telles conditions qu'elles jugeraient nécessaires.

Si aucune condition n'est stipulée, l'adhésion emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Les Puissances se concerteront sur les démarches à faire pour amener l'adhésion des Etats dont le concours serait nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète de l'Acte général.

L'adhésion se fera par un acte séparé. Elle sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et par celui-ci à tous les Etats signataires et adhérents.

Art. 99. — Le présent Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires du présent Acte général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature du présent Acte général, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Art. 100. — Le présent Acte général entrera en vigueur le..... jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le..... jour du mois de.....

Protocole n° 25. — Séance du 21 Juin 1890.

M. le Président rappelle que la Conférence a terminé la revue de l'Acte

général qui a reçu sa forme définitive. Il reste à arrêter le texte de la déclaration relative aux droits d'entrée, qui constituera un Acte séparé, destiné à être signé et ratifié en même temps que l'Acte général. M. le Président se propose de reprendre la lecture du projet de rédaction, dont il a donné connaissance à MM. les Plénipotentiaires dans la séance du 29 juin.

Au paragraphe 1^{er}, Lord Vivian fait remarquer que les Puissances adhérentes ne sont pas indiquées.

M. Göhring dit que ce paragraphe, mentionnant d'une manière générale les Puissances signataires du Traité de Berlin, n'a pas à réserver les droits de celles qui ne sont pas liées par l'article IV de ce traité.

M. le Président répond qu'il vaudrait mieux, en effet, reporter les mots : *en tant qu'elles sont liées par cet Acte*, à l'endroit où cette réserve doit trouver son application.

La Conférence décide de supprimer ces mots au paragraphe 1^{er} et d'y ajouter : *ou qui y ont adhéré*.

Au paragraphe 2, sur la proposition de M. Bourée, les mots : *et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes*, empruntés à l'article VI du Traité de Berlin, sont ajoutés afin de caractériser d'une manière complète l'objet de l'Acte général.

Au paragraphe 3, M. le Baron Gericke de Herwynen fait observer que le terme *ressources correspondantes* n'est pas assez précis ; les droits d'entrée seuls ne produiront pas des ressources correspondant aux frais qu'entraînera l'exécution des obligations résultant de l'Acte général.

M. Bourée dit que ce mot indique une corrélation et non une mesure. Les ressources peuvent ne correspondre aux charges qu'en partie seulement.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit que son Gouvernement ne pourrait admettre que les ressources à tirer des droits d'entrée fussent équivalentes aux charges imposées.

L'Assemblée, sur la proposition de M. le Président, substitue au mot *correspondantes* celui de *nouvelles*.

Au paragraphe 5, M. le Président suggère d'écrire : *les Puissances signataires ou adhérentes*, et plus loin : *pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, établir*, etc.

Cet amendement est adopté.

M. Göhring croit qu'il serait préférable de dire : « 10 0/0 de la valeur au port d'importation ». Dans une précédente séance, on a signalé la différence considérable qui existe souvent entre la valeur d'un produit au port de débarquement et la valeur de ce même produit dans l'intérieur du pays. M. le second Plénipotentiaire d'Allemagne suppose que la Conférence entend désigner la valeur de la marchandise au port de débarquement, c'est-à-dire à l'endroit de la côte ou du fleuve où elle sort du navire qui l'a transportée.

M. Van Eetvelde dit que c'est en ce sens que les Représentants de l'Etat Indépendant du Congo interprètent la disposition du paragraphe 5.

L'amendement de M. Göhring est adopté.

Au paragraphe 6, M. le Président fait observer que les mots : *ou qui y ont adhéré* devront être ajoutés également ici.

M. Bourée dit que ce paragraphe préjuge une question sur laquelle

l'accord n'est pas établi. Le Gouvernement français n'est pas disposé à se rallier à l'idée d'un tarif commun.

M. de Macedo fait la même déclaration en ce qui concerne le Gouvernement portugais.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande s'il est entendu qu'aussitôt après la signature de l'Acte général on signera la Déclaration.

M. Bourée dit que les deux signatures devront se donner simultanément.

M. le Baron Gericke de Herwynen désire également savoir entre quelles Puissances s'ouvrira la négociation mentionnée dans le paragraphe. Réunira-t-on une nouvelle Conférence à laquelle prendront part les Représentants de toutes les Puissances signataires de l'Acte de Berlin ?

M. le Président répond qu'il s'agit d'une Commission et non d'une Conférence proprement dite. Cette Commission se composera de délégués techniques au courant des affaires d'Afrique; elle aura pour tâche l'élaboration du tarif.

La Conférence est appelée en ce moment à se prononcer sur la question suivante : La Commission aura-t-elle pour mandat de décider si le tarif sera commun, ou bien le principe d'après lequel chaque Puissance restera libre de régler son tarif comme elle l'entend, sans toutefois dépasser la limite maxima de 10 0/0, servira-t-il de base à ses délibérations ?

M. de Macedo avait compris que la déclaration par M. le Ministre de France devait entraîner la suppression du paragraphe.

Dans l'opinion de Son Excellence, il y a une question préalable à trancher : La Conférence veut-elle imposer la négociation dont il s'agit, ou laisser aux intéressés le soin de s'entendre ?

M. le Président incline pour le maintien d'une disposition prévoyant la réunion ultérieure d'une Commission technique. Nécessaire dans le cas où il y aurait un tarif commun à élaborer, elle ne serait pas inutile même si chaque Puissance conservait sa liberté d'action. Dans cette dernière hypothèse, il y aurait encore des questions de détail à régler; d'autre part, la Commission fournirait aux Puissances qui n'ont pas de possessions en Afrique l'occasion de faire valoir leurs intérêts. La réunion d'une Commission technique présenterait donc des avantages au point de vue économique et même peut-être à d'autres points de vue encore.

M. de Macedo, tout en reconnaissant la valeur des considérations développées par M. le Président, doit déclarer que ses instructions ne lui permettent pas d'accepter le principe d'un tarif commun, qu'il soit élaboré immédiatement ou plus tard. L'utilité de ce tarif paraît contestable. Comment, d'ailleurs, l'établir pour des contrées aussi éloignées l'une de l'autre que Zanzibar et la côte occidentale d'Afrique ? S'il s'agissait même de tarifs différents, il faudrait prévoir également l'hypothèse où la Commission n'arriverait pas à une entente. Que deviendrait alors l'Acte discuté en ce moment ? Serait-il annulé ?

M. le Ministre de Portugal croit devoir rappeler que son Gouvernement n'a pas demandé la révision de l'article IV de l'Acte général de Berlin. Il lui paraît douteux que le Portugal puisse accepter l'offre qu'on lui fait d'être autorisé à établir des droits d'entrée, si cette offre était accompagnée de conditions laissant supposer que la pression de la Conférence serait nécessaire pour arriver à un résultat que l'on aurait pu obtenir par une entente directe entre les intéressés.

Les rapports, que le Portugal entretient, au sujet des questions écono-

miques, avec l'Etat Indépendant du Congo attestent qu'une semblable défiance ne reposerait sur aucun fondement.

M. le Président fait remarquer que la question soulevée par M. le Ministre de Portugal n'est nullement préjugée par la présentation de l'avant-projet qu'il a soumis à la Conférence.

M. Bourée voudrait que l'on réservât à la Commission le soin de décider s'il y aura ou non un tarif commun.

Lord Vivian dit que le Gouvernement de la Reine a une opinion très arrêtée sur la nécessité d'un tarif commun. Il craint qu'en laissant aux Puissances la liberté de fixer leur tarif, chacune d'elles ne soit instinctivement portée à établir un régime qui favoriserait ses propres produits au détriment de ceux de ces voisins.

M. de Macedo conteste cette appréciation. Il rappelle que la Conférence de Berlin n'a pas imposé aux Puissances ayant des possessions dans le bassin conventionnel de tarif commun, en les autorisant à percevoir des droits de sortie, et cependant, malgré les difficultés que présentait alors la situation politique, le Portugal et l'Etat Indépendant du Congo sont arrivés à une attente sur le terrain économique.

Lord Vivian fait observer que, dans le cas cité par M. le Ministre de Portugal, il s'agissait des exportations et non des importations; il n'y a donc pas d'analogie.

M. Bourée dit que l'examen du fond même de la question entraînerait de longues discussions. Son Excellence suggère de donner au paragraphe 6 une rédaction qui puisse s'adapter à l'une ou à l'autre des deux hypothèses; de cette manière on ne préjugerait rien. Il suffirait de remplacer les mots : *les bases d'un tarif commun*, par ceux-ci : *les conditions d'un tarif douanier à instituer*.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande pourquoi la Conférence ne réserverait pas toute la question pour une entente ultérieure, qui aurait lieu dans quelques mois. La signature de l'Acte général et de l'Acte séparé serait ainsi facilitée au Plénipotentiaire des Pays-Bas.

M. Bourée fait remarquer que cette proposition n'implique pas l'adoption du principe du droit de 10 0/0.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande si la Conférence entend préjuger, dès maintenant, le principe de l'établissement de ces droits.

M. le Baron de Renzis répond que telle est l'intention de la Conférence. Elle ne pourrait accepter la proposition néerlandaise que dans le cas où M. le Ministre des Pays-Bas serait en mesure de déclarer que son Gouvernement accepterait le tarif maximum de 10 0/0, comme base de la négociation ultérieure.

Lord Vivian rappelle que les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo ont déclaré qu'ils n'étaient pas autorisés à signer l'Acte général sans avoir une garantie d'obtenir les nouvelles ressources qu'ils réclament, et dont l'impérieuse nécessité a été démontrée, et que, si cette assurance n'était pas donnée dans l'Acte général, elle ne pourrait l'être que dans un Acte séparé, signé et ratifié en même temps que celui-ci.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit qu'il entrerait dans les vues de la plupart des Gouvernements d'inscrire le principe du droit de 10 0/0 dans l'Acte général. C'est dans une pensée de conciliation que la Conférence a accepté l'Acte séparé. Toutefois, ne voulant pas compromettre la conclusion

du Traité dont le sort est lié à l'adoption des droits d'entrée, elle juge indispensable que la signature des deux Actes ait lieu simultanément.

M. le Baron Gericke de Herwynen tient à rendre hommage à la pensée conciliante qui a inspiré la séparation des deux Actes. Mais les chances de succès seraient plus grandes si l'on admettait que la question tout entière fût portée devant une nouvelle Conférence.

M. le Président répète que, d'après la solution proposée, on déciderait dès à présent la réunion de délégués qui auraient à régler le tarif, et non celle d'une Conférence qui serait appelée à préparer un traité ultérieur. En d'autres termes, conformément aux intentions de la Conférence, le droit de 10 0/0 serait acquis au moment de la signature, tandis que, dans le système préconisé par M. le Ministre des Pays-Bas, ce point resterait incertain, puisqu'il dépendrait d'une décision qui serait remise à la Commission.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit que la proposition faite par son Gouvernement ne doit pas être interprétée comme impliquant *a priori* un refus d'autoriser les droits d'entrée.

M. le Président fait observer que si la proposition ne préjuge pas le rejet du droit de 10 0/0, elle ne préjuge pas non plus l'adoption. Il appartient, d'ailleurs, à la Conférence de décider si les deux Actes seront signés simultanément.

M. le Comte Khevenbüller-Metsch dit que la disjonction des deux Actes est impossible, puisque l'une des Puissances représentées à la Conférence ne peut signer l'Acte général sans avoir les assurances que lui donne l'Acte séparé.

M. le Prince Ouroussoff fait remarquer qu'il ne s'agit, dans la Déclaration, que d'une faculté limitée elle-même à un maximum de 10 0/0. Il n'y a donc rien d'inacceptable dans le projet.

M. le Président constate que la Conférence se prononce pour la signature simultanée des deux Actes; c'est donc, ajoute M. le Président, un point définitivement acquis. Il propose ensuite de reprendre la discussion du changement de rédaction suggéré par M. le Ministre de France au paragraphe 6.

Lord Vivian demande si les décisions de la Commission seront prises à la majorité ou à l'unanimité.

M. le Président répond que, la Commission étant internationale, les décisions devront être prises à l'unanimité. Il pense que cette considération est de nature à rassurer M. le Ministre de Portugal.

M. de Macedo dit que ses instructions ne lui permettent pas d'accepter la rédaction proposée par M. le Ministre de France avant d'en avoir référé à son Gouvernement, qui a repoussé jusqu'ici toute idée d'intervention internationale dans la réglementation d'un tarif de douane.

Lord Vivian demande à M. le Ministre de Portugal si l'autonomie douanière que le Gouvernement portugais désire maintenir s'applique au traitement différentiel.

M. de Macedo répond qu'il est prêt à accepter le paragraphe qui interdit tout traitement différentiel.

M. de Martens dit que la Conférence ne veut, par la Déclaration, que reviser l'article IV de l'Acte général de la Conférence de Berlin. Elle a admis un Acte séparé parce qu'elle a la conviction qu'il serait impossible d'amener certaines Puissances à signer l'Acte général, si celui de Berlin y était mentionné. Mais cet Acte séparé ne doit être qu'une déclaration de

principe, constatant l'accord sur la révision de l'article IV du Traité du 26 février 1885. L'arrangement définitif ne serait conclu que plus tard. C'est ainsi que M. le second Plénipotentiaire de Russie l'a compris.

M. le Président dit que, par la Déclaration, les Puissances seront définitivement liées en ce qui concerne la dérogation de l'article IV de l'Acte général de Berlin et l'établissement du tarif. En parlant dans le paragraphe 6 d'une négociation ultérieure, on n'a en vue qu'une mesure d'application destinée à réaliser l'entente sur le terrain technique et qui est proposée comme un moyen de concilier les intérêts. Mais le paragraphe dont il s'agit ne permet évidemment pas de remettre en question le principe même du droit d'entrée de 10 0/0.

M. Bourée demande s'il est bien nécessaire que les Délégués de toutes les Puissances représentées à Berlin fissent partie de la Commission. Tous les signataires de ce Traité doivent évidemment adhérer à la révision de l'article IV, mais l'application ne regarde plus que les Puissances intéressées, c'est-à-dire celles qui occupent les territoires du bassin conventionnel.

Lord Vivian ne pourrait se rallier à l'opinion de son collègue de France. On ne doit pas oublier qu'il y a des Puissances signataires de l'Acte de Berlin, qui, sans posséder de territoires dans le bassin conventionnel, y ont des intérêts commerciaux très importants, et doivent, par conséquent, pouvoir prendre part aux délibérations de la Commission. On ne comprendrait pas que les Pays-Bas, par exemple, ne fussent pas appelés à s'y faire représenter.

M. Bourée rappelle que, dans la question des spiritueux, on a admis que chacun conserverait sa liberté d'action quant au chiffre de la taxe et au mode d'application du tarif. Il faut encore ici appliquer le principe dans le même esprit et sous la réserve de la même indépendance.

M. Banning fait observer qu'en ce qui concerne les spiritueux, dans les limites de la zone, les Puissances sont liées par le chiffre de 15 francs. Elles ne conservent la faculté de dépasser ce taux que dans les territoires exempts de toute obligation internationale. L'analogie n'est donc pas complète.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande s'il est bien entendu que par la signature de l'Acte général on s'engage à signer l'Acte séparé.

M. le Président répond que la Conférence vient de trancher la question dans le sens de l'affirmative.

M. le Baron Gericke de Herwynen demande si l'idée n'avait pas été suggérée de laisser le Protocole ouvert pour les Pays-Bas.

M. le Président rappelle que, d'après la décision de la Conférence, les deux Actes sont inséparables, en ce sens qu'ils seront signés et ratifiés en même temps. M. le Président n'a fait que constater l'accord établi sur ce point.

M. Bourée dit qu'on pourrait admettre que le Protocole restât ouvert pour les Puissances qui ne sont pas en mesure de signer maintenant, à condition, toutefois, que les deux Actes seront signés plus tard par Elles simultanément.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit que c'est précisément cette simultanéité qu'il ne saurait admettre.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch a déjà fait connaître l'opinion de son Gouvernement qui est contraire à la disjonction des deux Actes. Toutefois,

Son Excellence est prête à se rallier, par courtoisie pour son collègue des Pays-Bas, à l'idée suggérée par M. le Ministre de France.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit qu'il ne peut se prononcer avant d'avoir reçu les instructions de son Gouvernement.

M. Banning fait remarquer qu'on a cherché dans la Déclaration à rencontrer, autant que possible, le point de vue où se plaçait le Gouvernement néerlandais. C'est pour laisser à tous les intérêts en cause le temps et les moyens de se faire valoir que l'on a déferé à une Commission technique le soin d'arrêter les bases du futur tarif.

M. le Baron de Renzis dit que les Représentants des Pays-Bas ne doivent pas voir dans l'attitude de la Conférence un indice de mauvais vouloir. Si elle ne croit pas pouvoir accéder à la proposition néerlandaise, c'est qu'elle ne pourrait le faire sans perdre le concours d'une autre Puissance, l'Etat Indépendant du Congo, qui, dans ce cas, devrait décliner la signature des deux Actes.

M. le Président ajoute à l'observation de M. le Ministre d'Italie que MM. les Plénipotentiaires appellent de tous leurs vœux la participation des Pays-Bas à la signature de l'Acte général et de l'Acte séparé.

Reprenant l'examen du projet, M. le Président demande si la rédaction du paragraphe 6, telle qu'elle se trouve formulée dans l'amendement de M. le Ministre de France, peut être considérée comme arrêtée.

Lord Vivian accepte la rédaction ainsi amendée.

M. de Macedo doit, pour se prononcer, attendre des nouvelles instructions qu'il demandera à Lisbonne.

M. Göhring propose d'intercaler après : ou qui y ont adhéré, les mots : et pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire.

M. de Macedo demande que le Protocole constate que toutes les fois qu'il s'agit du bassin conventionnel du Congo, on vise seulement la partie de ce bassin où quelques Puissances ont besoin d'une autorisation spéciale pour établir les droits d'importation.

M. le Président fait remarquer que cette réserve a été insérée dans le texte même de la Déclaration et en tête de celle-ci. Toutefois, pour éviter de la répéter dans les divers paragraphes, on pourrait faire insérer au Protocole la mention proposée par M. le Ministre de Portugal.

Le paragraphe 6 est adopté avec l'amendement de M. le Ministre de France.

Le paragraphe 7 est mis ensuite en discussion.

M. le Baron Gericke de Herwynen fait observer que ce paragraphe ne réserve pas la liberté du transit, qui est très important.

M. le Président répond que l'on s'est déjà expliqué sur ce point. On ne déroge à l'article 4 de l'Acte général de Berlin qu'en ce qui concerne les droits d'entrée, et non pas au transit qui reste par conséquent libre.

M. le Baron Gericke de Herwynen croit qu'en présence du texte de l'article 4 de l'Acte de Berlin, dans lequel les mots droit d'entrée et transit se suivent, il serait nécessaire de consigner au Protocole l'interprétation donnée par le Président.

Lord Vivian insiste pour que la liberté du transit soit mentionnée dans le texte de la Déclaration.

M. le Président n'y voit pas d'inconvénient.

M. de Macedo demande s'il est bien entendu que les marchandises qui entreraient dans la partie du bassin conventionnel visée et qui seraient

réexpédiées ensuite sur un autre point du même bassin ne payeront le droit qu'une seule fois.

M. le Président répond que les marchandises transitant, soit directement, soit par entrepôt, ne devront pas acquitter le droit d'entrée. Afin de prévenir tout malentendu, on pourrait ajouter au texte les mots : ni droit de transit.

La Conférence accepte cet amendement.

M. Géhring demande qu'il soit constaté dans le Protocole que la Conférence est unanime à considérer l'exclusion absolue de tout traitement différentiel comme s'appliquant également aux spiritueux dans le bassin conventionnel du Congo.

M. le Président dit que le Protocole constatera l'accord sur ce point.

M. le Baron Gericke de Herwynen croit qu'il serait peut-être utile d'ajouter dans la Déclaration qu'aucun privilège, aucun avantage spécial ne pourra être accordé à personne.

M. le Président dit que cela résulte clairement de l'Acte général de Berlin. Il n'est donc pas nécessaire d'en faire mention dans la Déclaration même. Il suffirait d'une mention au Protocole.

Le n° 2 et le n° 3 du paragraphe 7 sont ensuite adoptés sans observations.

Au paragraphe 8, Lord Vivian dit qu'à son avis, à l'expiration de la période de quinze ans qui correspond à celle de la révision de l'Acte général de Berlin, les Puissances devraient se retrouver, en ce qui concerne les droits d'entrée, sous le régime du Traité de Berlin.

M. Géhring dit que, dans l'opinion du Gouvernement Impérial, il y aurait des inconvénients à retirer, après quinze ans, la faculté de percevoir des droits d'entrée à un Etat qui, pour régler et assurer la perception de ces droits, aurait dû créer, à grands frais, toute une organisation douanière. Le Gouvernement Impérial est, en conséquence, d'avis que si l'on se réserve de revenir sur l'arrangement prévu par la Déclaration, après une période de quinze ans, ce ne peut être avec l'intention de supprimer à ce moment les droits concédés. Ceux-ci doivent rester acquis, si l'on ne se met pas d'accord pour en élever le tarif. Il n'y aurait donc, en aucun cas, retour au régime de liberté absolue qui résulterait, d'après certaines interprétations, de l'article 4 du Traité de Berlin.

Lord Vivian n'a pas l'intention de contester qu'il soit équitable de maintenir les droits à l'expiration de la période de quinze ans, mais il ne saurait admettre que les Etats du bassin du Congo obtinsent nécessairement la liberté commerciale absolue à la fin de cette période. Cette question doit être réglée par les Puissances d'après les dispositions de l'article 4 de l'Acte de Berlin.

M. Binning interprète l'article 4 de l'Acte général de Berlin en ce sens qu'après vingt ans, s'il n'intervient pas un nouvel accord, les stipulations de cet article ne lieront plus les Puissances et que celles-ci auront, sous ce rapport, recouvré une liberté entière.

Lord Vivian conteste cette interprétation.

M. le Président rappelle qu'à la Conférence de Berlin, M. le Plénipotentiaire de France avait d'abord suggéré l'établissement de droits d'entrée. La proposition relative à la libre entrée a été faite ensuite, et l'on s'est mis d'accord pour l'adopter à titre d'expérience. La rédaction de l'article 4 a été improvisée en quelque sorte, et elle laisse peut-être à désirer sous le

rapport de la clarté. Si la Conférence est d'avis qu'après quinze ans, et à défaut d'une nouvelle entente, le régime établi par le projet de Déclaration soit conservé, la rédaction du paragraphe 8 devrait être modifiée de la manière suivante : à l'expiration de ce terme, et à défaut d'un nouvel accord, le régime résultant des dispositions ci-dessus sera maintenu. Le reste disparaîtrait.

M. le Prince Ouroussoff partage cette manière de voir.

Lord Vivian n'admet pas que cette interprétation s'accorde avec le texte de l'article 4 de l'Acte général de Berlin ; les mots : sera ou non maintenu, qui terminent cet article, semblent établir le contraire.

M. Göhring estime qu'il serait utile de constater l'opinion des membres de la Conférence sur l'interprétation à donner à l'article 4 du Traité de Berlin.

M. de Macedo l'interprète en ce sens qu'après vingt ans, on cherchera à se mettre d'accord sur un nouvel arrangement ; si l'on ne réussissait pas à s'entendre, chacun reprendrait une complète liberté d'action.

M. le Baron Gericke de Herwynen est du même avis.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch dit qu'à l'expiration du terme de quinze ans prévu par la Déclaration, le régime qui entrera en vigueur sera celui qui aurait existé si la Conférence de Bruxelles n'avait rien statué à cet égard. On pourrait consulter les Gouvernements sur l'interprétation qu'ils donnent à l'article 4 du Traité de Berlin.

M. Bourée pense que si le texte de l'Acte général de Berlin et le rapport de la Commission de cette Conférence ne s'expriment pas clairement sur ce point, il n'en reste pas moins certain que les Puissances n'ont pas voulu enchaîner indéfiniment leur liberté. Son Excellence propose de stipuler, dans le paragraphe 8 de la Déclaration, que le régime restera en vigueur jusqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 4 du Traité de Berlin.

M. le Président fait ressortir les inconvénients qu'il y aurait à reporter la controverse à cette échéance et à laisser alors la situation incertaine.

M. Banning dit que, pour assurer l'avenir, il faut qu'il soit stipulé formellement qu'à défaut d'un nouvel accord, le régime de la Déclaration sera maintenu.

M. de Macedo fait observer que ce ne serait plus là une interprétation de l'article 4 du Traité de Berlin, mais une modification nouvelle apportée à cet article. Son Excellence se trouve sans instructions à ce sujet.

M. Bourée suggère la rédaction suivante, qui est adoptée :

« A l'expiration de ce terme, et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'article 4 de l'Acte général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 0/0 les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo leur restant acquise. »

La séance est levée.

Protocole n° 26. — Séance du 23 Juin 1890.

La Conférence ayant réglé différents points relatifs à la publication de ses travaux, M. le Président consulte l'Assemblée sur la question de savoir si elle verrait quelque inconvénient à faire imprimer les notes recueillies par les secrétaires pendant les séances des Commissions. Ces

notes forment actuellement un recueil dépassant de beaucoup les proportions des Protocoles ; elles constituent les bases essentielles des travaux de la Conférence et renferment des détails inédits qui permettront aux juriconsultes et aux historiens de l'avenir de se rendre compte des phases diverses par lesquelles ont passé les questions qui ont été traitées. Afin de dégager entièrement la responsabilité des Plénipotentiaires, on mentionnerait en tête de ces notes qu'elles n'ont que la valeur de simples renseignements.

M. le Président n'entend pas faire de proposition formelle à ce sujet ; il se borne à soumettre l'idée à l'appréciation de ses collègues.

M. le Baron de Renzis craint que l'impression de ces notes ne présente des inconvénients. Ceux qui en prendront connaissance ne pourront constater qu'un travail en gestation, n'y voir quelquefois que des idées vagues et incertaines, mûries et fixées depuis par la discussion. Rien n'empêcherait, d'ailleurs, ceux qui voudraient consulter ces notes de s'adresser au Ministère des Affaires étrangères de Belgique, où elles seront conservées.

M. de Martens dit qu'ayant eu l'occasion de faire usage des notes des secrétaires, en sa qualité de rapporteur de la Commission maritime, il a pu juger de l'utilité qu'elles présentent. Il ne faut pas perdre de vue que tout le travail de la Conférence ayant été fait en Commission, ces notes, sans avoir le caractère officiel des protocoles, ont une importance particulière. Du reste pour prévenir tout malentendu sur la valeur qu'il convient de leur accorder, on pourrait en communiquer une épreuve à chaque Plénipotentiaire. Ceux-ci feraient leurs observations et l'on procéderait ensuite à l'impression définitive.

M. le Comte d'Alvensleben croit qu'on ne pourrait permettre l'impression de ces notes sans en avoir référé aux Gouvernements représentés. Ces notes reflètent les instructions successives données aux Plénipotentiaires par leurs Gouvernements, et ceux-ci ne consentiraient peut-être pas à ce qu'elles fussent livrées à la publicité. Elles doivent d'ailleurs être considérées comme n'existant pas pour la Conférence et ne peuvent plus être consultées aussitôt que cette dernière aura terminé ses travaux.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch est d'avis que les membres de la Conférence ne peuvent autoriser la publicité que des documents qui ont été lus et signés par eux. Son Excellence doit réserver son opinion, en attendant les instructions de son Gouvernement.

Lord Vivian ne voit pas d'objection à ce que les notes des secrétaires, si bien rédigées, soient imprimées ; il pense au contraire que cela serait très utile, mais qu'on ne pourrait le faire sans avoir demandé au préalable l'avis des Gouvernements, du moment que cette idée ne rencontre pas l'assentiment unanime.

M. le Président répète qu'il n'a entendu faire aucune proposition. Mais il s'était demandé s'il ne conviendrait pas que chaque Gouvernement reçût un exemplaire de ces recueils qui, une fois la Conférence terminée, seront enfermés dans les archives du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles. Mais il suffit qu'il y ait des objections pour qu'il ne croie pas devoir insister.

Carathéodory Efendi fait observer que, dans sa pensée, le Président n'a pas demandé que les notes des secrétaires fussent publiées. Il a seulement entendu donner à chaque Gouvernement le moyen d'y puiser des rensei-

gnements et d'étudier les questions qui ont été débattues au sein des Commissions. En ce qui le concerne, il considère la publication, dans les limites indiquées, comme utile et profitable à tous, et il serait très heureux de pouvoir recourir par la suite à ces procès-verbaux qu'il a eu l'occasion de consulter déjà et qu'il trouve rédigés d'une manière remarquable. En tout cas, il demande l'autorisation de pouvoir en prendre copie si la nécessité s'en faisait sentir.

M. Bourée pense qu'il serait très utile pour chaque Gouvernement d'avoir un exemplaire de ce recueil. A Paris, on attacherait certainement du prix à connaître les différentes phases par lesquelles a passé l'élaboration des questions traitées par la Conférence. Les Gouvernements, d'ailleurs, peuvent être considérés comme ayant la propriété exclusive de tout ce qui a été dit par leurs Représentants; on ne saurait donc leur contester le droit de réclamer la communication des pièces qui reproduisent les paroles de ceux-ci.

M. le Président dit qu'il reste donc entendu que chaque Plénipotentiaire consultera son Gouvernement sur la question de savoir si l'on fera imprimer ou autographier les notes des secrétaires à un certain nombre d'exemplaires, de manière à ce qu'il en soit remis un à chaque Gouvernement. On mentionnerait en tête des exemplaires que ces notes, n'ayant pas été revues par les Plénipotentiaires, n'ont que la valeur de simples renseignements.

Dans le cas où cette question serait résolue négativement, il conviendrait que les Gouvernements fissent connaître leur manière de voir sur la ligue de conduite que devrait suivre le Gouvernement belge lorsqu'on lui demandera la communication de ces notes.

M. le Président propose ensuite à l'Assemblée de reprendre l'examen de la Déclaration relative à l'établissement d'un droit d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo.

M. Bourée fait connaître que le Gouvernement de la République accepte la Déclaration avec la rédaction qui lui a été donnée dans la séance de la veille.

Lord Vivian dit que les Plénipotentiaires britanniques n'ont pas encore reçu les instructions de leur Gouvernement.

M. de Macedo accepte la Déclaration telle qu'elle a été arrêtée. Il désire, toutefois, présenter une observation au sujet de l'alinéa 5.

Son Excellence craint qu'en faisant dépendre l'établissement des droits d'entrée d'une négociation qui peut ne pas aboutir, on ne mette l'Etat Indépendant du Congo, qui a déclaré que ces droits lui étaient indispensables pour pouvoir exécuter les obligations que lui impose l'Acte général, dans l'impossibilité de signer cet Acte.

Son Excellence ajoute que cette remarque ne l'empêchera pas de signer la Déclaration.

M. Van Maldeghem n'interprète pas comme M. le Ministre de Portugal l'alinéa 5. Il l'a toujours compris en ce sens que la faculté d'établir des droits d'entrée était définitivement acquise aux Etats ayant des possessions dans le bassin conventionnel du Congo, en vertu du paragraphe précédent. Que la négociation à ouvrir par la suite aboutisse ou n'aboutisse pas, le principe de la concession du droit n'en reste pas moins acquis.

M. de Macedo adhère à cette interprétation. Mais qu'arriverait-il si cette négociation restait sans résultat ?

M. Van Maldeghem répond que chacun resterait libre d'établir les droits dans la limite du maximum.

Lord Vivian déclare que ses instructions actuelles ne lui permettent pas d'accepter ce principe.

M. Bourée se demande s'il est bien utile d'envisager cette hypothèse. Il n'y a aucune raison de supposer qu'on ne se mette pas d'accord, puisque chacun a un intérêt évident à ce que l'entente s'établisse.

Lord Vivian se rallie à la manière de voir de M. le Ministre de France. Les Puissances se sont engagées formellement à accorder à l'Etat Indépendant du Congo la faculté d'établir des droits d'entrée. Cette faculté lui reste acquise. Quant aux autres questions qui s'y rapportent, M. le Ministre d'Angleterre pense qu'il n'y aurait lieu de les régler que si un désaccord, qu'il ne prévoit pas d'ailleurs, venait à être constaté. Même dans ce cas, les Puissances resteraient liées par l'engagement qu'Elles ont pris.

M. Van Maldeghem dit que l'Etat Indépendant du Congo ne pourrait accepter les obligations que l'Acte général lui impose, s'il était exposé à devoir renoncer aux droits d'entrée parce que la négociation dont il s'agit viendrait à échouer.

En disant que chaque Etat resterait, dans ce cas, libre d'établir les droits dans la limite des 10 0/0, il n'entendait nullement porter atteinte aux autres garanties de la liberté du commerce stipulées par le Traité de Berlin.

M. de Macedo accepterait l'une ou l'autre des deux interprétations données à l'alinéa 5. En faisant son observation, il n'avait en vue que l'Etat Indépendant du Congo.

M. Bourée fait remarquer que la fin de l'alinéa suivant où il est dit que : la faculté d'imposer à un maximum de 10 0/0 les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo leur restant acquise, est de nature à donner satisfaction aux appréhensions manifestées par M. Van Maldeghem.

M. le Président dit que le droit d'entrée de 10 0/0 sera établi et entrera en vigueur à partir du jour où l'Acte général aura été ratifié. Cela ne saurait être douteux. Mais il peut arriver que le délai pour les ratifications vienne à expirer sans que la négociation technique ait encore abouti. Dans cette hypothèse, la Déclaration entrerait en vigueur, mais il n'en serait pas de même pour le mode d'application. C'est là un cas qu'il faut prévoir. On pourrait décider que la négociation devra prendre fin, avant que le délai pour les ratifications ne soit arrivé à son terme.

M. de Macedo ne croit pas qu'il soit possible de stipuler un délai dans lequel une négociation doive prendre fin.

M. le Président le reconnaît ; mais il devrait être entendu que, dans le cas où la négociation n'aurait pas encore abouti à l'expiration du délai de la ratification, chaque Gouvernement devrait avoir la faculté de mettre le tarif provisoirement en vigueur.

M. de Macedo croit que le moyen le plus simple serait de laisser alors chaque Puissance libre d'établir les droits d'entrée dans la limite des 10 0/0.

M. le Président constate que cette manière de voir est adoptée par l'Assemblée.

M. de Macedo accepte l'alinéa 7 moyennant l'insertion au Protocole de la déclaration suivante :

« Je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle à adhérer à l'alinéa 7 du projet de Déclaration, pourvu qu'il soit bien entendu, et que ce fait soit constaté au Protocole, qu'en prenant cette résolution, la Conférence n'a voulu nullement adopter une interprétation quelconque de la partie finale de l'article 4 de l'Acte général de la Conférence de Berlin. »

M. Bourée annonce qu'il vient d'être informé que le Gouvernement français approuve la rédaction qu'il a proposée à l'alinéa 5.

M. le Président demande si les mots : conditions du régime douanier, mentionnés dans l'alinéa 5, n'ont pas un sens trop étendu.

D'après cette rédaction, la Commission dont il s'agit aurait à régler non seulement les tarifications, mais encore à arrêter toutes les mesures administratives et douanières.

M. Bourée dit que le mandat de la Commission se bornera aux tarifications.

La séance est levée.

Protocole n° 27. — Séance du 24 juin 1890.

En ouvrant la séance, M. le Président dit qu'il ne reste plus qu'un point à régler dans l'Acte général, c'est celui qui concerne l'alinéa 2 de l'art. 10. Il prie MM. les Plénipotentiaires de Portugal et d'Angleterre de vouloir bien communiquer à la Conférence les déclarations qu'ils jugeraient convenable de faire au sujet de la question du transit des armes.

M. de Macedo s'exprime en ces termes :

« Messieurs, dans la séance du 29 mai dernier, j'ai dû maintenir encore une fois les réserves formelles que j'avais tout d'abord formulées et toujours maintenues, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, lors du premier examen des différents articles et paragraphes des projets du chapitre premier de l'Acte général relatifs à l'introduction des armes et munitions en Afrique, successivement soumis à la discussion, en Commission ou en Conférence.

« Ces réserves visaient :

« 1° L'adoption même d'un système (art. 8 à 14 du dernier projet de l'Acte général) dont la base serait la délimitation d'une zone dans laquelle les prescriptions prohibitives seraient d'un caractère plus défini et plus rigoureux ;

« 2° L'acceptation, à titre et avec un caractère obligatoire, des dispositions d'exception qui, au présent, constituent le second alinéa de l'art. 10 du dernier projet d'Acte général

« Je suis, en ce moment, autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle à retirer la première de ces réserves.

« Sans qu'il tienne comme incontestable la valeur juridique ou technique des arguments présentés comme un empêchement absolu ou bien encore comme de simples raisons d'intérêt commercial contre l'adoption d'un système prohibitif uniforme qui embrasserait tout le continent noir, et

dont au moins l'efficacité pratique ne saurait être mise en doute, le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter, comprenant les graves difficultés et les sérieux embarras qu'il y aurait pour quelques Puissances à se rallier à ce dernier système, et mû par l'esprit de conciliation dont il croit avoir donné de sérieuses preuves, vient de m'autoriser à accepter, en son nom, le système de la zone tel qu'il est défini dans les articles 8 et 9 du dernier projet de l'Acte général.

« Messieurs, c'est aussi dans un esprit de conciliation et comme preuve et acte de pure déférence envers les Puissances dont les Représentants ont exprimé, à la séance du 29 mai, la manière de voir de leurs Gouvernements respectifs à ce sujet, et en écartant même la supposition que, dans l'expression de cette manière de voir, on pourrait entrevoir l'idée d'une menace ou d'une pression, que le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle m'a autorisé à accepter, sous la réserve et avec le bénéfice de la déclaration interprétative qui suit, le texte du second alinéa de l'article 10.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle pense que l'obligation mentionnée dans la première période du second alinéa de l'article 10 ne pourrait nullement être jugée applicable au cas où le transit des armes et munitions serait demandé à une Puissance de la côte pour des territoires à l'intérieur, par une autre Puissance qui n'aurait pas sur ces territoires une souveraineté ou un protectorat reconnus par la première de ces Puissances, puisque cette souveraineté ou ce protectorat même constituent la seule base du droit de demande.

« L'acceptation seule d'une telle demande comme légitime en droit entraînerait, d'ailleurs, une reconnaissance implicite de la souveraineté contestée.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle pense aussi que la période finale du second alinéa de l'article 10 réserve aux Puissances territoriales de la côte le droit d'arrêter le transit des armes et munitions à travers son territoire dans les cas où, le transit étant demandé pour des territoires de souveraineté reconnue, mais en contact immédiat avec d'autres où cette souveraineté serait un objet de litige, ces armes et ces munitions pourraient être immédiatement transportées dans ces derniers, et là être employées dans le sens de trancher le litige par la force, c'est-à-dire dans un sens et pour un objet absolument opposés aux vues de la Conférence »

Lord Vivian tient à exprimer à son collègue de Portugal ses remerciements pour le service qu'il a rendu en retirant ses réserves sur les articles 8 et 9. En ce qui concerne la déclaration que Son Excellence vient de lire relativement au deuxième paragraphe de l'article 10, il déclare que les Plénipotentiaires britanniques ne peuvent l'accepter. Ils ont déjà déclaré à la Conférence que le Gouvernement de la Reine ne saurait admettre qu'un différend territorial entre deux Puissances européennes pût compromettre l'œuvre de la Conférence, ni donner à l'une des parties en cause le droit de profiter de sa position pour mettre en péril les colons et les stations civilisatrices de l'autre, en les privant des moyens de défense contre les trafiquants d'esclaves qui sont l'ennemi commun. Il croit de son devoir de répondre à M. le Ministre de Portugal par la déclaration suivante qui précise l'interprétation donnée par le Gouvernement de la Reine à ce paragraphe :

« Le Gouvernement de la Reine entend que les dispositions du deuxième « paragraphe de l'article 10 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles « auront la même durée que celle stipulée pour le régime des armes, c'est-à « dire douze ans ; que par les mots « accès direct » on doit comprendre « l'accès le plus court ; » que ce droit de transit est limité à la zone définie « à l'article 8 ; et que la faculté réservée à la Puissance territoriale de « suspendre, exceptionnellement et provisoirement, le transit d'armes et « de munitions à travers son territoire, en cas de troubles à l'intérieur ou « d'autres graves dangers, s'applique également aux cas où cette Puissance « aurait des soupçons bien fondés que ces armes seraient destinées « à être employées contre elle-même, contrairement à l'esprit de l'Acte « général et au but pour lequel ce droit de transit est accordé, c'est-à-dire « pour permettre aux stations et missions européennes à l'intérieur de se « défendre contre les attaques des tribus ou des trafiquants d'esclaves. »

M. de Macedo dit que, bien qu'il ne se soit pas aperçu qu'il y ait une contradiction essentielle entre les vues exposées dans la déclaration lue par M. le Ministre d'Angleterre et celles qu'il a exposées au nom de son Gouvernement, et bien que sa dernière déclaration n'ait provoqué d'observations de la part d'aucun autre membre de la Conférence, il a l'ordre de faire connaître à l'Assemblée un exposé des motifs de cette déclaration qui en constituerait un commentaire précis, et d'en demander l'insertion au Protocole.

Cet exposé est ainsi conçu :

« Messieurs, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle croit que s'il était permis d'attribuer à l'article 10 une portée différente de celle qui découle de l'exposé que je vous ai fait, la Conférence, se jugeant elle-même, contrariant une des premières et des plus essentielles conditions posées par plusieurs Puissances pour se faire représenter dans cette Assemblée, en donnant aux souverainetés litigieuses les mêmes droits qu'aux souverainetés reconnues, aurait voté une résolution en dehors de sa compétence, destinée à avoir une influence décisive, et qui ne saurait être tenue pour impartiale dans la solution de questions litigieuses de souveraineté territoriale. Il croit également que dans l'intention de garantir les intérêts de l'humanité, de la civilisation et du progrès en Afrique, la Conférence y aurait créé ainsi une nouvelle source de différends certains et de conflits éventuels, plus féconde en malheureuses conséquences que tous les maux qu'elle aurait en vue d'éviter.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle ne m'autorise donc à accepter le texte de l'article 10, et ma signature n'aura de valeur dans l'acte où il est compris, que sous le bénéfice de l'interprétation découlant de ma déclaration, qui constitue de sa part une réserve expresse et formelle à insérer au Protocole. »

M. le Président dit que les explications échangées de part et d'autre sont les dernières auxquelles a donné lieu le texte de l'Acte général.

Quant à la déclaration séparée, il y a lieu de la considérer comme adoptée, si de nouvelles réserves ne sont pas produites sur les points qui ont été discutés dans la séance d'hier.

M. le Président constate que, sauf l'entente à intervenir entre les Etats-

Unis et l'Etat Indépendant du Congo et sur laquelle une décision est attendue d'heure en heure, les travaux de la Conférence sont arrivés à leur terme.

Il reste à fixer le jour de la signature. Une résolution avait été prise à cet égard, il y a quelques jours. La Conférence est appelée aujourd'hui à se prononcer définitivement. M. le Président prie MM. les Plénipotentiaires de faire connaître leur opinion.

M. le Baron de Renzis suggère le 28 juin.

Un échange d'observations s'engage entre plusieurs membres sur le point de savoir si cette date peut être fixée avant que tous les Plénipotentiaires aient reçu de leurs Gouvernements l'autorisation de signer l'Acte général, autorisation qui fait encore défaut à quelques-uns.

Carathéodory Efendi demande s'il ne serait pas possible de permettre aux Plénipotentiaires qui n'auraient pas reçu l'autorisation en temps utile, de signer quelques jours plus tard.

Lord Vivian prie M. le Ministre de Turquie de faire connaître par le télégraphe à son Gouvernement les dispositions où se trouve la Conférence, afin que la Sublime-Porte puisse le munir, avant le 28 juin, de l'autorisation requise.

M. le Président dit que tous les membres de l'Assemblée sont animés du même désir de consacrer définitivement et le plus tôt possible l'œuvre de la Conférence. On ne doit pas oublier que chaque jour de retard prolonge, en Afrique, une situation qui se caractérise par des sacrifices continuels de vies humaines. D'autre part, quelque serein que soit l'horizon politique, des événements peuvent se produire qui détourneraient des travaux de la Conférence l'attention des Gouvernements. Toutes ces raisons plaident pour un prompt achèvement des travaux qui se poursuivent depuis près de huit mois.

Le terme le plus proche s'impose donc pour la signature de l'Acte général. La date suggérée par M. le Baron de Renzis laisse à chacun des Plénipotentiaires le temps nécessaire pour recevoir l'autorisation de son Gouvernement, et la Conférence pourrait l'accepter.

M. le Président ajoute que si, pour des raisons qu'on n'a pas à rechercher en ce moment, certains Gouvernements ne se croyaient pas en mesure de donner immédiatement l'autorisation dont il s'agit, tous les membres de la Conférence seront d'accord pour exprimer le vœu que ces Gouvernements se joignent le plus tôt possible aux Puissances signataires.

M. le Baron Gericke de Herwynen désirerait savoir si la connexité entre l'Acte général et la Déclaration serait, dans cette hypothèse, maintenue.

M. le Président répond que cette question a déjà été posée et résolue affirmativement par la Conférence. Pour que cette décision fût modifiée, la Conférence devrait se prononcer formellement en sens contraire.

Lord Vivian demande si les pleins pouvoirs que possèdent les Plénipotentiaires sont suffisants pour signer les deux Actes séparés.

M. le Président répond affirmativement. Les pleins pouvoirs visent toutes les résolutions que prendra la Conférence.

M. le Prince Ouroussoff exprime des doutes sur le point de savoir si le Protocole peut rester ouvert lorsqu'il s'agit non d'une simple déclaration, mais d'un traité en due forme.

M. le Président répond qu'il existe des précédents, dont plusieurs sont très récents.

M. le Prince Ouroussoff demande si la signature, dans ce cas, ne doit pas se donner sous la forme d'une adhésion, et si, en prévision de cette éventualité, il n'y aurait pas lieu de modifier le préambule de l'Acte général, en enlevant la mention de la Puissance qui ne serait pas en mesure de signer en même temps que les autres.

M. le Président dit que la signature apposée postérieurement, le Protocole restant ouvert, oblige la Puissance qui la donne au même titre que les autres signataires. Jus qu'à ce moment, les autres Puissances restent engagées entre elles, et l'Acte a toute sa valeur pour ces Puissances, sauf en ce qui concerne les stipulations où le consentement de celle qui se trouve en retard de signer est nécessaire. Quant au préambule, si l'on croit qu'il serait plus conforme à la rigueur des principes d'omettre la mention de la Puissance qui ne signerait pas en même temps que les autres, rien ne s'opposerait cependant à ce que cette mention fût conservée. Ce serait une marque de courtoisie, un témoignage de confiance, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, une invitation adressée à la Puissance non signataire de ne pas abandonner au dernier moment une œuvre qu'elle aurait contribué à mener à une issue heureuse.

M. le Prince Ouroussoff estime que l'on devrait prévoir le cas où la signature donnée postérieurement, le serait sous certaines réserves. S'il en était ainsi, les Plénipotentiaires se trouveraient dans l'obligation de réclamer de nouvelles instructions, avant d'apposer leur signature à un Acte dont les conséquences demeureraient incertaines.

M. le Président répond que l'éventualité de semblables réserves n'est pas à prévoir ; ces réserves ne seraient d'ailleurs pas admises.

Carathéodory Efendi croit, en raison de la brièveté du délai fixé, qu'il faut prévoir l'hypothèse où, malgré les diligences qu'il a mises à solliciter des instructions définitives, l'autorisation ne lui serait pas parvenue pour le 28 juin. Il désirerait que, dans ce cas, le Protocole lui demeurât ouvert, avec faculté de signer sous des réserves qui, du reste, n'auraient que le caractère de déclarations.

M. le Président répète que les signatures données postérieurement ne peuvent l'être que sans réserves ni conditions. Si la Sublime Porte n'était pas en mesure d'autoriser son Représentant à signer le 28 juin, et si elle se proposait de réclamer des changements à l'Acte général, ces changements devraient faire l'objet d'une entente ultérieure avec les Puissances signataires. M. le Président prie M. le Ministre de Turquie d'attirer l'attention de son Gouvernement sur les conséquences de semblables réserves. Il exprime l'espoir que cette éventualité ne se réalisera pas et que Son Excellence Carathéodory Efendi pourra se joindre, le 28 juin, à ses collègues.

A la demande de M. le Baron Gericke de Herwynen, M. le Président prie la Conférence de vouloir bien se réunir le lendemain afin d'entendre une déclaration que M. le Ministre des Pays-Bas se propose de faire, en exécution des instructions qu'il vient de recevoir de son Gouvernement.

La séance est levée.

Protocole n° 28. — Séance du 25 Juin 1890.

M. le Président invite M. le Ministre des Pays-Bas à faire connaître à l'Assemblée la déclaration qu'il a annoncée dans la séance de la veille.

M. le Baron Gericke de Herwynen, après avoir remercié ses collègues de la courtoisie dont ils ont fait preuve en lui permettant de remettre à la séance de ce jour la déclaration qu'il se proposait de faire, s'exprime en ces termes :

« Messieurs, vous connaissez la position que mon Gouvernement a cru devoir prendre depuis que la question d'établissement de droits d'entrée au Congo a été soulevée dans la Conférence. J'ai eu l'honneur d'exposer que le Gouvernement du Roi ne peut considérer la Conférence actuelle comme appelée à résoudre une question impliquant une modification de l'Acte général de Berlin. J'ai ajouté qu'un projet tendant vers ce but aurait dû être annoncé lorsque la Conférence de Bruxelles a été convoquée; que le respect même dont devaient être entourées les décisions de la Conférence de Berlin ne permettait pas de s'occuper actuellement de la proposition inopinément introduite par notre honorable Président, à la date du 10 mai dernier; vous n'ignorez point, Messieurs, que mon Gouvernement a été dès l'origine, et est encore actuellement, d'avis que cette proposition exigeait, pour être régulièrement introduite, la convocation d'une Conférence spéciale chargée de délibérer sur l'opportunité de modifier l'Acte général de Berlin. Il proposait en conséquence de renvoyer à six mois la réunion de cette Conférence, qui accorderait à chacun le délai nécessaire pour pouvoir prendre des décisions après mûr examen et en parfaite connaissance de cause. C'était là, selon mon Gouvernement, une manière de procéder logique, équitable, prudente et paraissant en même temps acceptable pour tous, dans une question qui pouvait soulever et soulevait, en effet, du côté des Pays-Bas, des objections non dénuées de valeur.

» On a cru, dans les meilleures intentions, je l'admets volontiers, obvier à cet inconvénient en détachant de l'Acte général les dispositions impliquant la nécessité de modifier l'Acte général de Berlin. Cette proposition pouvait en effet avoir l'effet utile, et auquel j'ai sincèrement applaudi, de permettre à tous de s'associer aux dispositions humanitaires et civilisatrices qui ont fait pendant sept mois l'objet de délibérations si consciencieuses et si dévouées. C'est avec un profond étonnement, je l'avoue, que j'ai ensuite appris que les dispositions spéciales retranchées de l'Acte général étaient reportées dans un Acte spécial indissoluble de l'Acte général. Ceci laissait subsister, sous une forme différente, les difficultés que je croyais écartées.

» Aussi, Messieurs, n'avez-vous pu vous méprendre sur la portée de la demande que j'ai pris la liberté d'adresser hier à notre honorable Président. La réponse qui m'a été faite tend malheureusement, si elle est maintenue, à repousser notre adhésion à l'Acte général.

» Je déclare, Messieurs, que je suis prêt à signer avec vous tous cet Acte et que je tiens ici les pleins pouvoirs royaux qui m'y autorisent. Je crois, d'ailleurs, pouvoir hautement et formellement en revendiquer le droit, l'Acte général constituant le seul objet indiqué et prévu lorsque nous avons été convoqués à cette Conférence. Je déclare, en outre, que je regretterais plus profondément que je puis le dire de ne pas voir mon auguste Souverain mentionné parmi tous les Souverains ou chefs de Gouvernement qui ont voulu participer à l'œuvre si éminemment civilisatrice et grandiose menée à bonne fin par notre Conférence, mais que je dois, au nom du Gouvernement du Roi, solennellement et énergiquement décliner devant le monde

civilisé et devant l'histoire toute responsabilité de l'abstention forcée des Pays-Bas. »

M. le Président propose ensuite à l'Assemblée de s'ajourner au vendredi 27 juin. MM. les Plénipotentiaires des Etats-Unis seront probablement à même de faire connaître à cette date les instructions qu'ils attendent de leur Gouvernement.

La séance est levée.

Protocole n° 29. — Séance du 27 Juin 1890

M. le Président donne la parole à M. Van Maldeghem, Plénipotentiaire de l'Etat du Congo, qui s'exprime en ces termes :

« M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas, dans la séance du 25, nous a donné lecture d'une Déclaration de son Gouvernement, ayant pour but de remettre à une Conférence ultérieure l'examen des moyens nécessaires pour l'exécution des mesures arrêtées par notre Conférence contre la traite. Les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo doivent répéter qu'ils ne peuvent se rallier à cette manière de voir.

» A moins de ne combattre la traite que sur le papier, les résolutions arrêtées doivent comporter les moyens pratiques de les mettre à exécution.

» Il ne s'agit pas, et il n'a pu s'agir dans l'esprit de personne, d'une œuvre platonique : il faut, en fait, que la traite disparaisse. Les droits d'entrée sont indispensables pour couvrir, au moins en partie, les frais des efforts nécessaires pour atteindre immédiatement le but que vous avez en vue en Afrique.

» Nous ne saurions, Messieurs, signer un Acte sans qu'en même temps des provisions soient faites pour que cet Acte ne reste pas à l'état de lettre morte, et nos instructions ne nous permettent de l'accepter que s'il assure, autrement que d'une façon académique, la suppression de la traite, en donnant les moyens de l'atteindre.

» Vous savez le nombre de vies actuellement immolées par jour en Afrique par la traite.

» Ces crimes, notre conscience ne nous permet pas de leur accorder, pour des motifs d'ordre secondaire, un répit qui n'est pas justifié.

» Nous sommes, en conséquence, obligés de demander à la Conférence que, conformément à ses résolutions antérieures, l'Acte général et l'Acte séparé soient signés en même temps. »

M. le Président dit :

« Je n'ai rien à ajouter, quant au fond, à ce que M. le Plénipotentiaire de l'Etat du Congo vient de nous dire ; mais je crois ne pouvoir me dispenser de vous présenter quelques remarques et d'entrer dans quelques éclaircissements sur divers points traités dans la Déclaration dont M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas nous a donné lecture dans la séance du 25.

» Son Excellence, tout d'abord, ne reconnaît pas à la Conférence actuelle la compétence nécessaire pour résoudre une question impliquant une modification de l'Acte général de Berlin. M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas ajoute que, par respect pour les décisions de la Conférence de Berlin, la proposition d'établir des droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo ne devait pas entrer inopinément dans nos discussions ; il exprime, au nom de son Gouvernement, l'avis que, pour être régulièrement intro-

duite, cette proposition exige la convocation d'une Conférence spéciale, chargée de délibérer sur l'opportunité de modifier l'Acte général de Berlin, et il propose de renvoyer à six mois la réunion de cette Conférence, afin d'accorder à chaque Puissance le délai nécessaire pour pouvoir prendre des décisions après mûr examen et en parfaite connaissance de cause.

» Messieurs, ces diverses questions ont déjà, à plusieurs reprises, occupé vos débats, elles ont fait l'objet d'explications et de rectifications qui sont reproduites dans les Actes de la Conférence.

» L'invitation adressée aux Puissances vise expressément l'Acte général de Berlin du 26 février 1885. Le but qu'elle assigne à leur réunion, c'est de rechercher en commun, et dans un esprit de large conciliation, les moyens les plus propres à atteindre l'objet essentiel de la nouvelle Conférence, à savoir la répression de la traite en Afrique; elle ajoute textuellement que le Gouvernement du Roi croit inopportun de limiter la sphère d'action de la Conférence de Bruxelles et que Sa Majesté désire laisser aux Représentants des Puissances une entière liberté par rapport à la suggestion des mesures pratiques qui paraîtraient le mieux appropriées aux circonstances.

» Devant un texte aussi formel, on ne saurait admettre que l'action de la nouvelle Assemblée dût se circonscrire dans le cercle tracé par M. le Ministre des Pays-Bas. La Conférence a sanctionné notre interprétation en donnant place, dans l'Acte général, à des stipulations relatives aux alcools, qui constituent d'évidentes dérogations au Traité de Berlin, dérogations auxquelles M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas se déclare d'ailleurs prêt à souscrire en signant l'Acte général.

» Le projet d'établir des droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo, présenté le 10 mai, a été déféré à l'examen de toutes les Puissances; celles-ci, moins une, ont pu, quelques semaines après, faire connaître le résultat de l'étude attentive à laquelle elles l'avaient soumis, et, d'une commune voix, elles se sont prononcées pour son adoption. On s'expliquerait malaisément qu'on les mit dans le cas de reprendre un examen auquel elles se sont livrées sans croire manquer aux lois de la logique, de l'équité et de la prudence.

» Quant à l'observation que le projet aurait apparu en quelque sorte inopinément, il suffit sans doute de rappeler qu'il est motivé par la nécessité de procurer à certains Etats les ressources qui leur seront indispensables pour faire face, au moins partiellement, aux charges que leur imposera le nouvel Acte général. Ces charges, il est impossible de les apprécier avant l'adoption des divers chapitres dans lesquels elles sont échelonnées; le projet est donc venu à son heure.

M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas a vu avec étonnement que l'Acte général et la Déclaration relative aux droits d'entrée ont été déclarés inséparables. Vous le savez, Messieurs, la Conférence a été itérativement appelée à manifester ses intentions quant au lien qui unit les deux Actes, et elle les a exprimées en termes qui ne laissent place à aucun doute.

» M. le Ministre des Pays-Bas a protesté, en terminant, du prix qu'attache son Gouvernement à s'associer à l'œuvre accomplie par cette Assemblée. Sur ce terrain, Son Excellence est certaine de nous rencontrer. Les auteurs de la proposition, non moins que M. le Baron Gericke de Heiwyngen, seraient heureux de voir le nom de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas parmi ceux des Souverains et chefs de Gouvernement qui acceptent les deux Actes dans lesquels se résument nos travaux. »

M. le Baron Gericke de Herwynen dit qu'après avoir donné connaissance à l'Assemblée, dans la séance du 25 juin, de la Déclaration qu'il était chargé de faire, il a consulté de nouveau son Gouvernement, et qu'il lui a proposé d'introduire certaines modifications à cet exposé. Il a été heureux de constater que ces observations n'ont pas été sans résultat, ainsi que la Conférence pourra s'en assurer en recevant communication d'une Déclaration nouvelle, que le Gouvernement néerlandais désire voir substituer à la précédente. Elle est ainsi conçue :

« Les Puissances signataires de l'Acte général de Berlin de 1885, représentées à la Conférence de Bruxelles, sont tombées d'accord et ont dûment autorisé leurs Plénipotentiaires à cette dernière Conférence à déclarer ce qui suit :

I

» Considérant, d'une part, que depuis 1885 il a été organisé dans le bassin conventionnel du Congo des services publics utiles aux intérêts du commerce et au bien-être des populations, et tenant compte, d'autre part, de la nécessité de faciliter aux Etats ou possessions compris dans ce bassin les moyens de faire face aux dépenses que l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, signé ce jour même, leur impose en vue de la répression de la traite, les Puissances signataires reconnaissent de commun accord qu'il y a lieu de convoquer une Conférence dans le délai de six mois, afin d'examiner la nécessité de reviser l'Acte général de Berlin.

II

» Cette révision de l'Acte général de Berlin ne pourra se faire que conformément aux dispositions suivantes :

» 1^o Le droit des Etats du bassin conventionnel du Congo de percevoir des droits d'entrée sur les marchandises importées dans leurs possessions ne pourra, en aucun cas, être reconnu par toutes les Puissances signataires qu'après qu'il aura été prouvé par un examen que toute autre proposition ayant pour but de créer les ressources nécessaires aux susdits Etats, sans entraver inutilement le développement du commerce, aura été démontrée inefficace.

» 2^o Les Puissances signataires sont assurées que chaque Puissance, au profit de laquelle aura lieu la révision de l'Acte général de Berlin, s'attachera aussi à l'avenir à simplifier autant que possible les formalités et à faciliter les opérations du commerce, et à n'entraver, en particulier, d'aucune manière, la liberté du transit.

III

» L'Acte séparé à conclure sur les bases sus-énoncées entre toutes les Puissances signataires de l'Acte général de Berlin devra alors être signé dans le délai de mois à partir de la signature de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, et il devra entrer en vigueur à la même date que ce dernier.

» En foi de quoi, etc. »

M. le Baron Gericke de Herwynen espère que la Conférence verra dans la présentation de cette Déclaration la preuve du sincère désir qui anime son Gouvernement d'arriver à une entente.

M. le Prince Ouroussoff demande que cette Déclaration soit distribuée à tous les Plénipotentiaires, afin qu'ils puissent former leur opinion.

M. le Baron Gericke de Herwynen exprime le désir qu'il soit procédé immédiatement à la discussion.

M. Bourée croit avoir compris qu'il s'agirait dans ce projet d'une révision de l'Acte général de Berlin tout entier.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit qu'à son avis il ne peut être question que de l'article 4 de ce Traité.

M. le Président voudrait, à titre de renseignement, être éclairé sur le sens de l'article 1^{er} de la Déclaration.

M. Bourée conclut du texte que vient de lire M. le Ministre des Pays-Bas, que pendant les six mois qui s'écouleraient jusqu'à la réunion de la nouvelle Conférence, chaque Puissance devrait faire une enquête dans l'Etat Indépendant du Congo, afin de se rendre compte de son organisation administrative et des ressources qu'il serait en mesure de se procurer.

Il ne peut s'agir, en effet, des autres Etats ayant des possessions dans le bassin conventionnel du Congo, car ces Etats n'ont rien demandé et ils ont les moyens d'accomplir les obligations que leur imposera l'Acte général de Bruxelles. Mais comment justifier une ingérence semblable dans les affaires intérieures d'un Etat dont l'indépendance et la souveraineté ont été solennellement reconnues ? M. le Ministre de France cherche en vain le principe sur lequel on établirait ce contrôle. Il ajoute que les déclarations faites dans les dernières séances par MM. les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo doivent être tenues pour suffisantes, et il ne voit pas comment on pourrait révoquer en doute leur exactitude, ni les soumettre en quelque sorte à l'examen d'une juridiction supérieure.

M. Van Maldeghem estime que la déclaration lue par M. le Baron Gericke de Herwynen n'apporte aucun élément nouveau au débat. Il a été répondu à l'avance à la proposition d'enquête qu'elle suggère. Les Plénipotentiaires du Roi Souverain ont affirmé son droit de demander des ressources nouvelles à l'impôt, en dehors des droits d'entrée. Ils ont répété, sans rencontrer de contradicteurs, que Sa Majesté était, à cet égard, le meilleur, le seul juge. La Déclaration de M. le Ministre des Pays-Bas ne fait que reproduire, sous une forme plus accentuée, celle que M. le Baron Gericke de Herwynen a lue dans la séance du 21 mai. Elle ne paraît donc pas acceptable.

M. de Martens fait remarquer qu'il y a une différence entre les deux Déclarations. La seconde reconnaît que la révision de l'article 4 de l'Acte général de Berlin est possible et nécessaire ; elle concède même la perception de droits d'entrée, si la Conférence future constate que l'Etat Indépendant ne peut se créer d'autres ressources. L'accord est donc établi entre la Conférence et le Gouvernement néerlandais sur le principe de la révision de l'article 4. Pour la Conférence, les droits d'entrée sont dès à présent nécessaires, tandis que pour le Gouvernement néerlandais ils constituent le dernier moyen auquel l'Etat du Congo devra recourir à défaut de tout autre.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit que sa Déclaration est exactement interprétée par M. le Plénipotentiaire de Russie. Répondant à M. le Ministre de France, Son Excellence fait observer que le principe de la négociation proposée se trouve déjà dans le paragraphe 6 de la Déclaration soumise à la Conférence par M. le Président.

M. Bourée répond qu'il ne s'agissait que d'une réglementation dans ce paragraphe.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit qu'en réalité son Gouvernement ne désire pas autre chose.

M. Banning signale, dans la déclaration néerlandaise, un point qui lui paraît obscur. On demande que dans six mois une nouvelle Conférence reprenne l'examen des ressources que pourrait se procurer l'Etat du Congo en dehors des droits d'entrée. Si l'accord ne s'établissait pas sur ce point, le vote de la majorité suffirait-il ou non pour reviser l'article 4 de l'Acte général de Berlin ?

M. le Baron Gericke de Herwynen conteste que cette hypothèse puisse se produire. La majorité de la Conférence trancherait la question.

M. Bourée dit que l'enquête, telle qu'on la définit dans la Déclaration néerlandaise, ne pourrait évidemment être faite par une Puissance chez une autre. Aucun Gouvernement ne saurait l'admettre chez lui. Dès lors, sa portée pratique échappe à M. le Ministre de France, à moins qu'il ne s'agisse des questions prévues par le paragraphe 6 de la Déclaration que M. le Président a proposée à l'Assemblée. Mais, dans ce cas, la tâche de la Conférence que demande M. le Ministre des Pays-Bas n'aurait pas la portée qu'il voudrait lui attribuer. En tout état de cause, dans six mois, comme aujourd'hui, on serait obligé de s'en rapporter absolument à l'affirmation de l'Etat du Congo, sans avoir aucun droit de la discuter ou de la contrôler.

M. le Prince Ouroussoff dit que le programme de la Commission des Délégués techniques était limité à l'examen du régime douanier. Le Gouvernement néerlandais suggère d'élargir quelque peu ce programme, et d'y comprendre les autres propositions que les Puissances trouveraient opportun de soumettre à cette Assemblée nouvelle.

La nature de ces propositions n'est nullement préjugée, et les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo seront toujours libres de déclarer qu'ils ne peuvent les examiner parce qu'elles touchent aux affaires intérieures de leur Gouvernement. Ceci n'implique pas l'obligation d'admettre l'enquête que repousse M. le Ministre de France.

M. Bourée rappelle que la formule adoptée sur son initiative était destinée à couvrir les deux systèmes différents que soutenaient les Plénipotentiaires anglais, d'une part, et lui-même, de l'autre. Il est convaincu que les négociations des commissaires aboutiront à un compromis entre les deux systèmes, à un régime mixte avec une sorte de tarif général. Mais la recherche d'un semblable régime douanier diffère absolument de l'enquête réclamée par le Gouvernement néerlandais sur les ressources de l'Etat du Congo et sur les dépenses auxquelles il devra faire face.

Lord Vivian se demande si l'on ne pourrait restreindre l'enquête réclamée par le Gouvernement des Pays-Bas, afin d'éviter qu'elle ne s'étende aux affaires intérieures d'un Etat indépendant, en complétant la phrase par les mots : dans les limites de la souveraineté territoriale. Il ajoute que, sans les signatures de toutes les Puissances signataires de l'Acte de Berlin, tout acte modifiant ses dispositions serait considéré par le Gouvernement britannique comme incomplet.

M. Bourée estime qu'ainsi entendue l'enquête ne répondrait plus aux vues du Gouvernement néerlandais. Il ne peut être question ici que de l'Etat Indépendant du Congo. Ses Représentants ont dit, comme ils le

répéteront dans six mois, que les droits d'entrée lui sont nécessaires. La Conférence a été, sauf une voix, unanimement d'avis qu'il fallait les lui accorder. Pour démontrer que d'autres ressources sont possibles, il faudrait une enquête contradictoire, laquelle, répète M. le Ministre de France, est inadmissible.

M. de Martens voudrait insérer dans la Déclaration les mots : régime douanier à établir. On arrivera inévitablement, selon lui, à concéder les droits d'entrée, puisque la perception des droits de sortie est garantie par l'Acte général de Berlin et que l'établissement d'autres impôts demeure à l'appréciation souveraine de l'Etat. Tous les membres de la Conférence seront d'accord qu'on ne peut avoir en vue une enquête proprement dite, mais seulement un examen plus large du régime douanier que ne le prévoyait la Déclaration due à l'initiative de M. le Président.

M. Banning fait observer que la note néerlandaise est conçue dans un autre esprit que l'interprétation que lui donne M. de Martens.

M. le Baron Gericke de Herwynen dit que le but que poursuit le Gouvernement néerlandais est de faire disparaître les difficultés qui s'opposent à la signature simultanée des deux Actes.

Il propose à cet effet de faire examiner, par une Conférence qui se réunirait plus tard, s'il y a lieu de modifier l'Acte général de Berlin ; cette Conférence rechercherait ensuite les moyens d'arriver à une entente. Son Excellence n'a pas attribué une autre portée que M. de Martens à la recherche de ces moyens. Si la Commission n'en trouvait pas qui fussent acceptables, elle admettrait les droits d'entrée. Telle est la portée de la Déclaration qu'il vient de lire. En la soumettant à la Conférence, le Gouvernement néerlandais a fait un grand pas vers la conciliation, afin de rendre possible la signature des deux Actes.

M. Bourée dit que si cette solution était admise par la Conférence, l'Etat Indépendant du Congo, à son tour, ne pourrait consentir à signer l'Acte général. Le but que l'on poursuit ne serait donc pas atteint.

M. le Baron Gericke de Herwynen constate avec regret que la Déclaration dont il a donné lecture ne rallie pas les suffrages de l'Assemblée.

Une autre proposition, suggérée au cours des débats, est restée sans suite.

La séance est levée.

Protocole n° 30. — Séance du 28 Juin 1890

Lord Vivian dit que la Conférence, dans la séance du 23 juin, a discuté la question de savoir ce qui arriverait si, au moment de l'échange des ratifications, la négociation technique concernant l'application des droits d'entrée dans le bassin conventionnel du Congo n'avait pas abouti. M. le Président a exprimé l'avis que chaque Gouvernement devrait avoir la faculté de mettre le tarif de 10 0/0 provisoirement en vigueur, jusqu'à ce que l'entente fût réalisée sur un régime commun. M. de Macedo ayant dit ensuite que le moyen le plus simple serait de laisser chaque Puissance libre d'établir les droits d'entrée dans la limite de 10 0/0, le Protocole ajoute que « M. le Président constate que cette manière de voir est adoptée par l'Assemblée. »

M. le Ministre d'Angleterre croit devoir faire une réserve formelle à l'égard de cette déclaration. Les paroles du Président, telles que les rapporte

le Protocole, ne sont pas parvenues jusqu'à lui. S'il les avait entendues, il eût été obligé de faire remarquer, ainsi qu'il résulte d'ailleurs de ses déclarations antérieures au cours de ce même débat, que ses instructions ne lui permettaient pas d'accepter cette solution. Il suffirait, en effet, dans cette hypothèse, du refus d'un seul Etat, pour que tous reprissent une entière liberté de régler les tarifs à leur gré, ce qui n'a jamais été admis par les Plénipotentiaires britanniques.

M. le Président rappelle les incidents de la discussion reproduits par le Protocole. Personne n'ayant demandé la parole après M. de Macedo, il a conclu de ce silence que tous les membres donnaient leur assentiment à la solution proposée par M. le Ministre de Portugal. Il y a donc eu malentendu, et M. le Président n'hésite pas à proposer à la Conférence de reprendre la discussion, afin de régler cette question, qui ne peut demeurer en suspens.

Deux solutions différentes ont été suggérées. La première, qui semble la plus naturelle, serait d'adopter un *modus vivendi* provisoire, en laissant à chacun, jusqu'à l'accord définitif, la faculté de fixer le tarif dans ses possessions, sans toutefois dépasser la limite de 10 0/0. La seconde solution consisterait à négocier une entente par la voie diplomatique. Mais, ajoute M. le Président, quelle que soit la solution adoptée, il doit être entendu que les ratifications des deux Actes ne resteront pas suspendues jusqu'à ce que l'accord se soit réalisé, et qu'elles devront nécessairement être échangées dans les délais déterminés par les Actes eux-mêmes.

Lord Vivian se rallierait à la seconde solution, c'est-à-dire à la négociation d'un arrangement par la voie diplomatique, plutôt qu'à la première. Les Plénipotentiaires britanniques ne pourraient, en effet, s'engager, en aucune façon, à admettre pour les Etats du bassin conventionnel la liberté de régler leurs tarifs comme ils l'entendent.

M. de Macedo trouve la première solution meilleure que la seconde, mais il ne s'opposera pas à l'adoption de cette dernière.

M. Van Maldeghem dit qu'il entrerait dans la pensée des auteurs du projet de reconnaître comme acquis le droit à l'application immédiate du tarif aussitôt après le terme fixé par la mise en vigueur du Traité. A son avis, en cas de désaccord au sein de la Commission technique, et en attendant que les négociations aboutissent, chaque Etat sera libre de régler, dans la limite des 10 0/0, les tarifs dans ses possessions.

M. Banning ajoute qu'on ne saurait admettre une autre interprétation sans placer les Etats du bassin conventionnel dans la situation singulière d'avoir un droit dont ils ne pourraient user. A moins d'imposer à la Commission l'obligation de terminer ses travaux et d'arriver à une entente dans le délai des ratifications, il faut nécessairement autoriser la perception provisoire des droits aussitôt que ces ratifications seront acquises.

M. le Comte d'Alvensleben dit que le Gouvernement allemand est décidé à admettre la perception des droits au maximum de 10 0/0 à partir de la date des ratifications, sauf à régler le mode de les percevoir.

Lord Vivian répète que les instructions que les Plénipotentiaires britanniques ont reçues leur prescrivent de réclamer un tarif général et ne leur permettent pas de reconnaître à l'avance aux Etats du bassin conventionnel la liberté de tarifier à leur gré.

M. le Baron de Renzis en conclut que le principe de la taxe de 10 0/0

étant acquis aux Etats intéressés, il suffirait de déclarer obligatoire cette taxe pour toutes les marchandises jusqu'à ce que l'accord s'établisse sur le tarif. Ce serait le moyen d'éviter tout traitement différentiel pendant cette période de transition. Cette combinaison aurait l'avantage de lever les scrupules de M. le Ministre d'Angleterre, tout en sauvegardant les intérêts de l'Etat Indépendant du Congo.

Lord Vivian ne voit pas la nécessité de résoudre dès maintenant la question. Un désaccord au sein de la Commission n'est guère à prévoir; s'il se produit, il vaut mieux laisser aux Puissances le soin de trancher la difficulté.

M. de Macedo dit qu'il préférerait cette solution à la taxe de 10 0/0 obligatoire, laquelle préjugerait le tarif commun.

Lord Vivian ajoute qu'un seul délégué pourrait tenir la Commission en échec pour assurer à son Gouvernement la faculté de percevoir indéfiniment les 10 0/0 qui constituent le maximum du droit; les Plénipotentiaires anglais admettent comme acquis le principe des droits d'entrée dans les limites de ce maximum, mais dans leur opinion, on ne pourra régler son application avant que la Commission en ait arrêté la tarification.

M. Van Maldeghem ne comprend pas comment un droit acquis ne serait pas applicable.

M. le Président fait observer que, dans le système préconisé par M. le Ministre d'Angleterre, le droit reste acquis; mais les Puissances elles-mêmes seront appelées à en régler l'application.

M. Cogordan se demande si une négociation diplomatique a plus de chances de réussir que la Commission elle-même. Il faudrait trouver une combinaison offrant des garanties suffisantes pour qu'à un certain moment le principe des droits d'entrée reçoive nécessairement son application.

M. Bourée dit qu'on est d'accord sur le maximum du droit, qui est et reste acquis. Quant à la commission, elle ne sera autre chose qu'une Commission de dégrèvement.

Dès le jour de l'achèvement de ses travaux, on pourrait tenir pour définitivement réglée la tarification de tous les articles sur lesquels on se serait mis d'accord, et rendre le tarif des 10 0/0 provisoirement applicable aux autres jusqu'à ce que l'entente complète se soit établie.

M. le Ministre de France ajoute qu'il lui paraît impossible que la Commission ne se mette pas d'accord. Des concessions mutuelles s'imposeront, et elles auront pour conséquence l'adoption d'un régime transactionnel.

MM. Van Maldeghem et le Comte d'Alvensleben acceptent le *modus vivendi* suggéré par M. le Ministre de France.

Lord Vivian dit que, ses instructions étant conçues en des termes très précis, il ne pourrait, sans en référer à son Gouvernement, admettre une combinaison qu'elles ne prévoient pas.

L'argument de M. le Ministre de France tendant à prouver qu'une entente est inévitable, aurait de la valeur s'il ne s'agissait que d'Etats voisins; mais des Puissances qui n'ont pas de possessions dans le bassin conventionnel du Congo devant intervenir, elles refuseraient leur assentiment si la tarification ne tenait pas compte de leurs intérêts commerciaux.

M. Bourée fait observer que ces intérêts ne pourraient jamais être atteints que dans les limites fort étroites de la taxe de 10 0/0.

M. Cogordan ajoute que l'idée de son collègue se rapproche de celle de M. le Ministre d'Angleterre et répond aux préoccupations de Son Excellence,

puisqu'elle tend à l'établissement d'un tarif général identique à tout le bassin et sur tous les articles qui n'auraient pas été dégrevés par la Commission.

Lord Vivian estime qu'on pourrait admettre la mise en vigueur immédiate des tarifs pour les articles sur lesquels il y aurait eu entente dans la Commission. Quant à la seconde partie de la proposition de M. Bourée, elle présente un danger : le délégué d'une seule Puissance, par son opposition, pourrait prolonger indéfiniment le régime des 10 0/0.

Toutefois les Plénipotentiaires britanniques, ne voyant pas d'autre solution que celle suggérée par M. le Ministre de France, l'acceptent, mais avec la réserve du consentement de leur Gouvernement.

M. le Président fait observer que les autres marchandises étant soumises provisoirement à une taxe uniforme, il ne saurait en résulter des conséquences fâcheuses pour le commerce.

La proposition de M. Bourée peut donc être considérée comme admise par la Conférence, sous la réserve d'une réponse définitive de MM. les Plénipotentiaires britanniques.

M. Terrell annonce à la Conférence qu'il a reçu de son Gouvernement l'autorisation de signer l'Acte général adopté par la Conférence, ainsi qu'un Acte séparé à conclure avec l'Etat Indépendant du Congo dans les termes qu'indiquent les déclarations faites par Son Excellence à l'Assemblée. Les signatures des Plénipotentiaires américains, selon leurs déclarations déjà faites antérieurement, devront être entendues comme données *ad referendum* quant aux deux Actes.

M. le Président dit que la communication de M. le Ministre des Etats-Unis sera certainement accueillie avec une très vive satisfaction par la Conférence.

M. Terrell demande que le Gouvernement des Etats-Unis soit admis à se faire représenter dans la Commission technique, où doivent se débattre les intérêts du commerce américain, en raison des engagements qui existent entre ce Gouvernement et l'Etat Indépendant du Congo.

La discussion est ensuite reprise au point où elle est restée dans la dernière séance, après que la déclaration faite par M. le Plénipotentiaire des Pays-Bas n'eut pas obtenu les suffrages de l'Assemblée.

M. le Baron de Renzis dit que la situation étant ainsi caractérisée, il y a lieu de constater si les membres de la Conférence croient pouvoir signer les deux Actes le 29 juin, comme tous les Gouvernements en ont été avisés à la suite de la séance du 27.

M. le Président dit qu'en persévérant dans la voie où l'on était précédemment engagé, tous les Plénipotentiaires auraient signé les deux Actes, sauf une Puissance qui n'aurait pas consenti et à laquelle on aurait laissé le Protocole ouvert pour la signature simultanée de l'Acte général et de la Déclaration adoptée par la Conférence.

Lord Vivian ne croit pas que la Conférence puisse, au dernier moment, ajourner l'accomplissement de sa mission. Il lui paraît nécessaire d'en référer à son Gouvernement au sujet de la grave question soulevée par suite de l'attitude d'une des Puissances signataires de l'Acte général de Berlin.

M. le Baron de Renzis demande que l'on précise sur quel point des instructions devaient être réclamées.

M. de Macedo dit que deux questions se posent devant la Conférence. L'une se résume ainsi : la Conférence a-t-elle le droit de signer un Acte modifiant le Traité de Berlin, et auquel ne prendraient part que treize des quatorze Puissances qui ont concouru à cet Acte ?

En second lieu, en supposant une réponse affirmative, serait-il convenable d'imposer en quelque sorte la signature de l'Acte de Bruxelles à cette quatorzième Puissance ?

C'est, à l'avis de M. de Macedo, le point sur lequel doivent porter les demandes d'instructions des Plénipotentiaires.

M. le Président fait remarquer que cette question n'est pas soulevée aujourd'hui pour la première fois. La Conférence l'a longuement discutée, puis résolue, et elle a confirmé sa décision.

Si l'Assemblée persiste dans cette voie, on pourrait procéder demain à la signature, en laissant le Protocole ouvert aux Plénipotentiaires qui ne seraient pas en mesure de signer.

M. Bourée demande combien de temps le Protocole devrait rester ouvert.

M. le Président répond qu'on pourrait fixer quatre ou six mois, c'est-à-dire un délai suffisant pour permettre aux divers Gouvernements de solliciter ensuite l'approbation de la Législature en temps utile et avant l'expiration du délai assigné à l'échange des ratifications.

M. Bourée prie M. le Baron Gericke de Herwynen de faire connaître son opinion au sujet d'un délai de six mois et des chances de succès que pourrait avoir une décision prise en ce sens.

M. le Baron Gericke de Herwynen répond qu'il doit se maintenir sur le terrain de sa déclaration de la veille.

Il ne demande pas de délai, parce qu'il revendique le droit de signer immédiatement l'Acte général.

Quant au second Acte, Son Excellence n'a jamais admis qu'il dût être inséparable de l'Acte général.

Il estime que si le Protocole lui restait ouvert pour cette Déclaration, la situation serait sauvée. Son Excellence ne se verrait pas refuser la signature de l'Acte général, ce qui serait une résolution grave de la Conférence, et l'accession ultérieure des Pays-Bas à la Déclaration pourrait toujours être espérée.

Dans ces termes, il accepterait que le Protocole lui demeurât ouvert pour un temps qui ne serait pas très long.

M. Bourée propose que les Plénipotentiaires soient admis à signer les deux Actes aussitôt qu'ils seront en mesure de le faire. Le Protocole demeurerait ouvert pendant six mois et l'on consignerait, dans une Déclaration, que les Actes ne deviendraient définitifs et exécutoires que lorsque toutes les signatures y auraient été apposées.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch constate que personne, jusqu'à présent, n'a proposé à la Conférence de revenir sur la décision qu'elle a prise.

Quant à la combinaison qui consisterait à admettre le Représentant des Pays-Bas à signer l'Acte général et à lui laisser le Protocole ouvert pour la Déclaration, M. le Ministre d'Autriche-Hongrie se verrait dans l'obligation d'en référer à son Gouvernement. Il lui serait indispensable de savoir si, dans ce cas, les Plénipotentiaires de la Belgique et de l'Etat Indépendant du Congo signeraient l'Acte général. Pour lui, la position n'a pas changé,

Comme il avait été entendu d'abord d'insérer les droits dans l'Acte général et qu'on n'est revenu sur cette décision que par égard pour les Etats-Unis, il est absolument logique d'exiger de la part de tous les Etats contractants la signature simultanée des deux Actes.

M. Bourée dit que cette solution, pour laquelle les instructions lui font également défaut, exposerait les décisions de la Conférence à rester incomplètes en ce qui concerne les droits d'entrée, si les Pays-Bas s'abstenaient définitivement d'adhérer à la Déclaration. Il est évident, en effet, que cet Acte ne pourrait être mis en vigueur qu'après avoir obtenu l'adhésion de toutes les Puissances signataires de l'Acte général de Berlin.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch en conclut que les Pays-Bas ne seront pas admis à signer l'un des deux Actes seulement. Si, dans le délai fixé, le Gouvernement néerlandais n'autorisait pas la signature, il en porterait toute la responsabilité.

M. le Baron Gericke de Herwynen repousse toute responsabilité, et il répète qu'il est prêt à signer l'Acte général.

M. Bourée répond qu'on se trouve donc dans l'alternative de voir l'Acte signé par les Pays-Bas sans l'Etat Indépendant du Congo, ou bien par l'Etat Indépendant du Congo sans les Pays-Bas. Il est certain que les Pays-Bas ne peuvent offrir, pour l'exécution de l'Acte général, un concours égal à celui de l'Etat Indépendant, qui est absolument indispensable. Il reste donc à savoir laquelle des deux signatures importe le plus au succès de l'œuvre dont la Conférence poursuit la réalisation.

C'est pour ce motif que la Conférence a décidé que les deux Actes ne pouvaient être signés séparément. M. le Ministre de France estime que l'Assemblée doit persister dans cette décision.

M. Van Maldeghem déclare que les Plénipotentiaires de l'Etat Indépendant du Congo ne sont pas autorisés à signer si les deux Actes ne restent pas inséparables.

Lord Vivian demande si cette résolution serait maintenue dans le cas où le Gouvernement de l'Etat du Congo aurait la garantie de ne pas être obligé d'exécuter l'Acte général avant d'avoir à sa disposition les moyens nécessaires, en subordonnant sa ratification à l'adhésion de toutes les Puissances à la Déclaration.

M. Van Maldeghem répond qu'une telle situation ne serait pas acceptable.

Lord Vivian fait observer que l'Etat Indépendant a toujours déclaré qu'il lui serait impossible d'assumer les obligations imposées par l'Acte général, si la Conférence ne lui accordait pas les ressources qui lui sont indispensables à cette fin; cette condition de sa coopération serait sauvegardée par l'adoption de sa proposition.

M. Van Maldeghem dit que M. le Ministre de France a fait ressortir l'importance de la mission qui est dévolue, dans l'œuvre de la répression de la traite, à l'Etat Indépendant, sentinelle avancée de la civilisation au centre de l'Afrique. L'Acte général, d'autre part, trace les obligations des Puissances. Comment serait-il possible de demander à l'Etat Indépendant d'apposer sa signature sur cet Acte, tout en lui déclarant qu'il resterait libre de ne pas remplir les obligations qu'il impose tant que les moyens d'action lui feraient défaut?

Lord Vivian déclare qu'il n'y voit pas d'objection. La Conférence doit d'abord chercher à amener toutes les Puissances contractantes du Traité de Berlin à signer l'Acte général qu'il s'agit de conclure. Une fois signé,

aucune Puissance n'o-erait prendre la responsabilité de laisser tomber cet Acte, en refusant les ressources nécessaires à son exécution.

M. Banning fait observer que l'on sait par quels motifs l'Etat du Congo justifie sa demande, tandis qu'il n'a été indiqué jusqu'ici aucune raison sérieuse qui empêcherait les Pays-Bas d'accéder à la proposition de l'établissement des droits d'entrée.

M. le Baron de Renzis estime qu'il n'appartient pas à la Conférence de choisir entre deux Puissances.

M. Bourée dit que la question ne se pose pas de cette manière. La Conférence se trouve en présence de deux propositions, dont l'une lui assure un concours dont elle ne peut se passer. Si M. le Ministre des Pays-Bas ne signait pas immédiatement le Traité et la Déclaration, il resterait permis d'espérer que le temps amènerait son Gouvernement à prendre une autre attitude. Mais Son Excellence n'a nullement entendu dire que les deux Actes pussent devenir effectifs dans toutes leurs parties sans le concours des Pays-Bas.

M. le Président dit qu'en présentant, la veille, quelques explications à la Conférence au sujet de la Déclaration lue par M. le Ministre des Pays-Bas dans la séance du 25 juin, il n'a pas touché la question de droit que soulève cette Déclaration. M. le Baron Gericke de Herwynen ayant revendiqué encore aujourd'hui le droit de signer l'Acte général, M. le Président conteste cette appréciation. Il ne croit pas que le fait d'avoir été invité à prendre part à une assemblée puisse donner le droit de choisir entre les résolutions qu'elle aurait prises, tandis que l'Assemblée elle-même déclarerait inséparables l'un de l'autre les engagements qu'elle voudrait prendre. La question est nouvelle; toutefois la théorie de M. le Ministre des Pays-Bas paraît difficile à défendre.

D'autre part, on s'est demandé si l'Etat du Congo pouvait consentir à signer l'Acte général, tout en restant dispensé d'exécuter les obligations qui en résulteront, jusqu'au moment où il aurait des ressources suffisantes.

M. le Président ne veut pas refaire l'histoire de la fondation de l'Etat du Congo, ni rappeler les sacrifices qu'elle a coûtés. Il ne rappellera pas d'avantage la sympathie dont a été entourée cette œuvre dont l'Europe, réunie à Berlin en 1885 et ici même, a reconnu la grandeur. La pensée d'affranchir et de civiliser les populations du centre de l'Afrique, qui a inspiré son auteur, et qui est celle de tant d'explorateurs illustres et d'hommes éminents, se trouve aujourd'hui en voie de réalisation. Déjà, il est permis de dire que sans la barrière qui a été opposée à la marche envahissante de la traite, celle-ci aurait gagné le Stanley-Pool. Dans cette lutte, l'Etat Indépendant est au premier rang, et l'on peut prévoir que dans un avenir prochain il verra se dresser des difficultés auxquelles il devra faire face sans pouvoir s'y soustraire. C'est en présence de ces éventualités que le Chef de cet Etat a chargé ses Plénipotentiaires de déclarer qu'il ne croyait pouvoir prendre les engagements nombreux que lui imposera l'Acte général sans avoir la certitude d'être en mesure de les exécuter. L'unanimité de la Conférence, sauf une seule voix, lui a répondu. Il y a deux jours, la Conférence a pris la résolution de signer les deux Actes, en invitant le Plénipotentiaire des Pays-Bas à se joindre à ses collègues. Telle est la situation. M. le Président constate qu'il n'est pas en son pouvoir de la modifier.

Il appartient à la Conférence de comparer l'intérêt civilisateur et humanitaire, qui est invoqué d'un côté, avec les motifs qui sont allégués de l'autre.

M. le Président ajoute qu'il ne peut émettre un avis sur la proposition de M. le Ministre de France, sans avoir pris de nouvelles instructions. Plusieurs de ses collègues se trouvent, sans doute, dans la même obligation. Il serait nécessaire, en conséquence, de remettre à une prochaine séance la décision que l'Assemblée sera appelée à prendre.

M. de Martens demande si tous les membres de la Conférence sont d'accord pour signer à la fois les deux Actes.

M. le Baron de Renzis répond que la Conférence l'a déjà décidé plusieurs fois. Aucune opposition ne s'est produite, sauf de la part de M. le Ministre des Pays-Bas.

M. Bourée dit que la double signature avec Protocole ouvert pour celui des Plénipotentiaires qui ne serait pas en mesure de signer immédiatement, a été itérativement admise.

Lord Vivian dit que les instructions des Plénipotentiaires britanniques les autorisent à signer les deux Actes, mais avec toutes les Puissances, sans exception.

Carathéodory Efendi se trouve dans une situation spéciale que la Conférence connaît.

M. de Macedo dit qu'il reste encore à décider si les signatures ainsi apposées donneront à l'Acte un caractère définitif.

M. le Président répond que, à son avis, les engagements de l'Acte général deviendront définitifs par l'échange des ratifications entre toutes les Puissances qui auront signé le Traité, pour autant que ses dispositions, et ce sont les plus nombreuses, ne contiennent pas de dérogation au Traité de Berlin du 26 février 1823. Quant aux articles qui dérogeraient à ce Traité, il va de soi qu'ils ne pourraient entrer en vigueur que par l'adhésion de toutes les Puissances signataires, sans aucune exception.

M. Banning rappelle un précédent historique qui vient à l'appui de cette appréciation.

L'Espagne, Partie contractante de l'Acte final du Congrès de Vienne de 1815, n'a accédé à cet Acte qu'en 1817, sans que ce retard eût apporté des délais dans l'exécution des parties du Traité où cette Puissance n'était pas intéressée.

M. le Président espère que l'on arrivera au même résultat en ce qui concerne la Conférence de Bruxelles. L'abstention momentanée de l'une des Puissances ne doit donc pas empêcher les autres de signer.

M. le Président résume le débat :

L'Assemblée se trouve en présence de la proposition de M. Bourée ; elle sera en mesure de se prononcer aussitôt que M. le Ministre d'Angleterre et les autres Plénipotentiaires qui ont besoin d'instructions auront reçu de leurs Gouvernements les directions qu'ils solliciteront immédiatement.

Lord Vivian dit qu'il s'empressera de se mettre en rapport avec son Gouvernement.

Dès à présent, toutefois, il sait que le Gouvernement de la Reine n'admet pas qu'un traité puisse modifier un acte international antérieur sans le consentement et la participation de l'une des Parties contractantes et que, pour cette raison, il hésite à y apposer sa signature.

M. Cogordan fait remarquer que la Conférence entière partage l'opinion exprimée par Lord Vivian.

La proposition de M. Bourée a trait à une question de procédure seule-

ment; elle n'aura d'autre but que d'arriver à l'entente, en permettant à une Puissance encore hésitante de donner après les autres son consentement et sa signature, et le Traité ne deviendrait définitif que lorsque ce consentement et cette signature aurait été donnés.

M. le Président ajoute qu'il en est évidemment ainsi pour toutes les clauses du Traité qui ne peuvent devenir valables que par le concours de cette Puissance, parce que les clauses modifient un Traité conclu antérieurement avec elle.

La séance est levée.

Protocole n° 31. — Séance du 30 Juin 1890.

M. le général Nazare Aga donne lecture de la déclaration suivante :

« En considération de la distance qui nous sépare de Tehéran, il n'a pas été possible à mon Gouvernement de faire traduire toutes les pièces qui lui ont été transmises par moi, de les examiner et de les soumettre à la haute décision de Sa Majesté Impériale le Shah, mon auguste souverain.

» Par suite de ces raisons, on n'a pas pu me faire parvenir toutes les instructions dont je pourrai avoir besoin. Désireux, néanmoins, de ne pas retarder la signature des Actes préparés par la Conférence, je les signerai; mais il est bien entendu que ce sera sous la réserve de la suprême approbation du Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Shah.

» Je prie, en conséquence, la Conférence de bien vouloir autoriser l'insertion de cette proposition dans le Protocole, afin que l'accomplissement de cette formalité me mette à même de donner immédiatement ma signature. »

M. le Président dit qu'il lui paraît équitable de tenir compte des circonstances particulières invoquées par M. le Ministre de Perse. La difficulté des communications entrave et retarde nécessairement les rapports de Son Excellence avec le Gouvernement Impérial. En principe, les signatures apposées à un traité ne peuvent être conditionnelles, et la ratification, sauf dans des cas exceptionnels et graves, n'est jamais refusée. Mais il sera permis sans doute, en raison des circonstances qui se rencontrent dans le cas actuel, de donner à la réserve de la ratification impériale une interprétation plus large.

M. le Président pense donc que la Conférence ne se refusera pas à autoriser l'insertion au Protocole de la déclaration de M. le Ministre de Perse.

M. le Prince Ouroussoff demande ce qu'il adviendrait si la sanction suprême n'était pas donnée à l'Acte général par Sa Majesté le Shah.

M. le Président répond que la Perse ne se trouverait pas dans une situation différente de celle de tout autre Gouvernement qui n'aurait pas ratifié le Traité. Le cas échéant, un échange d'explications aurait lieu entre les Puissances contractantes, ainsi que cela s'est déjà pratiqué dans des conjonctures analogues.

Lord Vivian, en faisant appel à la patience dont l'Assemblée a donné déjà tant de preuves, annonce qu'à la suite de la dernière séance les Plénipotentiaires britanniques ont demandé de nouvelles instructions à Londres. Ils ont été informés que Lord Salisbury, éprouvant des scrupules à autoriser la signature d'un acte modifiant l'Acte général de Berlin sans le con-

seulement de toutes les Puissances signataires, désirait consulter à ce sujet le Cabinet.

M. le Ministre d'Angleterre espère recevoir pour mercredi prochain les directions qu'il attend, et il prie la Conférence de vouloir bien remettre jusqu'à ce jour sa décision définitive.

M. le Président répond que la Conférence n'hésitera pas à satisfaire au désir exprimé par M. le Ministre d'Angleterre. De semblables remises ont eu lieu fréquemment pour des objets de moindre importance, tandis qu'il s'agit ici du sort de tout le Traité.

M. le Comte d'Alvensleben appuie la demande d'ajournement au mercredi 2 juillet.

M. de Macedo se rallie également à la proposition de M. le Ministre d'Angleterre. Il rappelle que, dans la précédente séance, il a, le premier, exposé certains scrupules que pouvait faire naître, au point de vue du droit et des convenances internationales, la signature d'un traité modifiant l'Acte général de Berlin sans le concours de toutes les parties contractantes. C'est pour cette raison que M. le Ministre de Portugal avait adhéré à la proposition de M. le Ministre de France, dans laquelle le Traité n'aurait un caractère définitif qu'après avoir reçu la signature de toutes les Puissances.

M. le Prince Ourousoff dit qu'il n'y a aucune divergence de vues entre les membres de l'Assemblée sur cette question. Tous, en effet, sont d'avis que l'Acte de Berlin ne peut être modifié que par l'entente des Puissances qui l'ont signé, sans aucune exception.

M. Cogordan fait observer que les Plénipotentiaires français partagent complètement cette manière de voir.

M. le Président dit qu'il ne peut y avoir aucune équivoque sur la question de droit qui a été soulevée.

M. Bourée désirerait savoir quel est exactement le point sur lequel doit porter la délibération du Gouvernement britannique. Il ajoute qu'il n'est pas entré un seul instant dans la pensée des Plénipotentiaires français que l'Acte modifiant l'article IV du Traité de Berlin pût devenir définitif sans le concours de toutes les Puissances qui avaient signé ce Traité. Ils se sont bornés à proposer un délai pour la signature, délai qui pourrait se prolonger pendant six mois. Mais il demeurait entendu que si leur proposition était admise par la Conférence, l'Acte n'aurait de valeur internationale qu'à partir du jour où toutes les Puissances l'auraient signé. Tous les intérêts seraient sauvegardés, si le Protocole final contenait une déclaration à cet égard.

Les Plénipotentiaires français professent le même respect que M. le Ministre d'Angleterre pour l'inviolabilité des traités internationaux.

Lord Vivian répond que les Plénipotentiaires britanniques ont demandé au Gouvernement de la Reine s'il les autorisait à signer simultanément les deux Actes nonobstant l'abstention des Pays-Bas, conformément à la proposition faite par M. le Ministre de France, et aux termes de laquelle le Protocole resterait ouvert pendant six mois pour les Plénipotentiaires qui ne seraient pas encore en mesure de signer.

Dans le rapport qu'ils ont adressé à Lord Salisbury, ils ont exposé fidèlement la situation; ils espèrent que les déclarations de MM. les Ministres

de France et de Russie contribueront, comme les efforts qu'ils ont faits eux-mêmes, à rassurer le Gouvernement de la Reine en ce qui regarde le droit international et le respect des traités. Ces déclarations seront portées sans retard à la connaissance de Lord Salisbury avec toutes les explications nécessaires, et sa réponse sera donnée mercredi prochain.

Carathéodory Efendi partage l'opinion exprimée par ses collègues de Portugal, de Russie et de France, quant à l'impossibilité de modifier l'article IV du Traité de Berlin, sans le consentement de *toutes* les Puissances signataires de ce Traité, tout en se réservant d'en faire l'application, le cas échéant, en ce qui concerne le Gouvernement Impérial.

Il ne serait pas impossible que Son Excellence eût à entretenir la Conférence de certaines réserves que la Sublime Porte pourrait lui donner l'ordre de produire en l'autorisant à signer le Traité.

Se plaçant à ce point de vue, M. le Ministre de Turquie suggère de fixer pour la signature du Traité un délai plus long que celui qui est sollicité par M. le Ministre d'Angleterre.

M. le Président dit qu'il y a tout lieu d'espérer que M. le Ministre de Turquie recevra les instructions qu'il attend dans un délai très court, peut-être avant mercredi prochain.

M. le Président ajoute que dans l'hypothèse peu vraisemblable où la Conférence n'aurait pas reçu mercredi du Cabinet de Londres la réponse qu'elle espère, il sera chargé par le Roi de proposer à la Conférence, non pas la clôture de ses travaux, mais leur ajournement à un moment plus opportun. M. le Président n'entend pas faire, dès à présent, une proposition formelle en ce sens, mais il a cru devoir avertir ses collègues de l'intention de Sa Majesté, afin de leur permettre de demander les instructions de leurs Gouvernements en vue de cette éventualité.

La séance est levée.

Protocole n° 32. — Séance du 2 juillet 1890.

La séance s'ouvre à 11 heures du matin.

M. le Président demande à M. le Ministre d'Angleterre s'il est en mesure de faire connaître à l'Assemblée la réponse que le gouvernement de la Reine lui a fait parvenir, quant à la signature de l'acte général et de la déclaration.

Lord Vivian s'exprime ainsi :

« Je dois tout d'abord, Messieurs, vous offrir en mon nom et au nom de mon collègue nos sincères remerciements pour la courtoisie que la Conférence a bien voulu nous témoigner, en attendant jusqu'à ce jour la réponse du gouvernement de la Reine à la proposition faite par le premier Plénipotentiaire de la France, dans la dernière séance de la Conférence. Nous tenons pour notre devoir de donner aujourd'hui à l'Assemblée quelques explications sur les motifs qui ont fait hésiter le gouvernement de la Reine à nous donner l'autorisation de signer la déclaration du 21 juin.

« Les préoccupations du gouvernement de Sa Majesté ont été inspirées

par deux considérations sérieuses : la première a été de ne pas toucher à la légère à la complète liberté de commerce établie par l'acte général de Berlin dans la zone libre ; cette liberté commerciale a été établie dans l'intérêt de la civilisation et des populations africaines, dans le but d'améliorer leur sort et de hâter leur marche vers un meilleur état social ; aucune autre considération que celle de l'avancement de notre œuvre, — la suppression de la traite, — ne pourrait, dans la pensée du gouvernement de la Reine, justifier la moindre modification au principe de la complète liberté commerciale établie par l'acte de Berlin ; et toute modification de ce genre devrait, dans son opinion, être entourée des plus grandes précautions, afin de ne pas dépasser le but spécial en vue duquel seulement les Puissances y ont consenti.

« La seconde préoccupation de notre gouvernement a été de sauvegarder scrupuleusement le principe qu'un traité ne saurait être modifié sans le consentement de toutes les Puissances signataires. A ce point de vue, les opinions exprimées par plusieurs des Plénipotentiaires qui ont pris la parole à la dernière séance de la Conférence ont eu pour effet de rassurer le gouvernement de la Reine. Afin de bien préciser son opinion sur ces deux points, il nous a chargés, en même temps qu'il nous autorisait à signer les deux actes, de faire la déclaration suivante :

« Les délibérations de la Conférence, ayant établi que la taxe autorisée
 « par la déclaration financière a exclusivement pour but de fournir les
 « moyens nécessaires pour faire face aux dépenses imposées par l'acte
 « général afin d'arrêter la traite des nègres, le gouvernement de Sa Majesté
 « la Reine, en vue des grands intérêts en jeu, et tenant compte de la clause
 « figurant dans la déclaration du 21 juin et d'après laquelle les conditions
 « du tarif doivent être fixées par une négociation à ouvrir immédiatement
 « après la signature de l'acte général, ne veut pas se séparer de l'ensemble
 « des Puissances et nous a autorisés, en conséquence, à signer l'acte gé-
 « ral de la déclaration.

« Toutefois, nous avons reçu pour instruction de rappeler notre adhésion
 « aux opinions exprimées par les Plénipotentiaires qui ont pris la parole
 « dans la séance du 30 juin, à cette fin qu'il ne saurait s'agir de mettre à
 « exécution l'acte, sans le consentement préalable de toutes les Puissances
 « signataires de l'acte de Berlin, et de constater que ce n'est qu'à cette
 « condition que nous sommes autorisés à signer ».

« Messieurs, avant de conclure, je me permettrai de faire un solennel et dernier appel à la Puissance qui, seule maintenant, hésite à apposer sa signature aux deux actes qui forment l'ensemble de l'œuvre de la Conférence.

« Si, comme nous le pensons, ces hésitations sont inspirées par les mêmes scrupules que ceux qui ont troublé le Gouvernement de la Reine, nous osons espérer, nous osons même attendre, que les graves considérations qui ont déterminé notre dernière résolution, surtout celle de ne pas nous séparer de l'ensemble des Puissances au moment de l'achèvement de notre œuvre humanitaire, auront également quelque influence sur les décisions de cette Puissance.

« Notre œuvre ne pourra être complète sans le concours des Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais a loyalement participé aux travaux qui nous

ont permis de la mener à son terme; qu'il ne nous abandonne pas au moment de son couronnement, en rendant ainsi stérile tout le fruit de nos longs efforts! Nous saluerons son adhésion avec joie, et nous espérons toujours l'obtenir. »

M. le Baron Gericke de Herwynen remercie lord Vivian des paroles bienveillantes qu'il lui a adressées. Il ne manquera pas de les transmettre à son gouvernement, qui, jusqu'à présent, n'a pas cru pouvoir abandonner la position qu'il a prise. Peut-être l'appel que vient de lui faire M. le Ministre d'Angleterre aura-t-il quelque influence sur ses résolutions futures.

M. le Président désire ajouter quelques considérations à ce que vient de dire M. le Ministre d'Angleterre, afin de préciser le point de vue auquel se placent les membres de la Conférence.

Tous, ils sont également respectueux du droit dans la plus large extension. Les observations présentées à ce sujet dans les séances précédentes l'ont clairement démontré.

Au cours de ses délibérations, la Conférence s'est trouvée en présence de droits antérieurement acquis; toujours elle a préféré s'arrêter plutôt que d'y porter la moindre atteinte. On ne pourra donc lui reprocher d'avoir posé un précédent dangereux.

En ce qui concerne particulièrement M. le ministre des Pays Bas, tous ses collègues sont prêts à lui tendre la main; ils lui offrent un délai suffisant pour lui permettre de se joindre à eux, s'il ne lui est pas possible de le faire immédiatement.

Si l'Assemblée maintient la décision qu'elle a prise relativement à la signature simultanée de l'acte général et de la déclaration, il y a lieu de constater que le Protocole demeure ouvert pour M. le ministre des Pays-Bas.

Il restera encore à convenir du délai endéans lequel toutes les signatures devront être données. C'est à la Conférence qu'il appartient de décider s'il faut s'en tenir au terme de six mois, déjà indiqué précédemment, ou s'il serait préférable de l'étendre jusqu'à l'expiration du délai des ratifications.

M. Bourée dit que, si l'on adoptait ce dernier délai, il conviendrait d'émettre un vœu exprimant l'espoir d'une adhésion aussi prompte que possible du gouvernement des Pays-Bas.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch craint que les gouvernements ne se refusent à présenter aux Chambres un acte qui serait peut-être dépourvu de valeur, si l'abstention des Pays-Bas devenait définitive. Suivant Son Excellence, le terme d'un an est trop long; six ou huit mois lui paraissent suffisants.

M. Banning fait observer que M. le ministre des Pays-Bas lui-même ne demande qu'un délai de six mois.

Lord Vivian dit que le gouvernement de la Reine désire que la plus grande latitude possible soit donnée aux Puissances qui n'ont pas encore arrêté leur résolution, pourvu que l'œuvre de la Conférence n'en subisse pas de préjudice.

M. Van Maldeghem partage l'opinion émise par M. le Comte Khevenhüller-Metsch. Comment, en effet, présenter aux Chambres un traité dont

l'existence même serait subordonnée à l'adhésion d'une Puissance étrangère ?

M. le baron de Renzis propose de fixer à huit mois le délai pendant lequel le Protocole serait ouvert ; il resterait ainsi quatre mois pour la présentation du traité aux Chambres des divers pays.

Pour M. de Martens, la seule question que la Conférence doit examiner est celle de savoir dans quels termes le Protocole demeurera ouvert pour les Puissances qui n'auront pas signé avec les autres. Il convient de leur donner le temps nécessaire pour pouvoir se prononcer. A ce point de vue, un délai de six ou de huit mois serait suffisant.

M. Bourée est d'avis qu'un délai tel que le propose M. le second Plénipotentiaire de Russie tient compte, dans une large mesure, des convenances du gouvernement néerlandais. M. le ministre de France croit qu'il serait utile de connaître à cet égard l'avis de M. le ministre des Pays-Bas.

M. le baron Gericke de Herwynen ne peut se prononcer. Il fait toutefois remarquer qu'il serait assez difficile d'adopter un délai d'un an, parce que la signature et la ratification auraient la même échéance. Son Excellence ajoute qu'un délai de six mois lui paraît répondre au but que l'on a en vue.

M. le Président, résumant le débat, dit qu'on mentionnera au Protocole que celui-ci restera ouvert pendant un délai de six mois pour les Plénipotentiaires des Puissances qui, après avoir pris part aux délibérations de la Conférence, ne se trouvent pas en mesure de signer aujourd'hui les deux actes.

A cette fin, les instruments authentiques demeureront déposés, au plus tard jusqu'à cette date, au Ministère des affaires étrangères de Belgique, et le Protocole sera ouvert pour recevoir les accessions ultérieures.

Carathéodory Efendi demande si les Plénipotentiaires auront la faculté de faire des réserves dans le Protocole final. Son Excellence prévoit le cas où le gouvernement ottoman ne lui donnerait l'autorisation de signer le traité que moyennant des réserves. Celles-ci devront-elles figurer au Protocole ou bien faire l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances ?

Pour M. Bourée, le Protocole final n'est qu'un procès-verbal constatant que les signatures des différents Plénipotentiaires ont été données.

M. le baron de Renzis fait observer que si une réserve était insérée dans le Protocole après que les autres Plénipotentiaires auraient signé le traité, ceux-ci n'en auraient point connaissance et ne pourraient, par conséquent, y répondre.

Carathéodory Efendi demande que la Conférence décide si des réserves, présentées éventuellement par lui, pourraient figurer dans le Protocole final.

M. de Martens croit que le Protocole final doit uniquement constater le fait de la signature. Si la Sublime Porte accompagne d'une réserve l'autorisation de signer, on pourrait l'insérer dans un acte que le Président communiquerait aux Puissances ; il appartiendrait à celles-ci de statuer sur la suite qu'il conviendrait d'y donner.

Carathéodory Efendi répond qu'il a eu uniquement pour but de sauvegarder les droits de son gouvernement dans l'hypothèse qu'il a prévue. Si la Conférence n'admet pas au Protocole final les réserves auxquelles il a fait allusion, il lui suffira de pouvoir les présenter au Président, afin qu'elles soient transmises aux Puissances.

M. le Président dit qu'en réalité le Protocole est clos après la signature du traité.

En se servant des termes de « Protocole ouvert », on entend par là laisser à certaines Puissances la faculté de signer ultérieurement le traité, et non celle d'insérer encore dans ce Protocole des réserves ou des déclarations nouvelles.

Tous les membres de la Conférence désirent que la Sublime Porte soit partie contractante au traité, et ils feront ce qui est en leur pouvoir pour amener ce résultat. Mais si le gouvernement ottoman juge nécessaire d'émettre une réserve, celle-ci, à l'avis de M. le Président, ne pourra figurer, ni dans le Protocole final, ni dans le texte du traité; elle sera communiquée au Président, qui prendra l'avis des gouvernements intéressés ou de leurs Représentants.

Les Puissances décideront ainsi s'il y a lieu, ou non, de l'accepter.

Leur résolution pourrait être constatée dans un acte spécial, qui serait dressé ultérieurement.

M. Bourée voudrait que l'on prévît l'hypothèse où les Puissances ne seraient pas d'accord pour accepter la réserve du gouvernement ottoman.

M. le Président répond que, dans ce cas, le Sultan aurait à apprécier s'il y a lieu de la maintenir.

Carathéodory Efendi se rallie à l'avis de M. le Président.

M. le baron Gericke de Herwynen dit qu'il reste donc entendu qu'on pourra faire admettre encore certaines réserves en les communiquant au Président et en les soumettant à son appréciation. M. le ministre des Pays-Bas tient ce point qui peut avoir de l'importance pour lui, comme il en a pour M. le Ministre de Turquie.

M. le Président répond que, dans la pensée de M. le Ministre de Turquie, il ne s'agit pas de remettre en question le texte même ou l'économie du traité, mais seulement de régler des questions d'interprétation.

M. le baron Gericke de Herwynen dit que les réserves que pourrait faire, le cas échéant, le gouvernement néerlandais ne s'appliqueraient qu'à la déclaration et non à l'acte général.

M. le Président fait observer que l'hypothèse dans laquelle s'est placé M. le ministre de Turquie suppose la signature simultanée des deux actes. De plus, la réserve que prévoit Son Excellence ne met pas en question les dispositions mêmes du traité. Il est évident que si elle ne portait que sur un simple délai d'exécution, il n'y aurait même pas lieu d'en référer aux Puissances et que la signature par la Sublime Porte pourrait être immédiatement admise.

M. le baron Gericke de Herwynen croit que rien n'empêcherait la Conférence de déléguer ses pouvoirs au Président, afin de lui permettre d'apprécier les réserves qui lui seraient communiquées.

M. le Président répond qu'il ne pourrait que servir d'intermédiaire dans la transmission des réserves. C'est aux gouvernements intéressés seuls qu'il appartiendrait de les apprécier.

M. le Président se demande s'il ne serait pas préférable de charger le gouvernement belge, auquel l'Acte général délègue le pouvoir de recevoir et de transmettre certains documents, du soin de communiquer les réserves

aux différents gouvernements, dans les conditions qui viennent d'être indiquées.

Dans l'opinion de M. Bourée, le cas où les Pays-Bas, en signant les deux actes, voudraient faire une nouvelle déclaration doit être considéré par la Conférence comme ayant une importance plus grande que celui qu'a en vue M. le ministre de Turquie. Si cette déclaration devait comporter un examen de la part de toutes les Puissances actuellement représentées, il serait peut-être convenable de provoquer une nouvelle réunion de leurs Représentants; à cet effet, on donnerait aux Agents accrédités à Bruxelles les pouvoirs nécessaires.

M. le prince Ouroussoff est d'avis que la proposition de M. le ministre de France aurait pour conséquence de permettre que le traité fût modifié après un temps très court, sur les objections d'une Puissance qui ne l'aurait pas signé.

M. Bourée répond qu'il n'a autre chose en vue que de mettre les Puissances en mesure d'examiner si la déclaration qui accompagnerait l'adhésion des Pays-Bas entraînerait une modification du texte du traité. S'il en était ainsi, la déclaration ne serait évidemment pas admise.

M. le Comte Khevenhüller-Metsch croit qu'il n'est pas opportun de se prononcer dès à présent sur cette question. La Conférence ne peut prolonger son existence en décidant que, le cas échéant, elle se réunirait de nouveau. Quant à lui, ses instructions ne l'autorisent pas à se prononcer.

M. le prince Ouroussoff ajoute qu'en adoptant la manière de voir de M. le ministre de France, on donnerait aux Puissances qui n'auront pas signé un avantage qui n'est pas accordé aux autres.

M. de Martens est d'avis qu'il y a lieu de distinguer ici entre la Sublime Porte et les Pays-Bas.

La première a pris une part très active aux travaux de la Conférence; les réserves qu'elle serait amenée à présenter ne porteraient sans doute que sur l'interprétation à donner à certains articles du traité.

Quant aux Pays-Bas, leur situation est différente : ou bien la réserve qu'ils feront éventuellement portera sur la déclaration elle-même et tendra peut-être à la renverser, dans ce cas, elle ne saurait être admise; ou bien ils accepteront et signeront l'acte général et la déclaration, et leur réserve aura pour objet les conditions du régime douanier. Rien ne s'opposerait alors à ce qu'elle fût soumise à l'examen de la Commission technique.

Dans l'une et l'autre hypothèse, la réunion d'une nouvelle Conférence, que propose M. le ministre de France, paraît inutile.

M. le Président dit qu'il reste donc entendu que les réserves que ferait éventuellement M. le ministre de Turquie sur l'interprétation à donner à tel ou tel article de l'acte général, ou sur quelque détail d'exécution, seront communiquées au Président, qui se chargera de consulter les gouvernements intéressés.

Quant aux Pays-Bas, si, en donnant leur signature aux deux actes, ils l'accompagnaient d'une réserve mettant en question le texte même du traité ou de l'acte séparé, ils dépasseraient les limites qui viennent d'être indiquées.

Sous le bénéfice de ces explications, l'obligation de signer simultanément les deux actes est donc maintenue, mais il est également entendu que l'un et l'autre ne deviendront exécutoires que lorsque toutes les Puissances,

dont le consentement est nécessaire pour modifier l'acte général de Berlin, y auront accédé.

M. le baron Gericke de Herwynen déclare que, dans ces conditions, il ne pourra signer le traité avec ses collègues. Son Excellence en témoigne ses regrets ; le gouvernement néerlandais eût été heureux de pouvoir donner ce témoignage de sympathie à l'œuvre poursuivie par la Conférence.

M. le baron Gericke de Herwynen ajoute qu'il maintient la demande qu'il a faite antérieurement de pouvoir signer l'acte général sans la déclaration, et qu'il considère cette signature comme un droit.

M. le Président répond que ses collègues et lui-même éprouveront également des regrets en ne voyant point M. le ministre des Pays-Bas parmi eux au moment de la signature du traité.

La séance est levée à 1 heure 1/2.

Protocole n° 33. — Séance du 2 juillet 1390.

La séance s'ouvre à 3 heures.

M. le Président invite MM. les Plénipotentiaires à procéder à la signature de l'acte général et de la déclaration qui s'y trouve annexée.

Cette formalité étant accomplie, M. Gutierrez de Agüera prend la parole en ces termes :

« Au moment où nos travaux se terminent, je désirerais, Messieurs, évoquer un nom qui est entouré d'un universel et sympathique respect.

« La réunion de cette Conférence atteste la part que les gouvernements ici représentés ont voulu prendre au mouvement qui a remué l'Europe en faveur des malheureuses populations africaines. Mais nous ne pouvons oublier les efforts du Souverain Pontife Léon XIII pour activer ce mouvement, ni les témoignages de paternelle sollicitude qu'il a donnés aux races déshéritées dont le sort nous a préoccupés si longtemps, ni les sacrifices et les travaux de ceux qui ont si puissamment secondé ses vues généreuses.

« L'Acte général va jeter les fondements d'une œuvre essentiellement humanitaire et civilisatrice. A plusieurs reprises, nous avons fait appel au concours de tous les hommes de bonne volonté. Je crois être, Messieurs, l'interprète de vos sentiments en vous demandant que le Protocole de la Conférence consigne l'expression d'un vœu que nous formons tous : Puisse le pape Léon XIII prêter, dans l'avenir encore, à la cause qui a été l'objet de notre sollicitude et particulièrement aux dispositions que les Puissances viennent d'arrêter en commun, l'appui de sa parole et le concours des forces morales qui se groupent autour du chef de l'Eglise catholique !

« La haute considération que témoignent au Saint-Père les gouvernements m'est un sûr garant de l'accueil que ma proposition, qui réserve d'ailleurs les points de vue de quelques-uns de nos collègues, rencontrera auprès des membres de cette Assemblée ».

M. le Président dit que le nom du pape Léon XIII ne peut être prononcé,

comme l'a rappelé M. le ministre d'Espagne, sans éveiller un profond respect et une haute sympathie. M. le Président croit rendre la pensée de ses collègues en s'associant aux paroles que vient de prononcer M. Gutierrez de Agüera. Le Protocole de la Conférence fera mention de l'hommage qui vient d'être rendu à Sa Sainteté.

Carathéodory Efendi prononce le discours suivant :

« Messieurs, un incident inattendu m'appelle à l'honneur de prendre la parole au nom de mes collègues. Aussi, je crois être votre interprète en disant combien nous regrettons en ce moment l'absence de notre cher et vénéré doyen, M. le baron Gericke de Herwynen. Personne mieux que lui n'eût pu exprimer les sentiments que nous éprouvons tous à cette heure solennelle. Mais, à défaut de l'autorité qui me manque, je ne négligerai du moins rien pour chercher à mériter votre bienveillante indulgence.

« Nous sommes parvenus aujourd'hui au terme de nos travaux.

« L'œuvre que nous avons accomplie, nous n'avons pas à la juger : le monde l'appréciera. Toutefois, il nous sera permis de constater que le problème dont la solution était soumise à nos délibérations était l'un des plus ardues et des plus difficiles que l'histoire ait jamais eu à enregistrer.

« Ce problème, nous l'avons abordé dans un large esprit de liberté, de justice et de conciliation. La route que nous avons eu à parcourir a été longue et pénible, les obstacles nombreux. Après plus de sept mois d'efforts continus, nous avons la satisfaction de pouvoir présenter un Code d'affranchissement pour des millions de déshérités; nous avons en même temps consolidé les liens d'amitié qui nous unissent, et résolu à l'amiable des questions touchant à l'une des parties les plus importantes et les plus controversées du droit international et qui, au premier abord, paraissaient insolubles.

« L'œuvre sortie de nos délibérations ne saurait évidemment prétendre à la perfection; elle n'échappera probablement pas à la critique; mais, telle qu'elle est, elle n'en constitue pas moins un pas considérable dans la voie de la répression de la traite africaine, et, à ce titre, elle marquera dans l'histoire. Nous pouvons, sans trop de présomption, je crois, en revendiquer hautement la paternité et nous dire que nous n'avons rien négligé pour assurer, dans les limites du possible, le bien-être moral et matériel des populations africaines.

« Ce grand résultat, à qui le devons-nous, Messieurs, sinon au promoteur de cette Conférence, au Souverain qui, depuis un quart de siècle, préside au bonheur du pays qui nous offre une si large hospitalité?

« C'est à l'appel du roi Léopold que nous nous sommes réunis, c'est à lui que revient avant tout l'hommage de notre profonde reconnaissance, non seulement pour nous avoir conviés à participer avec lui à l'élaboration d'une grande œuvre humanitaire, mais encore pour la bienveillance constante, pour les attentions sans nombre dont Sa Majesté, son auguste Famille et son gouvernement n'ont cessé de nous donner des preuves pendant le cours de nos longs travaux.

« Que Sa Majesté veuille donc agréer la respectueuse expression de nos sincères remerciements et les vœux de bonheur que nous faisons pour Elle, pour la Famille Royale et la Belgique, ainsi que le témoignage de profonde sympathie pour l'œuvre de civilisation que Sa Majesté poursuit en Afrique avec autant de courage que de persévérance!

« Il nous reste, Messieurs, encore un devoir à remplir et qui nous tient tous également au cœur. La route difficile et pénible que nous avons eu à parcourir et que M. le prince de Chimay, à notre séance d'ouverture, nous avait fait entrevoir, ne pouvait être entreprise sans un guide sûr et expérimenté. M. le ministre des Affaires Etrangères de Belgique, à qui nous devons déjà des remerciements pour la gracieuse hospitalité qu'il a bien voulu nous accorder, a droit à notre reconnaissance particulière pour nous avoir donné ce guide, ce conseiller, ce médiateur qui nous a constamment soutenus dans les moments difficiles.

« Qui parmi nous, Messieurs, n'a dû recourir à la haute sagesse, à l'expérience consommée de M. le baron Lambermont ? Présider durant de longs mois à la direction d'un travail considérable, éviter les écueils, trouver des solutions, désarmer les résistances, en apportant à cette tâche une élévation de sentiments, une bonté et une modération dont nous avons tous été témoins, n'est-ce pas le rôle que M. le baron Lambermont a soutenu, sans une défaillance, pendant toute la durée de notre session ?

« Comme le disait si bien M. le prince de Chimay en inaugurant nos travaux, l'éminent homme d'Etat qui les a dirigés d'une façon si brillante a déjà épuisé tous les honneurs. Il a attaché son nom aux événements les plus importants de l'histoire de son pays, depuis près de quarante ans. Son Souverain l'a revêtu des plus grandes dignités que puisse recevoir un citoyen belge, lui donnant ainsi un témoignage de l'estime et de la confiance que lui accorde la nation tout entière. La patrie reconnaissante a fait graver ses traits sur le monument qui perpétue le souvenir d'un autre affranchissement, mémorable pour son pays. Hier encore, de grands et puissants Etats lui donnaient les marques les plus insignes de la confiance que leur inspiraient l'élévation de son esprit et l'étendue de ses connaissances. Que pourrions-nous offrir de plus à notre digne et vénéré Président, si ce n'est le tribut de nos remerciements, que nous le prions de vouloir bien accepter comme un faible mais sincère témoignage de notre profonde reconnaissance.

« Nous espérons que cet hommage public rendu à ses talents et à son caractère rappellera toujours à M. le baron Lambermont le souvenir d'un épisode, non le moins glorieux, de sa carrière si brillante et si bien remplie.

« Je ne terminerai pas, Messieurs, sans adresser nos sincères remerciements à M. le second Plénipotentiaire de Belgique, pour le concours empressé et efficace qu'il a apporté à nos travaux, ainsi qu'à MM. les Secrétaires, pour la façon distinguée dont ils se sont acquittés de la tâche difficile qui leur était dévolue ».

M. le Président prend à son tour la parole :

« Le temps et les forces me manquent également pour répondre comme je le voudrais au discours que vous venez d'entendre. Je suis d'ailleurs retenu par un autre motif : captifs depuis si longtemps, vous avez le droit d'aspirer, non moins que les victimes de la traite, à un affranchissement justement mérité.

« Notre œuvre, Messieurs, est avant tout celle des Puissances dont nous n'avons fait qu'exécuter la pensée et suivre les instructions.

« Ainsi que l'a fait remarquer M. le Plénipotentiaire de Turquie, nous n'avons pas, quant à nous, à apprécier la valeur de notre travail.

« Aucun de nous n'a pensé que la Conférence allait mettre fin sur

l'heure et sans plus attendre à l'odieux trafic des esclaves. Une telle tâche n'est pas de celles qui s'accomplissent en un jour. Nous avons jalonné la voie que suivront les gouvernements et tracé le plan d'action qui nous a paru le plus sage et le plus efficace. Dans la réalité, le traité ne vaudra que par son application, et le succès sera en proportion de la persévérance et de l'énergie qu'apporteront les Puissances dans l'exécution des mesures que nous avons indiquées. Le souffle généreux de l'opinion publique, nous osons y compter, pressera leurs efforts et hâtera la réalisation du noble but poursuivi par cette Conférence.

« Messieurs, si nous avons été longtemps à la peine, si nous avons traversé de difficiles épreuves, nous n'avons pas à le regretter. Les édifices durables se bâtissent lentement. Quand nos labeurs et nos fatigues nous reviendront à l'esprit, nous les oublierons en pensant que peut-être à ce même moment quelque malheureuse famille africaine, échappée aux horreurs de la traite, bénit notre nom !

« J'ai, Messieurs, le devoir de vous remercier au nom du Roi, mon auguste Souverain. Sa Majesté restera profondément reconnaissante du concours que vous avez bien voulu lui prêter et des sentiments dont vous lui avez donné des preuves nombreuses.

« Vivement touché moi-même des boutés dont j'ai recueilli tant de témoignages au cours de nos délibérations, je suis cependant obligé de faire des réserves sur la partie du discours de son Excellence M. le ministre de Turquie qui me concerne personnellement. La Conférence doit aux vues éclairées, aux sentiments de conciliation, à l'incessante activité de ses membres, interprètes fidèles de la volonté des gouvernements, l'acte qui est sorti de ses longs travaux. Le Président n'a eu que les mérites qu'il vous a empruntés, et il s'en tiendra pour amplement récompensé si, pour prix de ce qu'il a pu faire, tant d'hommes distingués veulent bien lui donner et lui conserver... leur amitié. »

M. le prince Ouroussoff veut à son tour exprimer des sentiments qu'il sait être partagés par tous ses collègues, en les coviant à rendre un respectueux hommage à Sa Majesté la Reine d'Angleterre, qui, avec Sa Majesté le Roi des Belges, a pris l'initiative de la réunion de cette Conférence. Provoquée par le Représentant d'une Puissance désintéressée dans les questions africaines, cette manifestation aura peut-être plus de prix, et, à ce titre particulièrement, M. le ministre de Russie est heureux de la suggérer à l'Assemblée.

M. le baron de Renzis est convaincu qu'il sera l'organe de tous en y comprenant le diplomate distingué qui représente le gouvernement de la Reine dans cette enceinte.

Lord Vivian a entendu avec une vive reconnaissance les paroles si courtoises, si obligeantes pour son auguste Souveraine, que vient de prononcer M. le Prince Ouroussoff. Son Excellence a été également très touchée de ce que M. le baron de Renzis ait bien voulu y joindre, en termes trop flatteurs, le nom du Représentant de la Reine.

M. le ministre d'Angleterre se plaît à constater que si de longues délibérations de l'Assemblée ont passé par des moments difficiles les obstacles

ont toujours pu être surmontés, grâce aux dispositions conciliantes qui ont animé les membres de la Conférence et grâce à leur sincère désir de mener à bien l'œuvre commune.

Lord Vivian se permet de féliciter l'Assemblée de l'heureuse issue de ses laborieux travaux.

M. le Président déclare que la mission de la Conférence est terminée et que le moment est venu de clôturer ses travaux.

La séance est levée à 4 heures 1/2.

ALVENSLEBEN.
GÖHRING.
R. KHEVENHÜLLER.
LAMBERMONT.
E. BANNING.
SCHACK de BROCKDORFF.
J.-G. de AGUERA.
Edm. VAN EETVELDE.
VAN MALDEGHEM.
Edwin H. TERRELL.
H. S. SANFORD.
A. BOURÉE.
G. COGORDAN.
VIVIAN.
John KIRK.
F. de RENZIS.
NAZARE AGA.
H. de MACEDO.
L. OUROUSOFF.
MARTENS.
BURENSTAM.
Et. CARATHÉODORY.
John Kirk.
GÖHRING.

Certifié conforme à l'original :

L. ARENDT.

Martin GOSSELIN.

C^{te} Pierre van der STRATHEN PONTOS.

Ch. SEEGER.

C^{te} André de ROBIANO.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SAINT-SIÈGE

Lettre encyclique sur la condition des ouvriers.

(15 mai 1891.)

Léon XIII, Pape. Vénérables frères. Salut et bénédiction apostolique.

Etat des choses.

La soif d'innovations qui depuis longtemps s'est emparée des sociétés et les tient dans une agitation fiévreuse devait, tôt ou tard, passer des régions de la politique dans la sphère voisine de l'économie sociale. — Et, en effet, ces progrès incessants de l'industrie, ces routes nouvelles que les arts se sont ouvertes, l'altération des rapports entre les ouvriers et les patrons, l'affluence de la richesse dans les mains du petit nombre à côté de l'indigence de la multitude, l'opinion enfin plus grande que les ouvriers ont conçue d'eux-mêmes, et leur union plus compacte, tout cela, sans parler de la corruption des mœurs, a eu pour résultat final un redoutable conflit. Partout les esprits sont en suspens et dans une anxieuse attente, ce qui suffit à lui seul pour prouver combien de graves intérêts sont ici engagés. Cette situation préoccupe et exerce à la fois le génie des doctes, la prudence des sages, les délibérations des réunions populaires, la perspicacité des législateurs et les conseils des gouvernants, et il n'est pas de cause qui saisisse, en ce moment, l'esprit humain avec autant de véhémence. — C'est pourquoi, Vénérables Frères, ce que, pour le bien de l'Eglise et le salut commun des hommes, Nous avons fait ailleurs par nos Lettres sur la souveraineté politique, la liberté humaine, la constitution chrétienne des Etats et sur d'autres sujets analogues, afin de réfuter, selon qu'il Nous semblait opportun, les opinions erronées et fallacieuses, Nous jugeons devoir le réitérer aujourd'hui et pour les mêmes motifs, en vous entretenant de la *condition des ouvriers*.

Ce sujet, Nous l'avons, suivant l'occasion, effleuré plusieurs fois; mais la conscience de Notre charge apostolique Nous fait un devoir de le traiter dans cette Lettre plus explicitement et avec plus d'ampleur, afin de mettre en évidence les principes d'une solution conforme à la justice et à l'équité.

Difficulté du problème.

Le problème n'est pas aisé à résoudre, ni exempt de péril. Il est difficile, en effet, de préciser avec justesse les droits et les devoirs qui doivent lier réciproquement à la fois la richesse et le prolétariat, le capital et le travail. D'autre part, le problème n'est pas sans danger, parce que trop souvent des hommes turbulents et astucieux cherchent à en dénaturer le sens et en profitent pour exciter les multitudes et fomentent des troubles. Quoi qu'il en soit, Nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée.

Causes de la condition actuelle des ouvriers.

Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes, qui étaient pour eux une protection; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. — Une usure vorace est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain, et d'une insatiable cupidité. A tout cela, il faut ajouter le monopole du travail et des effets de commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires.

Impuissance du socialisme pour y apporter remède.

Les socialistes, pour guérir ce mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent, et prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée, que les biens de chacun doivent être communs à tous et que leur administration doit revenir aux municipalités ou à l'Etat. Moyennant cette translation des propriétés et cette égale répartition entre les citoyens des richesses et de leurs commodités, ils se flattent de porter un remède efficace aux maux présents. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit, ferait tort à l'ouvrier si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste, en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'Etat et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social.

Le travail, base effective de la propriété privée.

De fait, comme il est facile de le comprendre, la raison intrinsèque du travail entrepris par quiconque exerce un art lucratif, le but immédiat visé par le travailleur, c'est de conquérir un bien qu'il possèdera en propre et comme lui appartenant; car s'il met à la disposition d'autrui ses forces et son industrie, ce n'est pas évidemment pour un motif autre, sinon pour obtenir de quoi pourvoir à son entretien et aux besoins de la vie, et il attend de son travail non seulement le droit au salaire, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc, en réduisant ses dépenses, il est arrivé à faire quelques épar-

gnes, et si, pour s'en assurer la conservation, il les a par exemple réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé : le fonds ainsi acquis sera la propriété de l'artisan au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière ? Ainsi, cette conversion de la propriété privée en propriété collective, tant préconisée par le socialisme, n'aurait d'autre effet que de rendre la situation des ouvriers plus précaire, en leur retirant la libre disposition de leur salaire et en leur enlevant, par le fait même, tout espoir et toute possibilité d'agrandir leur patrimoine et d'améliorer leur situation.

La propriété privée et personnelle est pour l'homme de droit naturel.

Mais, et ceci paraît plus grave encore, le remède proposé est en opposition flagrante avec la justice, car la propriété privée et personnelle est pour l'homme de droit naturel. Il y a, en effet, sous ce rapport, une très grande différence entre l'homme et les animaux dénués de raison. Ceux-ci ne se gouvernent pas eux-mêmes ; ils sont dirigés et gouvernés par la nature, moyennant un double instinct, qui, d'une part, tient leur activité constamment en éveil et en développe les forces ; de l'autre, provoque tout à la fois et circonscrit chacun de leurs mouvements. Un premier instinct les porte à la conservation et à la défense de leur vie propre, un second à la propagation de l'espèce ; et ce double résultat, ils l'obtiennent aisément par l'usage des choses présentes et mises à leur portée. Ils seraient d'ailleurs incapables de tendre au-delà, puisqu'ils ne sont mus que par les sens et par chaque objet particulier que les sens perçoivent. — Bien autre est la nature humaine. En l'homme, d'abord, réside dans la perfection toute la vertu de la nature sensitive et dès lors il lui revient, non moins qu'à celle-ci, de jouir des objets physiques et corporels. Mais la vie sensitive, même possédée dans toute sa plénitude, non seulement n'embrasse pas toute la nature humaine, mais lui est bien inférieure et faite pour lui obéir et lui être assujettie. Ce qui excelle en nous, qui nous fait hommes et nous distingue essentiellement de la bête, c'est la raison ou l'intelligence, et en vertu de cette prérogative, il faut reconnaître à l'homme non seulement la faculté générale d'user des choses extérieures, mais en plus le droit stable et perpétuel de les posséder, tant celles qui se consomment par l'usage que celles qui demeurent après nous avoir servi. Une considération plus profonde de la nature humaine va faire ressortir mieux encore cette vérité. L'homme embrasse par son intelligence une infinité d'objets, et aux choses présentes il ajoute et rattache les choses futures ; il est d'ailleurs le maître de ses actions ; aussi, sous la direction de la loi éternelle et sous le gouvernement universel de la Providence divine, est-il en quelque sorte à lui-même et sa foi et sa providence. C'est pourquoi il a le droit de choisir les choses qu'il estime les plus aptes non seulement à pourvoir au présent, mais encore au futur. D'où il suit qu'il doit avoir sous sa domination non seulement les produits de la terre, mais encore la terre elle-même qu'il voit appelée à être par sa fécondité sa pourvoyeuse de l'avenir. Les nécessités de l'homme ont de perpétuels retours : satisfaites aujourd'hui, elles renaissent demain avec de nouvelles exigences.

Il a donc fallu, pour qu'il pût y faire droit en tout temps, que la nature mit à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui en fournir perpétuellement les moyens. Or, cet élément ne pouvait être que la terre avec ses ressources toujours fécondes.

Deux sophismes contre ce droit.

Et qu'on n'en appelle pas à la providence de l'Etat, car l'Etat est postérieur à l'homme, et avant qu'il pût se former, l'homme déjà avait reçu de la nature le droit de vivre et de protéger son existence. Qu'on n'oppose pas non plus à la légitimité de la propriété privée le fait que Dieu a donné la terre en jouissance au genre humain tout entier, car Dieu ne l'a pas livrée aux hommes pour qu'ils la dominassent confusément tous ensemble. Tel n'est pas le sens de cette vérité. Elle signifie uniquement que Dieu n'a assigné de part à aucun homme en particulier, mais a voulu abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples. — Au reste, quoique divisée en propriétés privées, la terre ne laisse pas de servir à la commune utilité de tous, attendu qu'il n'est personne parmi les mortels qui ne se nourrisse du produit des champs. Qui en manque y supplée par le travail, de telle sorte que l'on peut affirmer, en toute vérité, que le travail est le moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, soit qu'on l'exerce dans un fonds propre, ou dans quelque art lucratif dont la rémunération ne se tire que des produits multiples de la terre avec lesquels elle s'échange.

Conclusion définitive en faveur de ce droit.

De tout cela il ressort, une fois de plus, que la propriété privée est pleinement conforme à la nature. La terre, sans doute, fournit à l'homme avec abondance les choses nécessaires à la conservation de sa vie et plus encore à son perfectionnement, mais elle ne le pourrait d'elle-même sans la culture et les soins de l'homme.

Or celui-ci que fait-il en consommant les ressources de son esprit et les forces de son corps pour se procurer ces biens de la nature ? Il s'applique pour ainsi dire à lui-même la portion de la nature corporelle qu'il cultive, et y laisse comme une certaine empreinte de sa personne, au point qu'en toute justice ce bien sera possédé dorénavant comme sien, et qu'il ne sera licite à personne de violer son droit en n'importe quelle manière.

La force de ces raisonnements est d'une évidence telle, qu'il est permis de s'étonner comment certains tenants d'opinions surannées peuvent encore y contredire, en accordant sans doute à l'homme privé l'usage du sol et les fruits des champs, mais en lui refusant le droit de posséder en qualité de propriétaire ce sol où il a bâti, cette portion de terre qu'il a cultivée. Ils ne voient donc pas qu'ils dépouillent par là cet homme du fruit de son labeur ; car enfin, ce champ remué avec art par la main du cultivateur a changé complètement de nature : il était sauvage, le voilà défriché ; d'infécond, il est devenu fertile ; ce qui l'a rendu meilleur est inhérent au sol et se confond tellement avec lui, qu'il serait en grande partie impossible de l'en séparer. Or, la justice tolérerait-elle qu'un étranger vint alors s'attribuer cette terre arrosée des sueurs de celui qui l'a cultivée ? De même que l'effet suit la cause, ainsi

est-il juste que le fruit du travail soit au travailleur. C'est donc avec raison que l'universalité du genre humain, sans s'émouvoir des opinions contraires d'un petit groupe, reconnaît, en considérant attentivement la nature, que dans ses lois réside le premier fondement de la répartition des biens et des propriétés privées; c'est avec raison que la coutume de tous les siècles a sanctionné une situation si conforme à la nature de l'homme et à la vie calme et paisible des sociétés. — De leur côté, les lois civiles qui tirent leur valeur, quand elles sont justes, de la loi naturelle, confirment ce même droit et le protègent par la force. — Enfin, l'autorité des lois divines vient y apposer son sceau, en défendant, sous une peine très grave, jusqu'au désir même du bien d'autrui. *Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni sa maison, ni son champ, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui est à lui* (1).

Droits de propriété indispensables au chef de famille.

Cependant ces droits (*), qui sont ignés à chaque homme pris isolément, apparaissent plus rigoureux encore quand on les considère dans leurs relations et leur connexité avec les devoirs de la vie domestique. — Nul doute que dans le choix d'un genre de vie il ne soit loisible à chacun ou de suivre le conseil de Jésus-Christ sur la virginité, ou de contracter un lien conjugal. Aucune loi humaine ne saurait enlever d'aucune façon le droit naturel et primordial de tout homme au mariage, ni circonscrire la fin principale pour laquelle il a été établi par Dieu dès l'origine. *Croissez et multipliez-vous* (2). Voilà donc la famille, c'est-à-dire la société domestique, société très petite, sans doute, mais réelle et antérieure à toute société civile, à laquelle dès lors il faudra, de toute nécessité, attribuer certains droits et certains devoirs absolument indépendants de l'Etat.

Ainsi, ce droit de propriété que Nous avons, au nom même de la nature, revendiqué pour l'individu, il le faut maintenant transférer à l'homme, constitué chef de la famille.

Droits du père de famille.

Bien plus, en passant dans la société domestique, ce droit y acquiert d'autant plus de force que la personne humaine y reçoit plus d'extension. La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants; elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine, qui les aide à se défendre, dans la périlleuse traversée de la vie, contre toutes les surprises de la mauvaise fortune. Mais ce patrimoine pourra-t-il le leur créer sans l'acquisition et la possession de biens permanents et productifs qu'il puisse leur transmettre par voie d'héritage? — Aussi bien que la société civile, la famille comme Nous l'avons dit plus haut, est une société proprement dite, avec son autorité et son gouvernement propre, l'autorité et le gouvernement

(1) *Non concupisces uxorem proximi tui, non domum, non agrum, non ancillam, non bovem, non asinum, et universa que illius sunt.* Deut. V, 21.

(*) Les droits de l'individu à la propriété privée.

(2) *Crescite et multiplicamini* (Gen. 1, 28).

paternel. C'est pourquoi, toujours sans doute dans la sphère que lui détermine sa fin immédiate, elle jouit, pour le choix et l'usage de tout ce qu'exigent sa conservation et l'exercice d'une juste indépendance, de droits au moins égaux à ceux de la société civile. Au moins égaux, disons-Nous, car la société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle, auxquelles participent nécessairement ses droits et ses devoirs. Que si les individus et les familles en entrant dans la société y trouvaient au lieu d'un soutien un obstacle, au lieu d'une protection une diminution de leurs droits, la société serait bientôt plus à fuir qu'à rechercher.

Vouloir donc que le pouvoir civil envahisse arbitrairement jusqu'au sanctuaire de la famille, c'est une erreur grave et funeste. Assurément, s'il existe quelque part une famille qui se trouve dans une situation désespérée et qui fasse de vains efforts pour en sortir, il est juste que dans de telles extrémités le pouvoir public vienne à son secours, car chaque famille est un membre de la société. De même, s'il existe quelque part un foyer domestique qui soit le théâtre de graves violations des droits mutuels, que le pouvoir public y rende son droit à chacun. Ce n'est point là usurper sur les attributions des citoyens, c'est affirmer leurs droits, les protéger, les défendre comme il convient. Là, toutefois, doit s'arrêter l'action de ceux qui président à la chose publique ; la nature leur interdit de dépasser ces limites. L'autorité paternelle ne saurait être abolie, ni absorbée par l'Etat, car elle a sa source là où la vie humaine prend la sienne. *Les fils sont quelque chose de leur père* ; ils sont en quelque sorte une extension de sa personne ; et, pour parler avec justesse, ce n'est pas immédiatement par eux-mêmes qu'ils s'agrègent et s'incorporent à la société civile, mais par l'intermédiaire de la société domestique dans laquelle ils sont nés. De ce que *les fils sont naturellement quelque chose de leur père... ils doivent rester sous la tutelle des parents jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'usage du libre arbitre* (1). — Ainsi, en substituant à la providence paternelle la providence de l'Etat, les socialistes vont contre la justice naturelle, et brisent les liens de la famille.

Conséquences funestes de la théorie socialiste.

Mais, en dehors de l'injustice de leur système, on n'en voit que trop toutes les funestes conséquences : la perturbation dans tous les rangs de la société, une odieuse et insupportable servitude pour tous les citoyens, la porte ouverte à toutes les jalousies, à tous les mécontentements, à toutes les discordes ; le talent et l'habileté privés de leurs stimulants, et, comme conséquence nécessaire, les richesses taries dans leur source ; enfin, à la place de cette égalité tant rêvée, l'égalité dans le dénuement, dans l'indigence et la misère.

Par tout ce que Nous venons de dire, on comprend que la théorie socialiste de la propriété collective est absolument à répudier, comme préjudiciable à ceux-là mêmes qu'on veut secourir, contraire aux droits naturels des individus ; comme dénaturant les fonctions de l'Etat et troublant la tranquillité publique. Qu'il reste donc bien établi que le premier fondement à poser par tous ceux qui veulent sincèrement le

(1) *Filii sunt naturaliter aliquid patris ;... 'Antequam usum liberi arbitrii habeant, continentur sub parentum cura.* S. Thom. II II. Quæst. X, art. XII.

bien du peuple, c'est l'inviolabilité de la propriété privée. A présent, expliquons où il convient de chercher le remède tant désiré.

Impossibilité d'améliorer le sort du peuple en dehors de l'Eglise.

C'est avec assurance que Nous abordons ce sujet, et dans toute la plénitude de Notre droit ; car la question qui s'agite est d'une nature telle, qu'à moins de faire appel à la religion et à l'Eglise, il est impossible de lui trouver jamais une solution efficace. Or, comme c'est à Nous principalement que sont confiées la sauvegarde de la religion et la dispensation de ce qui est du domaine de l'Eglise, Nous taire serait aux yeux de tous négliger Notre devoir.

Assurément, une question de cette gravité demande encore à d'autres agents, leur part d'activité et d'efforts ; Nous voulons parler des gouvernants, des maîtres et des riches, des ouvriers eux-mêmes, dont le sort est ici en jeu. Mais ce que Nous affirmons sans hésitation, c'est l'inanité de leur action en dehors de celle de l'Eglise. C'est l'Eglise, en effet, qui puise dans l'Evangile des doctrines capables soit de mettre fin au conflit, soit au moins de l'adoucir, en lui enlevant tout ce qu'il a d'âpreté et d'aigreur ; l'Eglise, qui ne se contente pas d'éclairer l'esprit de ses enseignements, mais s'efforce encore de régler en conséquence la vie et les mœurs de chacun ; l'Eglise, qui, par une foule d'institutions éminemment bienfaisantes, tend à améliorer le sort des classes pauvres ; l'Eglise, qui veut et désire ardemment que toutes les classes mettent en commun leurs lumières et leurs forces pour donner à la question ouvrière la meilleure solution possible ; l'Eglise enfin, qui estime que les lois et l'autorité publique doivent, avec mesure sans doute et avec sagesse, apporter à cette solution leur part de concours.

Premier principe à mettre en avant : L'homme doit prendre en patience sa condition.

Le premier principe à mettre en relief, c'est que l'homme doit prendre en patience sa condition ; il est impossible que, dans la société civile, tout le monde soit élevé au même niveau. Sans doute, c'est là ce que poursuivent les *socialistes* ; mais contre la nature tous les efforts sont vains. C'est elle, en effet, qui a établi parmi les hommes des différences aussi multiples que profondes : différences d'intelligence, de talent, d'habileté, de santé, de forces ; différences nécessaires, d'où naît spontanément l'inégalité des conditions. Cette inégalité, d'ailleurs, tourne au profit de tous, de la société comme des individus : car la vie sociale requiert un organisme très varié et des fonctions fort diverses ; et ce qui porte précisément les hommes à se partager ces fonctions, c'est surtout la différence de leurs conditions respectives. — Pour ce qui regarde le travail en particulier, l'homme, dans l'état même d'innocence, n'était pas destiné à vivre dans l'oisiveté ; mais ce que la volonté eût embrassé librement comme un exercice agréable, la nécessité y a ajouté, après le péché, le sentiment de la douleur et l'a imposé comme une expiation (1).

« La terre sera maudite à cause de toi : c'est par le travail que tu en « tireras ta subsistance tous les jours de ta vie. »

(1) *Maledicta terra in opere tuo : in laboribus comedes ex ea cunctis diebus vitæ tuæ.*
Gen. III, 17.

Il en est de même de toutes les autres calamités qui ont fondu sur l'homme ; ici-bas, elles n'auront pas de fin ni de trêve, parce que les funestes fruits du péché sont amers, après, acerbes, et qu'ils accompagnent nécessairement l'homme jusqu'à son dernier soupir. Oui, la douleur et la souffrance sont l'apanage de l'humanité, et les hommes auront beau tout essayer, tout tenter pour les bannir, ils n'y réussiront jamais, quelques ressources qu'ils déploient et quelques forces qu'ils mettent en jeu. S'il en est qui s'en attribuent le pouvoir, qui promettent au pauvre une vie exempte de souffrances et de peines, toute au repos et à de perpétuelles jouissances, ceux-là, certainement trompent le peuple et lui dressent des embûches, où se cachent pour l'avenir de plus terribles calamités que celles du présent.

Le meilleur parti consiste à voir les choses telles qu'elles sont et, comme Nous l'avons dit, à chercher ailleurs un remède capable de soulager nos maux.

Erreur capitale dans la question : Croire que les riches et les pauvres sont ennemis-nés.

L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine contrairement opposée ; car, de même que dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion et des luttes sauvages. Or, pour détruire ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple.

Puissance de l'Eglise à réconcilier les riches et les pauvres.

Et d'abord toute l'économie des vérités religieuses, dont l'Eglise est la gardienne et l'interprète, est de nature à rapprocher et à réconcilier les riches et les pauvres, en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels, et avant tous les autres ceux qui dérivent de la justice. Parmi ces devoirs, voici ceux qui regardent le pauvre et l'ouvrier : il doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité ; il ne doit point léser son patron, ni dans ses biens, ni dans sa personne ; ses revendications mêmes doivent être exemptes de violences et ne jamais revêtir la forme de séditions ; il doit fuir les hommes pervers qui, dans des discours artificieux, lui suggèrent des espérances exagérées et lui font de grandes promesses, lesquelles n'aboutissent qu'à de stériles regrets et à la ruine des fortunes. — Quant aux riches et aux patrons, ils ne doivent point traiter l'ouvrier en esclave ; respecter en lui la dignité de l'homme, relevée encore par celle du chrétien. Le tra-

vail du corps, au témoignage commun de la raison et de la philosophie chrétienne, loin d'être un sujet de honte, fait honneur à l'homme, parce qu'il lui fournit un noble moyen de sustenter sa vie. Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user des hommes comme de vils instruments de lucre, et de ne les estimer qu'en proportion de la vigueur de leurs bras. — Le christianisme, en outre, prescrit qu'il soit tenu compte des intérêts spirituels de l'ouvrier et du bien de son âme. Aux maîtres il revient de veiller qu'il y soit donné pleine satisfaction; que l'ouvrier ne soit point livré à la séduction et aux sollicitations corruptrices; que rien ne vienne affaiblir en lui l'esprit de famille, ni les habitudes d'économie. Défense encore aux maîtres d'imposer à leurs subordonnés un travail au-dessus de leurs forces ou en désaccord avec leur âge ou leur sexe.

Le patron doit donner à chacun le salaire qui convient.

Mais, parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. Assurément, pour fixer la juste mesure du salaire, il y a de nombreux points de vue à considérer; mais, d'une manière générale, que le riche et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l'indigence sont choses que réprouvent également les lois divines et humaines. Ce qui serait un crime à crier vengeance au ciel, serait de frustrer quelqu'un du prix de ses labeurs. *Voilà que le salaire que vous avez dérobé par fraude à vos ouvriers crie contre vous, et leur clamenr est montée jusqu'aux oreilles du Dieu des armées* (1).

Le riche doit s'interdire tout acte de nature à porter atteinte à l'épargne du pauvre.

Enfin les riches doivent s'interdire religieusement tout acte violent, toute fraude, toute manœuvre usuraire qui serait de nature à porter atteinte à l'épargne du pauvre, et cela d'autant plus que celui-ci est moins apte à se défendre et que son avoir, pour être de mince importance, revêt un caractère plus sacré.

Il faut penser à la vie éternelle pour savoir user des biens et des maux de la vie temporelle.

L'obéissance à ces lois, Nous le demandons, ne suffirait-elle pas à elle seule pour faire cesser tout antagonisme et en supprimer les causes? L'Eglise, toutefois, instruite et dirigée par Jésus-Christ, porte ses vues encore plus haut; elle propose un corps de préceptes plus complet, parce qu'elle ambitionne de resserrer l'union des deux classes jusqu'à les unir l'une à l'autre par les liens d'une véritable amitié. — Nul ne saurait avoir une intelligence vraie de la vie mortelle, ni l'estimer à sa juste valeur, s'il ne s'élève jusqu'à la considération de cette autre vie qui est immortelle. Supprimez celle-ci, et aussitôt toute forme et toute vraie notion de l'honnête disparaît; bien plus, l'univers entier devient un impénétrable mystère.

Quand nous aurons quitté cette vie, alors seulement nous commencerons à vivre; cette vérité, que la nature elle-même nous enseigne, est un dogme chrétien sur lequel repose, comme sur son premier fonde-

(1) *Ecce merces operariorum... quæ fraudata est a vobis clamat : et clamor eorum in aures Domini Sabaoth in'roivit.* (Jac. V, 4.)

ment, toute l'économie de la religion. Non, Dieu ne nous a point faits pour ces choses fragiles et caduques, mais bien pour les choses célestes et éternelles ; ce n'est point comme une demeure fixe qu'il nous a donné cette terre, mais comme un lieu d'exil. Que vous abondiez en richesses et en tout ce qui est réputé biens de la fortune, ou que vous en soyez privé, cela n'importe nullement à l'éternelle béatitude ; l'usage que vous en ferez, voilà ce qui intéresse. Par sa surabondante rédemption, Jésus-Christ n'a point supprimé les afflictions, qui forment presque toute la trame de la vie mortelle, il en a fait des stimulants de la vertu et des sources du mérite ; en sorte qu'il n'est point d'homme qui puisse prétendre aux récompenses éternelles s'il ne marche sur les traces sanglantes de Jésus-Christ. « Si nous souffrons avec lui, nous règnerons « avec lui (1). » D'ailleurs, en choisissant de lui-même la croix et les tourments, il en a singulièrement adouci le poids et l'amertume, et afin de nous rendre encore la souffrance plus supportable, à l'exemple il a ajouté sa grâce et la promesse d'une récompense sans fin. « Car le « moment si court et si léger des afflictions que nous souffrons en cette « vie produit en nous le poids éternel d'une gloire souveraine et « incomparable (2). » Ainsi, les fortunés de ce monde sont avertis que les richesses ne les mettent pas à couvert de la douleur, qu'elles ne sont d'aucune utilité pour la vie éternelle, mais plutôt un obstacle (3) ; qu'ils doivent trembler devant les menaces inusitées que Jésus-Christ profère contre les riches (4) ; qu'enfin, il viendra un jour où ils devront rendre à Dieu, leur juge, un compte très rigoureux de l'usage qu'ils auront fait de leur fortune.

Devoirs de charité.

Sur l'usage des richesses, voici l'enseignement d'une excellence et d'une importance extrême que la philosophie a pu ébaucher, mais qu'il appartenait à l'Eglise de nous donner dans sa perfection et de faire descendre de la connaissance à la pratique. Le fondement de cette doctrine est dans la distinction entre la juste possession des richesses et leur usage légitime. La propriété privée, Nous l'avons vu plus haut, est pour l'homme de droit naturel ; l'exercice de ce droit est chose non seulement permise, surtout à qui vit en société, mais encore absolument nécessaire (5). Maintenant, si l'on demande en quoi il faut faire consister l'usage des biens, l'Eglise répond sans hésitation : « Sous ce rapport, « l'homme ne doit pas tenir les choses extérieures pour privées, mais « bien pour communes, de telle sorte qu'il en fasse part facilement aux « autres dans leurs nécessités. C'est pourquoi l'Apôtre a dit : Ordonne « aux riches de ce siècle... de donner facilement, de communiquer leurs « richesses (6). »

Nul assurément n'est tenu de soulager le prochain en prenant sur son

(1) « Si sustinebimus, et conregnabi nus. » II Tim. II, 12.

(2) « Id enim quod in præsenti est momentaneum et levæ tribulationis nostræ supra modum in sublimitatæ æternæ gloriæ pondus operatur in nobis. » II Cor. IV, 17.

(3) Matth. XIX, 23.

(4) Luc VI, 24-25.

(5) « Licitum est quod homo propria possideat. Et est etiam necessarium ad humanam vitam. » S. Thom. II, II. Quæst. LXVI, a. 2.

(6) « Quantum ad hoc non debet homo habere res exteriores ut proprias, sed communes ut scilicet de facili aliquis eas communicet in necessitate aliorum. Unde apostolus dicit : Divitibus hujus sæculi præcipe... facile tribuere, communicare. » II-II Quæst. LXXV, a. 2.

nécessaire ou sur celui de sa famille; ni même de rien retrancher de ce que les convenances ou la bienséance imposent à sa personne : *Nul en effet ne doit vivre contrairement aux convenances* (1). Mais dès qu'on a suffisamment donné à la nécessité et au décorum, c'est un devoir de verser le superflu dans le sein des pauvres (2). C'est un devoir non pas de stricte justice, sauf les cas d'extrême nécessité, mais de charité chrétienne; un devoir, par conséquent, dont on ne peut poursuivre l'accomplissement par les voies de la justice humaine. Mais, au-dessus des jugements de l'homme et de ses lois, il y a la loi et le jugement de Jésus-Christ, notre Dieu, qui nous persuade de toutes les manières de faire habituellement l'aumône : « Il est plus heureux, dit-il, celui qui » donne que celui qui reçoit (3) », et le Seigneur tiendra pour faite ou refusée à lui-même l'aumône qu'on aura faite ou refusée aux pauvres. « Chaque fois que vous avez fait l'aumône à l'un des moindres de mes » frères que vous voyez, c'est à moi que vous l'avez faite (4). »

Du reste, voici, en quelques mots, le résumé de cette doctrine : Qui-conque a reçu de la divine bonté une plus grande abondance soit des biens externes et du corps, soit des biens de l'âme, les a reçus dans le but de les faire servir à son propre perfectionnement, et, tout ensemble comme ministre de la Providence, au soulagement des autres. C'est pourquoi « quelqu'un a-t-il le talent de la parole, qu'il prenne garde de se taire; une surabondance de biens, qu'il ne laisse pas la miséricorde s'engourdir au fond de son cœur; l'art de gouverner, qu'il s'applique avec soin à en partager avec son frère et l'exercice et les fruits (5). »

Dignité du pauvre.

Quant aux déshérités de la fortune, ils apprennent de l'Eglise que, selon le jugement de Dieu lui-même, la pauvreté n'est pas un opprobre et qu'il ne faut pas rougir de devoir gagner son pain à la sueur de son front. C'est ce que Jésus-Christ Notre-Seigneur a confirmé par son exemple, lui qui, « tout riche qu'il était, s'est fait indigent (6) » pour le salut des hommes; qui, fils de Dieu et Dieu lui-même, a voulu passer aux yeux du monde pour le fils d'un artisan; qui est allé jusqu'à consommer une grande partie de sa vie dans un travail mercenaire (7).

Quiconque tiendra sous son regard le modèle divin comprendra plus facilement ce que nous allons dire : que la vraie dignité de l'homme et son excellence résident dans ses mœurs, c'est-à-dire dans sa vertu; que la vertu est le patrimoine commun des mortels, à la portée de tous, des petits et des grands, des pauvres et des riches; que seuls la vertu et les mérites, n'importe en quel sujet ils se trouvent, obtiendront la récompense de l'éternelle félicité. Bien plus, c'est vers les classes infortunées que le cœur de Dieu semble s'incliner davantage. Jésus-Christ appelle les pauvres des bienheureux (8); il invite avec amour à venir à lui, afin qu'il les console, tous ceux qui souffrent et qui pleurent (9); il embrasse

(1) « Nullus enim inconvenienter vivere debet. » S. Thom. II-II, Quæst. XXXII, a. 6.

(2) « Quod superest, date eleemosinam. » Luc. XI, 41.

(3) « Beatius est magis dare quam accipere. » Actor. XX, 35.

(4) « Quamdiu fecistis uni ex his fratribus meis minoribus, mihi fecistis. » Matth. XXV, 40.

(5) S. Greg. Mag. In Evang. « Hom. » IX, n. 7.

(6) II Cor. VIII, 9, « Egenus factus est cum esset dives. »

(7) « Nonne hic est faber, filius Mariæ? » Marc. VI, 3.

(8) « Beati pauperes spiritu. » Matth. XV, 35.

(9) « Venite ad me omnes qui laboratis et onerati estis. » Matth. XI, 28.

avec une charité plus tendre les petits et les opprimés. Ces doctrines sont bien faites sans nul doute pour humilier l'âme hautaine du riche et le rendre plus condescendant, pour relever le courage de ceux qui souffrent et leur inspirer de la résignation. Avec elles se trouverait diminué un abîme cher à l'orgueil, et l'on obtiendrait sans peine que des deux côtés on se donne la main et que les volontés s'unissent dans une même amitié.

Union fraternelle.

Mais c'est encore trop peu de la simple amitié : si l'on obéit aux préceptes du christianisme, c'est dans l'amour fraternel que s'opérera l'union. De part et d'autre, on saura et l'on comprendra que les hommes sont tous absolument issus de Dieu, leur Père commun ; que Dieu est leur unique et commune fin, et que lui seul est capable de communiquer aux anges et aux hommes une félicité parfaite et absolue ; que tous ils ont été également rachetés par Jésus-Christ et rétablis par lui dans leur dignité d'enfants de Dieu, et qu'ainsi un véritable lien de fraternité les unit soit entre eux, soit au Christ leur Seigneur, qui est le premier-né de beaucoup de frères, « *primogenitus in multis fratribus.* » Ils sauront enfin que tous les biens de la nature, tous les trésors de la grâce appartiennent en commun et indistinctement à tout le genre humain, et qu'il n'y a que les indignes qui soient déshérités des biens célestes. « Si vous êtes fils, vous êtes aussi héritiers : héritiers de Dieu, cohéritiers de Jésus-Christ (1). »

Telle est l'économie des droits et des devoirs qu'enseigne la philosophie chrétienne. Ne verrait-on pas l'apaisement se faire à bref délai, si ces enseignements pouvaient une fois prévaloir dans les sociétés.

Action de l'Eglise pour instruire et élever les âmes et les sociétés.

Cependant l'Eglise ne se contente pas d'indiquer la voie qui mène au salut, elle y conduit et applique de sa propre main le remède au mal. Elle est tout entière à instruire et à élever les hommes d'après ses principes et sa doctrine, dont elle a soin de répandre les eaux vivifiantes aussi loin et aussi largement qu'il lui est possible, par le ministère des évêques et du clergé. Puis elle s'efforce de pénétrer dans les âmes et d'obtenir des volontés qu'elles se laissent conduire et gouverner par la règle des préceptes divins. Ce point est capital et d'une importance très grande, parce qu'il renferme comme le résumé de tous les intérêts qui sont en cause, et ici l'action de l'Eglise est souveraine. Les instruments dont elle dispose pour toucher les âmes, elle les a reçus à cette fin de Jésus-Christ, et ils portent en eux l'efficacité d'une vertu divine. Ce sont les seuls qui soient aptes à pénétrer jusque dans les profondeurs du cœur humain, qui soient capables d'amener l'homme à obéir aux injonctions du devoir, à maîtriser ses passions, à aimer Dieu et son prochain d'une charité sans mesure, à briser courageusement tous les obstacles qui entravent sa marche dans la voie de la vertu.

Il suffit ici de passer légèrement en revue par la pensée les exemples de l'antiquité. Les choses et les faits que nous allons rappeler sont hors de toute controverse. Ainsi, il n'est pas douteux que la société civile des hommes a été foncièrement renouvelée par les institutions chrétiennes ;

(1) « Si autem filii, et heredes quidem Dei, coheredes autem Christi. » Rom. VIII, 17.

que cette rénovation a eu pour effet de relever le niveau du genre humain, ou pour mieux dire de le rappeler de la mort à la vie, et de le porter à un si haut degré de perfection qu'on n'en vit de semblable ni avant ni après, et qu'on n'en verra jamais dans tout le cours des siècles. Qu'enfin, ces bienfaits, c'est Jésus-Christ qui en a été le principe et qui doit en être la fin; car, de même que tout est parti de lui, ainsi tout doit lui être rapporté. Quand donc l'Evangile eut rayonné dans le monde, quand les peuples eurent appris le grand mystère de l'incarnation du Verbe et de la rédemption des hommes, la vie de Jésus-Christ, Dieu et homme, envahit les sociétés et les imprégna tout entières de sa foi, de ses maximes et de ses lois. C'est pourquoi, si la société humaine doit être guérie, elle ne le sera que par le retour à la vie et aux institutions du christianisme. A qui veut régénérer une société quelconque en décadence, on prescrit, avec raison, de la ramener à ses origines. Car la perfection de toute société consiste à poursuivre et à atteindre la fin en vue de laquelle elle a été fondée : en sorte que tous les mouvements et tous les actes de la vie sociale naissent du même principe d'où est née la société. Aussi, s'écarter de la fin, c'est aller à la mort; y revenir, c'est reprendre de la vie. Et ce que Nous disons du corps social tout entier s'applique également à cette classe de citoyens qui vivent de leur travail et qui forment la très grande majorité.

L'Eglise ne néglige point ce qui se rapporte à la vie terrestre et mortelle.

Et que l'on ne pense pas que l'Eglise se laisse tellement absorber par le soin des âmes, qu'elle néglige ce qui se rapporte à la vie terrestre et mortelle. Pour ce qui est en particulier de la classe des travailleurs, elle fait tous ses efforts pour les arracher à la misère et leur procurer un sort meilleur. Et, certes, ce n'est pas un faible appoint qu'elle apporte à cette œuvre, par le fait seul qu'elle travaille, de paroles et d'actes, à ramener les hommes à la vertu. Les mœurs chrétiennes, dès qu'elles sont en honneur, exercent naturellement sur la prospérité temporelle leur part de bienfaisante influence; car elles attirent la faveur de Dieu, principe et source de tout bien; elles compriment le désir excessif des richesses et la soif des voluptés : ces deux fléaux qui trop souvent jettent l'amertume et le dégoût dans le sein même de l'opulence (1); elles se contentent enfin d'une vie et d'une nourriture frugale et suppléent par l'économie à la modicité du revenu, loin de ces vices qui consomment non seulement les petites, mais les plus grandes fortunes et dissipent les plus gros patrimoines.

L'Eglise, en outre, pourvoit encore directement au bonheur des classes déshéritées, par la fondation et le soutien d'institutions qu'elle estime propres à soulager leur misère; et même en ce genre de bienfaits, elle a tellement excellé, que ses propres ennemis ont fait son éloge.

La charité inspirée par l'Eglise ne peut être suppléée par aucune industrie humaine.

Ainsi chez les premiers chrétiens, telle était la vertu de leur charité mutuelle, qu'il n'était point rare de voir les plus riches se dépouiller de leur patrimoine en faveur des pauvres. Aussi l'indigence n'était-elle

(1) « Radix omnium malorum est cupiditas. » Tim. VI, 10.

point connue parmi eux (1) ; les Apôtres avaient confié aux diacres, dont l'ordre avait été spécialement institué à cette fin, la distribution quotidienne des aumônes ; et saint Paul lui-même, quoique absorbé par une sollicitude qui embrassait toutes les Eglises, n'hésitait pas à entreprendre de pénibles voyages pour aller en personne porter des secours aux chrétiens indigents. Des secours du même genre étaient spontanément offerts par les fidèles dans chacune de leurs assemblées ; ce que Tertulien appelle « les dépôts de la piété », parce qu'on les employait « à entretenir et à inhumer les personnes indigentes, les orphelins pauvres des deux sexes, les domestiques âgés, les victimes du naufrage (2) ». — Voilà comment peu à peu s'est formé ce patrimoine, que l'Eglise a toujours gardé avec un soin religieux comme le bien propre de la famille des pauvres. Elle est allée jusqu'à assurer des secours aux malheureux, en leur épargnant l'humiliation de tendre la main. Car cette commune Mère des riches et des pauvres, profitant des merveilleux élans de charité qu'elle avait partout provoqués, fonda des sociétés religieuses et une foule d'autres institutions utiles, qui ne devaient laisser sans soulagement à peu près aucun genre de misère.

Il est sans doute, un certain nombre d'hommes aujourd'hui qui, fidèles échos des païens d'autrefois, en viennent jusqu'à se faire même d'une charité aussi merveilleuse une arme pour attaquer l'Eglise ; et l'on a vu une bienfaisance établie par les lois civiles se substituer à la charité chrétienne ; mais cette charité, qui se voue tout entière et sans arrière-pensée à l'utilité du prochain, ne peut être suppléée par aucune industrie humaine. L'Eglise seule possède cette vertu, parce qu'on ne la puise que dans le Cœur sacré de Jésus-Christ, et que c'est errer loin de Jésus-Christ que d'être éloigné de son Eglise.

Il faut pourtant recourir aux moyens humains.

Toutefois, il n'est pas douteux que, pour obtenir le résultat voulu, il ne faille de plus recourir aux moyens humains. Ainsi tous ceux que la question regarde doivent viser au même but et travailler de concert chacun dans sa sphère. Il y a là comme une image de la Providence gouvernant le monde ; car nous voyons d'ordinaire que les faits et les événements qui dépendent de causes diverses sont la résultante de leur action commune.

Quelle doit être l'intervention de l'Etat, spécialement en ce qui concerne le sort des ouvriers.

Or, quelle part d'action et de remède sommes-nous en droit d'attendre de l'Etat ? Disons d'abord que par Etat nous entendons ici non point tel gouvernement établi chez tel peuple en particulier, mais tout gouvernement qui répond aux préceptes de la raison naturelle et des enseignements divins, enseignements que Nous avons exposés Nous-même spécialement dans Nos Lettres-Encycliques sur la constitution chrétienne des sociétés.

Ce qu'on demande d'abord aux gouvernants, c'est un concours d'ordre général, qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions ; Nous voulons dire qu'ils doivent faire en sorte que, de l'orga-

(1) Act. IV. 34, « Neque... quisquam egens erat inter illos. »

(2) Apolog. II, XXXIX.

nisation même et du gouvernement de la société, découle spontanément et sans effort la prospérité tant publique que privée.

Tel est en effet l'office de la prudence civile et le devoir propre de tous ceux qui gouvernent. Or, ce qui fait une nation prospère, ce sont des mœurs pures, des familles fondées sur des bases d'ordre et de moralité, la pratique de la religion et le respect de la justice, une imposition modérée et une répartition équitable des charges publiques, le progrès de l'industrie et du commerce, une agriculture florissante et d'autres éléments, s'il en est, du même genre : toutes choses que l'on ne peut porter plus haut sans faire monter d'autant la vie et le bonheur des citoyens. De même donc que, par tous ces moyens, l'Etat peut se rendre utile aux autres classes, de même il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière ; et cela dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence ; car, en vertu même de son office, l'Etat doit servir l'intérêt commun. Et il est évident que plus se multiplieront les avantages résultant de cette action d'ordre général, et moins on aura besoin de recourir à d'autres expédients pour remédier à la condition des travailleurs.

Mais voici une autre considération qui atteint plus profondément encore notre sujet. La raison formelle de toute société est une et commune à tous ses membres, grands et petits. Les pauvres, au même titre que les riches, sont de par le droit naturel des citoyens, c'est-à-dire du nombre des parties vivantes dont se compose, par l'intermédiaire des familles, le corps entier de la nation, pour ne pas dire qu'en toutes les cités, ils sont le grand nombre. Comme donc il serait déraisonnable de pourvoir à une classe de citoyens et d'en négliger l'autre, il devient évident que l'autorité publique doit aussi prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière. Si elle y manque, elle viole la stricte justice, qui veut qu'à chacun soit rendu ce qui lui est dû. A ce sujet, saint Thomas dit fort sagement : « De même que la partie et le tout sont en quelque manière une même chose, ainsi ce qui appartient au tout est en quelque sorte à chaque partie (1). » C'est pourquoi parmi les graves et nombreux devoirs des gouvernants qui veulent pourvoir comme il convient au bien public, celui qui domine tous les autres consiste à avoir soin également de toutes les classes de citoyens, en observant rigoureusement les lois de la justice dite « distributive. »

Mais, quoique tous les citoyens sans exception doivent apporter leur part à la masse des biens communs, lesquels du reste, par un retour naturel, se répartissent de nouveau entre les individus, néanmoins les apports respectifs ne peuvent être ni les mêmes ni d'égale mesure. Quelles que soient les vicissitudes par lesquelles les formes de gouvernement sont appelées à passer, il y aura toujours entre les citoyens ces inégalités de conditions sans lesquelles une société ne peut ni exister, ni se concevoir. A tout prix, il faut des hommes qui gouvernent, qui fassent des lois, qui rendent la justice, qui, enfin, par leurs conseils ou par voie d'autorité, administrent les affaires de la paix et les choses de la guerre. Que ces hommes doivent avoir la prééminence dans toute société

(1) « Sicut pars et totum quodammodo sunt idem, ita id quod est totius quodammodo est partis » II II Quæst., LXI. a.

et y tenir le premier rang, personne n'en peut douter, puisqu'ils travaillent directement au bien commun et d'une manière si excellente. Les hommes, au contraire, qui s'appliquent aux choses de l'industrie, ne peuvent concourir à ce bien commun ni dans la même mesure, ni par les mêmes voies; mais eux aussi, cependant, quoique d'une manière moins directe, ils servent grandement les intérêts de la société. Sans nul doute, le bien commun, dont l'acquisition doit avoir pour effet de perfectionner les hommes, est principalement un bien moral.

Mais, dans une société régulièrement constituée, il doit se trouver encore une certaine abondance de biens extérieurs, « dont l'usage est requis à l'exercice de la vertu (1). » Or, tous ces biens, c'est le travail de l'ouvrier, travail des champs ou de l'usine, qui en est surtout la source féconde et nécessaire. Bien plus, dans cet ordre de choses, le travail a une telle fécondité et une telle efficacité, que l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il est la source unique d'où procède la richesse des nations. L'équité demande donc que l'Etat se préoccupe des travailleurs et fasse en sorte que tous les biens qu'ils procurent à la société il leur en revienne une part convenable, comme l'habitation et le vêtement, et qu'ils puissent vivre au prix de moins de peines et de privations. D'où il suit que l'Etat doit favoriser tout ce qui, de près ou de loin, paraît de nature à améliorer leur sort. Cette sollicitude, bien loin de préjudicier à personne, tournera au contraire au profit de tous, car il importe souverainement à la nation, que des hommes qui sont pour elle le principe de biens aussi indispensables ne se trouvent pas continuellement aux prises avec les horreurs de la misère.

Quand l'Etat a-t-il le devoir d'intervenir en faveur de la classe ouvrière.

Il est dans l'ordre, avons-Nous dit, que ni l'individu ni la famille ne soient absorbés par l'Etat; il est juste que l'un et l'autre aient la faculté d'agir avec liberté aussi longtemps que cela n'atteint pas le bien général et ne fait injure à personne. Cependant aux gouvernants il appartient de protéger la communauté et ses parties; la communauté, parce que la nature en a confié la conservation au pouvoir souverain, de telle sorte que le salut public n'est pas seulement ici la loi suprême, mais la cause même et la raison d'être du principat; les parties, parce que de droit naturel le gouvernement ne doit pas viser l'intérêt de ceux qui ont le pouvoir entre les mains, mais le bien de ceux qui leur sont soumis. Tel est l'enseignement de la philosophie non moins que de la foi chrétienne. D'ailleurs toute autorité vient de Dieu et est une participation de son autorité suprême; dès lors, ceux qui en sont les dépositaires doivent l'exercer à l'instar de Dieu, dont la paternelle sollicitude ne s'étend pas moins à chacune des créatures en particulier qu'à tout leur ensemble. Si donc soit les intérêts généraux, soit l'intérêt d'une classe en particulier se trouvent ou lésés, ou simplement menacés, et qu'il soit impossible d'y remédier ou d'y obvier autrement, il faudra de toute nécessité recourir à l'autorité publique.

Or, il importe au salut commun et privé que l'ordre et la paix règnent partout; que toute l'économie de la vie domestique soit réglée d'après les commandements de Dieu et les principes de la loi naturelle; que la religion soit honorée et observée; que l'on voie fleurir les mœurs privées

(1) S. Thom. « De reg. Princip. I. c. XV.

et publiques : que la justice soit religieusement gardée et que jamais une classe ne puisse opprimer l'autre impunément ; qu'il croisse de robustes générations, capables d'être le soutien et, s'il le faut, le rempart de la patrie. C'est pourquoi, s'il arrive que les ouvriers, abandonnant le travail ou le suspendant par les grèves, menacent la tranquillité générale ; que les liens naturels de la famille se relâchent parmi les travailleurs ; qu'on foule aux pieds la religion des ouvriers en ne leur facilitant point l'accomplissement de leurs devoirs envers Dieu ; que la promiscuité des sexes, ou d'autres excitations au vice constituent dans les usines un péril pour la moralité, que les patrons écrasent les travailleurs sous le poids de fardeaux iniques, ou déshonorent en eux la personne humaine par des conditions indignes et dégradantes ; qu'ils attentent à leur santé par un travail excessif et hors de proportion avec leur âge et leur sexe : dans tous ces cas, il faut absolument appliquer, dans de certaines limites, la force et l'autorité des lois. Ces limites seront déterminées par la fin même qui appelle le secours des lois : c'est-à-dire que celles-ci ne doivent pas s'avancer ni rien entreprendre au delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers.

Les droits, où qu'ils se trouvent, doivent être religieusement respectés et l'Etat doit les assurer à tous les citoyens, en prévenant ou en vengeant leur violation. Toutefois, dans la protection des droits privés, il doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesses pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général.

Points très importants traités à part.

Mais il est bon de traiter à part certains points de plus grande importance.

1^{re} Protection par les lois de la propriété légitime.

En premier lieu, il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées une protection et une sauvegarde. Et ce qui importe par-dessus tout, au milieu de tant de cupidités en effervescence, c'est de contenir les masses dans le devoir ; car, s'il est permis de tendre vers de meilleures destinées avec l'aveu de la justice, enlever de force le bien d'autrui, envahir les propriétés étrangères, sous le prétexte d'une absurde égalité, sont choses que la justice condamne et que l'intérêt commun lui-même répudie. Assurément, les ouvriers qui veulent améliorer leur sort par un travail honnête et en dehors de toute injustice forment la très grande majorité ; mais combien n'en compte-t-on pas qui, imbus de fausses doctrines et ambitieux de nouveautés, mettent tout en œuvre pour exciter des tumultes et entraîner les autres à la violence ! Que l'autorité publique intervienne alors, et que, mettant un frein aux excitations des meneurs, elle assure les mœurs des ouvriers contre les artifices de la corruption, et les légitimes propriétés contre le péril de la rapine.

2^e Des chômages voulus et concertés qu'on appelle des grèves.

Il n'est pas rare qu'un travail trop prolongé ou trop pénible et un

salaires réputés trop faibles donnent lieu à ces chômages voulus et concertés qu'on appelle des grèves. A cette plaie, si commune et en même temps si dangereuse, il appartient au pouvoir public de porter un remède ; car ces chômages non seulement tournent au détriment des patrons et des ouvriers eux-mêmes, mais ils entravent le commerce et nuisent aux intérêts généraux de la société, et comme ils dégénèrent facilement en violences et en tumultes, la tranquillité publique s'en trouve souvent compromise.

Mais ici il est plus efficace et plus salulaire que l'autorité des lois prévienne le mal et l'empêche de se produire, en écartant avec sagesse les causes qui paraissent de nature à exciter des conflits entre ouvriers et patrons. Chez l'ouvrier pareillement il est des intérêts nombreux qui réclament la protection de l'Etat, et, en première ligne, ce qui regarde le bien de son âme.

3^e De la vie de l'âme chez l'ouvrier — Repos du dimanche.

La vie du corps, en effet, quelque précieuse et désirable soit-elle, n'est pas le but dernier de notre existence ; elle est une voie et un moyen pour arriver, par la connaissance du vrai et l'amour du bien, à la perfection de la vie de l'âme. C'est l'âme qui porte gravées en elle-même l'image et la ressemblance de Dieu ; c'est en elle que réside cette souveraineté dont l'homme fut investi quand il reçut l'ordre de s'assujettir la nature inférieure et de mettre à son service les terres et les mers (1). Remplissez la terre et l'assujettissez ; dominez sur les poissons de la mer, et sur les oiseaux du ciel et sur tous les animaux qui se meuvent sur la terre.

A ce point de vue, tous les hommes sont égaux ; point de différence entre riches et pauvres, maîtres et serviteurs, princes et sujets : « Ils n'ont tous qu'un même Seigneur (2). » Cette dignité de l'homme que Dieu lui-même traite « avec un grand respect », il n'est permis à personne de la violer impunément, ni d'entraver la marche de l'homme vers cette perfection qui répond à la vie éternelle et céleste. Bien plus, il n'est même pas loisible à l'homme, sous ce rapport, de déroger spontanément à la dignité de sa nature, ou de vouloir l'asservissement de son âme, car il ne s'agit pas de droits dont il ait la libre disposition, mais de devoirs envers Dieu qu'il doit religieusement remplir. C'est de là que découle la nécessité du repos et de la cessation du travail aux jours du Seigneur. Qu'on n'entende pas toutefois par ce repos une plus large part faite à une stérile oisiveté, ou encore moins, comme un grand nombre le souhaitent, ce chômage fauteur des vices et dissipateur des salaires, mais bien un repos sanctifié par la religion, le repos qui retire l'homme des labeurs et des soucis de la vie quotidienne, l'élève aux grandes pensées du ciel, et l'invite à rendre à son Dieu le tribut d'adoration qu'il lui doit. Tel est surtout le caractère et la raison de ce repos du septième jour dont Dieu avait fait même déjà dans l'Ancien Testament un des principaux articles de la loi : « Souviens-toi de sanctifier le jour du sabbat (3) », et dont il avait lui-même donné l'exemple par ce mystérieux

(1) « Replete terram et subijcite eam : et dominamini piscibus maris et volatilibus cœli et universis animantibus quæ moventur super terram. » Gen. I. 28.

(2) « Nam idem Dominus omnium. » Rom. X, 12.

(3) « Memento ut diem sabbati sanctifices. » Exod. XX, 8.

repos pris incontinent après qu'il eut créé l'homme : « Il se reposa le septième jour de tout le travail qu'il avait fait (1).

4° *Des intérêts physiques et corporels du travailleur.*

Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'autorité publique doit tout d'abord les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice ni l'humanité. L'activité de l'homme, bornée comme sa nature, a des limites qu'elle ne peut franchir. Elle s'accroît sans doute par l'exercice et l'habitude, mais à la condition qu'on lui donne des relâches et des intervalles de repos. Ainsi le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs et les intervalles de repos devront-ils être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et réglés d'après les circonstances des temps et des lieux. L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de plus caché, la pierre, le fer et l'airain, est soumis à un labeur dont la brièveté devra compenser la peine et la fatigue, ainsi que le dommage physique qui peut en être la conséquence. Il est juste, en outre, que l'on tienne compte des époques de l'année : tel travail sera souvent aisé dans une saison qui deviendra intolérable ou très pénible dans une autre.

5° *Du travail imposé à la femme et à l'enfant.*

Enfin, ce que peut réaliser un homme valide et dans la force de l'âge, il ne serait pas équitable de le demander à une femme ou à un enfant. L'enfance en particulier — et ceci demande à être observé strictement — ne doit entrer à l'usine qu'après que l'âge aura suffisamment développé en elle les forces physiques, intellectuelles et morales, sinon, comme une herbe encore tendre, elle se verra flétrie par un travail trop précoce et il en sera fait de son éducation. De même, il est des travaux moins adaptés à la femme que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques ; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux, par leur nature, à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille.

6° *Le repos de chaque jour et surtout le repos du dimanche est la condition de tout contrat entre patrons et ouvriers.*

En général, la durée du repos doit se mesurer d'après la dépense des forces qu'il est appelé à restituer. Le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur, doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers. Là où cette condition n'entrerait pas, le contrat ne serait pas honnête, car nul ne peut exiger ou promettre la violation des devoirs de l'homme envers Dieu et envers lui-même.

(1) « Requievit die septimo ab universo opere quod adtrarat. » Gen. II, 2.

7^o *Fixation du salaire.*

Nous passons à présent à un autre point de la question d'une importance non moins grande et qui, pour éviter tout extrême, demande à être défini avec justesse : Nous voulons parler de la fixation du salaire. Le salaire, ainsi raisonne-t-on, une fois librement consenti de part et d'autre, le patron en le payant a rempli tous ses engagements et n'est plus tenu à rien. Alors seulement la justice se trouverait lésée si lui refusait de tout solder, ou l'ouvrier d'achever tout son travail et de satisfaire à ses engagements ; en quels cas seulement le pouvoir public aurait à intervenir pour protéger le droit de chacun. — Pareil raisonnement ne trouvera pas de juge équitable qui consente à y adhérer sans réserve, car il n'embrasse pas tous les côtés de la question et il en omet un de fort sérieux. Travailler, c'est exercer son activité dans le but de se procurer ce qui est requis pour les divers besoins de la vie, mais surtout pour l'entretien de la vie elle-même. *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front* (1). C'est pourquoi le travail a reçu de la nature comme une double empreinte : il est *personnel*, parce que la force active est inhérente à la personne et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et qui l'a reçue pour son utilité ; il est *nécessaire*, parce que l'homme a besoin du fruit de son travail pour conserver son existence, et qu'il doit la conserver pour obéir aux ordres irréfragables de la nature. Or, si l'on ne regarde le travail que par le côté où il est personnel, nul doute qu'il ne soit au pouvoir de l'ouvrier de restreindre à son gré le taux du salaire ; la même volonté qui donne le travail peut se contenter d'une faible rémunération ou même n'en exiger aucune.

Mais il en va tout autrement si au caractère de *personnalité* on joint celui de *nécessité* dont la pensée peut bien faire abstraction, mais qui n'en est pas séparable en réalité. Et, en effet, conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime. De ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance, et que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail. Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord, notamment sur le prix du salaire. Au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Que si, contraint par la nécessité, ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que d'ailleurs il ne lui serait pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par qui fait l'offre du travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste. — Mais, de peur que dans ce cas et d'autres analogues, comme en ce qui concerne la journée du travail et la santé des ouvriers, les pouvoirs publics n'interviennent pas opportunément, vu surtout la variété des circonstances des temps et des lieux, il sera préférable que la solution en soit réservée aux corporations ou syndicats dont nous parlerons plus loin, ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même si la cause le réclamait, avec le secours et l'appui de l'Etat.

(1) *In sudore vultus tui vesceris pane*, Gen., III, 19.

8° *Avantage pour l'ouvrier de travailler pour devenir propriétaire.*

L'ouvrier qui percevra un salaire assez fort pour parer aisément à ses besoins et à ceux de sa famille suivra, s'il est sage, le conseil que semble lui donner la nature elle-même : il s'appliquera à être parcimonieux, et fera en sorte, par de prudentes épargnes, de se ménager un petit superflu, qui lui permette de parvenir, un jour, à l'acquisition d'un modeste patrimoine. Nous avons vu, en effet, que la question présente ne pouvait recevoir de solution vraiment efficace si l'on ne commençait par poser comme principe fondamental l'inviolabilité de la propriété privée. Il importe donc que les lois favorisent l'esprit de propriété, le réveillent et le développent autant qu'il est possible dans les masses populaires. Ce résultat, une fois obtenu, serait la source des plus précieux avantages ; et, d'abord, d'une répartition des biens certainement plus équitable. La violence des révolutions politiques a divisé le corps social en deux classes, et a creusé entre elles un immense abîme. D'une part, la toute-puissance dans l'opulence : une faction qui, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources ; faction d'ailleurs qui tient en sa main plus d'un ressort de l'administration publique. De l'autre, la faiblesse dans l'indigence : une multitude, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre. Eh bien ! que l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, et l'on verra se combler peu à peu l'abîme qui sépare l'opulence de la misère et s'opérer le rapprochement des deux classes.

En outre, la terre produira toute chose en plus grande abondance. Car l'homme est ainsi fait, que la pensée de travailler sur un fonds qui est à lui redouble son ardeur et son application. Il en vient même jusqu'à mettre tout son cœur dans une terre qu'il a cultivée lui-même, qui lui promet, à lui et aux siens, non seulement le strict nécessaire, mais encore une certaine aisance. Et nul qui ne voie sans peine les heureux effets de ce redoublement d'activité sur la fécondité de la terre et sur la richesse des nations. — Un troisième avantage sera l'arrêt dans le mouvement d'émigration : nul, en effet, ne consentirait à échanger contre une nation étrangère sa patrie et sa terre natale, s'il y trouvait les moyens de mener une vie plus tolérable. Mais une condition indispensable pour que tous ces avantages deviennent des réalités, c'est que la propriété privée ne soit pas épuisée par un excès de charges et d'impôts. Ce n'est pas des lois humaines, mais de la nature qu'émane le droit de propriété individuelle ; l'autorité publique ne peut donc l'abolir ; tout ce qu'elle peut, c'est en tempérer l'usage et le concilier avec le bien commun. C'est pourquoi elle agit contre la justice et l'humanité quand, sous le nom d'impôts, elle grève outre mesure les biens des particuliers.

9° *Œuvres diverses pour porter remède à la situation.* *Les associations.*

En dernier lieu, nous dirons que les maîtres et les ouvriers eux-mêmes peuvent singulièrement aider à la solution par toutes les œuvres propres à soulager efficacement l'indigence et à opérer un rapproche-

ment entre les deux classes. De ce nombre sont les sociétés de secours mutuels ; les institutions diverses, dues à l'initiative privée, qui ont pour but de secourir les ouvriers, ainsi que leurs veuves et leurs orphelins, en cas de mort, d'accidents ou d'infirmités ; les patronages qui exercent une protection bienfaisante sur les enfants des deux sexes, sur les adolescents et sur les hommes faits. Mais la première place appartient aux corporations ouvrières, qui, en soi, embrassent à peu près toutes les œuvres.

Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations ; car, tandis que les artisans y trouvaient d'inappréciables avantages, les arts, ainsi qu'une foule de monuments le proclament, y puisaient un nouveau lustre et une nouvelle vie. Aujourd'hui, les générations étant plus cultivées, les mœurs plus policées, les exigences de la vie quotidienne plus nombreuses, il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les corporations à ces conditions nouvelles. Aussi est-ce avec plaisir que nous voyons se former partout des Sociétés de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, soit mixtes, réunissant à la fois des ouvriers et des patrons ; il est à désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leur action. Bien que Nous Nous en soyons occupé plus d'une fois, Nous voulons exposer ici leur opportunité et leur droit à l'existence, et indiquer comment elles doivent s'organiser et quel doit être leur programme d'action.

L'expérience quotidienne que fait l'homme de l'exiguité de ses forces l'engage et le pousse à s'adjoindre une coopération étrangère. C'est dans les Saintes Lettres qu'on lit cette maxime : « Il vaut mieux être deux ensemble que tout seul, car alors ils tirent de l'avantage de leur société. Si l'un tombe, l'autre le soutient. Malheur à l'homme seul ! car lorsqu'il sera tombé, il n'aura personne pour le relever (1). » Et cet autre : « Le frère qui est aidé par son frère est comme une ville forte (2). » De cette propension naturelle, comme d'un même germe, naissent la société civile d'abord, puis au sein même de celle-ci, d'autres sociétés qui, pour être restreintes et imparfaites, n'en sont pas moins des sociétés véritables. Entre ces petites sociétés et la grande, il y a de profondes différences, qui résultent de leur fin prochaine. La fin de la société civile embrasse universellement tous les citoyens, car elle réside dans le bien commun, c'est-à-dire dans un bien auquel tous et chacun ont le droit de participer dans une mesure proportionnelle. C'est pourquoi on l'appelle *publique*, parce qu'« elle réunit les hommes pour en former une nation (3) ». Au contraire, les sociétés qui se constituent dans son sein sont tenues pour *privées* et le sont en effet, car leur raison d'être immédiate est l'utilité particulière et exclusive de leurs membres.

Droits d'association.

La société privée est celle qui se forme dans un but privé, comme lorsque deux ou trois s'associent pour exercer ensemble le négoce. Or,

(1) « *Meius est duos esse simul quam unum ; habent enim emolumentum societatis suæ. Si unus ceciderit, ab altero fulciatur. Vix soli, quia cum ceciderit, non habet sublevantem se.* » Eccl. IV. 9-10.

(2) « *Frater qui adjuvatur a fratre, quasi civitas firma.* » Prov. XVIII. 19.

(3) « *Privata autem societas est quæ ad aliquid negotium privatum exercendum conjungitur, sicut quod duo vel tres societatem ineunt ut simul negotientur.* » S. Thom. « *Contra impugnantes Dei cultum et religionem,* » caput. II.

de ce que les sociétés privées n'ont d'existence qu'au sein de la société civile, dont elles sont comme autant de parties, il ne suit pas, à ne parler qu'en général et à ne considérer que leur nature, qu'il soit au pouvoir de l'Etat de leur dénier l'existence. Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés, publiques et privées, tirent leur origine d'un même principe, la naturelle sociabilité de l'homme. — Assurément, il y a des conjonctures qui autorisent les lois à s'opposer à la fondation d'une société de ce genre. Si une société, en vertu même de ses statuts organiques, poursuivait une fin en opposition flagrante avec la probité, avec la justice, avec la sécurité de l'Etat, les pouvoirs publics auraient le droit d'en empêcher la formation et, si elle était formée, de la dissoudre. Mais encore faut-il qu'en tout cela ils n'agissent qu'avec une très grande circonspection, pour éviter d'empiéter sur les droits des citoyens et de statuer, sous couleur d'utilité publique, quelque chose qui serait désavoué par la raison. Car une loi ne mérite obéissance qu'autant qu'elle est conforme à la droite raison et à la loi éternelle de Dieu (1).

Les Congrégations religieuses, les Confréries, etc.

Ici, se présentent à Notre esprit les confréries, les congrégations et les ordres religieux de tout genre, auxquels l'autorité de l'Eglise et la piété des fidèles avaient donné naissance ; quels en furent les fruits de salut pour le genre humain jusqu'à nos jours, l'histoire le dit assez. Considérées simplement au point de vue de la raison, ces sociétés apparaissent comme fondées dans un but honnête, et conséquemment sous les auspices du droit naturel ; du côté où elles touchent à la religion, elles ne relèvent que de l'Eglise. Les pouvoirs publics ne peuvent donc légitimement s'arroger sur elles aucun droit, ni s'en attribuer l'administration : leur office plutôt est de les respecter, de les protéger et, s'il en est besoin, de les défendre. Or, c'est justement tout l'opposé que Nous avons été condamné à voir, surtout en ces derniers temps. Dans beaucoup de pays, l'Etat a porté la main sur ces sociétés et a accumulé à leur égard injustice sur injustice : assujettissement aux lois civiles, privation du droit légitime de personne morale, spoliation des biens. Sur ces biens, l'Eglise avait pourtant ses droits ; chacun des membres avait les siens ; les donateurs qui leur avaient fixé une destination, ceux enfin qui en retiraient des secours et du soulagement avaient les leurs. Aussi ne pouvons-Nous Nous empêcher de déplorer amèrement des spoliations si iniques et si funestes ; d'autant plus qu'on frappe de proscription les sociétés catholiques dans le temps même où on affirme la légalité des sociétés privées, et que, ce que l'on refuse à des hommes paisibles et qui n'ont en vue que l'utilité publique, on l'accorde, et certes très largement, à des hommes qui roulent dans leur esprit des desseins funestes à la religion tout à la fois et à l'Etat.

(1) « *Lex humana in tantum habet rationem legis in quantum est secundum rationem rectam et secundum hoc manifestum est quod a lege eterna derivatur. In quantum vero a ratione recedit. sic dicitur lex iniqua, et sic non habet rationem legis, sed magis violentiam cujusdam.* » (S. Thom. Summa Theologica, I, II, Quæst. XIII, a. III.

Jamais assurément, à aucune autre époque, on ne vit une si grande multitude d'associations de tout genre, surtout d'associations ouvrières. D'où viennent beaucoup d'entre elles, où elles tendent, par quelle voie, ce n'est pas ici le lieu de le rechercher. Mais c'est une opinion confirmée par de nombreux indices qu'elles sont ordinairement gouvernées par des chefs occultes, et qu'elles obéissent à un mot d'ordre également hostile au nom chrétien et à la sécurité des nations ; qu'après avoir accaparé toutes les entreprises, s'il se trouve des ouvriers qui se refusent à entrer dans leur sein, elles leur font expier ce refus par la misère. Dans cet état de choses, les ouvriers chrétiens n'ont plus qu'à choisir entre ces deux partis : ou de donner leur nom à des sociétés dont la religion a tout à craindre, ou de s'organiser eux-mêmes et de joindre leurs forces pour pouvoir secouer hardiment un joug si injuste et si intolérable. Qu'il faille opter pour ce dernier parti, y a-t-il des hommes ayant vraiment à cœur d'arracher le souverain bien de l'humanité à un péril imminent qui puissent avoir là-dessus le moindre doute ?

Les corporations. Eloges des hommes de foi qui travaillent à résoudre la question sociale.

Certes, il faut louer hautement le zèle d'un grand nombre des nôtres, lesquels, se rendant parfaitement compte des besoins de l'heure présente, sondent soigneusement le terrain, pour y découvrir une voie honnête qui conduise au relèvement de la classe ouvrière. S'étant constitués les protecteurs des personnes vouées au travail, ils s'étudient à accroître leur prospérité tant domestique qu'individuelle, à régler avec équité les relations réciproques des patrons et des ouvriers, à entretenir et à affermir dans les uns et les autres le souvenir de leurs devoirs et l'observation des préceptes divins ; préceptes qui, en ramenant l'homme à la modération et condamnant tous les excès, maintiennent dans les nations, et parmi les éléments si divers de personnes et de choses, la concorde, et l'harmonie la plus parfaite. Sous l'inspiration des mêmes pensées, des hommes de grand mérite se réunissent fréquemment en congrès, pour se communiquer leurs vues, unir leurs forces, arrêter des programmes d'action. D'autres s'occupent de fonder des corporations assorties aux divers métiers et d'y faire entrer les artisans ; ils aident ces derniers de leurs conseils et de leur fortune et pourvoient à ce qu'ils ne manquent jamais d'un travail honnête et fructueux.

Les évêques, de leur côté, encouragent ces efforts et les mettent sous leur haut patronage : par leur autorité et sous leurs auspices, des membres du clergé, tant séculier que régulier, se dévouent en grand nombre aux intérêts spirituels des corporations. Enfin, il ne manque pas de catholiques qui, pourvus d'abondantes richesses, mais devenus en quelque sorte compagnons volontaires des travailleurs, ne regardent à aucune dépense pour fonder et étendre au loin des Sociétés, où ceux-ci puissent trouver, avec une certaine aisance pour le présent, le gage d'un repos honorable pour l'avenir. Tant de zèle, tant et de si industrieux efforts ont déjà réalisé parmi les peuples un bien très considérable, et trop connu pour qu'il soit nécessaire d'en parler en détail. Il est à Nos yeux d'un heureux augure pour l'avenir, et Nous Nous promettons de ces corporations les plus heureux fruits, pourvu qu'elles continuent à se développer et que la prudence préside toujours à leur organisation. Que

l'Etat protège ces Sociétés fondées selon le droit ; que toutefois il ne s'imisce point dans leur gouvernement intérieur, et ne touche point aux ressorts intimes qui leur donnent la vie ; car le mouvement vital procède essentiellement d'un principe intérieur et s'éteint très facilement sous l'action d'une cause externe.

A ces corporations il faut évidemment, pour qu'il y ait unité d'action et accord des volontés, une organisation et une discipline sage et prudente. Si donc, comme il est certain, les citoyens sont libres de s'associer, ils doivent l'être également de se donner les statuts et règlements qui leur paraissent les plus appropriés au but qu'ils poursuivent. Quels doivent être ces statuts et règlements ? Nous ne croyons pas qu'on puisse donner de règles certaines et précises pour en déterminer le détail ; tout dépend du génie de chaque nation, des essais tentés et de l'expérience acquise, du genre de travail, de l'étendue du commerce, et d'autres circonstances de choses et de temps qu'il faut peser avec maturité. Tout ce qu'on peut dire en général, c'est qu'on doit prendre pour règle universelle et constante, de tellement organiser et gouverner les corporations qu'elles fournissent à chacun de leurs membres les moyens aptes à lui faire atteindre, par la voie la plus commode et la plus courte, le but qu'il se propose, et qui consiste dans l'accroissement le plus grand possible des biens du corps, de l'esprit, de la fortune.

10^e. Avant tout, les corporations doivent viser au perfectionnement moral et religieux de leurs membres.

Mais il est évident qu'il faut viser avant tout à l'objet principal qui est le perfectionnement moral et religieux ; c'est surtout cette fin qui doit régler toute l'économie de ces sociétés ; autrement, elles dégénéreraient bien vite et tomberaient, ou peu s'en faut, au rang des sociétés où la religion ne tient aucune place. Aussi bien, que servirait à l'artisan d'avoir trouvé au sein de la corporation l'abondance matérielle, si la disette d'aliments spirituels mettait en péril le salut de son âme ! « Que sert à l'homme de gagner l'univers entier, s'il vient à perdre son âme ! (1) » Voici le caractère auquel Notre-Seigneur Jésus-Christ veut qu'on distingue le chrétien d'avec le gentil :

« Les gentils recherchent toutes ces choses... cherchez d'abord le royaume de Dieu, et toutes ces choses vous seront ajoutées par surcroît (2). » Ainsi donc, après avoir pris Dieu comme point de départ, qu'on donne une large place à l'instruction religieuse, afin que tous connaissent leurs devoirs envers lui : ce qu'il faut croire, ce qu'il faut espérer, ce qu'il faut faire en vue du salut éternel, tout cela doit leur être soigneusement inculqué ; qu'on les prémunisse avec une sollicitude particulière contre les opinions erronées et toutes les variétés du vice. Qu'on porte l'ouvrier au culte de Dieu, qu'on excite en lui l'esprit de piété, qu'on le rende surtout fidèle à l'observation des dimanches et des jours de fête. Qu'il apprenne à respecter et à aimer l'Eglise, la commune Mère de tous les chrétiens, à obtempérer à ses préceptes, à fréquenter

(1) « Quid prodest homini, si mundum universum lucretur, animæ vero suæ detrimentum patitur » » Mat. XVI. 26.

(2) « Hæc omnia gentes inquirunt... quærite primum regnum Dei, et justitiam ejus ; et hæc omnia adjicientur vobis. » Ib. VI. 33-34.

ses sacrements qui sont des sources divines où l'âme se purifie de ses taches et puise la sainteté.

Statuts des corporations. — Relations entre leurs membres.

La religion ainsi constituée comme fondement de toutes les lois sociales, il n'est pas difficile de déterminer les relations mutuelles à établir entre les membres pour obtenir la paix et la prospérité de la société. Les diverses fonctions doivent être réparties de la manière la plus profitable aux intérêts communs et de telle sorte que l'inégalité ne nuise point à la concorde.

Il importe grandement que les charges soient distribuées avec intelligence et clairement définies, afin que personne n'ait à souffrir d'injustice. Que la masse commune soit administrée avec intégrité et qu'on détermine d'avance, par le degré d'indigence de chacun des membres, la mesure de secours à lui accorder ; que les droits et les devoirs des patrons soient parfaitement conciliés avec les droits et les devoirs des ouvriers. Afin de parer aux réclamations éventuelles qui s'élèveraient dans l'une ou l'autre classe au sujet de droits lésés, il serait très désirable que les statuts même chargeassent des hommes prudents et intègres, tirés de son sein, de régler le litige en qualité d'arbitres. Il faut encore pourvoir d'une manière toute spéciale à ce qu'en aucun temps l'ouvrier ne manque de travail et qu'il y ait un fonds de réserve destiné à faire face non seulement aux accidents soudains et fortuits inséparables du travail industriel, mais encore à la maladie, à la vieillesse et aux coups de la mauvaise fortune. — Ces lois, pourvu qu'elles soient acceptées de bon cœur, suffisent pour assurer aux faibles la subsistance et un certain bien-être, mais les corporations catholiques sont appelées encore à apporter leur bonne part à la prospérité générale. Par le passé, nous pouvons juger sans témérité de l'avenir. Un âge fait place à un autre, mais le cours des choses présente de merveilleuses similitudes, ménagées par cette Providence qui dirige tout et fait tout converger vers la fin que Dieu s'est proposée en créant l'humanité.

Le sort des ouvriers est entre leurs mains. — Exemple des premiers chrétiens.

Nous savons que dans les premiers âges de l'Eglise, on lui faisait un crime de l'indigence de ses membres, condamnés à vivre d'aumônes ou de travail. Mais, dénués comme ils étaient de richesses et de puissance, ils surent se concilier la faveur des riches et la protection des puissants. On pouvait les voir diligents, laborieux, pacifiques, modèles de justice et surtout de charité. Au spectacle d'une vie si parfaite et de mœurs si pures, tous les préjugés se dissipèrent, le sarcasme se tut et les fictions d'une superstition invétérée s'évanouirent peu à peu devant la vérité chrétienne. — Le sort de la classe ouvrière, telle est la question qui s'agite aujourd'hui ; elle sera résolue par la raison ou sans elle, et il ne peut être indifférent aux nations qu'elle le soit par l'une ou par l'autre voie. Or, les ouvriers chrétiens la résoudront facilement par la raison si, unis en sociétés et obéissant à une direction prudente, ils entrent dans la voie où leurs pères et leurs ancêtres trouvèrent leur salut et celui des peuples. Quelle que soit dans les hommes la force des préjugés et des passions, si une volonté perverse n'a pas entièrement

étouffé le sentiment du juste et de l'honnête, il faudra que tôt ou tard la bienveillance publique se tourne vers ces ouvriers, qu'on aura vus actifs et modestes, mettant l'équité avant le gain et préférant à tout la religion du devoir.

Il résultera de là cet autre avantage, que l'espoir et de grandes facilités de salut seront offerts à ces ouvriers qui vivent dans le mépris de la foi chrétienne ou dans les habitudes qu'elle réproouve. Ils comprennent d'ordinaire, ces ouvriers, qu'ils ont été le jouet d'espérances trompeuses et d'apparences mensongères. Car ils sentent, par les traitements inhumains qu'ils reçoivent de leurs maîtres, qu'ils n'en sont guère estimés qu'au poids de l'or produit par leur travail ; quant aux sociétés qui les ont circonvenus, ils voient bien qu'à la place de la charité et de l'amour, ils n'y trouvent que les discordes intestines, ces compagnes inséparables de la pauvreté insolente et incrédule. L'âme brisée, le corps exténué, combien qui voudraient secouer un joug si humiliant ? Mais, soit respect humain, soit crainte de l'indigence, ils ne l'osent pas. Eh bien ! à tous ces ouvriers, les sociétés catholiques peuvent être d'une merveilleuse utilité, si, hésitants, elles les invitent à venir chercher dans leur sein un remède à tous leurs maux ; si, repentants, elles les accueillent avec empressement et leur assurent sauvegarde et protection.

Que chacun fasse son devoir.

Vous voyez, Vénérables Frères, par qui et par quels moyens cette question si difficile demande à être traitée et résolue. Que chacun se mette à la tâche qui lui incombe, et cela sans délai, de peur qu'en différant le remède, on ne rende incurable un mal déjà si grave. Que les gouvernants fassent usage de l'autorité protectrice des lois et des institutions, que les riches et les maîtres se rappellent leurs devoirs ; que les ouvriers dont le sort est en jeu poursuivent leurs intérêts par des voies légitimes, et puisque la religion seule, comme nous l'avons dit dès le début, est capable de détruire le mal dans la racine, que tous se rappellent que la première condition à réaliser, c'est la restauration des mœurs chrétiennes, sans lesquelles même les moyens suggérés par la prudence humaine comme les plus efficaces seront peu aptes à produire de salutaires résultats. — Quant à l'Eglise, son action ne fera jamais défaut en aucune manière et sera d'autant plus féconde qu'elle aura pu se développer avec plus de liberté, et ceci, nous désirons que ceux-là surtout le comprennent dont la mission est de veiller au bien public. Que les ministres sacrés déploient toutes les forces de leur âme et toutes les industries de leur zèle, et que, sous l'autorité de vos paroles et de vos exemples, Vénérables Frères, ils ne cessent d'inculquer aux hommes de toutes les classes les règles évangéliques de la vie chrétienne ; qu'ils travaillent de tout leur pouvoir au salut des peuples, et par dessus tout qu'ils s'appliquent à nourrir en eux-mêmes et à faire naître dans les autres, la charité, reine et maîtresse de toutes les vertus.

C'est, en effet, d'une abondante effusion de charité qu'il faut principalement attendre le salut ; Nous parlons de la charité chrétienne, qui résume tout l'Evangile et qui, toujours prête à se dévouer au soulagement du prochain, est un antidote très assuré contre l'arrogance du siècle et l'amour immodéré de soi-même : vertu dont l'apôtre saint Paul a décrit les offices et les traits divins dans ces paroles : « La charité est

patiente ; elle est bénigne ; elle ne cherche pas son propre intérêt ; elle souffre tout ; elle supporte tout (1). »

Comme gage des faveurs divines et en témoignage de Notre bienveillance, Nous vous accordons de tout cœur, à chacun de vous. Vénérables Frères, à votre clergé et à vos fidèles, la bénédiction apostolique dans le Seigneur.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 15 mai de l'année 1891, de Notre Pontificat la quatorzième.

LÉON XIII, PAPE.

ETAT INDEPENDANT DU CONGO

Rapport au Roi-Souverain

(16 juillet 1891.)

Sire,

Il s'est écoulé dix ans depuis que, sous les auspices du Comité d'études, puis de l'Association Internationale, Stanley, remontant le cours du Congo et y fondant les premières stations de Vivi, Isanghila, Manyanga et Léopoldville, jetait les assises de ce qui devait devenir l'Etat Indépendant du Congo.

Il a paru à vos Administrateurs Généraux qu'il n'était pas inopportun de soumettre à Votre Majesté, à la fin de cette première période décennale, un exposé rappelant succinctement le travail accompli par l'Etat, appréciant impartialement la situation actuelle et envisageant en même temps les perspectives d'avenir de l'œuvre entreprise par le Roi et les difficultés qu'elle a à surmonter actuellement.

Pendant cette période, les attaques de tout genre n'ont pas été épargnées à l'administration de l'Etat ; elles ont, ces derniers temps, été plus violentes que jamais, en raison directe de l'importance du développement qu'a pris notre œuvre.

Nous résumerons d'abord les efforts faits dans le domaine de l'exploration et de l'occupation, et les résultats acquis ; nous passerons ensuite en revue les divers services publics, nous apprécierons le mouvement économique ; enfin nous examinerons la politique antiesclavagiste de l'Etat et les progrès matériels ou moraux.

§ I.

Au moment de la clôture de la Conférence de Berlin, en 1885, les agents de l'Association Internationale du Congo n'avaient encore fait que compléter les découvertes de Stanley le long de la branche maîtresse du Congo, depuis Vivi jusqu'aux Stanley-Falls.

Stanley avait en outre reconnu les Bas-Kassï, le lac Léopold II, le lac Matoumba, et indiqué sur la rive droite du fleuve l'embouchure de la Mongalla, de l'Itimbiri et de l'Arouwimi.

De son côté, le missionnaire Grenfell avait reconnu la section inférieure de l'Oubanghi et le Bas-Momami.

(1) « Caritas patiens est, benigna est, non quærit quæ sua sunt ; omnia suffert ; omnia sustinet ». 1^{er} Corinth. XIII 4-7.

Même dans le Mayoumbé, dans la région des chutes, au nord et au sud de l'embouchure du Congo, tout restait à découvrir.

Aujourd'hui, soit six ans après, on peut dire qu'au point de vue de la reconnaissance géographique, les blancs immenses qui s'étendaient jadis sur la carte sont pour ainsi dire remplis, ou peu s'en faut.

La province qui s'étend au nord de Boma entre le Bas-Congo et le Kouilou a été parcourue en plusieurs sens par de nombreux voyageurs ; MM. Hanssens, Mickie, Destrain, Dupont, Jungers, Massart, de Bergh, Sterpin ont relié Banana, Boma, Isanghila et Maryanga aux rives de Tchiloango et du Kouilou par de multiples itinéraires.

La région située au sud du Congo, dans la partie des chutes, n'est pas moins connue, grâce aux itinéraires de MM. Hakanson, Vandeveldé, Dhanis et les agents de la Compagnie du chemin de fer sous la direction de MM. Cambier et Charmanne.

Les cours navigable du Kassai et de ses grands affluents, le Sankourou, le Koango, la Loukenyé et la Lsuloua, inconnu jusqu'en 1885, a été révélé par une suite de grandes explorations dirigées par MM. Wissmann, Wolff, Grenfell, Mense, Delcommune, F. Vandeveldé, Liénart, Dhanis et Paul Lemarinel.

L'Oubanghi, dont l'embouchure seule était connue, est aujourd'hui révélé, à la suite des explorations successives de MM. Grenfell, Van Gèle, Liénart et Georges Lemarinel, sur tout son cours ; le M'Bomo et l'Ouélé ont été reconnus à leur tour par MM. Van Gèle et Roget.

La région inconnue qui s'étend au nord de la grande courbe du Congo est actuellement entrevue, grâce aux reconnaissances faites le long de la Mongalla par MM. Coquilhat, Baert et Hodister, le long de l'Itimbiri et entre l'Itimbiri et l'Ouélé par MM. Roget, Duvivier et Mills.

L'expédition Stanley, au transport de laquelle l'Etat a prêté son concours, a continué le long de l'Arouwimi la reconnaissance de cette rivière et de ses affluents.

Enfin l'important tributaire dont M. Grenfell avait remonté le cours inférieur, le Lomami, est aujourd'hui connu jusque bien au delà de ses chutes, grâce aux explorations de MM. Delcommune, Paul Lemarinel et Hodister.

Au point de vue de la reconnaissance des voies fluviales navigables, il est facile de constater et de vérifier l'importance des découvertes faites en rappelant qu'en 1885, à peine 3,000 kilomètres de rivières avaient été parcourus par les steamers de l'Association Internationale du Congo, tandis qu'aujourd'hui plus de 12,000 kilomètres sont ouverts à la navigation des bateaux de l'Etat, des missions et des maisons de commerce.

Le réseau presque entier a fait l'objet d'une reconnaissance commerciale par M. Delcommune, à bord du steamer « Roi des Belges », et d'une inspection administrative de M. le Gouverneur Général Janssen, à bord de la « Ville de Bruxelles ».

La mission dont le regretté Delporte avait été chargé par le Gouvernement belge devait fixer scientifiquement la position des établissements situés sur le fleuve et ses affluents, en même temps que l'Institut cartographique militaire à Bruxelles achevait un croquis à grande échelle du réseau navigable, dressé d'après les observations du service naval de l'Etat. Il est vivement à souhaiter que la tâche entreprise par cette mission scientifique ne reste pas inachevée. Dans le même ordre d'idées, signalons le

travail qui se poursuit actuellement sous la direction de M. Jungers, et qui a pour but de relever entièrement la carte de tout le Bas-Congo, entre Banana et Matadi.

Actuellement, d'autres explorations achèvent la reconnaissance des provinces situées vers les confins du territoire. M. Vankerckhoven étend l'action de l'Etat dans les districts au nord de l'Arouwimi ; M. Dhanis visite le pays du Mouata-Yamvo ; M. Paul Lemarinel et, pour la compagnie du Katauga, M. Delcommune, bientôt rejoint par M. Bia, parcourent l'Ourougha et le Katauga.

Tel est le bilan succinct des explorations. Parallèlement l'Etat procédait à l'occupation graduelle et à la conquête pacifique de ses provinces et étendait de plus en plus son influence civilisatrice.

Au début, les quelques points occupés par les agents de l'Etat ne pouvaient guère faire sentir leur action immédiate sur les tribus des alentours ; isolés et éloignés les uns des autres, sans communication suivie, ils ne constituaient encore que des sortes d'avant-postes, dont la seule tâche était de se maintenir. Lorsque l'existence politique de l'Etat eut été assurée, l'attention des chefs de station put se concentrer sur les relations à établir avec les chefs natifs ; ceux-ci furent amenés peu à peu, dans un rayon de plus en plus étendu autour des stations, à reconnaître en fait l'autorité des agents de l'Etat et à entrer en rapports suivis avec eux. Il s'est agi en suite de consolider les résultats acquis dans cette voie, et c'est alors que le territoire a été divisé administrativement en douze districts, à la tête desquels furent placés des commissaires de district. Ces districts sont ceux de Banana, Boma, Matadi, des Cataractes, du Stanley-Pool, du Kassai, de l'Equateur, de l'Oubanghi et Ouellé, de l'Arouwimi et Ouellé, des Stanley-Falls, du Loualaba et du Kuango oriental. Le personnel administratif proprement dit afférent au Gouvernement Général à Boma et à l'administration des districts comporte actuellement 69 fonctionnaires et employés. Les commissaires de district ont notamment pour tâche de donner, par une suite de reconnaissance et de tournées d'inspection, une extension de plus en plus grande à l'action et à l'influence de l'Etat. Le résultat a été de faire régner la tranquillité publique et la sécurité dans les parties du territoire où se trouvent des factoreries et des missions. Dans ces derniers temps, il n'y a eu de situation réellement troublée que dans la région de Tchoumbiri, à Bolobo ; des mesures de répression ont dû être prises à l'égard de la population de certains villages, dont les menées hostiles étaient un perpétuel danger. En présence d'une malveillance persistante, datant de loin, et d'actes agressifs qui sont allés jusqu'à l'assassinat du capitaine d'un steamer de la compagnie belge du Haut-Congo, il y a plus d'un an, il a fallu faire un exemple ; la sécurité des blancs exige que des attentats de ce genre soient énergiquement réprimés. La paix est rétablie aujourd'hui dans ces régions et les populations sont ralliées. Sur un autre point — à Lukungu, — une vive effervescence, qui a coûté la vie à un agent de l'Etat, s'est tout récemment manifestée par suite de certains abus sur lesquels une enquête est ouverte. Ce sont là, du reste, les seuls troubles qui se sont produits dans la partie des territoires de l'Etat effectivement soumise à son autorité. Il va de soi d'ailleurs qu'étant donnée la vaste étendue des régions sur lesquelles l'Etat a la tâche de faire régner la paix, nous aurons plus d'une fois encore à recourir à des mesures de rigueur.

§ II.

En même temps qu'il prend possession de ses territoires, l'Etat poursuit sans relâche son organisation.

Au lendemain du vote par lequel les Chambres belges autorisèrent Votre Majesté à assumer la souveraineté du nouvel Etat fondé en Afrique, le Roi constitua à Bruxelles le Gouvernement central de l'Etat, Gouvernement composé de trois départements ayant respectivement dans leurs attributions : les Affaires étrangères et la Justice, les Finances, l'Intérieur chargé aussi de la police du territoire et du service des transports. L'administration générale en Afrique a reçu successivement son organisation actuelle. Elle comprend un Gouverneur Général, représentant du Gouvernement, et un Vice-Gouverneur Général, des Inspecteurs d'Etat, qui les secondent dans leur tâche administrative, et trois directeurs de service.

Le Gouvernement ainsi constitué a porté son attention immédiate sur l'organisation des services publics. Il s'est préoccupé tout d'abord de créer *l'administration de la Justice*, et de substituer le règne de la loi à l'anarchie qui avait longtemps assuré l'impunité à toutes sortes d'abus. Des tribunaux répressifs à deux degrés fonctionnent régulièrement et exercent leur action pénale dans toute l'étendue du Bas-Congo, où l'autorité de l'Etat est consolidée. Au premier degré, le tribunal de première instance, créé dès le commencement de 1886, siège, selon les nécessités, dans les principales localités du Bas-Congo : à Banana, Ponta, da Lenha, Boma, Matadi. A côté de ce tribunal, des juges territoriaux ont été établis notamment à N'Zobé, à Lukungu et à Léopoldville, à procédure plus sommaire. Au delà du district de Stanley-Pool fonctionne la justice militaire. Il y a des conseils de guerre à Equateur-Ville, à Nouvelle Anvers (Bangala), à Basoko (Arouwim), aux Stanley-Falls, au Lomami, à Lou-sambo, à Loulouabourg, au Kuango oriental, à l'Ouellé et au Katanga. — Au deuxième degré, le tribunal d'appel de Boma connaît de l'appel formé contre les jugements rendus en première instance.

En matière civile et commerciale, le tribunal de première instance du Bas-Congo et le tribunal d'appel ont plénitude de juridiction, et leur compétence s'étend à tout le territoire de l'Etat. De plus, un Conseil supérieur, installé à Bruxelles et composé de jurisconsultes belges et étrangers (1), exerce les attributions de cour de cassation, et peut connaître du second appel des contestations dont l'intérêt dépasse 25,000 francs.

Aux côtés des juridictions répressives créées en Afrique, agit un parquet chargé de mettre l'action publique en mouvement. A sa tête est un Procureur d'Etat résidant à Boma ; il a des substituts à Banana et à Matadi et des substituts suppléants. Ils ont pour tâche de surveiller leur ressort, de se mettre en communication constante avec les populations indigènes, de manière à atteindre et à poursuivre toutes infractions. Enfin, et pour multiplier la surveillance, la qualité d'officier de police judiciaire a été

(1) Composition du Conseil supérieur :

Président : M. Guillery ;

Vice-Présidents : MM. Rolin-Jacquemyns et Devolder ;

Conseillers : MM. Barclay, Begerem, Brifaut, Callier, De Jaer, de Martens, Descamps, Galopin, Graux, Meeus, Melot, Nyssens, Rivier, Saintelette, Vauthier ;

Secrétaire : M. le Baron Béthune ;

Auditeurs : MM. Auspach, Baeyens, Borel, Coosemanns, De Becker, De Lantsheere, Demeure, De Moor, Dugniolle, Errera, Frédéricx, Hymans, Otto, Rolin.

conférée à un grand nombre d'agents que leurs fonctions mettent en contact suivi avec les indigènes.

Le personnel de l'administration judiciaire du Bas-Congo est recruté parmi les docteurs en droit : le Directeur de la Justice, les Juges d'appel et de première instance, le Procureur d'Etat et les substituts sortent des universités belges. La situation, sous ce rapport, n'est pas aussi avancée dans le Haut-Congo ; des améliorations s'imposent, et il conviendrait d'y placer également des hommes de loi aux centres principaux. Votre Majesté est déjà entrée dans cette voie en approuvant la création d'un personnel judiciaire spécial, initié aux choses du droit, qui, ayant son quartier général à Léopoldville, aura pour tâche de veiller à l'ordre dans le haut fleuve, d'y donner plus de mouvement à l'action de la justice et d'atteindre plus sûrement les délits.

La législation qu'appliquent les tribunaux se complète au fur et à mesure que la nécessité s'en fait sentir. Un code pénal a été promulgué en 1886 ; il a été complété en 1888, et depuis lors y sont ajoutées les dispositions nouvelles dont l'expérience démontre l'utilité. Un décret spécial a prévu les crimes et délits militaires.

Certaines parties de la législation civile et commerciale ont été décrétées ; elles se sont inspirées des lois belges, adaptées à l'organisation spéciale de l'Etat. Dans les matières non encore réglées, les juges se guident d'après les principes généraux du droit belge et les coutumes locales, pour autant que ces coutumes ne soient pas en contradiction avec les principes supérieurs d'ordre et de civilisation. Ce travail législatif se continue. Le Conseil supérieur qui, en même temps qu'une cour judiciaire, est un corps consultatif, est appelé à l'étude et à l'élaboration des différents codes de l'Etat. Entre autres décrets pris sur son avis, il est à citer celui qui règle la condition juridique des étrangers au Congo et qui s'est heureusement inspiré des principes les plus libéraux du droit international privé contemporain.

Les rapports du Directeur de la Justice et du Procureur d'Etat montrent, qu'en fait, la justice, telle qu'elle est organisée, fonctionne régulièrement. Ce n'a pas été sans résistance, et des exemples ont été nécessaires. Les indigènes ne se sont faits qu'insensiblement à l'idée d'une autorité supérieure. Quelques étrangers — il faut bien le dire — voyaient aussi avec regret l'Etat se substituer à eux pour châtier les délinquants, tout en imposant à eux-mêmes le joug de la loi qui leur était jadis inconnu.

« Quelques condamnations — dit le Procureur d'Etat — qui atteignent certains particuliers pour séquestration de noirs et sévices, firent connaître la justice d'une façon effective dans le Bas-Congo. Elles amenèrent les particuliers à recourir aux voies légales pour obtenir la répression des délits commis par les noirs ; la *chicotte* fut enlevée de l'endroit apparent qu'elle occupait dans beaucoup de factoreries, et une sévère application de la loi pénale aux délinquants noirs déferés aux tribunaux par les négociants lésés, contribua à démontrer à ceux-ci l'utilité d'une justice régulière. Le parquet s'est mis en contact suivi avec les chefs indigènes ; des voyages périodiques ont été entrepris au nord et au nord-est de Boma pour nouer des relations avec les chefs indigènes, assurer le respect des personnes et des biens, garantir la liberté des routes des caravanes de commerce. Actuellement, les factoreries s'adressent au parquet chaque fois qu'un vol est commis à leur

» préjudice ou qu'une de leurs caravanes est molestée ; plus d'une fois, le
 » chef du parquet a eu la satisfaction de recevoir l'expression de la recon-
 » naissance des maisons de commerce pour les mesures de répression
 » prises à ces occasions. » Il a été poursuivi devant le tribunal du Bas-
 Congo 62 affaires pénales en 1886, 77 en 1887, 80 en 1888, 100 en 1889 et
 121 en 1890. Nous y relevons les condamnations les plus nombreuses pour
 vols et pour coups et blessures, d'autres pour assassinats, abus de con-
 fiance, recels, rébellions, escroqueries, injures, détention arbitraire, etc.
 La presque totalité de ces condamnations sont prononcées à charge d'indi-
 gènes. On constate, par la progression constante du nombre des délits
 poursuivis chaque année, l'extension effective de l'action judiciaire de
 l'Etat.

Le parquet exerce aussi dans un autre ordre d'idées son influence sur
 les populations natives. Jusqu'à présent, on n'a pas cru devoir faire inter-
 venir la loi pour régler judiciairement entre parties indigènes leurs diffé-
 rends relatifs à leurs intérêts privés ; ils continuent, en principe, à être
 jugés par les chefs locaux et conformément à la coutume locale. Toutefois,
 pour amener insensiblement les indigènes à soumettre leurs contestations
 à l'autorité régulière, il est prescrit aux officiers du ministère public
 d'intervenir dans le règlement des contestations privées, et l'usage s'intro-
 duit peu à peu parmi les indigènes de recourir à ces bons offices. — « Les
 » indigènes prennent aussi l'habitude de recourir de plus en plus au par-
 » quet dans leurs différends ayant un caractère judiciaire ; les palabres
 » nombreuses qu'ils soumettent spontanément à son arbitrage en sont la
 » meilleure preuve.

» En y recourant, les indigènes sont guidés par la conviction d'obtenir
 » une décision plus impartiale que celle qu'ils demanderaient au féticheur
 » ou à l'arbitre indigène. Le recours à ce dernier, dont la rapacité est
 » proverbiale, est au surplus très dispendieux ; l'action combinée du
 » parquet et de la force publique, celle-ci assurant l'exécution des sen-
 » tences arbitrales intervenues, présente, sans frais, plus de garantie aux
 » yeux des natifs. »

En terminant cet exposé de l'administration judiciaire, nous dirons un
 mot du régime pénitentiaire. Des prisons ont été érigées à Boma, Banana
 et Matadi. Celle de Boma, dont la population est la plus élevée, est cons-
 truite en fer et sort des ateliers d'Aiseau. Dans le Moyen-Congo existent
 des maisons de dépôt. La surveillance des établissements pénitentiaires
 rentre dans les attributions de la Direction de la Justice. Les instructions
 du Gouvernement prescrivent la plus grande humanité dans le traitement
 des prisonniers. Les écarts et les abus sont réprimés. La condition des
 prisonniers est réglementée : les condamnés sont employés à des travaux
 d'intérêt public ; ils combent les marais, transportent les charges, travail-
 lent la terre, entretiennent les routes. Leur nourriture, la même que
 celle des soldats, se compose de riz ou de manioc, et de viande ou de
 poisson. Ils sont quotidiennement astreints à des soins d'hygiène corpo-
 relle. La population de la prison de Boma a été en moyenne de 50 dans le
 cours de l'année 1890.

L'état civil fonctionne depuis 1886. Il existe quatre bureaux : à Banana,
 Boma, Matadi et Léopoldville. Ils ont à dresser les actes de naissance, de
 décès et de reconnaissance qui intéressent la population étrangère. Toute-
 fois, ils ont aussi la faculté de dresser les actes de l'état civil des indigènes,

lorsque ceux-ci, parvenus à un certain degré de civilisation, apprécient l'utilité de faire constater leur état. Les mariages sont célébrés par les fonctionnaires désignés par le Gouverneur Général et à la condition d'être autorisés par ce dernier. La réorganisation de l'état civil figure parmi les travaux dont est saisi le Conseil supérieur : certains bureaux, comme celui de Léopoldville, ont en effet un ressort trop étendu pour que les actes soient rapidement dressés. Dans la pratique on a obvié à cet inconvénient en conférant exceptionnellement à certains chefs d'expédition opérant dans les districts éloignés, le pouvoir de dresser des actes d'état civil. L'intérêt des familles commande toutefois que l'on multiplie les officiers de l'état civil.

Des recensements de la population étrangère sont faits périodiquement. Le dernier a renseigné à la date du 31 décembre 1890, 744 étrangers, dont 338 Belges ; à la fin de 1885, il se trouvait au Congo 254 étrangers, dont 46 Belges seulement. La statistique de l'état civil accuse en 1890, 35 décès, 15 mariages et 3 naissances d'Européens. La mortalité des Européens a été de 4,80 0/0 en 1890. Elle était, en 1886, de 7,03 0/0 ; on peut croire que la décroissance ira en s'accroissant en raison directe des progrès de l'hygiène et de l'expérience.

Des formalités fort simples ont été réglées pour conférer l'authenticité aux actes auxquels les parties veulent donner un caractère probant. Des fonctionnaires ayant qualité à cet effet résident à Banana, Boma et Léopoldville. Il ne semble pas pour le moment qu'une plus large extension doive être donnée à ce service public.

Le *régime foncier* a été établi sur des bases légales par plusieurs décrets et ordonnances dont le premier est daté du 22 août 1885. Avant la constitution de l'Etat, les Européens établis dans le Bas-Congo occupaient le sol dans des conditions précaires en vertu d'arrangements faits avec les chefs indigènes ; ces arrangements devenaient généralement caducs dès que l'occupation par les blancs cessait d'être effective. On peut donc dire que la propriété foncière n'existait pas.

Une des premières mesures prises par l'Etat a été de placer les terres occupées et exploitées par les Européens sous un régime donnant toutes les garanties légales qui existent dans les pays civilisés.

Les terres qui étaient occupées d'une manière permanente par les non-indigènes, ont été officiellement enregistrées ; en même temps le cadastre a été établi dans le but de prévenir des doutes et des contestations sur la situation et les limites de chaque propriété privée.

Les intéressés ont obtenu des certificats d'enregistrement indiquant toutes les conditions juridiques de l'immeuble et donnant en outre le plan cadastral de la propriété.

Notre système foncier, calqué sur l'acte Torrens en vigueur dans les colonies australiennes, est aussi simple que peu coûteux pour les intéressés.

En réduisant les formalités à leur minimum, tout en offrant aux propriétaires une sécurité aussi grande que possible, il réalise un des desiderata de la science économique moderne : rendre la circulation des immeubles assez facile pour que la propriété foncière arrive le plus tôt possible aux mains de ceux qui sauront le mieux en tirer parti.

Dans notre organisation, on peut dire que le certificat d'enregistrement est aussi transmissible qu'un titre au porteur.

Au fur et à mesure que des terres nouvelles sont acquises par des Européens, le cadastre se complète et les droits réels sont constatés par l'enregistrement officiel. En cas de vente ou de transfert, les mutations sont effectuées par la délivrance de nouveaux certificats au nom des nouveaux acquéreurs. Moyennant cette formalité qui donne lieu au paiement d'une taxe fixe de 25 francs, quelle que soit l'étendue de la terre, les droits des propriétaires sont absolument garantis.

Des dispositions fort larges règlent l'acquisition des terres par les Européens. Ainsi, dans le Haut-Congo, les non-indigènes peuvent, sans autorisation, prendre une superficie de terrains non exploités n'excédant pas 10 hectares (dont la propriété ultérieure leur est assurée par l'Etat), à la seule condition d'avertir l'administration et de s'entendre avec les natifs pour l'occupation paisible du sol.

Ces dispositions ont facilité dans une large mesure la fondation d'établissements commerciaux et religieux dans l'Etat. C'est ainsi qu'il n'y avait, en 1885, au delà de Matadi, que cinq établissements privés appartenant tous à des missions. Aujourd'hui il existe dans cette région quarante-cinq établissements européens, sans compter les stations de l'Etat.

Le Gouvernement a pris des dispositions spéciales en vue d'éviter que les indigènes soient spoliés et dépossédés de leurs droits par la fraude ou la violence. Les terres occupées par les noirs demeurent soumises aux coutumes locales ; l'Etat laisse sous ce régime des étendues assez considérables pour que les natifs puissent non seulement continuer, mais développer largement leurs cultures en tenant compte de l'accroissement de la population.

Le *service postal* fonctionne depuis 1885. Déférant à un vœu de la Conférence de Berlin, l'Etat est entré dans l'Union postale universelle. Il a été représenté au Congrès de Vienne. Le résultat de son adhésion à la convention postale a été d'assurer plus de garanties au transport des objets postaux et d'abaisser le tarif des correspondances. La transmission des correspondances s'opère aujourd'hui dans des conditions de sécurité et de rapidité qui sont satisfaisantes puisque, depuis six ans, il ne s'est perdu partiellement qu'un courrier par accident dans les eaux du M'Pozo. Des services spéciaux sont organisés entre Matadi et Léopoldville. Les envois postaux circulent à bord des bateaux de l'Etat sur les voies navigables. Pour le service international, les bureaux de Banana et Boma ont été érigés en offices d'échange. Le mouvement avec l'étranger progresse régulièrement : les envois reçus ou expédiés se montraient en 1886 à 33,140 ; en 1887 à 50,814 ; en 1888 à 51,264 ; en 1889 à 53,428 et en 1890 à 74,988. A part onze réclamations, dont la plupart ont été reconnues non fondées, le service postal n'a donné lieu à aucune plainte depuis sa création jusqu'à ce jour. La loi pénale garantit l'inviolabilité du secret des lettres ; ce secret, pas une fois, n'a été violé.

Un *service de colis postaux* fonctionne depuis 1887 entre le Congo et la Belgique, ce dernier pays servant d'intermédiaire aux autres pays européens. Le nombre des envois de cette nature a quintuplé depuis la création du service.

Malgré ces heureux résultats, nous ne sommes pas sans inquiétude sur l'avenir de ces services internationaux. Le Congo, en effet, n'étant pas relié à la Belgique par une ligne de navigation régulière, dépend pour la transmission de ses correspondances des malles postales étrangères. La

seule régulière jusqu'à présent était la malle mensuelle portugaise. Malheureusement il vient d'être décidé que cette malle n'aurait plus à s'arrêter réglementairement à Banana. Notre administration postale aura donc à transborder ses dépêches dans les ports des colonies voisines. Leur acheminement à destination définitive ne se fera plus que dans des conditions fort précaires. Déjà, en effet, le courrier ordinaire attendu mensuellement par la ligne ne nous est pas parvenu. Nous ne pouvons que faire des vœux sincères pour qu'une telle situation soit modifiée et pour qu'une ligne de navigation directe entre Anvers et Banana permette à l'Etat de se soustraire à cet égard aux incertitudes actuelles.

Il est d'une importance capitale d'assurer le *service des porteurs* dans la région des Cataractes. C'est par cette unique route des caravanes qui longe le fleuve de Matadi à Léopoldville que doit être transportée cette quantité considérable de charges servant au ravitaillement non seulement des stations de l'Etat, mais aussi des factoreries de commerce et des missions religieuses. La difficulté est grande de trouver des bras en nombre suffisant pour transporter ces énormes amas de marchandises de tout genre. Malgré les encombrements, les résultats sont relativement assez satisfaisants. Là où, en 1883, on ne transportait que 1.200 charges par an, l'Etat seul en fait transporter aujourd'hui 25,000 ; si l'on y ajoute les porteurs à la solde des particuliers, on n'exagère pas en portant au chiffre de 70 à 80,000 par an le nombre de charges. La route des caravanes a été améliorée, des ponts et des bacs facilitent le passage des rivières, des cases et abris sont élevés de relai en relai pour les voyageurs, et des hangars pour les porteurs. Des postes de police y garantissent la sécurité.

Malgré tous les efforts, l'Etat, les particuliers et le commerce sont loin d'avoir à leur disposition le nombre de porteurs qui leur est nécessaire, tant le courant s'est accru entre la côte et l'intérieur. Des milliers de charges à l'Etat et au commerce restent accumulées à Matadi. Il est à craindre que ces difficultés ne disparaîtront qu'avec la mise en exploitation de la voie ferrée, pour l'activité de laquelle elles sont incontestablement de bon augure.

Depuis la création de l'Etat, le Gouvernement n'a cessé de se préoccuper de la *force publique*. La nécessité d'une armée bien disciplinée n'est pas discutable, si l'on veut que l'ordre soit maintenu dans d'aussi vastes territoires. C'est là, en effet, la raison et le but de notre armée ; elle est avant tout au Congo une force de police intérieure. Son rôle est d'assurer la tranquillité et la sécurité là où se trouvent des ressortissants étrangers, de prévenir ou d'enrayer les luttes intestines entre indigènes, de garantir la liberté des voies de communication et d'exécuter les décisions de la justice, de concourir à la répression de la traite et de rendre effectives les occupations de certaines parties du territoire encore en dehors de l'action immédiate de l'Etat. Le nombre de nos soldats a dû fatalement s'accroître en même temps que l'Etat prenait davantage pied dans l'intérieur. La force publique a été augmentée progressivement ; elle atteignait, au 1^{er} janvier 1891, 3,127 hommes. On est loin de la centaine de Zanzibarites que Stanley eut sous ses ordres de 1879 jusqu'en 1883 ; mais si le maintien de cette force, relativement considérable, pèse sur le budget, nous avons lieu de croire qu'elle a atteint son chiffre maximum et que les dégrèvements seront obtenus en modifiant, comme nous l'exposons plus loin, le système de recrutement.

A la tête de l'armée se trouve le « Commandant de la force publique » ; elle est constituée en compagnies sous les ordres de 11 capitaines avec 10 lieutenants, 39 sous-lieutenants, 60 sergents, soit un total de 121 gradés. La plupart des officiers sont belges.

Les troupes sont réparties dans les douze districts ; tout en y exerçant la police autour des stations et le long des grandes voies fluviales, elles donnent aux commissaires de district l'appui nécessaire pour développer l'exploration des régions situées à l'écart, faire connaître aux populations éloignées le drapeau de l'Etat et consolider notre influence politique. Les effectifs les plus considérables sont cantonnés dans les districts de l'Oubanghi et Ouellé, de l'Arouwimi et Ouellé, du Loualaba et Katanga, en vue de constituer, comme nous le verrons, une forte ligne de postes défensifs contre les chasseurs d'hommes.

Votre Majesté le sait, c'est uniquement à l'élément étranger qu'au début fut demandé le contingent de la force publique ; maintenant encore les hommes sont, pour la plupart, recrutés au dehors. Ce système entraîne de lourdes charges pour le Trésor et fait obstacle à ce que les troupes, sans cesse remaniées, reçoivent une éducation militaire complète. Le Gouvernement, depuis 1886, cherche à réagir et à créer une armée formée d'éléments du pays. Les premiers essais ont fait d'excellents soldats parmi les Bangalas et ont autorisé l'espoir que l'Etat pourrait avec le temps recruter ses troupes sur ses propres territoires, s'affranchir de la dépendance de l'étranger et diminuer ses charges militaires. Il y voit au surplus un moyen d'action sur les indigènes qui, enrégimentés, se forment à une école sévère de discipline et qui, rendus à leurs foyers, deviennent dans une certaine mesure les propagateurs de notre civilisation.

Jusqu'à présent les enrôlements nationaux ont fourni un millier d'hommes. En vue de régulariser ces recrutements, un projet de décret a été élaboré, et il est soumis au Conseil supérieur. Ses dispositions ont en vue de rendre les abus impossibles et de faire de l'armée une véritable école.

Des camps d'instruction sont installés à Léopoldville et à l'Equateur, où les natifs incorporés se préparent au métier des armes, en même temps qu'ils y reçoivent une instruction élémentaire.

L'incorporation d'indigènes permet d'atteindre un autre résultat philanthropique : c'est l'occasion de consacrer en fait la liberté qu'en principe nos lois reconnaissent à tout homme, notamment en assurant une protection spéciale aux natifs qui servent l'Etat.

Le nouveau système de recrutements nationaux, en même temps qu'il contribuera à la régénération morale des indigènes, permettra, si nos prévisions se réalisent, de réduire aux trois quarts, dès 1892, les engagements à l'étranger, et de diminuer les charges du budget.

La plupart des postes militaires sont commandés par des Européens ; toutefois un certain nombre de postes, placés sous le commandement de sergents noirs, ont été établis autour des stations. Ils ont le plus souvent été installés à la demande des chefs indigènes eux-mêmes, qui y trouvent un appui et une protection. En échange des avantages que leur assure la présence de cette milice permanente, ils s'engagent à nourrir les hommes cantonnés chez eux et subviennent à leur subsistance. Les postes restent

placés sous la surveillance active des chefs de station dont ils relèvent, et qui ont pour instruction de prévenir et de réprimer les exactions.

Nous nous arrêtons un instant à la situation matérielle faite à nos soldats. Les instructions données exigent qu'ils soient traités avec humanité, et nous avons confiance qu'en fait ces instructions sont observées. La nourriture qui leur est donnée répond aux exigences du climat. Le Gouvernement n'hésiterait pas à punir avec rigueur tout mauvais traitement qui leur serait infligé. Les règlements disciplinaires qui ont été édictés ne diffèrent guère de ceux en usage dans toutes les colonies d'Afrique : ils autorisent l'incarcération et les peines corporelles. Il est prescrit de ne recourir à ces dernières qu'avec modération, et l'application n'en est autorisée qu'en présence d'un blanc et, si possible, d'un médecin, afin de prévenir tout excès. Sous ce rapport encore, tout agent qui transgresserait les vues du Gouvernement serait inexorablement cassé.

Le Gouvernement a également porté son attention sur l'armement : notamment il se trouve des canons à Léopoldville, Boma, Nouvelle-Anvers et aux camps de Basoko et du Sankourou. La batterie de Boma reçoit en ce moment un sérieux développement.

La *marine* de l'Etat comprend aujourd'hui sur le haut-fleuve trois grands steamers de transport, pouvant contenir chacun 1,500 charges ; six bateaux d'un type plus restreint, cinq canots à vapeur et sept allèges. Deux autres bateaux à vapeur, destinés également au Haut-Congo, sont en construction. Entre Manyanga et Issanghila naviguent trois allèges. Enfin, les établissements du Bas-Congo sont reliés par deux steamers, quatre chaloupes à vapeur, un schooner et une dizaine d'allèges et de canots. Tous les bâtiments récemment construits sont dus à l'industrie belge. Les grands vapeurs sont utilisés à effectuer le ravitaillement. Les bateaux de moindre tonnage sont attachés aux stations importantes du Haut-Congo, — Léopoldville, Equateur, Nouvelle-Anvers, Camp de l'Arouwimi, Camp du Sankourou, de manière à ce qu'une chaîne de postes de police, disposant de moyens de locomotion rapides, couvre tout le haut-fleuve. Un atelier de réparations se trouve à Léopoldville ; un autre a été outillé sur le Haut-Oubanghi pour pourvoir aux besoins des bateaux naviguant dans ces parages. Rappelons que lorsque, le 24 août 1883, Stanley quittait Léopoldville pour explorer le Haut-Congo, il n'avait à sa disposition que trois petits vapeurs de minime importance.

Le matériel de navigation a été doublé pendant les deux dernières années. Son acquisition a imposé, en 1889 et 1890, à l'Etat de lourds sacrifices ; mais l'organisation actuelle nous donne la conviction qu'elle répond à toutes les nécessités présentes de la police et du ravitaillement. Les dépenses extraordinaires imposées de ce chef au budget des deux années précédentes n'auront pas à se produire dans la même proportion.

Le Gouvernement ne pouvait rester indifférent aux *conditions sanitaires* dans lesquelles se trouvent ses agents, et les Européens établis au Congo ainsi que les populations noires placées sous sa protection. En 1885, il n'y avait que deux médecins au service de l'Etat. — Il s'en trouve actuellement huit résidant à Banana, Boma, Léopoldville, Nouvelle-Anvers, à Basoko, à Lousambo et deux au camp de l'Ouellé. — Le soins médicaux sont donnés gratuitement aux blancs et aux noirs en service dans la station, et aux indigènes des environs. Il est fait le possible pour généraliser

l'usage du vaccin : c'est ainsi qu'aux alentours de Léopoldville, tous les indigènes sont vaccinés. Les médecins de l'Etat sont autorisés à traiter les particuliers. Des pharmacies sont installées dans toutes les stations ; elles s'approvisionnent à un dépôt central à Boma. En 1890 il a été dépensé pour fr. 24,262 50 de médicaments. Une somme de 40,000 francs est en outre consacrée annuellement pour mettre à la disposition des convalescents des réconfortants spéciaux. Dans le même ordre d'idées, il est à signaler que la Croix Rouge africaine se propose d'ériger, dans le courant de cette année, un sanitarium composé de bâtiments isolés, où les malades européens seront soignés et logés. Des sœurs hospitalières desserviront cet établissement ; il y en aura huit prêtes à partir cette année. — A ce projet s'en rattache un autre qui est inspiré par la même pensée philanthropique : celui de fonder une maison de convalescence à Moanda, sur le littoral, au nord de Banana.

Au point de vue plus général de la salubrité du pays, les mesures de précaution nécessaires ont été prises pour empêcher l'introduction ou la propagation des maladies contagieuses épidémiques, pour isoler les individus contaminés et désinfecter les embarcations.

Les conditions d'existence pour les Européens dans les stations se sont améliorées par suite des progrès réalisés dans la construction des habitations. Celles-ci sont mieux bâties, mieux appropriées aux exigences du climat et plus nombreuses ; ce progrès est dû en partie à cette circonstance, qu'au lieu d'importer, comme on le faisait jadis, tous les bâtiments d'Europe, on réussit actuellement à les construire au moyen de moellons ou de briques fabriquées sur place.

La chaux et le ciment continuent à être importés de Belgique ; mais on confectionne des briques à Boma, Léopoldville, aux Bangalas, à Basoko, aux Stanley-Falls, à Luluabourg, à Djabbir, etc. Les bois du pays sont aussi travaillés sur les lieux pour les charpentes, la menuiserie et le mobilier.

Nous avons déjà constaté l'importance du *personnel* dans les services administratifs et militaires. Cette progression s'est fait sentir indistinctement dans toutes les branches des services (1). Nous plaçons sous les yeux du Roi un tableau indiquant la situation actuelle du personnel.

Ce personnel, au dévouement duquel nous avons à rendre hommage, devient chaque jour plus expérimenté. Il acquiert progressivement la connaissance du pays, de ses ressources et de ses habitants. Un grand nombre d'agents connaissent les dialectes indigènes et ont pu ainsi entrer en relations directes avec les noirs, étudier leurs mœurs et leurs coutumes, et par là même se rendre compte des mesures de transition à employer pour introduire les idées de civilisation et mettre à profit les aptitudes du nègre. Nous rendons avec d'autant plus de satisfaction justice au zèle et au dévouement des agents de l'Etat, que la grande majorité en est belge. Si des fautes ont été commises, elles ont été exceptionnelles, et le retour, espérons-nous, en sera évité, grâce entre autres à la décision de Votre Majesté de compléter le cadre des fonctionnaires supérieurs par l'adjonction d'un Inspecteur qui portera ses investigations sur le haut fleuve et les stations y établies, et assurera l'exécution fidèle et entière des instructions du Gouvernement.

(1) Nous omettons les tableaux du personnel qui occupent quatre pages du rapport.

§ III.

La rapidité avec laquelle l'œuvre belge du Congo s'est développée a dépassé toutes les espérances, mais elle a pour conséquence inévitable d'imposer à l'Etat naissant des dépenses très fortes.

Celles-ci ont, dès l'origine, été notablement supérieures aux recettes fournies par le commerce sous forme de contributions diverses, et l'on comprend que dans une colonie nouvelle, les ressources provenant de l'impôt sont forcément limitées par la nécessité de ne point entraver, dès leur début, par des charges trop lourdes, les établissements agricoles et commerciaux. Ainsi que nous avons déjà eu l'honneur de le dire à Votre Majesté dans notre rapport du 14 juillet de l'année dernière, nous n'avons demandé aux entreprises diverses établies sur notre territoire qu'une contribution d'un quart dans le montant total de notre budget des dépenses. L'Etat n'est donc pas en mesure de faire face à ses besoins au moyen de ses recettes ordinaires.

Dans ces circonstances, le Gouvernement belge intervint, en 1890, pour fournir à la nouvelle colonie une partie des ressources extraordinaires destinées à couvrir les dépenses nécessaires; l'Etat Indépendant du Congo conclut le 3 juillet 1890, avec l'Etat belge une convention d'après laquelle ce dernier s'engage à avancer à titre de prêt à l'Etat Indépendant une somme de 25 millions dont 5 millions à verser aussitôt après l'approbation de la Législature, et 2 millions à payer annuellement, pendant dix ans, à partir de ce premier versement. Rappelons encore que cette avance a été consentie à la condition que six mois après l'expiration du terme de dix ans, l'Etat belge pourra, s'il le juge bon, s'annexer l'Etat Indépendant du Congo avec tous les biens, droits et avantages attachés à sa souveraineté.

L'aide pécuniaire qui nous a été prêtée ainsi nous a été d'un grand secours, mais elle n'a pas été suffisante pour combler le déficit de notre budget. Nous avons dû largement recourir à la munificence royale.

Le compte du budget de 1890 n'est pas encore définitivement arrêté; on peut prévoir cependant que le total des dépenses ordinaires pour l'année dernière sera à peu près de 4,118,000 francs; ce chiffre sera porté à plus de 4,500,000 francs cette année.

L'économie la plus stricte a présidé à l'organisation de l'administration, et, d'un autre côté, l'Etat ne néglige et ne peut négliger de tirer parti d'aucun élément de ses ressources. Si les dépenses ont atteint depuis 1890 un chiffre relativement considérable, elles sont principalement dues aux efforts que nous avons faits en vue de réprimer la traite et de compléter les occupations du territoire de l'Etat, occupations qui ne pourraient sans danger être indéfiniment ajournées.

Nos recettes prévues cette année n'étant que de fr. 1,180,470 57, chiffre qui sera loin d'être atteint, à cause, entre autres, de la non-perception des droits d'entrée sur les alcools et sur d'autres marchandises, une somme de plus de 3 millions est nécessaire pour établir la balance entre les recettes et les dépenses. Cette somme sera en partie fournie par l'avance annuelle du Trésor belge, par un reliquat de fr. 374,461 30, provenant de l'avance faite en 1890, et par un subside d'un million que Votre Majesté met encore généreusement à la disposition de l'Etat Indépendant.

§ IV

Les statistiques publiées régulièrement dans le *Bulletin officiel* indiquent que la valeur de l'exportation des produits provenant des territoires de l'Etat, a été, en 1887, de 1,980,441 francs. L'année suivante elle était de 2,609,300 francs ; elle s'est élevée en 1889 à 4,297,543 francs et a atteint l'année dernière le chiffre de 8,242,199 francs. En quatre ans elle a donc plus que quadruplé.

Les produits originaires du Haut-Congo comptent actuellement pour la moitié environ dans ces totaux, alors qu'ils ne représentaient que le cinquième en 1888. Cette progression est significative quand on considère au prix de quelles difficultés le transport des marchandises s'effectue encore aujourd'hui sur la route des caravanes, longue de plus de 400 kilomètres. Lorsque la facilité des communications permettra de les amener plus aisément à la côte, nous constaterons nécessairement une progression bien autrement rapide.

Les chiffres mentionnés plus haut ne s'appliquent pas au commerce général. Banana est l'entrepôt des marchandises provenant du littoral, et la valeur de ce commerce de transit seul a atteint l'année dernière la somme de 6 millions de francs.

Quant à la valeur des importations spéciales elle a été l'année dernière d'environ 12,720,000 francs. Ce chiffre n'est qu'approximatif ; une statistique exacte des importations n'a pu être établie jusqu'ici, l'administration n'ayant pas cru pouvoir rendre dès maintenant la déclaration de la quantité et de la valeur des marchandises obligatoire.

Nous croyons devoir signaler à Votre Majesté que l'année courante ne sera pas favorable au progrès économique de l'Etat. Depuis un an des tâtonnements ont été rendus inévitables en matière fiscale par suite des réclamations variées du commerce ainsi que de circonstances d'ordre extérieur fort indépendantes de la volonté de l'Etat. Nous ferons remarquer en outre qu'il est humainement impossible d'asseoir, dès le début, d'une manière sûre et invariable, le système financier d'une aussi vaste colonie. Cette instabilité, qui a engendré momentanément une espèce de malaise commercial, disparaîtra avec les causes qui l'ont fait naître, et nous avons le ferme espoir que la situation s'améliorera dès que les questions pendantes auront été définitivement réglées.

L'Etat s'est préoccupé d'introduire l'usage de la monnaie ; il a adopté un système monétaire basé sur l'unité du franc, et les monnaies qu'il a fait frapper commencent à être connues et employées. En 1886 encore la monnaie était à peine employée, même par les Européens établis au Congo ; les agents de l'Etat ne recevaient en Afrique aucune portion de leur traitement, qui était liquidé à leur retour en Europe seulement. Aujourd'hui, la moitié de ces traitements leur est remise en Afrique, et le salaire des soldats et travailleurs engagés à la côte leur est compté en numéraire.

Les comptables de l'Etat reçoivent le produit des impôts en monnaie, et payent également en espèces les mandats émis sur leur caisse par l'autorité supérieure.

La circulation monétaire devient de plus en plus active dans le Bas-Congo.

Dès le début de 1890, l'administration a pris soin d'envoyer une certaine quantité de monnaies jusque dans les stations les plus reculées, dans le

but d'en faire comprendre l'usage aux populations indigènes. Il est à prévoir que d'ici à peu de temps l'emploi de la monnaie se généralisera partout où pénètre le commerce européen et que les inconvénients inhérents au système de l'échange des produits sans intermédiaire monétaire prendront graduellement fin.

La navigation s'est développée. Votre Majesté sait qu'il y a cinq ans à peine, toute la navigation maritime de l'Etat se concentrait dans le port de Banana, et que Boma était regardé comme inaccessible aux bâtiments de mer de fort tonnage. Des sondages effectués par les soins de l'autorité, des essais de navigation provoqués par elle ont dissipé cette erreur et montré que tout le Bas-Congo, navigable jusque Matadi, est un vaste port ouvert aux plus grands navires.

Diverses dispositions ont été prises pour favoriser la navigation. Des bouées et des balises marquent les passes navigables jusqu'à Boma ; le balisage du fleuve se continue jusqu'à Matadi, tête de ligne du chemin de fer. Un feu dioptrique éclaire les abords de Banana ; un service de pilotage fonctionne à la satisfaction générale et fournit aux bâtiments des guides sûrs pour tous les points du bas fleuve ; des commissaires maritimes sont chargés de veiller à la sécurité de la navigation et de lui accorder toute assistance.

Le service du pilotage comprend un pilote en chef et deux pilotes suppléants ayant tous le certificat de capitaine au long cours.

Ils ont conduit, en 1888, dans le port de Banana, 123 navires jaugeant 140,033 tonnes, et dans le port de Boma 22 bâtiments d'un tonnage total de 25,995. En 1890, il est entré à Banana 132 navires au long cours d'un tonnage de 172,920 tonnes, et à Boma 52 bâtiments de mer jaugeant 69,096 tonnes. Des navires remontent jusqu'à Matadi. Ces améliorations ont pu être réalisées, tout en réduisant les charges qui frappaient la marine marchande avant la constitution de l'Etat.

C'est ainsi que chaque navire payait autrefois à des pilotes privés 350 francs plus des frais de port ; aujourd'hui les droits s'élèvent à un total de 150 francs seulement par navire de plus de 500 tonnes.

Nous terminerons l'exposé de la situation du commerce au Congo en indiquant les sociétés belges qui s'y sont établies depuis 1887 ; ce sont :

La Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie, au capital de 1,227,000 francs, a pour objet principal l'étude et la construction et l'exploitation de chemins de fer et autres voies de communications terrestres au Congo.

La Compagnie des Magasins Généraux, constituée au capital de 600,000 francs, a pour but l'établissement d'hôtels et de magasins généraux, et la construction et l'exploitation de tramways de toute nature.

La Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo, dont le capital social s'élève actuellement à 3 millions de francs, s'occupe de toutes opérations commerciales et industrielles, mais principalement de l'achat d'ivoire et de caoutchouc.

La Compagnie des produits du Congo, qui dispose d'un capital de 1,200,000 francs, a en vue l'exploitation d'entreprises agricoles et l'élevage du bétail.

La Compagnie du Katanga, constituée au capital de 3 millions de francs, a pour objet toutes opérations d'industrie, de travaux publics et particu-

liers, de commerce, d'agriculture, de mines et de finance dans la région du Haut-Congo en amont de Riba-Riba.

Et enfin la Compagnie du chemin de fer du Congo, au capital de 25 millions de francs, dans laquelle le Gouvernement belge est intéressé jusqu'à concurrence de 10 millions de francs.

Les travaux de ce chemin de fer qui, on le sait, doit réunir par une voie d'environ 400 kilomètres les parties navigables du Bas et du Haut-Congo sont en cours d'exécution depuis dix-huit mois. Un personnel qui se compose actuellement de 97 Européens et d'environ 2,000 travailleurs noirs, après avoir construit la gare de Matadi, des habitations et des magasins, ainsi que des installations maritimes, a commencé les terrassements et la pose de la voie.

La première locomotive a été mise à feu le 21 mars dernier.

Des chantiers en activité fonctionnent actuellement au confluent et le long de la rive gauche de la rivière M'Pozo; les culées du pont de 60 mètres destiné à franchir cette rivière attendent leur tablier métallique; une brigade d'études opère au delà du massif de Palabala, une autre a poussé ses reconnaissances et achevé ses travaux jusqu'au delà de la rivière Loufou.

§ V

Sous le rapport moral et religieux, des progrès sont aussi acquis. Un nombre de plus en plus considérable de missionnaires se consacrent à la régénération morale des noirs et ouvrent des écoles qui pourvoient au grand intérêt de leur instruction. L'Etat compte environ une trentaine de missions religieuses sur ses territoires qui sont ouverts à tous les cultes.

La situation de l'Etat, au point de vue de la religion catholique, a dû au début être réglée. Le Gouvernement s'attacha à la régulariser et obtint du Saint-Siège l'affranchissement de l'Etat de toute ingérence étrangère en cette matière. Le Bref pontifical du 11 mai 1888 a érigé le Vicariat apostolique du Congo belge; ce vicariat, confié à la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie de Scheut-lez-Bruxelles, comprend la totalité de nos territoires à part l'extrémité orientale de l'Etat. Indépendant qui est restée attribuée aux Pères d'Alger, sous le nom de Vicariat apostolique du Tanganyika occidental, et les régions du Lunda qu'il est question de confier à l'ordre des Jésuites. Par décret du 13 février 1891, la Sacrée Congrégation de la Propagande a nommé le premier Provicair apostolique.

Nous avons à rendre ici hommage aux efforts des missionnaires belges. Ils occupent actuellement plusieurs missions. La première, Berghe-Sainte-Marie, a été créée en 1888 au confluent du Kassaï et du Congo; une seconde a pris place à Nouvelle Anvers, dans la région des Bangalas; un troisième contingent de prêtres s'est dirigé vers Loulouabourg. D'autres missions catholiques sont en voie de formation: à Bolombo (Nouvelle-Gand) et au confluent du Kuango et du Kassaï (Nouvelle-Bruges). De généreux bienfaiteurs prennent à leur charge l'entretien de ces missions, et de nouveaux dévouement s'annoncent. Des édifices religieux s'élèvent dans le Bas-Congo. Boma est dotée d'une église, et des prêtres assurent aux fidèles les devoirs de leur ministère.

De nombreux établissements appartenant au culte protestant se sont également fondés. Les Anglais et les Américains sont à la tête de ce mouvement. A l'initiative de la mission anglaise *The English Baptist Mis-*

sionary Society, on doit des établissements à N'Gombe, Underhill-N'Tundua, Kinchassa, Lukolela, Bolobo, N'Gombe-Lutete, Lukungu, Bangalas et Upoto ; une autre mission anglaise *The Congo Bolobo Mission* est à Molongo. Des sectes américaines sont représentées par l'*American Baptist Missionary Union*, à Palabala, Lukungu, Léopoldville, Banza Manteka, Tschoumbiri, Mossemba, Irebo, Equateur ; par la *Bishops Taylor Mission* à N'Tombe, Vivi, Kimpoko, et par la *Missionary Evangelical Alliance*, à N'Gangelo. Des missionnaires suédois ont leur siège à Mukinbundu, etc. Ces missions protestantes travaillent avec zèle à l'évangélisation des indigènes ; la plupart ont ouvert des écoles, fréquentées par les enfants, et enseignent les métiers manuels. L'Etat leur accorde son appui et sa protection ; nous ne voulons pour preuve de ses sympathies actives que le fait que, plus nombreuses que partout ailleurs en Afrique, les missions se sont établies et maintenues sur les territoires de l'Etat.

Les entreprises particulières collaborent ainsi à l'œuvre qui résume toute la tâche du Congo : veiller, comme le dit l'Acte de Berlin, à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence. C'est le moment de dire comment l'Etat a réalisé cette noble prescription et de rappeler notamment les mesures prises par lui pour concourir à la suppression de l'esclavage et de la traite.

L'occasion a déjà été fournie, au mois d'octobre 1889, de soumettre au Roi un rapport qui indiquait les mesures législatives prises pour assurer en droit et en fait la liberté des noirs placés sous la protection de l'Etat. Il rappelait notamment les dispositions édictées par le Code pénal contre toute atteinte à la liberté individuelle, contre le trafic, le transport et la détention d'individus comme esclaves. Il exposait aussi que, en fait, la protection des noirs et le respect de leurs droits étaient assurés grâce à une loi spéciale du 8 novembre 1888, édictée en vue notamment de donner aux noirs des protecteurs attitrés, chargés de prendre, même d'office, la défense de leurs intérêts, d'empêcher les abus dans les engagements et de garantir la sincérité et la liberté des contrats.

Déjà alors nous avions la satisfaction de constater que, grâce à ces mesures tutélaires, l'esclavage avait disparu des localités du Bas-Congo. Il n'y est plus aujourd'hui un particulier qui pourrait impunément violer la liberté d'autrui. Quelques rares cas ont été déferés aux tribunaux ; ils sont isolés.

« Il reste », disait le rapport que nous rappelons, « à étendre de plus » en plus en fait l'application de ces dispositions humanitaires aux régions » qui se trouvent encore en dehors de l'influence directe et immédiate des » pouvoirs publics. » C'est la tâche qui se poursuit actuellement ; son accomplissement ne peut être l'œuvre d'un jour, mais il serait injuste de ne pas reconnaître les résultats acquis. Ils sont la conséquence nécessaire de la consolidation de l'autorité de l'Etat dans les territoires plus éloignés. Les rapports qui nous parviennent du Haut-Congo nous montrent que là où les agents de l'Etat exercent une action suffisante, la pratique de l'esclavage diminue.

L'Etat cherche à amener la suppression du commerce des esclaves non seulement par des poursuites directes, mais encore par des mesures qu'il considère comme éminemment préventives : nous voulons désigner celles

qu'il a prises pour enrayer le trafic des armes à feu et le commerce des spiritueux.

La Conférence de Bruxelles a mis en relief les conséquences funestes de ce commerce sur les populations natives. Elle a édicté à ce sujet des dispositions spéciales dont l'Etat du Congo avait déjà inscrit les principes dans sa législation.

Deux décrets des 11 octobre 1888 et 28 janvier 1889 ont interdit dans tout le territoire de l'Etat l'introduction et le trafic des armes perfectionnées et de leurs munitions, et défendu d'importer des armes à feu quelconques dans le Haut-Congo et ses affluents, en amont du confluent de l'Oubanghi, et dans le bassin du Kassaï. Les instructions données pour l'exécution de ce traité ne permettaient aucune tolérance ; aussi des saisies d'armes ont-elles été opérées à charge de maïsons de commerce.

D'autre part, l'Etat a cherché à réduire, autant que possible, les ravages dus à l'importation illimitée des boissons alcooliques, en prohibant absolument leur introduction et leur trafic dans les territoires de l'Etat situés au delà de la rivière Inkissi, et en taxant le débit dans les régions du Bas-Congo où les nécessités du commerce ne permettaient pas de le supprimer radicalement.

En établissant dès le mois de juillet 1890 les taxes de licence sur le débit des spiritueux, l'Etat répondait aux vœux philanthropiques formulés à la Conférence de Bruxelles en vue de restreindre la consommation des alcools parmi les populations indigènes. Nos voisins n'ayant pas cru utile de prendre les mêmes dispositions restrictives de la vente des boissons alcooliques, des factoreries se sont fermées chez nous et le négoce s'est porté vers les territoires limitrophes, à notre détriment. Nous aurons des mesures à proposer à Votre Majesté pour remédier à l'état actuel des choses, afin de concilier les intérêts du Trésor, de l'humanité et du commerce, qui sont en cette matière très divergents.

Ces inconvénients n'ont pas empêché l'Etat de poursuivre sa campagne. Il a pensé qu'il ne suffisait pas d'édicter des prescriptions contre les faits d'esclavage et d'enrayer théoriquement le trafic des armes et des spiritueux : pour que ces dispositions eussent un résultat pratique, il était indispensable que la surveillance fût incessante et le contrôle sérieux ; aussi a-t-il été pourvu à une série de mesures destinées à assurer en fait le respect des lois : telles que l'inspection des bâtiments et embarcations circulant sur le fleuve, et la surveillance des caravanes venant de l'intérieur ou s'y rendant. Le transport d'esclaves, le passage des armes vers les régions contaminées par la traite, l'introduction des spiritueux sont rendus ainsi difficiles, si pas impossibles.

L'effet de ces mesures antiesclavagistes n'est naturellement pas général ; dans le Haut-Congo, cette politique n'a pu donner des résultats appréciables que là où l'autorité de l'Etat est représentée par des agents suffisamment soutenus pour l'imposer. Ce n'est que dans les territoires acquis à l'influence des stations, le long des voies navigables où la police est faite couramment par les steamers que le commerce des esclaves et la traite commencent à être battus en brèche. Dans les régions de l'est et du nord-est de l'Etat, notamment, les chasseurs d'hommes ne rencontrent pas les mêmes obstacles et leurs méfaits ne peuvent pas être toujours châtiés.

Toutefois, là encore, l'Etat a organisé une chaîne de postes défensifs contre les envahissements des esclavagistes. Depuis le Sankourou jusqu'à

l'Ouellé, il a fondé des camps fortifiés que les chasseurs d'hommes ont en vain essayé de franchir. A Lousambo, sur le Sankuru, la garnison d'un de ces camps, d'une force de cinq cents hommes de l'armée régulière, assistée de colonnes d'indigènes qui étaient venues se réfugier sous sa protection, a remporté, sous le commandement d'officiers belges, de sérieux succès contre des bandes d'Arabes qui ont été repoussées vers l'est et dispersées. Au confluent de l'Arouwimi et du Congo, le camp établi à Basoko a tenu en respect d'autres bandes menaçantes qui n'ont pu la franchir. Les esclavagistes, voyant le passage fermé de ce côté, se sont alors portés vers le nord, vers l'Intimbiri et l'Ouellé, mais là ils se sont trouvés en présence de nos forces qui les ont refoulés.

Il est indispensable de renforcer cette ligne d'arrêt et d'en multiplier les postes. Les agents de l'Etat dans ces parages s'y emploient activement. De l'Intimbiri à l'Ouellé, on a fondé les postes d'Ibembo, Mogango, Acouet-tama, M'pozcko, Oungouetra, Djabbir-Bendja, Bassoah, Bakoundada, Bankongolia. Sur l'Oubanghi et le MBomou, la défense a été consolidée par la création des postes de Zongo, de Mokoanghay, Banzyville, Yakoma, Bangasso.

D'heureux succès ont été obtenus. Les populations natives, jusqu'alors terrorisées par les Arabes et vivant dans une crainte perpétuelle, viennent actuellement se grouper autour de ces postes, y fonder des villages à demeure permanente et apprennent de leurs nouveaux alliés à défendre leur vie et leur liberté. De nombreux indigènes, réduits en captivité par les Arabes, ont été rendus à leurs foyers. Les chefs de certains postes sur l'Intimbiri écrivent qu'on se fait difficilement une idée de l'empressement avec lequel les indigènes accourent auprès d'eux, s'y installent et forment des agglomérations résistant à l'ennemi commun. Là où, lors de la fondation d'un poste, existent dix cases à peine, on en compte plusieurs milliers au bout de peu de temps. C'est par centaines que chaque jour les indigènes viennent ainsi se masser sous la direction du blanc.

Citons, entre autres, ce passage d'un rapport du commandant du camp de l'Arouwimi, rendant compte d'un de ses voyages de surveillance : « Quelle fut ma surprise à Bankongolia (sur le Loulou, affluent de l'Arouwimi) ; là où il y a trois mois j'installai le poste, c'était la forêt ; « aujourd'hui j'assistais à un défilé interminable d'hommes armés de « lances : ils étaient plus de quinze cents. C'était le chef Ibongo et sa « tribu, originaires du nord de l'Intimbiri. Il y a deux ans, ils avaient été « emmenés par les Matambas-tambas (Arabes). Dans ces derniers temps, « ils étaient venus se réfugier auprès du poste, et ils me suppliaient de les « laisser retourner dans leur pays. Je fus heureux de pouvoir les délivrer « et le lendemain ils repassaient le Loulou. La libération de deux mille « malheureux, obtenue sans tirer un seul coup de fusil, est un fait trop « satisfaisant pour que je ne fasse pas part au Gouvernement de la joie que « je ressentis en assistant au départ de la caravane »

Le courrier qui vient de nous parvenir apporte des rapports concordants d'où il résulte que non seulement le mouvement en avant des Arabes a été enrayé, mais que ceux-ci commencent même à se replier et à abandonner des régions où ils s'étaient installés : ils ont notamment quitté les bords de l'Intimbiri et de l'Ouellé et ont repassé l'Arouwimi.

C'est ainsi que la lutte se continue contre l'esclavage, le plus souvent pacifique, parfois aussi plus énergique. A coup sûr, ce n'est pas du jour au

lendemain qu'une œuvre telle s'accomplit ; il faut attendre beaucoup de l'avenir et de la constance de l'effort ; nous n'avons pas à dissimuler non plus qu'une tâche aussi lourde exige des ressources abondantes et des moyens d'action concordants. Nous sommes heureux de payer ici un juste tribut d'éloges à l'aide de la Société antiesclavagiste de Belgique en vue de nous seconder. Un résultat est dès maintenant acquis : c'est que les chasseurs d'hommes ont été confinés dans une région circonscrite, et que l'invasion arabe, qui s'avancait conquérante, est arrêtée du nord au sud de nos territoires. Les camps, établis à grands frais par l'Etat, ont enrayé le courant, l'ont empêché de descendre le Congo, de franchir le Pool et de menacer jusqu'aux possessions limitrophes. L'Etat n'eût-il atteint que ce résultat, il eût bien mérité de la civilisation et de l'humanité.

Le jour où le péril esclavagiste sera conjuré, les populations déshéritées du fleuve supérieur seront appelées, elles aussi, à inaugurer une ère nouvelle de développement matériel et moral, à l'in-tar des tribus du Bas et du Moyen-Congo. Ici, en effet, le progrès est indéniable. Lentement mais sûrement, le noir se transforme ; son horizon intellectuel s'élargit, ses sentiments s'affinent. Mille faits, en apparence insignifiants, marquent l'étape franchie. Le noir a aujourd'hui sa place marquée là où, il y a dix ans, on n'eût pas songé à l'utiliser. On le voit, au gré de ses aptitudes, commis dans l'administration, facteur des postes, magasinier dans les factoreries, pilote ou matelot sur les bateaux du haut et du bas fleuve, ailleurs forgeron, mécanicien, riveur, scieur de long ou briquetier. Porteur dans la région des cataractes, terrassier sur la ligne du chemin de fer, il offre ses bras et son labeur lorsque la rémunération donne satisfaction aux besoins nouveaux qui lui sont nés. Commerçant avant tout, il devient de goûts plus délicats dans l'acceptation des marchandises d'échange : telles étoffes, tels tissus de couleurs éclatantes mais de qualités médiocres, autrefois recherchés, n'ont plus cours aujourd'hui et doivent être remplacés par des articles de meilleur choix. Il accepte la monnaie ; il connaît même le papier-monnaie, car nombre d'achats se règlent au moyen de bons ou de *mon-kandes* qui sont touchés ensuite chez le traitant européen. Il a la conscience de sa personnalité, réclame hautement le redressement des griefs dont il croit avoir à se plaindre. Devenu plus sociable, il reçoit sans défiance dans sa case l'étranger et le voyageur. Il commence à répudier d'anciennes coutumes primitives, telles que la *casque* ou l'épreuve du poison. Il envoie ses enfants aux écoles des missionnaires, et, pour le pousser dans cette voie, l'Etat a inauguré un système de colonies d'enfants dont la population se développe rapidement, notamment à Berghe-Sainte-Marie. Le fétichisme, enfin, commence à perdre des adhérents et le prosélytisme religieux s'exerce non sans succès.

La légende du nègre réfractaire à tout perfectionnement n'a plus que faire en présence de cette expérience. Nous pouvons considérer comme acquis que l'indigène bien conduit et bien dirigé est apte à s'assimiler la civilisation. Nous gardant de tout optimisme, nous ne nous dissimulons pas qu'il reste beaucoup à faire pour introduire, par étapes successives, cette civilisation jusqu'aux frontières de l'Etat. Mais les faits nous autorisent à croire à la possibilité d'un tel résultat qui est le but final de l'entreprise de Votre Majesté. L'Etat du Congo, depuis six ans qu'il est créé, n'a pas failli à sa tâche.

C'est au temps et à la persévérance qu'il incombe de couronner l'œuvre, et ce sera à la Belgique qu'il appartiendra de l'accomplir si elle le veut.

Nous sommes, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, les très dévoués et très obéissants serviteurs,

EDM. VAN EETVELDE,
CAM. JANSSEN.

Bruxelles, le 16 juillet 1891.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

AUTRICHE-HONGRIE

La Triple Alliance au Parlement hongrois.

Le chef du cabinet hongrois a répondu en ces termes, dans la séance de la Chambre du 22 juillet, à la demande d'explications de M. Ugron sur le renouvellement de la triple alliance :

M. le comte Y. Szapary, ministre président. — M. le député Ugron m'a adressé une interpellation au sujet de la triple alliance, ou plutôt au sujet de l'adhésion au renouvellement du traité avec l'Italie et l'Allemagne. Je prends la liberté de donner à cette interpellation la réponse suivante :

On connaît l'alliance défensive qui existe depuis 1879 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne et dont le traité a été simultanément publié, le 3 février 1888, dans les journaux officiels à Berlin, à Vienne et à Budapest ; on sait aussi que, plus tard, l'Italie s'est ralliée à cette alliance.

Je peux constater comme un fait qu'en ces derniers temps l'Italie a contribué à la prorogation de ce traité pour plusieurs années. Je crois que la prolongation de ce traité, défensif et reposant sur une base pacifique, doit rassurer tout le monde.

Les Gouvernements intéressés n'ont l'intention de faire aucune proposition pour l'immatriculation de ce traité ; du reste, cette immatriculation n'a pas eu lieu davantage dans d'autres cas. Le Gouvernement hongrois ne pourrait donc non plus rien proposer de semblable. Je vous prie de prendre acte de cette déclaration.

M. Ugron répond que si le nouveau traité est identique à l'ancien, il n'offre aucune garantie pour la sauvegarde des intérêts de la Hongrie en Orient. Si, au contraire, il a été modifié, les hommes d'Etat hongrois auraient dû y faire ressortir ces intérêts.

L'orateur déclare qu'il ne veut pas entrer dans des considérations de politique générale ; il tient cependant à dire que si l'Allemagne veut que l'alliance allemande devienne populaire en Hongrie, elle devrait veiller à ce que, chez elle, la Hongrie et les institutions hongroises fussent mieux respectées. Que l'Allemagne soit allemande chez elle, mais qu'elle nous permette d'être Hongrois chez nous. Elle devrait se contenter d'être notre alliée, mais ne jamais aspirer au rôle d'être la protectrice des allemands qui résident chez nous.

Autrement on pourrait bien suspecter ses intentions et croire qu'elle prépare l'annexion des pays danubiens à l'empire allemand.

L'orateur invoque ensuite l'article 12 de la Constitution de 1867 aux termes duquel le Gouvernement est tenu de présenter le traité au Parlement.

M. le comte Szapary. — Soyez convaincus que le Gouvernement hongrois aussi bien que le ministre des affaires étrangères se préoccupent, avant tout, de sauvegarder les intérêts du pays et l'alliance dont j'ai fait mention est une résultante de cette préoccupation.

Ni le Gouvernement ni personne dans ce Parlement ne conteste le droit qui a été conféré à la nation par l'article 12 de la Constitution de 1867.

Mais je crois que la Chambre conviendra de deux choses. Il y a d'abord une différence entre le traité d'alliance en question et un traité de commerce ou de droit international.

Il est incontestable ensuite qu'il y a des traités d'alliance dont la publication *in extenso* n'est guère désirable, ni au point de vue politique, ni au point de vue des intérêts de l'Etat.

C'est pour cette raison que je vous prie de prendre acte de mes déclarations.

Je dois encore répondre à une observation de M. le député Ugron. Le préopinant représente le Gouvernement allemand et les déclarations officielles de ce Gouvernement comme hostiles à la Hongrie.

Des faits, remontant à une époque plus ancienne, me permettent de constater que le Gouvernement allemand est plein de bienveillance envers l'Autriche-Hongrie et particulièrement envers la Hongrie. De même que je serais obligé de protester, si l'on voulait rendre le Gouvernement hongrois responsable du langage d'une partie de la presse : de même on ne saurait reprocher au Gouvernement allemand les rares attaques, à notre adresse, de quelques-uns de ses journaux.

Ces rapports amicaux se sont maintenus, depuis 1870, et je suis convaincu que cette entente s'affirmera encore, quand le nouveau traité de commerce, dont la conclusion se prépare, sera entré en vigueur.

BELGIQUE

Séance de la Chambre des Représentants du 18 juin. — M. Carlier signale une brochure qui parle du Congo en termes étranges (1), signalant de prétendues horreurs qui s'y passeraient, incriminant une foule d'hommes dont plusieurs ont versé leur sang sur la terre d'Afrique.

On a déjà fait justice de la personnalité de l'auteur de ce livre. Mais il

(1) Il s'agit d'une brochure du colonel Williams dont plusieurs journaux se sont occupés.

Le colonel Williams résume ainsi ses accusations contre l'Etat du Congo :

Les cinquante postes de soldats esclaves importés de la côte orientale commettent toute sorte de pilleries. Ces esclaves ont le droit de vie ou de mort sur les indigènes dont ils ne savent pas même la langue.

La justice est partielle et mal administrée. Les lois pour la protection des indigènes sont lettre morte.

Le gouvernement de l'Etat est excessivement cruel pour ses prisonniers qui sont condamnés aux fers pour la plus petite désobéissance. Souvent le carcan entre dans les chairs du cou du prisonnier et y cause des plaies autour desquelles circulent les mouches. Ces malheureux sont fréquemment battus avec une lanière de peau d'hippopotame appelée chicote, et le sang jaillit d'habitude à chaque coup. Mais ces cruautés infligées aux soldats et aux ouvriers ne sont rien auprès des souffrances des indigènes, qui, sous le moindre prétexte, sont jetés dans les immondes prisons du haut Fleuve.

Des femmes sont importées des possessions portugaises par le Gouvernement dans un but immoral. Ou bien on s'empare des femmes indigènes et on les condamne à sept ans de servitude pénale pour quelque crime imaginaire dont ce village serait responsable. L'Etat loue ensuite ces femmes au plus offrant. Les enfants qui naissent de ces femmes appartiennent à l'Etat.

Le Gouvernement défend aux indigènes de trafiquer avec d'autres qu'avec lui, sous peine de voir brûler leur village, et leur impose ses prix, sous peine de saisie de leurs marchandises.

L'Etat fait la traite des esclaves pour recruter ses soldats et ses travailleurs.

importe de protester hautement contre des critiques injustifiables, de relever l'insulte qui nous est faite.

L'orateur demande au Gouvernement des explications qui auront naturellement leur place dans la discussion du budget. (Très bien.)

M. Beernaert, ministre des finances. — M. Carlier a raison de parler ainsi, et je le félicite de son attitude patriotique.

Nous avons annexé, pour la première fois, un document important au projet du budget extraordinaire; ce document, qui donne des renseignements précis sur la situation du Congo, fait déjà justice des calomnies répandues contre l'œuvre de notre Souverain et réfute les accusations de spéculation portées contre lui.

L'achat de défenses d'éléphants est une nécessité: c'est une nécessité commerciale, mais les spéculations commerciales du Congo sont portées, pour le budget de 1890, à 119,000 francs. Et voilà pourquoi on a ameuté une partie de la presse étrangère, au sujet des spéculations congolaises!

On a parlé de notre corruption systématique au Congo! On accuse alors nos officiers, nos missionnaires: on doit prouver la complicité de tous nos compatriotes!

Ce sont là des accusations méprisables. Les administrateurs du Congo achèvent précisément un rapport au Roi Souverain, où ils font justice d'allégations indignes: ce rapport sera communiqué à la Chambre (1).

En attendant, il faut que nos compatriotes se consolent, eux qui combattent là-bas, sous le soleil de l'équateur, des accusations invraisemblables préparées par la presse avec une incroyable légèreté. (Très bien!)

M. Carlier estime que l'injustice et l'invraisemblance même de ces accusations auront servi la cause du Congo.

M. Nothomb se félicite de ces déclarations; il applaudit à l'interpellation de M. Carlier. L'œuvre du Congo n'a rien à craindre de la lumière la plus complète.

Le rapport annoncé nous éclairera davantage. On sait d'où partent certaines déclamations haineuses; mais elles n'empêcheront pas l'œuvre du Congo d'être l'honneur de notre époque.

Je dis donc à M. Carlier: merci de votre motion. Si vous ne l'aviez pas faite, j'en aurais pris l'initiative. (Très bien!)

L'incident est clos.

Les représentants signataires de toutes les puissances signataires de l'Acte général de Bruxelles, sauf ceux de la France et du Portugal, se sont réunis le 2 juillet. On a constaté le dépôt des ratifications de la Belgique, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, de l'Etat Indépendant du Congo, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Perse, de la Suède et de Zanzibar.

Les ratifications de l'Autriche et de la Turquie arriveront à Bruxelles dans peu de jours. Celles de la Russie sont signées par l'Empereur. On connaît les circonstances qui ont suspendu l'approbation du Sénat des Etats-Unis.

D'autre part, le vote de la Chambre française a mis le gouvernement de la République dans l'impossibilité de ratifier dans les limites du délai prescrit. Enfin, les Chambres portugaises n'ont pas encore émis de vote affirmatif.

Dans cette situation, l'assemblée a préparé les moyens de prolonger, avec l'assentiment de toutes les puissances intéressées, le délai primitivement fixé pour le dépôt général des ratifications.

(1) V. le Rapport plus haut, p.

CHILI

La République de Bolivie a reconnu la qualité de belligérants aux congressistes chiliens. Voici le texte du décret rendu à cet effet par le Président :

Aniceto Arce, président constitutionnel de la République de Bolivie,
Considérant :

Que, dans la guerre civile qui a lieu dans la République voisine du Chili, se trouvent organisés et constitués deux Gouvernements en possession des hauts pouvoirs publics ainsi que de la force armée de mer et de terre, percevant et dépensant les revenus de l'Etat ;

Que les relations du gouvernement de Bolivie avec la Junte du gouvernement établi à Iquique sont rigoureusement nécessaires ; car cette dernière occupe, gouverne et administre les territoires d'Antofagasta et d'Arica, et la Bolivie a le libre transit d'importation et d'exportation par le premier port et participation dans les recettes du second, conformément aux accords du pacte de trêve ;

Que la guerre civile au Chili étant un fait incontestable, la doctrine et la pratique des nations civilisées ont consacré le principe de droit, en vertu duquel agissent les Gouvernements pour reconnaître la belligérance des partis politiques qui ont soumis leur différend à la fortune des armes, le gouvernement de Bolivie devant, en outre, sauvegarder les intérêts fiscaux et commerciaux de la nation, sans que cela affecte ni n'altère la stricte observation de la neutralité ;

Entendu le Conseil des ministres, décrétons :

Le gouvernement de Bolivie reconnaît comme belligérant l'Excellentissime Junte de gouvernement, qui agit au nom et en représentation du pouvoir législatif du Chili, dans la guerre civile que celui-ci soutient avec le gouvernement de l'Excellentissime président de la République, qui agit au nom et en représentation du pouvoir exécutif.

M le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution et de l'accomplissement de ce décret.

Fait en la ville de la Paz le vingt-sept du mois de mai 1891.

Signé : Le président : Aniceto Arce ; les ministres : Telmo Icaza, Ienaro Sanjinés, Severo Fernandez Alouzo, Serapio Reyes Ortiz.

CHINE

Après des négociations engagées en juin 1891, sur l'ordre du Gouvernement français, par M. Ristelhueber, chargé d'affaires en Chine, avec le Tsong-li-Yamen, il a été convenu que les envoyés chinois accrédités à Paris présenteront désormais au chef de l'Etat, à l'expiration de leur mission, des lettres de rappel qui leur seront expédiées *ad hoc*.

Cette décision a été prise à la suite du départ de l'envoyé chinois Lieou-Jouei-Fen, qui a pris congé du Gouvernement français sans présenter ses lettres de rappel, tandis qu'il avait rempli cette formalité à la cour d'Angleterre, où il était également accrédité. Il y avait là une différence d'étiquette que le Gouvernement français ne pouvait tolérer ; il a obtenu satisfaction.

ÉTATS-UNIS

Le président Harrison a publié une proclamation annonçant que la convention relative aux pêcheries a été signée le 16 juin à Washington entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Par cette convention, les deux Gouvernements s'engagent à défendre la pêche des phoques dans la mer de Behring jusqu'en mai 1892, et à prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect de cette interdiction.

La convention autorise en outre les délégués anglais à aller dans le détroit de Behring pour étudier la question sur place et préparer le dossier de l'Angleterre, qui doit être soumis aux arbitres chargés de fixer les droits réciproques des Etats-Unis et de l'Angleterre dans la mer de Behring. Le président Harrisson engage tous les citoyens des Etats-Unis à respecter et à faire respecter la convention sous les peines de droit.

Deux vaisseaux de guerre seront envoyés prochainement de San Francisco à Alaska pour contribuer, avec trois palaches américaines actuellement dans la mer de Behring, à faire respecter la convention avec l'Angleterre.

Certains Gouvernements se sont demandé à propos de l'Exposition de Chicago si l'on appliquerait la loi qui interdit l'entrée des Etats-Unis aux ouvriers et travailleurs qui y viennent en vertu d'un contrat. M. Blaine, secrétaire d'Etat, a interrogé à ce sujet l'attorney général. M. Miller, pour avoir son avis. Il s'agissait des ouvriers experts venus du Nord pour aider les exposants étrangers à faire marcher les machines et généralement du personnel employé par lesdits exposants.

L'attorney général a répondu que, si tous ces ouvriers et ces employés venaient réellement et uniquement pour l'exposition, la loi ne leur était évidemment pas applicable. Il a ajouté qu'il était juste et raisonnable qu'il en fût ainsi, car le Congrès s'est inspiré d'un large esprit de concorde et d'harmonie en votant la célébration du 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique.

FRANCE

L'Acte de Bruxelles devant la Chambre des députés

L'Acte général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890, a été soumis par le Gouvernement à la Chambre des députés, le 2 mai 1891. Voici l'*Exposé des motifs* du projet de loi portant approbation de cet Acte :

Messieurs,

Le Gouvernement belge a pris, en 1889, l'initiative de la réunion d'une Conférence internationale ayant pour objet la recherche des moyens les plus propres à supprimer la traite des esclaves en Afrique. La France, qui, la première parmi les grands Etats maritimes, avait proclamé l'abolition de l'esclavage, ne pouvait que s'associer à une entreprise conforme à ses sentiments et à ses traditions. Le Gouvernement de la République a donc accepté l'invitation qui lui avait été adressée par le Gouvernement du roi Léopold. La Conférence, à laquelle ont pris part seize Puissances, s'est réunie à Bruxelles, et elle a consigné le résultat de ses délibérations dans un Acte général et une Déclaration dont les clauses, avant de devenir exécutoires, doivent être soumises à la ratification des Gouvernements intéressés.

Le programme proposé à l'Assemblée par la Belgique portait sur les points suivants :

Repression de la traite : 1^o Dans les lieux où elle prend naissance ; 2^o sur les voies terrestres suivies par les convois d'esclaves ; 3^o sur mer ; 4^o dans les pays où s'effectue l'importation des esclaves.

En adoptant ce programme, la Conférence bornait elle-même sa com-

pétence et elle écartait de ses délibérations toutes les questions de délimitation en Afrique.

Tenant à préciser ces intentions, elle a, dès le début de ses travaux, adopté à l'unanimité un protocole par lequel elle restreignait sa mission à la seule recherche des moyens destinés à combattre la traite et déclinait tout examen des prétentions que pouvaient élever les Puissances sur tel ou tel territoire du continent africain.

Les documents diplomatiques distribués au Parlement permettent d'apprécier les conditions dans lesquelles a été accomplie la tâche assignée à la Conférence et la part qu'y ont prise les plénipotentiaires français. Il suffira d'indiquer ici sommairement le sens des principales dispositions du traité, pour déterminer la valeur des décisions qu'elles consacrent et l'intérêt que présente l'accord qui vient d'être conclu.

Parmi les clauses les plus importantes du chapitre I^{er} de l'acte général figurent les articles relatifs au commerce des armes à feu.

La Conférence ne pouvait manquer d'être frappée de l'intérêt qu'il y avait à priver les chasseurs d'hommes du plus utile instrument du trafic des esclaves, et l'adoption des mesures restrictives de l'importation des armes lui est apparue comme l'un des moyens les plus efficaces de paralyser les opérations de traite.

Sur ce point, la France était disposée à admettre une solution radicale, c'est-à-dire l'interdiction de l'importation des armes perfectionnées, étendue à l'Afrique entière; mais, au cours des délibérations, elle a été amenée à se départir d'une attitude aussi absolue. Certaines Puissances, en effet, voyaient à l'adoption d'une règle uniforme de prohibition pour toute l'Afrique de sérieux inconvénients; il convenait, d'après elles, d'établir une distinction entre les pays atteints par la traite et ceux qui ne le sont pas: en généralisant l'interdiction, on apporterait un trouble profond aux habitudes séculaires du commerce, et cela sans une nécessité impérieuse: d'autre part, on compromettrait la sécurité des caravanes en leur refusant les armes nécessaires à leur défense.

Il était à craindre, si la France persistait à réclamer la prohibition générale, que l'accord ne pût se faire et que la solution de cette question fût indéfiniment ajournée. Le Gouvernement de la République s'est prêté à une transaction.

Il a été décidé que, dans une zone comprenant les pays où s'exerce la traite, l'importation, le commerce et l'usage des armes à feu et des munitions de guerre sont interdits en principe. Quant aux pays en contact avec cette zone, ils sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des armes à feu et des munitions en général, et particulièrement des armes perfectionnées et des cartouches y soient introduites. Ce système, bien qu'incomplet, réalise un progrès très appréciable.

Voulant donner une preuve de son désir d'enlever aux chasseurs d'esclaves les moyens de s'armer, la France a consenti à provoquer les mesures nécessaires pour interdire l'exportation des armes de Madagascar et de l'Archipel des Comores à destination des possessions anglaises et allemandes de la côte orientale d'Afrique: en échange de cette concession, elle a obtenu la suppression d'une clause qui exceptait de l'interdiction les fusils à percussion rayés et raccourcis.

Dans la question de la répression de la traite sur mer, qui fait l'objet du chapitre III, nous nous sommes trouvés tout d'abord en présence de propositions qui impliquaient la reconnaissance du droit pour les croiseurs de toute nationalité de visiter les bâtiments suspects de transporter des esclaves. Une pareille disposition eût été incompatible avec nos principes et nos traditions. Les représentants de la France ont été chargés de formuler des

contre-propositions ; et nous avons eu la satisfaction de voir les Puissances se rallier à un système qui, tout en offrant des garanties nouvelles au point de vue de la repression de la traite, excluait la faculté pour les navires de guerre étrangers d'exercer le droit de visite à bord des bâtiments naviguant sous les couleurs françaises et maintenait intact le respect de nos doctrines.

Les bâtiments portant notre pavillon ne pourront pas être visités ; mais dans une zone déterminée, s'ils sont d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux et lorsque les officiers commandant les navires de guerre de l'une des Puissances signataires auront lieu de croire que lesdits bâtiments se livrent à la traite ou sont coupables d'usurpation de pavillon, ils pourront être soumis à la vérification de leurs papiers de bord. Les conditions dans lesquelles s'effectuera cette vérification sont réglées par les articles XLII et suivants de l'Acte général. D'après ces articles, les bâtiments reconnus coupables ne seront justiciables que des autorités ou des tribunaux de la nation dont ils auront arboré les couleurs.

Si le bâtiment est illégalement arrêté, il y aura lieu, de plein droit, en sa faveur, à une indemnité de la part de l'Etat auquel appartient le capteur.

Le chapitre VI traite des mesures destinées à combattre parmi les populations indigènes l'abus des boissons alcooliques, qui entraîne les conséquences morales et matérielles les plus graves. Il a donné lieu à d'importantes discussions : la difficulté consistait à concilier les intérêts supérieurs de l'humanité avec les exigences légitimes du commerce. La France qui, dans presque toutes ses colonies, a établi sur l'alcool des droits très élevés, ne pouvait que se montrer favorable aux propositions les plus rigoureuses, c'est-à-dire à la prohibition absolue, dans certaines régions d'une zone déterminée, et à l'établissement, dans le reste de la zone, d'un droit de 50 fr. par hectolitre d'alcool à 50 degrés.

L'accord n'a pu s'établir sur ces bases. Plusieurs Puissances, préoccupées des inconvénients que présenterait un brusque changement de l'état de choses actuel au détriment du commerce et des intérêts qui s'y rattachent, tant pour les indigènes que pour les Européens, n'ont pas cru pouvoir adhérer à l'établissement d'un régime aussi sévère. On s'est arrêté à la fixation d'un droit de 15 fr. par hectolitre, susceptible à l'expiration d'un délai de trois années, d'être porté à 25 fr. pendant une nouvelle période de trois ans.

Les chapitres II (routes des caravanes et transports d'esclaves par terre), IV (pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique), V (institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte général) et VII (dispositions pénales) ne soulevaient, en ce qui nous concerne, aucune difficulté.

On sait que l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 avait stipulé la liberté du commerce dans le bassin conventionnel du Congo. Or, par l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890, les Puissances qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le bassin conventionnel, contractaient, en vue de mettre un terme à la traite, des obligations nouvelles : il a paru légitime de leur reconnaître le droit de créer pour y faire face de nouvelles ressources. A cet effet, une déclaration annexée à l'Acte général de Bruxelles a été signée par les représentants de toutes les Puissances ayant pris part à la Conférence de Berlin. Cette déclaration porte qu'il pourra être établi, sur les marchandises introduites dans le bassin conventionnel, des droits dont le tarif ne dépassera pas un taux équivalant à 10 0/0 *ad valorem*.

Aux termes de cette même déclaration, une négociation devait être ouverte, après la signature de l'Acte général, entre les Puissances intéressées, en vue

d'arrêter, dans la limite fixée de 10 0/0 de la valeur, les conditions du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel.

Conformément à cette disposition, d'une part, une Commission s'est réunie à Bruxelles au mois d'octobre 1890 et, d'autre part, une négociation directe de cabinet à cabinet a été ouverte entre la France, l'Etat du Congo et le Portugal, pour ce qui concerne le bassin occidental du Congo.

Nous avons préféré ce dernier mode de procéder, parce qu'il nous a paru conforme aux vœux de notre pays de réserver, dans une aussi large mesure que les circonstances le permettaient, notre liberté d'action en matière de taxation.

Si, comme on nous le demandait avec instance, nous avions consenti à soumettre le tarif de la côte ouest à la Commission, aucune modification n'aurait pu y être introduite plus tard, sans l'assentiment de la Commission qu'il aurait fallu réunir de nouveau. Nous avons estimé qu'il pouvait résulter de cette procédure des inconvénients de diverses sortes et nous les avons écartés en obtenant, après un échange de vues entre les Gouvernements en cause, l'adoption pure et simple de notre programme. La négociation, ouverte dans ces conditions, a abouti à l'élaboration d'un tarif de droits d'entrée suffisamment élevé pour répondre aux intentions qui avaient dicté la déclaration du 2 juillet et, cependant, assez libéral pour ne pas imposer des charges trop lourdes au commerce.

Etant donné qu'il s'agit de pays dont les ressources sont encore incomplètement connues, et que des tâtonnements seront vraisemblablement nécessaires afin d'arriver à la taxation la moins gênante pour le commerce et la plus fructueuse pour l'Etat, nous avons eu soin de nous assurer la faculté de procéder à bref délai à la revision des tarifs. Cette faculté est acquise aux trois Gouvernements au bout de deux ans et, après ce premier délai, d'année en d'année. Si, après la dénonciation de l'arrangement, une entente ne s'établit pas sur les clauses d'un tarif nouveau, chacune des parties recouvrera son entière liberté d'action. Un tarif de même genre, sur lequel les documents distribués aux Chambres contiennent des renseignements complets, a été élaboré par les représentants des Gouvernements intéressés et sera appliqué au bassin oriental du Congo.

Au cours de ces négociations, sur la demande de la France, le Gouvernement de l'Etat-Libre a consenti à de notables réductions sur les taxes d'exportation et les impôts directs et personnels établis dans ses possessions. Ces réductions, qui ne pourront qu'être accueillies avec satisfaction par le commerce, ont été consacrées par un décret du Roi Souverain, en date du 19 février dernier. Ce document clôt la série des pièces comprises dans le Livre jaune qui vient d'être distribué au Parlement.

Les décisions de la Conférence et l'accord consacré par le protocole du 2 février ne portent atteinte à aucun des intérêts essentiels que la France avait à sauvegarder. Elles ont été, au contraire, pour notre pays, une nouvelle et solennelle occasion de proclamer des principes qu'il a toujours tenu à honneur de défendre.

Aussi est-ce avec confiance que le Gouvernement soumet à l'approbation du Parlement le projet de loi dont la teneur suit et qui a pour objet d'autoriser M. le Président de la République à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, la Déclaration de Bruxelles en date du même jour et le Protocole de Paris du 9 février 1891.

(Nous avons publié, *Archives*, 1890, III, p. 206 et suiv., le texte de l'Acte public et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Nous reproduisons ci-après le texte du Protocole de Paris du 9 février 1891.)

Le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de

l'Etat indépendant du Congo et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, ayant ouvert entre eux la négociation prévue par la Déclaration du 2 juillet à l'effet d'établir un tarif de droits d'entrée dans le bassin occidental du Congo, se sont entendus sur les points suivants :

1° Tous les produits importés dans le bassin occidental du Congo seront taxés à 6 0/0 de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel qui acquitteront le taux de 10 0/0. Les alcools sont réservés ;

2° Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits et pourront ensuite être imposés à 3 0/0 ;

3° Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation. Ils pourront ensuite être imposés à 3 0/0 ;

4° Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte ; les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo sont exempts ;

5° Le présent tarif sera revisable d'année en année, sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes formulée six mois au moins avant l'expiration de chaque année. Il ne pourra toutefois être fait usage de cette dernière faculté, qu'après dix-huit mois d'application du tarif.

Au cas où une entente ne s'établirait pas sur les termes de la revision, les Puissances en cause recouvreraient leur liberté de tarification dans les limites prévues par la déclaration du 2 juillet dernier.

En foi de quoi, les soussignés :

M. Alexandre Ribot, député, Ministre des Affaires étrangères de la République française,

M. le baron Beyens, Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi souverain de l'Etat indépendant du Congo,

Et M. d'Antas, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

Dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent Acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le 9 février 1891.

— Rapport de M. Francis Charmes au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, de la Déclaration en date du même jour et du Protocole signé à Paris, le 9 février 1891.

Messieurs,

Vous avez été saisis, le 2 mai dernier, d'un projet de loi portant approbation de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, de la Déclaration en date du même jour et du Protocole signé à Paris, le 9 février 1891. La Commission chargée d'examiner ces divers documents diploma-

tiques, ainsi que certaines autres dispositions qui s'y rapportent, vous propose de les approuver sous le bénéfice des explications suivantes.

L'œuvre qui vous est soumise se divise en deux parties : l'une a pour objet la repression de la traite, tant sur terre que sur mer; l'autre, le remaniement du régime douanier établi dans le bassin conventionnel du Congo. Bien que cette seconde partie puisse être rattachée à la première, et qu'elle l'ait été, en effet, par ce motif qu'il a fallu créer des ressources afin de mettre certaines puissances en mesure de combattre la traite conformément au programme de la Conférence, votre Commission a été amenée à l'étudier séparément. Des objections se sont produites sur le nouveau régime douanier qu'il s'agissait d'appliquer au bassin conventionnel du Congo, et nous aurons à vous faire connaître dans quelles conditions elles ont été levées. Mais il nous a paru que, prise dans son ensemble, l'œuvre de la Conférence de Bruxelles de 1889-1890 était conforme aux principes posés à la Conférence de Berlin de 1884-1885, qu'elle en était le développement régulier et normal, et qu'à ce titre elle méritait d'obtenir votre adhésion.

Les art. 6 et 9 de l'Acte général de Berlin avaient déjà visé, pour les proscrire, l'esclavage et la traite. Il était difficile à l'Europe de s'occuper des affaires d'Afrique sans signaler le mal odieux qui déshonore le continent noir; aussi toutes les Puissances représentées à Berlin s'étaient-elles engagées « à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence, et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs; elles protégeront, disait l'art. 6, et favoriseront, sans distinction de nationalité, ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques et charitables, créées et organisées à ces fins, ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation ».

L'art. 9 est ainsi conçu : « Conformément aux principes du droit des gens tels qu'ils sont reconnus par les Puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite devant être également considérées comme interdites, les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo, déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché, ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces Puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent. »

C'est l'engagement qu'il s'agissait de tenir, et pour cela il fallait se mettre d'accord sur les mesures à appliquer : leur concert seul pouvait les rendre efficaces. Tôt ou tard, une initiative devait donc être prise à ce sujet. L'honneur en revient au Gouvernement belge qui, au mois de septembre 1889, a invité les Puissances à se réunir de nouveau à Bruxelles « pour établir les bases d'une commune entente ». Le Gouvernement de la République pouvait, moins que tout autre, décliner l'invitation. La France est la première nation qui ait proclamé l'abolition de l'esclavage, et depuis elle ne s'est laissée devancer par aucune autre, dans les efforts généreux que toutes ont faits à l'envi pour atteindre le but qu'elle avait fixé. Nous sommes donc allés à Bruxelles, non toutefois sans avoir pris nos précautions pour que la Conférence ne s'écartât pas de son objet, et qu'elle s'interdit en particulier tout règlement de questions territoriales. Nous sommes allés à Bruxelles uniquement pour rechercher avec toutes les Puissances les meilleurs moyens de combattre l'esclavage et la traite, et pour en combiner l'emploi dans une sorte de Code international.

Une analyse des travaux de la Conférence nous conduirait trop loin et serait d'ailleurs peu utile. Les Livres Jaunes qui vous ont été distribués, ainsi que l'exposé des motifs du projet de loi que le Gouvernement vous a

soumis le 2 mai dernier, constituent sur la matière un ensemble de documents tout à fait complet. Il suffira de dire que les représentants de la République ont pris sur plusieurs points l'initiative de propositions qui, si elles avaient été intégralement adoptées, auraient été les plus efficaces pour extirper l'esclavage et la traite et pour améliorer, suivant le vœu de l'Acte général de Berlin, les conditions d'existence des populations indigènes.

C'est ainsi qu'ils ont proposé d'interdire dans l'Afrique entière l'importation des armes perfectionnées. Tout le monde sait que l'emploi des armes à feu et que la terreur qu'il inspire est le principal moyen d'action des recruteurs et des marchands d'esclaves. Toutefois, la proposition française a été jugée trop générale. On a fait remarquer que la traite n'existait pas dans toute l'Afrique, qu'une interdiction absolue des armes de guerre porterait un trouble profond dans le commerce de plusieurs nations, qu'elle diminuerait la sécurité des caravanes, etc. Une solution intermédiaire a prévalu. La Conférence a décidé que l'importation des armes à feu et des munitions de guerre serait interdite dans une zone déterminée, et que certaines précautions seraient prises dans les territoires limitrophes. Nous aurions voulu davantage : il a fallu se contenter d'un mieux relatif, qui constitue un progrès incontestable sur l'état de choses actuel.

De même en ce qui concerne la vente des spiritueux. Si l'arme à feu est l'agent principal qui sert à imposer l'esclavage, l'usage des boissons fermentées y prédispose par la démoralisation et la dégradation qui en résultent parmi les noirs. L'Acte général de Berlin faisait certainement allusion aux dangers des spiritueux quand il engageait les Puissances signataires à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leur sort. Au surplus, la France n'avait qu'à rester fidèle à ses propres principes et à ses pratiques pour présenter à la Conférence des propositions vraiment tutélaires, car dans presque toutes nos colonies nous frappons l'alcool de droits très élevés. Nos représentants à la Conférence de Bruxelles auraient voulu faire accepter la prohibition absolue dans certaines régions, et, dans le reste de l'Afrique, l'établissement d'un droit de 50 fr. par hectolitre d'alcool à 50 degrés. Il n'y ont pas réussi. Certains intérêts commerciaux ont paru exiger plus de ménagements. Le droit par hectolitre a été fixé à 15 fr. pendant une période de trois années. A l'expiration de ce délai, il pourra être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de la même durée. Ici, encore, nous avons dû nous contenter d'un progrès, mais d'un progrès notable sur le passé ou sur le présent.

Nous renvoyons au texte de l'Acte général pour l'énumération des mesures prises en vue de réprimer la traite, soit dans les lieux d'origine, soit sur les voies terrestres suivies par les caravanes, soit dans les pays où s'effectue l'importation des esclaves. Toutes ces mesures méritent votre approbation. L'Acte général constitue l'effort le plus considérable qui ait été encore fait par les nations civilisées contre une des pires formes de la barbarie. Si, comme nous l'espérons, les prescriptions de cet Acte sont suivies effectivement et réalisées par les Puissances signataires, l'esclavage et la traite ne disparaîtront malheureusement pas en un jour, ni même en une année, mais les conditions matérielles où ils se produisent et se développent seront rendues de plus en plus difficiles, et la génération actuelle pourra sans doute en voir le terme.

Il nous reste à parler de la traite sur mer. Elle n'existe déjà plus sur la côte occidentale d'Afrique; c'est sur la côte orientale qu'il s'agit maintenant de l'attaquer et de la détruire.

Ici, une divergence inévitable devait se manifester; mais on y était préparé. Le sujet est loin d'être nouveau, et personne n'ignore les longues controverses qu'il a fait naître depuis le commencement du siècle. Toutes les

Puissances sont d'accord sur le but à poursuivre; elles ne l'ont pas toujours été sur les moyens de l'atteindre. Certaines d'entre elles, et à leur tête l'Angleterre, ont cru que le seul moyen efficace était le droit de visite réciproque exercée par les navires des unes sur les navires des autres, et ces Puissances ont fait des traités, ou pris des engagements conformes à ces vues. D'autres, et la France en particulier, n'ont pas admis le droit de visite, ou si elles l'ont fait dans de courtes périodes de leur histoire, c'est par surprise et pour peu de temps; elles n'ont pas tardé à protester contre les abus qui s'en sont suivis, et n'ont eu de cesse qu'après en avoir obtenu ou imposé l'abrogation. Nos traditions sur la matière sont trop solidement établies pour qu'on songe même à les ébranler. C'est évidemment pour la forme, et par égard pour leurs propres traditions, que les Plénipotentiaires anglais à la Conférence de Bruxelles ont émis la proposition générale d'appliquer le droit de visite à la traite sur mer; ils ne pouvaient avoir aucun doute sur l'accueil qu'elle recevrait.

Les Plénipotentiaires français ont répondu par une contre-proposition, où nos principes et notre système étaient nettement exposés.

Nous n'acceptons en aucun cas la visite de nos navires par les navires étrangers. L'intérêt de notre commerce, qui pourrait être troublé par des visites trop fréquentes, se confond sur ce point avec le souci supérieur de notre dignité. Lorsqu'un bâtiment petit ou grand, porte le pavillon tricolore, il ne peut être visité que par un navire français. Telles ont été nos doctrines constantes. Les autres Puissances ont dû les respecter, mais elles ne les avaient pas reconnues jusqu'à ce jour, et c'est ce qu'elles ont fait pour la première fois dans l'Acte général de Bruxelles. Il y a là pour notre diplomatie, un résultat acquis dont nous avons lieu d'être satisfaits.

Est-ce à dire que nous soyons moins soucieux que d'autres d'assurer une exacte et rigoureuse répression de la traite? Non, assurément; mais nous avons nos moyens particuliers, nos procédés, nos méthodes, et nous ne les croyons pas inférieurs à ceux qui reposent sur l'application du droit de visite. Est-il indispensable d'arrêter un bâtiment dans sa course en pleine mer et de le visiter jusqu'à fond de cale pour reconnaître s'il fait la traite? Oui, peut-être, s'il n'a pas été soumis au préalable, de la part des autorités compétentes, à des mesures propres à s'assurer de la nature de son chargement, de la composition de son équipage, enfin des conditions générales dans lesquelles il navigue; mais non, dans le cas contraire. Cette surveillance est-elle impossible à exercer dès le point de départ, aux diverses escales, au point d'arrivée? Le navire ne peut-il pas en fournir la preuve, et un tiers en constater la réalité, par un ensemble de papiers de bord prévus et combinés de manière à ne laisser aucun doute à l'esprit? Nous l'avons pensé, et c'est dans cet ordre d'idées que nous avons dès longtemps cherché à munir les bâtiments qui portent nos couleurs de garanties tangibles, apparentes et en quelque sorte extérieures, de la régularité des opérations auxquelles ils se livrent. Dès lors, la visite n'est plus nécessaire; la vérification des papiers y supplée. Il ne restait qu'à établir la nomenclature exacte de ceux qui seraient jugés indispensables pour créer la conviction.

On la trouvera à l'article 41 de l'Acte général, et elle paraîtra, nous l'espérons, suffisamment précise pour produire le résultat désiré, et cependant assez restreinte pour n'avoir pas les inconvénients qu'à d'autres époques on a signalés comme devant se produire à la suite de l'inspection de tous les papiers portés par un bâtiment de commerce. Les polémiques à ce sujet ont été presque aussi nombreuses et aussi passionnées que celles dont la visite même a été l'occasion. On y a vu une entrave pour notre commerce, une gêne, un danger, parce que toutes les opérations auxquelles se livre un bâtiment pourraient être relevées, divulguées, peut-être compromises avant d'avoir été achevées. Cette inquisition a paru inadmissible, et elle l'est si on la généralise. Il fallait distinguer entre les papiers de commerce dont le secret appartient au bâtiment et à ceux qui l'ont chargé, et les papiers de

tout autre caractère, qui n'ont pour objet que de constater sur la mer, considérée comme une grande voie internationale, la légitimité des opérations auxquelles se livre le bâtiment.

Les Puissances se sont engagées (art. 30) à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon. Elles ont défini (art. 31) les conditions auxquelles on reconnaît un bâtiment indigène. Elles ont énuméré (art. 32) celles qui leur permettront désormais d'autoriser ces bâtiments à arborer leur pavillon. Elles se sont réservé de renouveler cette autorisation tous les ans, ou de la retirer. Elles ont exigé (articles 33 et suivants) que chaque bâtiment portât un rôle d'équipage, qui devra remplir des prescriptions minutieuses au sujet de chacun des passagers, notamment des noirs. Elles ont imposé à ces bâtiments des obligations de contrôle au départ, à l'arrivée, aux points de relâche. Enfin si ces bâtiments sont rencontrés en mer par un navire de guerre, s'ils sont d'un tonnage inférieur à 500 tonnes, s'il y a lieu de croire qu'ils se livrent à la traite ou sont coupables d'une usurpation de pavillon, ils pourront être soumis, à quoi? à la vérification de leurs papiers de bord. Nous parlons, bien entendu, des navires portant le pavillon de Puissances qui n'ont pas réciproquement admis le droit de visite : les autres ne nous regardent pas. Et quels sont les papiers de bord à la vérification desquels on devra se restreindre? 1° Le titre autorisant le port du pavillon; 2° le rôle de l'équipage; 3° le manifeste des passagers noirs.

L'ensemble de ces procédés et de ces garanties constitue ce qu'on peut appeler le système français, opposé au système rudimentaire de la visite. Le système de visite vieillit et perd de son autorité. Les Puissances qui le conservent en admettent déjà un autre. Survivra-t-il longtemps à l'obligation imposée à tous d'avoir des papiers en règle? La constatation de l'état civil ne rendra-t-elle pas inutile l'enquête prolongée sur la personnalité? C'est ce que l'avenir montrera, mais dès maintenant nous prenons acte de l'acceptation de notre système dans les pratiques du droit des gens. On lui accorde même la préférence, car il résulte du rapport que l'éminent M. de Martens a été chargé par la Conférence de rédiger sur la matière, que l'on devra procéder d'abord à la vérification des papiers : on ne recourra ensuite à la visite, sous les pavillons qui l'acceptent, que dans le cas où la première opération aurait fait naître des soupçons fondés. C'est un cas qui, nous en sommes convaincus, deviendra de plus en plus rare, qui disparaîtra bientôt pour les autres et dans lequel nous ne saurions être compris.

On a contesté, en théorie, l'efficacité de nos méthodes; mais, en fait, elles ont fait leurs preuves.

Il y a peu de temps, l'Angleterre et l'Allemagne ont mis le blocus le long des côtes de Zanzibar. Ce blocus ayant été considéré par nous comme effectif, nous nous sommes soumis aux obligations qui en résultaient pour les neutres, à savoir la visite de nos navires pour la recherche de la contrebande de guerre. Rien de plus! La visite ne pouvait pas avoir un autre objet; nous ne l'aurions pas acceptée, si elle avait visé l'esclavage et la traite. Mais il avait fallu prévoir le cas où, dans la poursuite de la contrebande de guerre, on découvrirait subsidiairement des esclaves sous notre pavillon. Le navire coupable devait-il être laissé libre de continuer sa route? Nul ne soutiendra qu'il pouvait en être ainsi. Il avait donc été stipulé que le navire qui se trouverait dans cette situation serait mis à la disposition du croiseur français le plus rapproché. Plusieurs ont été arrêtés et visités; quelques-uns ont été l'objet d'erreurs qu'il a fallu réparer; pas un seul fait de traite n'a pu être nettement relevé à notre charge. L'épreuve a tourné tout à l'honneur de notre pavillon. La visite qui était exercée sur nos bâtiments, accidentellement et pour un autre objet, n'a eu comme résultat que de démontrer son inutilité en ce qui concerne la traite. Nous étions par conséquent dans une situation excellente, en nous présentant à la Conférence de Bruxelles, pour soutenir le mérite de nos doctrines et l'efficacité de nos procédés.

D'autre part, les Puissances étaient trop sincères dans leur désir de s'entendre pour provoquer, et surtout pour prolonger des contestations insolubles. Elles ont donc admis sur le pied d'égalité la valeur des divers systèmes employés, soit par nous, soit par d'autres, pour la répression de la traite. A chacun on appliquera ses principes. Que pouvions-nous demander de plus ? Fallait-il nous opposer, sur les navires qui portent nos couleurs, à la simple vérification des papiers dont nous venons de donner l'énumération limitative ? Le Gouvernement de la République ne l'a pas cru. L'usurpation de pavillon n'est pas un fait sans exemple dans les mers qui baignent les côtes orientales d'Afrique, et assurément un boutre arabe qui arborerait indûment le nôtre ne mériterait de notre part aucun intérêt. Nous avons donc accepté la vérification des papiers ; mais est-il besoin de faire remarquer à quel point nous sommes loin de la visite ? La visite consiste essentiellement, comme le mot l'indique, dans l'inspection détaillée de toutes les parties du bâtiment et dans l'appel de l'équipage. La vérification des papiers est tout autre chose. Si les papiers sont en règle, la garantie est jugée suffisante ; le navire ne peut pas être inquiété. S'il en est autrement, le navire devient à bon droit suspect ; il est arrêté. Où est-il conduit et de quelle autorité est-il justiciable ? Il est conduit devant les autorités ou les tribunaux les plus rapprochés de la nation dont il a emprunté ou usurpé les couleurs ; il est justiciable de ces autorités et de ces tribunaux. Enfin s'il a été arrêté indûment, il a droit à une indemnité. Et par qui le chiffre en sera-t-il fixé ? Par les autorités dont il relève. Il serait assurément difficile d'imaginer des précautions plus propres à assurer l'indépendance du pavillon.

Ajoutons que cette surveillance ne pourra s'exercer que dans une zone déterminée, et en dehors des eaux territoriales. Il n'est rien changé à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans ces eaux (art. 42, § 2), et la juridiction emporte le droit de surveillance qui continue d'appartenir exclusivement à la Puissance souveraine. En dehors des eaux territoriales, la surveillance devient internationale dans toute l'étendue de la zone suspecte.

Au sujet de cette zone et des limites qui lui ont été données, nous avons une réserve à faire, ou du moins un regret à exprimer.

Droit de visite ou vérification des papiers de bord, quel que soit le procédé employé suivant la nationalité des bâtiments, l'article 21 trace soigneusement les limites de la zone maritime où s'exercera la surveillance des nations qui ont signé l'Acte général. Cette zone restreint de beaucoup le champ immense auquel le droit de visite s'appliquait jusqu'ici entre les nations qui s'en étaient concédé l'exercice. Matériellement aussi bien que moralement, le droit de visite est en recul ; il perd aussi du terrain dans l'espace. Mais la zone surveillée est encore, à notre avis, trop large, et il nous est difficile de comprendre et d'approuver qu'on y ait fait entrer jusqu'à 20 milles en mer tout le rivage oriental de l'île de Madagascar.

Nous ne dirons rien du rivage occidental ; il fait face à la côte africaine. Que la traite soit pratiquée dans le canal de Mozambique, cela est possible : en tout cas, il y a lieu d'y veiller. Mais en est-il de même de la côte orientale de Madagascar ? Est-il permis de suspecter les relations qui existent au grand jour entre Madagascar et la Réunion, ou Maurice ? Si des abus venaient à se produire dans ces régions, la France n'y serait-elle pas en mesure d'y remédier ? Ces objections ont été présentées avec force à votre Commission, qui en a apprécié la valeur. Elle a vu avec beaucoup de peine que la côte orientale de Madagascar ait été comprise dans la zone soumise à la surveillance. Toutefois, elle n'a pas cru devoir insister pour un remaniement, sur ce point, de l'Acte général de Bruxelles. Ce remaniement n'aurait pas été une œuvre facile ; il aurait fallu, pour l'opérer, s'entendre avec les dix-sept Puissances qui faisaient partie de la Conférence, et peut-être même réunir de nouveau celle-ci. Un tel effort aurait été peu proportionné avec le but

qu'on se serait proposé, d'autant plus qu'il ne paraît pas impossible de l'atteindre par des moyens plus simples. Le Gouvernement de la République peut entretenir sur la côte orientale de Madagascar un nombre suffisant de croiseurs pour faire lui-même la police dans ces régions. Il pourra aussi faire entendre à d'autres Puissances qu'il y aurait des inconvénients à vouloir se substituer à lui, ou même concourir trop étroitement avec lui, pour un objet dont il doit revendiquer et assumer la charge. L'Acte général de Bruxelles ne vivra que s'il est appliqué par chaque gouvernement à l'égard des autres avec les ménagements conseillés par la politique. L'article 23 prévoyait le cas où des abus se produiraient dans la surveillance des navires inférieurs à 500 tonneaux : « Cette stipulation, dit-il, sera révisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité. » Ce sont là des garanties contre les excès qui pourraient provenir d'un zèle trop ardent. Pour ces motifs, votre Commission n'a pas cru nécessaire de vous proposer de surseoir au vote sur l'ensemble des dispositions qui vous sont présentées : elle s'est contentée de signaler à M. le Ministre des Affaires étrangères, qui en a pris acte et en tiendra compte, l'impression que lui avait fait éprouver l'incorporation de la côte orientale de Madagascar dans la zone surveillée.

Sous cette réserve, votre Commission, messieurs, a pleinement approuvé les dispositions de l'Acte général de Bruxelles, et elle regarde comme un honneur pour le Gouvernement de la République, d'y avoir activement et utilement collaboré. Il y a cent ans, la France révolutionnaire a lancé dans le monde, avec la Déclaration des droits de l'homme, le premier cri de réprobation contre l'esclavage. Nous mesurons aujourd'hui le chemin parcouru. Au déclin du siècle, la France républicaine ne pouvait pas refuser son concours, et elle ne refusera pas sa signature à l'Acte qui coordonne les mesures à prendre pour mener à bon terme la moderne Croisade de la civilisation contre la barbarie. Ces mesures, auxquelles chacun a pu déjà recourir pour sa part, deviendront plus efficaces dès que tous les appliqueront en commun ; l'union des efforts leur donnera une force nouvelle, si toutes les nations y voient, comme nous le faisons nous-mêmes, une grande obligation morale et un devoir supérieur à remplir.

Mais, messieurs, il y a autre chose encore dans les dispositions sur lesquelles vous avez à vous prononcer, et nous n'avons rempli que la partie la plus générale et la plus simple de la tâche que vous nous avez confiée. En même temps que l'Acte général de la Conférence, les Plénipotentiaires réunis à Bruxelles signaient une Déclaration qui a été présentée comme faisant corps avec l'Acte lui-même, et qui se proposait d'assurer à certaines Puissances les ressources dont elles avaient besoin pour faire face aux obligations qu'elles venaient de contracter. Il s'agit de l'Etat indépendant du Congo. Les représentants des Puissances ne l'ont pas dissimulé. Vous pouvez voir par la lecture des protocoles le soin attentif, et qui a même paru parfois un peu exclusif, avec lequel ils se sont préoccupés de donner à l'Etat indépendant, on disait d'abord les moyens de combattre l'esclavage, on a dit bientôt, et plus franchement, les moyens de vivre, de se développer et de prospérer. Tel était le but : on l'atteignait par la réforme du régime douanier établi en 1885 dans le bassin conventionnel du Congo.

Quelle devrait être, en pareille circonstance, la préoccupation particulière de notre Gouvernement ? D'abord, est-il besoin de le dire ? le souci des intérêts dont il a la charge, car nul Gouvernement n'a le droit de les oublier ; ensuite, et à un degré très élevé, la sympathie réelle et profonde que nous éprouvons envers l'Etat indépendant.

Cette sympathie, dont nous avons déjà donné plus d'une preuve, nous a été inspirée dès l'origine par ce qu'il y a eu de généreux et de personnellement désintéressé dans l'initiative qu'a prise le roi Léopold. Souverain en

Europe d'un Etat de second ordre, au moins par son étendue territoriale, le roi Léopold a cherché pour son pays, si intelligent, si riche et si industriel, de larges débouchés au dehors. Avant même que le mot de politique coloniale ait eu dans le monde, à travers des fortunes diverses, un si puissant retentissement, le roi Léopold a été un partisan convaincu, un apôtre agissant de l'idée féconde qui s'y rattache. Il a conçu la politique coloniale et il l'a embrassée sous toutes ses faces, comme une conquête de la civilisation, ce qui en fait la noblesse, et comme un emploi utile de l'activité européenne, ce qui en fait la valeur pratique, pourvu que cette activité ne s'arrête pas trop vite, et ne se laisse pas décourager par les premières fautes qui sont peut-être inévitables, et par les premières difficultés qui le sont certainement. Le roi Léopold est entré tout entier dans son entreprise, sans se ménager, nous dirons presque sans compter. Il en restera un grand honneur pour son nom, et votre Commission se fait un devoir d'exprimer sa respectueuse appréciation d'une œuvre qui témoigne d'une si remarquable hardiesse de conception et d'une infatigable constance, d'une louable ténacité dans l'exécution.

L'œuvre ne nous touche pas seulement par les qualités d'esprit et de caractère qu'elle a révélées, mais encore par ses résultats. Le bassin du Congo, c'est-à-dire le cœur de l'Afrique, est devenu le rendez-vous de plusieurs Puissances, qui se le sont inégalement partagé. Notre place y est la seconde au point de vue de l'espace qui nous a été dévolu, la première peut-être, si nous savons profiter enfin des facilités que nous donne l'accès à la mer sur un long développement de côtes, et par des rivières navigables jusqu'à leur embouchure. Nous avons pour voisin immédiat l'Etat indépendant du Congo, comme nous avons la Belgique en Europe, avec le même intérêt et le même désir d'entretenir avec lui les rapports les plus cordiaux. Nous désavouons toute pensée qui ne serait pas inspirée par les sentiments de bon voisinage.

D'où pourrait-elle naître? Quand même il n'y aurait pas en Afrique place pour plusieurs activités, même grandes, pour plusieurs ambitions, même démesurées, nous ne saurions oublier que nous avons éventuellement des droits sur l'Etat indépendant du Congo. Rien ne fait croire qu'ils doivent se réaliser dans un temps plus ou moins prochain, mais ils existent, et cela suffirait, au besoin, pour nous intéresser à une prospérité qui peut ne pas nous rester toujours étrangère. On n'a pas oublié, en effet, la lettre du 23 avril 1884, par laquelle M. Strauch, président de l'Association internationale du Congo, déclarait à M. Jules Ferry que l'Association « désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engageait à lui donner le droit de préférence, si, par des circonstances imprévues, l'Association était amenée un jour à réaliser ses possessions. » Ce droit de préférence n'a jamais depuis été contesté dans son principe. Il est vrai que le 22 avril 1887, M. Van Eetevelde, administrateur général des Affaires étrangères de l'Etat indépendant, a expliqué que l'Association « n'avait pas entendu et n'avait pas pu entendre que ce droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût être opposé à la Belgique dont le roi Léopold était souverain; mais, ajoutait-il, il va de soi que l'Etat du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle-même viendrait ultérieurement à les réaliser. Cette explication, concluait-il avec force, n'enlève et n'ajoute rien aux actes rappelés ci-dessus; loin de leur être contraire, elle ne fait qu'en constater le sens; je suis autorisé à ajouter que c'est celui qu'y a attaché l'Auguste Fondateur de l'Association internationale africaine en les autorisant. » Ainsi, pas d'équivoque possible. Si l'on peut contester le droit de préférence de la France à l'égard de la Belgique, on ne le peut pas à l'égard de toute autre Puissance. Il y a là certainement un motif de plus pour nous intéresser à l'Etat indépendant du Congo.

D'ailleurs, nous avons toujours vécu avec lui en parfaite intelligence, avant

et depuis le protocole du 29 avril 1887, qui a fixé au thalweg de l'Oubangui, jusqu'au quatrième degré de latitude Nord, nos frontières communes. Au nord du quatrième degré et de l'Oubangui, l'Etat indépendant s'est engagé à n'exercer aucune action politique. On se demande, en présence d'une situation respective aussi nettement précisée, d'où pourrait venir une difficulté entre les deux Etats.

C'est donc en toute sympathie que nos représentants à la Conférence de Bruxelles ont recherché, avec ceux des autres Puissances, les moyens d'accroître la prospérité matérielle de l'Etat indépendant. Loin de nous trouver en conflit, nous nous sommes rencontrés en communauté d'intérêts avec lui, lorsque le 10 mai 1890, M. le baron Lamhermont, Président de la Conférence, a donné lecture d'une proposition tendant à établir, dans le bassin conventionnel du Congo: des droits d'entrée dont le maximum ne pourrait pas dépasser 10 0/0. On connaît la situation économique du bassin conventionnel, depuis l'Acte général de Berlin de 1885. Le but qu'on s'est proposé à cette époque a été d'établir la liberté commerciale dans tout le bassin du Grand-Fluve et de ses affluents, et les principaux articles de l'Acte général ont eu pour objet d'assurer cette liberté. Rien de mieux, assurément! Toutefois, à côté de l'intérêt du commerce européen, si respectable qu'il soit, et même pour garantir cet intérêt, il fallait songer à celui de l'administration congolaise, soit dans la partie belge, soit dans la partie française ou portugaise. Une administration, un gouvernement, ne vont pas sans un budget: avec quelles ressources l'alimenter? L'œuvre de Berlin n'échappe pas, sur ce point, à la critique. L'Acte général se contente d'interdire les droits d'entrée, mais il ne dit rien des droits de sortie et des taxes inférieures, et, en les passant intentionnellement sous silence, il les autorise. Il a bien fallu en établir, en effet, et on les a élevés à un taux d'autant plus exorbitant qu'ils étaient seuls pour faire face à toutes les dépenses. Le résultat a été un système financier incontestablement défectueux, puisqu'en faisant porter toute la charge sur l'exportation, il rendait celle-ci plus difficile, tandis qu'il aurait été plus naturel et plus logique de répartir l'impôt, suivant une proportion à étudier, entre l'exportation et l'importation.

La proportion faite par M. le baron Lamhermont, le 10 mai 1890, n'avait donc en elle-même rien qui dût la faire condamner *a priori*; tout au plus pouvait-on dire que, dans les termes généraux où elle était posée, elle sortait du cadre primitif de la Conférence, qui comportait seulement la répression de l'esclavage et de la traite, et non pas un remaniement d'ensemble du système douanier du Congo.

Cette objection a été faite par les représentants de certaines Puissances. Les nôtres devaient-ils s'y associer?

Nous avions un double motif de ne pas le faire: l'un était que l'administration du Congo français souffrait du même inconvénient que celle du Congo belge; l'autre qu'à la Conférence de Berlin, en 1885, nous avions prévu cet inconvénient et fait des efforts pour obtenir l'établissement de droits d'entrée, comme une juste compensation et un moyen de modération des droits de sortie.

On lit, en effet, dans le rapport mis en tête du Livre Jaune relatif à la Conférence de Berlin, et qui est adressé au Ministre des Affaires de cette époque, par M. Engelhardt, ministre plénipotentiaire, délégué à Berlin pour la Conférence africaine: « Le projet de Déclaration présenté le jour même de l'ouverture de la Conférence distinguait entre les taxes prélevées à titre de contre-prestation pour services rendus au négoce et les droits d'entrée et de transit. Il autorisait les unes et proscrivait les autres. N'était-il pas plus pratique (le plénipotentiaire français partageait notamment cet avis) qu'à part la franchise du transit considérée en quelque sorte comme le droit commun, les marchandises fussent imposées à l'importation, sauf à disposer que le tarif y affecté n'aurait point un caractère fiscal? »

On le voit, c'était la thèse du baron de Courcel en 1885 qui reparaisait, en

1890, dans la bouche du baron Lambermont, avec les développements que les circonstances avaient dû amener. Était-ce une raison pour nous y montrer contraire ? Non, sans doute. Tout ce que notre plénipotentiaire avait obtenu à Berlin, c'est que la clause interdisant les droits d'entrée fût revisable au bout de vingt ans. L'expérience venait de montrer que ce terme était trop éloigné.

La proposition du baron Lambermont est sortie des travaux de la Conférence sous la forme de la Déclaration annexée à l'Acte général, et qui a été signée le même jour. Cette Déclaration maintient formellement l'interdiction des droits de transit, mais elle autorise à l'entrée l'établissement de droits qui ne pourront pas dépasser 10 0/0 de la valeur des marchandises au port d'importation, à l'exception des spiritueux qui sont l'objet de mesures spéciales. Il est entendu que l'arrangement à résulter de la Déclaration restera en vigueur pendant quinze ans, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration du délai de vingt ans primitivement fixé à la Conférence de Berlin.

Que devait être cet arrangement prévu par la Déclaration ? Il devait déterminer, dans la limite de 10 0/0 au maximum, les taxes auxquelles seraient soumises les marchandises importées. On était convenu qu'une commission se réunirait à Bruxelles à cet effet. Nous félicitons M. le Ministre des Affaires étrangères de ne pas s'être soumis à l'autorité de cette commission. Trois Puissances seulement font partie du bassin conventionnel du Congo, du moins si l'on fait abstraction de son prolongement idéal jusqu'à la côte orientale d'Afrique : ce sont l'Etat indépendant, la France et le Portugal. Elles seules avaient un intérêt direct à la fixation du taux des taxes à établir, et il aurait été inadmissible que les autres Puissances vinssent s'immiscer, à titre égal au leur, dans un débat où leur intérêt était aussi inégal et même différent. C'est donc avec pleine raison que M. le Ministre des Affaires étrangères a insisté pour que l'affaire fût débattue de cabinet à cabinet entre Bruxelles, Lisbonne et Paris, à l'exclusion des autres Gouvernements. Le Livre Jaune qui contient la correspondance diplomatique relative à la Conférence de Bruxelles, a mis sous les yeux de la Chambre la longue et vive controverse qui a eu lieu à ce sujet. Nous avons rencontré une opposition qui a paru, un moment, irréductible. Cependant, notre fermeté, et la force de nos raisons, l'ont emporté. La négociation à trois a pris la place de la discussion générale à laquelle on voulait nous entraîner dans une commission où les diverses Puissances auraient été représentées, et c'est de là qu'est sorti le tarif compris dans l'annexe n° 2, qui fait suite à la Déclaration de la Conférence (1).

Ce tarif, messieurs, nous a paru suffisamment modéré pour que nous vous propositions de l'approuver. Il opère des atténuations importantes dans l'œuvre première de la Conférence, puisqu'au lieu du maximum de 10 0/0 *ad valorem*, il abaisse à 6 0/0 la taxe imposée à tous les produits, sauf l'alcool, importés dans le bassin conventionnel du Congo. Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture et les outils d'un usage industriel et agricole, seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans, et pourront ensuite être imposés à 3 0/0. Il en sera de même pour les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer qui seront exempts pendant la construction et jusqu'au jour de l'exploitation et pourront ensuite être imposés à 3 0/0. Enfin, les instruments de science et de précision, les objets servant au culte, les effets d'habillement et les bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viendront s'établir au Congo, seront exempts. Le tarif nouveau sera revisable au bout de deux ans, et ensuite d'année en année, sur demande formulée six mois avant l'expiration de chaque année, et si une entente ne s'établit pas, chacun reprendra sa liberté de tarification jusqu'à concurrence de 10 0/0; mais il y a lieu de croire que l'accord s'établira toujours, parce que les pays compris dans le bassin conventionnel ont un intérêt commun

(1) V. plus haut, p. .

à établir des taxes identiques et à ne pas enlamer les unes contre les autres une guerre de tarif.

Telles sont, messieurs, les dispositions relatives aux taxes d'entrée. Elles n'ont été l'objet d'aucune critique, ni de la part des membres de la Commission, ni de la part des personnes étrangères qui ont demandé à être entendues par elle. Mais est-ce bien là toute l'œuvre qui vous est soumise ? On pourrait le croire d'après le vu des trois pièces qui sont seules annexées au projet de loi. On s'aperçoit du contraire en lisant les Livres Jaunes qui vous ont été également distribués, et en se rappelant comment est née la question des tarifs d'entrée.

Ces tarifs avaient pour objet de modérer les taxes intérieures et surtout les tarifs de sortie, tarifs que des décrets récents avaient portés à un taux tout à fait excessif. Bien que les décrets dont il s'agit eussent été pris par le roi du Congo dans la plénitude de sa souveraineté et de sa liberté, et qu'en principe il n'en dût compte à personne, un échange d'explications devait naturellement avoir lieu entre lui et nous à ce sujet, et aboutir de sa part à des engagements fermes pour un avenir d'une durée déterminée. La forme à donner à cet engagement n'était plus nécessairement celle d'une convention diplomatique. Si le roi, en effet, avait besoin d'une autorisation ou d'un accord pour les droits d'entrée, il n'en avait pas besoin pour les droits de sortie. Mais nous étions libres d'établir une corrélation conventionnelle entre ces droits, comme elle existait d'ailleurs dans la nature des choses, et c'est ce qui a été fait. L'autorisation des droits d'entrée a été accordée à la condition que les taxes locales et les droits de sortie seraient supprimés ou abaissés à un certain chiffre, et qu'ils y seraient maintenus pendant dix ans.

En conséquence, le roi du Congo a pris, le 19 février dernier, un décret qui a été publié dans le Livre Jaune, et qui a fixé pour dix ans les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc, supprimé la patente sur l'ivoire, et réduit dans certaines proportions les impôts personnels et directs, ainsi que les droits de licence sur les spiritueux. C'est ce décret qui a soulevé dans votre Commission et au dehors les plus graves objections, et qui ne nous a pas paru acceptable dans les conditions où il se présentait.

En même temps, votre Commission a acquis la certitude que l'Etat indépendant pratiquait directement le commerce en tant qu'Etat, de sorte que, s'il payait des impôts comme négociant, c'est lui-même qui les recevait à un autre titre. Il résultait pour nous de cet ensemble de circonstances un motif légitime de craindre que les commerçants français ne se trouvaissent pas au Congo, dans des conditions égales à celles de leurs concurrents. En ce qui concerne le fait que l'Etat indépendant est lui-même négociant, la conséquence est évidente. En ce qui concerne le décret du 19 février dernier, quelques explications sont nécessaires.

Le trait essentiel de ce décret est la création de deux zones : l'une, dite commerciale, qui s'étend à 50 kilomètres de profondeur le long du fleuve et des rivières navigables ; l'autre, dite non commerciale, qui comprend tout le reste du pays. Cette distinction a un caractère artificiel : cependant, nous n'aurions eu rien à en dire, si elle ne servait pas de base à l'établissement de deux taxes dont les taux présentent un écart extrêmement considérable, suivant que l'ivoire a été acheté dans la première zone ou dans la seconde. Dans la zone dite commerciale, l'impôt est de 40 0/0 *ad valorem* ; dans la zone dite non commerciale, il est de 25 0/0. Il est difficile de justifier une différence aussi sensible, et nous croyons même que toute différence doit être supprimée entre les taxes, aussi bien que toute distinction entre les zones. Une seule zone, une seule taxe, tel est le désir qui s'est fait jour dans votre commission.

S'il n'était pas accueilli, qu'arriverait-il ? Nous ne commettrons pas l'inconvenance de suspecter l'impartialité de l'administration du Congo ; rien ne serait plus déplacé dans un document parlementaire ; mais il nous sera per-

mis de dire que le fait de savoir où l'ivoire a été acheté, si c'est à 49 ou à 51 kilomètres du fleuve et des grandes rivières, si le marché a été perpétré sur tel point ou s'il y a seulement été préparé pour s'accomplir définitivement ailleurs, que ce fait et tous autres du même genre peuvent donner lieu à des contestations sans fin. Quelle que soit la correction présumable de l'Etat du Congo, il n'échappera pas à des récriminations qui pourraient devenir un embarras pour les deux Gouvernements. Qui sait même si, dans un territoire aussi étendu, où l'administration n'est encore organisée que d'une manière sommaire et avec des éléments parfois imparfaits, des erreurs, sinon des fraudes, ne pourraient se produire en assez grand nombre ? Nous ne devons pas exposer nos commerçants à payer un droit de 25 0/0, alors qu'ils pourraient croire et ne manqueraient pas de dire que d'autres ne payent que 10 0/0. Aussi votre Commission a-t-elle appelé sur ce point l'attention de M. le Ministre des Affaires étrangères en lui faisant part des craintes très sérieuses qu'elle avait éprouvées.

Voici les réponses qui lui ont été faites :

L'Etat du Congo fait le commerce, mais il ne le fait que dans les territoires encore inexplorés où le commerce privé n'a pas pénétré. Il ne le fait plus, par exemple, dans la zone commerciale, parce que depuis assez longtemps déjà le commerce privé y a établi ses comptoirs et que la sécurité y existe pour lui. L'Etat indépendant se retirera peu à peu devant le commerce privé à mesure que celui-ci poussera plus loin ses établissements, et il ne se mettra jamais en concurrence avec lui.

Ces explications et ces promesses ne nous donnent qu'une demi-satisfaction. Le fait même que d'immenses territoires sont occupés par l'Etat indépendant et que celui-ci y fait du négoce, n'est pas de nature à encourager les commerçants à s'y aventurer. Ils craindront de trouver un prédécesseur médiocrement empressé de leur céder la place dans l'Etat qui devrait être seulement pour eux un protecteur, mais leur hésitation serait plus grande encore si, en s'éloignant du fleuve, ils étaient condamnés à subir une augmentation d'impôt passant tout d'un coup de 10 0/0 à 25 0/0 de la valeur. Cette seconde gêne ajoutée à la première, les arrêterait complètement.

Sur ce point du moins, M. le Ministre des Affaires étrangères a pu nous rassurer. Il a reçu la promesse que le décret du 19 février serait modifié, que le territoire de l'Etat indépendant cesserait d'être partagé en deux zones, et que, dans toute l'étendue du pays, il serait perçu un droit unique de 10 0/0. Ce régime devra être maintenu pendant dix ans. L'objection que nous avions tirée de l'existence de deux zones et de deux droits tombait par conséquent, et votre Commission en a éprouvé une satisfaction très vive.

Une autre disposition du décret du 19 février a toutefois arrêté son attention et doit être signalée à celle du Gouvernement. La taxe unique de 10 0/0, qui s'appliquera à l'ivoire comme au caoutchouc, sera proportionnelle à la valeur marchande du produit à la côte d'Afrique. Comment cette valeur sera-t-elle déterminée ? Le décret royal se contente de dire qu'elle le sera dans des conditions de nature à donner toute garantie au commerce, et que les chiffres qui l'exprimeront seront l'objet d'une révision périodique. Quelle sera la durée de chacune de ces périodes ? Quelles mesures avons-nous prises ou prendrons-nous pour nous assurer de l'exactitude des évaluations successives ? Le décret ne le dit pas, et il présente de ce chef une lacune qu'il importe d'autant plus de combler que des plaintes se sont déjà produites au sujet de l'estimation de la valeur de l'ivoire à la côte d'Afrique, qui a été faite par le décret du 19 février. La valeur des morceaux d'ivoire, pilons, etc., est fixée à 10 fr. le kilog. ; celles des dents d'un poids inférieur à 6 kilog. est fixée à 16 fr. le kilog. ; celle des dents d'un poids supérieur à 6 kilog. est fixée à 21 fr. le kilog. Les dents de cette dernière catégorie composent, paraît-il, et de beaucoup la plus grande partie du commerce d'exportation. Le décret les estime à 21 francs le kilog. ; on nous assure que la réalité est sensiblement inférieure à ce chiffre. Il y a là une question de fait ;

la vérification est facile. On comprend quelle en est l'importance. Si la valeur réelle de l'ivoire est majorée arbitrairement, l'impôt subit une majoration proportionnelle : on peut donc, en modifiant ce que le décret appelle les bases du droit, c'est-à-dire la valeur attribuée à l'ivoire, modifier le droit lui-même. Les craintes que nous exprimons à ce sujet sont inspirées par les évaluations mêmes du décret. Nous demandons qu'on les contrôle et qu'on les modifie. Il sera facile de le faire, puisque leur revision périodique a été prévue comme normale : nous la regardons dès maintenant comme nécessaire.

Vous le voyez, messieurs, des critiques peuvent encore être adressées à certaines dispositions des projets qui vous sont soumis. Votre Commission a cru devoir vous signaler les principales. Toutefois, elle vous demande d'approuver le projet de loi. Elle a pris cette résolution à la majorité de 7 voix contre 4. Encore le commissaire dissident a-t-il tenu à dire qu'il appréciait les modifications heureuses qui avaient été apportées au système de perception et au taux des droits de sortie, non moins que l'engagement pris par l'Etat indépendant de se retirer devant le commerce privé, à mesure que celui-ci marcherait en avant. La grande majorité de votre Commission a été plus frappée encore de ce que les concessions faites avaient de satisfaisant. Enfin, messieurs, elle se trouvait en face d'une œuvre diplomatique, à laquelle il lui était interdit d'apporter des amendements, et qu'elle devait accepter ou repousser dans son ensemble. C'est donc aussi dans son ensemble qu'elle a dû la juger, et si vous vous placez à ce point de vue, vous reconnaîtrez sans doute que le bien l'emporte sur le mal, les qualités sur les imperfections.

Tel a été le sentiment général dans le reste du monde. M. le Ministre des Affaires étrangères nous a fait connaître que les autres Puissances, sauf les Etats-Unis, avaient déjà donné ou s'apprétaient à donner leur adhésion. Il est vrai que le Sénat américain n'a pas accepté l'Acte général. La partie de l'œuvre de la Conférence qui se rapporte à la répression de la traite et qui, à nos yeux, est sujette au moins d'objections, est précisément celle qui en a rencontré en Amérique, tandis que la partie douanière, sur laquelle nous avons exprimé des réserves, a été approuvée. Il y a lieu d'espérer que le Sénat américain reviendra sur son vote, et que sa résolution n'est pas encore définitive. Son embarras est venu, en partie, de ce que le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas adhéré à l'Acte général de la Conférence de Berlin, dont l'Acte général actuel n'est que l'application et le développement. Aussi, dès le début de la Conférence, les représentants des Etats-Unis avaient-ils tenu à bien marquer les conditions particulières dans lesquelles ils se trouvaient. Ils n'avaient pas la qualité de plénipotentiaires, et ils ont eu soin de dire qu'ils ne prendraient part aux travaux de la Conférence qu'*ad referendum*. On s'explique par là l'hésitation qui s'est produite à Washington, lorsqu'il s'est agi d'adhérer à un acte qui donne sur certains points une consécration rétrospective à celui de 1885. L'objection pourra sans doute être levée. En tout cas, elle n'est pas de nature à arrêter les Puissances qui avaient signé l'Acte général de Berlin, et au nombre de celles-ci est la France. Si la France refusait son adhésion, ou la faisait attendre, elle serait isolée en Europe, isolée en Afrique, et se placerait ainsi dans une situation dont il est superflu de vous signaler les inconvénients.

Votre Commission s'en est préoccupée. Elle a cru que la France ne devait pas se séparer de l'Europe dans une œuvre qui avait pour but principal de combattre l'esclavage et la traite. Elle a pensé que la France devait rester solidaire des autres Puissances, dans une tâche qui est si bien faite pour

réunir tous les efforts, que, si le nôtre manquait à ce concours universel, cette abstention paraîtrait difficile à expliquer et serait sans doute mal interprétée.

Séance de la Chambre des Députés du 24 juin.

M. Félix Faure. — Je n'ai pas besoin d'attirer l'attention de la Chambre sur l'importance de l'acte dont on lui demande la ratification. Cet acte consacre certains engagements dans lesquels sont impliqués notre dignité, nos traditions, nos intérêts politiques et économiques.

Comme l'a exposé mon honorable ami M. Francis Charmes dans son rapport, l'acte de la Conférence de Bruxelles se divise en deux parties : l'une visant spécialement la répression de la traite sur terre et sur mer, l'autre apportant certaines modifications à l'acte de Berlin et remaniant le tarif douanier dans le bassin conventionnel du Congo.

Le point dont j'ai l'intention d'entretenir la Chambre a rapport à la première partie. Je m'attacherai seulement aux mesures proposées pour la répression de la traite maritime.

Personne ne peut douter de nos sentiments sur l'esclavage en Afrique. La France a montré par un siècle de sacrifices comment elle entendait supprimer ce honteux trafic des hommes. Cependant, sur l'initiative du gouvernement belge, une conférence s'est ouverte à Bruxelles et seize puissances s'y sont fait représenter. Ceux de nos collègues qui ont suivi dans le Livre jaune les débats de cette conférence se rappelleront aisément les faits que je veux signaler à la Chambre.

A la séance du 26 novembre 1889, le représentant de Sa Majesté britannique à la conférence fait une déclaration. Il ne cache pas l'importance capitale que le gouvernement de la reine attache à la répression de la traite maritime ; il rappelle les horreurs de la traite transatlantique ; il constate qu'elle a complètement cessé, mais il ajoute que l'honneur de cet état de choses revient à l'Angleterre.

Je trouve qu'à ce moment il oubliait peut-être un peu ce qu'avaient fait la France et les autres nations. La France a pris une part à la répression de la traite, mais pour épargner le temps de la Chambre je ne ferai pas l'historique de ses efforts.

Lord Vivian ne se borne pas à ces félicitations qu'il adresse lui-même à l'Angleterre ; la traite maritime, suivant lui, existe encore dans certains parages ; elle existe des ports de la mer Rouge, du Maroc et de la Tripolitaine vers les ports orientaux de la Méditerranée ; elle existe de la côte de Zanzibar sur l'Arabie, le golfe Persique et — ce sont ses propres paroles — principalement sur Madagascar.

A cette déclaration, le représentant de la Sublime-Porte proteste immédiatement. Permettez-moi de le dire, messieurs, j'ai été particulièrement ému de ne pas rencontrer à côté de la protestation de Carathéodory Effendi celle des représentants de la France. (Très bien !)

Comment ! on vient accuser un pays qui depuis cinq ans est sous le protectorat de la France, un pays sur lequel flotte notre pavillon, d'être le principal débouché des marchands d'esclaves ! J'ajoute tout de suite que c'est là une accusation gratuite, sans preuves, car vous avez lu, certainement, dans le rapport de M. Francis Charmes, que dernièrement, lors du blocus établi par l'Angleterre et l'Allemagne le long de la côte de Zanzibar, pour rechercher la contrebande de guerre, plusieurs navires portant pavillon français ont été arrêtés, visités, et que sur aucun d'eux on n'a trouvé trace de traite. Et M. Charmes ajoute : « L'épreuve a tourné complètement à notre honneur. »

Mais je vais plus loin. Des représentants britanniques eux-mêmes, dans la

suite de la conférence, ont déclaré que la traite maritime, en ce qui concerne la côte orientale d'Afrique, avait presque cessé. A la page 254 du Livre jaune, je relève la phrase suivante : « Les plénipotentiaires britanniques n'ont pas contesté que la traite a notablement diminué sur la côte orientale d'Afrique, mais que, par un contre-coup inévitable, le transport des esclaves commence à refluer déjà vers la mer Rouge, et ce mouvement ne fera sans doute qu'e s'accroître. »

Ainsi donc, contrairement à ce que déclarait lord Vivian à l'ouverture de la conférence, Madagascar, c'est-à-dire le pays protégé français, n'est pas le principal débouché des esclaves. Ce sont les plénipotentiaires britanniques eux-mêmes qui le reconnaissent.

Je regrette, je le répète, qu'on ait attendu cette rétractation et que ce ne soient pas les représentants français, à la conférence de Bruxelles, qui aient, comme l'a fait le représentant de la Turquie, protesté contre une allégation de cette nature, une allégation sans preuve. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Mais non seulement on n'a pas protesté, on a fait plus : on a accepté, que dis-je ? proposé de délimiter la zone dans laquelle s'exerceront les mesures qu'il s'agissait de prendre.

Par l'article 24 du traité, voici comment cette zone est établie :

« Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge), depuis le Belouchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quillimane), et, d'autre part, une ligne conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalane jusqu'au point de rencontre avec le 26° degré de latitude sud... » — le 26° degré de latitude sud correspond exactement au sud de Madagascar — «... se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Belouchistan en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had. »

Voilà qui est entendu. Une partie de la côte orientale d'Afrique, comprenant le golfe Persique et la mer Rouge, Madagascar et les Comores, telles sont les limites entre lesquelles vont s'exercer les mesures dont il est question.

Messieurs, en dehors de ces mesures, que je vais examiner tout à l'heure, j'estime que cette délimitation, en elle-même, acceptée et proposée dans l'acte français, est absolument attentatoire à notre dignité.

Déclarer que le pays sur lequel flotte notre pavillon à l'est et à l'ouest sera seul, dans l'océan Indien, soumis à des mesures de répression, c'est accepter ce qu'avait dit, lors de l'ouverture de la conférence, le représentant britannique, à savoir que Madagascar, qui depuis cinq ans est sous notre autorité, demande à être surveillée et protégée contre le trafic des esclaves. Bien plus, messieurs, c'est reconnaître à la face du monde que nous sommes impuissants à faire la police dans les eaux du protectorat, c'est appeler à notre aide une police internationale, ce qui est de nature à nous faire perdre singulièrement de notre autorité politique dans la mer des Indes.

M. le comte Armand. — Ayez alors un protectorat réel, effectif !

M. Félix Faure. — Ce n'est pas le moyen de l'avoir.

M. le comte Armand. — D'accord, mais il faut y pourvoir.

M. Ducoudray. — Si quelqu'un peut être soupçonné de faire la traite, c'est plutôt l'Angleterre que la France !

M. de Mahy. — Assurément ! L'Angleterre fait la traite, c'est connu de tout le monde ; je l'ai vue de mes yeux !

M. Félix Faure. — Pour réprimer la traite maritime, que vient-on vous pro-

poser ? On vous demande de rétablir le droit de visite en ce qui concerne les navires au-dessous de 300 tonneaux.

Je sais que l'on contestera que ces mesures proposées soient le rétablissement du droit de visite. Vous allez vous-mêmes en juger.

On prétend que c'est purement et simplement l'établissement de la vérification des papiers de bord. Mais je vous le demande, messieurs, le droit de visite ne comporte-t-il pas, comme première partie de la procédure, l'examen, la vérification des papiers de bord ?

Comment, en matière de visite, s'exerce l'autorité du croiseur chargé de la surveillance des mers ? Un officier est envoyé à bord du navire suspect ; il examine les papiers de bord. Jusque-là, les détails de la vérification qui vous est proposée sont exactement les mêmes que lors de l'exercice du droit de visite. Le droit de visite ne diffère qu'en ce que, si l'examen des papiers de bord ne donne pas satisfaction à l'officier du croiseur, il se livre lui-même à une enquête, à l'appel des passagers, à la visite du navire.

Pour en différer légèrement, ce qu'on vous propose, messieurs, est bien autrement grave ! Si la vérification des papiers de bord n'inspire pas à l'officier du croiseur entière satisfaction — on dit « conviction » dans l'acte qui nous est soumis, mais nous savons ce que cela veut dire, — si cette vérification, dis-je, ne lui donne pas satisfaction, il a le droit de conduire le navire sur le point le plus rapproché où existe une autorité du pays dont le navire suspect porte le pavillon, et là, cette autorité se livre elle-même à l'enquête.

Mais dans quelles conditions se livre-t-elle à cette enquête ?

Elle s'y livre « en présence » — c'est le mot — de l'officier capteur, je pourrais presque ajouter sous sa surveillance et son contrôle !

Eh bien, quand un navire suspect est conduit devant une autorité française, je ne reconnais à aucune nation ce droit de surveiller l'enquête faite par cette autorité. (Très bien ! très bien !)

Vous avez ou non confiance en vos agents. Mais ce qu'avant tout je repousse, c'est qu'un officier étranger puisse se tenir à côté de votre commissaire enquêteur, de l'agent de la République française, pour examiner comment il opère (Très bien ! très bien !)

Que sa Hautesse le sultan de Zanzibar, qui était représenté à la conférence, accepte ce contrôle, soit ! Mais il est indigne de la République française de subir une telle prétention. (Très bien ! très bien !)

M. de Mahy. — Il y a une légère différence entre la France et le sultanat de Zanzibar : c'est que le sultan a accepté d'ores et déjà et subit le protectorat anglais et que la France n'en est pas encore là, grâce à Dieu ! (Marques d'approbation.)

M. Félix Faure. — Je ne lirai pas la partie du Livre jaune qui établit ce que j'avais l'honneur de dire à l'instant même, à savoir que dans la procédure du droit de visite est compris le droit de vérification des papiers de bord. Mais laissez-moi relever après cette courte explication — et non sans émotion — l'attitude ou les paroles du représentant de la France.

Vous voyez ce que demandaient les plénipotentiaires anglais.

Eh bien, c'est dans la séance du 20 décembre 1889 que la représentation de la France, dans une note écrite qui est reproduite au Livre jaune, disait :

« Lorsque le Gouvernement français a reçu l'invitation de prendre part à la conférence, il a été amené à formuler deux réserves catégoriques portant sur des points dont il ne pourrait accepter la discussion.

« La première portait sur la question territoriale : aucune question de ce genre ne pouvait être soulevée.

« La conférence, de son côté, en a jugé ainsi, et tout récemment encore elle a confirmé cette décision.

« Le second point sur lequel portaient les réserves était relatif au droit

de visite. Si cette question était mise en discussion, les plénipotentiaires français n'étaient pas autorisés à en délibérer.

« Ces derniers ont constaté avec satisfaction et reconnaissance que les mots « droit de visite » n'avaient pas été insérés dans les propositions anglaises. »

Pour ma part, je suis loin d'éprouver ces sentiments de satisfaction et de reconnaissance. J'estime en effet que ce que demandaient les plénipotentiaires britanniques, c'était le rétablissement du droit de visite sous la forme que je viens de vous indiquer.

M. de Mahy. — C'est cela ! Très bien !

M. Félix Faure. — Je considère et je répète que ce droit de visite accordé à toutes les puissances réciproquement — nous parlerons de la réciprocité tout à l'heure — est absolument contraire à toutes les traditions et à tous les intérêts de notre pays.

Ce n'est pas la première fois que ce droit de visite est réclamé par la Grande-Bretagne. Lorsqu'en 1794 la France a prononcé la suppression de l'esclavage, l'Angleterre avait alors une singulière prétention.

C'était d'avoir, elle, le monopole de la traite des esclaves...

M. de Mahy. — Elle l'a encore

M. Félix Faure. — C'est seulement en 1806 que Thomas Clarkson et Wilberforce réussirent à obtenir un vote sur l'abolition de la traite. Jusque-là, l'Angleterre, qui tenait à son monopole, avait refusé à sept reprises d'entrer dans cette voie libérale.

Ce n'est qu'en 1806, comme je viens de le rappeler, que l'Angleterre prononce la suppression de la traite.

En 1815, elle demande à la France d'accepter le droit de visite. Le roi Louis XVIII, bien qu'il déclarât qu'après Dieu, c'était au prince-régent qu'il devait sa couronne, repoussa avec énergie les prétentions britanniques. L'Angleterre ne se tint pas pour battue. Elle revint à la charge au congrès de Vérone, et c'est Chateaubriand qui, en 1822, repoussa le droit de visite, au nom de la France, par les arguments dont s'était déjà servi le duc de Richelieu en 1815.

Cependant, au lendemain de 1830, en 1831, la France accepta le droit de visite et le confirma par la convention de 1833.

Mais si vous voulez vous reporter aux discussions de cette époque, vous verrez avec quelle impatience la France a supporté les engagements pris en 1831 et en 1833. Il ne s'est pas passé de session où, soit à l'occasion du budget, soit à l'occasion de l'adresse, la France ait cessé de réclamer contre le droit de visite et en faveur de son indépendance sur les mers. C'est que le droit de visite, bien qu'il y ait réciprocité, s'exerce surtout au profit de la puissance dont la force navale est la plus importante dans la mer qu'il s'agit de visiter.

La France qui avait été, depuis des siècles, à la tête des Etats qui résistaient à la puissance maritime anglaise, avait pour politique de repousser les doctrines et les prétentions que l'Angleterre voulait imposer au monde entier. L'Angleterre, elle, a toujours eu la prétention d'exercer la suprématie sur les mers et d'être la maîtresse sur l'Océan.

Sans vouloir remonter jusqu'au milieu du dix-septième siècle, alors que Selden disait qu'il y avait bien une puissance qui s'appelait la France et une mer qui la baignait, mais que l'Océan britannique s'étendait jusqu'aux limites de l'Espagne, je veux simplement rappeler cette déclaration de lord Chatham : « Qu'on ne pouvait tirer un coup de canon sur l'Océan sans la permission de l'Angleterre ; que c'était assez pour la France de conserver son cabotage. »

Il est certain que l'Angleterre a toujours eu la prétention d'avoir la première place sur les mers ; c'est pourquoi elle réclamait et elle réclame encore le droit de visite qu'elle a exercé de juin 1834 jusqu'à 1845, tel qu'elle va l'exercer encore si vous ratifiez la convention qui vous est soumise. (Très bien ! très bien !)

Quel est donc notre intérêt politique dans la mer des Indes ? C'est de montrer que la France est une puissance qui sait toujours faire respecter le pavillon dont elle couvre ses sujets et ses protégés. (Très bien ! très bien !)

La politique de l'Angleterre dans la circonstance, c'est de montrer que la France n'a pas la force nécessaire non seulement pour faire respecter ses droits dans les eaux de Madagascar, mais encore pour faire respecter son pavillon. Ainsi on espère arriver à ce résultat, que les sujets qui ont accepté le pavillon français, persécutés par des visites incessantes, par des détours de route, par la présence d'un officier étranger à bord pour la vérification des papiers de bord, par la présence de l'officier capteur au moment de l'enquête, abandonneront le pavillon tricolore pour réclamer le pavillon britannique. (Très bien ! très bien !)

L'intérêt de l'Angleterre, c'est qu'à Madagascar, où nous connaissons fort bien les agences occultes qui résistent encore au protectorat français (Très bien ! très bien), on puisse dire que la Grande-Bretagne est toujours la première puissance dans la mer des Indes, et que la France ne sait pas et ne saura jamais faire respecter son protectorat. (Très bien ! très bien !)

L'intérêt de l'Angleterre, au point de vue colonial, c'est d'empêcher le recrutement des travailleurs pour l'île de la Réunion. Vous savez que l'Inde est le grand pays de la main-d'œuvre coloniale ; vous savez que toutes les colonies anglaises recrutent aux Indes des travailleurs. Les colonies françaises les recrutaient dans les mêmes conditions. Tout à coup, les Anglais ont émis la singulière prétention d'avoir dans l'île de la Réunion, dans toutes nos colonies, je puis dire, un agent britannique payé par la colonie, qu'on appelait le protecteur des émigrants, et qui à toute heure aurait eu le droit d'aller dans les exploitations et dans les plantations, d'y surveiller l'emploi des travailleurs indiens...

M. de Mahy. — De surveiller même l'action de la justice.

M. Félix Faure — ... d'examiner comment ils étaient nourris et traités.

Nos compatriotes de la Réunion n'ont pas voulu s'incliner devant ce joug. Ils ont repoussé l'agent qu'on voulait leur imposer, préférant abandonner la main-d'œuvre indienne plutôt que de s'incliner devant cette prétention injustifiée de l'Angleterre. (Applaudissements.)

M. de Mahy. — Ils ont déclaré qu'ils aimaient mieux la ruine que la honte !

M. Hurard. — Il en est ainsi partout !

M. Félix Faure. — J'ai cité la Réunion parce que ce pays se trouve dans la mer des Indes, et vous allez voir immédiatement la conclusion que j'en tire. Vous comprenez quel est l'intérêt colonial de l'Angleterre dans les mesures qu'on vous demande de prendre et surtout dans la délimitation dont je viens de parler. Si la colonie de la Réunion, ayant repoussé les prétentions anglaises en ce qui concerne le recrutement des travailleurs indiens, veut recruter cette main-d'œuvre par contrats libres sur la côte de Madagascar ou sur celle de Mozambique, les voyages se feront par boutres indigènes de moins de 300 tonnes.

Vous devinez bien toutes les persécutions, toutes les tracasseries qu'exerceront les croiseurs britanniques, lorsqu'ils verront passer des travailleurs venant de la côte d'Afrique, alors que l'île de la Réunion a refusé la main-d'œuvre indienne.

Vous reconnaissez l'intérêt politique et colonial autant que l'intérêt économique de l'Angleterre dans cette circonstance. Nous savons que l'Angleterre abrite ses prétentions derrière cette formule philanthropique de la destruction de la traite.

M. Freppel. — Qu'elle pratique !

M. Félix Faure. — Mais nous avons le droit de dire qu'on sait toujours trouver de bonnes raisons pour dissimuler les intérêts matériels de la puissance britannique.

En 1822 déjà, lorsque le duc de Wellington, au congrès de Vérone, réclamait le rétablissement du droit de visite, sir Robinson, qui était à cette époque président du *Bard of trade*, fit la déclaration suivante :

« Je soutiens, disait M. Robinson à la Chambre des communes, que si l'Angleterre souffre que les colonies des autres pays profitent pour elles-mêmes de la continuation de cet abominable trafic des esclaves qui leur permet de jeter leurs produits sur les marchés à meilleur compte, une grande partie de nos terres coloniales sera bientôt abandonnée et restera sans culture. »

Voilà ce qui expliquait la philanthropie de 1822.

Et nous savons, pour revenir sur un terrain beaucoup plus modeste et plus rapproché, que ce ne sont pas seulement les raisons philanthropiques qu'on met en avant de l'autre côté du détroit pour soutenir des intérêts matériels ; au besoin, on y prend aussi comme prétexte la santé publique. Nous n'oublions pas pour quels motifs les bestiaux français sont exclus de l'Angleterre ; la politique anglaise, qu'elle se manifeste au nord de la Manche ou dans l'Océan Indien, est toujours la même. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, j'en ai fini avec cette question de la suppression du trafic maritime. Je demande à arrêter votre attention sur deux points qui ont été traités à la conférence de Bruxelles, pour vous montrer dans quel état d'esprit se trouvaient les représentants des différentes puissances.

La France, convaincue que l'alcoolisme, en Afrique, offrait pour les indigènes des dangers au moins aussi sérieux que la traite des esclaves, avait demandé l'introduction de certaines mesures destinées à proscrire l'alcool et, notamment, l'établissement d'un droit de douane de 50 francs par hectolitre d'alcool à 50 degrés, soit 100 francs sur l'alcool à 100 degrés, chiffres évidemment inférieurs à l'impôt que paye le citoyen français. Mais nous avons rencontré parmi les représentants des autres puissances, et notamment chez ceux de la Hollande, de l'Allemagne et de l'Italie, une résistance très vive et nous avons dû accepter l'abaissement du minimum de ce droit à 15 francs.

Il s'est produit un autre fait, messieurs, par lequel je termine et qui touche à la restriction apportée à la vente des armes. La conférence a décidé de prendre certaines mesures préventives contre la vente des armes à feu dans l'intérieur de l'Afrique. Au moment des débats, sur interpellation de lord Vivian, les délégués français ont pris l'engagement d'interdire absolument l'exportation des armes de Madagascar sur la côte orientale d'Afrique. Alors le représentant de l'empire allemand a demandé au représentant de la reine de bien vouloir prendre le même engagement en ce qui concerne l'exportation des armes de la colonie du Cap. Voici la réponse faite à cette demande :

« Lord Vivian, ayant ensuite demandé la parole, donne lecture de la déclaration suivante :

« A la séance plénière de la conférence du 7 du mois courant, S. Exc. M. le premier plénipotentiaire d'Allemagne a fait la déclaration suivante, relative à l'article 11 :

« Le gouvernement impérial compte sur les bons offices du gouvernement de la reine, en vue d'amener les colonies du Cap à prendre des mesures sévères pour contrôler le commerce des armes, ainsi que l'introduction du matériel de guerre dans la zone déterminée à l'article 8, et dans les territoires se trouvant en contact direct avec cette zone.

« N'étant pas alors munis d'instructions, nous n'étions pas à même d'y répondre.

« D'après les instructions que nous venons de recevoir du gouvernement de la reine, nous sommes autorisés à constater que cette déclaration paraît se baser sur une connaissance imparfaite des faits. »

La connaissance était parfaite pour Madagascar, imparfaite pour le Cap.

« Les lois existantes dans les colonies britanniques sud-africaines, au sujet de l'exportation des armes, donnent aux autorités coloniales le pouvoir discrétionnaire de prendre des mesures tout aussi sévères que celles recommandées par la conférence, et le gouvernement de Sa Majesté britannique n'a aucune raison de croire que les colonies sud-africaines abrogeront ces lois.

« Il est donc impossible pour les plénipotentiaires britanniques d'admettre que les lois de l'une ou l'autre de ces colonies soient défectueuses, ou qu'il y ait besoin de les amender en ce qui concerne le contrôle du trafic des armes et munitions de guerre. Le gouvernement de la reine ne saurait d'ailleurs, constitutionnellement, lier les colonies autonomes quant à leur législation future. »

Voilà, messieurs, la différence dans l'état d'esprit des plénipotentiaires. Pour la France, c'est le représentant de la reine qui demande au plénipotentiaire français de prendre un engagement formel au sujet de Madagascar. Pour l'Angleterre, on fait la même demande et le représentant anglais répond que les lois des colonies anglaises ne sont pas défectueuses et que l'Angleterre n'a point d'autorité sur ses colonies autonomes. En somme, c'est une fin de non-recevoir.

J'ai fini, messieurs, et je crois que, lorsque vous apprécierez l'attitude de nos représentants et celle des représentants étrangers, lorsque vous songerez à cette politique suivie depuis deux siècles par l'Angleterre, à ces tentatives constantes de rétablissement du droit de visite que toujours nous avons repoussé, vous considérerez, comme moi, que lui donner satisfaction serait porter une profonde atteinte aux intérêts coloniaux et aux intérêts économiques de notre pays.

M. de Mahy. — Vous pouvez ajouter : et à l'honneur de la France.

M. Félix Faure. — Vous considérerez comme moi que si la France a dû, en 1831, accepter momentanément le droit de visite, elle l'a fait dans un intérêt politique sérieux, un intérêt politique qui ne se représente plus aujourd'hui.

Le maréchal Sébastiani, qui avait signé ce traité, a déclaré formellement que c'était pour assurer l'alliance anglaise qu'il avait donné cette signature.

« C'est de l'alliance anglaise, a-t-il dit, qu'est né le traité de 1831 ; c'est par ce traité que l'alliance a été cimentée. Le but, que j'avais poursuivi comme ministre, était encore l'objet de mes préoccupations comme ambassadeur, c'étaient la conservation de l'alliance anglaise et l'extinction de la traite. Je m'applaudis d'avoir signé le traité de 1831, parce que, sans cela, l'alliance aurait été rompue immédiatement... J'étais soigneux de la maintenir, parce que c'était la base la plus solide de la paix. »

Si, contrairement à ma pensée, vous vouliez ratifier l'acte général de Bruxelles, j'aurai peut-être le droit de demander si c'est l'alliance anglaise que

nous allons y trouver. J'ai lieu de penser, après les récents débats de la Chambre des communes, après certaines indiscretions, certaines correspondances qui ont été publiées, et après les réponses embarrassées du représentant du gouvernement britannique aux questions que lui adressait M. Labouchère, qu'il y a dans la politique de la France et dans la politique de l'Angleterre des tendances différentes. (Très bien ! très bien !)

Et si nous n'avons même pas en vue ce que cherchaient les plénipotentiaires de 1831, vous reconnaîtrez avec moi qu'il est bien inutile de sacrifier nos traditions et aussi nos intérêts. (Applaudissements répétés sur un grand nombre de bancs.)

M. François Deloncle — Messieurs, au sein de votre commission chargée de l'examen de l'acte de Bruxelles, j'ai voté l'adoption de l'acte général du 2 juillet 1890, de la déclaration du même jour et du protocole du 9 janvier 1891.

On m'avait dit alors qu'il n'était pas possible de disjoindre ces trois conventions, et qu'il fallait tout voter ou tout rejeter en bloc.

Depuis ce vote, j'ai reçu de nouveaux documents sur la matière et j'ai acquis en même temps la certitude diplomatique, confirmée du reste par le protocole n° 24 de la conférence (Livre jaune, p. 389). J'ai acquis, dis-je, la certitude diplomatique — j'insiste, messieurs, sur ce mot, pour répondre d'avance aux objections qu'on ne va pas manquer de faire à ma motion — que l'on pouvait disjoindre les trois conventions, voter par division, renvoyer à la commission ou rejeter l'acte général de Bruxelles proprement dit relatif à la répression de la traite sur terre et sur mer, et ratifier la déclaration et le protocole qui, somme toute, ne règlent que les rapports douaniers des puissances du bassin conventionnel du Congo. Dans ces conditions, je n'ai pas hésité à revenir sur mon vote au sein de la commission. Je viens donc parler contre l'acte général de Bruxelles et pour la déclaration et le protocole annexe.

Messieurs, je m'associerai tout d'abord à tout ce que mon honorable ami M. Félix Faure a dit, en termes si éloquents, au sujet de la répression de la traite sur mer. Il est évident que nous assistons à une nouvelle tentative de l'Angleterre pour rétablir le droit de visite. Je sais bien qu'on m'expliquera à grand renfort de textes que le droit de vérification n'est pas exactement le droit de visite...

M. de Mahy. — On le prétendra, mais on ne le démontrera pas.

M. François Deloncle. — Mais ce qu'on ne pourra pas nier, c'est que le droit de vérification constituera lui-même, en ces mers où notre pavillon de guerre se montre aujourd'hui si rarement, une vexation constante de la part des nombreux croiseurs anglais et du bureau maritime de Zanzibar contre les boutres indigènes qui auront encore le courage de porter notre pavillon de commerce.

Nos indigènes des Comores et de Madagascar ne sont pas très versés en droit international : leur esprit simpliste retrouvera dans la vérification exercée par les marins de la reine avec le sans-gêne traditionnel de la race anglaise la plupart des procédés du droit de visite qui vient de leur être appliqué pendant le blocus de la côte de Zanzibar, et ils en concluront bien vite qu'en cette question, comme en tant d'autres, la France, qui jadis garantissait la liberté des mers contre l'inquisition et l'arbitraire britanniques, à cette fois abandonne sans retour son rôle séculaire et consacré définitivement la domination de l'Angleterre sur l'océan Indien.

Croyez-vous que si le second empire n'eût pas refusé en 1855 au cabinet de Londres le droit de vérification, il eût pu exercer plus tard, en 1862, à Zanzibar et à Mascate, l'influence puissante qui a obligé les Anglais à ajour-

ner pendant quinze ans leurs projets de conquête de la côte orientale d'Afrique ?

Et ce droit que la Restauration n'a jamais voulu reconnaître à la marine anglaise, dont la monarchie de Juillet a failli faire un *casus belli*, et que le second empire, malgré la fameuse entente cordiale, n'a pas cessé de réserver à notre seul pavillon, ce droit, la République le concéderait bénévolement à l'Angleterre de la quadruple alliance, en des clauses qui le sanctionnent *ad perpetuum*, sans aucune garantie sérieuse contre des abus inévitables ?

La question est d'autant plus grave, messieurs, que depuis la signature de l'acte général, le 2 juillet 1890, la situation territoriale de l'Afrique s'est profondément modifiée.

Je comprends que nos diplomates soient allés à la conférence à la fin de 1889. A ce moment, une très grande partie du noir continent était encore *res nullius*, notamment sur la côte orientale, depuis Zeda jusqu'au Mozambique. L'Angleterre, si elle tendait, par sa politique habile, silencieuse et persévérante, à mettre cette côte sous son protectorat ou sous celui de ses alliés, n'avait pas encore osé démasquer son jeu.

Je comprends qu'à ce moment, alors que l'indépendance du sultan de Zanzibar était protégée par l'acte que nous avions signé avec l'Angleterre en 1862, acte dont j'ai eu l'honneur de rappeler l'existence à cette tribune, il y a un an, je comprends qu'à ce moment l'Europe, réveillée par la croisade éloquent du cardinal Lavigerie et par les appels généreux du roi Léopold, pouvait avoir raison de tenir des assises solennelles pour rechercher les moyens de mettre un terme aux crimes de l'odieuse traite dans les immenses régions soumises à des gouvernements indigènes, et d'assurer à ces malheureux pays les bienfaits de l'humanité, de la paix et de la civilisation.

Un code de mesures uniformes à imposer aux chefs indigènes de la côte paraissait nécessaire ; on pouvait également parler de l'établissement de stations internationales, de la création de routes communes dans ces vastes régions de l'intérieur presque toutes inoccupées ; il pouvait y avoir lieu également de réglementer strictement le commerce des armes et des spiritueux ; enfin, l'état de blocus dans lequel se trouvaient les côtes de Zanzibar autorisait l'étude d'un règlement, temporaire dans tous les cas, concernant l'usage du pavillon et la surveillance des croiseurs dans les eaux du canal de Mozambique. Mais, depuis cette fin d'année de 1889 où les principales clauses de l'acte général ont été convenues entre les puissances représentées à Bruxelles, des arrangements territoriaux sont survenus en si grand nombre, que, on peut l'affirmer aujourd'hui, le partage de l'Afrique est accompli. Le 1^{er} juin 1890, arrangement anglo-allemand ; le 5 août, arrangement anglo-français ; le 20 août, arrangement anglo-portugais ; le 24 mars. 1891, arrangement anglo-italien. A cette heure, tout le noir continent, à part certains territoires ténébreux du centre, où règne le fanatisme mahdiste, et les régions abyssines restées indépendantes sous l'empire d'un négous libre, fort et chrétien, relève, à un titre quelconque direct ou indirect, plus ou moins régulier, mais dans tous les cas nominal et valable, d'une des puissances civilisées, antérieurement contractantes à l'acte général de la conférence de Berlin de 1885. Dès lors, quelle nécessité d'un nouvel acte général qui, en matière de traite sur terre, se borne à envisager des mesures générales et internationales purement platoniques, ne résout même pas la question des armes et des spiritueux, puisqu'elle l'entoure d'exceptions telles que le règlement en est inapplicable ou dangereux, et ne constitue, somme toute, qu'une nouveauté : la repression de la traite sur mer par le rétablissement du droit de vérification. (Très bien ! très bien !)

Oui, messieurs, l'acte général de Bruxelles est inutile. L'acte de Berlin de 1885 suffit pleinement à l'œuvre antiesclavagiste. On y trouve l'énoncé des principes essentiels des mesures longuement édictées par l'acte de Bruxelles,

et l'application pure et simple de ces principes suffira, soyez-en sûrs, pour combattre efficacement la traite, maintenant que l'Afrique a été partagée entre des nations civilisées et qui ont pris la responsabilité matérielle et morale des territoires placés sous leur influence. Mais on ne trouve pas dans l'acte de Berlin (et c'est l'important pour notre dignité et nos intérêts) les clauses si dangereuses relatives à l'usage du pavillon, qui compromettraient à jamais la liberté des mers.

Je vous demande donc, messieurs, de rejeter l'acte de Bruxelles et de vous en référer, pour toutes les questions de la traite, à l'acte de Berlin proprement dit, modifié simplement par la déclaration du 2 juillet 1890, concernant le commerce dans le bassin conventionnel du Congo. Nous gagnerons à cette combinaison de donner une nouvelle sanction non seulement à l'œuvre de 1885, mais encore et surtout au droit international africain qui en est sorti.

Gardons ce droit international si clair, si respectueux de tous les intérêts : il serait en quelque sorte menacé de disparaître si l'acte de Bruxelles était ratifié. (Très bien ! très bien !)

Je signale notamment les clauses relatives à la navigation du Congo et du Niger, si nettement formulées en 1885, et dont il importe d'autant plus de raviver la valeur, que tout récemment encore l'Angleterre les a méconnues ou laissées méconnaître, pour ne pas dire violer par « Royal Niger Company », le jour où cette société a arrêté la mission purement commerciale et scientifique de M. Mizon, sur le Bas-Niger.

Faisons revivre également dans l'acte de Berlin la commission internationale de navigation du Congo, prescrite par l'article 19.

Cette commission n'a pas été encore constituée, parce que son existence eût déplu à l'Angleterre, qui aime mieux aujourd'hui y substituer la création d'un bureau maritime à Zanzibar. Pourquoi ferions-nous perpétuellement le jeu de l'Angleterre ? Soyons pratiques : rendons-nous compte que, somme toute, de la conférence de Bruxelles, ne doit rester que la déclaration qui modifie le régime commercial du Congo, et rejetons sans crainte tout le reste !

On me dira que ce rejet va nous laisser isolés en Europe et en Afrique : je ne le crois pas ; bien au contraire, j'ai la conviction que la plupart des puissances qui ont déjà ratifié l'acte de Bruxelles ne l'ont fait que par politesse, mais qu'*in petto*, un certain nombre d'entre elles, et non des moins intéressées en Afrique, seront très satisfaites d'en revenir tout bonnement aux stipulations de l'acte de Berlin. Il y a, du reste, de nombreux précédents de rejets de conventions internationales qui ne nous ont pas isolés le moins du monde. Vous citerai-je, par exemple, la convention relative à la pêche dans la mer du Nord, dont les clauses admettant le droit de vérification de nos bateaux de pêche ont entraîné l'échec, sans qu'aucune des puissances signataires ait eu lieu de s'en étonner ?

Il en sera de même dans le cas actuel, à la condition, bien entendu, que nous votions la déclaration du 2 juillet 1890, relative aux droits de douanes à établir à l'entrée du bassin conventionnel du Congo. Cette déclaration constituée, en définitive, la grosse affaire, et à la lecture des procès-verbaux de la conférence de Bruxelles il est manifestement visible qu'au fond cette conférence ne s'est tenue que pour aboutir à ce résultat pratique : supprimer la liberté commerciale du bassin du Congo et autoriser les puissances signataires de l'acte de Berlin, ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans ledit bassin, à établir sur les marchandises importées des droits d'entrée de 40 p. 100 maximum.

La liberté commerciale accordée à ce bassin par l'acte de Berlin avait constitué le centre de l'Afrique en ce que M. Paul Leroy-Beaulieu a fort justement appelé un « communal ». Il y avait là, notamment, un grand Etat, l'Etat du Congo, que la Conférence de Berlin avait littéralement placé sous le communisme des puissances.

On avait interdit à cet Etat de percevoir des droits de douanes à l'entrée ; on lui avait imposé bien des charges ; mais on ne lui laissait aucun moyen de faire l'argent nécessaire pour y subvenir. En somme, on lui mesurait l'existence et l'on n'avait qu'un but : paralyser son action commerciale et lui refuser les ressources indispensables à son développement, de manière à décourager les gouvernants actuels de cet Etat et à les réduire à laisser leur Congo à la disposition de la puissance qui daignerait s'offrir pour recueillir une succession aussi chargée.

Messieurs, ne l'oublions pas tout d'abord, la création de l'Etat du Congo n'est pas seulement l'œuvre d'un grand prince, d'un souverain illustre et respecté du monde entier, dont la haute pensée et les généreux efforts ont fait progresser en ces derniers dix ans, d'une manière merveilleuse, la civilisation de l'Afrique ; c'est également — et il faut s'en montrer fier — la création de la France. C'est nous, en effet, qui les premiers avons encouragé l'Association internationale africaine, mère de l'Etat du Congo, c'est nous qui avons dressé l'acte de naissance de l'Etat du Congo à Bruxelles, en 1885 ; c'est nous encore qui, grâce à une médiation heureuse auprès du Portugal, lui avons assuré de bonnes frontières méridionales, en même temps que nous lui ouvrons vers le nord, par nos arrangements personnels avec lui, des horizons inespérés.

Depuis cette époque, nous avons été dans des relations d'humeur assez inégale avec le jeune Etat. Et cependant nos voisins avaient paru, dès le début, rechercher cordialement notre collaboration de préférence à toute autre. Nous en avons la preuve dans la lettre du 23 avril 1884 par laquelle M. Strauch, président de l'Association internationale, assurait à la France un droit de préemption pour le cas où les possessions de l'Association, et plus tard l'Etat du Congo seraient un jour réalisés, c'est-à-dire cédés à un tiers.

Vous savez dans quelles circonstances, en 1887, ce droit de préférence a été transféré en quelque sorte à la Belgique, étant bien entendu, toutefois, que si un jour la Belgique songeait elle-même, immédiatement ou longtemps après la mort du roi Léopold, à aliéner le Congo par une « réalisation » ou cession quelconque, la France aurait le droit formel et incontestable d'exercer son droit de préférence à l'égard de toute autre puissance.

En nous reconnaissant cette qualité de préempteur, l'Etat du Congo nous a quelque peu liés à ses destinées ; jusqu'ici nous n'avons pas encore bien compris la valeur de ces liens, et il est advenu de notre indifférence à ce sujet que, depuis 1887, l'Etat du Congo, grâce à l'initiative d'une poignée d'hommes d'action, tels que j'en souhaiterais quelques-uns au Congo français, s'est vaillamment mis en mesure de constituer par lui-même ses forces intérieures et cela sous deux formes, en fondant de grandes compagnies commerciales pour l'exploitation des richesses naturelles et en créant des droits intérieurs assez élevés, afin de se procurer l'argent nécessaire à la construction des travaux publics, à l'administration de ses territoires et à la poursuite de ses explorations humanitaires.

Notre commerce au Congo belge et notre colonisation du Congo français ont-ils eu à se louer de cette action isolée de l'Etat du Congo ? On a prétendu que, bien au contraire, le développement intérieur du Congo belge a nui à notre développement dans ces mêmes régions et que les taxes intérieures de toutes sortes établies par le roi Léopold ont manifestement troublé le commerce international du haut et du bas Congo. Il y a une part de vérité dans ces assertions, et le roi Léopold s'en est si bien aperçu tout le premier qu'il a provoqué à la conférence de Bruxelles l'élaboration de la déclaration que vous connaissez, établissant des droits à l'entrée du bassin du Congo, en même temps qu'il réduisait lui-même les taxes intérieures si lourdes, et les droits à la sortie, non moins pesants pour le commerce.

Il convient, je crois, de féliciter M. le Ministre des Affaires étrangères d'avoir su, notamment dans ces derniers temps, amener le souverain du

Congo à des réductions encore plus importantes s'appliquant à l'Etat tout entier et entourées de précieuses garanties.

C'est ainsi que nos marchandises, à l'entrée des Etats du Congo, ou plutôt à l'entrée du bassin conventionnel du Congo, ne seront frappées que d'un droit de 6 0/0 *ad valorem*...

M. Jules Delafosse. — C'est encore trop !

M. François Deloncle... et, à la sortie, elles ne seront frappées que d'un droit de 10 0/0 calculé sur la valeur des marchandises à la côte. Ce sont des conditions fort honnêtes et qui peuvent nous devenir très profitables si notre initiative privée et surtout notre administration nous permettent de faire au Congo français ce que nos voisins les Belges font si vaillamment dans le leur. Depuis 1887, ai-je dit, ils ont constitué six grandes Sociétés représentant un capital de 40 millions de francs, et ces Sociétés donnent de beaux bénéfices qui laissent entrevoir combien cet empire, quatre-vingt-quatre fois plus grand que la Belgique et cinq fois plus grand que la France, est appelé à donner de revenus et à offrir de débouchés à l'industrie et au commerce belges et de prospérité au port d'Anvers !

Et nous, Messieurs, depuis sept ans que nous avons le Congo français ? qu'y avons-nous fait ?

Rien ! rien ! nous votons tous les ans bénévolement plus d'un million pour le Congo français et il n'y a là-bas qu'une maison française !

On dirait vraiment que notre administration fait en quelque sorte tout ce qu'elle peut pour empêcher les Français d'aller dans ces territoires riches, peuplés, admirablement ouverts à tous les trafics et dont l'acquisition ne nous a coûté que la peine de les laisser découvrir par quelques courageux voyageurs qui n'y ont jamais tiré un seul coup de fusil. L'Europe nous a reconnu ces vastes territoires, en 1885, dans des conditions fort avantageuses, et tout était à souhait pour les faire produire rapidement. Cependant nous n'en avons rien fait : aussi payons-nous aujourd'hui les conséquences de notre inertie et de notre indifférence.

Il est évident, Messieurs, que si les Anglais avaient eu le Congo français, ils n'en seraient pas aujourd'hui à accepter les conditions, même modérées, que nous fait le Congo belge. Ils auraient pris les devants.

Ils auraient fait des routes, ouvert les fleuves, attiré les commerçants, les colons, les capitalistes ; ils auraient distribué les territoires inoccupés à de grandes Compagnies qui eussent pris à leur charge une bonne partie tout au moins du budget local. Enfin, ils eussent prévenu la construction du chemin de fer du bas Congo belge en construisant eux-mêmes une ligne allant directement de la côte à Brazzaville, soit par le Chiloango, soit par le Niari-Kuilou !

Mais, Messieurs, en France, il ne faut pas parler d'aller gagner de l'argent aux colonies ; quiconque a l'audace de songer à faire fructifier son travail ou son argent dans une entreprise coloniale est immédiatement suspect à l'administration et même parfois au public : on s'empresse de l'écartier ou de le décourager à l'aide de mille vexations ; pour la majorité des bureaux, les colonies ne sont qu'un lieu de repos ou d'exil où l'on expédie des fonctionnaires.

Notre magnifique empire colonial, qui fait la jalousie de tant de rivaux, ne produit somme toute qu'une chose : d'orageuses interpellations pour renverser les Ministères.

Cependant l'avenir colonial que la force des choses ou plutôt la puissance morale de la France nous a réservé en Afrique apparaît comme des plus brillants si nous voulons bien nous donner un peu la peine de le favoriser, principalement par une collaboration cordiale avec nos voisins du Congo belge, qui peuvent nous aider grandement à ouvrir cet immense territoire, quatre fois plus grand que la France, et admirablement placé, au centre réel

de l'Afrique. Déjà nous possédons une belle partie des rives du Congo, le plus grand fleuve de l'Afrique, nous avons une ouverture sur le Nil, et demain nous atteindrons, espérons-le, le lac Tchad, c'est-à-dire la clef du bassin inférieur du Niger. Nous avons là un empire dont on ne peut encore concevoir tout le brillant avenir, pas plus qu'on ne pouvait concevoir, il y a cinquante ans, l'avenir de l'Argentine ou de telle autre grande république de l'Amérique du Sud ; saurons-nous en profiter ?

Il est clair que si, fidèles serviteurs de la sainte routine, nous devons continuer demain à ne rien faire et laisser tous ces territoires inoccupés et inexploités, si notre esprit politique, notre opinion publique ne doivent pas s'intéresser aux choses d'Afrique, il vaut mieux rejeter immédiatement, en même temps que l'acte de Bruxelles, la déclaration et le protocole relatifs au Congo. Si, au contraire, nous voulons agir, faire au Congo des économies budgétaires et y réaliser des bénéfices publics, nous devons avant toute chose voter la déclaration et marquer ainsi la reprise de nos relations si étroites des premières années avec le Congo belge.

L'instant est du reste bien choisi pour cette politique. L'Etat du Congo, qui joue en Afrique le rôle de tampon, rempli en Europe à la satisfaction de tous les peuples par la Belgique, se trouve par sa situation géographique même, depuis le partage de l'Afrique, dans une situation ouverte à des dangers extérieurs dont voici les principaux. Il existe dans le Sud africain une grande Compagnie anglaise privilégiée, que, dans un autre temps, on eût appelée, permettez-moi cette expression, une bande de flibustiers. Cette Compagnie s'est jetée sur les possessions du Portugal et a ravi à ce dernier, au mépris de tous les droits, les territoires entre le Bechuanaland et le Zambèze ; sans se préoccuper des intérêts français au Manica, elle a dépouillé le Portugal du Manica. En même temps elle se glissait au Congo et cherchait à lui ravir le Katanga.

Du côté de l'Est africain, c'est une autre Compagnie, la British East Africa, qui dès l'an dernier annonçait, par l'organe du *Times*, à l'Etat du Congo, sa volonté de voir le roi Léopold consentir bien vite à une rectification de la frontière orientale de l'Etat, touchant au Semliki et au Tanganika.

Enfin plus récemment, comme certains journaux agitaient la question du tracé définitif de la frontière méridionale du Congo français, dans les régions de l'Oubangui, un grand seigneur de la Compagnie anglaise du Sud africain, dont je disais tout à l'heure les exploits, eut le courage de déclarer que les Français feraient bien mieux de négocier la frontière méridionale de leur Congo avec la Compagnie du Sud de l'Afrique qu'avec l'Etat du Congo lui-même.

Cela signifie, si je ne me trompe, que la politique de l'Angleterre ou de ses Compagnies vise, pour un jour plus ou moins lointain, un démembrement de l'Etat du Congo.

Elle commence par demander des lambeaux de territoire ; demain elle osera davantage, car elle ne sait que trop combien tout réussit à son audace, quand la France se désintéresse ou est indifférente !

Donc si, aujourd'hui, nous n'affirmons pas notre solidarité avec le Congo belge, si nous n'avons pas la conscience des droits et des devoirs que nous impose notre qualité internationale et publique de préempteurs, nous prenons une responsabilité bien grave et bien dangereuse pour l'équilibre africain.

Voyez : déjà sur la carte d'Afrique, l'Angleterre a la prétention de dire qu'elle peut aller du Cap au Caire, c'est-à-dire de l'extrême sud à l'extrême nord de l'Afrique, sans quitter d'un seul pas les territoires soumis à l'influence de la reine !

Que serait-ce si, demain, repoussant la déclaration, nous laissons le Congo livré à ses seules forces ?

Ah ! Messieurs, prenez-y bien garde ! Craignez les suites d'une semblable politique ! Vous aurez beau avoir de solides garnisons en Algérie, et montrer

sur le papier un superbe empire dans le nord-est et le centre africains ; si vous ne veillez pas, si vous n'admettez pas l'existence des nécessités dont je vous ai parlé, les choses prendront vite une telle tournure qu'une tourmente venue du sud et de l'est, ne rencontrant plus sur son passage d'obstacle international, et faite de tous les éléments fanatiques et sauvages dont le noir continent réserve l'irrésistible puissance au peuple le plus hardi, refera en Afrique, pour notre ruine, l'histoire lamentable des Indes et du Canada, des empires perdus par la légèreté séculaire des pouvoirs publics de France à l'égard des choses coloniales.

Séance du 25 juin. — M. Francis Charmes, rapporteur. — Je ne me dissimule pas, Messieurs, les difficultés de ma tâche. Si j'avais pu m'y tromper, les applaudissements qui ont accueilli les deux orateurs qui se sont succédés à la tribune, et notamment mon ami M. Félix Faure, auraient dissipé mon illusion. Cependant, au nom de la Commission chargée d'examiner les actes qui se rattachent à la conférence de Bruxelles, je veux essayer de vous prouver, et j'ai l'espoir d'y parvenir, qu'il y a eu une confusion, involontaire à coup sûr, mais absolue, entre le droit de visite, qui a été si vigoureusement flétri, qui a été l'objet de justes attaques auxquelles je m'associe, et ce que le Gouvernement de la République a accepté à la conférence de Bruxelles.

Il est facile, en invoquant les vieux souvenirs qui se rattachent aux discussions d'autrefois sur le droit de visite, il est facile, en parlant de notre pavillon, de sa dignité, de l'honneur national, il est facile d'entraîner la Chambre un peu par surprise et de provoquer chez elle les sentiments qui se sont manifestés hier d'une manière si vive.

Ces sentiments, je les aurais éprouvés moi-même si le Gouvernement avait en effet concédé le droit de visite sur les navires qui portent notre pavillon. Mais il n'en est rien, et, dès les premières séances de la conférence de Bruxelles, dès que nos plénipotentiaires se sont trouvés en rapport avec les plénipotentiaires étrangers et ont abordé les premières questions sur lesquelles on devait se mettre d'accord, nos plénipotentiaires ont déclaré qu'ils n'avaient pas à discuter le droit de visite, que leurs instructions à cet égard étaient très fermes et très nettes.

Je saisis une marque d'approbation de la part de M. le Ministre de la marine, et je tiens à dire que, dans toute cette controverse internationale qui s'est produite à Bruxelles, controverse où nos représentants étaient assistés par des officiers de marine de la plus haute distinction, des officiers qui connaissent nos traditions nationales, qui les avaient gravées dans leur cœur, toutes les prétendues concessions qui ont été faites, l'ont été par suite d'une entente parfaite entre les représentants des deux Ministères.

Je n'abuserai pas des citations. Permettez-moi cependant de mettre sous vos yeux un passage du rapport fait par la Commission chargée d'examiner les différentes propositions présentées au sujet des mesures à prendre pour combattre la traite : vous verrez avec quelle énergie notre attitude a été établie dès les premiers moments :

« Les plénipotentiaires du Gouvernement français sont allés au-devant du désir unanime d'aboutir à une entente générale en écartant de prime abord les moindres doutes sur les intentions inébranlables de leur Gouvernement. La France a refusé, depuis longtemps, de prendre part à un engagement international quelconque établissant le droit de visite en temps de paix. Elle ne pouvait renoncer à ses traditions les plus chères, qui font partie de son histoire nationale. S. E. M. Bourée, le premier plénipotentiaire français, a déclaré catégoriquement à cet effet que si la question du droit de visite était mise en discussion, il n'était pas autorisé à prendre part à la délibération. Mais il constata, en même temps, la ferme volonté du Gouvernement français de concourir, dans les limites imposées par ses intérêts suprêmes et par sa dignité nationale, à toutes les mesures efficaces destinées à supprimer la traite dans la zone délimitée. »

Et les plénipotentiaires anglais prenaient acte des déclarations du Gouvernement français en exprimant le regret de rencontrer de sa part la même fermeté qu'aux temps antérieurs, la même énergie à refuser d'une manière absolue le droit réciproque de surveillance, le droit de visite des navires dans une zone délimitée. Mais nos plénipotentiaires ajoutaient que, s'il leur était impossible, au nom de leur Gouvernement, d'accepter le droit de visite qui était demandé par les plénipotentiaires anglais, cela ne signifiait pas que le Gouvernement de la France autant que tout autre, autant que le Gouvernement anglais par exemple, n'eût la résolution de prendre des mesures efficaces pour réprimer cet odieux trafic de la traite et de l'esclavage, que nous avons été historiquement les premiers à flétrir et à dénoncer ; car c'est la France, comme l'a rappelé hier à cette tribune, en termes éloquents, M. Félix Faure, c'est la France qui la première dans le monde a flétri l'esclavage et la traite comme des actes odieux, et les a dénoncés à la conscience de toutes les nations civilisées ; c'est à nous que revient l'honneur d'avoir les premiers dans l'histoire déclaré que nous supprimions l'esclavage dans nos colonies et que nous prendrions tous les moyens en notre pouvoir pour l'empêcher dans le reste du monde.

Nos intentions ne pouvaient donc pas être suspectées. On pouvait seulement apprécier différemment les moyens que nous avons employés jusqu'à ce jour et que nous avons l'intention d'employer à l'avenir pour combattre la traite.

Quels étaient, quels sont ces moyens ?

M. Bourée, notre premier plénipotentiaire à la conférence de Bruxelles, après la protestation dont je viens de donner lecture, disait :

« Une surveillance rigoureuse de la part des Puissances européennes ayant des possessions sur la côte orientale d'Afrique ou exerçant dans ces parages un protectorat, afin d'empêcher l'usurpation de leur pavillon et la sortie des négriers de leurs eaux territoriales, serait le meilleur moyen de supprimer définitivement la traite sur mer. »

Vous le voyez, Messieurs, par ces quelques mots notre premier plénipotentiaire indiquait ce que j'ai appelé — quelques-uns de mes collègues m'ont demandé ce que j'entendais par cette expression — le système français, la méthode française, les procédés français appliqués à la répression de la traite.

Nous avons cru de tout temps — depuis le commencement du siècle, depuis que cette question de l'esclavage a été posée — nous avons cru que le droit de visite exercé réciproquement sur les navires des différentes Puissances était un procédé que vous me permettrez d'appeler rudimentaire, un procédé un peu brutal pour reconnaître si un navire faisait ou ne faisait pas la traite.

Nous avons pensé que ce procédé était, il est vrai, efficace, — je ne conteste pas son efficacité, — mais qu'il n'impliquait pas, de la part des Puissances qui y ont recouru jusqu'à aujourd'hui, un grand effort d'imagination pour éviter les vexations inutiles aux pavillons étrangers. Il est très simple d'arrêter en mer un navire, de le visiter depuis le pont jusqu'à fond de cale, de passer en revue les passagers qu'il porte et de reconnaître s'il fait ou s'il ne fait pas la traite. C'était là le droit de visite.

Mais n'y a-t-il pas d'autre moyen d'arriver tout aussi sûrement au même résultat ? Ne peut-on pas, qu'il s'agisse soit d'un navire français, soit d'un navire autorisé à porter le pavillon français, exercer par avance un contrôle sérieux sur le chargement, sur l'équipage, et donner en même temps au navire dont il s'agit un papier authentique constatant le droit pour lui de porter notre pavillon, d'arborer le drapeau tricolore, et en même temps un rôle de l'équipage dont on vérifierait l'exactitude, un manifeste des passagers noirs — s'il s'agit d'un navire qui parcourt les parages de l'Afrique orientale où la traite subsiste encore ? Ces moyens ne peuvent-ils pas être efficaces et suffisants pour empêcher la traite, pour donner toutes garanties

à ceux qui voudraient, aussi sincèrement que nous, mettre obstacle à ce honteux trafic ?

Nous avons cru — et je vous parle de nos véritables traditions nationales — que, par un système de papiers bien contrôlés, en nombre suffisant pour faire entrer la confiance dans tous les esprits de bonne foi, on pouvait arriver d'une manière certaine à constater qu'un navire qui paraissait suspect à première vue opérait régulièrement et légitimement, et qu'on n'avait aucun motif, ni par conséquent aucun droit de l'arrêter plus longtemps dans la poursuite de ses opérations.

Voilà quel a été le système français ; voilà quels ont été, depuis le commencement du siècle, les moyens que nous avons employés pour réprimer la traite. Et je me demande si ces moyens, qui ont plutôt un caractère moral, contrairement au caractère purement matériel du procédé anglais, sont ou ne sont pas efficaces, comme l'est, je l'avoue, le procédé de la visite.

Cette question, je ne la résous pas *à priori* ; je ne la résous pas par de simples arguments de logique ; je me place en présence des faits.

Vous savez ce qui s'est passé il y a trois ou quatre ans à l'occasion du blocus de Zanzibar.

M. de Mahy. — Le diplomate anglais a cependant soutenu devant la Conférence que nous étions les seuls à faire la traite.

M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères. — On n'a jamais dit cela ! Jamais !

M. le rapporteur. — Monsieur de Mahy, je n'ai pas bien entendu votre observation.

M. Ribot. — M. de Mahy dit que le Plénipotentiaire anglais a soutenu devant la Conférence que la France était le seul pays qui faisait la traite.

Jamais semblable parole n'a été prononcée ! Elle n'eût pas été tolérée.

M. le rapporteur. — Jamais semblable parole n'a été prononcée dans la Conférence, et il est évident que si elle l'eût été, notre représentant eût protesté avec la dernière énergie.

On peut signaler les régions de la zone suspecte sur lesquelles la traite se porte plus particulièrement ; mais il n'a jamais été dit que la traite se faisait d'une manière spéciale sous le pavillon français, et certainement nous n'aurions pas toléré des allégations de pareille nature.

M. de Mahy. — C'est très heureux.

M. le rapporteur. — Du reste, je le répète, les faits mêmes protestent contre ces allégations ; car, il y a trois ans, le blocus établi par l'Angleterre et l'Allemagne sur les côtes de Zanzibar a amené la démonstration du contraire.

L'Angleterre et l'Allemagne, avec l'adhésion du Sultan de Zanzibar, — je n'ai pas à rechercher comment cette adhésion avait été obtenue, — avaient pris l'attitude de belligérants à l'égard des côtes de Zanzibar et avaient tout le long de ces côtes établi le blocus.

Ce blocus a été considéré par nous comme effectif. Quelle était alors notre situation en tant que neutres ? Si nous n'admettons pas en temps de paix le droit de visite en ce qui concerne la recherche de la traite, nous devons l'admettre en temps de guerre en ce qui concerne la recherche de la contrebande de guerre. C'est la règle universellement admise dans le droit des gens. La visite a donc été exercée sur nos navires dans la zone où existait le blocus, la visite avec toutes ses conséquences, et non pas la simple vérification des papiers de bord. Une question s'est alors inévitablement posée. On nous disait : Si, en procédant à la recherche de la contrebande de guerre,

nous trouvons des esclaves sur les navires qui sont couverts de votre pavillon, que ferons-nous ? Permettons-nous à ces navires de continuer leur trajet et leur commerce ?

Était-il possible de répondre par l'affirmative ? Nous avons été les premiers à dire non. Dans ce cas, avons-nous dit, vous conduirez le navire suspect à l'autorité française, au croiseur français le plus proche ; il sera livré à notre juridiction et nous ferons justice.

Telle a été notre réponse, et je pense que la Chambre approuvera le Gouvernement de cette époque d'avoir tenu ce langage. Il ne pouvait pas en tenir un autre.

Qu'est-il arrivé ? Un assez grand nombre de navires ont été visités et sur aucun on n'a trouvé d'esclaves, je le dis à l'honneur de notre pavillon... (Très bien ! très bien !), aucun fait de traite nettement caractérisé n'a été relevé contre nous.

J'ai donc le droit de soutenir que les méthodes, les procédés que j'ai appelés français, sont efficaces pour la répression de la traite, et que, si la France repousse le droit de visite, cela ne veut pas dire qu'elle montre la moindre tolérance envers la traite et qu'elle la couvre de son pavillon.

Quelle est maintenant la situation ? Que s'est-il passé à la Conférence de Bruxelles ? Est-il vrai que nous ayons renoncé à nos traditions ?

La vérité est toute différente, la vérité est que le système français, le système qui nous était propre, qui nous était personnel, mais qui n'avait pas été reconnu comme entrant dans les pratiques du droit international et qui n'avait jamais figuré dans aucune convention diplomatique, pour la première fois, ce système a été consacré par l'Europe ; il a figure dans un arrangement international ; il a été mis sur un pied égal à celui de la visite. Nous ne pouvions pas demander aux Puissances étrangères, qui entre elles ont fait des conventions d'après lesquelles elles s'autorisaient à exercer le droit de visite sur leurs navires respectifs, nous ne pouvions pas leur demander de renoncer à leurs traditions puisque nous voulions leur imposer le respect des nôtres. Mais nous avons obtenu ce respect ; pour la première fois, il a été reconnu que la vérification des papiers de bord pourrait, dans beaucoup de cas, suffire pour combattre la traite avec efficacité.

Je ne veux pas parler de nos plénipotentiaires devant M. le Ministre des Affaires étrangères avec des éloges qu'il a plus qualité que moi pour leur décerner ; mais il y a eu là un succès pour nous, et je suis heureux de l'enregistrer.

M. Jacques Piou. — Avec beaucoup de succès comme celui-là, vous irez loin !

M. le rapporteur. — Oui, Monsieur Piou, c'est avec des succès comme ceux-là que nous maintiendrons nos traditions et que nous continuerons, dans le concert Européen, à réprimer la traite par nos procédés, alors que d'autres Puissances essayent de la réprimer par les leurs.

Que résulte-t-il de l'acte général de la Conférence de Bruxelles, qui a été attaqué si vivement hier et qui le sera encore probablement tout à l'heure par M. Piou ? Il en résulte qu'à chacun on applique ses principes : à d'autres la visite, mais à nous la simple vérification des papiers. Il est vrai, comme on l'a dit hier, que le procédé est le même dans tous les cas pour la première partie de l'opération. L'officier étranger monte sur le navire ; il constate d'abord la régularité des papiers ; mais là s'arrête la similitude. S'il s'agit d'un navire non français, et si, à la suite de la vérification des papiers, il reste un doute quelconque dans l'esprit de l'officier, il procède à la visite. Il se place sur le pont du navire, prend le rôle de l'équipage et appelle les passagers. Il en constate le nombre, vérifie s'il est en rapport avec le rôle de l'équipage et, s'il y a des passagers en sus, ils sont suspects. Il prend le manifeste des passagers noirs, il en fait l'appel, et s'il y a un nombre de pas-

sagers noirs supérieur à celui qui est mentionné dans le manifeste, s'il a encore des doutes sur la nature des opérations faites par le bâtiment, il descend jusqu'à fond de cale, entre partout, visite tout, s'assure de la qualité de la cargaison, demande où on l'a prise, où on la conduit, et ne laisse rien enfin en dehors de son inquisition.

Pour moi, j'admire les Puissances étrangères qui ont accepté les unes sur les autres un contrôle pareil, et je fais honneur au Gouvernement français de n'y avoir jamais soumis notre pavillon.

Là où commence la vraie visite pour les autres, elle s'arrête pour nous. Lorsque la régularité des papiers a été reconnue par l'officier étranger, il n'a pas le droit d'aller plus loin, quels que soient d'ailleurs les soupçons qui peuvent lui rester dans l'esprit. Dès qu'il a vérifié les papiers, il a épuisé son droit.

M. Félix Faure. — Excepté dans le cas prévu à l'article 49. Voulez-vous lire cet article, Monsieur le rapporteur ?

M. le rapporteur. — Si vous le désirez, je vais vous en donner lecture.

L'article 49 porte :

« Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré. »

Jusqu'ici vous n'avez rien à reprendre ?

M. Félix Faure. — Veuillez continuer.

M. le rapporteur. — « Chaque Puissance signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau international de renseignements les autorités territoriales ou consulaires, ou les délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

« Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

M. Félix Faure. — Et l'article 50 ?

M. le rapporteur. — Je vais vous le lire. Il est ainsi conçu :

« L'autorité visée à l'article précédent, à laquelle le navire arrêté a été remis, procédera à une enquête complète, selon les lois et règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger. »

A droite. — En présence d'un officier étranger !

M. le rapporteur. — Ainsi, il est entendu que la seule objection de M. Félix Faure porte sur la présence de cet officier...

M. Jacques Piou. — Non, pas la seule !

M. Félix Faure. — C'est une des objections !

M. le rapporteur. — Il me semblait que l'objection portait uniquement sur ce point, puisque j'ai pu lire tout le reste sans que vous m'arrêtiez.

Mais que résulte-t-il de l'article 49 ?

Il en résulte que l'officier étranger, après la vérification des papiers de bord et par le fait de cette vérification, n'a le droit de former sa conviction que sur ces papiers, que sur la régularité de ces papiers, et nullement sur toute autre inspection du bâtiment, puisqu'il n'a pas le droit de le voir, de le visiter. Ah ! si les papiers ne sont pas en règle, s'ils ne sont pas revêtus de toutes les circonstances qui en assurent l'authenticité, alors la suspicion devient légitime et le navire peut être arrêté.

Voici donc comment je conçois la vérification des papiers opérée sur un navire français :

Un officier étranger monte à notre bord ; il ne voit qu'une personne, celle

qui lui remet les papiers. On peut l'enfermer dans une cabine, face à face avec ces papiers. Il constate s'ils sont en règle ; quant au reste du bâtiment, il ne le voit pas. On peut le lui fermer, on peut l'empêcher de faire un pas sur le navire et de descendre une seule marche de l'escalier qui conduit au-dessous du pont.

Plusieurs membres à gauche. — Mais qui donc l'en empêchera ?

M. François Deloncle. — Mais il n'y a pas toujours des escaliers et même des ponts sur les petits bateaux de ces régions !

M. le rapporteur. — Qui l'en empêchera ? Le droit des gens.

Ah ! si vous me parlez de l'emploi de la force, le cas est différent !

M. Maurice Sibille. — Le cas est prévu par les traités.

M. le rapporteur. — Je n'ai pas à l'examiner en ce moment. Je parle seulement de la différence qui existe entre les navires qui portent notre pavillon et ceux qui portent le pavillon d'un pays qui admet la visite. Nous, nous n'avons qu'un mot à dire : « Je suis Français », comme dans l'antiquité on disait : *Civis romanus sum*. — Je suis Français, je n'accepte pas la visite ; voilà mes papiers.

Et, si les papiers sont en règle, ils sont en quelque sorte le prolongement du pavillon qui couvre la marchandise.

M. de La Martinière. — Mais l'officier du croiseur sera seul juge de la régularité des papiers.

M. le rapporteur. — Vous me demandez comment on constatera la régularité des papiers, et par qui elle sera constatée. Je réponds d'abord sur le premier point.

Il est convenu que toutes les nations se mettront en rapport les unes avec les autres pour échanger ces papiers, pour que chacune d'elles connaisse exactement quels sont les papiers des autres. On doit créer à Zanzibar un bureau international, où seront déposés les types de tous les papiers exigés.

Par conséquent, il ne peut y avoir aucune espèce de doute sur les moyens d'en contrôler l'exactitude et l'authenticité.

Vous me direz : Pourquoi cette nouveauté, — car je reconnais que c'est une nouveauté — cette nouveauté à laquelle nous avons consenti, la vérification des papiers ? Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas admis la vérification des papiers, et le pavillon à lui seul couvrait tout le navire. Pourquoi avons-nous fait cette concession ? Eh bien ! Messieurs, je vais le dire. C'est parce qu'en effet, dans une partie des mers de l'Afrique orientale, on abuse de notre pavillon.

M. Jacques Piou. — Réprimez-les vous-mêmes, ces abus !

M. le rapporteur. — Je remercie M. Piou de son interruption : il me sera très facile de lui démontrer qu'il nous est impossible de réprimer ces abus nous-mêmes, et en voici la raison.

Un boutre arabe sort d'un port quelconque de la côte avec le pavillon français, — il a une préférence naturelle pour notre pavillon, parce que nous n'admettons pas la visite, et je ne suis pas autrement fier de cette préférence.

Ce boutre arabe fait la traite, il prend le pavillon français.

Vous nous dites : Inspectez-le ! visitez-le ! Mais croyez-vous que ce boutre, dont il est bien inutile de caractériser la moralité, lorsqu'il aperçoit un navire français, garde notre pavillon ? Pas du tout ! il s'empresse de le changer : il arbore un pavillon anglais, italien ou allemand ; il a un assortiment très complet et très éclectique de pavillons ; suivant les circonstances, il arbore le nôtre ou celui d'une autre Puissance, de telle sorte qu'il ne sera

jamais pris, à moins que, par un hasard malheureusement très rare, il ne se trouve, comme entre deux feux, entre un navire français et un navire anglais.

Alors, oui, il ne pourra pas échapper ; mais dans l'hypothèse contraire, celle qui malheureusement se produit le plus fréquemment, le navire se soustrait à la surveillance d'un bâtiment anglais en arborant un pavillon français et à la surveillance d'un bâtiment français en arborant le pavillon anglais ; et par ce moyen, il échappe à tous les dangers.

M. Millerand. — Il y a des faits de ce genre qui ont été constatés ?

M. le rapporteur. — Oui ! et ils ne sauraient être contestés. C'est ainsi que les choses se passent. Je n'ai pas d'espèces à vous énumérer ; mais la nature même des choses doit vous convaincre de l'exactitude de ces faits. Vous pensez bien que ces négriers n'ont aucune espèce de scrupule à changer de pavillon, puisque ce n'est jamais le leur qu'ils arborent et qu'ils n'appartiennent à aucune nationalité avouable.

Ils empruntent le pavillon de telle ou telle nation suivant les circonstances, tantôt de celle-ci, tantôt de celle-là ! Ils abusent de notre pavillon dans des conditions telles que, quelle que soit notre bonne volonté, nous ne pouvons rien contre leurs subites métamorphoses. Il fallait mettre un terme à ces monstrueux abus. A la Conférence de Bruxelles, nous avons dû reconnaître très loyalement, de même que les autres nations se sont montrées loyales vis-à-vis de nous, nous avons dû reconnaître ce qui se passait, et nous avons consenti à la vérification des papiers.

Mais, Messieurs, en admettant la vérification des papiers dans les conditions étroites que je viens d'indiquer, nos Plénipotentiaires ont dû avoir deux préoccupations : l'une a trait à la nature même et au choix de ces papiers, qui ne devaient pas être trop nombreux ; l'autre concerne la sanction et la garantie à donner aux opérations de mer et à la juridiction devant laquelle seraient portés les faits qui pourraient amener la capture.

En ce qui concerne la nature des papiers, je reconnais qu'autrefois, — la question n'est pas nouvelle : il n'y a rien de nouveau dans le droit des gens, — des controverses prolongées ont eu lieu sur la question de savoir si on pouvait autoriser la vérification des papiers. Nous ne l'avions pas autorisée. Mais pourquoi ? Parce qu'il s'agissait alors de papiers beaucoup plus nombreux que ceux auxquels nous nous sommes réduits aujourd'hui. Les papiers de bord d'un navire, qui n'étaient d'ailleurs pas les mêmes pour toutes les Puissances, consistaient essentiellement dans des pièces dont les unes sont celles que j'énumerais tout à l'heure, mais dont les autres étaient le connaissance, qui renseignait sur la propriété, la nature et la destination de la cargaison, et le journal du navire. Ces deux pièces faisaient essentiellement partie du jeu, si je puis employer cette expression, des papiers de bord. Nous ne pouvions pas permettre que la vérification se fit sur ces papiers, parce qu'alors on aurait connu le secret commercial d'un navire, sa cargaison, le point d'où elle provenait, et celui auquel elle était destinée, et vous voyez les conséquences possibles au point de vue du succès des opérations entreprises.

Voilà pourquoi, dans le passé, on n'a jamais voulu accorder la vérification de ces papiers de bord, aussi longtemps que cette expression s'est étendue aux pièces que je viens de citer. Mais à la Conférence de Bruxelles, où on avait un égal désir de se mettre d'accord pour arriver à des résultats efficaces, on a éliminé les papiers qui intéressent les opérations commerciales du navire, et les seuls qui doivent être soumis à la vérification sont ceux que j'ai énumérés : l'acte autorisant le port du pavillon, le rôle de l'équipage, le manifeste des passagers noirs, et voilà tout ! Dès lors, où était le danger de la vérification ? Mais admettons ce danger. Je veux bien supposer un zèle intempestif de la part de navires capteurs appartenant à certaines nations

dont les intentions ont été développées hier à cette tribune avec une liberté de langage que je n'ai pas le droit de me permettre, puisque je parle au nom d'une Commission, et que je ne me permettrais pas, même si je parlais en mon nom personnel...

M. Louis Barthou. — On ne se gêne pas dans le Parlement anglais !

M. le rapporteur. — Pardon, on se gênerait peut-être dans le Parlement anglais pour prononcer certaines paroles que je ne voudrais pas entendre non plus dans une Chambre française.

On se doit, entre nations, des ménagements réciproques, et je ne crois pas très conforme à ces convenances de se prêter mutuellement des intentions plus ou moins perfides, dont il est d'ailleurs impossible de prouver la réalité.

Mais, admettons des abus possibles. N'avons-nous pas de garanties contre eux ? D'abord la seule juridiction compétente, lorsqu'on arrête un navire portant pavillon français, c'est la juridiction française au premier et au second degré : jusqu'au bout, la seule compétence est celle de nos autorités ou de nos Tribunaux. Un navire qui porte pavillon français, à tort ou à raison, et qui est réputé suspect, est conduit à l'autorité française la plus rapprochée. L'article 50 que vous m'avez demandé de lire dispose que l'enquête sera faite en présence de l'officier du croiseur étranger. Vous avez dit hier : Ce sera donc sous la surveillance et le contrôle de cet officier. Est-ce acceptable ?

Messieurs, ce ne sera ni sous sa surveillance ni sous son contrôle, mais en sa présence !

Pourquoi l'enquête sera-t-elle faite en sa présence ? Parce qu'il sera appelé à payer une indemnité, si c'est à tort qu'il a arrêté le navire portant notre pavillon. Voulez-vous qu'un homme qui peut être condamné à payer une indemnité, parfois très considérable, n'assiste pas aux opérations qui peuvent amener pour lui un dénouement pareil ? Lorsqu'il sera condamné, il y aura peut-être lieu pour lui de faire appel devant un Tribunal français plus élevé.

Sa présence ne me révolte donc nullement, ne me choque pas, ne répugne en rien à mes sentiments ; elle me paraît tout indiquée et absolument légitime. Je dirai même que si ce droit pour l'officier du croiseur n'avait pas été mentionné dans l'acte général, je le regretterais, car je n'aperçois pas seulement l'officier étranger qui vient visiter un navire français : je vois aussi quelquefois l'officier français qui inspecte un navire étranger...

M. Jules Delahaye. — A condition qu'il y ait des croiseurs français !

M. le rapporteur. — ...qui demande à vérifier les papiers de bord et qui, dans le cas où il ne les trouve pas en règle, arrête le navire.

Eh bien, cet officier français sera précisément dans la situation qui nous occupe : je veux qu'il connaisse les charges qui pèsent sur lui, je veux qu'il assiste à l'enquête, non pas avec voix délibérative, assurément, mais je désire qu'il y assiste pour qu'il puisse savoir quels griefs, quelles charges pèsent sur lui, pour qu'il soit en situation de juger s'il doit en appeler à une autorité supérieure. Et le voulant pour moi, je suis bien obligé d'accepter la réciprocité pour les autres. Je ne vois pas de ce chef sur quoi vous pouvez fonder l'objection que vous avez produite hier. J'estime qu'il est bon qu'un officier accusé — car c'est lui qui devient accusé à son tour, au moment où il comparait devant l'autorité compétente, — soit là, non pas même pour se défendre, mais au moins pour connaître ce qu'on lui reproche.

Donc, Messieurs, compétence française, c'est notre garantie ; présence de l'officier capteur, c'est la sienne, à quelque nationalité qu'il appartienne, et il peut appartenir à la nôtre.

Je crois que, dans ces conditions, on a fait tout ce qui était possible pour assurer l'indépendance du pavillon, et je suis persuadé que les craintes, que les hésitations qui se sont produites à la séance d'hier tomberont devant les explications que votre Commission m'a chargé de vous présenter.

Messieurs, je m'efforce d'abréger, et vous me rendrez la justice que je ne dis que les choses indispensables.

Il est un point qui, je dois le reconnaître, est de nature à mettre nos susceptibilités en jeu : c'est le fait que, sinon toute l'île de Madagascar, au moins la côte orientale ait été comprise dans la zone surveillée. Je ne parle que de la côte orientale ; quant à la côte occidentale, celle qui regarde directement l'Afrique, point d'objection. Il faut bien avouer que s'il est une partie du monde où la traite se fait, le canal de Mozambique y est compris, et par conséquent la surveillance la plus étroite doit s'y exercer.

Je ne voudrais pas parler avec détails de la situation intérieure de Madagascar ; je glisserai sur ce sujet, mais enfin, Messieurs, vous savez que nos droits sur la grande île africaine, s'ils sont sérieux et précieux, sont limités. Le traité de 1885 ne nous autorise pas à nous immiscer dans l'administration intérieure du pays, et, n'en étant pas responsables, nous ne pouvons pas la garantir.

Je ne rechercherai donc pas quelle est la situation intérieure en ce qui concerne l'esclavage ; mais il est certain que les Puissances et nous-mêmes ne pouvons exercer une action utile et efficace que par la surveillance extérieure. Si l'île de Madagascar a été comprise dans la zone surveillée, il y a sans doute des raisons pour cela ; mais ces raisons ne peuvent s'appliquer qu'à la côte occidentale qui regarde l'Afrique et pas du tout à la côte orientale qui regarde la Réunion. Sur la côte orientale, nous sommes d'ailleurs parfaitement en mesure, dans le cas infiniment moins vraisemblable où des faits de traite viendraient à se produire, de les surveiller et de les réprimer sans le secours ni le concours de personne.

M. François Deloncle. — Très bien !

M. le rapporteur. — Mais, Messieurs, y avait-il là, pour votre Commission, y avait-il dans ce grief unique un motif suffisant de rejeter la convention ou même de la renvoyer au Gouvernement ? Était-il nécessaire d'employer ce procédé, et de réunir de nouveau en conférence les représentants de dix-sept Puissances pour corriger sur ce point l'Acte général ? N'était-il point possible d'arriver par d'autres moyens à la modification en fait, en pratique, d'une imperfection de détail ?

Un membre. — C'est un détail important !

M. le rapporteur. — Quelle que soit l'importance que vous y attachez, mon cher collègue, réunirez-vous pour cela une nouvelle Conférence ? Je crois cette mise en scène inutile, et je suis convaincu qu'on peut arriver par d'autres moyens au but que vous désirez, et que je désire avec vous. Une entente peut s'établir à ce sujet et se produirait certainement entre nous et les autres nations. On nous laisserait le soin d'exercer seuls une surveillance active dans les eaux de Madagascar.

D'abord, Messieurs, que cette surveillance nous appartienne exclusivement dans les eaux territoriales, il ne peut y avoir à ce sujet aucun doute. L'Acte général dit formellement qu'il n'est rien innové dans ces eaux, et que la souveraineté de la Puissance riveraine y conserve la plénitude de ses droits.

De la zone de 20 milles en mer, il faut donc distraire tout d'abord les eaux territoriales, et alors vous voyez ce qui reste, une zone très étroite, dans laquelle, quand même il le voudrait, un croiseur étranger ne pourrait presque jamais saisir un navire portant notre pavillon. Celui-ci, en effet, suivant

le point où il serait aperçu, pourrait le plus souvent, soit se réfugier dans les eaux territoriales, soit sortir, à l'est, de la zone surveillée.

M. Freppel. — A quoi sert la zone, alors ?

A droite. — Cela n'est pas dit dans la convention.

M. le rapporteur. — Je vous demande pardon ; il est dit dans la convention que le droit de surveillance ne s'exerce qu'à 20 milles en mer. Il est incontestable aussi, et il est dit dans la convention, qu'il faut défalquer de ces 20 milles les eaux territoriales. Dès lors, j'ai le droit de tirer les conséquences que j'indique. On nous laissera la surveillance à l'est de Madagascar, parce que nous seuls pouvons l'exercer d'une manière efficace dans une zone aussi étroite et aussi rapprochée de notre protectorat.

Je dirai plus. Si une autre surveillance voulait s'exercer concurremment à la nôtre, il serait facile à M. le Ministre des Affaires étrangères de faire sentir à la Puissance qui chercherait à l'exercer que l'Acte général de Bruxelles est intéressé à ce que les Gouvernements qui l'ont signé l'appliquent avec modération : c'est à cette condition seulement qu'il durera. Si les autres Puissances ne nous témoignaient pas les égards que les convenances exigent, notamment dans les eaux de Madagascar, l'Acte général serait bientôt remis en question.

M. François Deloncle. — L'Acte n'est-il pas perpétuel ?

M. le rapporteur. — Il est perpétuel ; mais connaissez-vous un Acte perpétuel qui n'ait pas une fin ? Et cette fin arrive d'autant plus vite qu'on use sans ménagements de l'Acte dont il s'agit.

Et d'ailleurs, Messieurs, l'Acte général, dans un de ses articles, prévoit formellement un cas de revision : c'est celui qui se produirait si on s'apercevait qu'il y a des inconvénients à avoir fixé à 500 tonneaux le tonnage des navires qui pourront être surveillés. Ce chiffre est-il trop élevé ? L'expérience le prouvera. Si un trop grand nombre de navires, même d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux, venaient à être inquiétés dans leurs opérations légitimes, le moyen ne nous manquerait pas, vous le voyez, pour demander la modification de l'Acte de Bruxelles et pour l'obtenir.

C'est une garantie, sans doute ; nous pourrions toujours l'invoquer et provoquer par là la revision de l'Acte général.

M. Peytral. — Quel moyen aura-t-on de constater en mer qu'un navire ne jauge que 500 tonneaux ?

M. le rapporteur. — Monsieur Peytral, vous êtes représentant d'un port de mer ; je ne crois pas que votre œil y trouve beaucoup de difficultés.

M. Peytral. — Je vous demande bien pardon ! On peut se tromper.

M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères. — La sanction consistera en dommages-intérêts !

M. le rapporteur. — En tout cas, si un navire d'un tonnage supérieur à 500 tonneaux venait à être arrêté, il n'aurait qu'à montrer ses papiers.

M. Peytral. — Il n'en sera pas moins arrêté !

M. le rapporteur. — C'est incontestable ; mais connaissez-vous un autre moyen d'empêcher la traite ? Voulez-vous ou non l'empêcher ? Voulez-vous sortir du concert international en ce qui concerne les mesures de répression ? Toute la question est là.

J'éprouve comme tout le monde et, je vous prie de le croire, autant que personne, les susceptibilités du sentiment national ; mais il y a une limite, et je la trouve dans le maintien de notre solidarité avec toutes les nations civilisées pour une œuvre de civilisation et d'humanité. Si nous avons notre honneur, notre dignité, croyez-vous que les autres nations n'aient pas les

leurs ? Pourtant, elles acceptent la visite. Je ne les suis pas jusque-là, non, certes ! Mais, quand elles acceptent la visite, je ne crois pas que notre honneur, à nous, notre dignité, soient intéressés à refuser la vérification de trois papiers, car il ne s'agit pas d'autre chose.

Je ne retiendrai pas plus longtemps votre attention, Messieurs, au moins pour le moment, car je ne sais si la suite de la discussion ne m'obligera pas à remonter à cette tribune.

Je me suis efforcé de répondre, en m'y renfermant, aux objections qui avaient été présentées hier. Je n'ai parlé que du droit de visite et je crois vous avoir démontré que, fidèles à toutes nos traditions nationales, nous l'avons repoussé.

Il y a une autre partie de la convention qui est purement douanière. Sera-t-elle contestée ? Je l'ignore. En tout cas, je ne la défendrai pas avant qu'elle ait été attaquée, et, si elle l'est, je suis du moins certain de rencontrer l'appui de l'honorable M. Deloncle, qui y a donné toute son approbation.

M. François Deloncle. — Certainement !

M. le rapporteur. — Je n'ai donc eu à parler pour le moment que de l'Acte général.

Cependant, je ne puis pas descendre de cette tribune sans avoir dit un mot de la vente des spiritueux et des armes perfectionnées : le sujet a été traité hier incidemment par M. Félix Faure, dans des termes qui appellent de ma part quelques observations.

L'honorable M. Félix Faure vous a dit que, dans son désir sincère, ardent, de réprimer la traite par les moyens les plus efficaces, le Gouvernement de la République avait proposé, par l'intermédiaire de ses représentants à la Conférence, d'interdire absolument l'introduction des armes dans l'Afrique tout entière, et, en ce qui concerne l'alcool, qu'il avait demandé des droits tellement élevés que ces droits pouvaient passer pour prohibitifs. Ces deux propositions, a-t-il dit, n'ont pas été acceptées.

Elles ne l'ont pas été, en effet, d'une façon intégrale, elles ne l'ont été que partiellement. L'interdiction des armes perfectionnées ne s'étend qu'à une zone déterminée autour de laquelle on devra prendre des précautions particulières. Quant aux alcools, nous aurions désiré qu'ils fussent taxés à 50 fr. l'hectolitre, et ils ne l'ont été qu'à 15. Je le regrette ; mais, parce que nous n'avons pas obtenu tout ce que nous désirions, déclarerons-nous que nous ne voulons pas de ce qu'on nous a concédé ? Parce que nous n'avons pas le plus, rejeterons-nous le moins ? Nous montrerons-nous si exclusivement amoureux du mieux, que nous refuserons un bien relatif ? Ne serait-ce pas, Messieurs, imiter les caprices de l'enfant ? J'espère que vous ne vous y prêterez pas.

En ce qui concerne spécialement les armes à feu, M. Félix Faure vous a dit que nous ne nous trouvions pas dans une situation égale à celle des autres Puissances, notamment de l'Angleterre, et, pour le prouver, il vous a lu avec une grande habileté deux extraits du *Livre jaune* qui se rapportent à la déclaration faite à ce sujet par le Plénipotentiaire français et par le Plénipotentiaire anglais.

De quoi s'agissait-il ? Le Plénipotentiaire allemand, le comte d'Alvensleben, avait demandé au Plénipotentiaire français et au Plénipotentiaire anglais de prendre des précautions pour empêcher l'introduction des armes de guerre dans les parties de l'Afrique qui sont en ce moment sous l'hégémonie ou sous le protectorat de l'Allemagne. Il s'est adressé à M. Bourée, le premier Plénipotentiaire français, qui a répondu — et il ne pouvait pas faire d'autre réponse — que la France était partisan de l'interdiction absolue des armes de guerre dans toute l'Afrique ; il ajoutait que si le Gouvernement allemand exprimait le désir que le Gouvernement français s'engageât formellement à prendre des précautions pour que Madagascar et les Comores ne devinssent

pas un entrepôt d'armes de guerre à destination de Zanzibar, nous prendrions cet engagement.

Alors le Plénipotentiaire portugais et le Plénipotentiaire anglais ont demandé à M. Bourée de prendre aussi, en ce qui les concernait, des engagements analogues. Il les a pris, il ne pouvait pas faire différemment.

Interrogé de la même manière, qu'a dit lord Vivian ?

M. Félix Faure vous a lu sa réponse avec beaucoup d'art, de manière à faire ressortir ce qui semblait une échappatoire de la part du représentant de l'Angleterre.

M. Félix Faure. — Je l'ai lue exactement !

M. le rapporteur. — Mais non pas jusqu'au bout. Vous n'avez pas tenu compte de la différence qui existe entre une colonie comme le Cap et l'île de Madagascar, où nous n'avons que les droits limités que j'ai déjà été obligé de rappeler à cette tribune.

M. Félix Faure. — Raison de plus !

M. le rapporteur. — Nous n'avons pas de droits sur l'administration intérieure de Madagascar ; par conséquent, si nous voulons empêcher que la grande île africaine ne devienne un entrepôt d'armes de guerre, notre seul moyen est la surveillance sur mer. Nous avons pris l'engagement de l'exercer.

Lord Vivian, lui, s'est plaint de ce que le représentant de l'Allemagne avait parlé avec une certaine médisance des lois intérieures de la colonie du Cap, leur reprochant de n'avoir pas pris toutes les précautions nécessaires. Je ne puis pas, a-t-il dit, accepter votre manière de voir ; je crois que toutes les précautions ont été prises par les lois intérieures de la colonie du Cap.

Voilà la partie de la réponse qui a été lue par M. Félix Faure, et vous conviendrez que cette première partie était presque obligatoire, comme une sorte de protocole. Mais lord Vivian ajoute ceci :

« Bien que les lois et ordonnances déjà existantes dans ces colonies ne soient en aucune manière défectueuses, nous sommes autorisés à déclarer que la conférence peut compter sur les bons offices du gouvernement de la reine, afin que les décisions de l'assemblée soient portées à l'attention des colonies sud-africaines. Il leur sera recommandé en même temps de prendre ces décisions en sérieuse considération, et, dans tous les cas où il paraîtrait nécessaire d'amender les lois locales, elles seraient invitées à agir ainsi. »

M. Félix Faure. — Il avait commencé par déclarer que la métropole n'avait aucun droit sur la législation coloniale.

M. le rapporteur. — Pouvait-il parler autrement ?

Vous savez bien quelle est la situation de l'Angleterre à l'égard de ses colonies. Cependant le représentant de l'Angleterre a pris l'engagement d'amener, s'il le fallait, la colonie du Cap à voter des lois plus efficaces, et c'est précisément cette partie de sa réponse que vous n'avez pas lue. Pourquoi ? Elle aurait montré que l'Angleterre avait pris exactement le même engagement que nous. (Exclamations sur divers banes.)

M. Félix Faure. — Mais non !

M. le rapporteur. — Exactement ! En tenant compte de la différence des situations.

M. Félix Faure. — Nous savons combien est limitée l'action de la métropole britannique sur ses colonies, par le long débat qui existe au sujet de Terre-Neuve. (Très bien ! très bien ! sur divers banes.)

M. le rapporteur. — Ce long débat a, jusqu'à ce jour, assuré le respect de nos droits. L'Angleterre, sans doute, aura aussi le moyen de tenir ses engagements envers l'Allemagne ; en tout cas, nous n'en avons pas pris d'autre qu'elle. (Très bien !)

Telles sont, messieurs, les observations que j'avais à vous présenter en réponse aux deux discours que vous avez entendus hier.

Permettez-moi de vous faire remarquer, en terminant, l'intérêt qui s'attache au vote que vous aurez bientôt à émettre. Dégagez-vous, à ce moment, des préoccupations que l'on a empruntées à un autre temps pour les reproduire à cette tribune et jeter quelque confusion dans vos esprits.

Ne vous séparez pas du reste de l'Europe dans une mesure qui intéresse l'humanité. Il est de notoriété aujourd'hui — M. le ministre des affaires étrangères nous en apportera l'affirmation — que l'unanimité, on peut le dire, des puissances — les Etats-Unis sont dans une situation particulière et sans doute provisoire — a accepté ou est sur le point d'accepter l'acte général de Bruxelles et le protocole qui s'y rattache. Je ne crois pas qu'il soit bon pour la France de se placer dans l'isolement, superbe peut-être, mais enfin un peu ombrageux, presque agressif qu'a affecté hier M. Félix Faure. Il y aurait à cela des inconvénients qu'il est inutile de développer ; vous les appréciez certainement.

Pour moi, messieurs, je dégage ma responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter, et, au nom de votre commission, je supplie la Chambre de voter le projet de loi. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le comte de l'Aigle. — Monsieur le rapporteur, voulez-vous me permettre de vous adresser une question, afin de vous éviter de remonter à la tribune ?...

Le décret royal modifiant les conventions du mois de février a-t-il été promulgué au Journal officiel de Belgique ?

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — Elles sont au Journal officiel du Congo. (Mouvements divers.) La Belgique n'a rien à voir dans la question.

M. le rapporteur. — Notre honorable collègue me pose une question qui ne sera peut-être pas bien comprise de la Chambre, parce qu'elle est en dehors du sujet que nous venons de traiter. Elle se rapporte au régime douanier du Congo belge.

Nous nous expliquerons plus tard à cette tribune, à ce sujet. Mais, dès maintenant, je puis répondre à M. le comte de l'Aigle que la commission a soulevé des objections, à son avis très graves, sur le projet douanier, tel qu'il lui a été soumis dans sa forme première. Elle a fait savoir à M. le ministre des affaires étrangères qu'elle ne l'accepterait pas tel quel. M. le ministre des affaires étrangères a tenu grand compte de ces observations, et à la suite d'un échange de vues qu'il a eu avec les représentants officiels de l'Etat du Congo, il a fait savoir à la commission que satisfaction lui était donnée. L'engagement a été aussi formel que possible, et nous devons le regarder comme, dès à présent, réalisé. En conséquence, la commission n'a pas maintenu son opposition au projet, et elle a pu m'autoriser à vous en conseiller l'adoption. (Très bien ! très bien ! — Mouvements divers.)

M. Jacques Piou. — Messieurs, M. le rapporteur s'est efforcé de dissiper la prétendue confusion que les honorables orateurs que la Chambre a entendus hier auraient créée entre le droit de visite et celui qui est consacré par l'acte général de la conférence de Bruxelles.

Il s'élève contre le droit de visite ; il s'associe à la réprobation séculaire dont tous les gouvernements français l'ont couvert. A l'entendre, les plénipotentiaires de la France auraient présenté à la conférence un système qui nous est personnel, appelé le système français, et ils auraient eu l'heureuse fortune de voir les puissances étrangères le reconnaître solennellement pour la première fois.

Je me permets de douter, messieurs, que les plénipotentiaires français

aient vraiment présenté un système français. Non, ils n'ont pas remporté le succès dont ils se flattent. Je crains bien plutôt qu'ils n'aient abandonné une des plus vieilles et des plus glorieuses traditions de notre politique nationale. (Mouvement.)

Qu'est-ce que le droit de visite ? Telle est la première question. Le rapporteur, le Gouvernement, soutiennent que le droit de visite se caractérise par la faculté donnée à l'officier étranger qui est monté à bord du bâtiment français de faire l'appel de l'équipage et de visiter l'entre-pont et la cale pour vérifier le chargement.

A leurs yeux, en dehors de cette double faculté, le droit de visite n'existe pas !

Je reconnais que le droit d'appel, le droit de vérification du chargement sont des parties blessantes du droit de visite, mais elles n'en sont pas les parties essentielles. L'essence du droit de visite ! la voici :

Un navire français est rencontré par un bâtiment de guerre étranger. Ce bâtiment le hèle et l'oblige à s'arrêter. S'il ne s'arrête pas, le bâtiment étranger lui donne la chasse, et, en cas de résistance, l'arrête et le contraint. Voilà le premier acte.

Voici le second :

Le navire français est arrêté. Le bâtiment de guerre détache un canot ; sur ce canot est un officier étranger, en uniforme. Cet officier se présente à bord du bâtiment français, de ce bâtiment qui porte nos trois couleurs, et il faut, entendez bien ! il faut que le capitaine français le laisse pénétrer dans son domicile ; et jusqu'ici le domicile de mer du marin français était inviolable comme le domicile du citoyen français. (Applaudissements.)

Où, messieurs, il faut que le capitaine français subisse cet outrage d'être obligé de recevoir cet étranger qui vient en juge, et cet autre outrage d'avoir à répondre à ses questions : Où sont vos papiers de bord ? où sont les titres justificatifs de votre nationalité ? Où est votre rôle d'équipage ? Où est votre manifeste des passagers noirs ? Tous ces documents, je les veux, je les exige ! (Mouvements divers.)

Voilà le droit de visite dans son essence, monsieur le rapporteur ; et voilà contre quoi la France lutte depuis deux siècles. (Vifs applaudissements.)

M. le rapporteur. — Mais non !

M. Jacques Piou. — Attendez, vous allez voir.

M. le rapporteur. — Il ne s'agit pas de navires français, mais de navires qui usurpent notre pavillon.

M. Jacques Piou. — Nous allons voir s'il en est ainsi.

M. le rapporteur. — Vous apportez à la tribune des souvenirs d'autrefois qui n'ont aucun rapport avec le temps présent.

M. Vian. — Comment distinguerez-vous entre un navire français et un autre qui, sans l'être, a usurpé ses couleurs ?

M. Jacques Piou. — Droit d'arrêt, droit d'accès sur le bâtiment, voilà les premiers éléments du droit de visite.

M. le rapporteur. — C'est une erreur !

M. le ministre des affaires étrangères. — Je répondrai à cet argument.

M. Jacques Piou. — Mais en voici un plus blessant que les autres. C'est le droit d'arrestation !

L'officier étranger est à bord, il a vérifié les papiers de bord. Est-ce tout ? Non, non ! Mais, tenez, mieux vaut laisser causer l'article 49 de la convention. Peut-être n'ai-je pas su y voir les distinctions cachées qu'un regard habitué aux subtilités de la diplomatie a su y découvrir. Que la Chambre écoute et juge !

« Art. 49. — Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des preuves

irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon — voilà le premier cas, — de fraude ou de participation à la traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la puissance dont le pavillon a été arboré. »

Si je comprends bien cet article 49, il complète l'ensemble des prérogatives odieuses qui constituent le droit de visite. Après le droit d'arrêter le bâtiment, après celui d'envoyer à son bord un officier en uniforme, après celui de faire vérifier les papiers de bord, vient comme couronnement le droit de l'arrêter, de le détourner de sa route et de le conduire d'autorité dans le port voisin.

Et vous dites : L'équipage n'est pas soumis à l'appel, l'entrepont et la cale ne sont pas parcourus, que voulez-vous de plus ?

Il paraît que ce n'est pas là le droit de visite suivant la pure définition des traités diplomatiques. — Vraiment nous en sommes là ! Peut-il y avoir rien de plus offensant, de plus blessant au monde ? Rien ne peut l'être davantage... (Très bien ! très bien !... que d'être forcé de s'arrêter dans sa route sur l'ordre d'un étranger, de le recevoir à son bord, de se justifier devant lui et de le suivre s'il trouve bon de vous arrêter. (Applaudissements.)

Je voudrais bien répondre tout de suite à une objection que m'ont faite tout à l'heure M. le rapporteur et M. le ministre, car j'avoue qu'elle est grave.

J'ai compris, en lisant l'acte général de Bruxelles, que les mesures qu'il organise s'appliquent et aux bâtiments indigènes naviguant sous notre pavillon et aux bâtiments français soupçonnés de faits de fraude, de traite ou de participation à la traite.

Il faut ici s'expliquer nettement. A la lecture de l'article 42, je comprends que votre droit de visite atténué, démarqué, ne s'applique pas exclusivement aux boutres arabes, mais à tous les navires français qui jaugeant moins de 500 tonneaux. L'article 42, en effet, ne parle pas seulement d'usurpation de pavillon, il parle de fait de fraude, de participation à la fraude.

Eh bien, monsieur le ministre des affaires étrangères, je me permets de vous poser cette question, heureux que vous y puissiez répondre clairement : L'acte général s'applique-t-il, oui ou non, au bâtiment français qui aura commis un acte de fraude ou de participation à la traite ?

Je suppose que le bâtiment arrêté soit bien français, qu'il porte à bon droit notre pavillon, qu'il n'ait rien usurpé ; pourra-t-il être arrêté, quoique français, parce que le croiseur croira avoir des preuves irrécusables qu'il fait la traite ou y participe ? Ou bien le commandant du navire de guerre étranger, ayant reconnu la nationalité, devra-t-il le laisser libre, quels que soient les soupçons ou les preuves irrécusables ? S'il en est ainsi, je suis prêt à reconnaître que c'est une grave atténuation aux concessions que je combats, mais cette atténuation n'est pas dans la convention.

M. le ministre des affaires étrangères et M. le rapporteur. — Cette clause s'y trouve !

M. Jacques Piou. — Elle est dans la convention, dites-vous ? Où donc ?

Oh ! pas d'équivoque. Le plus simple, cette fois encore, est de lire l'article. Je prie la Chambre de vouloir bien en écouter la lecture. Le texte tranchera tout !

L'article 42 est ainsi conçu :

« Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des puissances signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée se livre à la traite ou est coupable d'usurpation de pavillon... »

Vous l'entendez bien : « se livre à la traite ou est coupable d'usurpation de

pavillon. » Les deux faits sont visés ; il ne s'agit donc pas seulement d'usurpation de pavillon. Si le navire reconnu français est soupçonné de faire la traite ou d'y participer, si le croiseur croit avoir des preuves irrécusables contre lui, il l'arrêtera comme se livrant à la traite.

L'usurpation de pavillon et la participation à la traite sont, d'après l'article 42, deux infractions distinctes ; et, à l'occasion de l'une comme à l'occasion de l'autre, vous avez donné aux bâtiments étrangers le droit de visite ou, si vous l'aimez mieux, le droit de visiter les papiers de bord.

Avant d'aller plus loin, il faut dissiper toute équivoque. Je demande à M. le ministre des affaires étrangères si l'article 42 a un autre sens que celui qui se dégage de son texte. Qui pourra jamais croire, après l'avoir lu, que le bâtiment français que le croiseur aura lieu de soupçonner de se livrer à la traite, devra être laissé libre de poursuivre son voyage et qu'il ne restera plus au croiseur qu'à lui faire des excuses ? Les distinctions que vous signaliez tout à l'heure, en m'interrompant, ne sont pas dans la convention ; c'est tout le contraire qui y est. J'en demande pardon à M. le ministre des affaires étrangères, mais si ses plenipotentiaires ont voulu dire ce qu'il dit lui-même, en vérité, ils se sont bien mal expliqués. (Applaudissements à droite et à l'extrême-gauche.)

Comment ! dans un instrument diplomatique vous laissez insérer cette phrase générale : Lorsque les officiers... auront lieu de croire qu'un bâtiment, quel qu'il soit, quelle que soit sa nationalité, qu'un bâtiment quelconque, pourvu que son tonnage soit inférieur à 500 tonneaux et qu'il navigue dans la zone suspecte, se livre à la traite, il pourra être arrêté pour deux causes diverses, et vous prétendez ensuite que de ces deux causes une seule subsiste ! (Très bien ! très bien !)

Vous avez créé deux infractions et, pour ces deux infractions, vous avez organisé les mêmes répressions. Voilà l'évidence ! il faut que l'article 42 soit modifié ou que la convention tout entière soit rejetée. (Applaudissements à droite sur divers bancs et à gauche.)

Comment ! C'est avec votre article 42 qu'un capitaine français serait obligé de se défendre contre les prétentions d'un commandant de navire anglais ou allemand ? car le capitaine allemand a les mêmes droits sur nos nationaux que le capitaine anglais, et c'est avec cet article 42 qu'il obligera l'officier étranger, une fois sa nationalité établie, à quitter son bord et à le laisser libre !

Mais le capitaine étranger lui répondra : Lisez donc l'article 42 ! A-t-il restreint mon droit contre vous au seul cas d'usurpation de pavillon ? Il a visé la traite et je vous soupçonne de la faire. Interrompez votre voyage et suivez-moi. (Mouvement.)

Tenez, monsieur le ministre, vous êtes peut-être hanté par un vieux souvenir, et ce souvenir vous fait peut-être commettre une confusion !

Il y a une époque où la France a concédé à l'Angleterre le droit de visite.

M. Maurice Sibille. — C'était sous le gouvernement de Louis-Philippe.

M. Jacques Piou. — Oui ! Et je souhaite que la majorité républicaine d'aujourd'hui fasse ce que fit, en 1842, la majorité de M. Guizot. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. François Deloncle. — Ne commettons pas la même faute !

M. Jacques Piou. — Vous songez, je crois, monsieur le ministre, au traité de 1845. Vous en savez l'histoire. La France avait concédé, en 1831, le droit de visite à l'Angleterre ; elle l'avait fait pour les graves raisons politiques que mon honorable collègue M. Félix Faure rappelait hier.

Aussi, quand en 1841 M. Guizot signa un traité confirmatif, semblable à celui que vous avez signé vous-même à Bruxelles, l'an passé...

M. Maurice Sibille. — Non ! Le traité auquel vous faites allusion concédait le droit de visite absolu.

M. Jacques Piou. — Attendez un peu : semblable ou à peu près semblable,

si vous le voulez, à celui que vous avez signé à Bruxelles. (Dénégations au banc de la commission.)

Oui ; j'entends bien, il n'y a pour vous de droit de visite que lorsque l'officier étranger peut descendre dans la cale ; mais nous nous sommes suffisamment expliqués, je pense. (Marques d'assentiments.)

M. le rapporteur. — Le droit de visite était beaucoup plus développé.

M. Jacques Piou. — Je vous concède que le vôtre, celui que vous avez concédé en 1890, est plus restreint que celui de 1841. Nous sommes donc d'accord.

Vous n'en avez pas moins concédé à des étrangers, aux officiers des dix-sept puissances signataires de l'acte de Bruxelles, le droit de monter à bord d'un navire français, de visiter les papiers d'un capitaine français, de le mettre en état d'arrestation, lui et son navire, et de les conduire au poste voisin !

Un membre à gauche. — M. Guizot avait concédé davantage.

M. Jacques Piou. — M. Guizot avait concédé quelque chose de plus, je le reconnais : il avait concédé à l'officier monté à bord le droit de descendre dans la cale, de vérifier le chargement et de faire l'appel de l'équipage...

Un membre à gauche. — Ce n'est pas peu de chose !

M. Jacques Piou. — ... mais quand M. Guizot, qui avait d'autres raisons que vous pour agir comme il l'avait fait, vint devant la Chambre pour lui demander la ratification du traité, il s'éleva de tous les bancs un immense mouvement de réprobation. Ce ne fut pas l'opposition seule qui attaqua le traité de 1841. L'opposition fut, ce jour-là, d'accord avec la majorité la plus fidèle, la plus dévouée qu'aucun ministre ait jamais rencontrée, avec une majorité restée légendaire par sa persévérance à soutenir le cabinet de son choix.

M. Barthou. — Majorité introuvable !

M. Jacques Piou. — Des rangs de cette majorité surgirent des résistances si violentes que, malgré tout le talent et tout le prestige de M. Guizot, malgré l'intérêt politique caché derrière le traité — et, soit dit en passant, je voudrais bien savoir l'intérêt politique qui est derrière le vôtre... (Applaudissements) — malgré tous les efforts d'un des plus grands orateurs qu'ait jamais entendus une Assemblée française, la majorité se refusa à ratifier le traité. Elle eut le courage d'abandonner son chef pour un jour, et elle s'honora par cet acte de courage. (Très bien ! très bien !)

Et M. Guizot dut se résigner non seulement à ne pas demander au roi la ratification du traité de 1841, mais encore à négocier avec l'Angleterre le retrait des conventions de 1831 et de 1833.

Grâce à son habileté, grâce à M. de Broglie, son ambassadeur à Londres, il y parvint après trois années de négociations, mais comme on y parvient avec l'Angleterre, qui, vous le savez, n'annule jamais complètement les conventions qu'elle a signées, pas plus qu'elle n'abroge jamais complètement les lois qu'elle a faites ; elle les modifie doucement et les transforme sans paraître les abandonner. (Assentiment.)

On arriva donc à un accord ou plutôt à une transaction dissimulée sous un traité nouveau, celui de 1845 ; traité très sage, très prudent et qui avait de plus le mérite de ne devoir durer que dix ans.

C'est dans ce traité, monsieur le ministre, ou plutôt dans ses annexes que vous avez vu la distinction que vous pensiez être dans celui de l'an passé. Là, en effet, il ne s'agissait que d'usurpation de pavillon ! La France et l'Angleterre organisaient des croisières destinées à agir de concert,...

M. Riotteau. — Et en nombre égal.

M. Jacques Piou. — ... et en nombre égal — comme le dit un de mes collègues avec grande raison — et confiaient à leurs officiers le soin de vérifier

en commun la nationalité des boutres qui sur les côtes d'Afrique arboraient leur pavillon ; vous vous êtes souvenu, en m'interrompant tout à l'heure, de ce que disaient les instructions annexées au traité de 1843.

Celles données par l'amirauté anglaise interdisaient, en effet, d'arrêter, de visiter aucun bâtiment français. Un croiseur anglais avait-il des soupçons sur la sincérité du pavillon arboré ? une chaloupe était détachée ; elle allait faire le tour du vaisseau soupçonné de fraude, et si elle reconnaissait que sa nationalité était bien la nationalité française, elle devait se retirer aussitôt. Elle n'était autorisée à accoster que si la force du vent l'y contraignait. Dès que, soit par l'inspection du navire, soit par la vérification de ses papiers, sa nationalité française était reconnue, l'officier anglais se retirait en toute hâte, laissant un procès-verbal où il indiquait le nombre des minutes qu'il avait passées à bord.

Avez-vous fait cela ?... Votre article 42 dit-il cela ? Encore une fois, je m'adresse à vous, monsieur le ministre des affaires étrangères. Reconnaissez donc que votre malheureux article 42 en dit beaucoup plus. Et n'allez pas chercher dans les déclarations de vos plénipotentiaires, insérées dans le Livre jaune, l'explication d'un texte malheureusement trop clair, car vos plénipotentiaires, après avoir affirmé, au début de la conférence, les principes les plus conformes à la tradition française, ont dû, peu à peu, les abandonner et arriver de concession en concession à l'acte fatal que vous nous demandez de ratifier.

Je dis qu'il n'y a pas de doute sur la portée des concessions auxquelles vous vous êtes résigné, et qu'il s'agit bien, dans la convention, des bâtiments français eux-mêmes. Oui, vous les avez livrés aux outrageantes vérifications des officiers étrangers qui voudront bien les soupçonner de traite ou de participation à la traite.

Voilà à quelle situation vous avez condamné les bâtiments français dont le tonnage est inférieur à 500 tonneaux. Ils sont soumis à toutes les mesures que détaillent vos articles 42, 43 et 49.

Et maintenant, je puis vous dire hautement : Vous les avez condamnés au droit de visite. En doutez-vous ? ouvrez le Livre jaune, vous en aurez vite la preuve.

La conférence avait nommé une sous-commission pour élaborer l'acte général. C'est à cette sous-commission que chacune des puissances proposa son projet. L'Angleterre avait proposé le sien, où était le droit de visite ; elle restait fidèle en cela à la politique qu'elle poursuit depuis 1807, je me trompe, depuis le traité d'Utrecht.

Nos plénipotentiaires remirent à leur tour des contre-propositions beaucoup plus restrictives. Ils avaient commencé, vous le savez, par témoigner à leurs collègues anglais toute leur satisfaction et toute leur joie de ce que ceux-ci eussent bien voulu ne pas prononcer le mot de visite. Du moment que les plénipotentiaires anglais avaient renoncé au mot, les plénipotentiaires français n'éprouvèrent plus de difficultés à concéder la chose. (C'est cela ! très bien ! à droite.)

Cependant, quelques divergences subsistaient. Le président de la sous-commission, pour mettre d'accord les uns et les autres, fit observer que les concessions demandées par la France n'étaient pas aussi graves qu'elles le paraissaient ; que, du moment que celle-ci concédait le droit d'arrêt, le droit d'accès sur le bâtiment, le droit de vérification des papiers de bord et le droit d'arrestation, elle concédait en réalité le droit de visite (C'est évident !), et il s'attacha à en bien convaincre les Anglais. Voici, au surplus, ce que j'extrai du Livre jaune, page 103 :

« Votre commission ne pouvait que tenir compte de la situation particulière de la France dans cette question. Toutefois, elle ne pense pas, etc... »

« ... Le droit de visite se présente comme une procédure nécessaire dans les cas où la vérification des papiers du bord, etc. »

M. le ministre des affaires étrangères. — Pardon, vous passez le passage essentiel : « d'après l'esprit et la lettre des conventions particulières » c'est-à-dire des traités passés entre l'Angleterre et les autres pays...

M. Jacques Piou. — Vous ne savez pas ce que je veux lire, monsieur le ministre. Est-ce que vous supposez que je sauterais un passage parce qu'il serait un argument contre ma thèse ? Vous allez voir dans un instant qu'il n'en est rien ; mais si cela vous fait plaisir, je vais tout vous lire.

« Votre commission ne pouvait que tenir compte de la situation particulière de la France dans cette question ; toutefois, elle ne pense pas qu'il y ait une différence tellement fondamentale entre la position de la France et celle des autres puissances contractantes qui se sont réunies en vue d'un but unique, de supprimer la traite. »

Je ne sais pas si j'ai copié intégralement ?

M. le ministre des affaires étrangères. — Jusqu'ici parfaitement, mais le texte continue ainsi :

« Le droit de visite se présente d'après l'esprit et la lettre des conventions particulières », c'est-à-dire des traités qui consacrent le droit de visite.

M. Jacques Piou. — Parfaitement ! mais veuillez remarquer que vous ne nous avez laissé que quarante-huit heures pour étudier le rapport fait sur un acte signé depuis le 2 juillet, et je n'ai pas eu le temps de copier le Livre jaune tout entier. (Très bien ! à droite.)

Je poursuis :

« Le droit de visite se présente comme une procédure nécessaire dans le cas où la vérification des papiers de bord laisse un doute dans l'esprit du croiseur capteur ou dans le cas d'autres présomptions fondées ».

C'est ici que je demande à la Chambre de bien vouloir écouter attentivement.

« ... Cela étant, le droit de visite est essentiellement le droit de vérifier les papiers de bord. C'est ainsi que les instructions de 1841 le reconnaissent comme un droit exceptionnel à exercer avec tous les ménagements possibles. »

Vous avez bien entendu, messieurs ! « Cela étant, le droit de visite est dans son essence le droit de visiter les papiers du bord. »

Voilà l'opinion du président de la commission ; et voilà comment il s'efforce de la faire partager aux plénipotentiaires anglais, qui, du reste, et je le comprends, n'ont pas fait beaucoup de difficultés pour se laisser convaincre.

Après cette trop longue discussion, j'ai bien le droit de dire que la concession faite par la France n'est pas autre chose que le droit de visite dans son essence, et que ce droit de visite doit s'appliquer aux bâtiments français naviguant sous leurs couleurs.

Eh ! bien, une telle concession est la négation éclatante de ces deux principes que la France avait, depuis trois siècles, mis son honneur à faire respecter partout : la liberté des mers et l'indépendance de son pavillon. (Très bien ! très bien !)

Croyez-vous que depuis trois siècles la France n'ait lutté pour autre chose que pour savoir si les étrangers auraient ou non le droit de faire l'appel de l'équipage de ses bâtiments et de descendre ou non dans leurs cales ? Non ! la France a lutté, et quelquefois lutte héroïquement, pour que la mer fût libre ! *Mare liberum*, voilà sa devise ! La mer, c'est la grande voie internationale, et nulle autre puissance qu'elle n'y exerce de juridiction sur ses nationaux ! Il n'y a pas dans le monde de puissance à laquelle elle reconnaisse le droit de police sur ses marins ! (Applaudissements répétés.)

Voilà ce que la France a toujours proclamé, et, j'ai le regret de dire, voilà ce que vous avez livré. (Mouvement.)

Depuis deux siècles, tous les gouvernements, tous les partis, depuis les plus avancés jusqu'aux plus réactionnaires, pour employer votre mot (l'orateur se tourne vers la gauche), tous se sont unis dans un même élan de patriotisme pour proclamer à la face du monde cette grande maxime que je répète à cette tribune avec fierté : « Sur mer comme sur terre, un Français n'obéit qu'à des Français ! » (Nouveaux applaudissements.)

Qu'avez-vous fait, monsieur le ministre des affaires étrangères, de cette maxime ? Vous êtes en vérité trop modeste ! M. le rapporteur disait tout à l'heure : Voulez-vous que la France soit isolée ?

M. Jules Delahaye. — Elle l'est !

M. Jacques Piou. — Eh bien, l'acte de Bruxelles la fera-t-il sortir de son isolement ? (C'est cela ! — Très bien !) En tout cas, si nous sommes isolés en Europe, gardons au moins dans notre isolement notre vieille fierté nationale ! (Applaudissements.)

N'abandonnons rien de ce patrimoine glorieux que les efforts de tant de générations nous ont constitué. Et je ne puis, sans douleur, vous voir, de gaieté de cœur, livrer à l'étranger une part de ce patrimoine consacré par deux cents ans d'efforts et de gloire. (Nouveaux applaudissements.)

Je sais bien que, pour atténuer l'effet produit sur la Chambre, vous parlez de réciprocité. Le droit que nous concédons sur nos bâtiments, dites-vous, nous l'exercerons sur ceux des autres. La réciprocité ! M. Guizot l'invoquait aussi en 1841, et M. Thiers, de cette tribune, lui répondait : La réciprocité dans les droits suppose l'égalité dans les forces. (Très bien ! à droite et sur divers bancs à gauche.) Etes-vous dans la même situation que l'Angleterre ?

Et, se tournant vers le ministre de la marine, M. Thiers ajoutait :

« Si l'Angleterre envoyait deux cents croiseurs sur la côte d'Afrique, en envieriez-vous autant ? »

Je ne vous ferai pas la même question, monsieur le ministre des affaires étrangères ; elle serait indiscreète. Mais, de grâce, ne parlez pas de réciprocité. Pas d'illusions ; elles conduiraient à la duperie.

Qu'il était plus facile de vous en tenir aux principes vrais que la France avait toujours défendus ! Il y a bien longtemps que l'Angleterre lutte pour la conquête du droit que vous venez de lui concéder, partiellement, je le reconnais, mais encore dans une beaucoup trop large mesure.

Du jour où elle a proclamé l'abolition de l'esclavage dans ses colonies, elle n'a plus voulu, et elle a eu raison, que personne eût d'esclaves.

Était-ce de sa part pure philanthropie ? (Non ! non !)

Toujours est-il que depuis 1807 elle combat avec une admirable persévérance pour la conquête d'un droit qui est, à ses yeux, le signe de sa suzeraineté sur les mers. Elle le poursuit aujourd'hui aussi âprement qu'il y a quatre-vingts ans. Je ne m'en étonne pas, car son immense domination dans l'Extrême-Orient repose bien plus sur son prestige que sur ses forces. Elle vit de ce prestige ; et rien ne peut l'accroître davantage que le droit de police exercé sur les bâtiments de toutes les nations.

M. Faure le rappelait hier : ce droit de visite, elle l'a demandé dès le congrès de Vienne ! Et la France abattue, démembrée, envahie par les armées du prince régent, le lui a refusé !

Oui, la France vaincue lui a répondu alors, par la voix de Talleyrand, comme j'eusse voulu que nos agents lui eussent répondu, il y a un an. (Applaudissements à droite.)

Elle l'a demandé ensuite au congrès de Vérone ! La France était entrée dans la sainte-alliance, elle allait, au nom de l'Europe monarchique, entreprendre l'expédition d'Espagne ; l'heure semblait propice. Mais Montmorency, la Ferrouays, Châteaubriand, se trouvèrent là pour répondre au duc de

Wellington : Le roi de France a aboli la confiscation en France ; il n'établira pas le droit de visite sur mer !

M. le comte de Maillé. — Très bien !

M. Jacques Pion. — Ah ! les négociateurs de ces deux époques ne songèrent pas à subtiliser pour la plus grande joie des puissances rivales ! Ils ne dirent pas : contentez-vous donc de vérifier les papiers de bord : si vous renoncez à l'appel de l'équipage et à la visite de la cale, nous pourrions vous reconnaître le droit d'arrêter nos vaisseaux en mer, de monter à leur bord, d'interroger leur capitaine, de vérifier leurs papiers de bord et, si vous aviez trop de soupçons, de les arrêter et de les conduire dans un port peut-être éloigné. Non, ils n'y songèrent pas, et honneur à eux pour n'y avoir pas songé ! (Vive approbation.)

Je ne continuerai pas cet historique. Tout le monde le connaît. Vous savez comment, en 1831, le Gouvernement de Juillet a concédé la convention qu'on rappelait tout à l'heure.

Oui, il a concédé le droit de visite ; mais empressons-nous d'ajouter qu'en même temps il empêchait une triple, peut-être une quadruple alliance ! La politique a de ces nécessités cruelles. Nos marins s'en affligèrent amèrement, et l'un d'eux, le vieil amiral de Lalande, remplit un jour la Chambre d'émotion en rappelant l'impression qu'ils en avaient ressentie. « Les conventions de 1831 et de 1832, dit-il, ont blessé les marins jusqu'au fond du cœur. S'ils se sont résignés par des considérations politiques, ils en ont rapporté du moins le malaise que laisse un mauvais moyen employé à bonne fin. » (Très bien ! très bien !)

Voilà, messieurs, l'histoire du droit de visite ; voilà la longue lutte que la France a soutenue pour défendre contre toute atteinte l'indépendance de son pavillon. Voulez-vous encore me permettre un souvenir ? Il y a quatre ans, cette question du droit de visite est venue un jour se poser inopinément devant la Chambre. C'était sous le ministère de M. Floquet, et M. Goblet était ministre des affaires étrangères. Les événements de Zanzibar venaient de s'accomplir. Une mission allemande avait été attaquée, jetée à la mer, et l'Allemagne se concertait avec l'Angleterre pour organiser une action commune sur la côte orientale d'Afrique.

La France fut avertie du blocus dont allaient être frappés et Zanzibar et 300 lieues de côtes le long de l'Afrique orientale. Que nous demanda-t-on à cette époque ? Je l'ignore. Ce que je sais seulement, c'est que le premier ministre d'Angleterre crut un instant avoir obtenu de nous la concession du droit de visite, et il écrivit à son ambassadeur à Berlin, le 3 novembre 1888, une lettre dans laquelle il disait :

« Il a été possible d'écarter pour la première fois le plus formidable obstacle qui s'oppose à la répression de la traite des esclaves, le refus de la France d'adhérer à l'exercice réciproque du droit de visite. »

Dès que cette lettre vraie ou fausse fut connue en France, elle y excita un émoi profond. Un des honorables membres de l'ancienne législature, M. Kœchlin, s'en fit l'organe, et il interrogea de cette tribune l'honorable M. Goblet. Voici la réponse fière et juste que le ministre lui fit. Je n'hésite pas à rendre hommage à un adversaire politique, qui, ce jour-là, parla le langage d'un vrai patriote, un langage digne de la France. (Applaudissements.)

« En ce qui concerne la traite des esclaves, dit-il, vous savez que le droit de visite n'a jamais été accepté en France. Bien que la France soit aussi opposée qu'aucune autre nation à ce criminel trafic, elle n'a jamais cru que, même à un intérêt supérieur, elle pût sacrifier la dignité de son pavillon... » (Applaudissements) « et permettre aux bâtiments étrangers de visiter les bâtiments qui le portent. Nous n'avons rien abandonné et nous n'abandonnerons rien des droits et des intérêts de la France. » (Nouveaux applaudissements.)

Voilà, messieurs, le dernier épisode de cette longue et glorieuse lutte sou-

tenue par la France pour la liberté des mers et l'indépendance du pavillon national. Aucun parti n'a le droit de réclamer une place d'honneur ; tous ont suivi la même voie et défendu du même cœur la dignité de la patrie, et j'espère que tous se réuniront aujourd'hui pour la défendre une fois de plus ! (Très bien ! très bien !)

Messieurs, je désire passer légèrement sur un sujet douloureux ; mais il m'est cependant impossible de descendre de cette tribune sans demander au Gouvernement pourquoi il a mis sa signature au bas d'un acte qui froisse nos plus légitimes susceptibilités.

Ah ! s'il pouvait, comme celui de 1831, dire à la Chambre : « J'ai une politique étrangère, et cette politique étrangère, je l'ai orientée vers l'alliance, ou du moins vers l'entente anglaise », nous aurions à juger dans notre patriotisme l'étendue des sacrifices que nous pouvons faire à une grande œuvre et à un grand but.

En est-il ainsi ? Non, n'est-ce pas ? et vous avez pratiqué une fois de plus la politique des mains nettes, c'est-à-dire des mains vides ; nous voyons ce que vous avez concédé ; nous ne voyons pas ce que vous avez obtenu. Rien ! absolument rien, n'est-ce pas ? (C'est cela ! — Très bien ! à droite.) Moins que rien, devrais-je ajouter ; car, ici, un rapprochement singulier se présente à ma pensée. La date de l'acte général, 2 juillet 1890, est à peine séparée d'un mois de celle de l'arrangement conclu avec l'Angleterre après les incidents d'Egypte et ceux d'Afrique, 4 août 1890.

Au moment où siégeait la conférence antiesclavagiste de Bruxelles, la France se trouvait engagée avec l'Angleterre dans des difficultés de plus d'un ordre. Celle-ci voulait, par la conversion de la dette égyptienne, affirmer une fois de plus son intervention dans ce pays si plein de notre nom et de notre gloire et que vous lui avez abandonné ! De plus, elle venait de méconnaître nos droits en disposant du sultanat de Zanzibar, et de nous oublier en partageant l'Afrique. Elle nous demandait à la fois de consentir à la conversion égyptienne et à ses arrangements africains.

C'est au milieu des négociations qu'entraînaient toutes ces difficultés que, le 2 juillet, vous signez avec l'Angleterre l'acte général de Bruxelles, acte dans lequel je vois qu'on a établi, sous prétexte de zone suspecte, une sorte de blocus autour de Madagascar. (C'est cela ! — Très bien ! très bien !) L'île est entourée d'un cordon sanitaire. La ligne qui délimite le périmètre de surveillance passe à 20 milles seulement de ses côtes et les suit à l'est dans toute leur longueur.

Toutes les communications entre Madagascar et la Réunion, entre Madagascar et la France, sont placées sous la haute surveillance des croiseurs anglais. Le réseau est tendu autour de l'île et l'enveloppe dans son entier.

M. de Mahy. — C'est la vérité.

M. Jacques Piou. — Cela se passe, quand ? Le 2 juillet 1890, et le 4 août suivant, nos difficultés avec l'Angleterre se trouvent soudainement aplanies ; un traité est intervenu avec elle. Que nous donne ce traité ? Un morceau de l'Afrique à peine exploré, et puis ? la reconnaissance de notre protectorat à Madagascar !

Oui, la reconnaissance de notre protectorat sur cette île de Madagascar que l'acte du 2 juillet, encore inconnu de nous, venait de placer sous la surveillance de l'Angleterre. Voilà notre part. (Applaudissements.) Et maintenant c'est à vous, monsieur le ministre des affaires étrangères, que je cède la parole.

Voici ce que vous avez dit à cette tribune en novembre 1890, quand vous rendiez compte à la Chambre du traité du 4 août : « Oui, j'ai cédé pour la conversion égyptienne ; oui, j'ai cédé pour le sultanat de Zanzibar ; oui, j'ai cédé pour le partage de l'Afrique orientale ; mais j'ai obtenu en échange, de l'Angleterre, un droit considérable. Nous avons pensé qu'il était plus pratique, plus digne de nous, de nous demander si, dans l'océan Indien, nous

n'avions pas, tout près de Zanzibar, des intérêts, sinon égaux, du moins analogues à ceux que l'Angleterre et l'Allemagne venaient de régler par une convention ; nous trouvons à quelques jours de navigation l'île de Madagascar, avec laquelle la France entretient depuis si longtemps des relations qui lui assurent des droits et une situation considérables. Jusqu'ici, notre situation n'avait pas été formellement reconnue, et ce n'est pas un avantage négligeable que d'avoir pu obtenir de l'Angleterre la reconnaissance explicite et formelle de notre situation actuelle à Madagascar. Remarquez que ce que l'Angleterre a reconnu, ce n'est pas seulement le traité de 1885, ce n'est pas telle ou telle convention : c'est le protectorat de la France et toutes ses conséquences. »

Le protectorat avec toutes ses conséquences ! Oui ! cela est vrai ; mais, un mois avant, l'Angleterre avait obtenu de vous le droit de visite avec toutes ses conséquences sur tous les bâtiments français ou indigènes qui devaient sortir des ports de Madagascar. N'y a-t-il aucune liaison entre vos concessions du 2 juillet et la reconnaissance du protectorat obtenue le 2 août ? Je voudrais bien vous l'entendre dire. (Mouvement).

Ce qui est certain, c'est qu'au moment où l'Angleterre a signé son traité du 4 août, elle avait entre les mains l'acte international de Bruxelles, du 2 juillet ; ce qui est certain, c'est qu'elle n'a reconnu le protectorat de la France sur l'intérieur de l'île qu'après avoir établi sa suzeraineté sur l'Océan qui l'enveloppe. (Applaudissements.)

Vous connaissez maintenant, Messieurs, les avantages de l'Acte international qu'on nous demande de ratifier. A vous de juger ; mais au moment où je descends de cette tribune, je supplie la Chambre de faire aujourd'hui, pour la dignité de notre pays, ce que les conservateurs de 1841 firent il y a cinquante ans. Je la supplie de ne pas déchirer une des pages les plus glorieuses de nos annales nationales et de ne pas en jeter les morceaux aux pieds de l'Angleterre et de l'Allemagne (Applaudissements prolongés sur un grand nombre de bancs. — L'orateur, en retournant à sa place, reçoit les félicitations de ses collègues).

M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères. — Je ne m'attendais pas, je l'avoue, à ce que l'éloquent orateur qui descend de cette tribune, à propos de cette convention, qui a été préparée par mon honorable prédécesseur et dont j'ai accepté la responsabilité, reprit devant la Chambre la convention du 3 août, sur laquelle nous nous sommes expliqués lors de la dernière discussion du budget.

La Chambre sait qu'en échange de la reconnaissance d'un protectorat de fait, établi depuis longtemps sur Zanzibar au profit de l'Angleterre, la diplomatie française a obtenu, le 3 août, la reconnaissance formelle, incontestée désormais, de nos droits, de notre protectorat, avec toutes ses conséquences, sur l'île de Madagascar.

Il n'a pas paru à la Chambre, au moment où cette question a été examinée dans son ensemble, que ce fût pour la diplomatie française quelque chose qui, de près ou de loin, pût avoir les apparences d'un échec ou d'une faiblesse.

Certes, il n'a pas suffi d'un accord avec l'Angleterre pour nous donner *ipso facto*, comme semblent le désirer quelques esprits impatients, la plénitude, non pas du droit, car nous sommes en possession du droit, non pas du protectorat, car il existe avec ses conséquences, qui se développeront ; mais la plénitude des moyens matériels, et nous fournir les bases définitives d'un établissement dont, jusqu'à cette heure, permettez-moi de le dire, la Chambre n'a offert à aucun Gouvernement ni la possibilité ni les ressources.

Un membre à gauche. — On ne les lui a pas demandées !

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Permettez ! ce serait notre faute, incontestablement, de n'avoir pas demandé ces ressources, si nous pensions que la dignité du pays ou les nécessités de la politique pussent nous en commander l'emploi ; mais je ne resterais pas Ministre des Affaires étrangères si, à l'heure où la France est engagée dans son honneur et sur tant de points, à l'heure où elle a besoin de réserver toute son énergie, je venais proposer à la Chambre — qui certes devrait m'opposer un refus au nom du patriotisme — des dépenses, je ne veux pas dire de combien de millions, ni de combien d'hommes sacrifiés là-bas, dans des régions lointaines, au service du droit, c'est possible, mais en vue de quels résultats immédiats ? veuillez me le dire.

La politique française à Madagascar a été une politique de progrès lents, je le reconnais, mais de progrès continus et dont nous n'interromprons jamais la succession. Elle n'obéit point à cet esprit d'aventures, de conquête, qui ne briserait des résistances certaines qu'aux prix d'efforts absolument disproportionnés avec le but à atteindre et qui, je le répète, ne peut se concilier avec le développement d'un programme de Gouvernement véritablement patriotique et national.

On m'a demandé s'il est vrai qu'à la Conférence de Bruxelles, en échange de la signature de la France — que j'ai donnée le 2 juillet, ratifiant ce qui avait été fait et discuté avant moi — j'aie obtenu quelque chose de l'Angleterre.

Je n'ai rien obtenu (Interruptions) et je n'ai rien demandé (Mouvement).

Je n'ai rien demandé, parce que nous n'étions pas allés à Bruxelles, permettez-moi de vous le rappeler, pour faire des échanges d'influence et de territoires.

Je fais appel à M. Spuller : l'une des deux conditions qu'il a mises à notre entrée à la Conférence de Bruxelles se rapportait au droit de visite, qu'on excluait des délibérations. Et l'autre condition, quelle était-elle ? Elle excluait d'avance des négociations toute discussion au sujet des situations respectives des pays européens en Afrique. On ne voulait pas, et avec raison, que cette Conférence, réunie uniquement dans un but d'humanité et de civilisation, devint un foyer de discussions sur les droits respectifs des Puissances européennes en Afrique.

On n'a pas voulu que, là, nous fussions exposés à nous trouver en présence d'influences coalisées contre nous.

Je n'ai pas besoin de m'expliquer davantage sur ce point. C'est dans une pensée de prévoyance qu'on a restreint le cadre, l'objet, le programme de la Conférence de Bruxelles à ce qui était, dans l'esprit de tous, une œuvre d'humanité, une œuvre de civilisation, destinée à faire disparaître cet odieux, cet abominable trafic des esclaves, dont on vous a dépeint les horreurs, et qu'il est de l'honneur de la France, aidée par toutes les autres nations, de combattre et de détruire, si elle le peut.

M. Delcassé. — Vous ne parlez pas des avantages matériels obtenus par le roi des Belges ?

M. le Ministre. — Ma tâche est assez difficile. Veuillez me laisser continuer.

Par conséquent, le reproche qu'on veut m'adresser ne porte pas. Oui, nous sommes allés à Bruxelles ; nous y sommes allés dans une pensée commune de désintéressement, nous n'avons pas stipulé pour nous des avantages ; personne n'en a obtenu.

Il n'y a eu, au contraire, qu'un échange de charges que toutes les nations européennes demandent à supporter pour enrayer, s'il est possible, un odieux trafic.

Il est parfaitement vrai — et vous avez eu raison de le dire, mon cher collègue — que les cœurs français sont encore faciles à émouvoir par le seul

souvenir des grandes luttes qui ont eu lieu sous la monarchie de Juillet à propos du droit de visite.

Vous avez aussi raison de dire et de penser que si le Gouvernement français a accepté et laissé écrire dans un acte portant sa signature quelque chose qui ressemble au rétablissement du droit de visite, tel qu'il existait de 1831 à 1845, on doit rejeter cet acte.

Et je ferai observer à la Chambre que n'ayant pas négocié, n'ayant pas eu d'instructions à donner dans toute cette partie de la négociation, ayant reçu l'affaire terminée, lorsque mon honorable prédécesseur m'a remis... (Ah ! ah ! à gauche).

M. Spuller. — Je demande la parole.

M. le Ministre. — Messieurs, vous avez l'esprit bien prompt ; vous ne me laissez point achever ma phrase. Je disais que n'ayant pas conduit cette négociation, j'avais l'esprit plus libre peut-être pour voir si en effet elle méritait les reproches qui lui sont adressés aujourd'hui.

Et si j'avais pensé que le droit de visite, tel qu'on l'a décrit, tel qu'il a été inscrit dans ces traités de 1831 et de 1833, eût été en effet rétabli, eh bien, quelque prix que j'attache à la tradition dans les affaires diplomatiques, je n'aurais pas hésité — et mon honorable collègue M. Spuller ne m'en voudra pas de cette déclaration — à désavouer l'œuvre de mon prédécesseur, et je ne l'aurais pas portée au Parlement.

J'arrive donc, après avoir répondu à la partie politique du discours de l'honorable M. Piou, j'arrive de suite au droit de visite, et je vous demande, Messieurs, de vouloir bien faire trêve un instant à l'émotion très naturelle que le seul mot de « visite » soulève sur tous les bancs d'une Chambre française.

Mais est-il vrai que cet acte, si nous l'examinons, si nous voulons non plus nous tenir dans des généralités, mais serrer de près les résultats, tels qu'ils ont été acceptés, est-il vrai que cet acte consacre le droit de visite ? C'est là toute la question. Permettez-moi de vous l'expliquer.

Le droit de visite a existé de 1831 à 1845. En quoi consiste-t-il ? Vous l'avez dit, mon cher collègue. Il consiste essentiellement dans une chose que nous ne voulons pas admettre, que nous n'admettons pas, dans la substitution d'une juridiction à une autre.

Deux ou plusieurs nations se réunissent et disent : Nous convenons de nous déléguer réciproquement nos pouvoirs de juridiction sur nos nationaux, de telle sorte que le Français sur l'Anglais, l'Anglais sur le Français aura ce droit de police, ce droit de juridiction qui n'appartient qu'à la Puissance souveraine.

Voilà l'essence du droit de visite. Je suis bien d'accord avec vous, n'est-il pas vrai ?

Et alors j'entends tous les reproches qui ont été adressés aux traités de 1831 et de 1833 : « Vous ne devez pas déléguer la souveraineté, la France ne doit pas s'en remettre à une Puissance étrangère du soin de faire la police de ses nationaux. Qu'elle la fasse elle-même ; qu'elle exerce elle-même la juridiction ! »

Voilà quel a été ce droit de visite avec les modalités, avec l'arbitraire qu'il comporte, arbitraire qui peut être porté jusqu'à ses dernières limites.

Oui, sans doute, la première formalité, c'est l'examen des papiers. Mais on ne s'arrêtera pas là, vous le savez bien ! Ce qui constitue essentiellement le droit de visite, c'est le droit de ne pas s'arrêter à l'examen des papiers, d'aller au delà, de vérifier par une enquête... (Exclamations sur divers bancs).

M. Jules Delahaye. — Non ! c'est le droit d'arrêter le navire.

M. le Ministre. — ... dont rien ne trace les limites, si les faits sont d'accord avec les papiers, s'il n'y a pas un délit ou un crime qui est commis.

Messieurs, quand on concède cela, on concède la juridiction, on l'abandonne, on la délègue, on la prête à une autre nation.

C'est là ce qui a été critiqué, attaqué et condamné.

En 1845, le Ministère que présidait M. Guizot obtint de l'Angleterre la renonciation temporaire, devenue depuis définitive, aux dispositions de l'Acte de 1831 et 1833. Mais alors que fit-on ? car c'est là ce qui est essentiel, et ce qu'il faut que la Chambre saisisse.

A-t-on dit, à ce moment, qu'il suffisait d'arborer le pavillon d'une nation pour que d'autres nations ne puissent pas contrôler s'il n'y a pas abus, usurpation de pavillon ? Non ; on a dit, on a écrit, car c'est le traité de 1845. ou du moins c'est le texte des instructions qui y sont annexées...

M. Jacques Piou. — Traité n'ayant qu'une durée de dix ans.

M. le Ministre. — Oui, le traité n'a été fait que pour dix ans.

M. Jacques Piou. — Et il n'a pas été renouvelé.

M. le Ministre. — Je vous en prie, Monsieur Piou, laissez-moi parler. La Chambre me montre beaucoup de bienveillance, mais je supplie qu'on ne m'interrompe pas (Parlez ! parlez !).

Eh bien, en 1845, tous les orateurs ont dit : Mais s'il suffit qu'un navire puisse à son gré prendre le pavillon de telle ou telle nation, frauduleusement, par une sorte d'acte de piraterie, et si les navires de guerre sont obligés de s'incliner devant l'apparence, sans pouvoir d'aucune façon regarder si derrière l'apparence il n'y a pas une fraude ou un crime, que ferait la France en soutenant une pareille thèse ? Elle abandonnerait l'honneur de son pavillon à qui voudrait s'en emparer et l'usurper ! — Et tous les orateurs sans exception ont ajouté : Il n'y a pas besoin de texte, de protocole ; le droit des gens et les maximes partout reçues permettent de vérifier s'il y a ou non usurpation de pavillon.

De deux choses l'une : ou cette usurpation existe, et alors le navire n'est pas protégé par les apparences qu'il avait créées dans un but de tromperie ; ou bien le pavillon est reconnu sincère, étant appuyé par les papiers qui doivent l'accompagner, et alors, à la différence de ce qui existait en 1831 et en 1833, l'officier de marine étranger qui fait sa vérification doit s'arrêter ; qu'il y ait ou non des esclaves à bord, il ne fait d'enquête d'aucune sorte : il doit quitter le navire immédiatement, il doit seulement prévenir le croiseur de la nation dont le bâtiment suspect porte le pavillon... (Interruptions).

M. Jules Delahaye. — Mais le bâtiment peut être arrêté !

M. le Ministre. — Attendez, Messieurs, j'y viendrai.

Je crois être d'accord jusqu'à ce moment avec M. Piou ; je ne pense pas qu'une seule de mes paroles puisse être relevée par lui comme n'étant pas l'expression fidèle, exacte, des faits qui se sont succédé.

M. Jacques Piou. — C'est une concession temporaire, faite pour dix ans seulement, dont vous parlez.

M. le Ministre. — Vous me dites : L'arrangement de 1845 n'était fait que pour dix ans, donc il est devenu caduc en 1855. Cela est vrai, mais vous auriez pu vous convaincre, par la lecture du *Livre jaune*, que la nécessité des choses a obligé les Gouvernements, même après l'expiration de cet Acte, à convenir qu'ils enverraient des instructions exactement copiées sur l'Acte de 1845 qui, à leur tour, ont servi de modèle aux propositions que mon honorable ami M. Spuller avait chargé nos Plénipotentiaires de présenter à la Conférence de Bruxelles.

M. Jacques Piou. — Je ne les connais pas.

M. le Ministre. — Je vais vous les faire connaître.

Voici le document qui est aujourd'hui la règle de notre marine, qui préside ses devoirs, ses obligations et ses droits. Vous allez voir si l'ensemble de ces règles, à peu près copiées textuellement, presque sans variante, n'est pas ce qui a passé dans l'Acte de Bruxelles, ce que nous y avons fait passer pour l'honneur de notre doctrine et de nos traditions.

Je vais vous donner lecture de ce document...

M. Jacques Piou. — Qu'est-ce que c'est que cet acte ?

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Ce sont des instructions confidentielles... (Interruptions à droite).

Mais enfin, permettez ! c'est un Acte public qui existe. Je dis qu'à l'heure présente, c'est la règle... (Bruit à droite).

Messieurs, cette discussion ne doit pas revêtir un caractère passionné.

M. Jacques Piou. — Je n'y mets pas de passion.

M. le Ministre. — Je m'efforce en ce moment d'expliquer des points qui ne sont pas sans difficulté, sans délicatesse (Interruptions à droite).

La Chambre sait très bien qu'elle aura le dernier mot dans cette question comme dans toutes les autres, et les impatiences qu'elle montre, permettez-moi de le dire, ne font que retarder la fin du débat.

En 1867, on a concerté des instructions ; je répète qu'elles sont, à l'heure présente, la règle de notre marine et qu'elles n'ont donné lieu, dans une pratique déjà longue, de 1867 jusqu'à ce jour, à aucun incident, à aucune critique, à aucune récrimination.

En voici les termes :

« A l'abri de l'indépendance de son pavillon national, un navire de commerce naviguant en pleine mer n'est sujet à aucune juridiction étrangère qui n'aurait pas été acceptée par un traité. Un bâtiment de guerre ne peut donc visiter, retenir, arrêter et saisir que les navires de commerce qu'il reconnaît avoir la même nationalité que lui. »

Voilà la vraie doctrine ! voilà la doctrine française !

« ... Le pavillon d'un navire étant de prime abord la marque distinctive de sa nationalité, et par conséquent de la juridiction de laquelle il relève, il est naturel qu'un navire de commerce, passant en pleine mer en vue d'un bâtiment de guerre, hisse son pavillon pour faire connaître sa nationalité ; dès que le bâtiment de guerre s'est fait reconnaître en arborant ses couleurs et ses marques distinctives, le navire marchand doit donc également hisser son pavillon de nation.

« ... Dès qu'en arborant ses couleurs le navire marchand a établi sa nationalité, le bâtiment de guerre étranger ne peut plus prétendre à exercer le moindre contrôle sur lui... Sicependant la présomption de nationalité résultant des couleurs qui auraient été arborées par un navire de commerce peut être sérieusement mise en doute, soit par suite de renseignements positifs, soit par suite d'indices de nature à faire croire que ce navire n'appartient pas à la nation dont il a pris les couleurs, le bâtiment de guerre étranger peut recourir à la vérification de cette prétendue nationalité. »

Voici maintenant comment s'opère cette vérification :

« Un canot pourra, dans ce but, être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention. La vérification consistera dans l'examen des papiers constatant la nationalité du navire. Rien ne pourra être réclamé de plus que la présentation de ces pièces. Les

papiers à produire pour les navires marchands seront, pour les Anglais, le « certificate of registry » et les « ship's articles », et pour les Français, l'« acte de francisation » et le « congé ». L'officier chargé de la vérification devra toujours être un officier de vaisseau, s'il y en a un à bord, et se présenter en uniforme. Il devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles. »

Et alors, que devient, permettez-moi de vous le demander, Monsieur Piou, toute cette indignation débordante à laquelle d'ailleurs vous avez donné tout à l'heure une expression magnifique ? Que devient toute cette colère patriotique, quand vous montriez un officier étranger se permettant de monter à bord d'un navire qui ne porte pas le pavillon de sa nation, et le capitaine du navire marchand soumis à l'humiliation de lui soumettre le titre établissant la nationalité du bâtiment qu'il dirige ?

Cette indignation ne s'adresse pas à ce que nous avons fait, mais à ce qui existe et a toujours existé depuis 1845 dans la pratique de la marine française et, je le répète, à ce qui, en aucun cas à ma connaissance, n'a donné lieu ni à une plainte, ni à une récrimination, ni à un conflit.

Eh bien, oui, l'officier monte à bord, il voit le papier, il est obligé de dresser procès-verbal, et immédiatement — car il ne faut pas que cette enquête sommaire de pavillon, comme on l'appelle, que cette recherche de la nationalité puisse dégénérer, par un abus, à un véritable droit de visite, — on ajoute : « Toute enquête sur la nature du chargement, sur les opérations commerciales desdits navires, sur un autre fait, en un mot, que leur nationalité, toute recherche, toute visite est absolument interdite. »

A gauche. — Et l'arrestation ?

M. le Ministre. — Vous parlez d'arrestation ? Voici ce que porte l'article : « Lorsqu'après l'examen des papiers de bord un navire marchand soupçonné de fraude... » le mot y est — « ... sera détenu par un croiseur étranger, il devra être conduit le plus tôt possible dans un port ou à une autorité de la nation dont il a arboré les couleurs, de telle manière que la sincérité du pavillon soit constatée par les autorités de la Puissance à laquelle appartient ce pavillon. S'il y a abus reconnu, le navire en fraude reste à la disposition du capteur ; dans le cas contraire il pourra y avoir lieu à indemnité comme dans les circonstances prévues à l'article 13. »

Voilà le résumé, je le répète, très clair, très lucide, incontestable en tout cas, de ce qu'est aujourd'hui la tradition, la doctrine française, acceptée par toutes les autres nations et dont l'honneur et le devoir vous imposent de ne pas dévier (Très bien ! très bien !).

Je tiens, tout autant que mes honorables contradicteurs, à ce que cette tradition ne soit pas ébranlée, à ce qu'elle ne soit pas sacrifiée.

Vous me demandez : Qu'avez-vous obtenu en échange ? Messieurs, je ne veux rien en échange, parce qu'il s'agit ici d'une question d'honneur, de dignité pour nous. C'est un point sur lequel je ne négocie pas (Très bien ! très bien ! sur divers banes. — Mouvements divers).

C'est une question qui touche au droit public. Chaque nation, apparemment, a le droit de se faire l'idée qui lui convient de sa dignité, de sa souveraineté, de n'en abandonner que ce qu'elle veut ; mais, je le répète, ce n'est pas matière à contrat ni à échange : c'est dans la plénitude de notre droit que nous réglons nous-mêmes les limites dans lesquelles nous supportons le contrôle nécessaire, indispensable d'une nation étrangère.

Messieurs, je constate que dans ces dernières années il y a eu, en effet, une certaine tendance à s'écarter, même dans les lois, de ces principes rigoureux.

Le Parlement a voté, en 1882, la ratification d'une convention passée avec tous les pays du Nord, — y compris l'Allemagne, Monsieur Piou, — et qui

donne aux navires de guerre de toutes les nations contractantes le droit, non pas seulement de vérifier le pavillon des navires de pêche — et vous savez quelle grande partie de notre force maritime constitue cette flotte de nos modestes pêcheurs et de nos vaillants marins — mais de pénétrer dans les bâtiments et de faire toutes les recherches nécessaires pour la constatation des délits.

Je reconnais avec vous que ce n'est pas là la vraie, la bonne doctrine, et qu'il ne faudrait pas multiplier les dérogations de ce genre sous peine de détruire, dans la pratique, les traditions telles que nous les avons établies.

Pour vous montrer avec quel soin je veille sur cette partie de notre droit public, permettez-moi de vous rappeler qu'une autre convention de ce genre, signée par un Ministre précédent, qui siège encore dans cette Chambre, donne le droit d'enquête de pavillon et de visite pour des faits infiniment moins graves, c'est-à-dire pour des faits de distribution illicite de boissons à bord des bateaux. On a voulu frapper les cabarets flottants. La Commission chargée d'examiner cette convention a pensé, à l'unanimité, que l'intérêt n'était pas tel qu'il fallût faire brèche aux principes incontestés de notre droit, et, bien que je n'aime pas à abandonner une œuvre que j'ai reçue d'un prédécesseur, je puis déclarer que, sur ce point, j'estime que la Commission a raison, et je ne demanderai pas à la Chambre la ratification de cette convention.

Voilà comment, sans soulever votre indignation, Monsieur Piou, quelques brèches ont été faites aux principes ; mais voilà comment aussi le Ministre des Affaires étrangères, qui a l'honneur de parler devant vous, apporte quelque vigilance et quelque fermeté à maintenir autant qu'il dépend de lui ce que vous avez appelé les glorieuses traditions du pavillon français (Applaudissements au centre).

Voyons maintenant les faits. Les intentions sont connues. L'honorable M. Spuller, dans les instructions qu'il a données aux Plénipotentiaires — et, permettez-moi de le dire en passant, ce n'est pas aux Plénipotentiaires qu'il faut s'attaquer dans cette affaire ; ils ont obéi aux instructions qu'ils ont reçues ; le langage qu'ils ont tenu leur a été dicté, au moins dans ses traits généraux, par le Ministre des Affaires étrangères. Mais est-ce que M. Spuller, alors qu'il faisait de l'exclusion de la question du droit de visite la condition même de l'entrée de notre pays dans la Conférence de Bruxelles, abandonnait en fait les idées dont il s'était ostensiblement et volontairement constitué le gardien ? Est-ce qu'il s'est mépris au point de défaire lui-même dans les articles l'œuvre qu'il annonçait vouloir accomplir, c'est-à-dire le maintien intégral, autant qu'il dépendait de lui, de tous nos privilèges et de tous nos principes ?

Voyons ce qui a été écrit dans l'Acte de Bruxelles, quelles modifications on a faites, et dans quel sens, à ces instructions de 1867 qui sont, à l'heure présente, je le répète, le droit commun de notre marine marchande et de notre marine de guerre.

La première précaution que l'on prend — il est vrai que cela devient un grief dans la bouche des adversaires de la convention — c'est de tracer une zone dans laquelle sera renfermé désormais le droit de visite.

N'est-ce donc rien, cela ?

L'arrangement de 1867 donne le droit aujourd'hui à l'Angleterre, comme à tous les autres pays, d'arrêter nos navires partout. En fait, je le sais, on n'abuse pas de ce droit, mais enfin il existe ; partout on peut saisir les navires pour vérifier leur nationalité ; il n'y a pas de limitation.

M. Félix Faure. — Je ferai observer à M. le Ministre que les instructions de 1867 constituaient un acte de souveraineté (Très bien ! très bien !) qui ne donne aucun droit au pavillon britannique.

M. le Ministre. — Oui, sans doute, c'est l'exercice de notre souveraineté, mais c'est un exercice concerté avec une autre nation, puisque le même jour des instructions identiques ont été données aux marins des deux flottes.

Il ne s'agit pas de savoir si l'on a eu tort de s'engager, mais seulement si l'on s'est engagé sur une bonne ou mauvaise doctrine.

Voilà la question que vous avez posée et je suis par conséquent fondé à rechercher ce que vous avez essayé de dégager vous-même. c'est-à-dire le droit français, les idées françaises. Je suis obligé de les chercher dans les documents qui en contiennent l'expression puisqu'ils sont la règle de notre pratique.

Donc, on a tracé une zone relativement étroite, dans laquelle seule désormais le droit de vérification pourra être exercé par une nation quelconque sur les navires d'une nationalité quelconque.

Je sais bien qu'on nous reproche d'avoir compris dans cette zone Madagascar. C'est parce que Madagascar est sous le protectorat de la France, insinue mon ami M. Faure, qu'on a eu la pensée machiavélique de l'y inscrire.

Mais Zanzibar, mon cher collègue, qui est aujourd'hui terre anglaise ! Mais toute la côte orientale d'Afrique, qui se partage entre les Italiens, les Anglais et les Allemands, est dans la zone contaminée ! Vous avez dit que dans l'Océan Indien il n'y avait que Madagascar qui fût dans la zone : c'est une erreur. La zone s'étend au sud jusqu'à Quilmane, et par conséquent elle comprend les possessions anglaises, les possessions allemandes et les possessions italiennes.

M. Félix Faure. — Mais pas les Seychelles !

M. le Ministre. — Nous sommes traités comme elles

A-t-on eu tort d'y mettre la côte est de Madagascar jusqu'à 20 milles seulement ? Je ne discute pas là-dessus. Il est possible en effet qu'il eût mieux valu ne pas laisser même l'apparence d'une présomption qu'il pût y avoir un trafic d'esclaves entre Madagascar et la Réunion. Mais ici je relève encore une inexactitude.

Vous semblez croire que ce droit de surveillance du pavillon s'exerce dans les eaux territoriales, ce qui serait une insulte permanente à la Puissance protectrice ; c'est une erreur.

M. Spuller a demandé et obtenu que dans les eaux territoriales il n'y eût aucune autre autorité que celle de la Puissance souveraine ou de la Puissance protectrice, jusqu'à 3 milles. C'est au delà, dans une zone restreinte, que s'exerce le droit que nous allons définir tout à l'heure, droit d'inspection ou de visite.

Maintenant, à quels navires s'applique ce régime qu'on établit ? Cela a une certaine importance.

Autrefois, le droit de visite s'appliquait principalement aux grands bâtiments de commerce, et c'est là que les entraves, les embarras qu'il crée deviennent intolérables.

Aujourd'hui, toutes les nations renoncent à faire même l'enquête de pavillon pour les navires de 500 tonneaux au moins ; c'est-à-dire que par ce seul fait qu'un navire jaugea 500 tonneaux, il n'y a pas un bâtiment de guerre au monde qui ait le droit de le héler, de l'aborder, à plus forte raison de détacher un officier pour monter à son bord et vérifier ses papiers.

N'est-ce pas considérable ? Pouvez-vous parler de vexations suspendues sur notre marine marchande, alors qu'on a circonscrit aux seuls boutres, aux petits navires jaugeant moins de 500 tonneaux, ce droit, bien plus nécessaire pour eux que pour les autres, d'une surveillance très limitée, comme vous allez le voir ?

La convention de 1867 n'avait pas plus que les précédents traités admis cette limite ; elle est nouvelle.

Ce n'est pas tout. L'Acte de Bruxelles fait une distinction qui n'est pas sans importance, — l'honorable M. Piou le reconnaîtra, — entre les boutres français et les boutres indigènes...

M. Le Cour. — Presque tous les navires à voiles ont moins de 300 tonneaux de jauge!

M. le Ministre. — Vous savez très bien que les long-courriers qui passent le canal de Suez pour se rendre dans l'océan Indien jaugeant 300 tonneaux.

M. Le Cour. — Pardon! tous les trois-mâts qui partent de Bordeaux et de Nantes pour aller à Mayotte et à Bourbon jaugeant moins de 300 tonneaux!

M. le Ministre. — Il y a une distinction à faire entre le boutre français, c'est-à-dire celui qui, étant de construction française et monté par un capitaine français, ne doit pas être soumis à des formalités aussi rigoureuses, et le boutre indigène, sur lequel sa forme seule et, en tout cas, la composition de l'équipage, appellent plus sévèrement l'attention.

Que peut-on demander au boutre français, même de moins de 300 tonneaux? On lui demande, en vertu de l'article 44, les papiers que les traités ou conventions permettent d'exiger. Par conséquent, puisque nous sommes sous l'empire des instructions concertées de 1867, vous reconnaîtrez — et cela est extrêmement important — qu'un navire français, quel que soit son tonnage, son importance, n'est dans l'obligation de montrer qu'une pièce, une seule, l'acte qui établit qu'il est Français.

Quant aux boutres indigènes, — et c'est à cela que se borne l'innovation, — vous pouvez la juger excessive, mais je l'indique avec une entière sincérité, — de ces boutres indigènes, c'est-à-dire de ceux qui ont un équipage arabe ou nègre, on exige, en dehors de l'acte de francisation, le rôle de l'équipage et le manifeste des passagers dressé par l'autorité française du départ. Ils doivent montrer ces trois pièces. Si l'une d'elles manque, il peut y avoir et il y a souvent présomption de fraude. Si toutes sont régulières, et il dépend du capitaine du boutre de se munir de ces pièces, qui lui sont délivrées par l'autorité nationale, le croiseur étranger n'a pas le droit de l'inquiéter. Empruntant la formule même de la circulaire de 1867, le texte dit qu'on ne peut pas pousser le contrôle plus loin, qu'on ne peut pas appeler l'équipage et encore moins pénétrer dans le navire, si les papiers sont en règle.

J'ai le droit de dire, résumant toutes ces réserves dans une formule simple, mais expressive, que le pavillon, à condition que ces trois pièces soient en règle, couvre absolument le boutre, et ce serait un abus intolérable, une usurpation, une voie de fait, que de s'emparer de ce boutre, même préventivement, pour le conduire devant les autorités françaises (Très bien! très bien! sur divers bancs).

M. Millerand. — Et le texte de l'article 49?

M. le Ministre. — Le texte de cet article répond à deux hypothèses différentes. Dans un article précédent on a dit : Tandis que la France, elle, ne consent pas à la visite, la visite sera exercée et continuera à l'être à l'égard des autres nations qui y ont consenti; cela est dit en toutes lettres. Il est évident que si la visite faite à bord d'un portugais ou de tel autre bateau n'appartenant pas à la nationalité française fait découvrir des soupçons de fraude, le croiseur a le droit, sur un simple soupçon, de s'emparer provisoirement du navire et de le conduire; mais pour les navires français il n'y a, il ne peut y avoir que vérification des papiers de bord; il faut que le délit résulte d'une irrégularité visible sur les papiers mêmes, d'un fait matériel infiniment facile à saisir, sinon, je le répète, il y a une confusion, un abus

de pouvoir. Si le texte paraît obscur, je dois dire que la pensée qu'il consacre ne supporte pas le moindre doute. J'ai interrogé à cet égard les négociateurs mêmes qui l'ont accepté ; j'ai interrogé mon honorable ami M. Spuller et M. le Ministre de la marine, tous ont dit et tous disent qu'il n'y a pas eu de doute dans leur pensée (Interruptions).

M. Bigot. — Mais ce n'est pas dit dans le texte !

M. le Ministre. — Je crois qu'il ne serait pas sans inconvénients de dire trop haut ici que le texte prête en effet à l'équivoque (Exclamations), parce que notre volonté formelle est de maintenir cette interprétation qui, je le répète, n'est pas imaginée, mais qui, dans la sincérité des explications qui m'ont été données et par l'inspection même des combinaisons de ces textes, est l'interprétation vraie, la seule qui se concilie avec la vérification des papiers de bord et l'exclusion du droit de visite.

Un membre à gauche. — Et l'article 41 ?

M. le Ministre. — Ce n'est pas tout. — Vous voyez qu'aucune atteinte n'a été portée par ces articles aux principes essentiels que j'ai rappelés tout à l'heure, aucune, je l'affirme, je le maintiens, et je ne crois pas qu'il puisse y avoir de Ministre des Affaires étrangères qui n'ait le ferme dessein de veiller à l'exécution de cet article dans son texte et dans son esprit.

Mais ce n'est pas tout. Si le navire est saisi, il est conduit devant l'autorité française ; c'est l'autorité française qui statue. On s'étonne qu'on exige la présence d'un des officiers du navire capteur. Mais permettez-moi de vous faire remarquer que si l'officier qu'on fait venir a eu tort, s'il s'est trompé, il passe du rôle d'assistant à celui d'inculpé ; il sera obligé de payer des dommages-intérêts.

Il a donc intérêt à suivre la procédure et nous avons intérêt à sa présence pour établir contradictoirement avec lui le principe des responsabilités pécuniaires.

Voilà la vérité.

Après ces explications, que j'ai rendues aussi claires que possible, je prie la Chambre de vouloir bien réfléchir, de se dégager pour un instant de toutes ces impressions que des discours brillants, éloquentes, animés d'un véritable souffle patriotique, ont pu produire dans son esprit. Quand nous avons à porter un jugement sur de pareilles matières, quand nous voulons prononcer en connaissance de cause, il faut examiner à froid et avec maturité les faits ; il faut en dégager la pensée qui les domine. Il n'est pas juste, permettez-moi de le dire, il n'est pas équitable de partir immédiatement en guerre, de soupçonner jusqu'aux intentions, de nous imputer une faiblesse préméditée, calculée. Je n'ai pas à répondre à de pareils reproches ! Je crois avoir montré que mon prédécesseur et moi nous avons été aussi soucieux qu'il était possible de défendre les droits, les intérêts et les traditions de la France.

L'opinion en a jugé ainsi, et avant les attaques qui se sont produites à cette tribune et auxquelles, je l'avoue, je ne m'attendais pas, tous ceux qui ont examiné cette convention, non pas seulement en France — vous pourriez soupçonner que nous avons stimulé le zèle de quelques amis complaisants — mais à l'étranger...

A droite. — En Angleterre !

M. le Ministre. — Oui, en Angleterre même (Interruptions à droite), tous ont dit que la France s'était assuré un traitement que les autres nations n'avaient pu obtenir et qu'elle sortait de ces Conférences n'ayant capitulé sur rien d'essentiel et n'ayant rien abandonné de ses traditions nationales.

Voilà le jugement qui a été porté. C'est aussi le jugement qu'à l'unanimité moins une voix a porté la Commission que vous avez chargée d'examiner ce projet.

Et je puis dire qu'elle n'y a pas apporté, dès l'abord, un parti pris excessif de bienveillance ; elle a voulu se rendre compte — c'était son devoir — de ce qui pouvait lui paraître sujet à critique dans cette convention, à côté de ce qui s'y trouvait contenu de pratique pour la répression de l'esclavage. Vous pouvez vous en convaincre par la lecture du rapport de mon honorable collègue M. Charmes, qui, — et je le dis malgré l'amitié qui nous unit, — qui a étudié à fond cette doctrine et qui, n'étant pas en cause comme je puis l'être moi-même, a pu s'expliquer librement, sans toutefois rien abandonner, rien sacrifier de nos droits et de notre dignité.

Si vous avez lu son rapport, vous y avez trouvé, sous une forme plus concise que la mienne, mais aussi plus saisissante, plus nette, ces explications qui ont, je le répète, été acceptées par tous et qui consacrent, à l'honneur de notre diplomatie dans l'opinion du monde, toute autre chose qu'une faiblesse et une capitulation : un acte louable, dont certainement il ne m'appartient pas d'exagérer le mérite, mais au sujet duquel il n'est permis d'adresser aucun reproche à nos agents diplomatiques.

Maintenant, Messieurs, la Chambre est maîtresse de son vote ; elle dira en pleine liberté ce qu'elle pense de cette convention.

M. Millerand. — Très bien ! très bien !

M. le Ministre. — Car j'ai pris l'engagement, non pas seulement en me plaçant au point de vue constitutionnel, mais en vertu de l'idée même que je me fais de la pratique parlementaire, de ne donner un caractère définitif à aucun de ces actes, sans que le Parlement ait eu le dernier mot (Très bien ! très bien !), afin qu'il pût en examiner les clauses en toute liberté d'esprit et sans autre pression que celle qui résulte des arguments légitimes et de la raison même que je m'efforce en ce moment de faire prévaloir (Très bien ! très bien !).

Vous me permettrez, Messieurs, de vous faire observer, avant de descendre de cette tribune, que le rejet de cette convention, sans vouloir rien exagérer — je ne veux pas dépasser les limites qui sont permises — peut n'être pas absolument sans quelques conséquences politiques que vous devez apprécier dans votre sagesse.

On a parlé comme si nous étions en face d'une seule nation au monde ; je ne sais pas s'il y avait une grande habileté politique et s'il était bon, en tout cas, pour le développement même de notre politique, de paraître ainsi circonscrire toutes les objections que vous avez faites et que vous pouvez être fondés à faire, dans un dialogue à la tribune avec une grande nation voisine. Je ne le sais pas, je laisse à la Chambre le soin de l'apprécier ; mais je lui dirai que ce n'est pas en présence de cette nation seulement que vous feriez le sacrifice, l'abandon de cette convention, si vous êtes disposés à le faire ; c'est en présence de l'Europe tout entière et des nations qui, par leurs affinités ou leur situation dans la politique générale, sont le moins disposées peut-être à des complaisances excessives vis-à-vis de la nation que vous avez dénoncée à la tribune. Comment se fait-il que toutes aient été unanimes, qu'elles n'aient fait aucune objection, que toutes aient donné leur signature ?

A droite. — C'est parce qu'elles n'ont pas les mêmes intérêts que nous.

M. Francis Laur. — Le rejet de la convention sera la réponse à la quadruple alliance !

M. le Ministre. — Comment se fait-il que toutes, depuis la Russie...

Un membre à gauche. — La Russie n'a pas d'intérêt!

M. le Ministre. — ... jusqu'à l'Allemagne et l'Italie, comment se fait-il que toutes aient donné et maintiennent à cette heure leur signature? Comment se fait-il que toutes se soient réunies?

N'est-il pas vrai que, sans vouloir trop attendre de ces conventions, qui ne sont souvent qu'un acte stérile, si les volontés ne s'unissent pas ensuite pour les développer, sans vouloir exagérer leur importance, n'est-ce pas que l'Europe tout entière a cru comprendre qu'il s'agissait, en cette œuvre prise dans son ensemble — et non pas dans quelques dispositions que vous pouvez critiquer et torturer, — en cette œuvre, prise dans l'ensemble de toutes les dispositions qu'elle a établies, qu'il s'agissait au fond d'une œuvre d'humanité et de civilisation?

N'est-ce pas que, contre l'esclavage — refoulé successivement de toutes les mers, et concentré aujourd'hui comme dans un dernier refuge dans cette zone où nous allons permettre pour un temps quelques mesures de surveillance — n'est-ce pas que contre cet esclavage le monde entier, ému par le récit des souffrances qu'endurent les habitants de ce continent africain, veut apporter quelque chose de sa force et peut-être aussi de ses sentiments généreux et de son cœur, pour détruire, si c'est possible, cette horrible lèpre de l'humanité? (Très bien! très bien!)

La France, qui en 1794, comme on l'a rappelé avec raison, a donné le signal de l'abolition de l'esclavage, la France, qui a toujours tenu le drapeau du progrès, de la civilisation, du désintéressement dans cette matière, — oui, cela est vrai, je le dis à son honneur en présence des nations qui ont pu avoir des préoccupations plus égoïstes, moins désintéressées, — est-ce que la France, à la dernière heure, après avoir pris part à ces travaux, après avoir fait voter la proposition de ses Plénipotentiaires, de son Gouvernement, va, sans une nécessité claire, évidente, impérieuse, retirer sa signature et se séparer non pas, je le répète, d'une seule nation, mais du concert européen tout entier, de toutes les nations civilisées?

Vous pouvez le faire, Messieurs? Je ne dis pas qu'il en résultera pour notre politique générale des conséquences tellement graves que je doive ici insister avec toute l'énergie d'un homme de gouvernement pour vous détourner de ce péril. Non! je ne force rien, mais il en résultera que dans l'opinion du monde, qui n'est pas toujours porté à la bienveillance et aux jugements équitables envers nous, la France, peut-être sans nécessité suffisante, aura ainsi rompu avec les autres nations ses voisines (Murmures à droite. — Très bien! très bien! sur divers bancs au centre).

Je suis de ceux qui acceptent l'isolement avec ses conséquences, quand l'honneur de la France est en jeu; mais quand il s'agit d'une œuvre qui ne touche que de fort loin à la politique générale, d'une œuvre qui a été faite uniquement par la réunion des sentiments dont je vous parlais tout à l'heure et quand cette œuvre, en imposant à chacun de nous quelques sacrifices, quelques obligations et quelques charges, n'a rien exigé de nous, en somme, que nous ne puissions donner en pleine volonté, avec la conscience intacte de notre dignité, la plénitude de notre souveraineté, vous pouvez peut-être hésiter; quant à moi, j'ai le devoir de vous dire que vous réfléchissiez à deux fois avant d'émettre un vote négatif.

S'il vous plait d'en prendre la responsabilité, vous êtes libres; mais j'espère encore, en descendant de cette tribune, que vous ne le ferez pas: je vous en conjure (Applaudissements).

M. le Président. — La parole est à M. Spuller.

M. Spuller. — Messieurs, je ne monte pas à cette tribune pour répondre au discours de M. le Ministre des Affaires étrangères; ce n'est ni pour le critiquer ni pour le réfuter. Je viens ici, Messieurs, accomplir un devoir auquel

j'attache un prix particulier : je viens affirmer la solidarité qui existe entre M. le Ministre des Affaires étrangères et moi, non seulement dans cette question, mais dans toutes celles...

M. Jules Delafosse. — M. Ribot n'a pas maintenu vos instructions.

M. Spuller. — Comment cela ?

M. Jules Delafosse. — Non, car la seconde Conférence de Bruxelles ne ressemble pas à la première.

M. Spuller. — Je répondrai à M. Delafosse que la seconde Conférence de Bruxelles porte sur une question que je n'avais pas été appelé à examiner : celle du traité douanier avec l'Etat souverain du Congo ; mais je n'ai vu nulle part que M. le Ministre des Affaires étrangères, qui a pris possession de son Ministère le 15 mars, ait eu l'occasion, jusqu'au 2 juillet, de revenir sur les instructions que j'avais données. S'il l'a fait, ce doit être dans des entretiens particuliers avec les Plénipotentiaires français à la Conférence de Bruxelles, mais il n'y en a pas trace dans le *Livre jaune* (C'est vrai ! — Très bien !).

Cette solidarité dont je parle, j'y tiens, parce que je la considère comme une des règles nécessaires de la politique extérieure, et elle s'est affirmée dans les circonstances qui viennent de se produire devant vous, Messieurs, avec un tel éclat de la part de M. le Ministre des Affaires étrangères, que j'aurais mauvaise grâce à ne pas le remercier et lui apporter mon témoignage.

Messieurs, mon intention n'est pas de prononcer un discours ; j'ai tout simplement le projet, si la bienveillance de la Chambre m'y autorise (Parlez ! parlez !), de dire dans quelles conditions l'invitation a été faite à la France de se rendre à Bruxelles, quelles instructions générales j'ai données aux Plénipotentiaires, et d'ajouter que, ces instructions ayant été suivies, je m'associe aux éloges que mon successeur a donnés aux Plénipotentiaires que j'avais choisis.

C'est à la fin du mois de mars de l'année dernière, ainsi que la première dépêche insérée au *Livre jaune* peut en fournir le témoignage, c'est à la fin de mars que, pour la première fois, dans le Parlement anglais, il a été question de l'esclavage, de la traite des noirs, de cette honte infligée à la civilisation et des moyens de prévenir un tel fléau. Mais, Messieurs, veuillez vous souvenir qu'en France il y avait eu toute une agitation, toute une propagande en faveur d'une campagne à entreprendre contre la traite des noirs et en faveur de la répression de l'esclavage.

Faut-il rappeler que le cardinal archevêque d'Alger s'était mis à la tête d'un grand mouvement d'opinion et que même il s'était rendu à Bruxelles pour y faire la plus active et la plus efficace des propagandes ?

Cette question de la répression de la traite, elle est née des projets que l'Europe a exécutés enfin sur le continent noir ; elle est née de la constitution, au centre de l'Afrique, d'un Etat souverain : le Congo ; elle est née du partage que les grandes Puissances ont opéré de l'Afrique, et lorsqu'on est venu me demander si la France se rendrait à une Conférence antiesclavagiste, mon premier mot a été pour m'informer du caractère et du but véritable de cette Conférence : il m'a été répondu qu'elle avait un but exclusivement civilisateur, un caractère d'humanité.

Dès lors, j'ai répondu, et je devais répondre, que je considérerais comme un devoir pour la France de ne pas se tenir à l'écart d'une pareille réunion, et j'ai dit qu'elle s'y rendrait, comme elle se rend toujours aux réunions de ce genre, avec l'intention résolue et formelle de maintenir à la fois ses traditions politiques et son rôle glorieux de nation civilisatrice. (Très bien ! très bien !)

Nos traditions consistaient précisément à ne pas permettre qu'à la faveur d'une nouvelle agitation en faveur de la répression de la traite, la vieille politique anglaise pût reparaitre avec ses prétentions au droit de visite, et d'un autre côté nous avions intérêt à ne pas laisser profiter de cette occasion de la Conférence pour agiter des questions de souveraineté, qui n'étaient pas posées et qu'on ne pouvait pas poser dans cette occasion et en un tel lieu.

J'ai donc mis, à l'acceptation de la France, j'ai mis à son entrée à la Conférence de Bruxelles une double condition : premièrement, c'est que la France maintiendrait ses principes et ses traditions en matière de répression de l'esclavage et de la traite : secondement, que, dans la Conférence, il ne serait traité, sous aucun prétexte, de questions de souveraineté.

Si vous voulez voir les choses comme elles sont, sans passion, vous remarquerez que c'était assigner à la France, dans cette circonstance, le seul rôle qu'elle pût accepter.

D'une part, nous allions à Bruxelles pour répondre à l'appel de nations résolues à tenter une œuvre de civilisation et d'humanité.

D'autre part, nous nous maintenions dans nos traditions et nos principes, en écartant toutes les questions qui pouvaient devenir des sujets de litige. Telles sont les instructions que j'ai données aux représentants de la République, et c'est ainsi que M. Bourée, premier Plénipotentiaire de France, a expliqué nettement, dans une des premières séances de la Conférence, qu'il n'avait mission d'accepter aucune espèce de discussion portant sur le prétendu droit de visite.

« Si ce droit est mis en avant, si même ce mot est prononcé, — avais-je recommandé à M. Bourée et à ses collègues, — dites qu'il ne vous reste qu'à vous retirer : car nous ne pouvons pas, nous ne devons pas le laisser mettre en discussion, car nous ne pouvons pas laisser prendre des mesures que la France n'a jamais acceptées. Aucune concession n'est à attendre de nous sous ce rapport, et nous ne pouvons sur ce point déroger en aucune façon à nos théories. »

Messieurs, ces instructions ont été fidèlement suivies. Il n'est que juste de reconnaître que, d'un autre côté, personne, dans la Conférence, n'a cherché à soulever des questions de souveraineté.

On demande à M. le Ministre des Affaires étrangères ce qu'il a obtenu, ce qu'il a recueilli de la Conférence de Bruxelles. Il est évident que M. le Ministre, n'ayant rien eu à demander, n'avait rien à obtenir. Et d'ailleurs personne n'a plus obtenu que la France. Aucune Puissance n'a obtenu de résultat matériel, de profit politique appréciable dans la Conférence de Bruxelles.

Nous sommes sur ce point sur le même pied que toutes les autres Puissances ; nous sommes allés à Bruxelles pour y faire exclusivement une œuvre d'humanité, nous y sommes allés afin de faire faire à la civilisation un pas en avant : c'est une trop belle et trop glorieuse tâche pour que vous hésitez à ratifier l'œuvre de vos Plénipotentiaires. Est-il besoin que je vous lise ce qui est écrit à chaque page dans le *Livre jaune* sur tous les points que je viens exposer devant vous ? Comment pouvez-vous supposer que, d'accord avec le Ministre de la marine, avec le sous-secrétaire d'Etat aux colonies, nous ayons pu choisir des officiers généraux de notre marine comme M. le contre-amiral Humann pour aller à Bruxelles porter une atteinte quelconque aux traditions nationales ? Cela n'est pas admissible un seul instant.

Dans les trois ministères, il y a une tradition constante, suivie de tout temps par tous les ministres, par tous les secrétaires d'Etat, par tous les agents de la politique française : la France n'a jamais admis le droit de visite, ne l'admettra jamais, surtout, messieurs, elle ne l'a pas admis en signant l'acte de la conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 ; elle ne l'a pas admis parce que, en réalité, le droit de visite n'y a pas été même mis en discussion. L'Angleterre seule, dans un premier projet, en avait parlé, et c'était sans doute pour la forme, pour maintenir sa tradition ; mais ce projet

n'a pas été examiné, et il n'aurait pas été discuté si même elle y avait tenu, ce qu'elle n'a pas fait. Nos plénipotentiaires, je le répète, avaient l'ordre de se retirer s'il était parlé du droit de visite.

Messieurs, je n'entrerai pas dans le détail des questions qui ont été débattues devant vous. M. le rapporteur, d'une part, et M. le ministre des affaires étrangères, d'autre part, ont, je crois, répondu à toutes les objections par des textes précis et en entrant dans l'examen approfondi des articles du règlement adopté à la conférence. Je n'ai pas le dessein de revenir sur ce qu'ils ont dit à cet égard. Je me bornerai à dire et à rappeler qu'en matière de droit de visite il y avait, à la conférence de Bruxelles, des nations qui ne sont pas, vis-à-vis de l'Angleterre, sur le même pied que nous ; car il y a des nations européennes qui admettent le droit de visite. Eh bien, pour ces nations, le droit de visite continue à subsister ; pour nous, il n'existe pas plus aujourd'hui qu'auparavant.

Voulez-vous prendre l'article 43 de ce règlement ? Vous en serez convaincus :

« L'enquête sur le chargement du bâtiment ou la visite, dit cet article, ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des puissances qui ont conclu ou viendraient à conclure les conventions particulières visées à l'article 22 et conformément aux prescriptions de ces conventions. »

Le droit de visite n'existe que pour ces nations qui ont conclu avec l'Angleterre des conventions particulières. Sommes-nous dans ce cas, messieurs ? La France est-elle liée par des conventions particulières ? Non, messieurs ; pour nous il n'y a point de droit de visite ; il n'y en avait pas avant la conférence, il n'y en a pas après. (Interruptions à droite.)

Qu'y a-t-il donc ? Il y a un règlement destiné à régler les conditions dans lesquelles les puissances contractantes se proposent de prévenir et de réprimer la traite par mer, un règlement qui a été adopté par les plénipotentiaires des puissances, *ad referendum*. C'est là ce qui constitue l'acte de la conférence de Bruxelles. Ce règlement, on l'a surabondamment démontré, ne reconnaît pas de droit de visite ; il institue seulement une manière nouvelle...

MM. Le Cour et Bigot. — De visiter.

M. Spuller. — ... de prévenir la traite.

Quand une nation comme la France se rend dans un congrès européen, elle y entre avec ses traditions, ses principes ; elle y entre surtout avec son caractère, qui est fait de franchise et de loyauté. On nous a demandé de concourir d'une manière effective à la répression de la traite ; nous avons commencé par établir, et nous n'y avions aucune difficulté, que nous sommes mieux en situation que personne pour réprimer la traite, attendu qu'on ne pouvait pas nous en imputer un seul fait. Non seulement nous avons rappelé nos anciens sentiments bien connus sur l'esclavage et sur la traite des noirs, et les sacrifices que nous nous sommes imposés pour arriver à la suppression de ces honteuses misères, non seulement nous avons pu exciper des faits les plus récents, tels que ceux qui se sont produits dans les eaux de Zanzibar, lors du blocus effectif de 1887, mais nous avons pu dire sans crainte d'être taxés d'hypocrisie que de toutes les puissances qui s'efforcent de détruire la traite ou qui s'en vantent, la France est la mieux située pour le faire. (Très bien ! très bien !) Quand une nation peut tenir un pareil langage, et qu'on lui demande de concourir à la répression effective, elle ne peut s'y refuser. La manière anglaise de prévenir la traite, c'est le droit de visite ; la manière française, ce n'est pas le droit de visite, mais autre chose ; le droit de visite, c'est un usage de la force qui fatalement dégénère en abus ; c'est un état de civilisation que la France a dépassé ; la France n'a jamais reconnu le droit de visite ; elle a toujours déclaré que la mer était libre ;

elle a toujours réclamé la liberté des mers ; elle a combattu en vue d'obtenir cette liberté pour tout le monde. Le droit de visite, je ne crains pas de le dire, est un reste de barbarie ; au contraire, le système français est une œuvre de civilisation, c'est une œuvre de progrès... Faire reposer la répression de la traite sur une sorte de constitution personnelle des navires, sur leur être moral, leur assurer en quelque sorte comme une personnalité, qu'on peut à chaque instant reconnaître et traiter avec respect, avec égards, comme toute autre personnalité, c'est faire œuvre de civilisation.

Eh bien, messieurs, c'est le système qui a été proposé par les plénipotentiaires français. Est-ce une invention nouvelle ? Est-ce à la conférence de Bruxelles de 1889 que l'on a découvert tout à coup le système de l'inspection et de la vérification des papiers de bord. Est-ce la première fois qu'on y a recours ? N'y a-t-il pas des précédents ? On en a cité plusieurs. On en a cité de 1843, en citant les instructions qui les ont instituées ; on en a cité de 1863, de 1882. L'inspection des papiers de bord qui n'est pas la visite, qui ne peut pas être confondue avec ce prétendu droit comme moyen de prévenir tels ou tels abus sur mer, existait donc avant la conférence de Bruxelles. C'est pour cela que j'ai laissé discuter par les plénipotentiaires français les conditions dans lesquelles ce nouveau système, destiné à prévenir la traite, devrait être appliqué. Parmi ceux qui ont attaqué l'œuvre de la conférence de Bruxelles, personne n'est descendu dans l'examen des détails de cette vérification de la personnalité des navires. C'était là pourtant toute la question.

On s'est borné à dire que c'était la même chose que le droit de visite ; on a parlé, avec une dramatique éloquence, avec un grand sentiment de l'effet à produire, de l'invasion des bateaux, de la présence blessante, de l'injonction hautaine de l'officier croiseur ; on a passionné autant qu'on l'a pu une question qui méritait d'être examinée avec plus de sang-froid. Ce qu'on n'a pas voulu voir, c'est que le droit de visite a été pour la première fois ruiné en principe, car pour la première fois les procédés que la France recommande pour la répression de la traite ont été consacrés par une assemblée européenne.

M. le rapporteur a écrit dans son rapport que c'était un succès pour notre diplomatie. Je le pense comme lui, messieurs, et je suis persuadé que telle est l'opinion de tous les diplomates de l'Europe à l'heure actuelle. Et, quant à l'Angleterre, dont on s'est tant occupé, comme si elle eût été la seule puissance européenne présente à la conférence de Bruxelles, c'est la première fois qu'elle cède quelque chose de son prétendu droit de visite ; qu'elle le localise, qu'elle le restreint ; c'est la première fois qu'elle consent à abdiquer cette suprématie universelle de tout temps réclamée par elle sur toutes les mers. Cette mesure que vous avez tous critiquée, cette localisation, cette création d'une zone contaminée, c'est un grand succès pour la diplomatie française, et je m'étonne que de tels faits aient pu vous paraître sans signification et sans portée. Telles sont, messieurs, les conditions dans lesquelles j'ai donné des instructions à nos plénipotentiaires jusqu'au 15 mars 1890. Ces diverses instructions ont été suivies, comme l'a dit M. le ministre des affaires étrangères, avec ponctualité ; ce n'est pas aux plénipotentiaires qu'il faut adresser des reproches, c'est exclusivement à ceux qui les ont dirigés et qui acceptent la responsabilité de cette direction.

On a vivement insisté sur ce fait que les Plénipotentiaires français n'auraient pas su se plaindre, comme l'a fait Carathéodory-Effendi, de l'imputation adressée à la France de maintenir la traite dans certaines parties de l'Afrique orientale. C'est une erreur : il n'y a pas de trace des protestations de nos Plénipotentiaires, si ce n'est une ligne du *Livre jaune* ; mais il faut que vous sachiez que, dès les premiers jours de la réunion de la Conférence, le Gouvernement belge avait fait distribuer aux Membres de cette Conférence un tableau de l'esclavage en Afrique, où se trouvait précisément dans ce recueil, qu'on appelait le *Livre gris*, une imputation de la nature de celles

que M. Félix Faure reprochait à M. Bourée de ne pas avoir relevées comme il devait le faire. Je dois dire, au contraire, que dans cette circonstance, nos Plénipotentiaires ont accompli leur devoir et qu'ils ont obtenu que ce document fût retiré à cause des inexactitudes matérielles qu'il contenait à l'égard de la France. Tous les jours nos Plénipotentiaires ne pouvaient pas renouveler les mêmes protestations, mais il est à ma connaissance que, dès les premiers jours, ils avaient parlé avec tant d'autorité, de vigueur, de vérité et de patriotisme, que ces imputations ne se sont plus produites. (Aux voix ! aux voix !)

Messieurs, j'ai expliqué le rôle que j'ai joué dans cette affaire, c'était tout mon dessein, et j'arrête ici ces observations. Je n'ai pas besoin d'affirmer — ces affirmations sont malséantes — que je considère mon patriotisme comme n'étant inférieur à celui de personne ; je ne mets celui de personne en question, mais je ne permets pas qu'on doute du mien, et je crois pouvoir dire que j'ai agi dans cette circonstance, comme toujours, avec beaucoup de fermeté et beaucoup de prudence.

Je ne suis pas de ceux qui pratiquent la politique de la jactance, me contentant de chercher à faire mon devoir au jour le jour. La Conférence de Bruxelles s'est présentée à moi comme celle de Berlin ; je l'ai traitée de la même manière, comme un acte ordinaire et courant de la politique extérieure de la France.

Je n'ai pas pensé que la France pût être absente d'une réunion où l'Europe allait travailler au progrès général de la civilisation. J'ai donné mon assentiment à la réunion de Bruxelles après avoir fait les réserves nécessaires, et je proteste ici, au nom de tous mes sentiments les plus intimes, au nom de la politique que j'ai toujours défendue, contre toute accusation d'abaissement involontaire ou systématique de la France. Je crois avoir maintenu haut et ferme le drapeau de la France comme il devait l'être, car ce glorieux drapeau porte toujours avec lui non seulement de généreuses idées, mais doit protéger et couvrir de généreux efforts pratiques au bénéfice de la civilisation et de l'humanité. (Applaudissements à gauche et au centre. — Aux voix ! aux voix !).

M. Félix Faure. — Messieurs, je n'ai qu'une motion à faire. Par la discussion qui s'est produite hier et aujourd'hui à cette tribune, vous avez pu apprécier qu'il existait certaines différences d'interprétation sur plusieurs des articles du traité soumis à votre examen. Dans le rapport même de M. Charmer, on signalait à la Chambre le regret que la Commission éprouvait d'avoir dû comprendre dans la zone dans laquelle devaient s'exercer les mesures de répression, la côte orientale de Madagascar, et M. le Ministre lui-même regrettait tout à l'heure que cette limite eût été ainsi fixée. On ne s'est pas entendu d'une manière complète sur l'interprétation à donner à l'article 49, qui vise les conditions dans lesquelles les bâtiments suspects peuvent être arrêtés...

Plusieurs membres. — Ni sur l'article 42.

M. Félix Faure. — ... ni sur l'interprétation de l'article 42 et sur celle de l'article 50, qui prévoit la présence d'un officier étranger auprès du commissaire enquêteur.

Enfin, j'appellerai à nouveau l'attention de la Chambre sur les articles 54 et 55.

L'officier enquêteur qui a pénétré sur le navire capté peut, lorsque les juges ont estimé qu'il y avait lieu à indemnité, en appeler à un Tribunal supérieur.

Or, ce Tribunal est composé, autant que possible, d'arbitres choisis par les

deux parties, de représentants diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Je ne pourrais, pour ma part, accepter l'appel d'un jugement rendu par des juges français à un Tribunal étranger.

Je demande à la Chambre de bien vouloir appeler de nouveau l'attention du Gouvernement sur les clauses relatives à la zone, sur les articles 42, 49, 50, 54 et 55 du traité qui nous est soumis et de décider qu'elle surseoit à donner l'autorisation de ratifier. La procédure que j'ai l'honneur d'indiquer à la Chambre est celle qui doit être employée pour les actes internationaux ; j'estime que son adoption permettra au Gouvernement d'étudier les observations qui lui ont été présentées et de donner à votre décision telle suite qu'il croira convenable. (Très bien ! très bien !)

M. Jules Delafosse. — Messieurs, il y avait dans la proposition qui vous est soumise, ou plutôt dans la sanction qui vous est demandée, deux intérêts à considérer : un intérêt moral, c'est le droit de visite qui a fait l'objet de toute la discussion, et un intérêt matériel, c'est l'établissement de taxes douanières à l'importation des marchandises européennes dans tous les Etats du Congo.

Cette dernière question n'a pas été traitée. Je m'étais proposé de la développer à la tribune ; mais les discours de MM. Piou et Félix Faure avaient ouvert une telle brèche dans le projet du Gouvernement que le sentiment de la Chambre me paraissait fixé, et j'ai jugé inutile d'intervenir.

Je m'associe donc à la demande que vient de faire M. Félix Faure et je supplie avec lui la Chambre de prononcer le renvoi soit à la commission, soit, de préférence, au Gouvernement.

Plusieurs membres. — Au Gouvernement !

M. Jules Delafosse. — Mais il y a une différence à faire entre ce qu'on appelle l'acte de Bruxelles et la déclaration qui y est annexée.

L'acte de Bruxelles est un acte international, dans lequel sont intervenues dix-sept puissances ; au contraire, la déclaration relative à l'établissement du droit de douane au Congo a été traitée entre les trois Etats propriétaires, c'est-à-dire entre l'Etat indépendant du Congo, le Portugal et la France.

Je crois que le Gouvernement pourrait négocier de nouveau, d'une façon utile, pour obtenir que le droit de 10 p. 100, qui me paraît encore trop élevé, soit abaissé. S'il obtenait une réduction et que le projet nous revint, pourrait alors pourrais-je lui donner mon adhésion. (Très bien ! très bien !)

M. de Mahy et plusieurs de ses collègues. — Nous demandons le renvoi de l'ensemble du projet au Gouvernement.

M. le président. — M. Félix Faure a déposé, conformément au règlement, une proposition qui est ainsi conçue :

« La Chambre, appelant de nouveau l'attention du Gouvernement sur les articles 21, 42, 49, 50, 54 et 55 de l'acte général de la conférence de Bruxelles, surseoit à donner l'autorisation de ratifier. »

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je n'ai rien à ajouter aux observations complètes, je crois, que j'ai représentées. J'ai dit que la Chambre apprécierait ; elle va émettre son vote. Je n'ajoute rien.

Seulement, je me permets de faire observer que, si la Chambre renvoie le projet au Gouvernement, elle doit le renvoyer tout entier. (Nombreuses marques d'assentiment.)

Il ne doit pas y avoir de division, attendu que la déclaration qui a établi le droit de 10 p. 100 n'a été votée que pour rendre possible à certaines puissances l'exécution de l'acte principal. Le sort de ces deux propositions doit rester lié. (Très bien ! très bien !)

M. le président. — La proposition présentée par M. Félix Faure doit donc être rédigée ainsi :

« La Chambre surseoit à donner l'autorisation de ratifier l'acte général de Bruxelles, du 2 juillet 1890, la déclaration en date du même jour et le protocole signé à Paris le 9 février 1891. »

Le sursis est voté par 422 voix contre 90.

GRANDE-BRETAGNE

— Voici la partie consacrée à la politique extérieure, dans le discours prononcé par le marquis de Salisbury au banquet annuel du Lord-Maire :

Mon Lord, il est de coutume de donner quelques appréciations — et elles seront très succinctes — sur l'aspect des affaires de la politique extérieure.

Elles seront brèves, car je n'ai jamais connu une période où il y eut moins de difficultés ou de troubles de nature à rider la surface des choses. C'est, peut-être, se risquer que de donner une appréciation semblable, mais je crois que lord Hammond le faisait observer aussi à lord Granville, quelques jours avant la guerre franco-allemande. Sans cependant insister sur cette réflexion périlleuse, je tiens à répéter que je n'ai jamais vu la politique européenne traverser une phase aussi calme qu'aujourd'hui : si nous voulons voir de l'ordre et de l'anxiété, c'est dans l'autre hémisphère qu'il faut aller. Dans l'Amérique du Nord, la situation est heureusement assez tranquille. Les vieilles et interminables controverses au sujet de la question des homards traînent avec cette lenteur propre à l'animal en litige. Un jour ou l'autre, un futur premier ministre se félicitera sans doute, auprès du lord-maire, d'y avoir mis fin ; mais nous ne devons pas nous imaginer que les ministres renonceront, de longtemps, au luxe de tels pourparlers.

Si nous portons nos regards du nord vers le sud de l'Amérique, nous trouverons malheureusement un état bien différent. Il y a là des guerres, des combats atroces, en outre des troubles continuels et une instabilité financière qui ont naguère affecté cette Cité. Si Canning pouvait sortir de sa tombe et relire cette célèbre péroraison où il annonçait la création des Républiques de l'Amérique du Sud et déclarait, à la Chambre des communes, qu'en présence du despotisme croissant en Europe, il était sur le point d'en appeler à un nouveau monde destiné à rétablir la balance de l'ancien, je ne sais pas s'il se féliciterait de la justesse de sa prévoyance et s'il croirait, comme alors, qu'un homme d'Etat pourrait, avec succès, y seconder les desseins de la Providence. Qu'il reconnût la sagacité ou l'erreur de ses opinions, nous, en tous cas, sommes tenus de profiter de cet exemple, et nous n'avons nulle intention de jouer le rôle de la Providence dans aucune des querelles de l'Amérique du Sud. On nous a sérieusement sollicités de prendre une part d'arbitrage dans les querelles de l'Amérique du Sud ; dans le litige du Chili, on nous a invités à jeter bas le gardien pour faire cesser les troubles. On nous a pressés d'entreprendre la régénération des finances argentines. Mais en aucune de ces matières, le Gouvernement de Sa Majesté n'a voulu empiéter sur les fonctions de la Providence. Il ne nous appartient de faire ni l'une ni l'autre de ces choses. Notre devoir consiste à ne regarder que les intérêts britanniques, s'ils sont compromis, et à les défendre, s'ils sont injustement attaqués ; mais nous ne devons pas intervenir dans les troubles ni dans les querelles des autres nations.

Si vous tournez vos regards vers l'Europe, vous trouverez un aspect beaucoup plus satisfaisant.

La question ardue d'Orient, il est vrai, n'est pas encore résolue ; mais deux nations y ont surgi, dont le rapide développement permet d'espérer que, des

centres de civilisation qu'elles constituent, se dégageront cette influence et cet esprit par où la question d'Orient trouvera sa seule solution efficace et définitive. L'Egypte et la Bulgarie se trouvent par les objets les plus heureux que vous, mon Lord, ayez pu recommander pendant notre passage au pouvoir. En ces pays, le progrès de la civilisation et de tous les éléments qui rendent une nation forte, ont été vraiment admirables. En Egypte ce progrès est dû en grande partie au caractère de son souverain, à l'influence qui lui a été attribuée par sa religion, aux qualités d'une administration pure et à la modération du pouvoir.

Dans les grands progrès de la Bulgarie, nous ne devons pas oublier non plus la large part qui en revient aux gouvernants. Bien que nous devions leur rendre hommage pour leurs grandes qualités d'hommes d'Etat, leur attachement courageux, tenace, à la tâche qu'ils ont assumée, nous sommes frappés particulièrement d'admiration pour l'altitude et le caractère du peuple. La Bulgarie, telle qu'elle est, n'a pas dû traverser toutes ces étapes d'enfance que des nations plus favorisées sont condamnées à franchir. Elle est entrée, d'un bond dans le monde, armée complètement de science, d'expérience et de toute la confiance qu'on acquiert seulement par une longue carrière; ce résultat est dû au caractère dont les Bulgares ont fait preuve et aux hommes qu'ils ont mis à la tête de leur Gouvernement. Je considère ce fait comme une des garanties les plus solides pour une solution ultérieure de la question d'Orient, solution qui se fera de la manière la plus conforme aux intérêts de la paix, du salut, de la civilisation et du progrès. Mon Lord-Maire, je ne dois pas m'étendre plus longuement sur le reste de l'Europe. Vous avez récemment entendu un langage qui offre une garantie beaucoup plus efficace que ne la pourraient donner mes paroles. Le souvenir rappelé par vous doit suffire et je crois que si vous remontez à plusieurs années, dans le passé de cette Cité, vous ne trouverez pas un épisode aussi intéressant, aussi important, aussi empreint de bienfait et de nature à servir mieux les intérêts de tous, que la réception qui a été faite, l'autre jour, à l'empereur allemand. Ses sentiments pacifiques ont été exprimés dans un langage d'une grande simplicité et d'un puissant effet et ses paroles ont dû convaincre tous ceux qui les ont entendues. La veille encore, Votre Seigneurie a eu un entretien avec le prince de Naples, héritier du trône d'une autre puissance tout entière gagnée aux intérêts de la paix. Puis, d'ici à quelques semaines, nous devons saluer sur notre côte et dans notre plus grand port, la flotte de la République française et dans cette réception, j'espère, nous verrons se répéter une garantie, fort désirée, de paix entre les nations, et d'amitié entre les deux grands pays dont ces flottes sont les représentants. Mon Lord-Maire, comme écho des fêtes et des réceptions qui ont eu lieu entre les diverses nations, nous avons entendu parler certaines gens d'une façon tout hostile à certains traités qui, s'imaginent-on, sont de nature à troubler l'harmonie du monde et constituent une menace pour la paix universelle.

J'ignore ce que ces traités peuvent contenir; je me suis soigneusement abstenu de le demander et je ne crois pas que j'eusse été renseigné. Mais je suis tout à fait certain qu'il y a beaucoup d'exagération en ce qui concerne la teneur de ces traités. A une époque où le monde envisage tous les risques qu'une perturbation de la paix pouvait faire courir aux nations comprises dans la conflagration, je ne crois pas que vous deviez trop haut priser la signature d'une feuille de papier. Si des nations au moment d'une grande crise opèrent ensemble, cela sera parce que leurs sentiments sont les mêmes et que leurs intérêts sont identiques, cela ne sera point parce qu'elles se sont engagées par la signature d'un protocole. Ne prêtez donc pas d'attention à ces racontars que vous entendez sur les ententes et sur les traités. Nos alliés sont tous ceux qui désirent maintenir la distribution territoriale telle qu'elle existe sans risquer les dangers du terrible arbitrage de la guerre.

Depuis que nous sommes au pouvoir, c'a été notre principal but de maintenir cette attitude. Le fait que nous avons réussi dans le passé, à maintenir cette situation ne sera pas un des points les moins satisfaisants de notre carrière ministérielle.

Le Parlement a été clos le 5 août. Voici le discours de la Reine :

« Mylords et messieurs,

« Je suis heureuse de pouvoir vous relever des travaux d'une session législative qui s'est beaucoup prolongée.

« Mes relations avec toutes les puissances étrangères continuent d'être pacifiques et amicales.

« Une convention, qui a été conclue avec le roi de Portugal et qui a été ratifiée depuis, détermine les frontières qui séparent les territoires et les sphères d'influence des deux Gouvernements dans l'Afrique orientale.

« J'ai également conclu un arrangement avec le roi d'Italie, arrangement par lequel une limite a été fixée, qui sépare le pays soumis au protectorat de l'Italie, dans le nord-est de l'Afrique, de la sphère d'influence de la Grande-Bretagne, ainsi que des possessions de l'Égypte.

« J'ai fait au Président de la République des États-Unis des propositions tendant à soumettre à un arbitrage les différends qui existent entre les deux Gouvernements, dans la question des pêcheries de phoques. Les négociations sont très avancées, mais elles ne sont pas encore terminées. La suspension de la pêche des phoques dans ces eaux pour la présente année a été, en attendant, consentie d'un commun accord entre les deux Gouvernements, en vue d'empêcher la destruction excessive d'espèces, destruction qu'il y avait lieu d'appréhender.

« Les Chambres françaises n'ont pas encore donné leur approbation à la convention intervenue entre moi et la République française en vue de soumettre à l'arbitrage certains différends relatifs à Terre-Neuve, convention qui a été signée au cours de la présente année.

« La ratification de l'acte final de la Conférence de Bruxelles pour la répression de la traite a aussi été ajournée, de même que la ratification de la convention relative à la vente des spiritueux en mer.

« Messieurs de la Chambre des communes, je vous remercie d'avoir pourvu aux charges des services publics. Je suis heureuse de constater qu'il vous a été possible de consacrer une somme considérable à l'allègement du fardeau que la loi sur l'enseignement obligatoire a imposé à la fraction la plus pauvre de mon peuple.

« Mylords et messieurs,

« Les différentes mesures que vous avez adoptées pendant ces dernières années, pour assurer le respect de la loi en Irlande et améliorer les conditions générales de ce pays, ont eu pour effet de diminuer sensiblement le nombre des délits agraires et d'augmenter considérablement le bien-être général du pays.

« Les mesures qui ont été adoptées dans le but de combattre la misère dont on était menacé par suite de la mauvaise récolte des pommes de terre dans les districts les plus pauvres de l'ouest de l'Irlande, ont été couronnés de succès et ont conjuré cette grande calamité de la famine.

Vous avez aussi, dans le but de venir en aide d'une façon permanente aux districts éprouvés, voté une loi bienfaisante, qui, nous l'espérons, en encourageant l'agriculture et en stimulant l'industrie des pêcheries, contribuera dans une grande mesure à prévenir des dangers semblables dans l'avenir.

« Les dispositions donnant aux fermiers le droit d'acheter les fermes qu'ils occupent, ainsi que les mesures législatives relatives aux facilités à accorder pour la transmission de propriétés foncières en Irlande, formeront les meilleures garanties pour le maintien de la sécurité et de l'ordre public, car elles augmenteront le nombre des petits propriétaires fonciers.

« La loi que vous avez adoptée, et qui impose aux propriétaires fonciers une responsabilité directe en ce qui concerne le paiement des dîmes, fera disparaître une cause fréquente de conflits entre le détenteur du sol et le proprié-

taire de la dime; cette loi apportera en même temps un soulagement à ceux qui payent la dime, dans certains cas très urgents.

« Afin de donner satisfaction aux réclamations croissantes du commerce et de l'agriculture, vous avez accompli une partie importante de la tâche qui consiste à simplifier et à régulariser les tarifs des chemins de fer. Votre œuvre aura très certainement des résultats en rapport avec le grand effort qu'elle a exigé.

« Les mesures que vous avez adoptées pour améliorer la législation relative aux usines, aux ateliers, aux caisses d'épargne et à l'hygiène publique auront, j'en suis convaincue, pour résultat d'améliorer le bien être de mon peuple.

« Je suis convaincue que dans une prochaine session vous pourrez étudier plusieurs questions intéressantes sur lesquelles j'ai attiré votre attention, mais dont vous n'avez pas, jusqu'à présent, eu le temps de vous occuper.

« Je prie le ciel que dans l'accomplissement de vos nombreux devoirs, dans toute l'étendue de mon royaume, vous soyez protégés et guidés par la protection du Dieu tout-puissant. »

— La correspondance diplomatique relative à la mission du duc de Norfolk auprès du Pape en 1887, a été déposée au Parlement anglais.

La mission avait pour but de remercier le Pape de l'envoi à Londres de M^r Ruffo Scilla, à l'occasion du jubilé de la Reine.

Le choix du duc de Norfolk fut notifié à l'acceptation de Léon XIII par l'intermédiaire du cardinal Howard. Le Cabinet de Londres prévint le Gouvernement italien qu'il allait envoyer une mission au Pape. M. Crispi fit remercier lord Salisbury pour cette communication qui était une preuve nouvelle des relations intimes existant entre l'Italie et l'Angleterre.

Le duc de Norfolk raconte son entrevue avec Léon XIII, qui le chargea de remercier la Reine pour la liberté accordée aux catholiques dans toute l'étendue de l'empire britannique.

Le duc de Norfolk termine en disant qu'on regrette au Vatican que l'Angleterre se soit tenue si longtemps éloignée du Saint-Siège; des avantages mutuels seraient obtenus si cette tendance disparaissait.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Sir H. Rumbold, ministre de la Grande-Bretagne à la Haye, vient d'être accrédité aussi auprès du grand-duc de Luxembourg et a été reçu lundi dernier en audience solennelle par le grand-duc.

Le corps diplomatique du grand-duché se trouve ainsi au complet.

On sait que l'Allemagne et la France sont représentées par des ministres résidents spéciaux. Les autres puissances sont représentées par leurs ministres à Bruxelles ou à La Haye.

Le résultat du dernier recensement de la population du Luxembourg vient d'être publié.

Le grand-duché compte près de 210,000 habitants. La population va en décroissant. Dans deux cantons, cependant, la population a augmenté, au point que ces cantons ont droit à un député en plus. En revanche, dans deux autres cantons, la représentation législative est supérieure au chiffre de la population : de sorte que ces cantons auront aux prochaines élections à élire un député de moins.

Le nombre des Allemands habitant le grand-duché augmente d'année en année : il atteint aujourd'hui le chiffre de 12,296. Plus de 3,000 Belges habitent le grand-duché, 41 y a 1,400 Français et près de 500 Italiens.

ROUMANIE

Passeports. — En vue de prévenir l'entrée des vagabonds en Roumanie, le Gouvernement roumain a prescrit aux autorités de la frontière d'exiger des voyageurs la production de passeports visés par les agents consulaires de Roumanie à l'étranger.

Les Compagnies de navigation sont notamment prévenues qu'elles ne seront pas autorisées à débarquer dans un port roumain les passagers qui ne seraient pas munis de passeports dûment visés.

SERBIE

Traité de commerce entre la Serbie et le Monténégro. — Par un traité de commerce, signé le 1^{er} mai 1891, la Serbie et le Monténégro se sont assuré réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le régime douanier, le transit, etc., et le traitement national en ce qui concerne l'exercice du commerce et de l'industrie, les taxes, les impôts et les patentes.

Ces avantages étant également accordés à la France par les stipulations du traité franco-serbe du 18 janvier 1883, aucune modification n'est apportée au régime des produits français en Serbie.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} juin. — *La reconstitution de la France en 1800 : l'Eglise* (dernière partie), par H. Taine. — *Huit jours dans l'île de Bali*, par F. du Bois. — *Une jeune fille du XVIII^e siècle*, par Ph. Godet (d'après la correspondance inédite de celle qui devait être M^{me} de Charrière). — *La rivalité des industries d'art en Europe*, par Edm. Plauchut. — *Un explorateur allemand en Afrique. Le docteur Carl Peters*, par G. Valbert.

15. — *Saint François d'Assise*, par Arvède Barine. — *Mirabeau* (dernière partie), par A. Mézières. — *La duchesse et le duc de Newcastle*, par Emile Montégut. — *L'idée de culpabilité*, par G. Tarde. — *Les classes pauvres en Angleterre. L'enfance, ses ennemis et ses protecteurs*, par Julien Decrais. — *La guerre civile au Chili*.

1^{er} juillet. — *L'art et la nature : l'œuvre d'art et le plaisir esthétique*, par V. Cherbuliez. — *Les bills Mac-Kintley*, par A. Moireau. — *La guerre d'Espagne. Fragments des mémoires du colonel Vigo-Roussillon.* — *Le Crédit agricole. Les nouvelles formules*, par A. Baudrillart. — *Les mémoires d'un homme heureux*, par F. Brunetière. (Il s'agit de Marmontel dont on vient de publier à nouveau les mémoires.)

15. — *L'imagination, ses lois, ses méthodes, ses joies dans son commerce direct avec la nature*, par V. Cherbuliez. — *Les juifs et l'antisémitisme : physiologie et psychologie du juif*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Les légendes de la Bretagne et le génie celtique*, par Edouard Schuré. — *Un tour en Angleterre. Birmingham, une ville bien gouvernée*, par Max Leclerc. — *Le latin vulgaire, d'après les dernières publications*, par Paul Monceaux.

Revue politique et littéraire.

6 juin. — *L'essai loyal de l'enseignement secondaire français* (fin), par Eug. Lintilhac. (L'auteur est convaincu que le lycée latin et le lycée français, après avoir fait connaissance, auront une grande sympathie l'un pour l'autre. L'Université doit à la démocratie de tenter loyalement la solution définitive d'un problème à la fois pédagogique et social, poursuivie vainement depuis trois siècles.) — *L'argent et la littérature*, par Louis Barron.

13. — *La formation de la Prusse contemporaine*, par A. Mézières (à propos du livre remarquable de M. Cavaignac). — *Sophismes politiques de ce temps : les droits de l'homme*, par Ch. Benoist (protestation virulente contre la célèbre déclaration et aussi contre le droit lui-même). — *Mithridate*, par James Darmesteter (à propos du livre de M. Th. Reinach). — *Un projet de colonisation en Algérie*, par E. Accolas.

20. — *Daniel Manin*, par Ernest Legouvé. — *Les caisses de retraite*, par Paul Lafitte. — *La fin du paganisme*, par Ad. Hatzfeld (à propos du livre de M. Gaston Boissier).

27. — *À propos de l'affaire de la Mélinite*. — *Une fête commémorative à Vicksburg. Souvenir de la guerre de sécession*, par Maurice Bouchor. — *Une reconnaissance de nuit sur le Danube. Episode de la campagne de 1809* (extr. des mémoires intéressants du général Marbot).

4 juillet. — *Les syndicalistes devant l'opinion*, par Paul Lafitte. — *L'alliance franco-russe au temps de Napoléon I^{er}*, par Alfred Rambaud (à propos des livres récents de Vandal et de Tatistcheff). — *Sentiments de famille* (1570-1891), par R. Valléry-Radot (piquants rapprochements). — *Victor Hugo après 1830*, par René Doumic (d'après le livre de M. Biré qui, pour être écrit par un adversaire et sur le ton d'un véritable réquisitoire, n'en est pas moins très précieusement). — *Les fêtes du mois de juin à Lisbonne*, par Ph. Berthelot.

Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 juillet. — *La France et la Russie pendant la campagne de 1809*, par Albert Vandal. — *Bibliographie des finances du XVIII^e siècle*, par R. Stourm (période du Directoire). — *Les affaires de Terre-Neuve*, par J. Cruchon (exposé très clair des diverses questions engagées). — *Des autorités préposées à la vérification et à l'apurement des comptes de l'Etat et des localités en Angleterre*, par V. Marcé. — *Le Roi de Sicile Victor-Amédée II et la Triple-Alliance* (1715-1720), par A. Baraudon. — Analyses et comptes-rendus.

Le Droit d'auteur.

15 juin. — La codification de la législation concernant la protection des droits d'auteur dans la Grande-Bretagne : *le régime international et la convention de Berne*. — *La poste et la protection des droits d'auteur*. — Décisions allemandes et italiennes sur l'application rétroactive des conventions internationales.

15 juillet. — La codification de la législation concernant la protection des droits d'auteur dans la Grande-Bretagne : *Rétroactivité et abrogation des lois antérieures*. — *La poste et la protection des droits d'auteur* (fin de cet intéressant travail qui montre à combien de points de vue le service de la poste touche aux côtés sensibles du commerce de la librairie et par là à la reconnaissance progressive du droit des auteurs). — Décision allemande sur la question de la reproduction de compositions musicales par des instruments de musique mécaniques, question qui a pris une grande importance par suite du développement de ces instruments.

La Propriété industrielle.

1^{er} juin. — *La Conférence de la propriété industrielle de Berlin*. (Cette

Conférence était composée de juristes, de techniciens et de délégués de diverses associations commerciales ou industrielles. Elle s'est tenue en décembre 1890 dans le but d'étudier les modifications à apporter à la législation sur les brevets. Le présent article analyse les sujets traités et donne les résolutions votées par la Conférence, qui touchent aux questions générales de la propriété industrielle en même temps qu'aux questions spéciales aux marques, aux brevets, aux dessins d'ornement et aux modèles d'utilité.) — *Lettre des Etats-Unis. (Célébration du centenaire de la législation américaine sur les brevets; elle paraît avoir surtout montré que les inventeurs ne sont pas aptes à s'associer et à se fédérer en vue d'un but commun. « Dans le cas présent, bien que le nombre des inventeurs réunis fût très restreint, la somme de frottement et de discorde qui s'est produite rapidement, et qui a augmenté progressivement à mesure que les délibérations avançaient, était vraiment prodigieuse. On a peine à imaginer ce qui serait advenu s'il y avait eu un plus grand nombre d'inventeurs, dont chacun serait arrivé avec ses projets de prédilection et ses idées préconçues. »)* — *De la déchéance des brevets en Italie pour cause de non-exploitation.* par Amar. — *De la protection accordée dans les Etats-Unis aux marques de fabrique des Etats de l'Union de la propriété industrielle.* (Lettre d'un membre de l'office des brevets américains.)

1^{er} juillet. — *Les marques composées de mots.* — Loi allemande du 1^{er} juin 1891 sur les modèles d'utilité. — La nouvelle loi allemande sur les brevets (exposé des principales modifications apportées à la législation antérieure, par M. le professeur Kohler). — Extrait du rapport annuel du commissaire des brevets de la Grande-Bretagne (augmentation croissante du nombre des demandes de brevets).

Revue de droit international et de législation comparée.

1891, II. — *Le devoir fiscal au regard de plusieurs corps en concours*, par Emile Worms. (Problème d'une grande importance pratique qui aurait gagné à être traité d'une manière moins abstraite et en termes plus clairs : un individu, originaire d'un pays, vit dans un autre; il est exposé à contribuer dans les deux pour la même nature d'impôts.) — *Des lois espagnoles sur le mariage et de leur effet extraterritorial*, par Emile Stocquart (conflit des lois). — *Le droit international et la dette publique égyptienne*, par le Dr W. Kaufmann (règlement international des finances égyptiennes depuis l'avènement au trône de Tewfik-Pacha). — *La révision des traités avec le Japon au point de vue du droit international*, par le prof. Paternostro (détails sur l'enseignement du droit, l'organisation du ministère des affaires étrangères). — Chronique des arbitrages internationaux : *France et Grande-Bretagne* (pêcheries de Terre-Neuve).

1891, III. — *Du duel d'après les principales législations de l'Europe*, par Ernest Lehr. — *La question d'Alaska*, par F. Geffcken. — *Le conflit anglo-portugais*, par J. Westlake. — *Le droit international et la dette publique égyptienne*, par le Dr Kauffmann.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Juin. — *Etude sur la Cour des comptes et la comptabilité publique en Belgique*, par V. Marcé. — Note sur le projet d'un Code pénal militaire et sur un projet de loi concernant l'organisation militaire pour le royaume de Hollande, par R. de la Grasserie. — Chronique législative : *Parlement anglais*, par L. Guérin; *Reichstag allemand*, par J. Drioux; *Chambres italiennes* (discussions importantes de lois relatives à des objets très divers, notamment à l'établissement d'une Cour de cassation unique, avec son siège à Rome, pour les affaires pénales, au lieu des cinq Cours qui existent actuellement), par C. Mango). — Comptes-rendus d'ouvrages.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Juin. — *Etude sur le nouvel article 1780 du Code civil* (Loi du 28 décembre 1890), par Marc Sauzel (travail approfondi sur une disposition législative d'une grande importance au point de vue juridique, économique et social; il s'agit de la rupture du louage de services et de ses conséquences) — *De la preuve des contrats par correspondance*, par Valéry. — Chronique italienne de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel, par L. Franchi.

Journal du droit international privé.

1891, nos 5-6. — Contrat par correspondance dans les rapports internationaux. Surville. — Nouvelle loi des Etats-Unis sur la propriété littéraire et artistique. Solberg. — Les étrangers devant les Tribunaux en Turquie. Salem. — Nationalité et naturalisation en Allemagne. Kloeppel. — Conflits entre le Code italien et la loi française sur la nationalité. Diena. — Les aréonantes en droit international. Wilhelm. — Jugements étrangers en Roumanie. Djuvara. — Exception de litispendance en Angleterre. Phear. — Chronique. Affaire du commandant Hue, attaché militaire français. — Marques de commerce frauduleuses en Angleterre et en France. — Rapports de la France et de l'Allemagne en matière littéraire et artistique. — Jurisprudence. *France*: billet à ordre. Brevet d'invention. *Caution judicatum solvi*. Compétence. Conseil judiciaire. Consul. Courtier maritime. Crimes et délits. Divorce. Domicile. Donation. Expulsion. Enregistrement. Faillite. Injures et diffamations. Jugement étranger. Lettre de change. Mariage. Marque de fabrique. Nationalité. Propriété littéraire. Régime matrimonial. Société étrangère. Succession. Testament. — *Allemagne*: assurance. Extradition, Mandat. Transport. — *Angleterre*: extradition. Immunité diplomatique. Outrage aux bonnes mœurs. Société commerciale. — *Belgique*: assignation. Expulsion. Divorce. Domicile. Nom patronymique. Naturalisation. Propriété littéraire. Saisie-arrêt. Société étrangère. — *Echelles du Levant*: filiation. Protégé. Séparation de corps. — *Etats-Unis*: accident. *Caution judicatum solvi*. Chemins de fer. Divorce. Extradition. Légitimation. Société étrangère. — *Pays-Bas*: abordage. Assurance maritime. Concurrence déloyale. — *Suisse*: compétence. divorce. Extradition. Succession. — Documents: *Allemagne*: brevet d'invention. — *Angleterre*: répression des marques frauduleuses. — *Etats-Unis*: bill Mac-Kinley. — *France et Angleterre*: paquebot-poste. — Faits et informations. *Alsace-Lorraine*: police des étrangers. — *Angleterre*: Immunité diplomatique. Médecin. — *Congo*: étrangers. — *République Dominicaine*: adhésion à l'Union. — *Etats-Unis*: applications pratiques du bill Mac-Kinley. — *Etats-Unis et Haïti*: arbitrage. — *France*: agent diplomatique. Blocus. Bourse commerciale. Choléra. Deserteurs étrangers. Nationalité. — *France et Chili*: blocus non effectif. — *Russie*: naturalisation. Propriété littéraire et artistique. — *Suisse*: Mariage. Naturalisation. Pavillon national sur mer. — *Turquie*: Passage des Dardanelles. — Bibliographie.

Revue d'histoire diplomatique.

1891, III. — Assemblée annuelle de la Société d'histoire diplomatique (discours du duc de Broglie, président; rapport du secrétaire général qui contient des portraits remarquables des membres décédés). — *Le philhellénisme en France*, par D. Bikélas. — *Justifications présentées par Talleyrand sur le meurtre du duc d'Enghien*, fragment des mémoires avec introduction du marquis de Gabriac. — *La politique extérieure du roi Mathias de Hongrie*, par le docteur Fraknoi. — *Une lettre du Connétable de Montmorency à la ville de Strasbourg*. — Rapport du chevalier de la Luzerne, ministre de France à Philadelphie, sur la situation politique, militaire et commerciale des Etats-Unis à la fin de l'année 1781, par H. Doniol. — Comptes-rendus d'ouvrages d'histoire.

Révue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence.

13 juin. — De l'application du décret du 24 octobre 1870 sur les *Israélites indigènes de l'Algérie*, par A. Tissier, professeur agrégé à l'École de droit d'Alger. (L'auteur s'est proposé de rappeler les précédents historiques du décret qui a assimilé aux français les indigènes israélites, de bien préciser le caractère qu'il faut lui reconnaître et de déterminer l'effet général que le législateur de 1870 a entendu lui faire produire.)

Le Mémorial diplomatique.

13 juin. — *Le nouveau ministère égyptien* (lettre du Caire). — *L'Encyclique de Léon XIII.*

20. — Message du Président de Guatemala.

27. — *Alliance anglo-italienne?* (Traduction de l'article d'un journal de Pesth.)

4 juillet. — *Le dernier jour du régime bismarckien* (récit du *Times* d'après une entrevue de son correspondant avec le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris). — Loi égyptienne sur les patentes (applicable aux étrangers depuis le 1^{er} juillet).

11. — *L'Empereur Guillaume en Angleterre*. — *La question du droit de visite: ses origines*. — *Le séquestre des navires chiliens* (décisions judiciaires).

18. — *L'Empereur Guillaume en Angleterre*. — *L'escadre française en Suède*. — *Traité entre le Portugal et le Congo pour la délimitation de leurs possessions*.

25. — Lettre d'Egypte sur l'application de la loi des patentes. — L'élection présidentielle du Chili. — *Talleyrand*, par E. de Molènes.

1^{er} août. — *La question du droit de visite: les préliminaires de la Conférence de Bruxelles*. — Message du Président des Etats-Unis du Brésil (13 juin 1891).

L'Économiste français.

16 mai. — *Les sophismes et les contre-vérités dans la discussion du tarif des douanes*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les résultats de la protection douanière en Italie*, par V. Pareto.

23. — *Le Transsibérien, son tracé, son utilité, son influence*, par J. Chailley. — *La protectionnisme en Suisse, la ligue contre le renchérissement de la vie*, par Emm. Kuhne.

30. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les changements dans la distribution de la population d'après le dernier recensement). — *La question du charbon et la concurrence anglo-russe*, par D. Bellet. — *Le trafic et les tarifs du Transsaharien*, par G. Rolland. — *Les marines marchandes du globe* (d'après le Répertoire du Bureau-Veritas pour 1890-91; il y aurait 33,876 voiliers et 9,638 vapeurs).

6 juin. — *Le quatrième Etat et la résurrection des castes héréditaires*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La propriété littéraire et artistique et les tarifs protecteurs*, par G. Michel. — *La condition de l'agriculture aux Etats-Unis*, par A. Raffalovich. — *Une bonne formule de colonisation: des capitaux et des exemples au Tonkin*, par J. Chailley (à propos de la nomination de M. de Lanessan comme gouverneur de l'Indo-Chine).

13. — *Le commerce agricole international en 1890*, par Paul Muller. — *Le mouvement économique et industriel aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les bills Mac-Kinley et leurs effets).

20. — *Le projet Marjan sur la réforme des impôts: le monopole de l'alcool, l'expérience de la Suisse*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le partage de l'Afrique. Nécessité d'un remaniement dans la distribution des possessions européennes*, par J. Chailley.

27 juin. — *Finances avariées: République Argentine, Brésil, Portugal, Espagne, Grèce*, par P. Leroy-Beaulieu.

4 juillet. — *Un nouveau et plus gigantesque Panama : le projet gouvernemental d'assurances ouvrières*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La nécessité d'un remaniement dans la distribution des possessions européennes en Afrique; la Gambie anglaise et le Sénégal*, par J. Chailley. — *La discussion du tarif des douanes*, par G. Michel. — *Les conséquences économiques et financières de la Triple Alliance pour l'Italie*, par L. Vacher. — *Lettre du Japon (situation politique, augmentation de la population, révision des traités)*.

11. — *Les nouveaux tarifs de douane et les éventualités probables*, par P. Leroy-Beaulieu. (La vraie question se posera après l'expiration des traités.) — *Les finances espagnoles en 1891*, par A. Hugton. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (la frappe de l'argent et ses limites, quelques livres récents sur les Etats-Unis).

18. — *Les folies du quatrième Etat : les syndicats, les grèves et les pouvoirs publics*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les Compagnies de colonisation sous l'ancien régime : leurs causes, leurs auteurs*, par J. Chailley. — *Lettre d'Angleterre* (un rapport de la légation anglaise sur l'immigration dans la République Argentine, le recensement d'ensemble du Royaume-Uni qui donne 37,740,283 habitants).

25. — *La solvabilité ou l'insolvabilité du Portugal. Un projet d'attentat du Gouvernement portugais contre la Compagnie des Chemins de fer portugais*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le développement des syndicats professionnels et ses conséquences*, par G. Michel. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (la situation financière à la fin de l'année fiscale 1890-91, les accusations de prévarication contre de hauts personnages). — *L'armée anglaise au point de vue économique et financier*, par A. Raffalovich (à propos d'un article de sir Charles Dilke).

1^{er} août. — *La situation financière de la France et le rapport général sur le budget de 1892*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'évolution des grèves et leurs résultats*, par G. Michel. — *Les Compagnies de navigation et l'ancien régime : leurs variétés, leurs chartes, leurs fonctionnaires*, par J. Chailley. — *Lettre d'Angleterre* (une association contre l'immigration des étrangers dénués de ressources). — *La législation russe concernant les mesures contre les conséquences d'une mauvaise récolte*.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

BELGIQUE — EGYPTE

Convention commerciale.

24 juin 1891 (1)

Les soussignés, Son Excellence Tigrane pacha, Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de Son Altesse le Khédive d'Egypte, et M. Léon Maskens, Ministre résident, chargé de l'agence et consulat général de Belgique en Egypte, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, et, en ce qui concerne l'Egypte, dans les limites des pouvoirs conférés par les firman impériaux, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. -- Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre la Belgique et l'Egypte.

Les sujets belges en Egypte et les Egyptiens en Belgique pourront librement entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux et ports dont l'entrée est ou serait permise aux nationaux, et ils jouiront réciproquement, en ce qui concerne le commerce et la navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et franchises dont jouissent ou pourraient jouir les nationaux, sans qu'ils aient à payer de taxes ou droits plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis.

Art. 2. — Les importations en Belgique d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Egypte, de quelque provenance que ce soit, et, réciproquement, les importations en Egypte d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Belgique, de quelque pro-

(1) *Journal officiel du Gouvernement égyptien* du 29 juin 1891.

venance que ce soit, ne seront pas frappées d'autres droits ou de droits plus élevés que ceux dont sont frappées les importations d'articles similaires, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger ; de même, il ne sera maintenu ou édicté contre l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'une ou de l'autre des parties contractantes, de quelque provenance que ce soit, aucune prohibition qui ne s'appliquerait pas également à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux mesures sanitaires et autres interdictions résultant de la nécessité de protéger la santé publique, la santé des bestiaux, et les plantes utiles à l'agriculture.

Le tabac de toutes espèces, le tombac, le sel, le salpêtre, le natron et le hachiche, les armes de toute nature, les munitions, la poudre et les matières explosibles sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Art. 3. — Les articles destinés à être exportés de l'Egypte en Belgique ou de la Belgique en Egypte ne pourront être frappés en Egypte, et respectivement en Belgique, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être acquittés lors de l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger ; il ne pourra non plus être établi par l'une des parties contractantes, à l'égard de l'autre, aucune prohibition d'exportation qui ne soit applicable dans les mêmes conditions à l'exportation du même article à destination de tout autre pays étranger.

Art. 4. — Les parties contractantes conviennent que, pour tout ce qui concerne le commerce, la navigation, le montant, la garantie et la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que le transit, tous les privilèges, faveurs ou immunités quelconques que l'une des parties contractantes a déjà accordés ou pourrait ultérieurement accorder à tout autre pays, seront, sur la demande de l'autre partie contractante, étendus immédiatement, et sans compensation, aux sujets, au commerce et à la navigation de celle-ci, qui, par le seul fait de cette demande, assumera, pour ce qui concerne les règlements administratifs des douanes, des gardes-côtes et de la police, toutes les obligations incombant à la Puissance à laquelle elle est assimilée.

La disposition qui précède ne s'applique pas :

1^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter les rapports de frontières, ni aux réductions ou franchises de droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire.

2^o Aux obligations imposées à l'une des parties contractantes par les engagements d'une union douanière contractée déjà ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Art. 5. — Quel que soit le port de départ des navires et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, les navires belges en Egypte, et réciproquement les navires égyptiens en Belgique, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux.

Cette stipulation s'applique aux règlements locaux, aux taxes et aux autres charges dans les ports, bassins, docks, rades et havres des pays

contractants, au pilotage, et, en général, à tout ce qui concerne la navigation.

Tous les navires qui, d'après les lois belges, doivent être considérés comme navires de nationalité belge, de même que tous les navires qui, d'après les lois égyptiennes, doivent être considérés comme navires égyptiens, seront, pour tout ce qui concerne la présente Convention, reconnus respectivement comme navires belges ou égyptiens.

Le cabotage ainsi que la navigation intérieure sont exclus des stipulations précédentes et restent soumis aux lois respectives des pays contractants.

Les articles, quelle qu'en soit la provenance ou le lieu d'origine, importés ou exportés par les navires de l'une des parties contractantes, ne pourront être soumis, dans les territoires de l'autre partie, à des restrictions autres ou à des droits plus élevés que ceux auxquels seraient assujettis ces mêmes articles s'ils étaient importés ou exportés par des navires nationaux ou par des navires de tout autre Etat.

Art 6. — Les articles ci-après mentionnés, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, paieront, à leur importation en Egypte, un droit qui ne pourra dépasser 10 0/0 « ad valorem », savoir :

1^o Métaux bruts, partiellement ou totalement ouvrés, y compris machines et engins mécaniques, et pièces de machines et engins mécaniques, machines et outils agricoles, locomotives ou voitures de chemins de fer ou tramways, quincaillerie et tous articles fabriqués, principalement en métal, à l'exception de l'or et de l'argent ;

2^o Coutellerie ordinaire, c'est-à-dire avec manches ou poignées de matière quelconque, à l'exception de l'or, l'argent, la nacre ou l'écaille ;

3^o Fils et filés, cordages et câbles, tulles, velours et tous autres tissus unis, ouvrés à jour ou de fantaisie, blanchis ou non blanchis, imprimés ou teints, fabriqués avec des fibres végétales quelconques, telles que coton, jute, lin, chanvre, ramie, palmier, aloès ou similaires ;

4^o Filés et tissus comme ceux énumérés au paragraphe 3, mais fabriqués en laine ou filés de laine, poils de chèvre, de vigogne, de chameau, ou en fibre provenant de tout autre animal, excepté la soie ;

5^o Tissus mélangés, fabriqués soit avec les matières énumérées aux paragraphes 3 et 4, soit avec adjonction de soie ou de déchets de soie n'excédant pas 20 0/0 du poids total du tissu ;

6^o Houille ;

7^o Indigo ;

8^o Riz ;

9^o Graines oléagineuses ;

10^o Chaussures diverses, selleries et autres travaux en peau ;

11^o Sucre raffiné ;

12^o Eaux minérales ou artificielles et eaux gazeuses ;

Bières ;

13^o Papier pour écrire et pour imprimerie ;

Papier à cigarettes ;

Papier buvard ;

Papier pour paquets, cartons ordinaires ;

Rouleaux de papier peint pour tapisserie ;

Imprimés divers ;

14^o Bois pour ébénistes ;

- Bois de construction et pour autres travaux ;
- Meubles en bois commun et en bois pour ébénistes (revêtus d'étoffes ou non) ;
- Ustensiles et travaux en bois ;
- Charrettes et voitures ;
- Travaux en pailles, cannes, jones, osier, etc., etc. ;
- 15° Porcelaines et faïences ;
- Travaux en verre de tout genre (y compris les verrès à vitres) ;
- 16° Allumettes de tout genre (y compris l'amadou) ;
- 17° Lingerie confectionnée ;
- Habilllements de confection ;
- 18° Lampes de tout genre ou parties de lampes ;
- Tarbouche ;
- Chapeaux pour hommes et pour femmes ;
- 19° Bougies et chandelles ;
- 20° Teintures et couleurs.

La nomenclature ci-dessus employée comprend tous les articles qui figurent sous ces termes dans les tableaux de détail du « Commerce extérieur de l'Egypte pendant l'année 1889 » (importations).

Le Gouvernement égyptien conserve un droit absolu de taxation sur tous autres articles ; les règlements concernant ces autres articles, ainsi que leur tarification, seront applicables aux sujets belges dans les mêmes conditions qu'aux nationaux égyptiens ou aux sujets étrangers les plus favorisés à cet égard.

Les droits « ad valorem » perçus en Egypte sur les produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, seront calculés sur la valeur que l'article importé a dans le lieu de chargement ou d'achat, avec majoration des frais de transport et d'assurance jusqu'au port de déchargement en Egypte.

Il est obligatoire pour le négociant d'indiquer dans sa déclaration la valeur des marchandises. Si la douane n'accepte pas comme base de la perception des droits la valeur déclarée par le négociant, elle peut réclamer la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que factures, polices d'assurance, correspondances, etc.

Si le négociant ne produit pas ces documents, ou si ces pièces paraissent insuffisantes, la douane peut, soit prendre pour son compte la marchandise en versant au négociant le montant de la valeur déclarée, augmentée de 10 0/0, soit percevoir les droits en nature.

Lorsque la douane fait usage du droit de préemption, le paiement du prix de la marchandise, déclaré par l'importateur, majoré de 10 0/0, ainsi que le remboursement des droits quelconques qui auraient été perçus sur les dites marchandises seront effectués dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Dans les cas de perception en nature, si les marchandises sont toutes de la même espèce, la perception des droits s'opère proportionnellement aux quantités ; dans le cas où les marchandises comprennent des objets d'espèces variées, la perception des droits en nature ne s'opère que sur les articles contestés, en se basant sur les prix indiqués par le négociant.

Les droits à payer sur les objets dont la valeur n'est pas contestée, ne peuvent en aucun cas être perçus en nature.

Art. 7. — Afin de fixer, pour une période déterminée, la valeur dans les ports d'entrée des principaux articles taxés « ad valorem », l'Administration des Douanes égyptiennes invitera les principaux commerçants intéressés dans le commerce des dits articles, à procéder en commun avec elle à l'établissement d'un tarif pour une période n'excédant pas douze mois.

Le tarif ainsi fixé sera communiqué par les Douanes égyptiennes au consulat belge à Alexandrie et sera considéré comme officiellement reconnu en ce qui concerne les produits et les sujets belges, en tant que le consulat n'y fait pas une formelle opposition pendant la quinzaine qui suivra cette communication.

Art. 8. — Les droits d'exportation seront perçus en Egypte à un taux qui n'excédera pas 1 0/0 « ad valorem ».

La valeur des articles exportés sera fixée par la douane qui, autant que possible, procédera à l'établissement de tarifs périodiques.

Le Gouvernement égyptien se réserve le droit d'exiger de l'exportateur la production des preuves de l'acquiescement des taxes spéciales intérieures auxquelles les articles destinés à l'exportation pourraient être assujettis ; à défaut de cette preuve, l'exportation des dits articles pourra être interdite.

Les marchandises destinées au transbordement, soit directement, soit après avoir été transportées par la voie ferrée sur le territoire égyptien, ou celles destinées à être placées dans les entrepôts réels, seront libres de tout droit d'importation ou d'exportation.

Mais les articles destinés à l'usage des navires sur lesquels ils sont chargés seront soumis à un droit équivalent au droit d'exportation, c'est-à-dire 1 0/0 « ad valorem ».

Art. 9. — Si l'une des parties contractantes établit dans ses territoires ou dans une partie de ses territoires un droit d'accise, c'est-à-dire une taxe intérieure sur un produit quelconque du sol ou de l'industrie nationale, les articles de même nature importés des territoires de l'autre partie contractante pourront être frappés, dans le rayon où cette accise est établie, d'un droit compensateur équivalent, pourvu que les articles de même nature importés de tout autre pays étranger soient soumis au même traitement.

Dans le cas de réduction ou de suppression des droits d'accise, c'est-à-dire des taxes intérieures, le droit compensateur équivalent perçu sur l'importation des produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie contractante sera, en même temps, supprimé ou réduit dans une mesure correspondant à la réduction opérée sur les dits droits d'accise.

Les dispositions qui précèdent n'affectent en rien le droit des municipalités et des communes de frapper à leur profit de taxes d'octroi ou d'accise les boissons et les liquides, les comestibles, les fourrages, les combustibles et les matériaux de construction à leur entrée dans la municipalité ou la commune, pour y être consommés, quand bien même les articles similaires n'y seraient pas produits.

Toutefois, et en ce qui concerne le produit des industries seulement, si ces articles sont fabriqués dans la municipalité ou commune dans laquelle est perçue cette taxe d'octroi ou d'accise, ils seront frappés d'un

impôt équivalent. Il est bien entendu que les produits du sol ou de l'industrie de l'une des parties contractantes ne pourront être assujettis dans les territoires de l'autre partie aux taxes d'octroi ou d'accise qu'à condition que les produits similaires indigènes ainsi que les provenances de tout autre pays, importés dans la municipalité ou commune, y soient grevés des mêmes taxes.

Les règlements concernant les taxes spéciales et les droits accessoires en douane, tels que droit de factage, d'entrepôt, de dépôt, droit de quai, de grues, d'écluses, de tamkin, de plombage, de laissez-passer, de déclaration, de pesage, de mesurage et tous autres droits, seront appliqués par les douanes de chacune des parties contractantes aux sujets et aux marchandises de l'autre pays, comme aux indigènes et aux marchandises nationales.

Art. 10. — Les articles passibles de droits et servant soit de modèles, soit d'échantillons, qui seront introduits en Belgique par des voyageurs de commerce égyptiens, ou en Egypte par des voyageurs de commerce belges, seront admis en franchise, à condition qu'il soit satisfait aux formalités suivantes, requises pour assurer leur réexportation ou leur mise en entrepôt :

1° Les préposés des douanes de tout port ou lieu dans lequel les modèles ou échantillons seront importés, constateront le montant du droit applicable aux dits articles. Le voyageur de commerce devra déposer, en espèces, le montant des dits droits au bureau de douane, ou fournir une caution suffisante.

2° Pour assurer son identité, chaque modèle ou échantillon séparé sera, autant que possible, marqué au moyen d'une estampille ou d'un cachet y apposé.

3° Il sera délivré à l'importateur un permis ou certificat qui contiendra :

a) Une liste des modèles ou échantillons importés spécifiant la nature des articles, ainsi que les marques particulières qui peuvent servir à la constatation de leur identité ;

b) Un état indiquant le montant du droit dont les modèles ou échantillons sont passibles, et spécifiant si ce montant a été déposé en espèces ou garanti par caution ;

c) Un état indiquant la façon dont les modèles ou échantillons ont été marqués ;

d) L'indication de la limite de temps qui, en aucun cas, ne pourra dépasser douze mois, et à l'expiration de laquelle, s'il n'est pas prouvé que les modèles ou échantillons ont été antérieurement réexportés ou mis en entrepôt, le montant du droit déposé sera versé au trésor ou recouvré, s'il en a été donné caution. Il ne sera exigé de l'importateur de frais ni pour la délivrance du certificat, ni pour l'estampille destinée à la constatation de l'identité.

4° Les modèles ou échantillons pourront être réexportés par le bureau de douane d'entrée ou par tout autre bureau.

5° Si avant l'expiration de la limite de temps fixée (paragraphe 3, d), les modèles ou échantillons étaient présentés à la douane d'un port ou lieu quelconque pour être réexportés ou entreposés, les préposés de la Douane de ce port ou de ce lieu devront s'assurer par une vérification si les articles qui leur sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été

délivré le permis d'entrée. S'ils en reconnaissent l'identité, les préposés de la douane certifieront la réexportation ou la mise en entrepôt et rembourseront le montant des droits déposés ou prendront les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Art. 11. — Sont exemptés de toute vérification dans les douanes égyptiennes, aussi bien que du paiement des droits, à l'entrée et à la sortie, les objets et effets personnels appartenant aux consuls généraux et consuls de carrière (*missi*), qui n'exercent aucune autre profession, ne s'occupent ni de commerce, ni d'industrie, et ne possèdent ni n'exploitent de biens-fonds en Egypte.

Art. 12. — Le Gouvernement égyptien a le droit de mettre en vigueur tous règlements quelconques destinés à assurer le bon fonctionnement de ses services, à réprimer la fraude, aussi bien que d'appliquer toutes mesures intéressant l'hygiène publique ou la sécurité du pays ; ces règlements seront applicables de plein droit aux navires et aux sujets belges, à condition qu'ils soient également applicables aux navires et aux sujets de toutes les autres nations.

Lesdits règlements, y compris la surveillance des navires, la recherche ou la poursuite des marchandises de contrebande, aussi bien que les amendes et autres pénalités applicables en vertu de ces règlements, en cas de fausse déclaration, de contrebande ou tentative de contrebande, de fraude ou tentative de fraude, ou d'infractions quelconques aux règlements, seront, ainsi que les mesures qui pourraient être prises relativement à l'hygiène et à la sécurité publique, applicables aux sujets belges, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux du pays même.

Si les autorités égyptiennes désirent opérer une perquisition dans l'habitation d'un sujet belge, ou à bord d'un navire belge ancré dans un port égyptien, un double du mandat, qui indiquera le jour et l'heure de la perquisition, devra être envoyé en temps utile à l'autorité consulaire belge qui pourra se faire représenter si elle le juge à propos. Toutefois, la perquisition ne pourra être, en aucun cas, ni retardée ni entravée par l'abstention de l'autorité consulaire, pourvu que celle-ci en ait été dûment avisée. De telles perquisitions ne pourront être opérées qu'à partir du lever jusqu'au coucher du soleil.

Il est entendu, néanmoins, que la stipulation précédente ne sera pas applicable dans le cas où la perquisition doit être faite dans un entrepôt, ou un dépôt, ou à bord d'un navire qui aurait séjourné, pour une raison quelconque, dans un port égyptien pendant plus de vingt et un jours ; en pareil cas, il ne sera pas nécessaire de notifier la perquisition à l'autorité consulaire belge.

En outre, il est entendu que le Gouvernement égyptien pourra, sans notification aux autorités consulaires belges, placer des gardes à bord de tout navire belge dans un port égyptien ou transitant avec le Canal de Suez.

En cas de soupçons de contrebande, les agents des douanes égyptiennes pourront aborder et saisir tout navire belge d'un tonnage de moins de deux cents tonneaux, en dehors des eaux d'un port égyptien ou naviguant dans un rayon de dix kilomètres du rivage ; de plus, tout navire belge de moins de deux cents tonneaux pourra être abordé ou saisi au delà de cette distance, si la poursuite a été commencée dans un rayon de dix kilomètres du littoral.

Excepté dans les cas prévus dans les paragraphes 3 et 4 du présent article, aucun navire belge de plus de deux cents tonneaux ne pourra être abordé ou saisi par les agents des douanes égyptiennes.

Toute facilité que le Gouvernement égyptien pourrait accorder dans l'avenir, par rapport au règlement douanier, aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de toute autre Puissance étrangère, est acquise aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce belges qui en auront, de droit, la jouissance.

Art. 13. — Les stipulations des articles précédents ne s'appliquent pas :

1^o Aux arrangements spéciaux existant actuellement ou qui pourraient intervenir ultérieurement, soit entre l'Egypte et les autres parties de l'Empire Ottoman, placés sous l'administration directe de la Sublime-Porte, soit entre l'Egypte et la Perse ;

2^o Aux dispositions que pourrait prendre le Gouvernement égyptien pour l'échange des marchandises indigènes et étrangères avec le Soudan.

Art. 14. — L'effet des modifications du présent tarif des droits prévus à l'article 6 demeure suspendu jusqu'à ce que les dites modifications deviennent également applicables aux autres Puissances intéressées.

Il est entendu que dans cet intervalle les marchandises belges seront traitées, à leur entrée en Egypte, sur le pied de la nation la plus favorisée et que les marchandises énumérées à l'article 6 ne seront, dans aucun cas, assujetties à des droits supérieurs à ceux qui sont fixés par le dit article.

Art. 15. — La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1892 et sera valable pour une période de dix années à partir de cette date ; dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la date de l'expiration de la dite période de dix années, son intention de mettre fin à la présente Convention, celle-ci demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

Il est entendu toutefois que la présente Convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation des Chambres législatives en Belgique.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Alexandrie, le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-onze.

Signé : TIGRANE.

Signé : LÉON MASKENS.

ANNEXE I

Lettre adressée par Son Excellence Tigrane pacha, Ministre des Affaires étrangères, à M. Maskens, Ministre résident de Belgique.

Monsieur le Ministre,

La Convention commerciale que j'ai eu l'honneur de signer avec vous, en date de ce jour, dispose formellement que le tabac, sous toutes ses formes, ainsi que les armes de toute nature, sont exclus des stipulations de l'Arrangement et qu'il en est de même du cabotage.

Toutefois, au cours des négociations, je vous ai, au nom du Gouvernement égyptien, donné l'assurance que :

1^o Les cigares de fabrication belge et les tabacs belges, sous toutes leurs formes, pourvu toutefois qu'ils soient accompagnés de certificats d'origine réguliers, seront admis à l'importation en Egypte, aux mêmes conditions et moyennant le paiement des mêmes droits qui sont ou seront appliqués aux cigares et aux tabacs dont l'introduction est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'Arrangements spéciaux.

Il est entendu que les cigares ne devront pas être accompagnés de certificats d'origine tant que ces produits seront admis à l'importation en Egypte, sans distinction de provenance ou d'origine.

Ils ne seront sous aucun rapport traités à leur entrée en Egypte moins favorablement que les cigares et les tabacs provenant de tout autre pays.

Toutefois, par cette concession, le Gouvernement de Son Altesse n'entend, ni aliéner, ni amoindrir son droit absolu d'organiser son régime des cigares et des tabacs, ainsi qu'il le jugera convenable : sa liberté d'action reste entière. Il aura donc le droit, à tout moment, de modifier les droits d'entrée, de suspendre l'importation, soit à titre temporaire, soit à titre définitif, de constituer un monopole, sous la réserve que toutes dispositions prises à cet égard soient également applicables aux cigares et aux tabacs dont l'introduction en Egypte est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'Arrangements spéciaux ;

2^o Le Gouvernement belge a demandé la libre importation des armes de chasse et de luxe, de la poudre et de leurs munitions.

Le Gouvernement égyptien regrette de ne pouvoir accepter une pareille clause dans la Convention. En ce qui concerne la poudre et les munitions, en dehors des autres raisons, il lui suffira de faire valoir qu'il a, en fait, le monopole de cette importation qu'il fait exploiter par des concessionnaires.

En ce qui concerne les armes de chasse et de luxe, le Gouvernement égyptien croit devoir soumettre les raisons toutes spéciales qui s'opposent à la liberté d'importation. L'Egypte se trouve dans des conditions toutes particulières : elle a à se défendre à l'extérieur contre des rebelles et, en même temps, à se protéger à l'intérieur contre les désordres provoqués par des tribus nomades ; admettre la libre importation des armes, ce serait manquer au premier devoir du Gouvernement, qui est d'assurer l'ordre à l'intérieur et de garantir la sécurité des frontières. Ce n'est donc pas une question commerciale pour l'Egypte, c'est une question de sécurité publique.

Certes, il n'entrera nullement dans l'esprit du Gouvernement égyptien d'empêcher d'une façon radicale l'introduction d'une arme de chasse quelconque.

Si un étranger débarque en Egypte avec une ou deux armes, la douane n'hésitera certainement pas à autoriser l'introduction.

De même, si un étranger veut faire venir d'Europe une arme, si même l'agence diplomatique de Belgique demande pour un négociant honorable l'autorisation d'importer un certain nombre d'armes de chasse ou de luxe, le Gouvernement égyptien, à moins de raisons graves, accordera l'autorisation demandée.

Mais la prohibition doit être la règle ; l'Egypte conserve une liberté absolue, tout en donnant l'assurance qu'elle se réserve d'examiner dans chaque cas spécial si l'autorisation sollicitée peut ou non être accordée, en s'inspirant uniquement du souci légitime d'assurer la sécurité publique.

3^o Les navires belges, pourvu toutefois qu'ils jaugeant plus de 400 tonneaux bruts, seront autorisés à se livrer au cabotage sur le littoral égyptien.

Les dispositions qui précèdent ne resteront bien entendu en vigueur que pendant la durée de la Convention conclue sous la date de ce jour.

Au cours de ces mêmes négociations, je vous ai également informé que le Gouvernement de Son Altesse consent à réduire de 40,000 livres égyptiennes

les droits de phare, dès que le tarif prévu par la Convention intervenue entre nos deux pays sera appliqué à toutes les *Puissances*.

De votre côté, vous m'avez déclaré qu'il doit être entendu que les stipulations de cette Convention ne porteront aucune atteinte aux droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Belgique par les capitulations, traités et arrangements existants.

En conséquence, je vous donne acte, Monsieur le Ministre, que ces droits, privilèges et immunités resteront en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de la Convention.

En m'accusant réception de la présente communication, vous voudrez bien reconnaître, je me plais à l'espérer, Monsieur le Ministre, qu'elle reproduit fidèlement mes déclarations verbales et je serai heureux de recevoir l'assurance que nous sommes absolument d'accord sur tous les points.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Alexandrie, le 24 juin 1891.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Signé : TIGRANE.

ANNEXE II

Lettre adressée par M. Maskens, Ministre résident de Belgique, à Son Excellence Tigrane pacha, Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de l'office en date de ce jour par lequel elle a bien voulu me déclarer :

1° Que les cigares de fabrication belge et les tabacs sous toutes leurs formes, pourvu toutefois qu'ils soient accompagnés de certificats d'origine réguliers, seront admis à l'importation en Egypte, aux mêmes conditions et moyennant le paiement des mêmes droits qui sont ou seront appliqués aux cigares et aux tabacs en feuilles et coupés, dont l'introduction dans ce pays est ou serait ultérieurement autorisée par suite d'arrangements spéciaux.

2° Qu'en principe, l'importation des armes de toute nature est formellement prohibée en Egypte, mais que des sujets belges voyageant ou résidant dans ce pays ne seront pas empêchés d'introduire ou de faire venir de l'étranger une ou deux armes de luxe ou de chasse, et même que des négociants belges honorables pourront, à la demande de l'agence diplomatique de Belgique, obtenir l'autorisation d'importer un certain nombre d'armes de chasse ou de luxe.

3° Que les navires belges, pourvu toutefois qu'ils jaugent plus de 400 tonneaux bruts, seront autorisés à se livrer au cabotage sur le littoral égyptien.

4° Que le Gouvernement de Son Altesse consent à réduire de 40,000 livres égyptiennes les droits de phare, dès que le tarif prévu par la Convention intervenue entre nos deux pays sera appliqué à toutes les *Puissances*.

5° Que les droits, privilèges et immunités conférés aux sujets, aux bâtiments, à la navigation et au commerce de la Belgique, par les capitulations, traités et arrangements existants, resteront en vigueur en tant qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions de la Convention.

Il est entendu que les déclarations de Votre Excellence, rappelées sous les numéros 1, 2 et 3 de la présente communication, n'obligeront le Gouvernement de Son Altesse que pendant la durée de l'acte que nous venons de signer.

En terminant, je me félicite de pouvoir constater que nous sommes entièrement d'accord sur tous les points visés dans l'office que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Alexandrie, le 4 juin 1891.

Signé : LÉON MASKENS.

CONGO — PORTUGAL

Convention pour la délimitation de leurs sphères de souveraineté respectives dans la région du Lunda.

25 mai 1891 (1)

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, animés du désir de resserrer par des relations de bon voisinage et de parfaite harmonie les liens d'amitié qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité spécial pour la délimitation de leurs sphères de souveraineté et d'influence respectives dans la région du Lunda, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo : M. Edouard de Grelle Rogier, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, muni de ses pouvoirs, Officier de l'Ordre de Léopold, etc. ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : M. Carlos Roma do Bocage, Député, Major de l'état-major du génie, son aide de camp honoraire, Chevalier de l'Ordre de Saint-Jacques, etc.,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Dans la région du Lunda les possessions de Sa Majesté le Roi de Portugal et de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo sont délimitées de la manière suivante :

1° Par le thalweg du cours du Cuango depuis le 6° degré de latitude sud jusqu'au 8° degré ; par le 8° parallèle jusqu'à son point d'intersection avec la rivière Kuilu ; par le cours du Kuilu dans la direction du nord jusqu'au 7° degré de latitude sud ; par le 7° parallèle jusqu'à la rivière Cassai ;

2° Il est entendu que le tracé définitif de la ligne de démarcation des territoires compris entre le 7° et le 8° parallèle de latitude sud depuis le Cuango jusqu'au Cassai sera exécuté ultérieurement en tenant compte de la configuration du terrain et des limites des Etats indigènes.

Les Etats de Maxinge (Capenda) et de Cassassa dont la frontière septentrionale longe le 8° parallèle depuis la rive droite du Cuango jusqu'au cours du Kuilu, celui d'Amucundo (Caungula) ayant pour limite occidentale la rive droite de ce dernier cours d'eau et touchant au 7° parallèle, ainsi que l'Etat de Mataba (Ambinge) qui s'étend vers la même latitude et aboutit à la rive gauche du Cassai, resteront sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves.

Les Etats de Mussuco (Cambongo) et d'Anzovo dont la frontière méridionale

(1) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne le 1^{er} août 1891.

dionale longe le 8^e parallèle depuis le Cuango jusqu'au Kuilu et ceux de Cassongo (Muene Puto), Tupeinde (Muata Cumbana) et Turuba (Mai Munene) resteront soumis à la souveraineté de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo ;

3^e Par le thalweg du Cassai depuis le point de rencontre de cette rivière avec la ligne de démarcation mentionnée au paragraphe précédent jusqu'à l'embouchure de celui de ses affluents, qui prend naissance dans le lac Dilolo et par le cours de cet affluent jusqu'à sa source. La région à l'ouest du Cassai appartiendra au Portugal ; la région orientale à l'Etat Indépendant du Congo ;

4^e Par la crête de partage des eaux du Zaïre (Congo) et de celles de Zambèse jusqu'à son intersection avec le méridien de 24^e longitude est de Greenwich.

Art. 2. — Une Commission composée de représentants des Hautes Parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes. Ces commissaires se réuniront à l'endroit qui leur sera ultérieurement fixé de commun accord et dans le plus bref délai possible après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 3. — Les sujets portugais dans les territoires de la région du Lunda, placés sous la souveraineté de l'Etat Indépendant du Congo, et les sujets de l'Etat Indépendant du Congo dans les territoires de cette même région, placés sous la souveraineté du Portugal, seront respectivement, en ce qui concerne la protection des personnes et des propriétés, traités sur un pied d'égalité avec les sujets de l'autre Puissance contractante.

Art. 4. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent, à défaut d'une entente directe, à recourir à l'arbitrage d'une ou de plusieurs Puissances amies pour le règlement de toutes les contestations auxquelles le présent traité pourrait donner lieu, qu'il s'agisse de l'interprétation de ce traité ou du tracé des frontières sur le terrain.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le vingt-cinq mai mil huit cent quatre-vingt-onze.

(L. S.) *Signé* : ED. DE GRELLE ROGIER.

(L. S.) *Signé* : CARLOS ROMA DU BOCAGE.

CONGO — PORTUGAL

Convention pour régler certaines difficultés relatives à leurs frontières dans le Bas-Congo.

25 mai 1891 (1).

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, convaincus

(1) Les ratifications ont été échangées à Lisbonne le 1^{er} août 1891.

d'une part de la haute utilité, autant dans l'intérêt des deux Etats que dans celui de l'œuvre de la civilisation et du progrès en Afrique, de s'assurer une plus facile, plus cordiale et partant plus efficace coopération dans la réalisation de leurs desseins humanitaires et civilisateurs ; animés, d'autre part, d'un égal désir de resserrer encore les rapports d'amitié existant entre les deux Etats, ont décidé de nommer des Plénipotentiaires avec les pouvoirs nécessaires pour discuter, arrêter et signer une Convention dans laquelle seraient réglées par voie de transaction amicale et directe certaines divergences et difficultés survenues à l'occasion du travail de délimitation prévu à l'article 4 de la Convention intervenue à Berlin, à la date du 14 février 1885, entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo ; et ont nommé en cette qualité et à cet effet, savoir :

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo : le sieur Edmond Van Eetvelde, son Administrateur général des Départements des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Officier de son Ordre de Léopold, décoré de l'Ordre de la Couronne Royale de Prusse de 2^e classe, avec plaque ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : le sieur Henrique de Macedo Pereira Coutinho, comte de Macedo, Grand-Croix de l'Ordre de Notre Seigneur Jésus-Christ, Commandeur de l'Ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, Grand-Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III et des Ordres d'Isabelle la Catholique et du Mérite Naval d'Espagne, de la Couronne d'Italie, de l'Etoile Polaire de Suède, de Pie IX, du Soleil Levant du Japon et de la Rédemption de Libéria, Grand Officier de la Légion d'Honneur et Officier d'Instruction Publique de France, Pair du Royaume, Ministre d'Etat Honoraire, Membre de la section permanente du Conseil de l'Instruction Publique, Professeur titulaire de l'Ecole Polytechnique de Lisbonne, du Conseil de Sa Majesté Très-Fidèle et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo et Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves adoptent, en partie à titre de rectification et en partie à titre de détermination plus précise des frontières de leurs possessions ou territoires limitrophes dans l'Afrique occidentale, définies dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e (avant dernier) alinéas de l'article 3 de la Convention intervenue à Berlin entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo, en date du 14 février 1885, les délimitations fixées aux deux articles qui suivent, sous les numéros 2 et 3.

Art. 2. — La partie de la frontière définie dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas de l'article 3 de la susdite Convention du 14 février 1885, est remplacée par la ligne brisée dont la description suit :

Une droite joignant un point pris sur la plage, à 300 mètres au nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lunga, à l'embouchure de la petite rivière de Lunga dans la lagune du même nom.

Le cours de la petite rivière de Lunga jusqu'à la mare de Mallongo, — les villages de Congo, N'Conde, Iéma, etc., restant à l'Etat Indépendant du Congo, ceux de Cabo Lombo, M'Venho, Iabe, Ganzy, Taly, Spita Gagandjime, N'goio, M'To, Fortaleza, Sokki, etc., au Portugal ;

Le cours des rivières Venzo et Lulofe jusqu'à la source de cette dernière sur le versant de la montagne Nime-Tchiana ;

Le parallèle de cette source jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Luculla et de la rivière appelée par les uns N'Zenze et par d'autres Culla-Calla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango-Luce).

Art. 3. — La définition partielle de frontières posée aux 6^e, 7^e et 8^e alinéas de l'article 3 de la susdite Convention du 14 février 1885 est interprétée, précisée et rectifiée dans les termes suivants :

Dans le fleuve Congo (Zaïre) et depuis son embouchure jusqu'au parallèle passant à 100 mètres au nord de la maison principale de la factorerie de Domingos de Souza à Nokki, la ligne séparative des eaux appartenant respectivement aux deux Etats sera la ligne moyenne du chenal de navigation généralement suivi par les bâtiments de grand tirant d'eau, ligne qui actuellement laisse à droite et comprises entre cette ligne et la rive droite du fleuve, notamment et entre autres, les îles fluviales nommées Bulambemba, Mateba et île des Princes, et à gauche et comprises entre cette ligne et la rive gauche du fleuve, notamment et entre autres les îles fluviales connues sous les noms de Bulicoco et îles de Sacram Ambaca, et à partir de l'intersection de cette ligne avec le susdit parallèle, ce même parallèle jusqu'à son point d'intersection avec la rive gauche du fleuve ;

A Nokki, la frontière suivra une droite joignant ce dernier point sur la rive gauche du Congo (Zaïre) à un autre point pris à 2,000 mètres à l'est de la même rive sur le parallèle passant par les fondations de la maison de la résidence de Nokki, actuellement en construction ;

A partir de ce dernier point, la frontière suivra ce même parallèle de la résidence de Nokki jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango) ;

Toutes les îles fluviales du Congo (Zaïre), nominaleme nt mentionnées ou non dans le corps du présent article, mais situées de fait, les unes entre la ligne moyenne du chenal actuel de navigation et la rive droite du fleuve, les autres entre cette même ligne et la rive gauche, appartiennent définitivement et indépendamment de tout déplacement éventuel du chenal, les premières à l'Etat Indépendant du Congo, les secondes au Portugal.

Art. 4. — Les Hautes Parties contractantes sont également convenues d'adopter les dispositions fiscales dont les bases suivent :

a) Le produit brut des droits de sortie qu'elles percevront sur les marchandises exportées par les rivières Chiloango (Luango-Luce), Luali, Luculla et Lubuzzi sera partagé entre les deux Gouvernements dans la proportion des recettes brutes de même espèce respectivement effectuées en 1890, à leurs bureaux de douane de N'Zobé et de Landana.

b) Le mode selon lequel ces droits seront perçus et effectivement

partagés sera déterminé par un règlement à élaborer de commun accord entre les deux Gouvernements dans le plus court délai possible.

c) Les dispositions fiscales contenues dans le présent article resteront en vigueur pendant une période de cinq années, à partir du jour de la mise à exécution du règlement prévu à l'alinéa *b* ci-dessus, et demeureront en vigueur pendant des périodes successives de cinq années, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes un an avant l'expiration de chaque période.

Art. 5. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre de commun accord, dans le plus bref délai possible, les mesures nécessaires pour faire exécuter sur le terrain le tracé de la frontière tel qu'il résulte de la présente Convention.

En attendant que ce travail soit exécuté sur les lieux et approuvé par les deux Gouvernements, elles s'obligent à maintenir dans les territoires en litige le *statu quo* tel qu'il est pratiqué actuellement.

Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent, à défaut d'une entente directe, à recourir à l'arbitrage d'une ou de plusieurs Puissances amies pour le règlement de toutes les contestations auxquelles la présente Convention pourrait donner lieu, qu'il s'agisse de l'interprétation de cette Convention ou du tracé des frontières sur le terrain.

Art. 7. — Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans un délai de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bruxelles, le vingt-cinquième jour du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-onze.

(L. S.) Signé : EDM. VAN EETVELDE.

(L. S.) Signé : DE MACEDO.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

BULGARIE

**Le Ministre des Affaires étrangères de la Principauté à l'Agent
de l'Empire allemand.**

Sophia, le 29 avril/11 mai 1891,

Monsieur le Gérant,

Par votre communication en date du 5 mars dernier et sous le n° 36, vous avez bien voulu me transmettre l'extrait d'une Note adressée par Son Excellence M. l'Ambassadeur de Russie à Berlin au Gouvernement Impérial d'Allemagne et dans laquelle il est dit que, tandis que les anarchistes émigrés russes trouveraient un accueil des plus hospitaliers en Bulgarie, les sujets russes d'une conduite irréprochable seraient fréquemment expulsés de la Principauté et n'y rencontreraient généralement qu'une hostilité aussi peu méritée qu'intolérable.

A l'appui de cette assertion, le Gouvernement Impérial de Russie cite les deux cas d'expulsion des nommés Michail Grécow et Boris Landmann, qui lui ont paru mériter une intervention spéciale.

En réponse à cette communication, je me permettrai de vous faire remarquer, Monsieur le Gérant, que le Gouvernement bulgare n'a jamais donné d'ordre d'expulsion contre un sujet étranger, russe ou autre, sans qu'il y ait eu des faits très graves à la charge de celui qui lui était signalé par les autorités princières de ressort, comme devant être l'objet d'une semblable mesure de rigueur.

Il y a plus de seize mille étrangers de diverses nationalités, établis actuellement dans la Principauté, parmi lesquels on compte un millier de sujets russes ; et il est un fait notoire que le nombre des étrangers qui immigrent en Bulgarie s'accroît d'année en année et que beaucoup d'entre eux sollicitent la naturalisation bulgare. C'est là une preuve que, à l'égard des étrangers qui se livrent paisiblement à leurs occupations et ne commettent aucun acte de nature à compromettre la sécurité du pays ou celle des Etats étrangers, la Bulgarie comprend les devoirs de l'hospitalité à l'instar de tous les Etats constitutionnels. Par contre, elle ne saurait tolérer que des sujets étrangers, à l'abri du régime des Capitulations et à la faveur d'une intervention qui leur assure l'impunité, se mêlent dans les affaires politiques intérieures et excitent la population, au milieu de laquelle ils vivent, à se révolter contre le Gouvernement.

Le fait que plusieurs étrangers, bien que condamnés par nos tribunaux à des peines afflictives et infamantes, jouissent aujourd'hui de l'impunité des crimes qu'ils ont commis en Bulgarie, a forcément amené le Gouvernement Princier à se prémunir contre de semblables expériences en expulsant du territoire tout étranger qui se serait rendu coupable de manœuvres attentatoires à l'ordre et à la tranquillité publique.

Ainsi, depuis le coup d'Etat du 9 (21) août 1886, parmi les sujets russes établis dans la Principauté, il s'en est rencontré qui se sont mis dans le cas d'être expulsés hors du territoire bulgare. S'ils ont été frappés de cette mesure de rigueur, c'est à cause de leur attitude ouvertement hostile aux autorités princières et par suite de leurs menées révolutionnaires au sein des populations. Mais, en définitive, les cas d'expulsion n'ont pas été aussi fréquents et sensibles que le Gouvernement Impérial de Russie veut bien l'affirmer, puisque, dans un laps de temps de cinq années, il ne s'en est présenté que deux : l'un en 1887 et l'autre en 1890, qui, à l'avis du Gouvernement Impérial, mériteraient une intervention particulière.

Ces deux cas mentionnés dans la communication du Gouvernement Impérial de Russie concernent respectivement les nommés Michail Grécow et Boris Landmann.

D'un dossier qui se trouve au Ministère Princier des Affaires étrangères, je relève et je vous remets ci-joint en copie, Monsieur le Gérant, une note adressée le 13 septembre 1886, n° 3,853, à l'Agence Impériale de Russie à Sophia et dans laquelle sont exposés les actes téméraires et criminels dont Michail Grécow s'était rendu coupable à cette époque à Sliven et dans les environs. Pour mettre un terme une fois pour toutes aux agissements de cet individu, le Gouvernement Bulgare, ayant en vue les demandes instantes des autorités locales et considérant d'ailleurs les moments critiques que traversait alors le pays, s'est vu dans la nécessité d'ordonner l'expulsion immédiate de Michail Grécow. Celui-ci fut conduit sous escorte de Sliven à Tirnovo où, étant tombé malade, il sollicita l'autorisation d'y demeurer, — autorisation qui lui fut accordée. Après un séjour de six mois à Tirnovo et sur son propre désir de quitter la Bulgarie, il se rendit à Sistow, accompagné d'un gendarme, et passa en Roumanie au mois de mars 1887.

Au surplus, je crois devoir attirer votre attention sur le fait que la sujétion russe de Michail Grécow est contestable. Cet individu, qui est d'origine bulgare, s'était établi, au temps de l'administration ottomane, en Bulgarie, où il a été employé comme maître d'école dans des institutions scolaires bulgares jusqu'à l'époque de la guerre russo-turque ; depuis 1879, il avait occupé en Roumélie Orientale diverses fonctions qui, d'après le Statut Organique, ne pouvaient être confiées qu'à des indigènes ; inscrit sur la liste des électeurs, il a exercé ses droits politiques dans le pays. Ainsi, après avoir été toujours traité comme sujet bulgare, il n'eut recours à la protection russe que lorsqu'il fut poursuivi par les autorités princières pour ses agissements révolutionnaires.

En ce qui concerne Landmann, dont il a été question également dans la communication du Consulat Général d'Allemagne en date du 29 décembre (10 janvier) dernier, j'ai l'honneur de vous informer, Monsieur le Gérant, que cet individu, qui avait occupé pendant quelque temps une place d'aide-chirurgien, fut renvoyé du service pour incapa-

cité; qu'il entreprit ensuite l'exploitation d'un café-chantant à Plovdiv et que, s'étant complètement ruiné dans cette entreprise, il se lança dans la politique et se mit à exciter la population contre les autorités de la Principauté. Pour mettre fin aux menées de Landmann, le Gouvernement Bulgare s'est trouvé obligé d'ordonner son expulsion.

Tels sont les faits indéniables qui ont motivé l'expulsion de Michail Grécow et de Boris Landmann. Aussi, le Gouvernement Bulgare regrette-t-il de ne pouvoir permettre à ces individus de retourner dans la Principauté pour séjourner, même temporairement, dans les villes où ils prétendent avoir laissé des intérêts en souffrance. D'abord, s'ils y avaient eu des intérêts à sauvegarder, leur devoir était de vaquer paisiblement à leurs occupations et nullement celui d'outrager les autorités du pays et de fomentier des désordres. Et, en définitive, s'ils ont réellement des affaires à régler, ils auraient pu, au moment de leur expulsion comme depuis leur éloignement, confier ce soin à des mandataires. Le Gouvernement Princier n'a aucune responsabilité à assumer de ce chef, d'autant plus qu'il est de notoriété publique que Michail Grécow en particulier a été fonctionnaire et n'a eu aucun commerce dans le pays; les comptes qu'il établit dans sa protestation adressée au Consulat de France à Plovdiv sont purement imaginaires.

De même que le Gouvernement Bulgare n'a point dissimulé les résolutions qui le guident dans la question des nihilistes russes soulevée par le Gouvernement Impérial de Russie, aussi franchement il expose l'attitude qu'il a observée et qu'il observera envers les agents provocateurs et les anarchistes venus du dehors. L'énergie de ses résolutions et de ses mesures de rigueur pèsera sur les uns et sur les autres; il ne viendra certes à la pensée de personne de contester la légalité de ces mesures d'ordre public, depuis les tristes événements des dernières années et surtout après le monstrueux attentat dont un ministre bulgare a été la victime.

Quant à ceux des sujets russes qui viennent ou résident en Bulgarie et qui ont une conduite correcte, le Gouvernement Princier peut donner l'assurance au Gouvernement Impérial que, loin de rencontrer un esprit d'hostilité à leur égard, ils trouveront toujours en Bulgarie un accueil des plus hospitaliers.

Veillez agréer, etc.

Signé : D. GRECOW.

AFFAIRES DE TERRE-NEUVE

1713 — 1891 (1)

Traité de paix et d'amitié, conclu à Utrecht, le 13 Mars-11 Avril 1713 entre la France et la Grande-Bretagne.

Art. 13. — L'isle de Terre-neuve avec les isles adjacentes appartiendront désormais absolument à la Grande-Bretagne, et à cette fin le Roy Très-Chrétien fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce pays-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échange des ratifications de ce traité, ou plus tôt si faire se peut, la ville et le fort de Plaisance, et autres lieux que les François pourraient encore posséder dans la dite isle, sans que ledit Roy Très-Chrétien, ses héritiers et successeurs, ou quelques-uns de ses sujets, puissent désormais prétendre quoi que ce soit, et en quelque temps que ce soit, sur ladite isle et les isles adjacentes, en tout ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauds et cabanes nécessaires et usités pour sécher le poisson, ni aborder dans ladite isle dans d'autre temps que celui qui est propre pour pêcher et nécessaire pour sécher le poisson. Dans ladite isle, il ne sera pas permis auxdits sujets de la France de pêcher et de sécher le poisson en aucune partie que depuis le lieu appelé Cap de Bona Vista jusqu'à l'extrémité septentrionale de la dite isle, et de là en suivant la partie occidentale jusqu'au lieu appelé Pointe-Riche. Mais l'isle dite Cap-Breton, et toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure et dans le golfe de Saint-Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roy Très-Chrétien d'y fortifier une ou plusieurs places.

Traité de paix, signé à Paris le 10 Février 1763, entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Art. 5. — Les sujets de la France auront la liberté de la pêche et de la sécherie sur une partie des côtes de l'île de Terre-Neuve, telle qu'elle est spécifiée par l'article 13 du Traité d'Utrecht, lequel article est renouvelé et confirmé par le présent traité, à l'exception de ce qui regarde l'île du Cap-Breton, ainsi que les autres îles et côtes dans l'embouchure et dans le golfe Saint-Laurent. Et Sa Majesté Britannique consent à laisser aux

(1) *Livre Jaune* distribué aux Chambres françaises le 16 mars 1891.

sujets du Roy Très Chrétien la liberté de pêcher dans le golfe Saint-Lau-
rent à condition que les sujets de la France n'exercent ladite pêche qu'à la
distance de trois lieues de toutes les côtes de la Grande-Bretagne, soit
celles du Continent, soit celles des îles situées dans ledit golfe Saint-Lau-
rent. Et pour ce qui concerne la pêche sur les côtes de l'île du Cap-Bre-
ton, hors dudit golfe, il ne sera permis aux sujets du Roy Très-Chrétien
d'exercer ladite pêche qu'à la distance de quinze lieues des côtes de l'île du
Cap-Breton; et la pêche sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse ou Acadie et
partout ailleurs, hors dudit golfe, restera sur le pied des traités antérieurs.

Art. 6. — Le Roy de la Grande-Bretagne cède les îles de Saint-Pierre
et de Miquelon, en toute propriété, à Sa Majesté Très-Chrétienne pour
servir d'abri aux pêcheurs français et Sa dite Majesté Très-Chrétienne
s'oblige à ne point fortifier lesdites îles, à n'y établir que des bâtiments
civils pour la commodité de la pêche.

**Traité de paix, signé à Versailles le 3 Septembre 1783, entre la
France et la Grande-Bretagne.**

Art. 4. — Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne est maintenu en la
propriété de l'île de Terre Neuve et des îles adjacentes, ainsi que le tout
lui a été assuré par l'article 13 du Traité d'Utrecht, à l'exception des îles
de Saint-Pierre et Miquelon, lesquelles sont cédées en toute propriété par
le présent Traité à Sa Majesté Très-Chrétienne.

Art. 5. — Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, pour prévenir les querelles
qui ont eu lieu jusqu'à présent entre les deux nations française et anglaise,
consent à renoncer au droit de pêche qui lui appartient, en vertu de l'ar-
ticle 13 sus-mentionné du Traité d'Utrecht, depuis le Cap de Bonavista
jusqu'au Cap Saint-Jean, situé sur la côte orientale de Terre-Neuve, par
les 50 degrés de latitude septentrionale. Et Sa Majesté le Roi de la Grande-
Bretagne consent de son côté que la pêche assignée aux sujets de Sa
Majesté Très-Chrétienne, commençant audit Cap Saint-Jean, passant par
le nord et descendant par la côte occidentale de l'île de Terre-Neuve,
s'étende jusqu'à l'endroit appelé Cap Raye, situé au 47°50' de latitude. Les
pêcheurs français jouiront de la pêche qui leur est assignée par le présent
article, comme ils ont eu droit de jouir de celle qui leur est assignée par
le Traité d'Utrecht.

Déclaration du 3 Septembre 1783.

Le Roi étant entièrement d'accord avec Sa Majesté Très-Chrétienne sur
les articles du Traité définitif cherchera tous les moyens qui pourront non
seulement en assurer l'exécution, avec la bonne foi et la ponctualité qui
lui sont connues, mais de plus donnera, de son côté, toute l'efficace pos-
sible aux principes qui empêcheront jusqu'au moindre germe de dis-
pute à l'avenir.

A cette fin et pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent point
naître des querelles journalières, Sa Majesté Britannique prendra les
mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent en
aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, pendant
l'exercice temporaire qui leur est accordé, sur les côtes de l'île de Terre-
Neuve; et Elle fera retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y

seront formés. Sa Majesté Britannique donnera des ordres pour que les pêcheurs français ne soient pas gênés dans la coupe du bois nécessaire pour la réparation de leurs échafaudages, cabanes et bâtimens de pêche.

L'article 13 du Traité d'Utrecht et la méthode de faire la pêche qui a été de tout temps reconnue, sera le modèle sur lequel la pêche s'y fera : on n'y contreviendra pas, ni d'une part ni de l'autre ; les pêcheurs français ne bâissant rien que leurs échafaudages, se bornant à réparer leurs bâtimens de pêche et n'y hivernant point ; les sujets de Sa Majesté Britannique, de leur part, ne molestant aucunement les pêcheurs français durant leurs pêches, ni ne dérangeant leurs échafaudages durant leur absence.

Le Roi de la Grande-Bretagne, en cédant les isles de Saint-Pierre et de Miquelon à la France, les regarde comme cédées afin de servir réellement d'abri aux pêcheurs français, et dans la confiance entière que ces possessions ne deviendront point un obstacle de jalousie entre les deux nations, et que la pêche entre lesdites isles et celle de Terre-Neuve sera bornée à mi-canal.

En foi de quoi, nous Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, à ce dûment autorisé, avons signé la présente Déclaration et à icelle fait apposer le cachet de nos armes.

Donné à Versailles, le trois septembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

MANCHESTER.

Contre-Déclaration du 3 Septembre 1783.

Les principes qui ont dirigé le Roi dans tout le cours des négociations qui ont précédé le rétablissement de la paix, ont dû convaincre le Roi de la Grande-Bretagne, que Sa Majesté n'a eu d'autre but que de la rendre solide et durable, en prévenant, autant qu'il est possible, dans les quatre parties du monde, tout sujet de discussion et de querelle. Le Roi de la Grande-Bretagne met indubitablement trop de confiance dans la droiture des intentions de Sa Majesté, pour ne point se reposer sur l'attention constante qu'Elle aura d'empêcher que les isles de Saint-Pierre et de Miquelon ne deviennent un objet de jalousie entre les deux nations.

Quant à la pêche sur les côtes de Terre-Neuve, qui a été l'objet de nouveaux arrangements dont les deux souverains sont convenus sur cette matière, elle est suffisamment exprimée par l'article 5 du traité de paix signé cejourd'hui et par la déclaration remise également aujourd'hui par l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique ; et Sa Majesté déclare qu'Elle est pleinement satisfaite à cet égard.

Pour ce qui est de la pêche entre l'Isle de Terre-Neuve et celles de Saint-Pierre et Miquelon, elle ne pourra se faire, de part et d'autre, que jusqu'à mi-canal ; et Sa Majesté donnera les ordres les plus précis pour que les pêcheurs français n'outrepassent point cette ligne. Sa Majesté est dans la ferme confiance que le Roi de la Grande-Bretagne donnera des pareils ordres aux pêcheurs anglais.

En foi de quoi, etc....

Donné à Versailles, le 3 septembre mil sept cent quatre-vingt-trois.

GRAVIER DE VERGENNES.

Loi anglaise concernant la pêche à Terre-Neuve.

(Traduction.)

ACTE LÉGISLATIF DE LA 28^e ANNÉE DU RÈGNE DE GEORGES III, CHAPITRE 35.

Acte pour mettre en mesure Sa Majesté de faire tous les règlements nécessaires afin de prévenir les inconvénients qui pourraient résulter des compétitions entre les sujets de Sa Majesté et ceux du Roi Très-Chrétien, pêchant sur les côtes de l'île de Terre-Neuve.

Considérant que, par l'article 13 du traité conclu à Utrecht le 4 avril (nouveau style) de l'an du Seigneur 1713, entre feu Sa Majesté la Reine Anne et le Roi Très-Chrétien Louis XIV, il a été, entre autres, convenu que l'île appelée Terre-Neuve, et les îles adjacentes, appartiendraient de droit, et en entier, à partir de la signature du traité, à la Grande-Bretagne ; que, par suite, la ville et la forteresse de Plaisance et toutes les autres places quelconques de ladite île se trouvant en possession des Français seraient rendues et livrées, dans les sept mois qui suivraient l'échange des ratifications du traité, et plus tôt si c'était possible, par le Roi Très-Chrétien aux Commissaires à ce désignés par la Reine Anne ; que le Roi Très-Chrétien, ses héritiers et successeurs, et tous leurs sujets ne pourraient, à partir de cette époque, réclamer aucun droit sur tout ou partie desdites îles ; que, de plus, il ne serait pas loisible aux sujets français de fortifier aucun point de ladite île de Terre-Neuve, ni d'y élever aucune construction, à l'exception des chaufauds en planches et des cabanes nécessaires pour le séchage du poisson, ni de résider dans ladite île en dehors du temps nécessaire pour pêcher et sécher le poisson ; qu'il serait permis aux sujets français de prendre le poisson et de le sécher à terre, seulement dans la partie de l'île de Terre-Neuve qui s'étend du lieu dit Cap Bonavista à la pointe nord de l'île et de là, en suivant le littoral occidental, au lieu dit Cap Riche, et à l'exclusion de toutes les autres parties de l'île ;

Considérant que, par l'article 5 du traité conclu à Paris, le 10 février 1763, entre Sa Majesté d'une part, et le feu Roi Très-Chrétien Louis XV et Sa Majesté Très-Catholique d'autre part, il a été, entre autres, convenu que les sujets français auraient la liberté de prendre et de sécher le poisson sur la partie du littoral de l'île de Terre-Neuve qui est délimitée par l'article 13 du traité d'Utrecht, article confirmé et renouvelé par le traité de Paris ; considérant que par le cinquième article du traité définitif de paix, conclu à Versailles entre Sa Majesté et le Roi Très-Chrétien, le 3 septembre 1783, il a été convenu, entre autres, que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne serait maintenu dans sa souveraineté sur l'île de Terre-Neuve et les îles adjacentes, qui lui était reconnue par l'article 13 du traité d'Utrecht, à l'exception des îles Saint-Pierre et Miquelon qui étaient cédées en pleine souveraineté à Sa Majesté Très-Chrétienne par ledit traité du 3 septembre 1783 et que Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, en vue de prévenir les conflits, comme il s'en était auparavant produit entre l'Angleterre et la France, a consenti à renoncer au droit de pêcher qui lui appartenait en vertu du traité d'Utrecht susmentionné, du Cap Bonavista au Cap Saint-Jean, situé sur la côte orientale de Terre-Neuve, par cinquante degrés de latitude nord, et que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne a consenti, de son côté, à ce que le territoire de pêche concédé

aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, commençant audit Cap Saint-Jean, passant au nord, et descendant le long de la côte occidentale de de l'île de Terre-Neuve, s'étende au lieu nommé Cap Raye, situé par quarante-sept degrés et cinquante minutes de latitude (1). Les pêcheurs français jouiront du droit de pêche qui leur était accordé par ledit article, comme ils avaient le droit de jouir de celui qui leur était concédé par le traité d'Utrecht.

Considérant que, par une déclaration remise par l'Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté à Sa Majesté Très-Chrétienne portant aussi la date dudit troisième jour de septembre 1783, Sa Majesté s'engageait, non seulement à assurer l'exécution du traité susmentionné avec sa bonne foi et sa ponctualité connues, mais aussi à donner toute l'efficacité possible aux moyens propres à prévenir des contestations, et à empêcher que les pêcheurs des deux nations aient des motifs de conflits quotidiens, Sa Majesté s'engageait à prendre les mesures les plus positives pour empêcher que ses sujets ne troublassent en aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et qu'elle ferait retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y seraient formés et qu'elle donnerait des ordres pour que les pêcheurs français ne fussent pas gênés dans la coupe du bois nécessaire pour la réparation de leurs échafaudages, cabanes et bâtiments de pêche, que l'article treizième du traité d'Utrecht et la méthode de faire la pêche qui a été de tout temps reconnue serait le modèle sur lequel la pêche s'y ferait, et qu'on n'y contreviendrait pas ni d'une part ni de l'autre, les pêcheurs français ne bâtissant rien que leurs échafaudages, se bornant à réparer leurs bâtiments de pêche et n'y hivernant point; les sujets de Sa Majesté Britannique, de leur part, ne molestant aucunement les pêcheurs français dans leur pêche, ni ne dérangeant leurs échafaudages durant leur absence, et considérant qu'il est expédient, en conformité avec le traité définitif de paix et la déclaration susdits, que les sujets de Sa Majesté soient empêchés de troubler en aucune manière par leur concurrence la pêche susdite des sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et que tous les établissements sédentaires sur la partie de la côte accordée aux pêcheurs français soient enlevés et que les pêcheurs en question ne soient en aucune manière molestés contrairement à la lettre et à l'esprit dudit traité; en conséquence, afin que Sa Majesté soit en mesure d'exécuter fidèlement et ponctuellement les divers traités et déclarations susmentionnés et de faire, au sujet de la pêche, et de la manière ci-après indiquée, tous les règlements qu'il appartiendra.

Qu'il soit édicté, par Sa Très Excellente Majesté, avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, réunis en la présente session du Parlement, et par leur autorité, qu'il est et sera loisible à Sa Majesté et à ses héritiers et successeurs de donner de temps à autre, après avis du Conseil, au Gouverneur de Terre-Neuve et à tous officiers dans cette colonie les ordres et instructions jugés par Sa Majesté ou par ses héritiers et successeurs convenables et nécessaires pour atteindre les objets du traité définitif et de la déclaration précitées, s'il est nécessaire à cet effet, de donner des ordres et des instructions au Gouverneur et aux officiers susdits pour enlever ou faire enlever tous

(1) Ce passage paraît incorrect, mais le texte est ainsi conçu.

chauffauds, claies, matériel et autres installations quelconques servant à la pêche construits par les sujets de Sa Majesté sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend du cap Saint-Jean au cap Raye, passant au nord et descendant par le littoral occidental de l'île, ainsi que pour écarter ou faire écarter tous vaisseaux, navires et bateaux appartenant aux sujets de Sa Majesté, qui seraient trouvés dans les limites susdites, et en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre par la force les sujets de Sa Majesté, nonobstant tous lois, usages et coutumes contraires.

Et qu'il soit également édicté de par l'autorité précitée que quiconque refusera sur sommation faite par le Gouverneur ou par tous officiers sous ses ordres, en exécution des ordonnances ou instructions de Sa Majesté susdite de se retirer des limites ci-dessus indiquées, ou de se conformer aux sommations ou aux avis qui leur seront adressés dans le but susdit par le Gouverneur ou ses officiers, sera, en raison de son refus ou de toute autre contravention aux sommations ou avis susdits, passible d'une amende de deux cents livres sterling, somme qui sera recouvrée par la Cour de session ou la Cour de la Vice-Amirauté de ladite île de Terre-Neuve, ou en vertu d'assignations, plaintes ou commissions, par l'une quelconque des Cours à greffe de Sa Majesté, à Westminster, la moitié de cette amende revenant à Sa Majesté et à ses héritiers et successeurs, et l'autre moitié à ceux qui auront poursuivi ce recouvrement ; pourvu toutefois que toute poursuite, si elle est introduite à Terre-Neuve, soit introduite dans les trois mois, et, si elle est introduite devant l'une des Cours à greffe de Sa Majesté à Westminster, dans les douze mois qui suivront le délit.

Traité de Paix signé à Paris, le 30 Mai 1814, entre la France, l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse.

Art. 8. — Sa Majesté Britannique, stipulant pour elle et ses Alliés, s'engage à restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne, dans les délais qui seront ci-après fixés, les colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tout genre que la France possédait, au 1^{er} janvier 1792, dans les mers et sur les continents de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, à l'exception toutefois des îles de Tabago et de Sainte-Lucie, et de l'Île-de-France et de ses dépendances, nommément Rodrigue et les Séchelles, lesquelles Sa Majesté Très-Chrétienne cède en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté Britannique, comme aussi de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par la paix de Bâle, et que Sa Majesté Très-Chrétienne rétrocède à Sa Majesté Catholique en toute propriété et souveraineté.

Art. 13. — Quant au droit de pêche des Français sur le grand banc de Terre-Neuve, sur les côtes de l'île de ce nom et des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, tout sera remis sur le même pied qu'en 1792.

Traité de paix signé à Paris, le 20 novembre 1815, entre la France, d'une part, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, de l'autre.

Art. 11. — Le traité de Paris, du 30 mai 1814, et l'acte final du Congrès de Vienne, du 9 juin 1815, sont confirmés et seront maintenus dans

toutes celles de leurs dispositions qui n'auraient pas été modifiées par les clauses du présent traité.

Proclamation de Sir Hamilton, Gouverneur de Terre-Neuve, 1822.

(Traduction.)

Nous, Gouverneur, considérant qu'il est stipulé par l'article 13 du Traité définitif de paix conclu entre Sa Majesté et le Roi de France, et signé à Paris, le 30 mai 1814, que les droits de pêche des Français au grand banc de Terre-Neuve, sur les côtes de l'île de ce nom et les îles adjacentes situées dans le golfe de Saint-Laurent, seraient remis sur le pied où ils se trouvaient en 1792; lequel article 13 a été confirmé de nouveau par l'article 11 du Traité définitif entre la Grande-Bretagne et la France, conclu à Paris le 20 novembre 1815; considérant que le droit de pêche réservé aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne par ledit Traité s'étend depuis le cap Saint-Jean, sur la côte est de Terre-Neuve, jusqu'au cap de Raye, contournant l'île en remontant par le nord et descendant par la côte occidentale; considérant enfin qu'il nous a été représenté que des déprédations avaient été commises par des sujets anglais au préjudice de Français établis dans lesdites limites, faisons connaître par la présente Proclamation que les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne doivent avoir pleine et entière jouissance de la pêche dans les limites et bornes ci-dessus énoncées pour en faire usage ainsi qu'ils y sont autorisés par le Traité d'Utrecht.

A cette fin, il est expressément enjoint à tous les officiers, magistrats et autres fonctionnaires de notre Gouvernement de donner des ordres dans leurs divers services et dans les limites de leur compétence respective pour qu'aucun trouble ou empêchement ne soit apporté, sous quelque prétexte que ce puisse être, à l'exploitation de ladite pêche par les sujets français, à qui lesdits officiers et magistrats devront assistance en tant que de besoin.

Et avis est donné par les présentes à tous les sujets de Sa Majesté qui se rendent sur la partie de Terre-Neuve ci-dessus désignée de n'interrompre en aucune manière la pêche des sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne dans les limites qui viennent d'être mentionnées.

Si aucun des sujets de Sa Majesté refusait de quitter cette partie de la côte dans un délai convenable après invitation à le faire, les officiers sous nos ordres devront prendre des mesures pour que les échafauds et autres installations créés par les récalcitrants pour l'exploitation desdites pêcheries soient enlevés ainsi que les bateaux et navires en dépendant et qui se trouveraient dans les limites susdites; lesdits officiers sont autorisés, par les présentes, à user des moyens qu'ils jugeront nécessaires pour contraindre les sujets de Sa Majesté à quitter cette partie de la côte de l'île et ils devront les prévenir, comme ils le sont par les présentes, qu'ils seront traduits devant les tribunaux en raison de leurs refus, conformément à l'acte du Parlement.

Donné par Nous à Fort-Townshend, Saint-Jean de Terre-Neuve, le 12 août 1822.

C. HAMILTON.

Convention (1) relative aux pêcheries de Terre-Neuve, conclue entre la France et l'Angleterre le 14 Janvier 1857.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant écarter dans l'avenir toute cause de contestation entre leurs sujets respectifs dans l'exercice de la pêche sur les côtes de l'île de Terre-Neuve et sur les côtes avoisinantes, en réglant d'une manière précise les droits et privilèges desdits sujets, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article premier. — Les sujets français auront le droit exclusif de pêcher et de se servir du rivage pour les besoins de leur pêche, pendant la saison spécifiée ailleurs (article 8) sur la côte orientale de Terre-Neuve, depuis le cap Saint-Jean jusqu'aux îles Quirpon. Ils auront aussi le droit de pêcher et de se servir du rivage pour les besoins de leur pêche pendant ladite saison, à l'exclusion des sujets anglais, sur la côte septentrionale de Terre-Neuve, depuis les îles de Quirpon jusqu'au cap Normand ; et sur la côte occidentale, dans et sur les cinq havres de pêche de Port-au-Choix, Petit-Havre ou Petit-Port, Port-à-Port, l'île Rouge et l'île Cod-Roy. Ces droits de pêche exclusive s'étendront, entre les îles Quirpon et le cap Normand, jusqu'à une distance de trois milles marins dans le nord vrai de la ligne droite qui joint le cap Normand au cap Bauld, et, pour les cinq havres jusqu'à trois milles marins dans toutes les directions à partir du centre de chacun d'eux ; toutefois les commissaires ou arbitres, désignés dans une autre partie de cette convention, pourront, pour chaque havre, modifier lesdites limites selon la pratique existante.

Art. 2. — Les sujets anglais auront le droit, concurremment avec les sujets français, de pêcher sur la côte occidentale de Terre-Neuve, depuis le cap Normand jusqu'au cap Raye, excepté sur les cinq points ci-dessus mentionnés ; mais les sujets français auront l'usage exclusif du rivage pour les besoins de leur pêche pendant ladite saison, depuis le cap Normand jusqu'à la pointe Rock dans la Baie des Îles (au nord de la rivière Humbert), par 49°5' de latitude environ, en outre du rivage des havres réservés.

Art. 3. — Les sujets français auront le droit, concurremment avec les sujets anglais, de pêcher sur les côtes du Labrador, depuis Blanc-Sablon jusqu'au cap Charles, et sur celles de Belle-Île-du-Nord. Ils auront la faculté de sécher ou préparer le poisson sur toute partie des côtes de Belle-Île non occupée au moment où cette convention deviendra effective. Toutefois le Gouvernement britannique garde le droit d'élever sur ces points des constructions militaires ou publiques ; et, si quelque établissement, ayant pour objet une habitation permanente, vient à être fondé ultérieurement sur une partie quelconque des côtes de l'île, le droit des sujets français à sécher et préparer le poisson à cet endroit cessera, moyennant que

(1) Cette convention, bien que ratifiée, n'a pas été mise à exécution et a été considérée comme nulle et non avenue, l'assemblée législative de Terre-Neuve lui ayant refusé sa sanction formellement réservée par l'article 20.

le commandant de la station française ait été prévenu, une saison d'avance, de cet établissement.

Ledit droit de pêche en concurrence des sujets français s'arrêtera aux embouchures ou issues des rivières et criques : la position de chaque embouchure ou issue sera déterminée, comme il est spécifié dans une autre partie de cette convention, par les commissaires ou arbitre.

Art. 4. — Depuis la pointe Rock dans la Baie des Iles jusqu'au cap Raye, la Grande-Bretagne aura exclusivement et sans restriction l'usage du rivage, excepté sur les points mentionnés en l'article 1^{er}, et dans les limites de terre assignées à ces points (article 10).

Art. 5. — Les sujets français auront le droit d'acheter l'appât, hareng et capelan, sur toute la côte sud de Terre-Neuve en y comprenant à cet effet les îles françaises de Saint-Pierre et Miquelon, en mer ou à terre, sur le même pied que les sujets anglais, sans que la Grande-Bretagne ou la colonie puisse imposer aux sujets anglais aucune restriction dans la pratique de cette pêche, non plus qu'imposer aux sujets français ou anglais aucun droit ou restriction à l'occasion de cette transaction, ou sur l'exportation dudit appât.

Si des circonstances quelconques venaient à restreindre d'une manière notoire, et préalablement constatée à la satisfaction des commandants des stations française et anglaise, pendant deux saisons, consécutives ou non, ledit approvisionnement par voie d'achat, les sujets français auraient le droit de pêcher l'appât sur la partie de la côte sud de Terre-Neuve comprise entre le cap de Saint-Mary et le cap la Hune, durant les saisons de pêche française ; ils ne pourraient, dans ce cas, faire usage d'aucun autre filet que ceux employés pour ce genre de pêche, et leur droit cesserait aussitôt que les causes de déficit dans l'approvisionnement par achat auraient disparu.

Art. 6. — Les limites latérales de mer des droits de pêche français seront les suivantes :

Au cap Raye, une ligne droite menée dans l'ouest-sud-ouest vrai ;

Au cap Normand, une ligne droite menée dans le nord vrai ;

Au cap Saint-Jean, selon qu'il en sera décidé par les commissaires ou arbitre, sur la base de l'accord et de la pratique actuels ;

Au cap Charles, une ligne droite menée dans l'est vrai ;

Au Blanc-Sablon, une ligne aussi perpendiculaire à la direction générale de la côte que pourront la déterminer les commissaires ou arbitre.

Art. 7. — Depuis le cap Saint-Jean jusqu'à la pointe Rock dans la Baie des Iles, le droit de pêche des Français s'étendra dans l'intérieur de toutes les rivières et criques, aussi loin que la salure des eaux. Depuis la pointe Rock jusqu'au cap Raye, ce droit sera limité à un demi-mille marin au-dessus de l'embouchure ou issue de chaque rivière ou crique.

Le point limité pour chaque rivière ou crique depuis le cap Saint-Jean jusqu'à la pointe Rock et jusqu'au cap Raye, sera déterminé, comme il est spécifié ailleurs, par les commissaires ou arbitre.

Art. 8. — La saison de pêche française sur les côtes de Terre-Neuve, de Labrador et de Belle-Ile du nord s'étendra du 5 avril au 5 octobre.

Art. 9. — Les officiers de marine du Gouvernement français seront fondés à mettre en vigueur les droits exclusifs de pêche des sujets français, tels qu'ils sont définis par l'article 1^{er}, en expulsant les navires ou bateaux qui tenteraient de pêcher en concurrence, toutes les fois qu'il n'y aura pas,

dans un rayon de cinq milles marins, de croiseur anglais en vue, ou dont la présence ait été notifiée.

Art. 10. — Le rivage réservé à l'usage exclusif des Français pour les besoins de leur pêche s'étendra jusqu'à un tiers de mille anglais dans l'intérieur à partir de la marque de haute mer, entre la pointe Rock et Bonne-Baie inclusivement, ainsi que sur les quatre havres réservés situés au sud de Bonne-Baie ; entre Bonne-Baie et le cap Saint-Jean, il s'étendra jusqu'à un demi-mille anglais à partir de la marque de haute mer.

Les limites latérales de la terre des havres réservés seront déterminées par les commissaires ou arbitre, conformément aux usages de la pratique existante.

A la rencontre des bords des rivières et criques, le rivage sera limité latéralement par des lignes droites menées perpendiculairement à la direction desdites rivières ou criques, dans l'endroit où cesse le droit de pêche des Français ; cette limite sera déterminée pour chaque rivière ou crique, comme il est spécifié ailleurs, par les commissaires ou arbitre.

Art. 11. — Aucun enclos ou construction anglais ne pourra être fait, ni maintenu, sur le rivage réservé exclusivement aux Français, si ce n'est pour besoin de défense militaire ou d'administration publique, auquel cas un avis en due forme de l'intention d'élever ces ouvrages sera préalablement donné au Gouvernement français. Si cependant, à la date de la présente convention, il existait sur ledit rivage des constructions ou enclos occupés depuis cinq saisons, sans objection de la part du Gouvernement français, ils ne pourraient être déplacés sans qu'une indemnité équitable, concertée entre les commandants en chef des stations française et anglaise, ou leurs délégués respectifs, fût accordée aux propriétaires par le Gouvernement français.

Les officiers de la marine française ou autres délégués dûment nommés à cet effet par le commandant en chef de la station française, seront fondés à prendre telles mesures que les circonstances exigeront pour mettre les pêcheurs français en possession de toute partie du rivage dont l'usage leur est exclusivement reconnu par cette convention pour les besoins de la pêche, toutes les fois qu'il n'y aura pas d'établissement de police anglais, de croiseur, ou d'autre autorité reconnue dans un rayon de cinq milles anglais.

Ces mesures comprennent le droit de déplacer les constructions ou enclos, conformément aux stipulations qui précèdent, pourvu qu'un avis de l'intention d'effectuer ces déplacements ait été donné quinze jours d'avance à toute autorité anglaise désignée ci-dessus, s'il en est connu d'établie dans un rayon de vingt milles anglais. S'il n'existe pas d'autorité anglaise dans ces limites, le commandant en chef de la station française informera par la plus prochaine occasion le commandant en chef de la station anglaise des déplacements qui auront pu être opérés.

Art. 12. — Aucun enclos ou construction français ne pourra être fait, ni maintenu pour besoins de pêche ou autres, entre le cap Saint-Jean et la pointe Rock, en dehors des limites reconnues par cette convention comme celles du droit des Français sur le rivage. Il sera légal, de la part du Gouvernement britannique ou colonial, de déplacer tout ouvrage en construction élevé en dehors desdites limites par les sujets français, pourvu qu'un avis de l'intention d'effectuer son déplacement ait été donné quinze jours d'avance au croiseur français, ou à toute autre autorité pré-

posée à cet effet par le commandant en chef de la station française, s'il en est connu d'existante dans un rayon de vingt milles anglais. S'il n'y a pas d'autorité française dans ces limites, celui des deux Gouvernements (britannique ou colonial) qui aura opéré ces déplacements, en informera par la plus prochaine occasion le commandant en chef de la station française.

Si cependant, à la date de la présente convention, il existait en dehors du rivage des constructions ou enclos occupés depuis cinq saisons, sans objection de la part du Gouvernement britannique, ils ne pourraient être déplacés sans qu'une indemnité équitable, concertée entre les commandants des stations française et anglaise, ou leurs délégués respectifs, fût accordée aux propriétaires par le Gouvernement britannique.

Art. 13. — Si une construction ou un ouvrage quelconque, anglais ou français, élevé en opposition avec les stipulations de la présente convention, est, à quelque époque que ce soit, resté occupé sans objection de la part du Gouvernement français ou anglais respectivement, pendant une période de cinq saisons, ledit ouvrage ou construction ne pourra être déplacé avant un terme de six mois après notification à l'occupant.

Art. 14. — Le Gouvernement britannique donnera les ordres les plus positifs pour empêcher qu'il ne soit fait aucun dommage aux bateaux et établissements de pêche français pendant l'hiver; et afin de rendre plus facile l'apprehension des délinquants, le Gouvernement français pourra employer à la garde desdits bateaux et établissements, en été ou en hiver, des sujets français ou anglais, à raison de trois au plus par mille de côte. Ces gardiens seront à tous égards soumis à la loi locale de Terre-Neuve.

Art. 15. — Les sujets français auront la faculté de se servir de tels matériaux et instruments qu'ils jugeront convenable pour leurs établissements de pêche sur le rivage réservé dans ce but, comme il a été dit, à leur usage exclusif. Ces établissements et instruments devront être construits et employés uniquement pour sécher, préparer ou manipuler le poisson d'une façon quelconque.

Art. 16. — Le privilège des sujets français de couper des bois pour la réparation de leurs établissements de pêche et navires pêcheurs pourra s'exercer, entre le cap Saint-Jean et la pointe Rock, aussi loin qu'il sera jugé nécessaire, mais pas sur les terrains particuliers sans le consentement de l'occupant.

En ce qui regarde les quatre havres réservés compris entre la pointe Rock et le cap Raye, le même privilège s'exercera sur la grande terre ou ailleurs, dans un rayon de trois milles marins autour de chaque havre. Ce centre sera déterminé par les commissaires ou arbitre, comme il est ailleurs spécifié.

Art. 17. — Les stipulations de la présente convention s'appliqueront aux îles adjacentes aux côtes mentionnées aussi bien qu'aux côtes elles-mêmes, excepté sur les points où il en est disposé autrement. Les îles de Groix et de Belle-Ile du Sud seront considérées comme adjacentes à la côte la plus voisine.

Art. 18. — Afin de régler les divers points laissés par cette convention à la décision des commissaires ou arbitre, et lorsque les lois nécessaires pour rendre la convention effective auront été votées par le Parlement impérial de la Grande-Bretagne et par la législature provinciale de Terre-Neuve, chacun des Gouvernements devra, sur la demande de l'autre, désigner un commissaire pour entrer immédiatement en fonctions.

Dans tous les cas où une divergence d'opinion pourra se produire entre les commissaires, ils désigneront une personne tierce pour prononcer à titre d'arbitre. S'ils ne tombent pas d'accord sur le choix de cette personne, chacun des commissaires en nommera une, et celle des deux que le sort désignera sera l'arbitre. En cas de mort, d'absence ou d'incapacité de l'un des commissaires ou de l'arbitre, ou si l'un d'eux omet, refuse ou cesse d'agir, en sa qualité de commissaire ou d'arbitre, une autre personne sera nommée selon la forme indiquée ci-dessus pour agir en cette qualité, à la place de celui désigné antérieurement.

Dans le but de prévenir des collisions, lesdits commissaires ou arbitre dresseront des règlements pour l'exercice des droits de pêche en concurrence attribués aux parties de cette convention. Ces règlements devront être approuvés par les Gouvernements respectifs et mis en vigueur provisoirement en attendant cette approbation ; mais ils pourront être révisés avec le consentement des deux Gouvernements.

Art. 19. — Toutes les stipulations des traités antérieurs restent en vigueur en ce qui n'est pas annulé ou modifié par la présente convention.

Art. 20. — La présente convention sera mise en pratique aussitôt que les lois nécessaires pour la rendre effective auront été votées par le Parlement impérial de la Grande-Bretagne, et par la législature provinciale de Terre-Neuve ; et Sa Majesté Britannique s'engage, par la présente convention, à user de tous ses efforts, afin de procurer le vote desdites lois en temps convenable pour mettre ladite convention en pratique le 1^{er} janvier 1858, ou auparavant.

Art. 21. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 janvier, l'an de grâce 1857.

F. DE PERSIGNY, CLARENDON, HENRI LABOUCHÈRE.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret réorganisant l'administration du ministère des affaires étrangères.

12 mai 1891 (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882, ainsi conçu :

« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité » ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE PREMIER.

ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Article premier. — L'administration centrale du ministère des affaires étrangères comprend, outre le cabinet du ministre et le protocole, la direction des affaires politiques et des protectorats, la direction des consulats et des affaires commerciales, la division des archives et la division des fonds et de la comptabilité.

Art. 2. — Le cabinet du ministre est organisé par arrêté ministériel. Les personnes qui le composent peuvent être prises en dehors de l'administration centrale. Dans ce cas, ces personnes reçoivent une allocation dont le chiffre est fixé par le ministre dans les limites du crédit inscrit au chapitre 1^{er}. Elles ne peuvent entrer dans le personnel de l'administration centrale que conformément aux règles établies par les articles 9 et suivants du présent règlement.

(1) *Journal officiel* du 13 mai.

Si les fonctionnaires de l'administration centrale sont appelés à faire partie du cabinet du ministre, ils continuent à compter dans l'effectif général et leur emploi antérieur ne peut être occupé que par un intérimaire.

Art. 3. — Le nombre et les attributions des directions, divisions, sous-directions et bureaux dont se composent les différents services sont fixés comme ci-après :

Cabinet du ministre. — Services rattachés. — Bureau des traducteurs et de la presse étrangère : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

Bureau du chiffre : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

Bureau du départ et de l'arrivée des correspondances et des courriers : 1 chef de bureau ;

Service du protocole : 1 chef de division (1), 1 sous-chef de bureau (2) ;

Direction des affaires politiques et des protectorats : 1 directeur ;
Bureau d'ordre et du personnel : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;
Sous-direction du Nord et de l'Extrême-Orient : 1 sous-directeur ;
Sous-direction du Midi et de l'Orient : 1 sous-directeur ;
Service des protectorats : 1 sous-directeur ;
Sous-direction du contentieux : 1 sous-directeur ;

Direction des consulats et des affaires commerciales : 1 directeur ;
Bureau d'ordre et du personnel : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;
Sous-direction des affaires consulaires : 1 sous-directeur ;
Sous-direction des affaires commerciales : 1 sous-directeur ;
Sous-direction des affaires de chancellerie : 1 sous-directeur ;

1^{er} bureau. — Actes de chancellerie. — Affaires d'état-civil. — Successions. — Légalisations : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

2^e bureau. — Commissions rogatoires. — Renseignements. — Demandes de pièces. — Rapatriement : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

Division des archives : 1 chef de division ;

1^{er} bureau. — Service historique et des communications au public : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

2^e bureau. — Service des communications au département et du classement : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

Service géographique. — Bibliothèque ;

Division des fonds et de la comptabilité : 1 chef de division ;

1^{er} bureau. — Correspondance générale, budget, ordonnancement, comptabilité courante et comptes définitifs, pensions et secours. — Service intérieur : 1 chef de bureau et 1 sous-chef ;

(1) Le chef du service du protocole a rang de chef de division.

(2) Le sous-chef du protocole a rang de sous chef de bureau.

2^e bureau. — Service de l'agent comptable des chancelleries, frais de service et voyages : 1 chef de bureau et 1 sous-chef.

Totaux : 2 directeurs, 3 chefs de division, 7 sous-directeurs, 11 chefs de bureau, 11 sous-chefs de bureau.

Art. 4. — Outre les directeurs, chefs de division, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de bureau indiqués ci-dessus, le personnel de l'administration centrale comprend douze rédacteurs, soixante attachés payés, quinze attachés stagiaires et dix expéditionnaires.

Sont, en outre, compris dans le personnel, un géographe et un bibliothécaire ayant le rang de chef ou de sous-chef de bureau, un chef du service intérieur, un typographe et un lithographe.

La répartition de ce personnel dans les sous-directions et dans les bureaux est faite par le ministre, après avis du conseil des directeurs, institué par l'article 8 du présent règlement.

Le nombre maximum des huissiers, concierges et gardiens de bureau est fixé à quarante-cinq.

Art. 5. — Les traitements du personnel de l'administration centrale sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeurs	de 20.000 à 25.000
Chefs de division.....	de 12.000 à 15.000
Sous-directeurs de 1 ^{re} classe.....	14.000
— de 2 ^e classe.....	12.000
— de 3 ^e classe.....	10.000
Rédacteurs et chefs de bureau : Classe exceptionnelle après vingt ans de services.....	10.000
Rédacteurs et chefs de bureau de 1 ^{re} classe (6 au maximum) .	9.000
Rédacteurs et chefs de bureau de 2 ^e classe.....	8.000
Rédacteurs et chefs de bureau de 3 ^e classe (8 au minimum) . .	7.000
Sous-chef de bureau de 1 ^{re} classe (3 au minimum).....	6.000
Sous-chefs de bureau de 2 ^e classe.....	5.500
Sous-chefs de bureau de 3 ^e classe (4 au minimum).....	5.000
Attachés payés	de 2.000 à 4.500
par augmentations successives de 500 francs.	
Attachés stagiaires.....	1.500
Expéditionnaires.....	de 2.000 à 3.800
par augmentations successives de 500 francs.	
Stagiaires expéditionnaires.....	1.500
Chef du service intérieur.....	de 3.500 à 6.000
Typographe et lithographe	de 2.000 à 4.000
Huissiers, concierges, gardiens de bureau.....	de 1.300 à 2.200
gradués par augmentations de 100 francs.	

Art. 6. — Nul fonctionnaire ou employé de l'administration centrale ne peut être rétribué en tout ou en partie, que sur les crédits portés au budget, au chapitre du personnel de l'administration centrale.

La répartition des emplois et les avancements ne peuvent avoir lieu que dans les limites des crédits inscrits audit chapitre et après avis du conseil des directeurs.

Art. 7. — Les directeurs, chefs de division et sous-directeurs sont

nommés, sans conditions d'âge ni de services, par décret du Président de la République.

Tous les autres fonctionnaires et employés sont nommés par arrêté du ministre, dans les conditions prévues aux articles 9 et suivants.

Art. 8. — Il est institué, sous la présidence du ministre ou d'un directeur délégué, un conseil formé des directeurs, des chefs de division, auxquels le ministre peut adjoindre le chef du cabinet.

Indépendamment des attributions qui lui sont données par le présent décret, ce conseil connaît de toutes les affaires que le ministre juge à propos de lui renvoyer.

TITRE II

RECRUTEMENT, AVANCEMENT, DISCIPLINE.

Art. 9. — Nul ne peut entrer dans l'administration centrale du ministère des affaires étrangères s'il n'est Français, âgé de vingt-et-un ans au moins et de trente ans au plus, et s'il n'a satisfait à la loi du recrutement en ce qui touche le service actif en temps de paix.

Art. 10. — Nul ne peut entrer aux deux premières sous-directions et au service des protectorats, à la direction des affaires politiques et aux deux premières sous-directions de la direction des consulats qu'à titre d'attaché stagiaire et à la suite d'un concours dont les conditions sont déterminées par un décret rendu sur la proposition du ministre des affaires étrangères.

Art. 11. — Les nominations aux emplois d'attachés payés dans les autres services et celles d'expéditionnaires sont, sous réserve des droits attribués par la loi aux anciens sous-officiers, soumises aux conditions établies par un arrêté ministériel.

Après une année expirée, les stagiaires expéditionnaires sont l'objet, de la part du chef de service auquel ils sont attachés, d'un rapport sur leur aptitude et leur conduite. Sur le vu de ce rapport, le ministre, après avis du conseil des directeurs, les titularise, s'il y a lieu, dans leur emploi. Les stagiaires expéditionnaires non commissionnés cessent immédiatement leur service.

Les anciens sous-officiers pourvus d'emplois en vertu de la loi sont dispensés du stage ; toutefois, après une année de service, ils sont soumis au même rapport d'appréciation que les stagiaires expéditionnaires, et, comme ceux-ci, ils peuvent être licenciés.

Art. 12. — Les emplois de l'administration centrale ne comportent aucune assimilation avec ceux de la carrière diplomatique et consulaire.

Toutefois les agents des services extérieurs peuvent être détachés dans les fonctions de directeur, chef de division, sous-directeur, chef et sous-chef de cabinet, ainsi que dans les emplois de rédacteur et d'attaché payé à la direction politique, à la direction des consulats et au cabinet du ministre.

Ils conservent leur grade de la carrière extérieure et sont placés temporairement hors cadres.

Art. 13. — Les conseillers d'ambassade ou consuls généraux placés hors cadres et détachés à l'administration centrale ne peuvent être nommés ministres plénipotentiaires s'ils n'ont rempli à l'étranger, pendant deux ans au moins, les fonctions de leur grade ou celles de secrétaire d'ambassade ou de consul de 1^{re} classe.

Les secrétaires ou consuls de 2^e classe placés hors cadres et détachés à l'administration centrale ne peuvent être promus au grade supérieur s'ils n'ont fait à l'étranger un service d'au moins deux années.

Art. 14. — L'avancement a lieu au choix, le conseil des directeurs entendu.

L'avancement de classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure et après une année au moins passée dans la classe inférieure.

Pour passer à un emploi supérieur, il faut avoir trois années au moins d'exercice dans l'emploi immédiatement inférieur.

Les nominations ou promotions de fonctionnaires ou d'employés de l'administration centrale sont rendues publiques, dans le mois qui les suit, selon le mode prescrit par un arrêté ministériel.

Art. 15. — Les peines disciplinaires sont :

1^o La réprimande ;

2^o La retenue de traitement n'excédant pas la moitié de ce traitement ni la durée de deux mois ;

3^o La suspension d'emploi sans traitement pendant deux ans au plus ;

4^o La révocation.

Art. 16. — La réprimande est prononcée par le ministre, le conseil des directeurs entendu, sur la proposition du directeur ou chef du service dont relève l'employé. Mention de cette peine est portée à son dossier.

La retenue, la suspension d'emploi et la révocation sont prononcées par le ministre, après avis du conseil des directeurs, le fonctionnaire entendu par ce conseil dans ses moyens de défense ou dûment appelé à les présenter. Le procès-verbal de la séance ou, s'il y a lieu, la défense écrite du fonctionnaire accompagne le rapport que le conseil des directeurs doit soumettre au ministre.

Les arrêtés de révocation sont motivés et visent l'avis du conseil des directeurs.

Les directeurs, chefs de division et sous-directeurs ne peuvent être révoqués que par décret.

Art. 17. — Les fonctionnaires de l'administration centrale actuellement pourvus, dans les fonctions qu'ils exercent en vertu du présent règlement, de titres ou de traitements supérieurs à ceux qu'il établit pour l'avenir, les conservent transitoirement.

Art. 18. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 19. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 12 mai 1891.

CARNOT.

Par le Président de la République :
Le ministre des affaires étrangères,
A. RIBOT.

**Décret réglant la répartition du personnel diplomatique entre
les ambassades et légations de la République Française**

(12 mai 1891)

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,
Vu le décret en date du 17 janvier 1891,

Décète :

Article premier. — La répartition du personnel diplomatique entre les ambassades et légations de la République française est fixée ainsi qu'il suit :

Berlin (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, quatre secrétaires de 2^e ou de 3^e classe.

Berne (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Constantinople (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, quatre secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Londres (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, trois secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Madrid (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, deux secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Pétersbourg (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, deux secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Rome (Vatican) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, deux secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Rome (Quirinal) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, deux secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Vienne (ambassade) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, deux secrétaires d'ambassade de 2^e ou de 3^e classe.

Athènes (légation) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Belgrade (légation) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Bucarest (légation) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Bruxelles (légation) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Buenos-Ayres (légation) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe ; un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Cettigne (légation) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Copenhague (légation) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Caracas (légation) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

La Haye (légation) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Lisbonne (légation) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Lima (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Mexico (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Munich (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Montevideo (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Pékin (légalion) : un conseiller d'ambassade ou un secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Port-au-Prince (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Rio de Janeiro (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Stockholm (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Santiago (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Tanger (légalion) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe.

Téhéran (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Tokio (légalion) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Tunis (résidence générale) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe.

Washington (légalion) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Luxembourg (légalion) : un secrétaire d'ambassade de 2^e classe.

Le Caire (agence et consulat général) : un conseiller d'ambassade ou secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, un secrétaire d'ambassade de 3^e classe.

Art. 2. — Le cadre normal de chacune des ambassades et légations pourra être temporairement modifié par arrêté ministériel, selon les besoins du service.

Art. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 4. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, au fur et à mesure des vacances dans les postes diplomatiques.

Fait à Paris, le 12 mai 1894.

CARNOT.

Par le Président de la République :
Le ministre des affaires étrangères,
A. RIBOT.

FRANCE

édret relatif au traitement des agents des services extérieurs du ministère des affaires étrangères, mis en disponibilité pour cause de suppression d'emploi.

20 juillet 1891 (1).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décète :

Article premier. — Les agents des services extérieurs et les fonctionnaires assimilés du ministère des affaires étrangères, mis en disponibilité pour cause de suppression d'emploi, peuvent, quelle que soit la durée de leurs services, recevoir un traitement qui n'excèdera pas la moitié du traitement d'activité de leur grade si ce traitement est inférieur à 10,000 francs, ni le tiers s'il est égal ou supérieur à ce chiffre. La durée de ce traitement sera au maximum de cinq années.

Art. 2. — Pour le calcul du traitement de disponibilité, les consuls généraux, consuls de 1^{re} et 2^e classe et consuls suppléants sont assimilés respectivement aux conseillers d'ambassade et secrétaires de 1^{re}, 2^e et 3^e classe.

Les vice-consuls, chanceliers, drogman et interprètes de 1^{re} classe sont assimilés aux secrétaires d'ambassade de 2^e classe.

Les autres agents du service consulaire sont assimilés aux secrétaires d'ambassade de 3^e classe.

Art. 3. — Le temps passé en disponibilité pour cause de suppression d'emploi compte pour la retraite et pour l'ancienneté.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 juillet 1891.

CARNOT.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Décret sur le recrutement de la force publique.

30 juillet 1891.

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, à tous présents et à venir, Salut :

Considérant qu'il importe d'organiser dans le territoire de l'Etat le recrutement d'une armée nationale ;

Sur la proposition de notre Conseil des Administrateurs généraux et de l'avis de notre Conseil supérieur,

Nous avons décrété et décrétons :

(1) *Journal officiel* du 14 août 1891.

Article premier. — Le recrutement de l'armée régulière a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles. Le contingent à recruter est déterminé par Nous.

Art. 2. — Le Gouverneur général ordonne les levées annuelles destinées à compléter les cadres dans les limites du contingent fixé par Nous.

Art. 3. — Le Gouverneur général détermine annuellement les districts où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacun ; il désigne également dans chaque district les localités où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacune.

Art. 4. — Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le Commissaire du district de commun accord avec le chef indigène. Elle a lieu autant que possible par voie de tirage au sort.

Art. 5. — Nul ne peut être incorporé avant l'âge de quatorze ans révolus, ni après l'âge de trente ans accomplis.

Art. 6. — La durée du service actif est de cinq ans. A l'expiration de ce terme, les hommes font pendant deux ans partie du cadre de la réserve.

Art. 7. — Tout homme incorporé dans l'armée régulière est immatriculé dans les contrôles de la force publique. Il lui est délivré un livret du modèle arrêté par les règlements sur les services et la comptabilité de la force publique.

Art. 8. — Tout homme incorporé en vertu des articles 2, 3, 4, du présent décret est entretenu et équipé aux frais de l'Etat.

Il touche une solde journalière de vingt et un centimes ; le tiers de cette somme peut lui être retenu pour lui être bonifié à l'expiration de son terme de service.

Art. 9. — Les autorités sont tenues de protéger les hommes qui ont été incorporés, contre toute atteinte qui serait portée ultérieurement à leur liberté individuelle.

Art. 10. — Il est strictement interdit aux autorités de garder sous les drapeaux des hommes qui ne sont plus portés sur les contrôles prévus à l'article 7, ou dont le terme de service est expiré, sauf dans le cas de rengagement volontaire.

Toute infraction de cette nature sera punie de 25 à 500 francs d'amende et de huit jours à six mois de servitude pénale ou d'une de ces peines seulement.

Art. 11. — Notre Administrateur général du Département de l'Intérieur est chargé de régler tout ce qui a trait à l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Ostende, le 30 juillet 1891.

LÉOPOLD.

SUISSE

Circulaire adressée aux Etats ne faisant pas partie de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

12 mai 1891.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 7 août dernier, le Comité exécutif de l'Association litté-

raire et artistique internationale nous a demandé de vouloir bien faire une démarche auprès des Etats qui jusqu'à présent sont restés en dehors de l'*Union internationale littéraire et artistique*, afin de les engager à entrer dans ladite Union et adhérer à la Convention de Berne du 9 septembre 1886, qui l'a créée et qui, jusqu'à présent, a reçu l'approbation de onze Etats.

L'Association base cette demande sur le fait qu'il se produit actuellement un mouvement général en faveur de la reconnaissance de la propriété intellectuelle sur le terrain international, mouvement qui se traduit dans un certain nombre de pays par l'élaboration de nouvelles lois sur la matière.

Nous avons cru devoir adhérer au désir de l'Association littéraire et artistique internationale en le communiquant à tous les Etats qui ne font pas partie de l'Union et en y joignant ses vœux pour que la reconnaissance des droits résultant du travail de l'esprit prenne toujours une place plus grande dans l'ensemble du monde civilisé.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, il n'est point inutile de lui faire observer qu'aux termes de la Convention sus-mentionnée, une Conférence des Etats unionistes aura lieu prochainement à Paris — en 1892 ou 1893 — pour examiner quels sont les perfectionnements qui peuvent être apportés à l'Union. Les Etats qui ont l'intention d'entrer dans cette Union ne trouveront certainement pas indifférent pour eux de le faire plutôt avant qu'après ladite Conférence, puisqu'ils pourront ainsi prendre part aux résolutions qui feront règle pour l'avenir.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre plus haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
WELTI.

SUISSE

Rapport présenté à l'assemblée fédérale par le conseil fédéral sur sa gestion en 1890.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PREMIÈRE DIVISION. — DIVISION POLITIQUE.

I. Relations avec l'étranger. — En 1890, les relations de la Suisse avec l'étranger n'ont été troublées par aucun incident. Les gouvernements avec lesquels nous entretenons des rapports internationaux nous ont donné de précieux témoignages de leurs sentiments d'estime, de confiance et d'amitié. De nouveau, le choix des puissances contractantes a désigné notre pays comme siège d'une union internationale, celle de la convention sur le transport des marchandises par chemins de fer. Nous avons de même été choisis comme arbitres des contestations qui pourraient surgir entre deux Etats à propos de la délimitation de leurs territoires africains et chargés de constituer parmi les juristes suisses un tribunal arbitral pour trancher un différend important entre d'autres puissances.

Il nous est permis de considérer ces faits comme un hommage rendu à la neutralité de la Suisse et d'en induire que notre pays jouit d'une réelle considération parmi les nations. Aussi ne devons-nous rien négliger pour conserver intacte la réputation de peuple sage et tranquille que nous a valu le libre et régulier développement de nos institutions républicaines. A ce point de vue, nous avons le regret de constater que les événements dont un de nos cantons a été le théâtre n'ont pas passé inaperçus à l'étranger et qu'ils ont contribué à ébranler la confiance que l'on avait toujours-témoignée à la sagesse de nos populations.

A. Traités conclus ou ratifiés. — a. Sur l'initiative du gouvernement impérial, des pourparlers en vue de la conclusion d'un nouveau traité d'établissement avec l'Allemagne s'ouvrirent à Berlin dès le commencement de l'année. Après la retraite du prince de Bismarck, l'échange de vues devint plus actif et le gouvernement allemand manifesta clairement son désir de ne pas laisser l'ancien traité arriver à son échéance sans qu'il fût remplacé par de nouvelles stipulations.

Nous ne pûmes réserver à ces ouvertures qu'un accueil sympathique, mais nous fîmes aussi connaître, qu'à notre avis, les négociations officielles devaient avoir lieu à Berne. L'Allemagne ayant adhéré sans difficulté à cette manière de voir, les négociations s'ouvrirent immédiatement et aboutirent en peu de jours à un heureux résultat. Le 31 mai, le traité fut signé à Berne par les plénipotentiaires des deux puissances, pour la Suisse par le chef de notre département des affaires étrangères, M. le conseiller fédéral Droz, pour l'empire d'Allemagne, par son ministre à Berne, M. le baron de Bülow. Les 24 et 26 juin, les chambres fédérales approuvèrent le nouveau traité et, le 16 du même mois, le Reichstag de l'Empire l'adopta à l'unanimité en troisième lecture. L'échange des ratifications eut lieu à Berne le 3 juillet.

b. Le 4 janvier, furent échangées à Bruxelles les ratifications du traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu le 16 novembre 1889 entre la Suisse et l'état indépendant du Congo.

c. Comme les années précédentes, la division politique a collaboré à tous les traités et conventions d'ordre international conclus ou ratifiés dans le courant de l'année dernière et qui figurent aux rapports de gestion d'autres départements. Nous croyons inutile de les énumérer ici.

B. Déclarations, dénonciations et modifications de conventions existantes, adhésions, etc. — a. Nous avons adhéré à une modification introduite par la 9^{me} conférence générale de l'association géodésique internationale à l'article 5 de la convention d'octobre 1886, élevant le nombre des membres de la commission permanente de cette association.

b. Une conférence composée des délégués de tous les états faisant partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle s'est réunie à Madrid au printemps dernier. Le résultat des travaux de cette conférence administrative, qui a adopté divers projets destinés soit à compléter sur quelques points la convention internationale conclue à Paris le 20 mars 1883, soit à former la base d'unions restreintes entre certains des états

contractants, se trouve consigné dans un protocole portant la date du 14 avril 1890. D'après cet acte, les gouvernements intéressés devaient faire connaître dans un délai de six mois s'ils donnaient leur adhésion aux projets arrêtés par leurs délégués, et, en cas d'affirmative, ces projets devaient être transformés en arrangements diplomatiques. Par suite de différentes circonstances, le délai d'adhésion a dû être prorogé.

Nous relevons parmi les travaux de la conférence de Madrid : un projet d'arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises et un projet d'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

Nous aurons à revenir sur ces affaires dans notre prochain rapport de gestion.

c. La République dominicaine, qui avait cessé de faire partie de l'Union pour la protection de la propriété industrielle depuis le 15 mars 1889, nous a fait connaître, par note du 11 juillet, qu'elle avait décidé d'adhérer de nouveau à la convention du 20 mars 1883 instituant cette union. Nous avons informé les puissances intéressées de cette communication.

C. Traités projetés. — a. La légation d'Italie à Berne nous a transmis une proposition de son gouvernement ayant pour but la communication réciproque de certains renseignements fournis par les recensements de la population.

Nous avons répondu à ces ouvertures en exposant dans quelle mesure et de quelle manière nous pourrions leur donner suite.

b. Conformément à un désir exprimé, en 1889, au sein des chambres fédérales, nous nous sommes occupés de la conclusion d'un traité d'amitié, d'établissement et de commerce avec la Suède-Norvège. Notre ministre à Berlin a été chargé de se mettre en rapport dans cette intention avec son collègue suédois.

c. Nous avons proposé au gouvernement du Chili de choisir Berne comme siège des négociations en vue d'un traité d'extradition. Ces ouvertures ont rencontré un accueil favorable.

d. En 1883, nous chargeâmes notre ministre à Washington de proposer au gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord de lier avec la Suisse un traité permanent d'arbitrage.

Avant d'introduire cette démarche, nous nous étions assurés qu'elle serait bien accueillie. Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, alors M. Frelinghuysen, avait été jusqu'à dire à notre ministre, qu'à son avis, la Suisse et les Etats-Unis étaient les pays les mieux placés pour donner l'exemple d'un pareil traité.

Néanmoins les négociations n'aboutirent à aucun résultat. M. Frelinghuysen mourut sans avoir pu réaliser ses intentions. Son successeur, M. Bayard, ne manifesta pas des dispositions aussi favorables à notre projet. Quant au secrétaire d'Etat actuel, M. Blaine, il a cherché avant tout à établir des liens plus étroits entre les différentes républiques du Nouveau-Monde et à leur faire admettre, en particulier, le principe de l'arbitrage international pour trancher les difficultés qui pourraient surgir entre elles.

Une conférence internationale américaine, convoquée à Washington par M. le président Harrison, adopta en avril dernier un projet de traité permanent d'arbitrage, dont l'article XIX porte ce qui suit :

« Le traité sera ratifié par les nations qui lui donneront leur approbation conformément aux prescriptions de leurs constitutions respectives. Les ratifications seront échangées dans la ville de Washington avant le 1^{er} mai 1891.

« Toute autre nation peut adhérer et devenir partie au traité en signant un exemplaire qui restera déposé aux mains du gouvernement des États-Unis, lequel devra notifier le fait aux autres parties contractantes. »

Outre cette stipulation qui ouvre le traité aux États-européens, la conférence internationale américaine formula le vœu « que les différends avec l'Europe puissent être résolus amicalement de la même manière » et elle recommanda aux gouvernements américains de communiquer ce vœu à toutes les puissances amies.

En exécution de ces décisions et par ordre de son gouvernement, M. le ministre des États-Unis d'Amérique à Berne nous transmit, le 17 décembre dernier, une copie du projet de traité d'arbitrage. Il nous fit savoir en même temps que M. le président Harrison espérait que nous réserverions un accueil favorable à sa communication, dont le dernier objectif était de faire adopter la clause de l'arbitrage international par tous les peuples du globe.

Nous aurons à revenir sur cette affaire dans notre prochain rapport de gestion.

D. Cas spéciaux. — a. La conférence internationale pour la protection du travail s'est ouverte à Berlin le 15 mars. Nous ne reviendrons pas sur cet événement qui a fait l'objet d'un rapport spécial à l'assemblée fédérale (1).

b. Nous vous disions dans notre précédent rapport de gestion que nous nous occupions activement de la répartition entre les intéressés des sommes perçues et à percevoir sur les créances des anciens régiments suisses au service de la couronne d'Espagne. Notre consul général à Madrid, M. Lardet, chargé de poursuivre devant la direction de la dette espagnole le recouvrement des créances litigieuses, désespérant d'aboutir par la seule voie de la procédure administrative, vu les difficultés insurmontables auxquelles il se heurtait, sollicita notre appui diplomatique. Persuadés que nous ne devions négliger l'emploi d'aucun des moyens qui nous étaient recommandés par notre mandataire, nous n'hésitâmes pas à répondre à ce désir; dans une note, datée du 27 mai, adressée au ministre des affaires étrangères d'Espagne, nous insistâmes vivement sur la haute convenance qu'il y aurait à faire droit à des réclamations déjà anciennes et d'autant plus dignes d'intérêt qu'elles étaient liées aux glorieux souvenirs de la guerre de l'Indépendance.

M. le liquidateur Repond nous a communiqué, le 2 avril, son rapport sur la question de la répartition des sommes recouvrées, avec un plan de liquidation. Par arrêté du 2 juin, nous en avons adopté les conclusions et invité les ayants droit à transmettre au liquidateur leurs réclamations dans

(1) Voir *Archives*, 1890, IV, p. 36.

le délai de six mois. Cet arrêté a fait l'objet de publications spéciales en Espagne. M. le consul général Lardet et notre consul à Barcelone ont été chargés de recueillir les prétentions des créanciers domiciliés dans ce pays.

Depuis lors, le liquidateur poursuit activement sa tâche laborieuse, et nous avons tout lieu de croire que, dans notre prochain rapport de gestion, nous pourrons vous rendre un compte définitif de cette répartition.

c. Nous vous avons déjà plusieurs fois fait mention de l'état d'insécurité dans lequel se trouvent nos colons au Chili. Nous sommes heureux de constater aujourd'hui que le gouvernement chilien paraît faire de sérieux efforts pour y porter remède et réprimer le brigandage. Les deux meurtriers de Christian Hilty, d'Oberonz, condamnés à mort, ont été exécutés au commencement d'avril (voir notre précédent rapport de gestion). Quant aux assassins de la famille Bridevaux, l'un a été tué dans une tentative d'évasion, les autres condamnés à des peines variant entre 15 et 20 ans de réclusion.

Notre vice-consul à Valparaiso nous a pourtant signalé le 25 juillet un nouveau meurtre dont la victime serait un jeune homme de la Suisse française ; mais les détails manquent sur cet événement.

Dans les colonies du Sud, il reste encore beaucoup à faire au point de vue de la sécurité des personnes ; les attaques à main armée y sont malheureusement toujours fréquentes et demeurent trop souvent impunies. La police et la troupe étant insuffisantes, l'inspection générale des colonies a distribué des armes aux colons. Le défaut d'écoles se fait aussi vivement sentir dans plusieurs concessions et il en est de même des services religieux, malgré le dévouement à toute épreuve de M. le pasteur Leutwyler. Mais il n'en reste pas moins acquis qu'il y a du mieux. L'ouverture du chemin de fer de Collipuli à Victoria a apporté de réels avantages à la colonie de ce département et l'achèvement des voies ferrées qui relient le sud et le nord du Chili améliorera dans une mesure sensible la situation de nos colons.

Nous devons aussi relever les services que rend le vice-consul à Traiguén, autour duquel nos compatriotes se resserrent de plus en plus. Espérons qu'ils ne souffriront pas trop des événements insurrectionnels qui viennent d'éclater.

d. Nous vous disions, l'an dernier, que nous n'avions pas encore pris de décision définitive au sujet de la reconnaissance de la République des Etats-Unis du Brésil et que nous avions seulement autorisé notre consul général à Rio-de-Janeiro à maintenir ses relations avec le gouvernement provisoire. Depuis lors, le nouveau régime s'étant manifestement constitué sur une assiette solide et présentant toutes les garanties de durée désirables, nous n'avons pas hésité à le reconnaître. Par note du 26 septembre, le consul général du Brésil à Genève a été informé de cette décision.

e. Le conseil d'Etat de Genève nous a soumis une lettre dans laquelle le comité international de la Croix-Rouge lui demandait de prendre des mesures de police contre l'usage abusif de son emblème dans un but de réclame commerciale.

La question n'était pas nouvelle ; déjà en 1883 (voir rapport de gestion de 1885, page 3), nous avions repoussé une semblable requête présentée

par le président de ce comité. Nous n'avons pas modifié notre manière de voir et répondu que ni les stipulations de la convention de Genève du 24 août 1864 sur le sort des militaires blessés des armées en campagne, laquelle vise uniquement l'état de guerre, ni la législation fédérale ne pourraient autoriser la prohibition, en temps de paix, de l'usage de la Croix-Rouge comme marque de commerce ou de fabrique.

f. La commune française de Fournet-Blancheroche (Doubs) ayant sollicité l'autorisation de construire un pont sur le Doubs entre La Rasse (France) et La Chaux-de-Fonds, l'ambassade de France nous a demandé si nous étions d'accord avec ce projet et si nous consentirions à nommer, conjointement avec son gouvernement, une commission technique internationale pour en discuter les modalités.

Après avoir recueilli l'avis des départements immédiatement intéressés, nous avons répondu que nous étions prêts à correspondre au désir du gouvernement français.

g. Cette année encore, nous avons été sollicités à plusieurs reprises d'intervenir en faveur de jeunes Suisses engagés dans la légion étrangère. Vous savez que nous ne pouvons, en général, donner à ces demandes la suite désirée. Dans trois cas cependant, les circonstances nous paraissant particulièrement favorables, nous avons cru devoir dévier de cette pratique rigoureuse, et dans les trois cas notre intervention a été couronnée de succès.

h. L'interprétation de la convention italo-suisse de 1875 sur l'assistance gratuite des malades indigents a fait l'objet d'une réclamation de la part de la légation d'Italie. L'administration de l'hôpital de l'Île à Berne, estimant que la convention ne s'appliquait qu'aux cas graves où le malade ne peut être transporté, avait refusé de recevoir un sujet italien dont l'état lui paraissait peu inquiétant. Nous répondîmes que l'hôpital de l'Île, étant une société privée, ne pouvait être contraint d'accepter les malades étrangers, mais, qu'à notre avis, la théorie admise par notre administration était contraire à l'esprit et à la lettre de la convention, d'après laquelle un pauvre Italien malade doit être assisté et soigné en Suisse dès le début de sa maladie, la question de son rapatriement demeurant réservée. Nous invitâmes la légation royale à s'adresser, dans des cas semblables, aux autorités locales, qui se chargeraient de faire admettre le malade dans un hôpital.

i. Plusieurs de nos nationaux, tombés sous le coup de la nouvelle loi française du 26 juin 1889 sur la nationalité et naturalisés français par le seul fait de la naissance de leur père et de leur propre naissance sur sol français, nous ont sollicités d'intervenir en leur faveur auprès du gouvernement de la République.

Il ne nous a pas été possible de déférer à leur demande, la loi incriminée dont le but avoué est l'assimilation forcée des étrangers domiciliés en France, ne contenant, malgré ses rigueurs qu'il est permis de trouver excessives, rien de contraire aux traités.

j. Comme les années précédentes, nous avons eu à nous occuper, sous

la rubrique protection des intérêts suisses à l'étranger, d'une quantité d'affaires d'importance secondaire, dont le détail serait trop long. Dans tous les cas où nous pouvions espérer que notre intervention serait utile à nos nationaux, nous la leur avons accordée, qu'il s'agit de questions de rapatriements, de passeports, de liquidations de successions, d'informations de toute espèce ou même de simples recommandations.

k. Les opérations d'abornement sur la frontière entre la Suisse et l'Alsace-Lorraine ont continué durant toute cette année. Correspondant au désir exprimé par la légation d'Allemagne, nous avons consenti à ce que l'on fit abattre, sur une largeur d'environ deux mètres, les bois et haies traversés par la ligne frontière pour rendre celle-ci parfaitement visible et empêcher toute méprise à cet égard. Différents rapports nous sont déjà parvenus sur ces opérations qui suivent leur cours d'une manière régulière et satisfaisante. Nous reviendrons plus en détail sur cette affaire dans notre prochain rapport de gestion.

l. Délimitation de la frontière franco-suisse entre le canton du Valais et le département de la Haute-Savoie. En juillet, les délégués des deux Etats, MM. Held et Brochin, se rendirent de nouveau sur les lieux pour terminer les plans et levés interrompus par l'arrivée de l'hiver, en 1889. Ils y exécutèrent aussi les opérations nécessitées par les modifications apportées soit au tracé, soit aux emplacements des bornes ensuite de l'examen du procès-verbal de Bâle (voir notre dernier rapport de gestion), et firent une révision complète du piquetage. Puis ils rédigèrent, conformément à leurs instructions, un projet de description détaillée de toute la ligne frontière et arrêterent enfin leurs propositions définitives.

Messieurs les délégués réussirent, cette fois, à se mettre d'accord sur tous les points, sauf un, d'importance accessoire, au sujet duquel l'entente interviendra sûrement à bref délai entre les gouvernements intéressés. Nous pouvons donc vous donner l'assurance que l'opération de bornage sur le terrain aura lieu cet été et que cette importante question de la délimitation de notre frontière entre le Valais et la Savoie trouvera sa solution cette année encore.

m. Par note du 6 juillet, l'ambassade de France à Berne nous donna connaissance d'une violation de frontière qui aurait été commise à Cra-sier par un gendarme vaudois, à l'occasion de l'arrestation d'un vagabond nommé Meyraud.

L'enquête faite par le gouvernement vaudois établit que l'incident s'était passé, en réalité, sur sol suisse et qu'à ce point de vue la conduite du gendarme n'était pas répréhensible. Ce dernier fut toutefois puni de huit jours d'arrêts pour les mauvais traitements auxquels il s'était livré sur la personne de Meyraud.

n. Le 7 octobre, au matin, des soldats allemands en armes, venant de Leopoldshöhe sous la conduite d'un lieutenant et se rendant à la gare badoise de Bâle pour y prendre le train de Donaueschingen, passèrent sur territoire suisse, traversèrent plusieurs rues de Bâle et stationnèrent aux environs de la gare pendant une heure et demie en attendant le départ de leur train.

Immédiatement avertis par les autorités bâloises, nous chargeâmes notre ministre à Berlin de signaler ces faits au gouvernement allemand.

Le gouvernement impérial, après enquête, infligea une punition au lieutenant coupable d'avoir outrepassé ses instructions, et nous donna l'assurance que les mesures étaient prises pour empêcher le retour de semblables incidents.

Dans ces circonstances, nous considérâmes l'affaire comme terminée.

o. Le 19 août, des douaniers italiens, sous la conduite d'un brigadier, pénétrèrent sur territoire suisse à Arzo, y séquestrèrent différents objets qu'une femme Pagani avait déposés dans un pré, poursuivirent, mais vainement, cette personne elle-même et opérèrent leur retraite à travers le ruisseau qui forme la frontière, en emportant leur butin.

p. Le 25 août, quatre gardes-frontière italiens, poursuivant sept contrebandiers qui se reposaient sur territoire suisse à 300 mètres environ de la frontière, près d'Arogno (Vaile Mara), tirèrent sur eux plusieurs coups de fusil et réussirent à capturer le nommé Steffanoni, de Brescia, qu'ils emmenèrent au bureau de Lanzo, ainsi que trois charges de marchandises abandonnées sur le terrain par les fuyards.

q. Le 22 septembre, deux gardes et un brigadier italiens s'étant déjà avancés sur territoire suisse près de Fornasette d'environ 50 mètres venaient de saisir un sujet italien qui leur avait échappé pendant son transfert aux prisons de Luino, quand un de nos gardes, le brigadier Medici, accourut, les somma de lâcher leur prisonnier et de repasser immédiatement la frontière, ce qu'ils firent sans opposer de résistance.

r. Le gouvernement du Tessin nous a communiqué encore une ou deux violations de frontière d'une importance moindre, dans les détails desquelles nous jugeons inutile d'entrer.

Par dépêche du 10 novembre, nous adressâmes à notre ministre à Rome les dossiers de ces différentes affaires, en le chargeant de réclamer énergiquement auprès du gouvernement italien contre les procédés des douaniers royaux. Tous ces incidents de violations de frontière ne présentent, pris séparément, qu'une gravité fort restreinte, c'est vrai ; mais, pris dans leur ensemble, leur gravité s'accroît singulièrement, et nous n'avons pas caché au gouvernement italien que s'il n'était pas apporté un remède efficace à cet état de choses, nous devrions songer aux moyens d'empêcher par nous-mêmes que l'on ne viole systématiquement notre territoire.

M. Bavier introduisit aussitôt les démarches les plus pressantes auprès de M. Crispi, insistant vivement pour que les agents coupables fussent punis et que des mesures énergiques fussent enfin prises afin d'empêcher la répétition de faits aussi regrettables.

Nous avons tout lieu de croire que les autorités italiennes ne resteront pas sourdes aux représentations de notre ministre, M. Crispi lui ayant donné l'assurance que les différentes enquêtes se poursuivraient de la façon la plus impartiale et qu'une punition exemplaire ne manquerait pas d'être infligée aux coupables.

s. Nous n'avons aucune nouvelle communication à vous faire relativement aux violations de frontière commises près de Morcote, sur le lac de Lugano et à Ponte-Tresa. Ces affaires sont restées en l'état.

NATURALISATIONS

La division politique a eu à s'occuper, en 1890, de 883 requêtes en autorisation d'acquérir la nationalité suisse (895 en 1889), dont 262 remontent aux précédents exercices.

De ces 883 requêtes,

597 ont été agréées (593 en 1889);

30 ont été rejetées, ne satisfaisant pas aux conditions de la loi (24 en 1889);

12 ont été retirées par les requérants;

244 étaient encore en instance le 31 décembre;

883 en total.

Une autorisation de naturalisation que nous avons délivrée sur la foi d'un certificat de domicile, qui s'est vérifié contenir de fausses déclarations, a été annulée.

Nous avons, en outre, traité 86 cas d'une portée générale concernant des questions de naturalisation.

Malgré nos circulaires (F. féd. 1884, I. 512) et nos invitations réitérées, certaines communes et autorités de police continuent à délivrer aux candidats en naturalisation des certificats de domicile de complaisance. Ce mode de faire, profondément immoral en lui-même, est d'autant plus regrettable qu'il facilite l'acquisition de notre droit de cité, par des motifs de pure spéculation, à des individus qui n'ont aucune attache en Suisse. Vis-à-vis de nous, il constitue un véritable abus de confiance, contre lequel il ne nous est pas possible de nous prémunir, puisque nous ne possédons aucun organe de contrôle. Si cet état de choses persiste, nous aurons à rechercher le moyen d'y porter remède. Sans doute, nous devons faciliter l'assimilation avec nos populations des étrangers qui ont pris racine chez nous, et nous le faisons aussi dans la mesure du possible; mais, avant tout, il faut que la loi soit respectée. Nous n'avons que faire de nouveaux citoyens qui ignorent notre pays et ne sollicitent notre indigénat que pour en bénéficier à l'étranger, ce qui entraîne fréquemment pour nous les plus graves inconvénients.

A l'occasion d'un recours, nous avons interprété l'article 4.3, de la loi du 3 juillet 1876 sur la naturalisation dans ce sens, que notre autorisation est périmée s'il n'en est pas fait usage « utile », c'est-à-dire suivi d'effet, dans le délai de deux ans à partir du jour où elle a été accordée. Cette décision est évidemment conforme aux intentions du législateur, qui n'a pas voulu attribuer à notre autorisation une durée illimitée, ce qui serait le cas si l'on admettait qu'il suffit au candidat en naturalisation d'en avoir fait un usage quelconque, dans le délai de deux ans, pour empêcher la prescription.

Nous avons reconnu, à l'occasion du même recours, que la décision d'une assemblée communale d'accorder l'agrégation à un étranger, bien que

précédant notre autorisation, n'était pas entachée de nullité dès l'instant qu'elle n'avait qu'un caractère promissoire et conditionnel.

De même qu'en 1889, la plupart des requérants étaient sujets allemands. Des 883 requêtes mentionnées ci-dessus, 561 concernent des Allemands et 169 des Français. Puis viennent les Italiens (60), les Autrichiens (48), les Russes (15), les Américains (6), les Belges (4), les Anglais (2), un Espagnol, un Portugais, un Roumain, un Danois, un Norvégien, un Hollandais et un Chinois.

Dans 10 cas, la nationalité des candidats en naturalisation n'a pu être établie d'une façon absolument certaine.

124 requérants étaient mineurs, 346 célibataires (les mineurs y compris), 420 étaient mariés, 81 veufs ou veuves et 7 divorcés. Dans 29 cas, l'état civil n'a pu être constaté.

Dans les 883 requêtes étaient compris 1214 enfants, dont 720 garçons et 494 filles.

Le nombre total des candidats en naturalisation a donc été en 1890, y compris les femmes mariées, de 2,517 (2722 en 1889).

Les 597 autorisations de naturalisation accordées en 1890, se répartissent entre 403 Allemands, 112 Français, 32 Italiens, 26 Autrichiens, 11 Russes, 4 Américains, 3 Belges, 2 Anglais, un Danois, un Roumain, un Hollandais et un Chinois.

Dans ces 597 autorisations étaient compris 1016 enfants, dont 588 garçons et 428 filles.

Le nombre total des personnes auxquelles nous avons accordé l'autorisation, y compris les femmes mariées, a donc été de 1943 pour l'exercice écoulé (2044 en 1889).

Quant aux certificats de domicile délivrés aux candidats en naturalisation qui ont obtenu l'autorisation, ils se répartissent comme suit entre les cantons :

Zurich, 128 ; Bâle-Ville, 115 ; Genève, 95 ; Neuchâtel, 48 ; Berne, 41 ; Saint-Gall, 30 ; Vaud, 25 ; Thurgovie, 23 ; Argovie, 18 ; Tessin, 18 ; Lucerne, 11 ; Bâle-Campagne, 11 ; Soleure, 9 ; Schaffhouse, 7 ; Fribourg, 5 ; Grisons, 5 ; Appenzell-R. ext., 3 ; Schwyz, 2 ; Glaris, 1 ; Zoug, 1 ; Appenzell-Rh. int., 1 ; Valais, 1.

Seuls, Uri et les deux Unterwalden ne figurent pas sur cette liste.

Désireux de faciliter la naturalisation des étrangers dans la limite de nos attributions, nous avons révisé notre règlement d'exécution pour la loi du 3 juillet 1876. Les conditions et formalités à remplir afin d'obtenir l'autorisation de naturalisation ont été sensiblement allégées, notamment en faveur des étrangers qui tiennent à la Suisse par un lien quelconque (F. féd. 1891, I. 25). Quels que soient les rapports de droit public ou privé qui rattachent les requérants à leur pays d'origine, l'autorisation pourra être accordée dans les cas suivants :

1° Aux enfants d'étrangers nés sur territoire suisse et y ayant toujours résidé ;

2° Aux personnes issues du mariage d'une Suisseuse avec un étranger ;

3° Aux étrangers qui ont épousé une Suisseuse ;

4° Aux étrangers revêtus en Suisse de fonctions publiques ;

5° Aux étrangers qui ont quitté leur pays pour venir habiter la Suisse

avant d'être portés sur les contrôles du recrutement de leur pays d'origine ;

6° Aux étrangers qui ont dépassé l'âge du service militaire actif dans leur pays d'origine ;

S'il le juge nécessaire, notre Département des Affaires étrangères exigera des candidats en naturalisation qu'ils prennent l'engagement de supporter seuls les conséquences de leur naturalisation en Suisse, au point de vue de leurs rapports avec leur pays d'origine. De cette manière, la Confédération sera garantie contre toute éventualité fâcheuse.

Nous avons enfin fait appel au bienveillant concours des cantons dans le but d'établir une statistique complète et précise des étrangers naturalisés suisses (F. féd. 1890, III, 1175). Bien qu'on ait généralement répondu avec empressement à notre invitation, nous ne sommes pas encore en possession des données nécessaires pour dresser notre tableau des naturalisations opérées l'année dernière.

OPTIONS

Les déclarations d'option pour la nationalité suisse, en conformité de la convention conclue le 23 juillet 1879 entre la Suisse et la France dans le but de régler la nationalité et le service militaire des enfants de Français naturalisés Suisses, et les avis d'intention d'option qui les précèdent, accusent, pour l'année écoulée, un chiffre de 109 déclarations (70 en 1889) et 88 avis (58 en 1889). Il a été fait une seule déclaration d'option pour la nationalité française en 1890 (aucune en 1889).

Dans plusieurs cas, nous avons dû, avant de transmettre ces documents à l'ambassade de France, les retourner, pour les faire rectifier, aux gouvernements cantonaux par l'entremise desquels nous les avons reçus.

Il est arrivé de même, à plusieurs reprises, que l'ambassade de France a refusé d'accepter des déclarations, parce que les parents des optants, Alsaciens d'origine, ayant négligé d'opter, en 1872, pour la France, avaient acquis aux termes du traité de Francfort, la nationalité allemande.

L'ambassade de France nous a fait savoir que les listes de recrutement étant closes en France le 1^{er} novembre, elle ne pouvait, par suite de ce fait, éviter aux jeunes gens qui ont l'intention d'opter définitivement pour la Suisse, l'inconvénient d'être portés sur ces listes que si leurs avis d'intention d'option lui étaient transmis chaque année avant cette date. Nous avons porté cette communication à la connaissance des cantons (F. féd. 1890, III, 349) en leur recommandant d'inviter les intéressés à nous faire parvenir, avant le 20 octobre de chaque année, leurs avis d'intention d'option, en deux doubles originaux, dont l'un destiné à l'ambassade de France, et l'autre à la préfecture française sur les listes de recrutement de laquelle ils seraient appelés à figurer.

Fréquemment nous avons dû entrer en correspondance avec l'ambassade de France pour régulariser la position de fils de Français naturalisés Suisses, qui, bien qu'ayant opté en temps utile pour la nationalité suisse, avaient néanmoins reçu des citations à comparaître devant le conseil de révision de leur pays d'origine.

RENONCIATION A LA NATIONALITÉ SUISSE

Nous avons eu à nous occuper, pendant l'exercice écoulé, de 11 cas de

renonciation à la nationalité suisse (7 en 1889), dont 7 ont été liquidés et 4 reportés sur 1891.

DEUXIÈME DIVISION. — COMMERCE.

I. Traités de commerce. — Les traités de commerce ont, pendant cette année, exigé toute notre attention. Plus on avance, plus cette branche de notre activité devient importante et difficile. Tandis qu'auparavant les nations avec lesquelles la Suisse entretient des relations commerciales pretaient volontiers la main à la conclusion de traités donnant une base juridique sûre à l'échange international des marchandises, qu'elles les considéraient comme étant dans leur propre intérêt, une transformation s'est maintenant produite en défaveur de tels traités. Il y a des Etats qui cherchent, par des droits élevés et des mesures administratives, à entraver le plus possible l'importation d'autres Etats, alors que, d'autre part, ils désirent que leurs propres produits trouvent à l'étranger de faciles débouchés. La Suisse a déjà grandement souffert de cette politique douanière. Nous nous efforçons sans relâche d'obtenir et d'assurer, par des traités, de nouveaux débouchés à nos industries et à notre commerce d'exportation. Simultanément, la division du commerce du Département des Affaires étrangères étudie continuellement la position à prendre vis-à-vis d'Etats qui excluent nos produits ou qui cherchent tout au moins à en rendre difficile l'importation. Dans ces derniers temps ont apparu des symptômes montrant que des états avec lesquels la Suisse entretient un trafic important et qui, dans l'intérêt des deux parties, pourrait encore être développé fortement, sont enclins à abandonner l'étroitesse de leur politique commerciale et à revenir à des traités de commerce libéraux. Cependant, on ne peut encore aujourd'hui rien dire de précis à ce sujet ; mais, pour notre part, nous chercherons à contribuer à cette évolution. Nous continuerons d'ailleurs à vouer toute notre activité et toute notre attention à cette question des traités de commerce, si importante pour la prospérité publique.

Les traités de commerce existant actuellement sont les suivants :

Traités de commerce suisses, en vigueur au 1^{er} janvier 1891.

Allemagne. — Date de la conclusion : 23 mai 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1891. — Durée : 1^{er} février 1892 (1). Publication : R. o., n. s. V. 426.

Convention additionnelle avec tarifs. — Date de la conclusion : 11 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1889. — Durée : 1^{er} février 1892 (1). — Publication : R. o., n. s. X. 743.

Autriche-Hongrie. — Date de la conclusion : 23 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1889. — Durée : 2 février 1892 (1). — Publication : R. o., n. s. X. 751.

Belgique. — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Congo. — Date de la conclusion : 16 novembre 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 14 avril 1890. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 395.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 février 1875. — Date de l'entrée en

(1) Dénoncé pendant l'impression du présent rapport.

vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 612.

Equateur. — Date de la conclusion : 22 juin 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 21 octobre 1889. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 195.

Espagne. — Date de la conclusion : 14 mars 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 18 août 1883. — Durée : 1^{er} février 1892 (1). — Publication : R. o., n. s. VII 203 et X. 116.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 novembre 1850. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1855. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

France. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1^{er} février 1892 (1). — Publication : R. o., n. s. VI. 295.

Rapports de voisinage. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

Genève et zone franche. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI. 455.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

Grèce. — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 327.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 février 1869. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. IX. 464.

Italie. — Date de la conclusion : 23 janvier 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 15 avril 1889. — Durée : un an après la dénonciation (2). — Publication : R. o., n. s. XI. 82.

Japon. — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : à perpétuité, mais actuellement soumis à revision. — Publication : R. o., a. s. VIII. 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : à perpétuité, mais actuellement soumis à revision. — Publication : R. o., a. s. IX. 55.

Lichtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie). — Date de la conclusion : 23 novembre 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1889. — Durée : 2 février 1892 (1). — Publication : R. o., n. s. X. 751.

Pays-Bas. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1878. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. III. 495.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 164.

Portugal. — Date de la conclusion : 6 décembre 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 30 juillet 1876. — Durée : 30 janvier 1892 (2). — Publication : R. o., n. s. II. 277.

Roumanie. — Date de la conclusion : 7 juin 1886. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1886. — Durée : Dénoncé pour le 10 juillet 1891. — Publication : R. o., n. s. IX. 916.

Russie. — Date de la conclusion : 26 décembre 1872. — Date de l'entrée en

(1) V. note de la page précédente.

(2) Dénoncé par la Suisse, le 12 février 1891, pendant l'impression du présent rapport.

vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 379.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. VII. 676.

Serbie. — Date de la conclusion : 10 juin 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1880. — Durée : un an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 158.

Transvaal (République Sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X. 248.

Turquie. — Le traité du 29 avril 1861, avec tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1890. Il a été provisoirement remplacé par une déclaration de la Porte, en date du 22 mars 1890, d'après laquelle le commerce suisse en Turquie jouit du traitement de la nation la plus favorisée, moyennant réciprocité en Suisse pour le commerce ottoman.

En ce qui concerne les tarifs douaniers appliqués par les Etats contractants susmentionnés, nous renvoyons aux remarques contenues dans notre rapport de gestion de 1889 (F. féd. 1890, II. 214) (1). Dès lors, la législation douanière des Etats-Unis a seule été modifiée d'une manière importante ; nous donnons plus loin des détails à ce sujet.

Quant aux divers traités, voici les communications que nous avons à faire :

Turquie. — Le traité de commerce conclu le 29 avril 1861 entre la France et la Porte, et dont les stipulations avaient été étendues à la Suisse, est arrivé à son terme le 13 mars 1890 par suite de l'expiration de la durée de 28 ans fixée par le traité lui-même. Ainsi que nous vous en avons déjà fait part dans de précédents rapports de gestion, le Gouvernement français a, pendant plusieurs années, négocié pour la France et pour la Suisse avec la Porte relativement à la conclusion d'un nouveau traité ; ces négociations avaient déjà abouti à la conclusion d'un nouveau tarif spécifique, lorsqu'elles ont été abandonnées en raison des dispositions généralement défavorables du Parlement français pour la conclusion de nouveaux traités. En remplacement de l'ancien traité, des déclarations ont été échangées avec la Porte, aux termes desquelles le traitement de la nation la plus favorisée est assuré tant à la Suisse qu'à la France, sous condition de réciprocité ; la déclaration se rapportant à la Suisse est de la teneur suivante :

« Saïd Pacha, ministre des Affaires étrangères, à M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française, à Constantinople.

Constantinople, le 22 mars 1890.

Monsieur l'ambassadeur,

En me référant à la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence, je m'empresse de Lui déclarer que les commerçants suisses en Turquie pourront, s'ils le désirent, bénéficier, à l'instar des commerçants français, du traitement de la nation la plus favorisée, à titre de réciprocité, bien entendu, pour le commerce ottoman en Suisse, comme cela se pratique pour le commerce ottoman en France.

Veuillez, etc.

Signé : SAÏD. »

(1) V. Archives, 1890, III, p. 297.

Au point de vue des droits perçus en Turquie et auxquels la Suisse est intéressée par son exportation de tissus de coton teints, de tissus de soie, de broderies, de montres, etc., évaluée de 8 à 10 millions de francs, la situation est maintenant la suivante : tous les traités de commerce que la Porte avait conclus avec les divers Etats, dans les années 1861 et 1862, stipulaient que les droits d'entrée turcs ne devaient pas excéder 8 % de la valeur ; une commission commune avait élaboré sur cette base et d'après le prix approximatif qu'avaient alors les marchandises, un tarif spécifique que les Etats contractants ont ensuite accepté. Mais par suite de la baisse durable du prix de nombre d'articles, ce tarif a, dans le cours des années, cessé de concorder avec la base conventionnelle de 8 %, et au commencement de la quatrième période septennale prévue par le traité pour la révision éventuelle du tarif, celui-ci a été, du consentement des puissances contractantes, remplacé par la taxation générale des marchandises à 8 % de la valeur déclarée par les importateurs. Tous les traités de commerce de la Porte dans lesquels était inscrite la base de taxation précitée, sont maintenant arrivés à leur terme ; néanmoins, la taxation à 8 % de la valeur est encore aujourd'hui appliquée et le sera probablement jusqu'à ce que la Porte ait conclu de nouveaux traités avec tous les Etats intéressés. Cela n'a eu lieu jusqu'à présent qu'avec l'empire d'Allemagne (1). Les négociations avec les autres Etats sont plus ou moins avancées. Par les nouveaux traités, la Porte s'efforce d'augmenter ses recettes douanières afin d'améliorer sa situation financière ; en conséquence, les nouveaux droits pour la plupart des articles, — soit aussi pour les marchandises suisses, parmi lesquelles les mouchoirs de coton imprimés (*kalemkiars*) jouent le rôle principal — excéderont de beaucoup le droit actuel de 8 %. Toutefois, et comme nous vous en avons déjà informés par notre rapport de gestion de 1887, on était arrivé, dans les négociations franco-turques, relatives au tarif, à ramener à un chiffre considérablement moins élevé, l'augmentation de droit dont la Porte se proposait, à l'origine, de frapper les *kalemkiars*. Il est vrai que cette concession est devenue sans objet par suite de la rupture des négociations franco-turques, mais nous espérons cependant réussir, par nos efforts incessants, à obtenir en faveur de cette industrie, déjà gênée sous tous les rapports, ce même droit réduit.

Les causes qui avaient conduit à un autre mode de taxation en Turquie même, ont eu pour conséquence la conclusion, dans un but analogue, d'arrangements spéciaux entre diverses puissances et la principauté suzeraine la *Bulgarie*. Un arrangement de ce genre a, en premier lieu, été lié entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne ; il est valable d'année en année, et le droit bulgare y est fixé au taux — concordant avec celui de la Turquie — de 8 % de la valeur, augmenté d'une surtaxe de 1/2 % et des taxes légales pour les communes. Les spiritueux, le tabac, le sel, la poudre à canon et d'autres articles, qui, d'après les lois du pays, sont soumis à un impôt de consommation ou font l'objet d'un monopole, doivent acquitter des taxes établies par des lois spéciales. A la suite de cette entente, la Bulgarie a encore conclu avec l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie des arrangements basés sur la clause de la nation la plus favorisée. Depuis longtemps, la Bulgarie est, comme la Turquie, un fort consommateur d'articles imprimés.

(1) V. le Traité du 26 août 1890, *Archives* 1891. II, p. 137.

més de Glaris, etc. ; aussi les exportateurs intéressés nous ont-ils exprimé le désir que le traitement sûr le pied de la nation la plus favorisée soit également convenu par la Suisse avec la Bulgarie. Procédant comme pour les négociations avec la Porte, nous avons sollicité l'intervention de la France en vue d'obtenir de la Bulgarie une déclaration dans le sens indiqué, et cette déclaration a en effet été remise le 27 septembre/9 octobre à l'agent de la République française à Sofia en même temps qu'une semblable déclaration pour la France.

Depuis un certain temps, les rapports commerciaux d'un autre Etat médiat de la Porte, l'*Egypte*, ont fait, de la même manière que ceux de la Bulgarie, l'objet d'arrangements indépendants.

Le décret du sultan turc autorisant le khédive à conclure avec des Gouvernements étrangers, des arrangements douaniers et commerciaux particuliers, date déjà de l'année 1879 ; cette autorisation est toutefois subordonnée à la réserve que les arrangements de ce genre ne soient pas en désaccord avec les traités de la Porte existants, à teneur desquels, par exemple, les droits d'entrée dans l'Empire ottoman ne doivent pas excéder 8 % de la valeur.

C'est en raison de cette réserve que les premiers traités indépendants conclus par le Gouvernement égyptien sur la base du décret précité, n'ont eu qu'une étendue limitée. La cause première de ces traités est le tabac. D'après les traités de la Porte, l'importation de cet article était interdite ; néanmoins, outre le tabac turc, seul autorisé, il arrivait en Egypte, par des voies illégales, des quantités considérables de tabacs bruts et fabriqués d'autres pays, ce qui a obligé l'administration douanière de ce pays à édicter un règlement ayant pour objet l'introduction d'un contrôle douanier plus sévère. En vue de l'application générale de ce règlement qui, par exemple, établissait la perquisition — exclue par les traités de la Turquie — des navires et des locaux particuliers des ressortissants d'Etats étrangers, le Gouvernement égyptien a sollicité l'adhésion des puissances contractantes, et leur a offert, en échange, de permettre l'importation du tabac contre paiement d'un droit.

De là est résulté d'abord le traité avec la Grèce, du 3 mars 1884, qui établissait le régime des tabacs et fixait, comme les traités de la Porte, à 8 % de la valeur le droit pour les autres marchandises, sauf les boissons distillées, le vin et les objets de luxe. Le même jour, un traité identique était conclu avec la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis, le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Norvège ont accédé, par une déclaration, au nouveau règlement douanier égyptien.

A l'approche de l'expiration des traités de commerce de la Porte, la Grande-Bretagne a, la première, conclu avec l'Egypte une convention commerciale étendue (29 octobre 1889) (1). Indépendamment de la clause de la nation la plus favorisée et des autres dispositions habituelles des traités de commerce modernes, cette convention stipule un droit *ad valorem* maximum de 10 % pour un certain nombre d'articles spécialement dénommés ; toutefois, ce droit élevé ne peut être mis en vigueur aussi longtemps que l'Egypte percevra des droits plus modérés sur les marchandises d'autres Etats. Des traités semblables ont ensuite été conclus le 11 mai 1890 avec le Portugal, et le 16 août de la même année avec l'Autriche-Hongrie.

(1) V. cette Convention, *Archives*, 1890. II, p. 260.

Les importantes relations commerciales directes et indirectes entre la Suisse et l'Egypte nous ont engagés à examiner, avec le concours de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, la question de la conclusion avec l'Egypte, et en tenant spécialement compte des conditions suisses, d'un traité analogue à celui que ce pays a lié avec l'Autriche. Une enquête à cet égard est en voie d'exécution.

La Roumanie a dénoncé, en 1890, tous ses traités de commerce, au nombre desquels se trouve celui avec la Suisse, qui a été conclu le 7 juin 1886 et qui expirera le 10 juillet 1891. Des négociations pour la conclusion d'un nouveau traité n'ont pu encore être entamées parce que l'on s'occupe en Roumanie à élaborer un nouveau tarif général douanier qui doit servir de base aux futures négociations avec les diverses puissances.

L'exportation en Roumanie de toiles de coton, de soieries, de broderies, de montres et d'autres articles suisses, est très importante, puisqu'elle se chiffre par 6 à 7 millions par an ; mais plus importante encore est l'exportation en Suisse de céréales roumaines. Comme cette exportation se fait en grande partie par le commerce de commission d'autres pays, on ne peut se rendre compte de son étendue réelle ni par la statistique d'exportation roumaine, ni par la statistique d'importation suisse. Pour l'établir et obtenir par là un précieux point d'appui pour la conclusion d'un nouveau traité, la division du commerce du Département des Affaires étrangères s'est adressée à la « Getreidebörse » (bourse des blés) à Zurich, et son Comité a accueilli avec la plus grande obligeance la demande qui lui a été faite de dresser une enquête à cet égard. Le résultat soigneusement tiré des questionnaires envoyés à tous les négociants en blés et à tous les meuniers suisses pouvant fournir des renseignements, a été surprenant, attendu qu'il donne comme valeur totale de l'importation de céréales de Roumanie en Suisse, en 1889, la somme d'environ 13 millions de francs, c'est-à-dire une somme infiniment plus forte qu'on ne l'avait jusqu'ici généralement admis, même dans les conditions les plus favorables.

Les quantités établies pour 1889 se chiffrent par 545,678 q. Pour les achats probables, dont la valeur ne peut être fixée exactement, on peut, d'après un calcul approximatif, ajouter à ce nombre le 10 % au moins, de sorte que la quantité totale est en chiffres ronds de 600,000 q. L'enquête indique que, pendant le 1^{er} semestre de 1890, les importations se montent à 244,440 q. Ces quantités se divisent comme suit d'après les diverses espèces de céréales :

	1889.	1890. 1 ^{er} semestre.
Froment.....	444.508	199.230
Seigle.....	11.104	600
Avoine.....	33.093	3.995
Mais.....	41.143	40.615
Orge.....	15.830	—
	<hr/> 445.678	<hr/> 244.440

(Les prix moyens en Suisse des céréales roumaines étaient en 1889 : pour le froment, fr. 23 ; pour le seigle, fr. 17 ; pour l'avoine, fr. 18 ; pour le maïs, fr. 16 ; pour l'orge, fr. 20.)

Aux importations de céréales s'ajoutent encore les achats de vins que font

en Roumanie les marchands de vins de la Suisse et qui, avec le temps, peuvent encore augmenter considérablement.

Il résulte clairement des conditions indiquées, qu'un nouveau traité est dans l'intérêt des deux pays.

Japon. — Dans notre rapport de gestion pour 1889, nous avons relaté qu'un nouveau traité de commerce avait été négocié avec le Japon, que dans l'intervalle une vive opposition s'était élevée au Japon contre les nouveaux traités de commerce en général, et que ceux-ci n'avaient pas été ratifiés.

En mai 1890, le ministre du Japon accrédité auprès de la Suisse et de l'Autriche-Hongrie, a proposé au nom de son Gouvernement de reprendre les négociations, mais sur de tout autres bases, et il demandait dans ce sens :

1° De retirer l'engagement relatif à la nomination de juges étrangers à la Cour suprême ;

2° De retirer la stipulation concernant l'élaboration et la promulgation des lois civiles et pénales ;

3° De retirer la stipulation relative au droit des étrangers de posséder des propriétés immobilières, étant entendu que cette modification n'affecte en rien le droit de bail accordé actuellement aux ressortissants des puissances signataires dans certaines localités limitées de l'Empire ;

4° Enfin, d'introduire certaines restrictions au droit des étrangers d'être sur le même pied légal que les nationaux.

Par là auraient été retirées les concessions essentielles faites dans le traité négocié. Nous ne pouvions pas rouvrir les négociations sur de telles bases.

L'Angleterre, de son côté, a présenté un contre-projet de nouveau traité ; mais il n'y a pas eu dans le courant de l'année de nouvelles négociations.

Un grand meeting de résidents étrangers a été tenu en septembre à Yokohama pour discuter la question des traités de commerce. D'après un rapport de notre consulat général, presque toutes les maisons suisses établies à Yokohama y ont pris part.

Les résolutions suivantes ont été prises :

1° Le meeting est d'avis que le moment n'est pas encore venu pour soumettre, sans restriction aucune, aux tribunaux japonais, les procès concernant les droits personnels et de propriété qui pourraient surgir au Japon entre les sujets et citoyens de Puissances étrangères. Il ne peut non plus préciser l'époque pour laquelle on pourrait promettre une renonciation, sans conditions, à la juridiction extraterritoriale au Japon ;

2° Le meeting est d'avis que ce serait commettre un acte de grave injustice à l'égard des étrangers qui ont acheté des terres au Japon par traités passés avec le Gouvernement, que de modifier sans leur consentement les conditions qui règlent leur jouissance.

Un Comité de 30 membres a été nommé pour suivre l'affaire et communiquer aux Etats intéressés les résolutions votées.

D'après les informations que nous avons prises, aucun Etat européen n'est entré en négociations avec le Japon pendant l'année 1890.

Etats-Unis d'Amérique. — L'année dernière, les Etats-Unis ont édicté, en matière de douane, deux lois grosses de conséquences ; ce sont :

1^o Loi portant simplification des lois relatives à la perception des douanes (bill administratif Mac-Kinley).

2^o Loi concernant les droits d'entrée (tarif-bill Mac-Kinley).

La première de ces lois renferme des dispositions qui, par voie administrative, entravent considérablement l'importation, afin, semble-t-il, de rendre aussi onéreux que possible aux pays étrangers, le commerce avec les Etats-Unis. Les anciens droits d'entrée étaient déjà très élevés (20, 30 % et plus, de la valeur), mais le tarif-bill va encore plus loin, et il résulte de là pour la Suisse, qu'une partie de son exportation aux Etats-Unis est totalement prohibée et l'autre partie rendue considérablement difficile. Suivant des rapports qui nous sont parvenus, ce tarif-bill produit au commerce d'autres pays des effets analogues et même plus nuisibles encore. De nombreuses plaintes nous ont été adressées par nos industries et notre commerce au sujet de ce procédé des Etats-Unis, et nous n'avons pas manqué de les faire présenter à Washington, mais probablement en vain. Les Etats-Unis paraissent précisément avoir en vue de tenir éloignées les industries européennes, et des réclamations contre cette manière de faire ont plutôt un résultat contraire à celui que l'on désire, attendu qu'elles démontrent que le but poursuivi est atteint.

Les Gouvernements de divers Etats paraissent s'être sérieusement occupés de la question de savoir s'il n'y a pas lieu de répondre par des représailles. Jusqu'à présent, aucune décision définitive n'a été prise à cet égard. En attendant, une vive opposition règne aux Etats-Unis mêmes contre les nouvelles lois, notamment chez les agriculteurs, parce qu'elles ont pour conséquence de renchérir dans une forte mesure les produits industriels qui leur sont nécessaires. On ne peut cependant guère compter sur un revirement prochain, et si la loi doit demeurer longtemps en vigueur, une partie de l'industrie suisse devra renoncer à ce débouché et en chercher de nouveaux. Nos efforts tendent continuellement à les lui procurer en augmentant le plus possible le nombre de nos traités de commerce.

Des rapports conventionnels nouveaux ont été engagés cette année avec le Mexique. Pendant l'exposition de Paris, en 1889, le ministre mexicain, près la République française, a exprimé verbalement, à notre ministre à Paris, l'avis que la conclusion d'un traité de commerce et d'établissement serait désirable, et que le Mexique prêterait probablement aussi la main à la conclusion d'un traité d'extradition.

Répondant à une demande qui leur a été posée à cet égard par la division du commerce du Département des Affaires étrangères, le Département de justice et police, ainsi que le vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie se sont prononcés en faveur de tels traités. Cette dernière société, en particulier, verrait avec plaisir la conclusion d'un traité de commerce avec le Mexique.

Dans une visite faite à Paris, en juin, par le ministre mexicain des Affaires étrangères, la question a été discutée en détail entre lui et notre ministre, discussion dans laquelle le premier a proposé de prendre comme bases le traité de commerce et d'établissement conclu entre la France et le Mexique le 27 novembre 1886, et le traité d'extradition belge-mexicain du 12 mai 1881, et de fixer Washington comme lieu des négociations et Mexico comme lieu où les traités seront signés.

Sur cela, nous avons donné à notre légation à Washington l'autorisation

et le mandat de négocier en première ligne, avec le ministre du Mexique en la même résidence, un traité de commerce, et nous lui avons transmis les instructions nécessaires à cet effet.

Quant aux négociations sur un traité d'extradition, nous nous proposons d'attendre jusqu'au moment où la loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers, actuellement soumise à vos délibérations, aura été votée.

Depuis longtemps, nous avons aussi en vue la conclusion de traités avec les *Etats de l'Amérique du Sud*, ces Etats exigeant toute notre attention en raison de ce qu'ils sont de forts débouchés pour nos industries et une seconde patrie pour des milliers de citoyens suisses. Ces derniers temps, il est devenu encore plus désirable de conclure de tels traités vu les efforts des Etats-Unis d'Amérique d'obtenir de certains Etats du Sud, en échange de la franchise pour le sucre, etc., des concessions en faveur de l'importation de produits fabriqués de l'Union.

II. *Revision du tarif douanier.* — Conformément à l'article 3, chiffre 9, de l'arrêté du Conseil fédéral concernant l'organisation de ses départements, la division du commerce du Département des Affaires étrangères doit coopérer à la rédaction du tarif des péages.

Pour la revision, actuellement pendante, de notre législation douanière, on a fait valoir les trois points de vue suivants : les besoins financiers augmentés ; les demandes de l'industrie et des métiers d'être protégés contre la concurrence étrangère ; les intérêts spéciaux des industries d'exportation et la prochaine expiration des traités de commerce.

En exécution de la prescription ci-dessus indiquée et en raison surtout des négociations en perspective pour la conclusion de nouveaux traités, la division du commerce a soumis à une étude détaillée la question de la revision de notre législation douanière et en a consigné le résultat dans un rapport du 29 mars 1889 qui a été communiqué à tous les membres de l'assemblée fédérale. Nous nous bornons ici à reproduire, en traduction, les conclusions de ce rapport qui n'existe qu'en langue allemande :

« En tant que la revision que l'on se propose a en vue l'augmentation des recettes de la Confédération et le relèvement des anciens droits de combat ou l'établissement de nouveaux droits de ce genre, la nécessité ou l'opportunité de cette revision dépend de la forme future de nos traités avec tarifs.

« Le renouvellement du plus important traité de ce genre, c'est-à-dire de celui avec la France, est très compromis ; le renouvellement des autres est encore incertain. Si les négociations futures devaient échouer en tout ou en partie, les nouveaux droits fiscaux et de combat auraient pour conséquence, d'une part, de procurer à la caisse fédérale une surabondance d'argent, et, d'autre part, de renchérir d'une manière générale l'existence. Ce danger et la grande incertitude où nous sommes encore au sujet de la tournure que prendra en France la politique douanière et conventionnelle, imposent au Conseil fédéral la plus extrême réserve dans la fixation de ses propositions pour la revision du tarif général. Les élévations de droits qu'il veut déjà maintenant proposer à l'assemblée fédérale en raison des points de vue précités, doivent en tous cas être établies avec beaucoup de modération ; en ce qui concerne spécialement les droits de combat, il faut tenir compte de ce que l'expérience nous apprend, c'est que leur efficacité n'est pas en raison directe de leur élévation.

« D'ici à une année, la situation s'éclaircira peut-être notablement. Selon ce qu'elle sera alors, le Conseil fédéral présentera ultérieurement à l'assemblée fédérale, dont les délibérations sur le tarif s'étendront jusqu'à la session de décembre, les autres augmentations dont l'opportunité serait reconnue.

« En tout état de cause, il y a lieu de faire abstraction d'une élévation des droits sur les céréales et le gros bétail, spécialement sur le bétail de boucherie. »

III. — CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES COMMERCIALES.

Il arrive encore souvent, quoique moins fréquemment qu'autrefois, que, par suite d'ignorance des tarifs douaniers et des dispositions légales en vigueur en cette matière à l'étranger, même dans nos pays limitrophes, des maisons suisses éprouvent des dommages plus ou moins considérables. Plus nous nous efforçons de donner à notre commerce, soit par la voie de la Feuille officielle suisse du commerce, soit par des réponses détaillées aux demandes qui nous parviennent, des renseignements sur les dispositions légales et réglementaires des administrations douanières de l'étranger, plus l'état de choses signalé est pénible à constater.

Les difficultés qui ont été occasionnées au commerce suisse dans les deux dernières années, 1888 et 1889, par la guerre de tarif franco-italienne, se sont réduites en 1890 à un seul cas ayant de l'importance ; il s'agissait de l'importation en France de soies grèges tessinoises, dont nous avons déjà parlé en détail dans notre rapport de gestion de 1888. Après que l'Italie eut, par décret du 25 décembre 1889, supprimé à partir du 1^{er} janvier 1890 les droits différentiels appliqués dès le 29 février 1888 aux marchandises de provenance française, les contestations qui avaient lieu jusqu'alors avec l'Italie ont cessé complètement, bien que les envois de marchandises suisses expédiés dans ce pays et qui, en vertu des traités en vigueur, sont au bénéfice des droits réduits, dussent toujours et conformément aux prescriptions, être accompagnés de certificats d'origine.

En ce qui concerne la France, cet Etat n'a pas, jusqu'à présent, aboli ses droits différentiels vis-à-vis de l'Italie, et il est résulté de là des difficultés pour les producteurs tessinois de soies grèges qui exportent une partie de leurs produits en France. L'année précédente, les contestations à ce sujet étaient devenues rares, parce que l'administration douanière française avait recommandé à ses agents de ne pas susciter de difficultés pour l'entrée en franchise des soies tessinoises accompagnées d'un certificat d'origine tessinois, lorsqu'ils n'auraient pas de motifs spéciaux pour supposer que la marchandise est d'origine italienne. De nouvelles complications sont nées de ce que la douane française a refusé d'admettre à un autre droit que le droit différentiel appliqué aux produits bruts similaires venant d'Italie, les soies grèges produites par les filatures tessinoises au moyen de cocons italiens ou les soies moulinées avec des grèges italiennes. Or, les filateurs de soies tessinois, bien que la plus grande partie des cocons qui leur sont nécessaires soit produite par le canton du Tessin lui-même, doivent toutefois en tirer d'Italie pour compléter la quantité dont ils ont besoin. Mais si le bureau douanier français auquel l'envoi est déclaré soupçonne qu'il s'agit de grèges de cocons italiens ou de soies moulinées à l'aide de grèges italiennes, et si, dans ce cas, l'expéditeur

n'est pas disposé à payer sans opposition le droit réclamé par la douane, il est procédé à l'expertise légalement prescrite et la décision qui en découle est sans appel dès que les deux experts nommés, l'un par le bureau douanier français, l'autre par l'expéditeur qui le choisit dans une liste établie chaque année par la chambre de commerce de Paris, sont d'un avis concordant. Or, cette décision d'experts n'est que trop souvent défavorable aux exportateurs tessinois. Dans chaque cas, le rôle des experts se borne à trancher la question de savoir si l'envoi respectif consiste en soie italienne ou non, vu que le commerce ne connaît pas une espèce spéciale de soie tessinoise, mais seulement une espèce spéciale de soie italienne. On conçoit aisément que cette question soit résolue affirmativement par les experts, car, de l'avis de spécialistes, les soies grèges tessinoises ne peuvent, par leur caractère naturel, être distinguées des soies italiennes.

L'opinion de l'administration douanière française que les soies grèges tessinoises fabriquées au moyen de cocons italiens et que les soies moulinées tessinoises faites avec des grèges italiennes, ne peuvent être considérées comme produits suisses, paraît singulière, et il devrait être admis que par la transformation de la matière première, telle que celle qui consiste à tirer de la soie des cocons et celle du moulinage des soies grèges, les produits de cette transformation doivent être reconnus comme étant d'origine suisse. La législation française sur laquelle se fonde l'administration des douanes, renferme à cet égard la disposition suivante :

« Il n'est pas nécessaire, pour qu'un objet manufacturé soit considéré comme originaire d'un Etat contractant, que la matière première soit elle-même originaire de ce même Etat. Ainsi l'on traite comme produit belge des toiles tissées en Belgique avec des fils anglais. Mais il faut en pareil cas que la main-d'œuvre que la matière première a reçue ait eu pour effet de faire passer le produit dans une classe du tarif plus fortement taxée. Dans tout autre cas, la marchandise reste soumise aux conditions résultant de son origine primitive. »

Or, comme les cocons, les soies grèges, les soies moulinées et même les tissus de soie sont admis en France en franchise de droits, l'administration douanière française se croit autorisée à ne pas traiter comme produits suisses les soies grèges fabriquées par les filatures tessinoises au moyen de cocons italiens, ni les soies moulinées faites par ces mêmes filatures au moyen de grèges italiennes, et à prélever sur les premières le droit différentiel pour les cocons (25 centimes par kilogramme) et pour les dernières le droit différentiel pour les soies grèges (1 franc par kilogramme).

Jusqu'à présent, et malgré les peines que s'est données notre légation à Paris, on n'est pas parvenu à une entente à ce sujet avec l'administration française des douanes ; il paraît cependant exister des chances pour que pendant l'année courante, la dernière avant l'expiration du traité de 1882, quelques facilités tout au moins soient obtenues pour le trafic des soies avec la France, trafic qui, d'ailleurs et malgré les difficultés mentionnées, a augmenté ces dernières années.

Dans les relations avec la France, il n'est survenu qu'un très petit nombre de contestations d'autre nature.

Un fabricant argovien d'articles en paille a réclamé contre le fait qu'un envoi de tresses de paille munies de chaînes en fil de coton, a été taxé en

France non pas au taux du droit conventionnel de 5 francs par 100 kilogrammes, mais comme « passementerie ». L'administration douanière française a repoussé la réclamation par les motifs que seules les tresses en paille sans mélange de matières textiles ou autres peuvent prétendre au droit conventionnel de 5 francs, et que les droits pour la « vannerie fine » ou la « passementerie » sont perçus selon que la paille ou d'autres matières (coton, laine, crin, etc.) dominent en poids.

D'après une disposition du tarif douanier français, les produits d'origine extra-européenne importés en France d'un autre pays européen sont soumis à une surtaxe qui, pour la plupart des marchandises, est de fr. 3.60 par 100 kilogrammes. Une réclamation contre l'application de cette surtaxe à un envoi de tresses de paille chinoises expédié en France par une maison suisse, n'a pu être pris en considération, vu que les droits conventionnels stipulés dans le traité avec la France ne s'appliquent qu'aux « objets d'origine ou de manufacture suisse ».

Les déchets de coton blanchis et cardés sous forme de toison, pour la fabrication d'objets de pansement, sont, à leur entrée en France, taxés comme ouate à raison de 10 francs par 100 kilogrammes. Une maison zurichoise à laquelle une amende avait été infligée pour avoir déclaré les produits dont il s'agit comme « déchets de coton blanchis en nappes » s'est plainte auprès de nous en réclamant la franchise pour ses produits et la levée de l'amende. La douane française n'a pas fait droit à cette réclamation ; toutefois les démarches faites à cet égard ont abouti à une réduction importante de l'amende.

Lors des négociations avec l'Italie pour la conclusion du traité de commerce du 23 janvier 1889, les plénipotentiaires de ce pays ont, à la demande des négociateurs suisses, déclaré que l'administration italienne des douanes a été engagée à faire des études ayant pour but d'arriver à une diminution des frais actuels de dédouanement des marchandises dans les gares de chemins de fer. Cette déclaration a été inscrite au protocole de clôture du traité. Dès lors, ces frais de dédouanement, qui se composent de divers postes tels que timbre, plomb, taxe de commission, droit de « facchinage », emballage, ficelle, etc., loin d'avoir été diminués, ont au contraire été augmentés dans de fortes proportions, de sorte que pour les petites quantités de marchandises le trafic est par là considérablement entravé. Nous avons eu sous les yeux des documents établissant que ces droits de frontière s'élevaient à plus de 150 0/0 des frais réels de transport ; pour un colis pesant 55 kilogrammes brut, d'une valeur de 281 fr. 20, et expédié à Mantoue par le Brenner, les dépenses pour la déclaration, la lettre de voiture, le timbre et le port se sont montées à 2 fr. 50, et les frais de dédouanement à la frontière à 4 fr. 60, soit en total 7 fr. 10 ou 2 1/2 0/0 de la valeur facturée. Ensuite de ces faits, nous avons chargé la légation suisse à Rome de s'informer, auprès de la direction générale des douanes italiennes, des résultats auxquels ont abouti les études faites dans le sens de la déclaration consignée au protocole de clôture du traité de commerce. La réponse de cette administration a été celle-ci : la réduction des frais ne dépend pas de la direction générale des douanes, mais des compagnies de chemins de fer ; la direction a toujours agi indirectement pour amener une réduction des frais de dédouanement dans les gares de chemins de fer ; elle a d'ailleurs demandé à l'inspectorat général des chemins de fer de

pourvoir à ce que ces frais fussent diminués ou que, dans le cas le plus défavorable, ils ne fussent pas augmentés, mais, contre le gré de la direction générale des douanes, une augmentation des taxes à percevoir dans les gares a été approuvée par ledit inspectorat en raison de ce que les taxes sont encore bien inférieures aux tarifs des expéditeurs et agents. Nous n'avons pas pu laisser passer l'objection consistant à dire que la direction générale des douanes est impuissante vis-à-vis des compagnies de chemins de fer, et avons en conséquence exprimé la ferme attente que si l'augmentation des frais provient d'une décision arbitraire des compagnies de chemins de fer, le gouvernement italien prendra de suite les mesures propres à y remédier. Jusqu'à cette heure, l'affaire n'a pas encore reçu de solution définitive ; la direction générale des douanes a cependant fait savoir qu'elle est toute disposée à satisfaire autant que possible à nos demandes ; le ministère des travaux publics, de son côté, a invité les compagnies de chemins de fer à adhérer et à concourir à des mesures définitives ayant pour objet de réduire les droits de frontière.

A teneur du tarif conventionnel annexé au traité de commerce du 23 janvier 1888, les machines dynamo-électriques de 20 chevaux et plus sont soumises, à leur entrée en Italie, au droit réduit de 16 livres (droit général 30 livres par 100 kilogrammes). Un bureau douanier italien avait taxé une machine de ce genre au droit conventionnel de 25 livres fixé pour les dynamos de moins de 20 chevaux de force. Sur notre intervention, l'affaire a été examinée et l'excédent de droit perçu a été restitué à la maison d'expédition recourante.

Aucune autre contestation importante avec la douane italienne n'est parvenue à notre connaissance pendant l'année.

Autriche — Vers la fin de 1889, le ministère autrichien des affaires étrangères nous avait informés, par l'organe de notre légation à Vienne, que le ministère impérial-royal des finances se proposait de faire établir certaines restrictions dans les rapports de frontières à la frontière suisse-tyrolienne, afin d'empêcher la contrebande du café se faisant depuis le territoire suisse limitrophe, notamment par le Samnaun. Dans notre réponse, nous avons réservé les droits conventionnels sur le libre passage sur les routes et chemins reliant le Samnaun avec la Suisse par le territoire neutre ou autrichien. Le désir avait été, à cette occasion, exprimé de la part de l'Autriche, que nous lui prêtions notre concours en prenant diverses dispositions ; mais nous n'avons pu accéder à ce désir.

Les mesures prises dès lors par l'autorité financière autrichienne se restreignent au commerce de transit sur la route douanière Martinsbruck-Nauders, et n'ont jusqu'ici donné lieu à aucune plainte de la part de la population frontalière.

Nous ne nous sommes pas opposés à une autre mesure de l'autorité autrichienne relative à la revision douanière des personnes allant dans la vallée de Münster par le chemin de traverse de l'Engadine au village de Taufers (par la vallée d'Avigna) sans toucher le bureau douanier impérial royal de Taufers.

La réclamation d'une fabrique suisse de poterie au sujet du droit élevé dont la douane autrichienne frappait sa « poterie brune », a été, sur l'intervention de notre légation à Vienne, liquidée dans un sens favorable,

et ordre a été donné d'appliquer à ce produit le droit de 50 kreutzer par 100 kilogrammes, comme « poterie en argile commune ou lavée ». Le droit contre lequel réclamait la maison recourante était de 5 florins.

Une fabrique zurichoise de gaze à blutoir pour moulins s'est plusieurs fois trouvée dans le cas de se plaindre de ce que ses envois en Autriche et notamment en Bohême, n'étaient pas taxés au droit conventionnel de 200 florins, mais frappés du droit du tarif général austro-hongrois de 500 florins par 100 kilogrammes. Ensuite de notre intervention, le bureau douanier en cause a dû, chaque fois, restituer le montant perçu en trop. Dans un seul cas, l'administration des douanes autrichiennes a refusé d'appliquer le droit conventionnel, parce que l'envoi respectif ne consistait pas en gaze à blutoir en pièce, mais en morceaux coupés de diverses dimensions et destinés à couvrir des cylindres, morceaux qui étaient bordés de rubans et pourvus à leurs deux extrémités d'agrafes en métal. Cet envoi a été frappé non seulement du droit général de 500 florins par 100 kilogrammes, mais encore d'une surtaxe de 40 0/0 pour le travail à l'aiguille.

Aux termes du traité de commerce suisse-autrichien, les tissus de soie unis et armures de provenance suisse doivent être admis en Autriche au droit réduit de 200 florins. Sont considérés comme tels, outre les tissus de soie pure qui acquittent le droit de 200 florins les 100 kilogrammes en vertu du traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, du 7 décembre 1887, les tissus unis de soie pure, quadrillés ou barrés par l'emploi de différentes couleurs dans la trame, ainsi que ceux qui ne présentent la combinaison de deux ou plusieurs armures séparées qu'en forme de bordures, telles que les étoffes pour parapluies ou parasols et les fichus. Dans le courant de l'année, une fabrique zurichoise de soie a réclamé contre le fait que la douane autrichienne de Buchs taxait à 400 florins ses foulards ayant deux sortes de combinaisons dans la bordure. La réclamation ayant été portée à Vienne, accompagnée de divers modèles, le ministère a prononcé partiellement en faveur de la maison recourante. La largeur de la bordure sert de critère ; si celle-ci excède 1/8 de la dimension du foulard, c'est le droit de 400 florins qui est applicable ; dans le cas contraire, c'est celui de 200 florins qui doit être perçu.

Quelques contestations avec l'*Allemagne* se rapportent aux objets suivants :

1. *Machines à vapeur* employées à la construction des navires : d'après le traité de commerce du 11 novembre 1888, ces machines peuvent être introduites de Suisse en Allemagne en franchise de droits ; mais l'autorité douanière allemande a mis comme condition à l'exemption de droit que la machine complète qui, selon sa grosseur, peut peser de 50 à 100,000 kilogrammes et exige, pour son expédition, de 5 à 10 doubles wagons, soit soumise en une fois à la revision du bureau douanier, ce qui, d'après les explications de la maison intéressée en la question, n'est pas possible pour diverses raisons.

2. *Plaques photographiques préparées*. — Ces plaques, qui ne peuvent être exposées à la lumière, ont cependant été déballées par divers bureaux douaniers et sont, par ce fait, immédiatement devenues sans valeur.

3. *Assortiments de bijouterie* importés en Allemagne, par des voya-

geurs, pour vente incertaine : L'autorité douanière allemande exige, en vue d'établir l'identité des objets, que chacune des quelques mille pièces dont se compose ces assortiments soit marquée au moyen d'un timbre, d'un cachet ou de plombs, au lieu de constater simplement le poids de la provision complète ; il résulte de là, pour les voyageurs, une perte de temps de plusieurs jours, ainsi que d'autres inconvénients.

Dans tous ces cas, nous avons renvoyé les recourants à se pourvoir devant les diverses instances expressément prescrites pour les réclamations douanières en Allemagne. Jusqu'à présent nous n'avons pas eu à intervenir, à cet égard, par voie diplomatique.

Espagne. — Depuis des années, la question des certificats d'origine pour les envois de marchandises dans ce pays, fait l'objet de réclamations de la part du commerce suisse. La prescription d'après laquelle les certificats d'origine accompagnant des envois de marchandises qui ne sont pas expédiés par le fabricant lui-même, mais par une tierce personne (commissionnaire), doivent indiquer le nom du fabricant, est gênante, vu que, d'un côté, le fabricant apprend à connaître le lieu de destination de son produit, et que, d'autre part, le destinataire de l'envoi en Espagne apprend le nom du fabricant suisse. Ces difficultés augmentent lorsque les marchandises de plusieurs fabricants sont réunies en un seul envoi, ou lorsqu'il s'agit d'articles ayant subi un travail de perfectionnement à l'étranger.

Comme le commerce anglais est, sous ce rapport, mieux traité par l'Espagne que le nôtre, nous avons, en nous basant sur la clause de la nation la plus favorisée, réclamé le même traitement, c'est-à-dire la reconnaissance des certificats d'origine suisses établis d'après le formulaire anglais. L'administration douanière espagnole a accédé à cette demande, en exigeant toutefois que les certificats ne soient plus délivrés par les autorités locales, mais le soient par la douane ainsi que cela se pratique en Angleterre. Nous n'avons pas manqué de faire expliquer à la direction générale des douanes espagnoles qu'avec l'organisation des péages suisses, cette exigence ne peut être remplie ; mais ces explications n'ont pas abouti au résultat désiré, l'autorité espagnole ayant déclaré être liée par la loi qui exige expressément l'autorisation du fabricant, autorisation qui est aussi nécessaire pour les certificats anglais s'ils n'émanent pas du collecteur des douanes.

Etats-Unis d'Amérique. — Deux dispositions particulièrement gênantes, qui sont en connexité directe ou indirecte avec l'exécution du bill administratif Mac-Kinley dont nous avons déjà parlé, ont donné lieu à des plaintes de la part du commerce de la Suisse orientale, et nous avons présenté à cet égard des réclamations au cabinet de Washington par l'entremise de notre légation en cette résidence.

D'après l'une de ces dispositions, le nom du fabricant duquel l'exportateur a acheté sa marchandise est à indiquer sur chacune des 3 factures qui doivent accompagner chaque envoi destiné aux Etats-Unis. Cette prescription ne peut avoir d'autre but que de mettre le consul des Etats-Unis qui surveille l'exportation, en mesure de se renseigner chez le fabricant lui-même sur le prix de revient des marchandises, dès qu'il a des doutes au sujet de l'exactitude de la déclaration faite par l'exportateur.

Or, pour que ce but soit atteint, il suffirait d'indiquer sur l'exemplaire de la facture destiné au consul le nom du fabricant, ce nom devant pouvoir être laissé de côté sur les deux exemplaires de la facture destinés à l'autorité douanière américaine et à l'acheteur. Le fait que, par l'indication dont il s'agit, l'acheteur apprend à connaître la source d'où les marchandises sont tirées, constitue, cela va sans dire, une atteinte au commerce privé et une violation du secret commercial qui peuvent facilement avoir pour conséquence des dommages considérables. Les efforts de notre légation n'ont malheureusement pas abouti au résultat désiré ; il a été répondu que la disposition en cause forme une partie intégrante de la loi douanière Mac-Kinley et que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas le pouvoir de modifier cette formelle prescription légale.

Suivant la deuxième disposition que le commerce envisage comme très injuste, le chef ou l'associé d'une maison a seul le droit de signer les factures, et la signature doit toujours être apposée au bureau du consulat. Or, si le chef ou l'associé de la maison est empêché, par la maladie ou une absence, de se présenter au bureau du consulat, la signature d'un chargé de procuration, porteur d'un certificat *ad hoc* et de pouvoirs spéciaux, est reconnue, mais dans ce cas, une taxe de 13 francs est perçue pour chacune des factures qu'il a à signer. Ensuite de nos réclamations, le consul américain que cela concerne a reçu l'ordre de ne plus à l'avenir prélever cette taxe.

TROISIÈME DIVISION

Emigration.

A. SECTION ADMINISTRATIVE.

1. *Généralités.* — 1. En 1890, l'émigration a quelque peu diminué ; c'est là un fait qui ne s'est pas produit depuis l'année 1886. Le nombre de nos nationaux et des étrangers établis chez nous que les sept agences et une maison autorisée à vendre des billets de passage ont expédiés de Suisse, s'élève à 7,712, c'est-à-dire à 728 de moins qu'en 1889. Le nombre des personnes qui, pendant la dernière période décennale, ont émigré de Suisse pour les pays d'outre-mer par l'intermédiaire des agences d'émigration est de 92,038, ce qui donne une moyenne annuelle de 9,204 ; le chiffre de 1890 est donc de 1,492 inférieur à la moyenne des dix dernières années. Quant à la destination des émigrants de l'année 1890, des renseignements sont donnés par le chapitre IV du présent rapport. Les ports européens où le plus grand nombre des émigrants se sont embarqués, sont les suivants : Le Havre (5,590 personnes), Anvers (1,315), Marseille (230), Bordeaux (122), Rotterdam (94).

2. L'article 14 de la loi prescrit que les agences qui reçoivent des sommes en dépôt doivent faire en sorte que l'émigrant en puisse toucher, au lieu de destination, la contre-valeur au comptant et sans déduction. En exécution de cette prescription, l'article 39 du règlement d'exécution du 10 juillet 1888 dispose que les agents doivent communiquer au département des affaires étrangères une liste des sommes dont il s'agit. Mais les agences ne se sont conformées que très imparfaitement à l'obligation qui leur était imposée. Pour en amener l'accomplissement uniforme, le département a établi un formulaire spécial qui est délivré gratuitement aux

agences. La récapitulation des données obtenues au moyen de ce formulaire démontre qu'en 1890 une somme de fr. 973,423.52 a été confiée aux agences d'émigration en Suisse et a été payée aux émigrants au lieu de leur destination.

Une fraction insignifiante seulement de ces sommes, qui ont été en grande partie payées à New-York, provient de personnes qui n'ont pas émigré depuis la Suisse. La récapitulation mentionnée montre entre autres que les émigrants suisses n'arrivent pas les mains vides dans leur nouvelle patrie. Il faut de plus tenir compte que ces sommes ne constituent pas à elles seules la fortune entière des émigrants, mais que leurs bagages et l'argent comptant qu'ils emportent avec eux représentent aussi une valeur qui n'est pas à dédaigner, et que des héritages échoient encore plus tard à nombre d'entre eux.

3. Un gouvernement cantonal nous a demandé si les agences, d'émigration ne peuvent pas être considérées comme domiciliées chez leurs sous-agents et si les impôts industriels qu'elles ont à payer ne peuvent pas leur être réclamés au domicile des sous-agents, ou si, pour les opérations qu'elles font en dehors du domicile de l'agence principale, elles doivent payer les impôts au siège de ce dernier domicile. Nous avons répondu que l'article 26 de la loi du 22 mars 1888, qui avait été invoqué par les agences en cause et d'après lequel aucun canton ne peut plus réclamer aux agents d'émigration ou à leurs sous-agents, de cautionnement ou de taxe quelconque, n'est pas applicable dans l'espèce, puisqu'il s'agit ici d'un impôt ordinaire et que le tribunal fédéral a déjà prononcé, le 4 mai 1889 (arrêts du tribunal fédéral, XV, 34), que les agences peuvent aussi être astreintes à payer dans les autres cantons l'impôt sur les bénéfices que leur procurent les opérations de leurs sous-agents, mais que, dans ce cas, elles sont autorisées à déduire de la somme totale des revenus pour lesquels elles sont taxées à leurs sièges, la part de ces revenus provenant de leurs succursales (sous-agences).

II. *Agences, sous-agents, cautionnements.* — 1. Cette année, le nombre des agences est demeuré le même ; par contre, celui des sous-agents s'est passablement augmenté. La liste des personnes et sociétés autorisées à faire en Suisse des opérations d'émigration, liste qui, en conformité de l'article 8 de la loi, a été publiée au commencement de l'année 1891 dans la Feuille fédérale (F. féd., 1891. I, 167), indique sept agences et une maison autorisée à vendre des billets de passage, occupant ensemble 170 sous-agents. Le plus grand nombre des sous-agents se trouvent dans le canton de Berne (40), l'essin (29), Saint-Gall (16), Grisons (10), Argovie, Valais, Neuchâtel (chacun 8), et Zurich (7). Dans les cantons d'Unterwald-le-Bas, de Fribourg et d'Appenzell, Rhodes-Intérieures, il n'y a aucun agent ni sous-agent ; aussi ces cantons n'ont-ils qu'une très faible émigration.

A différentes reprises déjà, nous avons attiré l'attention sur les multiples inconvénients qui sont une conséquence du trop grand nombre de sous-agents que les agences occupent dans presque toutes les parties du pays ; ces inconvénients ont été l'un des principaux motifs qui ont fait demander la revision de la loi fédérale du 24 décembre 1880. Il est vrai que la nouvelle loi a rendu plus difficile aux agences la nomination de sous-agents ; mais il semble que les nouvelles dispositions n'amènent pas une réduction du nombre des sous-agents dans la mesure où on l'avait espéré. Une élévation du cautionnement à fournir d'après le nombre des sous-agents n'est

pas possible sans une revision de la loi et ne paraît d'ailleurs pas non plus justifiée, car les cautionnements déposés par les agences pourraient suffire à faire face à toutes les éventualités rentrant dans le domaine des probabilités. Mais, d'autre part, on pourrait examiner la question de savoir si les modestes émoluments que les agents ont à payer aux termes de l'article 3, 2^e alinéa, de la loi, et de l'article 23 du règlement d'exécution, ne devraient pas être portés à un chiffre quelque peu supérieur. Une amélioration de l'état de choses actuel pourrait aussi être obtenue par un examen plus rigoureux des qualités que possèdent les sous-agents présentés par les agences. Mais, d'après l'article premier de la loi, cet examen incombe en première ligne aux cantons. Le grand nombre des sous-agents ne répond pas plus à un réel besoin, qu'il n'est dans l'intérêt de notre population. Comme la très forte partie d'entre eux ne reçoivent pas de traitements fixes, mais sont indemnisés à raison du nombre de personnes qu'ils ont eu à expédier, il est évident que leur intérêt leur commande de déployer tous leurs efforts pour engager à émigrer la plus grande quantité possible de personnes; les moyens dans ce but leur sont entre autres fournis par la littérature propagandiste mise à leur disposition par les agences étrangères, les compagnies de chemins de fer, les compagnies maritimes et les entreprises de colonisation. L'objection qui consiste à dire que ce n'est pas un mal d'avoir un grand nombre de sous-agents, mais que cela est même dans l'intérêt des émigrants, en raison de la concurrence, n'est pas plausible. La fixation des prix de passage, à laquelle on pense en tenant ce raisonnement, n'est pas l'affaire des sous-agents : ceux-ci n'ont aucune action en ce qui concerne les facteurs dont se composent ces prix, et ils peuvent tout au plus compter, selon les circonstances, sur une commission plus forte ou plus faible. Les changements fréquents qui se produisent dans l'état des sous-agents prouvent d'ailleurs que les agences n'apportent pas un très grand soin dans le choix de ces employés; en 1890, ces changements se sont élevés à pas moins de 56. Avec le même nombre d'agences principales qui existaient au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le nombre des sous-agents s'est dès lors augmenté de 51.

La somme déposée par les agents, à titre de cautionnement, est de francs 845,300. Le mouvement en papiers de valeurs qui s'est effectué, pendant l'année, par l'entremise du bureau de l'émigration, et qui lui a procuré un travail comportant de grandes responsabilités, se chiffre par 138,500 francs.

III. *Plaintes.* — Celle des tâches incombant au bureau de l'émigration et qui l'occupent toujours le plus, consiste dans les plaintes pour infractions à la loi, plaintes dont le nombre ne cesse d'être considérable. Ce fait doit être attribué à ce que le chiffre même des émigrants est chaque année très important, et il démontre, d'autre part, que la population se familiarise de plus en plus avec la loi du 22 mars 1888.

Les plaintes qui nous sont parvenues en 1890 concernaient :

1. L'expédition de personnes qui, par suite de leur âge avancé et de leurs infirmités, étaient incapables de travailler et dont l'entretien n'était pas suffisamment assuré au lieu de leur destination (article 11, chiffre 1) : 1 cas;
2. L'expédition de mineurs sans consentement écrit et dûment légalisé de la personne exerçant sur eux l'autorité paternelle ou tutélaire (article 11, chiffre 2, première phrase) : 4 cas;
3. L'expédition de mineurs âgés de moins de 16 ans, qui n'étaient pas

accompagnés de personnes de confiance et pour lesquels la preuve n'était pas fournie que leur entretien était assuré au lieu de destination (article 11, chiffre 2, seconde phrase) : 2 cas ;

4. L'expédition de personnes qui, après avoir payé le prix de leur voyage, seraient arrivées dénuées de ressources au lieu de destination (article 11, chiffre 3) : 1 cas ;

5. L'expédition de personnes ne possédant pas de papiers de légitimation sur leur origine et leur nationalité (article 11, chiffre 5) : 11 cas ;

6. L'expédition de parents qui, sans être d'accord avec l'autorité d'assistance compétente, émigrent en laissant en Suisse des enfants en bas-âge (article 11, chiffre 7) : 6 cas ;

7. L'emploi, pour des opérations d'émigration, de personnes qui n'avaient pas été présentées aux autorités comme sous-agents (émissaires, etc.) (article 5) : 5 cas ;

8. L'immixtion illégale dans des opérations d'émigration (articles 2 et 19) : 8 cas ;

9. Des publications illicites (article 8, 2^e alinéa, article 24, chiffre 1, de la loi, et article 41 du règlement d'exécution) ;

10. L'expédition d'émigrants par une autre route, par un autre moyen de transport ou par une classe plus basse que ne le stipulait le contrat (article 16, chiffre 2, article 17, chiffres 1 et 2) : 4 cas ;

11. L'interdiction de chercher à faire des opérations d'émigration en parcourant les campagnes, la conclusion de contrats dans une localité autre que le domicile indiqué à l'autorité, l'emploi d'émissaires (articles 11 et 21 du règlement d'exécution) : 2 cas ;

12. Le refus des agents de faire droit aux réclamations civiles des émigrants : 4 cas ;

13. L'expédition défectueuse du bagage d'émigrants : 2 cas ;

14. La nourriture, le gîte et le traitement pendant le voyage : 4 cas ;

15. Des suppléments aux prix fixés dans les contrats (article 16, chiffre 3) : 3 cas ;

16. La propagande en faveur d'entreprises de colonisation (article 10 de la loi, et 41 et suivants du règlement d'exécution) : 2 cas ;

17. L'établissement défectueux du contrat de voyage ; omission de noter sur ce document le prix du billet de transport dans le pays d'outre-mer (article 17, chiffre 4) : 4 cas.

Ainsi que nous l'avons fait les années précédentes, nous nous bornons à ne mentionner en détail que les plaintes qui, sous un rapport quelconque, présentent un intérêt spécial, ou dont la décision prise à leur égard a une importance de principe.

1. Deux émigrants avaient conclu avec une agence un contrat de passage aux termes duquel ils devaient être expédiés via le Havre et New-York et San-Francisco (Californie). Contrairement aux clauses de ce contrat, le représentant de l'agence à New-York voulait expédier les deux voyageurs à San-Francisco via Norfolk, et lorsque ceux-ci eurent persisté à prendre conformément à leur contrat, le chemin de fer « Union pacific », l'agent leur réclama un supplément de frais de transport de 5 dollars. La plainte portée à ce sujet était accompagnée de la quittance délivrée par la maison de New-York pour la somme de 5 dollars à titre de différence de prix entre le billet de transport via Norfolk (old Dominion Line) et celui du all rail road (transport par chemin de fer pour le trajet complet).

Nous avons déclaré la plainte fondée et infligé à l'agence une amende en nous basant, à l'essentiel, sur les motifs suivants :

1. L'article 15, chiffre 1, de la loi fédérale du 22 mars 1888 concernant les opérations des agences d'émigration, dispose que :

« Les obligations de l'agent envers l'émigrant comprennent, dans tous les cas : l'expédition sûre des personnes et de leurs bagages jusqu'au lieu de destination indiqué dans le contrat. pour un prix déterminé, fixé au contrat, et qui ne peut être augmenté en aucun cas et d'aucune manière », etc.

2. Le double, qui avait été remis aux émigrants dont il s'agit, du contrat passé le 5 mai 1889 entre l'agence et eux, porte, à son § 2, ce qui suit : « Le présent contrat donne droit aux personnes sus-nommées, au transport par chemin de fer en 3^e classe, le 22 mai 1889, jusqu'au port d'embarquement, à la traversée en 3^e classe du Havre à New-York sur le vapeur « La Gascogne » de la Compagnie générale transatlantique, partant le 25 du même mois, ainsi qu'au transport par chemin de fer de New-York (port de débarquement) à San-Francisco », etc.

3. Mais le voyage de New-York à San-Francisco via Norfolk ne se fait qu'en partie par voie ferrée, le trajet jusqu'à Norfolk devant être effectué par eau. Or, tandis que le transport par la route all rail de New-York via Chicago-Omaha, l'Union et le Central-Pacific, qui est la plus courte, la plus agréable et celle que choisissent la plupart des émigrants, coûte 58.25 dollars, on ne paie que 53.25 dollars, soit 6 dollars de moins, pour le voyage par vapeur jusqu'à Norfolk — voyage qui dure de 24 à 30 heures, — et de là par chemin de fer jusqu'à San-Francisco. Cependant le voyage par Norfolk est non seulement plus pénible que celui par la voie ferrée, mais encore il exige plus de temps, et les occasions de transport sont plus rares.

4. Contrairement à la prescription de l'article 17, chiffre 4, de la loi, le prix du billet de transport dans l'intérieur du pays d'outre-mer (pour le trajet de New-York à San-Francisco), n'est pas spécialement noté dans le contrat de voyage. Mais comme ce contrat prévoit que le voyage des émigrants aura lieu par chemin de fer dans l'intérieur des Etats-Unis, il est évident que lors de la fixation de la somme contractuelle à payer, c'est le prix de 58.25 dollars qui a été compté, alors que la maison de New-York a été avisée d'expédier les voyageurs via Norfolk, route pour laquelle le billet ne coûte que 53 24 dollars. L'agence s'est de cette manière procuré un bénéfice illicite de 5 dollars.

5. Il est vrai que dans le double du contrat communiqué au département des affaires étrangères par l'agence en cause, les mots « pour le transport par chemin de fer » sont radiés ; mais il est incontestable que c'est selon le texte de leur double sur lequel ces deux mots subsistent que les voyageurs avaient le droit d'être transportés, abstraction faite d'ailleurs de la circonstance que l'agence, qui ne se doutait pas que l'autre double du contrat (celui des émigrants) se trouvait en possession de l'autorité fédérale, est fortement soupçonnée de n'avoir tracé sur son double les mots en question que lorsqu'elle a eu connaissance de la plainte par la demande d'explication qui lui a été adressée.

La décision quant à la restitution des 5 dollars a été réservée au juge compétent.

Mais, plus tard, l'agence s'est trouvée en mesure de prouver que les deux

émigrants avaient pu être expédiés par la ligne New-York via Kansas Topeka all rail à San-Francisco, fait auquel ne s'opposaient pas les mots « pour le transport par chemin de fer » ; l'agence a simplement démontré par là le bien-fondé absolu de notre supposition que les mots en question n'avaient été radiés que postérieurement.

2. Un agent badois d'émigration a conclu, à Bâle, le 21 mars 1889, un contrat de voyage avec un émigrant. Celui-ci fut arrêté le même jour par la police bâloise pour être interrogé le lendemain, mais pendant la nuit du 21 au 22 mars il s'est suicidé dans le local du bâtiment de police où il avait été enfermé. Cet individu ne possédait pas de papiers de légitimation et s'était, probablement à l'instigation de l'agent, donné un faux nom. Ce n'est qu'après de longues recherches de l'autorité bâloise que l'on est parvenu à établir son identité. Le contrat était daté de Fribourg-en-Brigau, bien qu'il eût été conclu à Bâle, ainsi que l'instruction l'a établi. Lors de son arrestation, l'émigrant était porteur de ce contrat, d'un billet d'émigrant pour le trajet de Bâle au Havre et d'une traite sur New-York délivrée par une agence suisse. Il a déclaré au gendarme qui l'a arrêté, que le contrat a été passé avec le concours d'un employé d'une agence suisse, mais au moyen d'un formulaire de l'agent badois, et que le billet de chemin de fer Bâle-Havre lui a été remis au bureau de ce dernier.

L'agence suisse, mise en demeure de s'expliquer sur l'accusation d'avoir coopéré à la conclusion d'un contrat entre un émigrant sans papiers et une agence d'émigration étrangère non autorisée à faire en Suisse des opérations d'émigration, a allégué ce qui suit :

Il est exact qu'elle a parfois procuré à l'agence badoise des billets de chemin de fer Bâle-Havre, et la caisse de la ligne du Jura-Berne-Lucerne à Bâle lui a délivré sans contestation les billets au vu des contrats d'émigration de ladite agence. Elle ne s'est jamais préoccupée des papiers des passagers de cette dernière, puisque c'est celle-ci qui s'était chargée, par contrat, de leur expédition et non pas elle-même. Dans ces expéditions en transit, pour des maisons d'émigration étrangères, le même mode de procéder est usité par toutes les agences bâloises d'émigration. L'agence suisse n'a pas commis une infraction à l'article 2 de la loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration, puisque R. n'a fait que transiter à Bâle avec un contrat d'émigration, légalement dressé, d'une agence allemande. Un semblable trafic de billets de chemins de fer avec des maisons étrangères s'occupant d'émigration ne peut être considéré comme une opération d'émigration, mais rentre plutôt dans la notion habituelle du commerce de transit. Comme les agences d'émigration jouissent de la liberté d'industrie aussi bien que les compagnies de chemins de fer, et comme un commerce qui ne concerne pas l'émigration ne devient pas une opération d'émigration par le fait qu'il est exercé accessoirement par une agence d'émigration, l'agence en cause se considère absolument en droit de se livrer au trafic en question. Il en est de ceci comme des affaires de change qu'elle fait non pas en sa qualité d'agence d'émigration, mais comme « maison de banque ». Les billets dont il s'agit ne sont point des billets de passage ou des billets maritimes ; ce sont des billets continentaux, c'est-à-dire de transit pour des étrangers qui, pendant leur voyage, ne touchent pas du tout Bâle ou qui proviennent d'une localité quelconque de l'étranger où ils ne peuvent pas se procurer de billets directs pour le Havre, et qui ne font que traverser Bâle.

Nous n'avons pu nous ranger à cette manière de voir, et avons au contraire infligé une amende à l'agence, en nous basant sur les considérants que voici :

1. L'enquête a démontré que H. J., de Fribourg (Suisse), a conclu un contrat d'émigration avec J. R., à Bâle, et qu'il voulait expédier ce dernier en Amérique depuis le territoire suisse ; il a donc commis une infraction aux articles 2 et 19 de la loi fédérale du 22 mars 1888, interdisant aux personnes qui ne sont pas en possession d'une patente délivrée par le conseil fédéral, de se livrer en Suisse à des opérations d'émigration. Aussi J. a-t-il été, en conformité de l'article 19 de la loi citée, condamné à une amende par le tribunal de police du canton de Bâle-ville.

2. L'enquête a également démontré que l'agence suisse d'émigration a concouru à l'opération, puisqu'elle a procuré à J. les billets de transport par chemin de fer pour le parcours Bâle-Havre, en faveur des personnes expédiées depuis Bâle par ce dernier. L'objection de l'agence consistant à dire qu'elle n'a pu savoir qu'un des billets fût destiné à un émigrant sans papiers, soit à J. R., n'a aucune valeur, car ce n'est pas le fait que celui-ci était sans papiers qui constitue l'infraction à la loi de la part de l'agent badois, mais la circonstance que ce dernier s'est livré en Suisse à des opérations d'émigration, ce qu'il n'était pas absolument en droit de faire ainsi que le savent parfaitement les agences suisses. Au surplus, on doit tirer du fait qu'au moment de son arrestation R. était porteur d'une traite délivrée par l'agence suisse sur son représentant à New-York, la conclusion que l'agence a très bien su que l'un des billets était destiné à R.

3. Il ne saurait y avoir aucun doute que pour les expéditions en transit, c'est-à-dire l'achat de billets de chemin de fer pour des passagers qui ont conclu des contrats d'émigration avec des agences étrangères ou qui se sont procuré d'une autre façon des billets de passage, les agences d'émigration sont aussi bien soumises aux dispositions légales que pour toutes les autres expéditions, et cela pour les motifs suivants :

Les agences suisses d'émigration exercent leur profession en vertu d'une patente qui leur est délivrée par le conseil fédéral ; sans cette patente, elles ne pourraient, d'une manière générale, entreprendre aucune expédition d'émigrants et par conséquent aucune expédition en transit. Personne ne pourrait s'adresser et personne ne s'adresserait à elles en vue d'émigrer ; de même, les personnes qui ont conclu des contrats avec des agences étrangères, ou qui se sont procuré autrement des billets de passage, ne s'adresseraient également pas à elles ni ne pourraient le faire. Les opérations des agences d'émigration ne consistent pas seulement dans l'expédition depuis le port d'embarquement jusqu'au port de débarquement, mais l'expédition depuis une localité quelconque du territoire suisse jusqu'au port d'embarquement est interdite à ceux qui vendent des billets de passage, et est réservée aux seules agences d'émigration.

4. Le représentant à Bâle de la ligne du Jura-Berne-Lucerne a remis au département de police du canton de Bâle-ville la déclaration écrite suivante : « Il y a des années, nous avons reçu de notre direction l'ordre formel de ne délivrer les billets d'émigrants Bâle-Havre que contre présentation d'un contrat d'émigration établi par une agence patentée en Suisse. L'agent H. J. avait voulu autrefois retirer à notre caisse un de ces billets Bâle-Havre, mais il a essuyé un refus, l'observation lui ayant, à cette

occasion, été faite que de tels billets ne peuvent être remis à des agents d'émigration qui ne sont pas concessionnés en Suisse ».

L'assertion que les compagnies de chemins de fer vendent aussi aux émigrants ou aux agents étrangers des billets d'émigrants est donc inexacte, tout comme l'allégation de l'agence tendant à dire qu'il en est des expéditions en transit comme des opérations de change qu'elle ne fait pas en sa qualité d'agence mais comme banque, n'est pas davantage juste, vu l'article 14 de la loi fédérale du 22 mars 1888 par lequel le législateur a trouvé nécessaire d'édicter des dispositions sur les opérations de change entre les émigrants et les agences.

En vertu de considérants analogues, des amendes ont été infligées deux fois à une autre agence, parce qu'elle avait cru pouvoir expédier, sans tenir compte des dispositions de la loi, les personnes qui s'étaient procuré auprès d'agences étrangères leurs billets pour le voyage en mer, ou avaient reçu d'Amérique des « prepaid tickets ».

3. Dans trois cas, nous avons dû prononcer des amendes à l'occasion de l'expédition de pères de famille qui avaient laissé au pays des enfants en bas-âge. les agences ne s'étant pas assurées, avant de se charger de l'opération, que les autorités des communes desquelles ressortissaient les émigrants consentaient à l'expatriation de ceux-ci. L'interdiction, qui n'était pas contenue dans la loi de l'année 1880, d'expédier des parents qui, sans être d'accord avec l'autorité d'assistance compétente, se proposent de laisser en Suisse leurs enfants en bas-âge (article 11, chiffre 7, de la nouvelle loi), est en général reconnue très utile ; il est donc d'autant plus surprenant que dans quelques cas qui se sont produits depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les agences en défaut n'aient pas été dénoncées en première ligne par les autorités communales intéressées, mais bien par des maisons concurrentes.

Dans un cas il s'agissait de savoir si l'article 11, chiffre 7, de la loi, était aussi applicable à l'expédition d'étrangers. D'après la lettre de la loi qui ne fait que dans l'article 11, chiffre 6, une distinction entre les citoyens suisses et les étrangers, il pouvait paraître hors de doute que lors de l'expédition d'étrangers, les agences doivent aussi s'assurer s'ils laissent des enfants en bas-âge et, dans le cas affirmatif, si l'autorité compétente d'assistance consent à ce que les parents émigrent. Mais, à notre avis, telle n'a pas été l'intention du législateur, car celui-ci ne peut évidemment avoir commis la prescription en cause que dans l'intérêt des communes suisses, prescription qui ne saurait d'ailleurs être mise que très difficilement à exécution lorsqu'il s'agit d'étrangers qui, au moment de la conclusion du contrat, n'avaient pas leur domicile en Suisse.

4. Un ressortissant du canton du Tessin, S., a été accusé de s'être livré à des opérations d'émigration, bien qu'il ne possédât pas de patente ni ne fût sous-agent d'une agence patentée, et d'avoir en outre commis des fraudes au préjudice des personnes engagées par lui. Le plaignant se basait sur le fait que S. avait engagé un émigrant tessinois prêt à partir pour la République Argentine et l'avait adressé, pour l'expédition, à une compagnie maritime de Gènes après lui avoir fait payer pour le voyage une somme de fr. 190. Lorsque l'émigrant s'est présenté auprès de la compagnie de transport, celle-ci lui a refusé un billet de passage en raison de ce

que l'agent S. ne lui avait envoyé qu'une partie et non la totalité du prix de la traversée. Le consulat suisse à Gènes a pris l'émigrant sous sa protection ; il a garanti la somme manquante et a ainsi rendu possible la continuation du voyage.

Afin que l'agent en question fût déféré aux tribunaux, ces faits ont été portés à la connaissance du Conseil d'Etat du Tessin, en lui faisant remarquer que comme S. n'était ni agent ni sous agent, l'autorité fédérale n'était pas compétente pour le juger, mais que, aux termes de l'article 19 de la loi, l'affaire était du ressort des tribunaux cantonaux. S., traduit devant le tribunal du district de Lugano, fut reconnu, par ce tribunal, coupable d'infraction à la loi et condamné, — sous réserve des droits des tiers, — à une amende de fr. 100 et au paiement des frais du procès. Mais il recourut contre cette sentence à la cour d'appel ; cette dernière cassa le jugement de première instance et acquitta l'accusé pour cause d'incompétence des tribunaux. Cet arrêt est à l'essentiel motivé par les considérants suivants :

L'article 2 du règlement d'exécution du 10 juillet 1888, pour la loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration, dispose que les cantons doivent désigner au Conseil fédéral les autorités auxquelles est confiée la surveillance des agents et sous-agents établis sur leur territoire. Or, en opposition à ce qui a été fait relativement à d'autres lois fédérales, telles que celles sur les forêts, la chasse et la pêche et sur le travail dans les fabriques, le canton du Tessin n'a édicté et n'a soumis à la sanction du Conseil fédéral aucune prescription législative sur l'organisation des autorités d'exécution de la loi sur l'émigration, ni sur la procédure à observer dans les cas de contraventions à cette loi ; on doit donc admettre que les autorités compétentes, pour la poursuite de telles contraventions, n'ont pas été désignées, et que la procédure à suivre n'a pas été fixée.

Nous n'avons pu laisser prévaloir cette argumentation de la cour d'appel. L'article 2 du règlement d'exécution ne pouvait en aucun cas être invoqué dans l'espèce, car les autorités administratives cantonales prévues par cet article pour contrôler la gestion des agents, n'avaient rien à voir dans l'affaire ; il s'agissait au contraire d'une violation de la loi, dont la répression incombait, selon le texte parfaitement clair de l'article 19 de la loi, aux tribunaux cantonaux. Supposé même que la loi fédérale en cause prévoie un règlement cantonal d'exécution, l'application des dispositions essentielles de cette dernière ne saurait être suspendue jusqu'à l'élaboration de ce règlement. Nous avons en conséquence invité le Conseil d'Etat du canton du Tessin à donner à la cour d'appel connaissance de nos observations, afin qu'éventuellement elle procède à une révision de son arrêt.

Nous nous référons d'ailleurs, en ce qui concerne cette affaire, aux explications détaillées contenues dans la Feuille fédérale de 1896, tome III, p. 1,096 et suivantes.

5. Une agence avait expédié en Amérique une femme et ses enfants sans que le mari et père en eût préalablement eu connaissance. Ni la femme, ni les enfants n'étaient en possession de papiers constatant leur origine et leur nationalité. Au début, l'agence niait qu'elle eût procédé à l'expédition, mais une enquête de longue durée a enfin démontré qu'elle avait procuré à ces émigrants les billets de chemins de fer qui leur étaient nécessaires jusqu'au port d'embarquement.

L'agence a répondu que le père savait que ses enfants parlaient, et qu'il

n'a fait sa dénonciation que pour pouvoir ultérieurement formuler contre l'agence une demande en dommages-intérêts ; nous n'avons pas pris en considération cette allégation, vu le texte précis de l'article 11, chiffre 2, de la loi qui interdit aux agents d'expédier des mineurs sans un consentement écrit, dûment légalisé, de la personne exerçant sur eux l'autorité paternelle et tutélaire.

6. Dans un autre cas de même nature, l'agence soutenait qu'elle n'avait pu se procurer le consentement du père à l'émigration de son fils encore mineur, parce que son domicile était inconnu et qu'en fait l'autorité paternelle était exercée par la personne qui a passé le contrat pour l'enfant et a payé les frais de voyage de celui-ci.

Nous n'avons pu admettre cette excuse, d'abord parce que l'acte d'origine de l'enfant indiquait la commune du père, et que ce dernier était effectivement établi dans cette commune, — ensuite parce que l'agence aurait dû se faire présenter la preuve que la personne en question possédait réellement l'autorité tutélaire.

7. Enfin, dans un troisième cas, où une agence avait expédié en Argentine quelques enfants mineurs, l'enquête a révélé que la personne exerçant l'autorité paternelle ou tutélaire avait, il est vrai, consenti à ce que l'émigration eût lieu, mais que l'agence avait cependant négligé de se faire délivrer à cet égard une déclaration écrite. Dans cette circonstance, il semblait qu'il s'agissait plutôt de l'omission d'une formalité que de l'expédition d'enfants effectuée sans le consentement des parents. Mais ce qui était plus grave, c'est que l'agence ne se fût pas renseignée sur le point de savoir si l'entretien d'un de ces enfants, qui n'avait pas atteint sa 16^{me} année, était assuré au lieu de sa destination. Nous avons en conséquence infligé une amende à l'agence. Vers la fin de l'année, des nouvelles qui nous sont parvenues nous ont appris que l'enfant dont il s'agit était tombé dans une profonde misère.

8. Très nombreuses sont chaque année les plaintes pour violation de la loi fédérale du 22 mars 1888 par des insertions et d'autres publications. Il va sans dire que les agences sont autorisées à publier des annonces au sujet de l'expédition des émigrants, mais à condition que ces annonces ne renferment rien de contraire aux dispositions de la loi ainsi qu'aux instructions données, pour son exécution, par le conseil fédéral et le département, et qu'elles ne soient pas de nature à induire en erreur les personnes qui veulent émigrer (article 24 de la loi).

Au nombre des annonces nuisibles se trouvent entre autres celles par lesquelles une agence prend le prétexte du retour en Amérique d'une personne en visite en Suisse, pour inviter les émigrants à se joindre à elle, ou par lesquelles elle fait prévoir que les émigrants seront accompagnés par un soi-disant américain. Ces « américains » ont bien plus en vue leur propre intérêt que celui des personnes engagées par eux à émigrer : ils sont avant tout préoccupés d'obtenir par l'engagement d'un grand nombre d'émigrants, des commissions aussi fortes que possible, c'est-à-dire une réduction aussi importante que possible du prix de leurs propres billets de passage, ou même la traversée gratuite.

On se représente ainsi facilement la valeur qu'il faut attribuer aux ren-

seignements et aux conseils de ces « américains », et on voit aussi par là que le fait, annoncé par les agents, qu'un transport d'émigrants sera accompagné par de semblables « guides expérimentés », résulte bien moins d'un sentiment d'humanité que de la spéculation ayant pour but d'attirer un grand nombre d'émigrants. Les insertions de ce genre sont par conséquent en contradiction avec la prescription de l'article 5, alinéa 5, de la loi stipulant que les relations d'affaires avec les émigrants ne peuvent avoir lieu que par l'intermédiaire des agents et des sous-agents.

Jusqu'à présent, nous nous sommes bornés à attirer dans chaque cas l'attention des agences sur l'inadmissibilité de telles annonces; mais dorénavant, et en application de l'article 18 de la loi, nous frapperons d'une amende les agences qui auront publié des annonces de la nature de celles dont il s'agit.

Plus nuisibles encore que les insertions dont nous venons de parler, sont les publications faisant entrevoir aux personnes qui ont envie d'émigrer, une occupation ou des places lucratives dans les pays d'outre-mer. Si des publications de ce genre sont faites par des tiers, ceux-ci invoquent, dans les enquêtes instruites contre eux, le fait qu'ils ne s'occupent pas de l'expédition des personnes engagées par eux à émigrer, cette opération étant au contraire laissée aux agents d'émigration, et que, par conséquent, les dispositions pénales de la loi ne leur sont applicables. Cette objection n'est pas plausible. Il est évident que le législateur a voulu interdire à toutes personnes ne possédant pas de patentes, non seulement d'expédier des émigrants, mais encore d'en enrôler, d'en engager, en un mot de se livrer à toute propagande en faveur de l'émigration. En édictant une loi fédérale sur les opérations des agences d'émigration, et spécialement par les articles 8, 10, 12, 13, 19 et 24 de cette loi, on a voulu créer des garanties que personne ne s'expatrie dans ces contrées où selon des rapports objectifs, les conditions nécessaires à une existence prospère de l'émigrant n'existent pas, ou n'émigre dans des circonstances où ces conditions de prospérité sont d'avance exclues. Mais ces garanties ne sont pas données si chacun est libre de faire, par la presse ou en parcourant la campagne, de la propagande pour l'émigration, et croit avoir suffisamment satisfait à la loi en renvoyant à une agence patentée, pour être expédiées, les personnes qui, par suite de toutes espèces d'illusions, et surtout par des promesses de travail, par des offres de terrains, des emplois, des avances pour frais de voyage, etc., se sont décidées à émigrer. La surveillance de l'autorité ne doit pas seulement s'exercer sur la manière en laquelle l'expédition est faite, mais aussi sur les voies et moyens employés pour engager des émigrants et sur la direction où ils sont dirigés.

9. Enfin, il nous est parvenu un certain nombre de plaintes dont la solution échappait à notre compétence. Les unes se présentaient, après une étude détaillée, comme des réclamations de droit civil, c'est-à-dire en dommages-intérêts, d'autres étaient portées contre des personnes qui ne sont ni agents patentés, ni sous-agents au service d'une agence patentée. Pour les plaintes de la première catégorie, nous avons jugé à propos, ainsi que nous l'avons fait les années précédentes, de ne pas renvoyer purement et simplement leurs auteurs à se pourvoir devant les tribunaux, mais de chercher, pour éviter aux parties les difficultés et les frais d'un procès, à amener une entente amiable. Nous pouvons constater avec satisfaction que

dans quelques cas cette manière de procéder nous a réussi. Les négociations avec les parties en cause étaient plus difficiles lorsqu'il s'agissait de plaintes relatives à des pertes ou à l'arrivée tardive, ou à des avaries subies par le bagage des émigrants. Il est vrai que l'article 15 chiffres 1 et 5, de la loi, oblige les agences tant à expédier sûrement les bagages qu'à les assurer contre toute perte ou avarie; sous ce rapport, l'agence en défaut peut donc aussi bien être punie d'amende par l'autorité fédérale administrative que poursuivie en dommages intérêts devant le juge cantonal; mais il peut également arriver que l'émigrant soit lui-même la cause que son bagage ne lui est pas parvenu à temps, qu'il a été avarié ou même complètement perdu.

Quant aux plaintes relatives à des infractions à la loi commises par des personnes ne figurant pas dans la liste des agents ou sous-agents officiels, nous les avons simplement transmises aux autorités cantonales, conformément à l'article 19 de la loi. Ces plaintes se rapportaient ou bien à des publications concernant l'expédition d'émigrants ou à des opérations d'émigration faites par des personnes non autorisées, ou bien encore à la participation à des entreprises de colonisation, c'est-à-dire à une propagande faite en faveur de l'émigration pour des contrées déterminées. La manière en laquelle ces plaintes ont été liquidées par les autorités cantonales compétentes nous oblige de nouveau à faire remarquer que, tandis que dans quelques cantons la surveillance sur l'émigration est exercée loyalement et d'une façon correspondant entièrement aux intentions du législateur, dans d'autres cantons, par contre, on procède avec une indulgence qui équivaut à l'encouragement de l'émigration.

Nous devons encore ajouter que, d'une manière générale, une vive lumière est jetée sur les procédés de certains agents par les subterfuges et les moyens dont ils se servent pour chercher à se défendre lorsqu'ils doivent fournir des explications sur les plaintes portées contre eux. L'autorité a souvent d'incroyables difficultés à découvrir les intrigues ourdies avec un extrême raffinement par divers agents pour rendre d'avance impossible la constatation de contraventions à la loi. C'est pour cela que même les cas dans la solution desquels aucun nouveau point de vue n'est entré en ligne de compte, offrent un grand intérêt, vu la diversité des faits de la cause et des moyens de défense des agents, mais il serait trop long de citer toutes les plaintes dans lesquelles les faits seuls varient et non les considérants qui nous ont guidés à infliger des amendes.

10. Il faut enfin mentionner qu'il nous est aussi parvenu un certain nombre de plaintes contre la manière dont les émigrants étaient traités, nourris et logés tant pendant le voyage jusqu'au port d'embarquement que pendant la traversée sur mer. Dans ces cas aussi, nous avons invité les agences à s'expliquer; toutefois, nous avons acquis la conviction qu'en ne passant pas par elles, mais en nous servant plutôt de l'intermédiaire des représentants suisses dans les ports de mer, nous sommes nous-mêmes mieux en état d'agir pour qu'il soit remédié aux inconvénients signalés. Nous pouvons dire avec satisfaction que les efforts de notre légation à Paris surtout, et du consulat au Havre, port où s'embarquent toujours la presque totalité des émigrants suisses, ont abouti à amener l'exécution de mesures propres à assurer aux émigrants un traitement humanitaire pendant la traversée. Il ne faut en outre pas non plus laisser

passer sous silence que, ainsi qu'une enquête très détaillée que nous avons ordonnée au sujet des conditions existantes l'a révélé, plusieurs de ces plaintes émanaient, d'un côté, de personnes n'ayant pas l'habitude de voyager et n'ayant aucune idée des difficultés ainsi que des désagréments inévitables que présente naturellement un voyage sur mer, et, d'un autre côté, étaient inspirées par des personnes qui avaient en vue plutôt les intérêts de compagnies maritimes concurrentes que ceux des émigrants.

IV. DESTINATION DES ÉMIGRANTS. CONFLITS A PROPOS DE L'ÉMIGRATION DANS LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. COLONISATION. PROPAGANDE EN FAVEUR DE L'ÉMIGRATION.

a. Etats-Unis d'Amérique. — Bien qu'en totalité et comparativement à l'année précédente, l'émigration ait subi une diminution, celle pour les Etats-Unis est cependant restée à peu près au même niveau (6,909 personnes contre 6,963 en 1889). La diminution porte principalement sur l'émigration pour le Chili et la République Argentine. Ce fait démontre qu'en général l'émigration suisse n'a pas été entravée par les mesures prises depuis quelques années par les Etats-Unis pour restreindre l'immigration. Cependant, ces mesures ont donné lieu, dans quelques cas, à des conflits très désagréables. Dans notre rapport sur l'année 1889, nous avons déjà fait mention des lois édictées par les Etats-Unis et qui, de même que la législation douanière de ce pays, ont pour but de rendre difficile l'importation de produits industriels étrangers dans l'intérêt du travail national. Ces lois sont celles du 3 août 1882, 26 février 1885 et 23 février 1887. La première interdit l'immigration des personnes qui ont été punies d'emprisonnement et de celles qui ont reçu des secours de l'assistance publique; en outre, de celles que l'ont craint de voir tomber à la charge de la charité publique; au nombre de ces dernières, la loi cite spécialement les infirmes, les estropiés et les faibles d'esprit. Sont en outre atteintes par ces dispositions, toutes les personnes qui, pour une cause quelconque, ne sont pas en état de gagner leur propre entretien et n'ont pas aux Etats-Unis des parents se trouvant en mesure et ayant la volonté de prendre soin d'elles. La loi de 1885 et 1887 interdit l'entrée sur le territoire des Etats-Unis aux travailleurs qui ont été engagés en Europe ou même verbalement, pour occuper un emploi ou une fonction, ou pour être en service.

Suivant un rapport du consulat suisse à New-York, la commission d'immigration fonctionnant en cette ville a, pendant l'année 1890 et en application de la première des lois mentionnées, interdit le territoire des Etats-Unis à 10 personnes venant de Suisse, et, en vertu de la seconde loi, à une personne; mais la décision de réexpédition n'a été réellement mise à exécution qu'à l'égard de 4 personnes. Dans la plupart des cas, le consulat a pu convaincre les autorités du port que les dispositions de la loi avaient été appliquées injustement aux personnes faisant l'objet de la décision. Mais dans la règle, l'intervention n'a été couronnée de succès que lorsque l'on a réussi à découvrir des amis ou des parents des personnes menacées de renvoi, et à les engager à déposer un fort cautionnement fournissant la garantie que pendant 5 ans l'émigrant ne tombera pas à la charge de la charité publique. La décision de renvoi se rapportait généralement à des personnes âgées dont on pouvait mettre en doute les capacités nécessaires pour subvenir à leur entretien, à des veuves avec enfants, ainsi qu'à des femmes non mariées en état de grossesse avancée.

La plainte d'un citoyen auquel la commission d'immigration de l'état de New-York avait, en 1889, interdit le pays, ainsi qu'à ses deux enfants adultes, et qui avait été réexpédié en Europe avec eux, nous a occasionné une longue correspondance avec la légation suisse à Washington. Cet émigrant donnait la preuve que les suppositions qui avaient été la cause de sa réexpédition, étaient fausses, et il a sollicité notre intervention pour obtenir de l'autorité compétente des Etats-Unis le remboursement de ses frais de voyage et une indemnité en compensation de ses gains perdus. Notre enquête a démontré que le plaignant n'a été ni puni ni assisté, qu'il était ainsi que ses enfants, capable de travailler et de gagner sa vie, qu'il n'appartenait pas à la classe des ouvriers engagés par contrat, et que, par conséquent, aucune des dispositions de la loi américaine sur l'immigration ne lui était applicable. Le seul reproche qu'on lui fit était que depuis longtemps il vivait séparé de sa femme et que les frais de traversée avaient été payés par une tierce personne; mais à notre avis cette circonstance ne justifiait nullement la supposition que par cela même il tomberait à la charge de la charité publique aux Etats-Unis. Malgré des efforts énergiques de la légation et la réfutation détaillée des raisons avancées par les autorités des Etats-Unis pour motiver la réexpédition, on n'a malheureusement pu faire obtenir au plaignant une indemnité. En effet, les autorités américaines se sont en dernier lieu retranchées derrière le fait que l'émigrant, lorsque la décision de renvoi a été prise, n'a fait aucun usage des moyens de droit qu'il avait à sa disposition.

Un examen approfondi de tous les cas de réexpédition a démontré que d'une manière générale les dispositions des lois dont il s'agit sont appliquées tout à fait arbitrairement par les autorités établies dans les ports. De nombreuses plaintes nous sont également parvenues quant à la manière en laquelle les personnes sont traitées dans le dépôt de débarquement du port de New-York. Depuis le 18 avril 1890, l'ancien dépôt de Castle Garden est d'ailleurs fermé et la commission d'immigration de l'Etat de New-York dissoute. Dès lors, les émigrants arrivant à New-York débarquent au « Barge office » en attendant que le nouveau lieu définitif de débarquement soit établi, et l'administration ainsi que le contrôle ont passé à une commission nommée par le gouvernement fédéral.

Mais plus satisfaisante est l'information d'après laquelle on peut admettre avec certitude que la nouvelle commission s'efforcera sérieusement d'accorder aux émigrants la plus grande protection possible. La nouvelle autorité exécutera sans doute avec sévérité les lois sur l'immigration en ce qui concerne l'admission des étrangers, mais on peut cependant s'attendre à ce que des actes d'arbitraire tels que ceux qui ont été commis dans les derniers temps par les employés de l'Etat de New-York ne se reproduiront plus.

b. République Argentine. — En 1890, l'émigration pour ce pays a diminué de plus de 50 0/0, le nombre des personnes qui s'y sont rendues étant, en effet, de 629 contre 1,294 en l'année 1889. Les causes de cette diminution doivent être cherchées surtout dans les mauvaises nouvelles parvenues en Europe depuis quelque temps sur les conditions politiques et économiques de ce pays, ainsi que dans le mouvement révolutionnaire qui a

éclaté au mois de juillet et dont les suites se feront sentir longtemps encore. La diminution peut aussi être due à la circonstance que la propagande faite les années précédentes par les soi-disant bureaux d'information, émissaires ou agents s'est quelque peu relâchée. Cette propagande n'a toutefois pas encore cessé complètement. Divers indices, tels que des prospectus, circulaires, brochures qui nous ont été envoyés, ainsi que des demandes qui nous ont été formulées, nous conduisent plutôt à la conclusion que des agents secrets qui, en général, ont leur domicile à l'étranger, cherchent au moyen d'avances pour le paiement des frais de voyage, d'offres à prix réduits de terrains dans des contrées fertiles, de promesses d'emplois et de salaires élevés, à encourager la population agricole surtout de certains cantons, à émigrer en Argentine.

Nous avons chaque fois attiré l'attention des autorités cantonales sur les faits qui nous étaient signalés, et les avons invitées à surveiller avec vigilance les agissements des agents. Bien que, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'émigration suisse pour la République Argentine ait décliné en 1890, elle est encore considérablement plus élevée que dans les années où le gouvernement argentin n'avait encore pris aucune mesure pour encourager l'immigration, et plus élevée aussi que celle de plusieurs Etats européens en proportion d'une émigration égale. La population n'est pas partout à même de considérer avec la circonspection nécessaire l'image séduisante qui lui est faite de certains buts d'émigration, et de penser que les personnes qui lui font des promesses de la nature indiquée ne présentent aucune garantie que ces promesses seront tenues et n'assument aucune responsabilité que les émigrants trouveront les conditions telles qu'elles leur ont été dépeintes. Les rapports sur la situation actuelle de l'Argentine n'ont pas pénétré partout pour former un contre-poids aux prospectus alléchants de soi-disant colonisateurs et pour faire connaître que là où les salaires sont plus élevés que chez nous, les choses nécessaires à l'existence sont également d'un prix plus haut que chez nous, et que même notre pays se trouve dans une position infiniment plus favorable en comparaison d'un Etat dont la dette est relativement beaucoup plus forte que la nôtre.

Ces derniers temps, diverses plaintes nous sont parvenues sur la manière dont M. Fernandez, ancien consul de la République Argentine à Genève, tient ses engagements envers les agriculteurs et les domestiques qu'il a recrutés à la fin de 1889 et au commencement de 1890 dans les cantons de Fribourg et de Vaud, et qu'il a expédiés dans sa propriété « la Mathilde », province de Buenos-Ayres. On reproche à M. Fernandez de loger très mal et de nourrir insuffisamment les personnes entrées à son service, de ne pas payer les salaires conformément aux clauses des contrats, d'avoir après coup porté au compte des émigrants les frais de voyage qu'il avait pris à sa charge, etc. Jusqu'à la fin de l'exercice, nous n'avons pu apprendre d'une manière certaine jusqu'à quel point les plaintes sont fondées, et dans quelle mesure est exacte l'information suivant laquelle une grande partie des personnes que M. Fernandez a prises à son service, ont quitté la colonie. En attendant, nous veillerons à ce que le cautionnement déposé par M. Fernandez au Crédit gruyérien à Bulle ne lui soit pas restitué.

c. *Brésil*. — Imitant l'exemple du Chili et de la République Argentine, le Brésil a pris une série de mesures pour attirer les émigrants européens; en 1890, spécialement, il a édicté une loi qui prévoit, en faveur de ces émi-

grants, le paiement ou une réduction des frais de voyage depuis un port européen jusqu'à Santos ou Rio-de-Janeiro, le transport gratuit en chemin de fer dans l'intérieur du pays, etc. Cette loi charge aussi bien les représentants diplomatiques que les agents consulaires du Brésil de faire tous leurs efforts pour contribuer à peupler le pays de familles d'agriculteurs européennes. Un agent établi à Lisbonne, ainsi que des émissaires qui ont parcouru certaines contrées de la Suisse, ont répandu des prospectus et des circulaires dans lesquels étaient décrits d'une manière charlatanesque les avantages et les agréments qui attendent l'émigrant au Brésil. Une commission de fr. 7.50 avait été offerte à un agent suisse qui signalerait les personnes ayant l'intention d'émigrer. Une partie des enrôleurs agissaient sans doute plutôt d'après des instructions de compagnies maritimes qui expédiaient les émigrants pour le compte du gouvernement brésilien, que d'après celles de ce gouvernement. Les exagérations fabuleuses des avantages et des ressources du pays, ainsi que des faveurs accordées aux émigrants, paraissent avoir produit dans certains états européens un puissant courant en faveur de l'émigration et ont donné lieu à une intervention énergique de la part des autorités. Nous croyons notre population suffisamment protégée par les dispositions que nous avons édictées le 12 février 1889 (F. féd., 1889, I. p. 288 et suivantes) en exécution des articles 10 et 24 de la loi. Comme on le sait, ces dispositions interdisent de répandre de la littérature qui a pour but de faire de la propagande en faveur de l'émigration, et d'expédier des personnes dont les frais de passage ont été avancés ou payés, en tout ou en partie, par des sociétés, institutions, entreprises ou gouvernements étrangers. Les lois sur l'émigration de plusieurs autres Etats européens renferment des dispositions tout à fait semblables, et dans ces derniers temps il en a été arrêté de plus rigoureuses encore à la suite des mesures prises par les gouvernements des pays de l'Amérique du Sud. En raison de tous ces faits, nous ne pouvons laisser passer l'occasion de déclarer complètement injustifiée l'observation faite par la commission de gestion de l'année 1888 à l'égard de notre arrêté du 12 février 1889. On peut différer d'opinion sur la question de savoir si l'émigration a du bon ou du mauvais, mais on ne saurait jamais souffrir que celle-ci fût encouragée artificiellement par des spéculateurs étrangers. Elle doit être et demeurer spontanée et ne doit être ni entravée ni encouragée. Cette manière de voir a déjà été exprimée à réitérées reprises par l'assemblée fédérale et a constamment servi de règle au conseil fédéral dans sa ligne de conduite en matière d'émigration.

En 1890, l'émigration pour le Brésil a augmenté assez sensiblement, puisque 79 personnes y ont été expédiées contre 39 en 1889, et qu'en outre, ainsi que nous l'avons appris, quelques personnes se sont embarquées pour Santos à l'instigation d'enrôleurs; ces personnes ne s'étant pas servies de l'intermédiaire d'une agence suisse, elles ne figurent pas sur notre statistique de l'émigration. Toutefois, on ne peut pas qualifier de considérable l'émigration pour le Brésil, surtout si l'on tient compte du fait que 38 personnes ont été engagées par une entreprise de colonisation dont nous n'avons pas cru devoir interdire la représentation en Suisse, après un examen approfondi des conditions et après avoir reçu des renseignements satisfaisants sur la direction de l'entreprise. Il s'agit de l'affaire suivante :

Un monsieur Eugène Meyer, de Liestal, établi depuis nombre d'années à Rio-de-Janeiro en qualité de négociant, nous a demandé l'autorisation

d'engager un certain nombre de familles pauvres et de personnes célibataires et connaissant l'agriculture, à émigrer dans son domaine d'une étendue d'environ 6,000 h., et situé dans la province de Rio-de-Janeiro, près de la ville de Theresopolis. M. Meyer avait de préférence en vue les agriculteurs ruinés par les inondations du Rheintal Saint-gallois. Nous avons accordé, aux conditions ci-après, l'autorisation sollicitée :

1. M. Meyer doit remettre à l'autorité fédérale une déclaration formelle constatant qu'il ne fait pas usage, pour les personnes qu'il enrôle, des avances pour frais de passage que le gouvernement brésilien accorde aux immigrants. Cette condition a été posée, d'une part, afin que les colons ne soient pas engagés à la fois vis-à-vis de M. Meyer et du fisc brésilien, et d'autre part en raison des dangers reconnus que courent les émigrants qui acceptent de sociétés ou de gouvernements étrangers des avances pour leurs frais de voyage.

3. Les contrats conclus par M. Meyer avec des colons doivent clairement dire que les frais de passage des colons et de leurs familles ont été avancés par lui, et les contre-prestations des colons doivent y être indiquées séparément d'après les rubriques suivantes :

- a. remboursement des frais de voyage;
- b. prix du terrain et conditions de paiement;
- c. prix des logements et conditions de payement, avances de produits alimentaires, de graines, d'outils agricoles, etc.

3. La maison Eugène Meyer et C^{ie}, à Bâle, doit prendre l'engagement de payer le retour en Suisse des colons qui, dans le délai d'une année, demanderaient à rentrer au pays en motivant suffisamment cette demande. Eu égard à cette dernière condition, l'autorité fédérale a renoncé à exiger de M. Meyer le dépôt d'un cautionnement. Pendant l'année, 38 personnes ont émigré de Suisse pour la colonie de M. Meyer, appelée « Alpina ».

Nous n'avons rien à faire remarquer quant aux autres pays de destination des émigrants suisses de l'année 1890. Ces pays sont les suivants :

Autres pays de l'Amérique du Nord.	8 émigrants.	»
Chili	9	»
Uruguay	29	»
Autres pays de l'Amérique du Sud	6	»
Afrique.	15	»
Australie.	25	»
Asie.	5	»

B. Commissariat.

I. ACCOMPAGNEMENTS DES TRAINS D'ÉMIGRANTS.

Les deux sections dont se compose la division de l'émigration ayant en partie à s'occuper des mêmes questions à des points de vue différents, il est inévitable que certaines répétitions se produisent dans les rapports qu'elles ont à présenter. Nous avons cherché à les atténuer autant que possible.

Durant l'année qui nous occupe, l'expédition des émigrants suisses pour le Havre a souvent eu lieu par les trains spéciaux qu'organise, à certaines époques, la Compagnie générale transatlantique. Ces trains, partant habituellement de Bâle et quelquefois aussi de Berne, transportent directement

leurs voyageurs jusqu'à la station d'embarquement du Havre. Les expériences faites à l'occasion de l'accompagnement d'un de ces convois ont prouvé derechef que ce mode de transport est, tout particulièrement pour familles, beaucoup plus pratique que ne le sont les trains réguliers ordinaires. Nous en avons exposé en détail les raisons dans le rapport de l'année précédente. La plupart des émigrants utilisent, durant le voyage, le wagon-buffet attenant à chaque train spécial et dont les aliments et boissons se trouvent être de bonne qualité. Quelques réclamations parvenues au sujet de l'insuffisance des vivres livrés aux émigrants ont été communiquées à l'inspection de la Compagnie et, dès lors, à notre connaissance, ne se sont pas renouvelées. Autant que possible, on assigne aux voyageurs de nationalité italienne qui, souvent prennent en Suisse la route du Havre, des compartiments et un buffet spéciaux.

Une fois au port, le fonctionnaire qui accompagne l'un ou l'autre de ces trains, profite toujours de sa présence à l'embarquement pour se rendre compte de la façon dont on répartit les émigrants suisses dans l'entrepôt, de l'organisation intérieure, des provisions de bouche, du lazaret, etc. Il résulte d'expériences faites de nouveau au Havre qu'on ne peut attribuer aux passagers eux-mêmes que dans une mesure très restreinte la faute d'un manque de classement par nationalités et d'une répartition quelquefois défectueuse des sexes. Des observations faites à cet égard au commissariat du paquebot nous valurent l'assurance, donnée, il est vrai, antérieurement déjà, qu'à de semblables irrégularités, susceptibles de se produire le jour de l'embarquement, on remédait d'ordinaire au plus tard le lendemain; malgré cela, le résultat de nos remarques, ainsi que diverses réclamations qui nous parvinrent, firent l'objet d'une entrevue et d'une correspondance avec la direction de la Compagnie; nous reviendrons plus loin sur ces pourparlers.

La question des auberges destinées à loger les émigrants au Havre n'occupe actuellement, par rapport au passé, qu'une place secondaire. Même si ces émigrants arrivent à Paris par trains ordinaires, ils y ont, après une halte d'à peu près dix heures, l'occasion d'y prendre, à destination du Havre, le train spécial hebdomadaire régulier de la Compagnie générale transatlantique qui correspond exactement avec le départ de ses paquebots.

Dans le courant de l'automne, le chef du commissariat fit aussi, avec un train d'émigrants, le trajet de Suisse à Marseille. Il est de fait qu'à la gare de rassemblement et de départ de Genève, les émigrants ne sont pas groupés trop à l'étroit dans les voitures de III^{me} classe pourvues de sièges rembourrés mobiles, mais, par contre, durant tout le parcours, ces compartiments sont accessibles aux voyageurs des stations intermédiaires. Les inconvénients qui en résultent pour les émigrants ne sont généralement, à vrai dire, pas de longue durée, car toutes les personnes, en montant en wagon, ont le même intérêt à rechercher une place commode. En outre, réserve faite des cas tout-à-fait imprévus, les trains de nuit ont toujours un nombre suffisant de voitures. Vers le soir, les voyageurs atteignent Lyon où, profitant d'une halte de plusieurs heures, on leur sert un copieux repas; le lendemain matin, de bonne heure, ils arrivent à Marseille où ils sont reçus, à la gare même, par les tenanciers des auberges d'émigrants auxquels les agents suisses les ont adressés. Ces établissements sont en général convenablement tenus, et le logement qu'ils offrent, ainsi que leur

cuisine prêtent à peine à la critique ; lors d'un cas isolé d'exigence outrée pour le transport des bagages d'un émigrant par un de leurs portiers, les mesures nécessaires furent immédiatement prises afin de remédier à cet état de choses et d'en empêcher le retour.

Nos émigrants s'embarquant à Marseille pour l'Amérique du Sud utilisent toujours les vapeurs de la Compagnie des transports maritimes qui, pour la plupart, sont considérablement plus petits que ceux de la Générale transatlantique. Comme ces paquebots embarquent préalablement à Gênes des passagers italiens, en majeure partie de III^{me} classe, il est assez difficile d'obtenir chaque fois, pour nos émigrants, un classement en quelque sorte distinct dans l'entrepont. Par contre, lors de la visite de notre commissaire, la direction en cause, ainsi que précédemment, tint les promesses qu'elle lui fit à diverses reprises en ce sens qu'on assigna à nos compatriotes, et en partie dans des cabines spéciales, des places aussi claires et aérées que possible. Il est évident que bien d'autres facteurs peuvent encore, durant la traversée, concourir au bien-être des émigrants, ce dont il n'est naturellement possible de s'assurer qu'en route même. Nous attachons donc une importance toute particulière à la réception fréquente de rapports impartiaux de la part de certains passagers voyageant occasionnellement avec nos compatriotes, et à ce que ce mode de procéder, les rapports eux-mêmes ainsi que diverses réclamations, telles qu'elles sont énumérées plus loin soient, en temps utile, portés à la connaissance des Compagnies maritimes intéressées.

Les faits ayant démontré qu'accompagner partiellement nos compatriotes est un excellent moyen de renseigner avec fruit un grand nombre d'entre eux et de leur donner d'utiles conseils, notre commissaire fit, avec des trains d'émigrants, à différentes reprises, une partie de leur trajet, durant une demi-journée, quelquefois plus, mais, par économie de temps, sans toujours les accompagner jusqu'au port d'embarquement. Nombre de ces gens se rendent chez des parents qui les ont devancés à l'étranger, ou bien, ils ont là-bas quelque point d'appui, quelques relations ; mais d'autres, par contre — et ceux-ci sont loin d'être rares — partent sans but déterminé ou sans avoir, relativement au choix d'un nouveau foyer, des données et des raisons suffisantes ou répondant à leurs projets. Personne ne leur a parlé de l'existence d'un bureau officiel dont ils auraient pu obtenir gratuitement les conseils nécessaires ; nul ne leur a signalé certaines précautions que l'on doit observer durant le voyage. En général, ils écoutent avec intérêt les communications de notre commissaire et s'en montrent d'autant plus reconnaissants qu'il lui est parfois possible, à la dernière heure, dans certains cas particuliers, de remédier encore à leur état d'incertitude par des directions catégoriques et des recommandations en leur faveur.

II. RÉCLAMATIONS.

1. Une plainte formulée par des émigrants et des agents au sujet du fréquent encombrement des wagons à la gare de Delle, ainsi que le désir d'obtenir une meilleure correspondance à Paris, eurent pour effet des pourparlers directs et un échange de lettres avec la Compagnie française des chemins de fer de l'Est. La direction répondit en donnant l'assurance formelle qu'à l'avenir on ne logerait plus que huit personnes dans un compartiment de dix places assises ; deux enfants comptant pour un adulte. Un examen ultérieur démontra, en ce qui a trait à cette promesse, que des cas

isolés de sa non-exécution se sont, il est vrai, produits depuis lors, mais que, cependant, on doit attribuer cette lacune à l'avis télégraphique parfois incomplet du nombre des émigrants partis de Bâle. Grâce à cette défectuosité, il n'est pas toujours possible de joindre au train une voiture supplémentaire durant le court laps de temps disponible, à Delle, après les opérations de douane, ce qui, du reste, lors de cas analogues, a pu se faire déjà à la première station principale suivante. Par contre, nous n'avons pas obtenu une modification dans la correspondance à Paris, ni par conséquent un abrègement de la halte en cette ville et, par suite, celui de la durée du voyage, car la Compagnie de l'Est ne crut pas devoir consentir à ce que des voitures de III^{me} classe fussent ajoutées au train rapide déjà fortement chargé que nous avions en vue pour ce trajet.

2. La direction de la Compagnie des transports maritimes, à Marseille, avait précédemment coutume de retirer à tous les émigrants, avant l'embarquement, leur contrat passé avec les agences, et cela en échange d'une simple carte de passage qui devait, en outre, être rendue avant de débarquer. Par ce fait, nos émigrants se voyaient privés du seul document qui pût leur être utile en cas de réclamations de leur part après débarquement, ou qui fût susceptible d'établir certains de leurs droits, reconnus par la loi aux nouveaux arrivants dans divers pays et spécialement au Brésil et dans la République Argentine. La loi suisse sur l'émigration dit, du reste, que le double du contrat qui est entre les mains de l'émigrant ne devra jamais et sous aucun prétexte lui être réclamé. Des plaintes formulées antérieurement n'avaient reçu qu'une satisfaction passagère ; cela dura jusqu'au jour où le commissaire français de l'émigration, à Marseille, se laissa enfin persuader de l'importance matérielle et du bien-fondé de nos réclamations. Ce fonctionnaire a, dès lors, pris l'engagement de veiller à ce qu'à l'avenir tous nos émigrants demeurent en possession de leurs contrats.

3. Une plainte, dont des lettres privées aussi bien que la presse se font l'écho, a trait à l'insuffisance des soins donnés aux malades par les médecins du bord, tout particulièrement sur certains vapeurs catégoriquement désignés. Les directions de paquebots en cause contestèrent à cet égard le bien-fondé de nos réclamations réitérées, en s'appuyant sur le fait des exigences outrées dont feraient souvent preuve les passagers et ceux d'entrepont en particulier, dès leur embarquement et durant le temps plus ou moins long où ils souffrent du mal de mer habituel, contre lequel il n'existe encore aucun remède vraiment efficace. Il est, du reste, difficile, en face de semblables raisons, de maintenir contre le personnel médical du bord des plaintes qui, d'habitude, sont très vaguement formulées. Nous en voyons par exemple une preuve dans un cas récent soumis à l'appréciation d'un jury criminel français, au sujet d'une fille d'origine suisse. Le défenseur, aussi bien que le ministère public, crurent devoir, dès l'abord, constater comme un fait acquis la négligence en matière de soins médicaux durant la traversée, mais, au cours du procès, ils finirent par abandonner cet argument, le trouvant entaché d'erreur ou insuffisamment établi.

4. La quantité et la qualité des vivres et liquides, ainsi que l'entretien des locaux sur certains vapeurs soulevèrent aussi quelques plaintes. Les unes portaient sur des préférences marquées en faveur de diverses natio-

nalités ou de personnes dans la distribution des aliments, d'autres se basaient sur leur insuffisance ou leur préparation laissant à désirer quant à la propreté. Tandis que certains émigrants émettent l'opinion que les locaux à bord sont trop peu fréquemment nettoyés, d'autres trouvent incommode ou inadmissible d'être tenus, durant la fraîcheur qu la pluie, de séjourner assez longtemps sur le pont, tandis qu'on procède à l'écurage complet et à la désinfection des compartiments. A différentes reprises on s'est, en outre, plaint de la séparation défectueuse des passagers d'entrepont sous le rapport des nationalités et des sexes, ainsi que des procédés contraires à la moralité dont se seraient rendus coupables des officiers de paquebots vis-à-vis de certains groupes d'émigrants, des pourboires indûment perçus, etc. Ces réclamations ont été transmises aux directions des vapeurs en cause, soit de vive voix, soit par l'office des consulats respectifs ou par l'entremise de notre légation à Paris, en les priant d'ouvrir une enquête en vue de remédier à cet état de choses, et il y a tout lieu d'attendre, de ce côté-là, une radicale amélioration.

5. Deux jeunes vaudois qui s'étaient rendus dans la colonie argentine « La Matilde » et l'avaient quittée peu après, se sont plaints d'avoir été traités contrairement aux engagements contractuels, ainsi que de la retenue de leurs papiers de légitimation et de leur livret de service militaire par la personne qui les avait engagés après qu'elle eut reçu du conseil fédéral l'autorisation de procéder, en Suisse, à des enrôlements pour son entreprise de colonisation. L'enquête faite à ce sujet par notre consulat à Buenos-Aires aboutit à la restitution des documents, mais démontra, par contre, le non-fondé des autres réclamations.

III. LES CONSULATS SUISSES.

La coopération de nos consulats est d'une grande importance pour l'extension et l'efficacité de l'œuvre protectrice en faveur des émigrants avec lesquels ils se trouvent en contact. A Marseille, l'influence du nouveau consul qui vient d'être nommé à ce poste s'est déjà fait avantageusement sentir dans quelques cas ; il en sera de même, croyons-nous, à Anvers, ensuite du changement de personnel qui s'est produit au consulat en décembre dernier. Quant à notre consul au Havre, la protection des émigrants rentre, pour une part très notable, dans ses attributions. A Buenos-Aires, par contre, l'élément indispensable à l'établissement d'une surveillance active en faveur de nos émigrants et à leur protection efficace faisait défaut. L'existence de cette lacune contribua aussi à démontrer l'absolue nécessité de la transformation, votée par les chambres fédérales, de ce poste en un consulat de carrière. D'autant plus réjouissante est l'activité de la plupart de nos consuls dans l'Amérique du Nord, auxquels, assez fréquemment même, certains émigrants sont directement recommandés pour raisons spéciales. Plusieurs d'entre eux cherchent, de leur propre mouvement et d'une façon louable, à tenir notre commissariat au courant de tous les faits pouvant être de quelque intérêt pour les émigrants. A New-York, le consulat, dans son organisation actuelle, ainsi que son personnel, se montrent tout-à-fait à la hauteur des devoirs difficiles et variés qui incombent à de tels fonctionnaires. Un certain nombre de particuliers résidant en Suisse ou à l'étranger ont aussi contribué, d'une manière digne d'éloges, à faciliter la tâche du commissariat par des rapports de

confiance et au moyen de conseils désintéressés donnés aux émigrants qui leur étaient recommandés.

IV. PRÉAVIS SUR L'ENTREPRISE DE COLONISATION.

M. Eugène Meyer, de Liestal, négociant à Rio de Janeiro, nous a demandé l'autorisation de faire représenter en Suisse la colonie qu'il se propose de créer sur ses terres d'une étendue de 6,000 hectares et d'engager pour cela, peu à peu, une centaine de familles pauvres. Les renseignements qu'il a fournis sur son projet ont été reconnus suffisants et exacts, les engagements mutuels du contrat entre les futurs colons et l'entrepreneur nous ont parus acceptables, et l'on put, par conséquent, lui accorder cette demande, sous des conditions toutefois nettement formulées.

V. DISTRIBUTION DE RENSEIGNEMENTS, DE CONSEILS ET DE RECOMMANDATIONS AUX ÉMIGRANTS.

Ainsi que l'année précédente, il parvint au commissariat, durant celle qui nous occupe, environ 300 demandes de renseignements dont la grande majorité proviennent de pères de familles et, quelques-unes, de personnes représentant des groupes entiers de familles ou d'individus. Parmi celles-ci, il s'en trouva une concernant 200 maçons tessinois qui, en vue d'une émigration purement temporaire, désiraient être renseignés sur les Etats de l'Union nord américaine susceptibles de leur offrir les meilleurs salaires. Un peu plus d'un tiers des demandes émanent d'agriculteurs, soixante proviennent de représentants de professions scientifiques ou libérales et de négociants; le reste se répartit entre les artisans, domestiques et journaliers. A côté des pays ordinaires d'immigration, l'Afrique méridionale éveille de plus en plus l'attention des émigrants.

Le commissariat a trouvé qu'un moyen excellent de préserver ceux qui s'expatrient du danger d'un départ sans but déterminé serait de donner aux sous-agents avec lesquels les émigrants se trouvent dès l'abord en contact, des instructions sommaires sur les principaux pays en cause. Dans ce but et d'accord avec les agences principales d'émigration, notre commissariat conféra provisoirement avec deux groupes de leurs représentants. L'effet produit fut assez encourageant pour qu'on doive, à l'avenir, donner encore de semblables conférences afin de pouvoir, dès le début, avertir et guider les émigrants qui, souvent, font un choix malheureux de leur nouvelle patrie.

Partant du point de vue que la sollicitude en faveur des émigrants dans les communes, ainsi que l'enrayement de l'émigration faite à la légère rentrent aussi dans la sphère des devoirs ecclésiastiques bien compris, le commissariat s'ouvrit, dans ce sens et avec un succès palpable plus ou moins immédiat, à divers membres du corps pastoral suisse. En résumé, on peut constater avec plaisir que le bureau officiel de renseignements qui nous occupe gagne de jour en jour davantage la confiance du peuple et prend mieux ses assises; cela tout spécialement dans la Suisse orientale. Les autorités communales devraient de plus en plus se faire un devoir de s'occuper d'une façon rationnelle et avec une sollicitude croissante de leurs ressortissants qui s'expatrient, afin qu'à l'avenir, aucun d'eux n'émigre plus sans avoir été renseigné aussi à fond que possible sur le lieu où il se rend, sur ce qu'il peut y espérer d'heureux et sur les dangers éventuels de son entreprise.

Les conditions défavorables dans lesquelles se trouvent actuellement certains pays à immigration ont donné maintes fois lieu à des avertissements par la voie des journaux. S'il est notoire que, malgré tout, un certain nombre d'émigrants se rendent encore dans ces pays, cela s'explique par le fait que ces gens y ont des parents, ou quelque point d'appui ainsi que par l'ignorance où ils se trouvent quant à ces avertissements et quelquefois même par le doute où on les jette à cet égard. En outre, il n'est pas rare de pouvoir se convaincre que des avertissements ayant trait à l'émigration dans divers pays, même s'ils sont écrits dans un sens défavorable, exercent sur certaines natures une influence excitante et attractive. Il est donc bon d'être prudent avec de telles publications, d'autant plus que des renseignements verbaux ou écrits que fournit, sur demande, notre commissariat, se donnent d'une façon très complète, et que, par cela même, chacun peut se faire un compte suffisamment exact de tout ce qui concerne son émigration.

QUATRIÈME DIVISION

Bureau de la propriété intellectuelle.

PERSONNEL

Il n'y a pas eu de changement dans le personnel du bureau durant l'année 1890; toutefois l'augmentation de travail résultant du grand nombre des demandes irrégulières nous a obligés à prévoir, pour l'année 1891, un accroissement du personnel affecté au service technique du bureau.

1. *Protection des inventions.* — Durant l'année 1890, il a été déposé 1,394 demandes de brevets et 1 demande de protection temporaire aux expositions. Ces demandes se décomposent en 798 demandes de brevets provisoires, 543 demandes de brevets définitifs et 53 demandes de brevets additionnels. Le bénéfice de l'article 32 de la loi fédérale sur les brevets d'invention a été réclamé pour 32 brevets. On a retiré 31 demandes et 28 ont été rejetées. Deux recours ensuite du rejet de demandes de brevets, ont été adressés au département, qui les a écartés tous deux comme non fondés.

Le plus grand nombre des demandes déposées renfermaient des erreurs, des omissions ou des irrégularités, au sujet desquelles le bureau dut envoyer 1,238 avis ou lettres aux intéressés. Ces correspondances se rapportaient surtout à l'unité obligatoire de l'invention à breveter et à la nécessité de pouvoir représenter l'objet inventé par un modèle.

En exécution de l'article 17, alinéa 2, de la loi fédérale sur les brevets d'invention, le bureau a adressé 58 avis préalables et secrets durant le cours de l'année.

Il a été enregistré 1,103 brevets principaux et 29 brevets additionnels, ainsi qu'un certificat de protection temporaire aux expositions.

Conformément à la loi, le bureau a envoyé 815 avis concernant des annuités de brevets non payées à leur échéance; près de 40 0/0 des annuités rappelées ont été payées. L'expérience a cependant prouvé que l'efficacité des dits avis serait plus grande s'ils n'étaient pas expédiés immédiatement après l'échéance, mais seulement environ huit semaines plus tard. Actuellement, grâce à un avis donné près de 3 mois avant le dernier délai

de paiement, les propriétaires de brevets sont plongés dans une fausse sécurité, et, au moment fatal, ils oublient involontairement le paiement de la taxe annuelle.

Le bureau a cru utile de rappeler aux propriétaires de brevets provinciaux, quelque temps avant l'échéance de la deuxième année, l'obligation de fournir la preuve de l'existence du modèle de l'objet inventé, et 368 avis de cette catégorie ont été envoyés.

Il a été procédé, pendant l'année, à 725 constatations de l'existence du modèle d'objets brevetés, dont 50 en dehors du bureau, par des experts officiels. Dans 115 cas, le bureau n'a pu admettre comme suffisants les moyens de preuve soumis à son appréciation. Il en est généralement ainsi, lorsqu'on fournit des photographies qui représentent l'objet breveté d'une manière incomplète. De deux recours présentés au département, ensuite du rejet de modèles, un seul a pu être pris en considération, la garantie du paiement des frais éventuels du recours ayant été fournie. Sur le préavis d'un expert appelé à examiner sur place, à l'étranger, le modèle lui-même, la preuve de l'existence du modèle a pu être admise.

D'après l'expérience du bureau, bien des difficultés seraient épargnées aux autorités et aux inventeurs, si les brevets pouvaient être délivrés pour des inventions représentables par des modèles, et non plus seulement pour des inventions représentées par des modèles.

Il a été radié 387 brevets principaux, dont 1 ensuite d'annulation prononcée par un jugement, et 8 brevets additionnels.

C'est avec satisfaction que nous constatons, à cette occasion, que le nombre des procès a été très minime jusqu'ici.

On a noté dans les registres 71 modifications se rapportant à la propriété ou la jouissance des brevets. Nous devons remarquer à l'égard de ces modifications, qu'une partie seulement est communiquée au bureau pour y être enregistrée, de sorte que le total réel n'en est pas connu.

Des renseignements qui précèdent, on peut tirer la conclusion que la protection des inventions répond à des besoins bien sentis. En particulier, le nombre relativement important des changements de propriétaires témoigne de la valeur intrinsèque de beaucoup de brevets.

L'étendue des affaires du service des brevets peut être appréciée par le fait que, outre les avis de diverses natures mentionnés plus haut, le bureau a dû répondre à plus de 3,700 lettres se rapportant à la protection des inventions.

Les indications suivantes touchant les circonstances financières du service des brevets, présentent quelque intérêt.

Le prix de revient des exposés d'invention a pu être abaissé de 5 francs environ; ce résultat favorable est surtout dû à la réduction de l'espace occupé par les dessins accompagnant le mémoire descriptif des inventions.

Nos prévisions à l'égard du paiement des taxes de deuxième et de troisième année ont été dépassées. Il a, en effet, été payé 1,294 taxes de première année, 1,074 de deuxième et 157 de troisième. Un sursis de paiement allant jusqu'au commencement de la quatrième année d'un brevet, a été accordé dans 8 cas, conformément à l'article 8 de la loi.

Il reste encore à mentionner que, dans le courant de l'année, le conseil fédéral a décidé de mettre une collection gratuite d'exposés d'invention à la disposition des principaux centres d'industrie et de trafic du pays, afin de

permettre aux intéressés de se renseigner aussi facilement que possible sur les inventions brevetées en Suisse. Les démarches préliminaires sont terminées, mais l'exécution de la décision précitée a dû être renvoyée à l'année prochaine.

Répartition par pays des brevets d'invention délivrés pendant l'année

(Total 1,132, dont 1,103 brevets principaux et 29 brevets additionnels.)

Suisse	406 = 36 %		
Etranger	726 = 64 %		
dont :			
Allemagne	331	Italie	23
France	145	Danemark	1
Autriche-Hongrie	48	Espagne	5
Grande-Bretagne	75	Suède et Norvège	6
Etats-Unis de l'Amérique du		Russie	10
nord	63	Pérou	1
Belgique	14	Roumanie	4

2. *Dessins et modèles industriels.* — Pendant l'année, il a été enregistré 90 dépôts avec 818 dessins et 203 modèles.

Aucun dépôt n'a été effectué en vertu de la convention franco-suisse du 23 février 1882.

Quelques intéressés ont manifesté le désir qu'un arrangement soit conclu avec l'Allemagne, afin que les ressortissants suisses puissent jouir dans ce pays de la protection qui y est accordée aux dessins et modèles industriels, les ressortissants allemands étant déjà au bénéfice des dispositions de la loi suisse sur la matière.

3. *Marques de fabrique et de commerce.* — Le nombre des marques enregistrées pendant l'année s'est élevé à 514, dont 373 marques suisses et 141 marques étrangères, ce qui porte à 5,025 le total des marques enregistrées en Suisse jusqu'à la fin de l'année 1890.

Des renseignements sur la répartition par classes de marchandises et par pays sont contenus dans le tableau statistique annexé à ce rapport.

Conformément à la prescription renfermée à l'article 12 de la loi du 19 décembre 1879, il a été donné 71 avis préalables et secrets touchant l'analogie de marques présentées à l'enregistrement, avec d'autres antérieurement déposées. Dans un grand nombre de cas, le bureau a également renseigné les intéressés sur des analogies possibles de marques projetées, dont le croquis lui était soumis. Ces renseignements ont toujours été fournis sans garantie aucune de la part du bureau et sous réserve de l'appréciation seule compétente des tribunaux.

Suivant la pratique constante du bureau, les propriétaires de marques essentiellement constituées par des signes non protégés par la loi ont été rendus attentifs au fait que de telles marques paraissent contraires à l'esprit de l'article 4 de la loi, les intéressés demeurant d'ailleurs libres de maintenir leur demande d'enregistrement. Le même procédé a été observé à l'égard des marques composées de plusieurs parties qui semblent ne pas devoir se présenter toutes simultanément à l'œil. Le bureau ne considère comme marques, au sens de la loi, que celles qui, soit sur le produit, soit sur son emballage, permettent une vue d'ensemble de l'image de la marque.

Dans quelques cas, des marques évidemment contraires aux dispositions de l'article 4 de la loi ont dû être refusées.

Le bureau a dû, cette année encore, refuser de se prononcer dans des questions de droit ou relatives à la portée de la loi adoptée par les chambres le 26 septembre 1890, spécialement en ce qui a trait aux fausses indications de provenances, de telles consultations étant complètement en dehors de sa compétence.

Il a de même refusé de donner le préavis qui lui était demandé par une autorité étrangère, au sujet de l'analogie présentée par deux marques étrangères également enregistrées en Suisse.

4. *Protection de la propriété littéraire et artistique.* — Durant l'année, le bureau a effectué 9 enregistrements obligatoires et 55 enregistrements facultatifs.

L'enregistrement d'œuvres publiées dans un des pays faisant partie de l'union internationale a été refusé comme étant sans objet, attendu que l'article 2 de la convention internationale stipule que la protection est acquise, sans formalité de dépôt, dans tous les Etats contractants aux œuvres protégées dans le pays d'origine.

Un ouvrage publié dans un pays non-contractant a également dû être refusé, parce que la preuve de la réciprocité de traitement n'avait pu être fournie.

Il a de même fallu refuser plusieurs fois l'enregistrement d'œuvres non encore publiées ou seulement à l'état d'épreuves.

A l'occasion de la demande d'enregistrement de photographies-portraits, l'attention des requérants a été appelée sur les articles 5 et 9 de la loi, d'après lesquels le droit de reproduction n'appartient pas au photographe qui a exécuté l'œuvre sur commande, à moins de stipulations contraires.

DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE.

A. Administration de la justice.

I. ORGANISATION DU DÉPARTEMENT.

Contrairement à l'attente exprimée dans notre rapport de gestion de 1889, il ne nous a pas été possible de soumettre à l'assemblée fédérale, en 1890, des projets de nouvelles destinées à compléter le code pénal fédéral et la loi sur la procédure pénale fédérale. Le projet d'une nouvelle loi sur l'organisation judiciaire fédérale est également demeuré à l'étude; la rédaction n'en est pas encore fixée. Il n'a pas été possible non plus de préparer un nouveau projet de loi contre la double imposition, ni de s'occuper de la revision de la loi fédérale concernant l'état civil et le mariage.

Si, comme on le voit, ces travaux législatifs de la Confédération suivent une marche pénible et sont même restés stationnaires en 1890, il faut en rechercher la cause surtout dans l'organisation du département de justice et police, qui ne dispose pas, en nombre suffisant, de collaborateurs pour les travaux juridiques. En 1890, le chef du département a eu, par surcroît de travail, les charges de la présidence et les affaires du Tessin, survenues inopinément. Il n'en faut pas autant pour absorber complètement aussi, par contre-coup, le personnel actuel, ce qui arrive chaque fois que telle ou

telle circonstance exceptionnelle vient à se produire. Pendant ce temps, les autres affaires demeurent en souffrance.

Nous avons déjà signalé ce fait dans notre rapport de gestion de 1888 et rappelé en même temps le postulat n° 409, visant l'appel de nouvelles forces au département de justice et police, tel qu'il a été voté par les chambres le 21 décembre 1888 (F. féd. 1889, I. 61). Il devra nécessairement être donné suite à ce postulat à l'occasion de la réorganisation du personnel du département, qu'exigera l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

II. LÉGISLATION

1. Par message du 9 juin 1890, nous vous avons soumis un projet de loi sur l'extradition aux Etats étrangers. Le Conseil des Etats l'a adopté avec quelques modifications au cours de la session extraordinaire de septembre. Le Conseil national a revu sur quelques points la rédaction du Conseil des Etats dans la session ordinaire de décembre. De son côté, le Conseil des Etats a modifié aussi, sur quelques points, les décisions du Conseil national et invité le Conseil fédéral à soumettre le texte de la loi, avant sa publication, à une revision minutieuse, en veillant notamment à la parfaite concordance des textes dans les trois langues nationales. Cet objet n'a pas été liquidé en 1890. Le Conseil national en a ajourné le débat final à la prochaine session.

2. Nous avons exprimé l'attente de voir les chambres tenter une dernière fois de s'entendre au sujet du projet de loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour. Cette entente paraît devoir se réaliser. En juin 1890, le Conseil national a bien encore donné la préférence, sur presque tous les points, au principe territorial. Mais, en décembre, le Conseil des Etats est entré dans la voie d'un compromis, suivant en cela sa commission, qui avait tenu séance à Zoug. Il a consacré le principe du domicile pour le droit de succession. Quant à la tutelle, il a décidé, pour obvier à l'application stricte du droit d'origine, que l'autorité du lieu d'origine aurait le droit, mais seulement avec l'autorisation de l'autorité tutélaire supérieure, d'exercer la tutelle sur ses ressortissants demeurant au dehors, sauf à requérir l'avis de l'autorité du domicile.

Sur le préavis du département fédéral de justice et police, les commissions des deux chambres ont été convoquées à Berne pour le 9 février 1891, à l'effet d'en délibérer en commun. Elles ont tenu séance pendant deux jours et sont arrivées à un heureux résultat, bien que les décisions n'aient pas été prises à l'unanimité et que certains membres des commissions se soient réservé le droit de formuler encore leurs propositions individuelles devant les chambres. L'entente s'est établie sur tous les points essentiels (tutelle, régime matrimonial et droit de succession). Les auteurs des propositions divergentes ont déclaré ne pas vouloir faire opposition à la loi au cas où ces propositions ne seraient pas adoptées.

3. Le volume annoncé l'année dernière comme devant précéder, à titre de 1^{re} partie, l'exposé critique et systématique des lois pénales en vigueur dans les différents cantons est sorti de presse en 1890. Il contient le texte des codes pénaux suisses rangés par ordre de matières. Nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir donné à l'auteur, M. le Dr Charles Stooß, profes-

seur à Berne, notre assentiment à la publication du texte même de ces lois. Le volume ayant été distribué à MM. les membres de la haute assemblée fédérale, vous avez pu vous convaincre de la bonne impression qu'il produit sous tous les rapports. Aussi a-t-il été très favorablement accueilli par les personnes expertes dans la matière. Dans sa critique, M. le Dr A. Teichmann, professeur de droit pénal à l'Université de Bâle, conclut en disant, *Revue pénale suisse*, année 1890, 5^{me} livraison : « Cet ouvrage répond ainsi à toutes les exigences et rend pleinement hommage à l'exactitude et au talent de l'auteur. Notre vœu est que la même valeur accueille les autres travaux, que l'accueil bien mérité soit un nouvel encouragement à franchir avec persévérance de plus grandes étapes. » Citons enfin M. le Dr Andreas Heusler, également professeur à Bâle. Voici comment il s'exprime dans la *Revue judiciaire suisse* de 1891, 1^{re} livraison : « Une étude approfondie de l'œuvre montre que le travail de l'auteur est fait avec un savoir-faire et un soin tout particuliers. Ce livre, qui revêt le caractère d'un guide sûr à travers le dédale des lois pénales actuellement en vigueur dans les différents cantons, est appelé comme tel à rendre d'excellents services à tous ceux qui s'occupent de la matière. »

Dans son avant-propos, l'auteur rappelle que M. le Dr Alfred Gautier, professeur à Genève, a contribué à ce travail pour une bonne part. Il a traduit en français les titres des divers chapitres et fait, à l'instance du département fédéral de justice, le répertoire alphabétique français. La table des matières allemandes est l'œuvre de M. E. Ruegg, avocat à Berne.

L'idée qu'une récapitulation de cette nature, coordonnant le texte des lois, est bien le moyen le plus sûr et le plus efficace de favoriser l'unification du droit pénal, a reçu, de la part de criminalistes éminents, un chaleureux accueil. M. le Dr Franz von Liszt, professeur à Halle, a fait au sein de l'« Union internationale de droit pénal », qui a siégé à Berne du 11 au 14 août 1890, la proposition d'instituer une commission internationale d'experts qui aurait pour tâche de publier un exposé comparatif des lois pénales actuellement en vigueur dans les différents pays d'Europe, en prenant comme modèle l'ouvrage de Stooss. Cette proposition a obtenu l'assentiment général et a été votée séance tenante.

L'assemblée fédérale a de nouveau déclaré en 1890, à l'occasion de la proposition due à l'initiative des grands conseils de Schaffhouse et d'Argovie, concernant la revision de l'article 65 de la constitution fédérale dans le but de conférer à la Confédération la compétence de légiférer sur le droit pénal (F. féd. 1890, III. 164 à 166), qu'elle était d'accord avec nous touchant le mode de procéder adopté pour arriver à unifier le droit pénal (voir les rapports de gestion de 1888 et de 1889, F. féd. 1889, II. 594, et 1890, II. 112).

4. Sur l'invitation du Gouvernement belge, nous nous sommes fait représenter à un congrès international de droit commercial tenu à Anvers en 1885 et à Bruxelles en 1888. section de la lettre de change. C'est M. le Dr Paul Speiser, conseiller d'Etat et professeur de droit à Bâle, qui était notre délégué à ces conférences.

M. Speiser résume le résultat du congrès en disant que le principe moderne de la lettre de change, tel qu'il est consacré par les lois, la jurisprudence et la doctrine allemandes, a obtenu gain de cause parmi les représentants des pays latins actuellement encore soumis, pour la lettre de

change, au code de commerce français. Voici comment il s'exprime à ce sujet dans une lettre du 21 janvier 1890, adressée à notre département de justice et police :

« L'unification internationale du droit de change sera donc acquise si les pays dont nous venons de parler adoptent le droit de change moderne italo-allemand, car les divergences se réduiront ensuite à quelques points de détail. Seulement, il faut que la France et la Belgique prennent cette résolution avant que les pays déjà placés sous le régime allemand puissent apporter à leurs codes les modifications voulues, dans le sens des décisions votées à Bruxelles. Aussi la Suisse ne peut-elle pas non plus aller de l'avant sans autre. Elle devra au contraire s'appliquer à marcher de pair avec l'Allemagne et l'Italie. Il n'est d'ailleurs guère probable que l'Italie, qui a codifié ses lois de commerce en même temps que nous ou à peu près, veuille se hâter d'y apporter des changements. En revanche, il se peut fort bien que l'Allemagne, toutefois seulement après avoir obtenu son code civil, se mette en devoir de reviser son code de commerce.

« Il résulte de ce qui précède que la Suisse n'est pas en mesure de donner au Gouvernement belge des assurances réalisables à bref délai.

« A mon avis, il importerait de fournir aux classes industrielles et commerciales l'occasion de se prononcer tant sur l'opportunité de soumettre à une législation internationale uniforme les règles sur la lettre de change, dont la solution obtenue à Bruxelles est en désaccord avec notre code fédéral des obligations.

« Je cite les questions suivantes :

« Peut-on admettre les lettres de change au porteur ?

« Faut-il exiger que les mots « lettre de change » soient inscrits sur le titre ?

« Peut-on admettre les lettres de change non datées ?

« Y a-t-il lieu d'admettre les lettres de change à paiements échelonnés ?

« Le recours faute d'acceptation doit-il avoir pour objet le remboursement de la somme ou des sûretés à fournir ? »

Partageant entièrement la manière de voir de M. le Dr Speiser, nous avons transmis au préavis du comité de la société des juristes suisses et du vort de l'union suisse du commerce et de l'industrie les principes votés par le congrès de Bruxelles et reçu d'eux l'assurance que les questions posées feraient l'objet d'une étude approfondie. Nous avons ensuite fait à la légation de Belgique la communication suivante, en réponse à une note du 13 janvier 1890 : Le conseil fédéral s'est adressé aux sociétés suisses qui s'occupent le plus spécialement du développement de notre législation et des intérêts de notre commerce, pour connaître leurs vues sur les propositions de Bruxelles. Il ne manquera pas d'informer la légation des résultats que donnera cette enquête. Dès aujourd'hui, le conseil fédéral peut se déclarer très convaincu des immenses avantages qu'il y aurait à soumettre à une législation uniforme les règles sur la lettre de change, dont le caractère est si essentiellement international, et il est très disposé à seconder le Gouvernement belge dans cette œuvre. Il lui semble toutefois que le mouvement devrait partir des États soumis encore, pour la lettre de change, au code de commerce français plutôt que de la Suisse, dont la loi sur la matière est récente et n'a pas soulevé de plaintes.

III. DROIT PUBLIC ET PRIVÉ FÉDÉRAL.

1. La rédaction d'un exposé de droit public suisse, tel qu'il résulte des arrêts rendus par les autorités administratives de la Confédération depuis 1874, a été confiée à M. le Dr L.-R. von Salis, professeur de droit à Bâle. Le travail avait été commencé par un autre juriste, qui n'a pu remplir sa tâche par suite de circonstances personnelles. Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'un 1^{er} volume pourra vous être distribué pendant la session de juin 1891.

Pour la publication d'une édition française et italienne, nous sommes en pourparlers avec des personnes qualifiées pour l'exécution de ce travail.

2. L'excellent ouvrage du Dr Eugène Huber : « System und Geschichte des schweizerischen Privatrechts », est sur le point d'être achevé. La 1^{re} partie, ou aperçu systématique du droit civil en Suisse, a déjà paru en 3 volumes. La 2^e partie, soit le 4^e volume de l'ouvrage, comprendra l'histoire de ce même droit. L'auteur y mettra la dernière main dans le courant de 1891.

IV. GARANTIE ACCORDÉE A DES CONSTITUTIONS CANTONALES.

1. Le peuple du canton de Bâle-ville a adopté les 1/2 février 1890, par 3,187 voix contre 1,671, une nouvelle constitution, en remplacement de celle du 10 mai 1875. Le grand conseil l'avait votée le 2 décembre 1889. La nouvelle constitution ne diffère pas essentiellement de l'ancienne. Nous vous en avons entretenus par notre message du 27 mai 1890 (F. féd. 1890, III. 74 à 78). Vous avez accordé la garantie fédérale à cette nouvelle loi fondamentale conformément à notre préavis, le conseil des Etats le 18 et le conseil national le 25 juin 1890.

2. Le 30 août 1890, l'assemblée constituante élue dans le canton de Saint-Gall pour reviser la constitution de ce canton a voté à l'unanimité un projet de nouvelle constitution. Le peuple a ratifié l'œuvre de ses représentants le 16 novembre suivant, par 28,083 voix contre 6,440.

La nouvelle constitution remplace celle du 17 novembre 1861. Elle consacre toute une série d'innovations, les unes d'une portée relativement considérable. On en trouve l'analyse dans notre message du 29 novembre 1890 (F. féd. 1890, V. 247 et suivantes).

Conformément à notre proposition, vous avez accordé la garantie de la Confédération par arrêté fédéral du 18 décembre 1890.

V. CONCORDATS.

Ensuite d'une décision de la landsgemeinde du canton d'Appenzell-Rh. int., du 27 avril 1890, ce canton s'est retiré du concordat du 5 août 1852 sur les vices rédhibitoires du bétail (Rec. off., IV. 212). Ce concordat n'existe donc plus aujourd'hui qu'entre les cantons de Zurich, Schwyz, Bâle-ville, Bâle-campagne, Argovie et Thurgovie (Rec. off., nouv. série, 2^e partie, I. 588).

VI. RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER.

a. Traités et Conventions. — 1. Les négociations pour la conclusion de traités d'extradition avec l'Autriche-Hongrie, le Chili, les Etats-Unis

d'Amérique, l'Uruguay, etc., n'ont pas été continuées, en raison de ce qu'une loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers est en ce moment soumise aux délibérations de l'assemblée fédérale.

2. En ce qui concerne l'exécution des jugements en matière civile, les négociations entamées avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Espagne (F. féd. 1890, II, 116 et 117) n'ont malheureusement pas abouti encore à un résultat bien appréciable. Les Gouvernements de ces deux Etats se sont déclarés prêts à discuter nos propositions, mais jusqu'ici aucune réponse plus circonstanciée ne nous est parvenue, ni d'un côté ni de l'autre.

3. Nous avons indiqué dans le rapport du département des affaires étrangères, division politique, la marche des négociations qui ont abouti à la conclusion d'un nouveau traité d'établissement avec l'Allemagne. Il nous reste à dire ici que le traité figure au recueil officiel des lois (nouvelle série, tome XI, pages 472 et suivantes). Au début, l'application de ce traité a soulevé de sérieuses difficultés, notamment en ce qui concerne la teneur et la portée du certificat de la légation prévu à l'article 2, ainsi que le temps pendant lequel ce certificat est valable. Nous constatons avec plaisir que la correspondance échangée à ce sujet donne le résultat suivant. Il est admis que les certificats de la légation allemande remplacent sous tous les rapports l'acte d'origine dont il était fait mention dans l'ancien traité et qu'ils doivent indiquer la durée de validité en conformité des papiers de légitimation qui doivent être présentés à la légation pour les obtenir. Nous serons prochainement en mesure de confirmer ces informations vis-à-vis des cautions, par une circulaire dans laquelle nous leur donnerons en outre de plus amples détails.

4. L'article 11 du code civil italien, statue, chiffre 1 : « La qualité de citoyen se perd pour celui qui y renonce par une déclaration devant l'officier civil du lieu de son domicile et qui transfère sa résidence en pays étranger. » Il est arrivé à différentes reprises que des Italiens domiciliés en Suisse depuis plus ou moins longtemps, et qui avaient toujours été légitimés par des passeports italiens, ont profité de cette disposition législative pour renoncer à leur nationalité italienne, sans avoir rien fait au préalable pour acquérir le droit de cité suisse. Ces individus se sont ensuite trouvés dans l'impossibilité de renouveler leurs papiers, si bien que, l'autorité italienne s'en tenant à leur renonciation, il a fallu les incorporer en Suisse.

Ce fait nous a engagés à demander au Gouvernement italien s'il ne serait pas disposé à conclure avec la Suisse une convention portant que chacun des Etats contractants s'engage à réadmettre ses propres ressortissants, même dans le cas où ils auraient perdu leur nationalité d'après la législation du pays d'origine, à moins qu'ils ne soient devenus citoyens de l'autre Etat ou d'un tiers Etat.

Le ministre italien des affaires étrangères s'est déclaré prêt à entrer dans nos vues et nous a soumis, comme projet de « déclaration » à échanger entre les deux Gouvernements, la convention que l'Italie a conclue avec l'Autriche-Hongrie en 1874. Cette convention est à peu de chose près identique à la convention d'octobre 1887, conclue entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie au sujet du rapatriement des individus qui ont perdu leur droit de cité primitif (Rec. off., nouv. série X. 266). Nous n'avons pas hésité à

accepter ce projet. Les instruments de ratification ont été échangés par voie de correspondance en mai 1890. Les cantons en ont été avisés par circulaire du 8 juillet 1890. Quant à la « déclaration » elle-même, elle se trouve insérée au recueil officiel des lois (nouvelle série, tome XI, page 568).

5. La liste des autorités allemandes autorisées à délivrer les laissez-passer pour cadavres a subi une modification en 1890, en ceci que le consulat général d'Allemagne, à Barcelone, et le consulat allemand, à Madrid, ont aussi reçu l'autorisation de délivrer ces laissez-passer (F. féd. 1889, I. 79 et 85 ; II. 601). Nous en avons donné connaissance aux cantons par circulaire du 4 septembre 1890 (F. féd. 1890, IV. 19).

6. Diverses modifications ont été introduites dans l'état des tribunaux allemands, tel qu'il avait été communiqué aux Gouvernements cantonaux en 1880 (F. féd. 1880, II. 664), pour servir de base à la correspondance directe entre les autorités judiciaires suisses et allemandes. Nous les avons publiées dans la Feuille fédérale, afin d'y rendre attentives les autorités cantonales (F. féd. 1890, IV. 481).

b. Cas spéciaux de nature internationale. — 7. Les consorts de Civry, se prétendant héritiers du duc Charles de Brunswick par leur mère, la comtesse de Civry, se trouvaient depuis longtemps impliqués dans des contestations judiciaires avec la ville de Genève, en sa qualité de légataire universelle du duc. Ils l'actionnèrent en 1890 devant le tribunal civil de la Seine, en restitution de la succession. La ville de Genève ne s'étant pas fait représenter au terme fixé, le tribunal a donné défaut contre elle. Elle se crut autorisée, vu l'article 1^{er} de la convention franco-suisse du 15 juin 1869, sur la compétence judiciaire, à contester la compétence des tribunaux français. Appelé à émettre son avis, notre département de justice et police résolut la question affirmativement, en se référant à un précédent analogue (F. féd. 1877, II. 71). L'action dont il s'agit est de nature exclusivement civile, elle revêt un caractère absolument personnel. La ville de Genève a par conséquent droit à la juridiction établie par la convention pour les actions de ce genre. Le département ajoutait : le conseil fédéral n'a pas le pouvoir d'intervenir directement. Il doit au contraire se borner à faire valoir sa manière de voir auprès du Gouvernement français, afin d'obtenir que ce dernier la représente à son tour, par l'intermédiaire du procureur général, devant le tribunal nanti de la cause. On a aussi estimé, dans plusieurs autres cas, que ce mode de procéder était le seul qui fût applicable.

8. La maison Hartmann, Geneux et C^{ie}, banque et recouvrements, à Saint-Imier, sollicitait notre intervention auprès du Gouvernement français, à l'effet d'obtenir la restitution d'un droit de 250 francs que les réclamants avaient dû payer au bureau de l'enregistrement d'Avesnes, pour l'enregistrement de leur acte de société. Les réclamants se référaient au cas de la banque foncière du Jura, dont parle notre rapport de gestion de 1889 (F. féd. 1890, II. 118 et suiv.). Ils prétendaient que les conditions étaient les mêmes dans les deux cas.

Il résultait des pièces transmises que la maison Hartmann-Geneux avait indiqué elle-même, sur la copie de l'acte de société enregistrée à Avesnes,

le montant de son capital social, ascendant à 200,000 francs. Fort de cette indication, le receveur de l'enregistrement avait perçu le droit proportionnel de 1,25 0/0, conformément aux prescriptions de la loi en vigueur sur la matière. Aux termes de la décision que les autorités françaises avaient prise dans l'affaire de la banque foncière du Jura, la copie de l'acte de société aurait pu, il est vrai, ne pas faire mention du capital social. Or, du moment que les réclamants avaient indiqué eux-mêmes leur capital social, il y avait peu d'espoir qu'une demande en restitution du droit perçu fût accueillie favorablement.

Partant, nous avons dû refuser d'intervenir.

9. Le Gouvernement bernois nous a priés d'intervenir auprès des autorités françaises pour obtenir, conformément à l'article 10 de la convention franco-suisse du 15 juin 1869, sur la compétence judiciaire, la mise sous tutelle du sieur Léon Moureau, citoyen français, domicilié à Delémont. En attendant, la préfecture de Delémont avait nommé un conseil judiciaire à Moureau pour administrer sa fortune. Le Gouvernement français refusa d'intervenir, par le motif que les autorités françaises ne pouvaient agir d'office dans cette affaire et qu'il y avait lieu de laisser la famille du sieur Moureau pourvoir à sa mise sous tutelle.

10. Adolphe Weber, de Reigoldswil (Bâle-campagne), est décédé à Beuggen dans le grand-duché de Bade, laissant deux sœurs et deux neveux mineurs, qui avaient droit de cité à Reigoldswil et se trouvaient placés sous tutelle. Un partage à l'amiable de la succession se composant de biens meubles et d'immeubles était intervenu à Beuggen entre les héritiers ou leurs représentants. L'autorité tutélaire de Reigoldswil refusa d'approuver cette entente, prétendant que le partage des biens devait avoir lieu à Waldenburg, lieu d'origine du défunt. La direction de police de Bâle-campagne s'adressa à notre département de justice et police. Il lui importait de savoir si, vu le traité conclu entre la Suisse et le grand-duché de Bade, le 6 décembre 1856, au sujet des droits de détraction, etc. (Rec. off., V. 620), elle pouvait réclamer, avec quelque chance de succès, la remise de la succession d'Adolphe Weber, à l'effet d'en confier le partage aux soins de l'autorité compétente de son canton. La réponse du département fut négative. Le traité consacre le principe que la succession doit être liquidée dans le pays où se trouvent situés les biens qui la composent. Le for de la situation de la chose n'est, il est vrai, prévu à l'article 6, alinéa 1, qu'en cas de différend. Mais on peut admettre sans autre que le lieu où le différend doit être vidé est bien aussi, et à plus forte raison, le lieu où doit se liquider une succession dont la propriété n'est pas disputée. En effet, le traité est applicable à tous les cas où un ressortissant de l'un des pays contractants vient à décéder sur le territoire de l'autre état (voir Blumer-Morel, III. 491 et arrêts du tribunal fédéral, IX. 513, considérant 3).

11. Les questions relatives à la succession de deux Suisses morts l'un en Saxe, province de Prusse, et l'autre dans la principauté de Waldeck, ont été réglées de la même manière. Nous avons admis qu'en l'absence de traités, la loi du dernier domicile du défunt était applicable. Dans un cas (Henggeler), cette loi n'était autre que le Landrecht prussien, lequel statue textuellement : Le tribunal dans la juridiction duquel le défunt était per-

sonnellement domicilié en dernier lieu est compétent pour liquider sa succession. — L'autre cas concernait Simon Odermatt, lequel s'était marié en Prusse avec une ressortissante de ce pays en 1878, sans faire de contrat de mariage et avait ensuite pris domicile, en premier lieu, à Holzhausen, province de Westphalie, puis à Oesdorf, province de Waldeck, où il mourut intestat en 1889, laissant sa veuve et une fille. Les règles applicables à ce cas se trouvent consignées dans un mémoire remis par l'office allemand des affaires étrangères à la légation suisse à Berlin. On y lit, sous le titre de « Notices » : Le droit commun allemand est en vigueur dans la principauté de Waldeck. A teneur de ce droit, le régime matrimonial des époux est fixé, en l'absence d'un contrat de mariage, par les lois de leur premier domicile. Il n'est modifié en rien par le transfert du domicile sur le territoire d'une autre juridiction. Le droit commun admet généralement, en vertu d'un principe consacré par le droit civil international, que les rapports de famille et les questions de succession sont régis par la législation du lieu où le chef de famille était domicilié, c'est-à-dire où le défunt avait son dernier domicile, et non par celle du lieu d'origine. De là résulte que les droits de la veuve Odermatt sur les biens de son mari sont régis, en vertu du principe territorial, par la loi prussienne du 16 avril 1860, en vigueur dans presque toute la province de Westphalie, notamment à Holzhausen. Par conséquent, la veuve survivante est autorisée, sauf dispositions de dernière volonté contraires de son mari, à continuer de vivre sous le régime de la communauté de biens avec les enfants issus du mariage, aussi longtemps qu'elle ne contracte pas un nouveau mariage. Elle a également, pendant ce temps, la libre disposition et administration de la fortune commune, avec cette seule réserve qu'elle ne peut en disposer à titre gratuit.

12. La légation impériale allemande nous a demandé sur quelle base était taxé dans les différents cantons, en particulier dans le canton de Schaffhouse, le revenu des personnes non domiciliées dans le canton, mais qui y travaillent régulièrement de leur état. Il résultait du rapport du Gouvernement de ce canton que, dans les fabriques de plusieurs communes situées à la frontière, un grand nombre de ressortissants allemands, établis dans les communes limitrophes du grand-duché de Bade, avaient un gagne-pain quotidien à raison duquel ils payaient, conformément à l'article 16 de la loi schaffhousoise sur l'impôt, une taxe annuelle de 2 à 5 francs. Quelques-uns de ces ouvriers avaient réclamé contre cette taxe, disant qu'ils devaient aussi payer l'impôt sur leur salaire au lieu de leur domicile. Il y avait eu à ce sujet échange de correspondances entre le ministère badois et le Gouvernement de Schaffhouse, puis finalement la demande sus-visée, formulée par la légation impériale allemande. Nous avons répondu à la légation que la double imposition était prohibée dans l'intérieur de la Suisse, mais que les traités conclus avec l'étranger laissaient la question intacte et que, par conséquent, il appartenait aux cantons de voir jusqu'à quel point il leur convenait d'appliquer un système d'impôt qui pourrait équivaloir à une double imposition ou de l'abolir, éventuellement par l'échange d'une déclaration de réciprocité avec l'Etat voisin.

13. Un ressortissant allemand (D^r Hock) avait à se disculper, devant le tribunal de Lugano, d'une accusation pour diffamation envers un officier hollandais. A sa demande, la légation allemande nous pria de lui accorder

un sauf-conduit pour assister aux débats. Comme il avait été condamné par défaut, il craignait d'être arrêté en mettant le pied sur territoire tessinois. Le conseil d'Etat du canton du Tessin, à qui nous avons transmis cette demande, répondit que, vu la séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif, telle qu'elle est consacrée par la loi tessinoise, il ne pouvait y faire droit. Par contre, il était en mesure de déclarer que le Dr Hock ne serait nullement inquiété. La peine à laquelle il avait été condamné par défaut n'impliquait pas nécessairement son arrestation immédiate, s'il venait à se présenter volontairement, pour être jugé contradictoirement. Seulement il devait s'adresser au procureur général une fois arrivé à Lugano, pour en obtenir d'être laissé provisoirement en liberté, ce qui ne lui serait pas refusé.

14. Un citoyen d'Unterageri, canton de Zoug, le nommé Joseph Besmer, est décédé à Timelkam (Autriche), en laissant une veuve et plusieurs enfants mineurs. La succession se composait d'une auberge, d'une exploitation rurale et d'une fromagerie, le tout assez important et comprenant des immeubles et des biens meubles. Le Gouvernement du canton de Zoug réclamait notre intervention diplomatique pour régler cette affaire. Nous avons chargé notre légation à Vienne de faire les démarches nécessaires. Les autorités autrichiennes ont répondu que, aux termes de la législation autrichienne, le soin de liquider la succession immobilière d'un étranger leur incombait régulièrement, lorsqu'il s'agissait d'immeubles situés en Autriche. En revanche, la fortune mobilière pouvait être liquidée par les soins des autorités du pays d'origine du défunt. Le tribunal compétent offrait d'ailleurs de se charger aussi du soin de liquider la succession mobilière et, si cette proposition venait à être acceptée, de régler également les questions de tutelle relatives aux enfants Besmer. Comme les immeubles représentaient la plus grande partie de la succession, et qu'il y avait encore d'autres faits à considérer, les autorités de Zoug se sont décidées à laisser aux autorités autrichiennes le soin tant de liquider la succession tout entière que d'administrer la tutelle des enfants mineurs.

15. Un Autrichien, Jean Andrisek, domestique d'un officier suisse dans un service militaire, fut condamné, par mesure disciplinaire, à trois jours d'arrêt, pour ivresse. La légation impériale et royale d'Autriche-Hongrie crut devoir nous soumettre l'affaire. Elle estimait que, vu l'article 5 du traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Autriche, le 7 décembre 1875, Andrisek avait été condamné à tort, attendu que le droit pénal militaire n'était pas applicable et que seules les autorités civiles auraient eu le droit d'intervenir. Nous avons répondu qu'à notre avis l'article précité n'était pas applicable à l'espèce. En effet, Andrisek avait suivi son patron au service militaire de son plein gré et s'était ainsi soumis tant au règlement de la caserne qu'à la discipline et à la juridiction militaires. Le mode de procéder indiqué par la légation était d'autant plus inadmissible qu'il aurait pour conséquence d'assurer l'impunité aux étrangers qui se rendraient coupables de délits réprimés par le code pénal militaire.

16. La légation royale d'Italie, agissant au nom de plusieurs de ses compatriotes (Pasini et consorts) domiciliés à Piuro (Sondrio), nous a nantis d'une réclamation formulée dans les circonstances suivantes. Les récla-

mants sont propriétaires ou fermiers de biens qu'ils exploitent à Stampa, commune du canton des Grisons. En se fondant sur le traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Italie, le 22 juillet 1868, ils se plaignent de ce que l'assemblée communale de Stampa ait restreint d'une manière illégale les droits de pacage qu'ils possèdent dans cette commune avec les communiars eux-mêmes, tandis que ces derniers entendent continuer à faire paître leur bétail sur les propriétés appartenant aux réclamants. La légation concluait à ce que ses compatriotes fussent admis à participer d'une manière illimitée au droit commun de pacage ou affranchis, eux aussi, de la servitude dont leurs biens sont grevés.

Nous avons transmis cette réclamation au Gouvernement du canton des Grisons, qui était l'autorité compétente pour en connaître. Par arrêté du 9 juin 1890, le Gouvernement a écarté le recours. Motifs : Le droit de participer aux biens des communes est inhérent au droit de cité communal proprement dit, mais non pas à la simple possession de propriétés sises dans le ressort de la commune. Par conséquent, ce droit n'a été accordé jusqu'ici aux réclamants qu'à titre gracieux ; légalement parlant, ils ne seraient pas admis à le revendiquer. D'un autre côté, le droit de pacage communal s'étend à tous les biens situés dans le ressort de la commune. Aux termes des dispositions du code civil des Grisons, les réclamants ne pourraient se libérer qu'en rachetant la servitude qui grève leurs propriétés. Nous nous sommes bornés à transmettre cet arrêté à la légation royale d'Italie, qui n'a pas jugé à propos de faire d'autres démarches en cette affaire.

17. La mineure Goss, Elisabetha-Luigia, originaire de Luserna-San-Giovanni (Italie), résidait à Schaffhouse, chez les parents de sa mère. Un tuteur lui avait été nommé au lieu de sa résidence, conformément aux dispositions de la loi schaffhousoise. La jeune Elisabetha-Luigia hérita en Italie d'un legs. Comme les autorités du pays d'origine se refusaient à en délivrer le montant au tuteur, le conseil d'Etat du canton de Schaffhouse nous pria d'intervenir auprès du Gouvernement italien. Celui-ci répondit que le tuteur nommé à Schaffhouse ne pouvait être reconnu en Italie, attendu qu'il n'avait pas été institué conformément aux dispositions du code civil italien applicables aux ressortissants du royaume domiciliés à l'étranger, c'est-à-dire par un conseil de famille composé des plus proches parents de l'enfant et convoqué par l'autorité judiciaire compétente. En même temps, le Gouvernement italien transmettait un certain nombre de pièces. Il en résultait que le conseil de famille, composé des plus proches parents d'Elisabetha-Luigia Goss du côté paternel, s'était réuni à Luserna-San-Giovanni, sous la présidence du préfet, et avait institué la tutelle en la personne de deux ressortissants du royaume.

18. Un Russe se proposait d'adopter la jeune Elisabeth Fahrner, de Wytikon, canton de Zurich, née en 1869, fille illégitime abandonnée par sa mère presque aussitôt après sa naissance. Il s'adressa à nous par l'entremise du consulat général suisse à Saint-Petersbourg, afin d'obtenir le consentement des autorités du lieu d'origine de l'intéressée, pièce sans laquelle il ne pouvait mettre son projet à exécution. Le Gouvernement du canton de Zurich accorda cette autorisation, sur le préavis de l'autorité inférieure compétente, mais en faisant observer qu'aux termes du droit

zurichois, l'adoption n'était valable que moyennant une déclaration du conseil de district, constatant le consentement des contractants, et moyennant une publication officielle dans le canton. Comme le grand éloignement était un obstacle à ce que cette prescription fût rigoureusement observée, les pouvoirs attribués au conseil de district furent délégués au consulat général à Saint-Petersbourg, avec mission de dresser un procès-verbal d'adoption, de le faire signer par les deux parties en cause et de nous le transmettre ensuite, pour être publié dans le canton de Zurich, conformément aux exigences de la loi.

19. En 1890, l'ambassade française nous a transmis, dans deux cas de contraventions à la convention arrêtée entre la Suisse et la France des dispositions uniformes sur la pêche dans les eaux frontières, les procès-verbaux d'usage. Nous les avons communiqués aux autorités compétentes pour la poursuite des contrevenants. Dans un cas (Barthoulot, à Goumois), le contrevenant a été condamné à une amende et aux frais, tandis que, dans l'autre (Plain, à la Chaux-de-fonds), l'accusé a été acquitté, parce qu'il n'y avait pas, en réalité, contravention aux dispositions de la convention et que le seul fait de pêcher sans autorisation de la part des propriétaires riverains ne constituait pas un acte punissable à teneur des lois suisses. — Comme on le sait, les contraventions à la convention précitée sont maintenant réprimées en vertu des articles 31 à 33 de la loi fédérale du 21 décembre 1888 sur la pêche (Rec. off.; nouv. série, XI. 59), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1889, et qui a abrogé la loi fédérale sur le même objet, du 18 septembre 1875.

20. Notre département de justice et police a été appelé en 1890 à coopérer, dans 128 cas (96 en 1889 et 113 en 1888), à la transmission de commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux tribunaux suisses et *vice versa*. Ces mandats judiciaires se rapportaient à des affaires civiles dans 84 cas et pénales dans les 44 autres.

La Suisse en a adressé 18 à la Belgique, 14 à la France, 12 aux Etats-Unis d'Amérique, 7 à la Grande-Bretagne, 4 à l'Autriche, 3 au Portugal, 2 à chacun des pays suivants, l'Espagne, la Russie, l'Egypte, le Brésil, la République Argentine, et enfin une au Luxembourg, aux Pays-Bas et à la République sud-africaine. Quant aux commissions rogatoires provenant de l'étranger, nous en avons reçu 28 de la France, 15 de l'Espagne, 7 de la Russie, 3 de la Roumanie et une de l'Autriche, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la Bulgarie.

Huit d'entre les commissions rogatoires adressées aux autorités étrangères n'étaient pas encore liquidées à la fin de l'année.

Les deux commissions rogatoires à destination de l'Egypte ont été exécutées par les consulats de l'empire allemand à Alexandrie et au Caire. Nous les leur avons fait tenir par l'entremise de leur Gouvernement à Berlin. Les frais se sont élevés à la somme de 72 francs.

Les cantons oublient encore souvent que la correspondance directe entre les autorités judiciaires existe non seulement avec l'Allemagne, mais aussi avec l'Autriche et l'Italie. Il n'y a donc pas besoin de recourir à l'intermédiaire du conseil fédéral pour obtenir l'exécution des commissions rogatoires à destination de ces pays. La correspondance directe avec l'Autriche date de 1857 (Ullmer I, n° 605, lettre e; F. féd. 1857, I. 174). Quant à

l'Italie, elle est stipulée par l'article 3 du protocole du 1^{er} mai 1869, concernant l'exécution des traités italo-suisse du 22 juillet 1868 (Rec. off., IX. 652).

21. Le Gouvernement bernois nous demandait de transmettre une commission rogatoire aux autorités hollandaises, afin d'arriver à constater que le nommé Jean-Jacques Cottier, déjà bien connu des tribunaux, s'était de nouveau rendu coupable d'enrôlements pour le service militaire des Indes néerlandaises. Nous avons dû écarter cette requête, par le motif qu'elle demandait aux autorités hollandaises leur concours dans une enquête pénale instruite en Suisse à raison d'un fait absolument licite dans les Pays-Bas, puisqu'il y est même organisé par la loi. Dans ces conditions, l'exécution de la commission rogatoire n'eût pas manqué de se heurter à un refus.

22. Un refus motivé par des considérations analogues : Le Gouvernement français nous demandait de faire exécuter une commission rogatoire dans une affaire de contrebande. Nous avons répondu qu'il ne nous appartenait pas de coopérer à assurer l'observation des lois de finance de tel ou tel pays. De notre côté, nous ne serions pas admis à réclamer des autorités françaises un appui semblable. D'ailleurs, le traité d'extradition franco-suisse n'était pas applicable à l'acte en question.

23. Le Gouvernement français refusa de faire exécuter une commission rogatoire émanant du président du tribunal de Berne et qui tendait à obtenir, par voie de procédure en communication de pièces, la remise de plusieurs actes qui devaient se trouver en mains d'une personne domiciliée en France. Les motifs du refus sont les suivants : Les autorités judiciaires françaises n'ont point à prendre l'initiative d'une procédure en communication de pièces. C'est aux parties intéressées seules qu'il appartient de se pourvoir à cet effet devant le tribunal français compétent.

24. Le conseil du district de Horgen avait mis sous tutelle, pour cause d'aliénation mentale, sa ressortissante la veuve Emilie-Françoise Nageli-Blakemore, de Kilchberg, domiciliée à Marseille. Cette décision nous fut transmise par le gouvernement du canton de Zurich, pour être notifiée à l'intéressée et publiée au mieux au lieu de son domicile, ainsi que le prescrivait le code civil de ce canton. Nous avons donné à notre légation à Paris des instructions en conséquence, tout en faisant observer en même temps au gouvernement de Zurich que la publication de la mise sous tutelle ne pouvait avoir lieu ni par voie diplomatique, ni suivant les indications de la convention de 1869 pour l'exécution des jugements en matière civile. Mais rien n'empêchait le conseil du district de Horgen de s'adresser lui-même directement à la légation suisse à Paris et de lui faire à ce sujet telles communications qu'il appartiendrait.

25. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés, d'aliénés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est élevé en 1890 à 151 (131 en 1889 et 171 en 1888), concernant 191 personnes.

La Suisse en a reçu de l'étranger 84, savoir 70 de la France, 4 de l'Italie, 3 de l'Allemagne, 2 de l'Autriche et de la Russie, une de la République

argentine, de la Belgique et des Etats-Unis d'Amérique, concernant 87 personnes, dont 26 enfants abandonnés, 38 aliénés et 3 indigents. 8 de ces personnes n'ont pas été reconnues ; 69 reconnues par la Suisse ont été rapatriées ; dans 3 cas, la demande de rapatriement a été retirée avant la fin des négociations sur l'origine des intéressés ; 7 demandes sont reportées à 1891.

De son côté, la Suisse a transmis à l'étranger, par la voie diplomatique, 67 demandes de rapatriement, savoir à la France 43, à l'Italie 14, à l'Autriche 5, à l'Allemagne 3, à la Grande-Bretagne et au Luxembourg chacun une, concernant 104 personnes, dont 27 orphelins et enfants abandonnés, 28 aliénés et 49 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. 82 de ces personnes ont été reconnues par les Etats étrangers pour leurs ressortissants et rapatriés, tandis que, pour 7 autres, le rapatriement n'a pas été admis ; à l'égard de 13 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. 2 demandes ont été retirées par les gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

26. La demande tendant à obtenir le rapatriement de la nommée Tuns-tall, anglaise d'origine, aliénée, a été accordée par le gouvernement britannique, à la condition généralement admise que la malade fût conduite, aux frais de la Suisse, jusqu'à la frontière du pays d'origine et que le jour de son arrivée dans un port anglais ait été préalablement communiqué à temps, afin d'assurer la réception et l'entretien, de la part des autorités requises, de la personne rapatriée.

27. Un gouvernement cantonal désirait qu'une de ses ressortissantes, dont la France avait demandé le rapatriement, continuât à être soignée dans l'établissement français où elle se trouvait placée. A cet effet, il se déclarait prêt à accorder une contribution équitable aux charges de son entretien. Nous n'avons pu accepter une garantie formulée dans des termes aussi restreints, attendu que, dès qu'une personne malade est reconnue appartenir à une commune déterminée, les autorités du pays d'origine sont tenues, si elles veulent en éviter ou en retarder le rapatriement, et que l'Etat étranger y consente, de se charger des frais d'entretien dans toute leur étendue, et non seulement d'une partie de ces frais.

28. L'autorité tutélaire de Hutwyll nous a demandé, par l'entremise du gouvernement bernois, de provoquer auprès du gouvernement français le rapatriement de la mineure Laure-Elise Scheidegger. Le beau-père et la mère, chez lesquels la jeune fille résidait dans le département du Doubs, la négligeaient et n'offraient aucune garantie pour sa bonne éducation. Le gouvernement français n'a pas cru devoir donner suite à cette demande, estimant que seul le juge français pouvait prendre une décision sur le cas. Il y avait lieu d'adresser à ce dernier une décision formelle de l'autorité suisse compétente, retirant à la mère la puissance paternelle et ordonnant l'envoi de l'enfant en Suisse. Le juge français ordonnerait alors l'exécution. C'était le seul moyen pratique d'atteindre le but poursuivi.

29. Dans un cas, le gouvernement italien s'est opposé au rapatriement

d'une mère et de ses trois enfants mineurs, qui étaient tombés en Suisse à la charge de la bienfaisance publique. Son refus était motivé par le fait que la mère ne paraissait se trouver que momentanément hors d'état de gagner sa vie et n'était pas atteinte d'une maladie chronique (cas Migliori).

Une considération analogue provoqua, de la part de la légation royale d'Italie, une plainte contre l'administration de l'hôpital de l'Isle, à Berne. Cette administration avait refusé d'admettre au nombre de ses patients des indigents de nationalité italienne, tombés momentanément malades. Suivant elle, la convention italo-suisse du 6/15 octobre 1875, concernant l'assistance gratuite des malades indigents de l'autre Etat (Rec. off., nouv. série, I. 680), n'est applicable qu'aux cas graves, où le malade n'est pas en état d'être transporté, et non à ceux où il n'est que légèrement et momentanément atteint.

Il ne nous a pas été possible de nous ranger à cette manière de voir, que partageait d'ailleurs la direction de l'intérieur du canton de Berne. Elle est, en effet, contraire à la convention avec l'Italie, qui dit que, lorsqu'ils ont besoin de secours et de soins médicaux, les indigents de l'autre pays doivent être traités à l'égal des propres ressortissants, jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger pour leur santé ou celle d'autres personnes. Or, les suisses d'autres cantons, malades et indigents, ne pourraient évidemment pas être renvoyés dans leur canton d'origine avant d'avoir reçu les soins médicaux que réclame leur état. Les autorités publiques sont tenues, au contraire, de leur accorder ces soins immédiatement et sans autre, au lieu de leur domicile.

Si la maladie d'un ressortissant étranger vient à se prolonger, alors on peut engager le pays d'origine à en supporter les frais, ou effectuer le rapatriement du malade (voir F. féd. 1888, II. 310, chiffre 21, et 1889, II. 610, chiffre 28).

30. On nous a de nouveau signalé de divers cantons, en 1890, ainsi qu'à notre département de justice et police, un grand nombre de cas où des chevaliers d'industrie espagnols cherchaient à escroquer l'argent des personnes crédules qui voudraient leur aider à découvrir un trésor enfoui à tel ou tel endroit, etc. Malgré plusieurs avertissements réitérés (voir F. féd. 1885, II. 57 et 1886, III. 183), il s'est encore trouvé des gens qui ont ajouté foi aux offres de ces escrocs et se sont ainsi laissé duper, souvent pour de fortes sommes. Nous avons transmis à notre consulat général à Madrid, en 1890, un grand nombre de pièces relatives à ces faits et obtenu par son entremise du gouvernement espagnol l'ouverture d'une enquête pour l'instruction de laquelle toute une série de commissions rogatoires ont été exécutées dans notre pays. Cependant l'enquête n'a pas abouti à grand'chose. Dans son rapport, le consulat général constate que ces chevaliers d'industrie sont organisés sur un vaste pied. Ils ont des relations très étendues et opèrent dans les autres pays comme en Suisse. Le consul a la conviction que de nouvelles démarches auprès des autorités espagnoles seraient inutiles. Le seul moyen de remédier à cet état de choses est de publier des avertissements pour mettre en garde le public. Nous avons dû nous ranger à cette manière de voir et avons jugé à propos d'inviter une fois de plus les autorités cantonales à faire connaître au public en général, par la voie de publications appropriées, les pro-

cédés de ces escrocs et filous, afin que chacun sache bien à quoi s'en tenir.

31. L'organisation du quatrième congrès international pour la réforme pénitentiaire, à Saint-Petersbourg (F. féd. 1890, II. 136), a été réglée au printemps 1890. Il fut décidé que le congrès se subdiviserait en trois sections, la section de législation pénale, la section pénitentiaire et celle des mesures préventives. Comme il paraissait désirable que la Suisse ait un représentant dans chacune de ces sections, nous avons chargé M. le Dr Guillaume, conformément à son désir, de prendre tout spécialement part aux délibérations de la 2^e section (organisation pénitentiaire) et nommé deux délégués officiels en la personne de MM. le Dr Charles Stooss, professeur à Berne, et le Dr Bernhard Riggenschach, aumônier du pénitencier de Bâle. Le premier d'entre eux fut délégué pour assister aux travaux de la 1^{re} section (législation pénale), vu les études préparatoires dont il est chargé en vue de l'unification éventuelle du droit pénal en Suisse. Quant à M. le Dr Riggenschach, il avait pour mission de représenter la Suisse dans la 3^e section (mesures préventives).

Le congrès a tenu ses assises à Saint-Petersbourg du 15 au 24 juin 1890. D'après les rapports qui nous sont parvenus, nos délégués ont été accueillis, de même aussi que les autres participants suisses, avec la plus grande amabilité.

32. Ensuite du congrès international de la fédération britannique tenu à Genève en septembre 1889, le comité intercantonal des dames de la fédération nous a adressé une pétition tendant à obtenir l'appui du conseil fédéral pour combattre plus efficacement la traite des blanches. Le comité voudrait associer la Suisse à la convention diplomatique conclue dans ce but entre l'Autriche et les Pays-Bas et améliorer ce traité en y introduisant des dispositions pénales. Nous avons répondu aux pétitionnaires que notre département de justice et police s'était déjà occupé de cette question et que nous ne manquerions pas de lui vouer toute notre sollicitude. Voir, pour de plus amples informations, la feuille fédérale de 1890, tome I, page 996.

VII. — ETAT CIVIL ET MARIAGE.

1. Malgré nos observations de l'année dernière (F. féd. 1890, II. 137), les rapports sur l'inspection des bureaux de l'état civil en 1890, rapports faits par les autorités cantonales de surveillance, ont encore laissé beaucoup à désirer, pour une partie d'entre eux du moins. Comme précédemment, on s'est borné parfois à répondre uniquement par oui ou non aux questions posées, en conformité du n° 51 du « guide pour les officiers de l'état civil ». De semblables réponses n'ont pour nous aucune utilité, nous le répétons.

En nous transmettant leurs rapports, trois autorités cantonales de surveillance ont soulevé des objections contre notre circulaire du 7 octobre 1889 (F. féd. 1889, IV. 229), concernant la production des bulletins de naissance pour les publications de mariage. En présence du texte formel de l'article 30 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage (Rec. off., nouv. série, I. 471), nous n'avons pas cru pouvoir modifier notre circulaire (voir le « guide », nos 143 et 144).

2. — *a.* Conformément à l'article 60 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage, nous avons sanctionné un nouveau règlement pour la mise à exécution de cette loi dans le canton de Schaffhouse (du 12 mars 1890). Le projet avait été préalablement modifié sur quelques points que nous avons signalés au gouvernement de Schaffhouse ; pour n'en citer qu'un exemple, mentionnons que la célébration des mariages à une heure de nuit a été expressément interdite, sauf dans les cas urgents.

b. — Nous avons également approuvé une modification du règlement soleurois pour la mise à exécution de la loi sur l'état civil (du 19 décembre 1890). Aux termes du changement apporté, les officiers de l'état civil sont tenus « d'adresser tous les mois, au secrétaire de préfecture (Amtsschreiber), un tableau des personnes décédées pendant cette période dans leur arrondissement, ainsi que de celles qui, bien que décédées en dehors de l'arrondissement, y avaient encore leur domicile à l'époque du décès. »

3. Par circulaire du 28 août 1890, nous avons invité les chancelleries d'Etat des cantons à nous dire si les émoluments fixés pour les extraits d'état civil, etc., avaient subi des modifications depuis leur publication à la page 206 du « guide ».

Des réponses qui nous sont parvenues, il résulte que les cantons suivants ont apporté des modifications au tarif.

Lucerne (loi du 1^{er} décembre 1885), Bâle-ville (loi du 23 avril 1888), Bâle-campagne (tarif du 29 novembre 1884), Schaffhouse (tarif des émoluments du 12 mars 1898), Tessin, Vaud (arrêté du conseil d'Etat du 6 décembre 1891), et Genève.

Les actes de l'état civil se délivrent sur papier timbré dans les cantons de Berne (droit 15 à 30 centimes), Lucerne (10 à 40 centimes), Schwyz (10 centimes), Zoug (15 centimes), Fribourg (20 centimes), St-Gall (10 et 25 centimes), Argovie (20 centimes), Tessin (?), Vaud (20 centimes), Valais (30 centimes), et Genève (30 centimes).

4. L'association des officiers de l'état civil du district de Zurich (lettre du 14 décembre 1889) nous a signalé le fait suivant : Au lieu de certifier les mariages religieux et les baptêmes sur des bulletins spéciaux, nombre d'ecclésiastiques en faisaient mention sur les actes de l'état civil (de naissance ou de mariage), en marge de l'acte ou même dans le texte. On nous priaît de porter remède à cet état de choses.

Après avoir constaté que ce mode de procéder absolument irrégulier était pratiqué non seulement à Zurich, mais aussi dans plusieurs autres cantons, nous avons donné pour direction à tous les cantons, par circulaire du 9 juin 1890 (F. féd. 1890, III. 350), d'inviter les autorités ecclésiastiques à adopter des certificats de mariage et de baptême spéciaux ou à n'employer pour ces certificats que le verso en blanc de l'acte civil de naissance ou de mariage. Nous insistons tout particulièrement sur ceci, c'est que le recto de l'état civil doit être réservé exclusivement aux attestations des officiers de l'état civil.

5. La cause du décès doit être énoncée dans le registre des décès par les officiers de l'état civil, sur la base de l'attestation du médecin (article 22, lettre *d*, de la loi sur l'état civil). Elle doit être indiquée

également dans les extraits statistiques que ces fonctionnaires sont tenus de communiquer au bureau fédéral de statistique en conformité de l'arrêté fédéral du 17 septembre 1875 (F. féd. 1875, IV. 351 et « guide », n° 27).

En revanche, la cause du décès ne doit pas être énoncée, par les motifs que le conseil fédéral a exposés dans sa circulaire du 3 mars 1876 (F. féd. 1876, I. 511), dans le formulaire VIII des extraits d'état civil, soit dans l'extrait ordinaire du registre des décès (acte de décès). Voir aussi le « guide », page 272.

En nous fondant sur cette circulaire, nous avons répondu négativement aux demandes réitérées de sociétés d'assurances et, dans un cas, à la demande d'un médecin de district zurichois, tendant à obtenir que les officiers de l'état civil soient astreints, vis-à-vis d'eux, à faire connaître la cause du décès. Nous avons toujours opposé à ces demandes un refus formel. Les officiers de l'état civil ne doivent pas se substituer ici aux médecins.

6. — *a.* Le conseil fédéral est souvent considéré à tort comme l'autorité compétente pour dispenser de remplir l'une ou l'autre des conditions requises par la loi sur l'état civil pour contracter mariage. Ainsi, en 1890, une jeune fille âgée de 15 ans demandait à être dispensée de la condition d'âge requise par l'article 27 de la loi.

Comme cette disposition et toutes les autres prescriptions analogues de la loi fédérale sont absolues, il va sans dire que les demandes de ce genre ne peuvent en aucun cas être prises en considération.

b. — D'autre part, nous avons dû empêcher, dans quelques cas, la célébration de mariages qui eussent été en opposition directe avec l'article 28 de la loi sur l'état civil, tel le mariage projeté d'un veuf avec une fille illégitime de sa défunte femme.

7. Aux termes du dernier § des articles 31 et 37 de la loi sur l'état civil, l'autorité à laquelle il appartient d'accorder la dispense de produire la déclaration prévue à ces articles pour le mariage des étrangers en Suisse (constatant que le mariage sera reconnu) est celle du canton où la célébration du mariage est requise.

De semblables demandes en dispense nous ont aussi été adressées à différentes reprises, mais nous les avons écartées chaque fois pour cause d'incompétence. La loi ne confère aucun droit quelconque au conseil fédéral et ne lui reconnaît pas non plus le caractère d'une instance supérieure. Le gouvernement cantonal intéressé seul est autorisé à dispenser de produire cette déclaration, comme aussi c'est à lui seul qu'incombe la responsabilité de la décision prise.

8. Il semble y avoir contradiction entre l'article 42 du « règlement du 20 septembre 1881 pour la tenue des registres de l'état civil » (Rec. off., nouv. série, V. 478) et le formulaire XVI que le « guide » donne à page 169 pour communiquer à l'officier de l'état civil du lieu d'origine du père la légitimation des enfants nés antérieurement au mariage, — en ce sens que, d'après le formulaire, cette communication doit faire l'objet d'une inscription au registre des naissances, tandis que, d'après l'article 42 du règlement, elle ne doit pas faire l'objet d'une telle inscription, mais

être conservée au nombre des pièces à l'appui de l'inscription du mariage des parents, soit dans le registre A, soit dans le registre B.

La contradiction est plus apparente que réelle. Si lacune il y a, en ce qui concerne les changements de droit de bourgeoisie que la légitimation peut faire naître, elle se trouve comblée par les indications contenues au n° 88 du guide. En effet, d'après ces indications, lorsqu'il y a changement de droit de bourgeoisie, une inscription spéciale doit toujours être faite au registre des naissances de la nouvelle commune à son rang au registre B (exemple n° 40). Cette prescription ne perd ses droits que si la naissance a déjà été inscrite dans ledit registre, soit que la naissance ait eu lieu dans la nouvelle commune, soit que la mère y ait eu son domicile lors de l'accouchement, dans lequel cas une inscription marginale suffit (cas Werlin-Merz).

9. Dans l'incendie qui, dans la nuit du 27 au 28 juillet 1890, a détruit une grande partie du village de Broc, canton de Fribourg, la maison habitée par l'officier de l'état civil est devenue la proie des flammes, et avec elle tous les registres de l'état civil (depuis le 1^{er} janvier 1876).

Les doubles de ces registres se trouvaient, en conformité des dispositions uniformes de l'article 2 de la loi sur l'état civil et de l'article 12 de la loi fribourgeoise du 20 septembre 1875, déposés, pour autant qu'ils embrassaient les années 1876 à 1889 inclusivement, aux archives du tribunal du district de la Gruyère, à Bulle, de sorte qu'il était aisé d'en faire, conformément à la pratique antérieure (F. féd. 1890, II. 137, chiffre 3), des copies certifiées conformes, pour remplacer les registres détruits.

En ce qui concernait par contre la reconstitution des registres pour la période du 1^{er} janvier 1890 au 28 juillet suivant, date de l'incendie, nous avons prié les gouvernements cantonaux, par circulaire du 23 septembre 1890 (F. féd. 1890, IV. 268), de vouloir bien inviter les officiers de l'état civil à faire parvenir à leur collègue de Broc une copie authentique de tous les actes de naissance, de mariage et de décès qu'ils pourraient avoir dressés durant ce laps de temps, concernant des ressortissants de Broc ou des personnes y domiciliées.

10. — a. Deux jugements en divorce, émanant de tribunaux allemands, nous ont été transmis par la voie diplomatique. Il en a été pris note, par l'entremise du gouvernement cantonal intéressé, dans les registres des mariages où leur transcription devait avoir lieu.

b. Par contre, deux jugements en divorce, rendus par des tribunaux suisses au sujet de mariages célébrés en France entre des Suisses et des Françaises, ont été transcrits, par l'entremise de notre légation à Paris, dans les registres de l'état civil du lieu du mariage en France.

11. Notre circulaire du 21 décembre 1889 (F. féd., 1889, IV, 1,066), concernant le mariage des ressortissants allemands en Suisse, avait engagé un gouvernement cantonal, malgré l'observation par laquelle nous avions cru devoir rappeler dans notre rapport de gestion pour 1889 (F. féd., 1890, II, 141, chiffre 13 *in fine*) la position exceptionnelle des ressortissants bavarois, à traiter un peu sommairement les demandes en autorisation de mariage émanant de ces ressortissants.

Nous avons fait observer à ce gouvernement que les mariages des ressortissants allemands en Suisse étaient régis, indépendamment des prescriptions de notre loi fédérale de 1874, par la Convention avec l'Allemagne du 4 juin 1886 (Rec. off., nouv. série, IX, 92) et que notre circulaire du 21 décembre 1889 n'avait pu, ni voulu, déroger en rien aux termes de cette Convention.

Or, l'article 2 de cette Convention dit que les ressortissants des deux Etats sont tenus, dans le cas où cela est prescrit dans leur pays d'origine ou dans l'endroit où se célèbre le mariage, de présenter une attestation de l'autorité compétente de leur pays, constatant qu'aucun obstacle connu ne s'oppose, d'après le droit civil de leur patrie, à la célébration du mariage. La portée de cette réserve se trouve élucidée dans notre circulaire du 27 août 1886 (F. féd., 1886, III, 87). Il y est dit, notamment en ce qui concerne la Bavière, qu'un droit réservé à ce pays d'après la constitution de l'empire implique aussi le mariage et que, sous ce dernier rapport, il est réglé par la loi bavaroise du 16 avril 1868 et du 23 février 1872 sur le droit de cité, le mariage et le séjour, en ce sens que, pour se marier, les Bava-rois ressortissants de la partie du royaume située sur la rive droite du Rhin doivent produire outre le certificat de publication, que le mariage soit célébré dans le pays ou à l'étranger, une autorisation de mariage. Le mariage contracté sans cette autorisation est nul aussi longtemps qu'elle n'a pas été obtenue à titre complémentaire.

Cet état de choses n'a pas été modifié par notre circulaire du 21 décembre 1889. Cette circulaire a uniquement pour but de faciliter le mariage des ressortissants allemands en Suisse et de recommander à cet effet aux gouvernements cantonaux une appréciation bienveillante des diverses circonstances de fait, ainsi que d'user librement du droit de dispense qui leur appartient. Mais il est dans son esprit, cela va sans dire, que, partout où le mariage d'un Allemand est soumis par la législation de son pays d'origine, à une autorisation préalable, l'intéressé est tenu de la présenter, conformément à l'article 2 de la Convention du 4 juin 1886.

12. Il résulte de divers cas spéciaux dont nous avons été nantis par voie de plainte que, pour être publiées au lieu d'origine, les promesses de mariage des ressortissants badois domiciliés en Suisse doivent avoir été publiées au préalable au lieu du dernier séjour de l'intéressé dans le grand-duché de Bade.

13. Notre consulat général à Lisbonne avait dressé de son chef l'acte de décès d'une Suissesse morte dans cette ville. Nous lui avons fait observer que, tout comme la célébration des mariages, la constatation des naissances et des décès était du ressort exclusif des autorités locales portugaises compétentes et que, pour le moment, le Conseil fédéral n'avait aucun motif de prendre à l'égard du royaume de Portugal, conformément à l'article 13 de la loi fédérale sur l'état civil, des mesures spéciales dans l'intérêt des Suisses établis dans ce pays.

14. Nous avons convenu avec le Gouvernement espagnol qu'à l'avenir les actes de l'état civil réclamés par voie diplomatique seront délivrés gratuitement de part et d'autre.

15. D'après une communication de notre consulat général au Brésil, le

mariage civil a été introduit dans cet Etat par décret du 24 janvier 1890. Par un autre décret, du 26 juin suivant, le Brésil a interdit, sous menace de peine, tout mariage religieux non précédé du mariage civil.

16. Le 24 juin 1890 est décédé par accident dans les eaux du lac Léman, à l'embouchure du ruisseau de Grandchamp, le nommé Emmanuel-Gottlieb Fleuti, de Gessenay (Saanen), domicilié à Villeneuve. Le cadavre n'a pu être retrouvé.

Le juge de paix du cercle de Villeneuve instruisit une enquête et, le 1^{er} août 1890, le tribunal d'accusation du canton de Vaud rendit un arrêt constatant le décès.

S'agissant d'enregistrer ce décès, l'autorité vaudoise de surveillance en matière d'état civil estimait qu'il devait être inscrit dans les registres B des décès de Villeneuve et de Gessenay, en vertu du § 106 du « guide ». — L'autorité bernoise était d'un avis contraire. En se référant au § 107 du « guide », elle pensait que, sur le vu de la constatation judiciaire susvisée, le décès de Fleuti devait être inscrit en premier lieu dans le registre A du cercle de Villeneuve, où l'accident s'était produit, et communiqué ensuite par l'officier de l'état civil de cet arrondissement à son collègue de Gessenay, en vertu de l'article 5, lettre b, de la loi sur l'état civil.

Nous avons admis la manière de voir de l'autorité bernoise, attendu qu'il ne s'agissait évidemment pas ici d'une déclaration de mort, concernant une personne absente du pays, cas visé par le § 106 du « guide ». Il s'agissait au contraire d'un cas non prévu, il est vrai, par la loi fédérale, mais à l'égard duquel le § 107 du « guide » fournit toutes les indications nécessaires pour en obtenir la solution.

17. Une ressortissante d'Oberegg (Appenzell-Rh. int.), qui vivait séparée d'avec son premier mari, eut un fils que l'officier civil d'Oberegg inscrivit à tort comme enfant illégitime de ce mari, sous le nom de celui-ci. Lors de l'inscription, un citoyen d'Ennenda (Glaris) avait fait la déclaration qu'il reconnaissait l'enfant. Plus tard, le premier mari étant mort, les parents de l'enfant s'unirent par le mariage et le même officier civil inscrivit l'enfant, sans autre, comme légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère. Les autorités du canton de Glaris soulevèrent des objections contre ce mode de procéder.

En nous référant aux nos 61, 62 et 63 du « guide », nous avons invité le gouvernement d'Appenzell-Rh. int. à provoquer la rectification de ces deux inscriptions erronées. Le gouvernement nous fit la réponse suivante : « Notre intention est de donner à l'officier civil d'Oberegg, en notre qualité d'autorité cantonale de surveillance, l'ordre : 1^o de rectifier l'inscription de cet enfant, attendu qu'il y a erreur manifeste, et de l'inscrire comme fils légitime du premier mari ; 2^o d'inscrire cet enfant illégitime, puisque le second mari l'a reconnu et que la légitimation a été documentée, en marge de l'acte rectifié, comme fils du second mari. »

Nous avons dû objecter à cela qu'avant de pouvoir être reconnu par le second mari, l'enfant devait être désavoué, selon sentence du juge compétent.

Sur l'invitation du gouvernement, le tribunal cantonal d'Appenzell-Rh. int. rendit un jugement dans ce sens.

Mais l'autorité de Glaris refusa de reconnaître ce jugement. Suivant elle, il n'appartenait qu'au précédent mari ou à ses héritiers d'intenter une action en désaveu.

Nous avons décliné toute nouvelle intervention dans cette affaire et renvoyé les parties à s'adresser au tribunal fédéral, attendu qu'il s'agissait d'une contestation en matière de droit de cité, née entre deux communes de différents cantons (article 110, dernier alinéa, de la constitution fédérale, et article 27, dernier alinéa, de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale (Rec. off., nouv. série, I, 32 et 123)).

18. *a.* Une ressortissante du canton de Schwyz, dont le mari était absent depuis environ dix ans, sans domicile connu, avait eu un enfant à Zurich, où elle l'avait fait inscrire comme légitime.

L'état civil de Gersan nous demanda qui était autorisé à intenter une action en désaveu et quel était le juge compétent. Nous avons répondu que, en l'absence du mari, l'action nous paraissait devoir être intentée soit par la commune d'origine, soit par le procureur général du canton de Schwyz. Nous estimions d'ailleurs que la compétence appartenait *in casu* aux tribunaux du canton de Schwyz, où l'enfant était alors censé avoir sa commune d'origine et où il était aussi domicilié.

b. Dans un autre cas, il s'agissait d'intenter l'action en désaveu d'un enfant qui avait été inscrit dans le registre des naissances de Nettstal (Glaris) comme fils légitime d'un Schwyzois divorcé, ainsi que d'obtenir la légitimation de cet enfant par le second mari de la mère (un Zurichois). Nous nous sommes également prononcés en faveur du for du lieu où l'enfant avait droit de cité à cette époque, c'est-à-dire dans le canton de Schwyz.

Dans les deux cas, il ne pouvait s'agir de notre part que d'un avis en droit, et non d'un ordre, que nous n'eussions pas été compétents pour donner.

19. A l'occasion d'un mariage célébré entre un citoyen de Bâle-campagne et une Alsacienne, on avait omis de légitimer un enfant né antérieurement. Plus tard, le père voulut obtenir la légitimation, mais la mère était alors décédée.

A la demande de l'autorité cantonale de surveillance, tendant à savoir si la mort de la mère ne constituait pas un obstacle à la légitimation projetée (article 37 du règlement pour la tenue des registres de l'état civil), nous avons répondu, en nous référant à l'article 18 de la loi sur l'état civil et à l'article 54 de la constitution fédérale, que la légitimation des enfants illégitimes était acquise *ipso jure* par le mariage subséquent de leurs parents et que, dès lors, le prédécès de la mère n'enlevait pas à l'enfant son droit à la légitimité.

20. Une autorité communale du canton du Tessin avait donné à un de ses ressortissants qui voulait se marier pour la seconde fois dans le canton de Neuchâtel, en lieu et place de l'acte de naissance qu'il réclamait, de réfléchir à sa conduite au cours du premier mariage et de renoncer à une nouvelle union. Il devait reconnaître, dit la commune, qu'il ne serait pas un bon mari, ni un bon père.

Sur réclamation, nous avons immédiatement fait délivrer l'acte de naissance demandé.

21. Appelé à célébrer un mariage, l'officier civil de Unterstammheim avait accueilli une opposition formée par une personne qui se disait fiancée de l'époux et lui reprochait de l'avoir rendue enceinte.

Vu l'article 34 de la loi sur l'état civil, à teneur duquel toute opposition qui n'est pas fondée sur un des motifs prévus aux articles 26, 27, 28 et 48 de cette loi doit être écartée d'office, nous avons donné l'ordre à l'officier civil intéressé, en lui infligeant un blâme sévère, de procéder sans autre à la célébration du mariage, attendu qu'il n'y avait pas d'opposition valable au point de vue de la loi.

22. Les publications d'un mariage avaient soulevé en septembre 1888, dans l'arrondissement de Wohlen, canton d'Argovie, une opposition de la part du Conseil communal du lieu d'origine du fiancé. Désistement étant intervenu, cette opposition fut déclarée nulle et non avenue par jugement du tribunal du district de Bremgarten rendu en février 1890.

Dans l'intervalle, le fiancé avait passé douze mois en prison, de sorte que, même s'il n'y avait pas eu opposition, le mariage n'aurait pu être célébré dans les six mois à partir des publications. En se fondant sur ce fait, l'autorité cantonale de surveillance avait décidé, en mai 1890, qu'il y avait lieu de procéder à de nouvelles publications.

Comme ce délai de six mois, tel qu'il est prévu à l'article 36 de la loi fédérale, ne commence qu'à partir du jour où l'opposition est définitivement écartée ou vient à être retirée par l'opposant (guide n° 179), nous avons cassé la décision de l'autorité cantonale de surveillance, comme prématurée.

23. Un officier civil du canton de Schwyz avait procédé à la célébration d'un mariage, bien que les publications n'eussent pas été faites au lieu d'origine de la fiancée.

Le département de l'intérieur de ce canton nous demanda si ce mariage pouvait être considéré comme valable et si, éventuellement, les publications au lieu d'origine de la fiancée devaient être ordonnées encore. Nous avons répondu que, dans aucune de ses dispositions, la loi sur l'état civil ne frappait un mariage de nullité pour défaut de nullité de publication et que, par conséquent, une publication supplémentaire au lieu d'origine ne question ne serait d'aucune utilité pratique (guide nos 176 et 225). Au reste, il y avait lieu de réserver au juge compétent le droit de statuer définitivement sur la validité de ce mariage.

Comme l'officier civil avait agi de bonne foi, nous avons renoncé à lui faire application des dispositions pénales de la loi.

24. Un réfractaire hongrois, qui désirait se marier avec une Française, avait obtenu à cet effet du Conseil d'Etat du canton de Genève (1^{er} avril 1886), moyennant le dépôt d'un cautionnement, la dispense de produire la déclaration prévue à l'article 37, dernier alinéa, de la loi sur l'état civil. Cette dispense était d'ailleurs subordonnée à la condition que l'intéressé se ferait naturaliser. Les publications eurent lieu à Genève. Quant au mariage, l'officier civil de Genève délivra à son collègue de Lugano, conformément

au troisième alinéa de l'article précité, l'autorisation d'y procéder. Le mariage eut lieu à Lugano le 18 mars 1888.

Le mariage ne fut reconnu en Hongrie, cela va sans dire, ni par les autorités ecclésiastiques, ni par les autorités civiles. Pour éviter un cas d'heimatlosat, nous avons invité le Conseil d'Etat genevois à faire les démarches nécessaires pour que ces époux, qui n'avaient pas encore sollicité leur naturalisation, fussent naturalisés le plus tôt possible. Comme Genève alléguait que cette affaire ne le concernait pas, le mariage ayant été célébré dans le canton du Tessin, nous avons écarté cette objection en rappelant que, dans les cas de ce genre, la responsabilité des conséquences possibles incombait au canton dont les autorités avaient délivré l'autorisation de mariage (voir le guide nos 182 et 183).

25. Le 7 juin 1873, François Joël, originaire du canton de Vaud, a épousé à Itapetininga (Brésil), une citoyenne de ce pays, alors qu'il avait déjà contracté mariage à Morges le 24 septembre 1868 et qu'il était encore l'époux légal de sa première femme.

Afin de poursuivre la nullité de ce second mariage à teneur de l'article 51 de la loi fédérale sur l'état civil, il était nécessaire, pour satisfaire aux prescriptions de l'article 54, que le procureur général du canton de Vaud fût en possession d'une déclaration authentique de l'autorité brésilienne compétente, attestant qu'au Brésil le mariage est interdit, sous peine de nullité, aux personnes déjà mariées.

Nous avons obtenu cette déclaration par l'entremise de notre consulat général à Rio de Janeiro, telle qu'elle était délivrée par le ministère brésilien de la justice. Il y était dit que, d'après l'article 249 du code pénal brésilien (du 8 janvier 1831), le crime de bigamie est puni d'emprisonnement de un à six ans et d'une amende correspondant à la moitié du temps et que, aux termes de la loi brésilienne du 24 janvier 1890, introduisant le mariage civil au Brésil, le mariage est interdit, sous peine de nullité, aux personnes déjà mariées, aussi longtemps que le premier mariage n'a pas été dissous.

26. Une sujette russe s'était mariée à Genève, par devant le consul anglais de cette ville, avec un sujet anglais. Au point de vue de la loi anglaise, le consul avait agi dans les limites de sa compétence, mais pas à celui du droit matrimonial suisse (voir F. féd., 1888, II, 518). Le mariage avait été célébré en dehors des formalités du droit suisse.

Invoquant ce fait, l'épouse, à qui cette union avait conféré la nationalité britannique aux termes de la loi anglaise, introduisit en 1889 une instance en nullité de mariage devant le tribunal civil de Genève. Elle établissait que, d'après la loi russe, ce mariage était nul et n'avait pu lui faire perdre sa nationalité d'origine. Les conclusions de la demanderesse furent déclarées irrecevables. Motifs : « Le mariage n'existe pas au regard de la loi suisse ; partant, une demande en nullité ne peut être valablement formée en vertu de cette loi. »

Comme les autorités britanniques refusent de donner l'assurance exigée par l'article 56 de notre loi fédérale sur l'état civil, à savoir que le jugement suisse sera reconnu (voir F. féd., 1890, II, 142, chiffre 15), nous avons répondu de la manière suivante à la question de principe qui nous était posée au sujet de ce cas : A notre avis, il n'existe aucun moyen, pour un tribunal suisse, de se nanter en l'espèce d'une action en divorce ou en nullité de mariage.

B. Administration de la police.

I. EXTRADITION DE MALFAITEURS ET DE PRÉVÉNUS.

I. Des 288 demandes d'extradition qu'accuse l'année 1890 (243 en 1889 et 295 en 1888), nous en avons transmis 108 à l'étranger (97 en 1889 et 118 en 1888) et en avons reçu 180 (146 en 1889 et 177 en 1888), savoir :

70 de l'Allemagne,
53 de la France,
46 de l'Italie,
8 de l'Autriche,
3 de la Belgique,

180, dont 138 ont pu être accordées, tandis que, dans 32 cas, les recherches sont demeurées infructueuses. Dans un cas, l'extradition a été refusée. 5 demandes sont reportées à 1891.

Quant aux demandes formulées par la Suisse, nous en avons transmis :

64 à la France,
18 à l'Allemagne,
7 à l'Autriche,
7 à la Belgique,
4 à la Grande-Bretagne,
2 à l'Italie.

En outre, 4 individus ont été recherchés simultanément en Allemagne, en France et en Belgique et 2 en Belgique, en Angleterre et en France.

Des demandes adressées par la Suisse aux pays étrangers, 59 ont été accordées. Dans 26 cas, les individus poursuivis n'ont pas été découverts et, dans 3 autres, l'extradition a été refusée. 16 demandes ont été retirées. 4 cas étaient pendants à la fin de l'année.

2. Dans 5 cas, les individus poursuivis ont fait opposition à leur extradition, en se bornant à protester de leur innocence. Selon la pratique suivie jusqu'à présent, nous avons envisagé cette objection comme ne constituant pas, au sens de l'article 58 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, une contestation sur l'application du traité. Nous avons en conséquence statué sur ces cas sans en nantir le tribunal fédéral. Ce n'est pas, en effet, aux autorités du pays requis, mais au juge compétent pour connaître de l'affaire au fond qu'il appartient de résoudre la question de savoir si l'individu poursuivi est coupable ou non. Comme les conditions du traité se trouvaient remplies, nous avons pu accorder l'extradition dans chacun de ces cas, sans autre.

Partant des mêmes principes, nous avons également liquidé de notre propre autorité le cas d'une ressortissante allemande (Françoise Schweigeirt) qui était poursuivie du chef de vol et qui s'opposait à son extradition par le motif que le jugement du tribunal de Lorrach produit à l'appui de la demande d'extradition n'était pas encore définitif. Nous avons accordé l'extradition sans renvoyer le cas au tribunal fédéral, parce que cette objection n'était pas de nature à mettre en question l'application du traité d'extradition avec l'Allemagne, du 24 janvier 1874, et que les faits constitutifs du délit incriminé paraissaient suffisamment établis par le jugement dont nous avons parlé tout à l'heure.

L'application du traité a été réellement contestée dans 4 cas sur lesquels

le tribunal fédéral a prononcé conformément à l'article 58 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale. Il a accordé l'extradition dans chacun de ces cas, sous la réserve toutefois, à l'égard de l'un d'eux, que le prévenu ne serait pas recherché pour désertion. Voir d'ailleurs le rapport de gestion du tribunal fédéral.

3. Lorsqu'un individu dont l'extradition est demandée pour un crime de droit commun s'est en outre rendu coupable, dans l'Etat requérant, d'un délit purement militaire ou d'un autre crime ou délit non prévu par le traité d'extradition, on fait toujours la réserve, si l'extradition est accordée, que l'individu ne sera pas puni pour désertion, insoumission, etc.

De semblables réserves ont été faites en 1890 en faveur de 7 Allemands et de 5 Français et pour un délit d'ordre public à l'égard d'un Allemand. Dans les cas de ce genre, la légation bavaroise a l'habitude de ne demander l'extradition qu'en donnant à l'avance une assurance qui dispense de cette réserve.

La légation d'Italie elle aussi nous a fait une déclaration semblable, en demandant l'extradition de Luigi Esposito, sujet italien. Condamné par le tribunal de Côme pour falsification de documents et pour escroquerie, cet individu avait pu être arrêté dans le canton du Tessin. Comme la valeur de l'objet extorqué ne dépassait pas mille francs, la légation nous a donné l'assurance, dès le début, que la peine à laquelle Esposito avait été condamné de ce chef (3 mois de prison) ne serait pas comprise dans l'exécution du jugement.

4. Le point de vue auquel le gouvernement austro-hongrois s'est placé dans un cas analogue forme contraste avec ce qui précède. Un Autrichien, le nommé Franz Steinbichler, avait commis un vol pour lequel il était recherché par le tribunal de St-Polten et avait été arrêté à Zurich; il était en outre insoumis. Nous avons accordé son extradition, mais à la condition qu'il ne serait pas puni pour non-accomplissement de ses devoirs militaires. Informé de la chose, le gouvernement autrichien nous pria de renoncer à cette *conditio sine qua non* de l'extradition, attendu qu'il devait s'en tenir, par principe, à la répression légale des faits et des omissions qui avaient pour but de soustraire leur auteur à ses obligations militaires et que, par conséquent, il n'était pas en mesure de renoncer à punir Steinbichler, pour insoumission. Le gouvernement autrichien estimait que le conseil fédéral pouvait d'autant mieux accéder à son désir qu'il s'agissait d'une mesure non pas judiciaire, mais administrative, et que l'article 11 du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Autriche le 17 juillet 1855, qui traite des délits politiques, n'était pas applicable à l'espèce.

Nous avons déclaré qu'il ne nous était pas possible de renoncer à la réserve en question. Motifs: — l'extradition d'un étranger en vue de sa punition pour insoumission ou désertion, comme d'ailleurs pour des délits purement militaires, se heurterait à un principe maintes fois énoncé, constamment mis en pratique et répondant à nos institutions constitutionnelles. A notre point de vue, la question de savoir si le fait est jugé et puni à l'étranger par les tribunaux ou par des autorités administratives ne peut pas être pris en considération. Nous ajoutons que, d'ailleurs, il ne pouvait pas être sérieusement question d'une extradition pour insoumission, vu que, aux termes des articles 1 et 2, dernier alinéa, du traité de 1855, les

simples contraventions ne donnent pas lieu à extradition, mais seulement les délits punissables au degré de crime.

Eusuite de ces explications, le gouvernement austro-hongrois a retiré la demande d'extradition. De notre côté, nous avons rapporté la décision par laquelle nous avons accordé l'extradition conditionnelle de l'inculpé.

5. L'ambassade française nous a demandé l'extradition, à titre de réciprocité, du nommé Jules-Léon Ledoux, sujet français, poursuivi du chef de bigamie, et qui était domicilié à Lucerne. Ledoux a protesté contre son extradition, le crime de bigamie ne rentrant pas dans les prévisions du traité d'extradition franco-suisse du 9 juillet 1869. En portant ce fait à la connaissance de l'ambassade, nous lui avons fait savoir que nous ne jugions pas à propos d'accepter l'offre de réciprocité qu'il avait bien voulu nous faire. Les chambres avaient en effet exprimé des doutes sur la compétence du conseil fédéral pour lier de pareils engagements. En outre, la loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers, qui doit régler cette question, n'est pas encore définitivement adoptée, ni, par conséquent, entrée en vigueur.

6. Au point de vue de l'interprétation du traité, le cas suivant n'est pas non plus sans intérêt. Il tend à démontrer que la manière de voir du gouvernement français sur la question de l'échange, par voie de correspondance diplomatique, de déclarations de réciprocité, ne diffère pas essentiellement de la nôtre. Deux Suisses, les nommés Marc Tirefort et Aloïs Grenier, avaient été condamnés dans le canton de Vaud pour injures et menaces envers des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. Comme ils s'étaient réfugiés en France avant d'avoir subi leur peine, le conseil d'Etat du canton de Vaud nous pria de faire auprès du gouvernement français les démarches nécessaires pour obtenir, soit en vertu de l'article 1^{er}, chiffre 13, du traité, soit sous offre de réciprocité, l'arrestation et l'extradition de ces individus.

Notre légation à Paris nous fit savoir que, de l'avis du ministre français de la justice, la disposition du traité invoquée ne visait pas les simples « menaces », mais les « menaces d'attentat », et de plus « avec ordre de déposer une somme d'argent ou de remplir toute autre condition », en sorte qu'ici l'extradition ne pourrait être accordée. En France, les faits incriminés seraient qualifiés d'« outrages envers les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions ». Etendre le traité d'extradition par voie d'échange de correspondances diplomatiques à ce délit paraissait impossible au ministère de la justice. Dernièrement encore, on avait soulevé la question de savoir jusqu'à quel point il était loisible à un gouvernement d'augmenter la liste des crimes ou délits prévus par un traité d'extradition ratifié par le Parlement, sans que l'arrangement international relatif à cette extension soit également soumis à l'approbation des Chambres. Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette question, il était plus qu'improbable, ajoutait la légation, — que le gouvernement français consentît à faire figurer les délits de menaces simples, d'outrages ou d'injures parmi ceux qui peuvent donner lieu à extradition, étant donné que, dans une grande partie des cas, ces délits ont un caractère politique et sont commis notamment pendant les périodes électorales, en France du moins.

En présence de ces explications, nous n'avons pas cru devoir insister. Si nous avons demandé l'extradition, c'était essentiellement pour savoir si le

gouvernement français serait en mesure de l'accorder en vertu du traité actuellement en vigueur entre les deux pays.

7. On nous a de nouveau signalé en 1890 un certain nombre de cas où des étrangers avaient été livrés par les autorités cantonales aux offices de police étrangers avant que le conseil fédéral ait accordé l'extradition. Nous ne tenons pas à nous immiscer plus que de raison dans ce mode de procéder, mis surtout en pratique, nous le savons depuis longtemps, par les autorités de police des cantons situés à la frontière. Il évite une perte de temps et d'argent. Mais il ne faut pas oublier non plus, et c'est là ce que nous ne nous sommes jamais lassés de répéter aux cantons (F. féd. 1883, II. 988; 1885, II. 484; 1886, I. 822; 1888, II. 349), que ce système ne doit pas tendre à devenir la règle. Dans les cas parvenus à notre connaissance, nous avons fait observer aux cantons intéressés que l'extradition accordée *brevi manu* était tolérée il est vrai, mais seulement à titre exceptionnel, lorsque, par exemple, il y avait urgence et qu'une dérogation à la règle paraissait n'offrir aucun inconvénient. Quant aux rapports avec l'étranger, tels qu'ils sont définis par les traités, ils ne faut pas perdre de vue, ajoutons-nous, qu'ils doivent généralement avoir lieu, conformément à l'article 10 de la constitution fédérale, par l'intermédiaire du conseil fédéral, en sa qualité de représentant du pays. Comme les affaires d'extradition rentrent, aussi bien en Suisse que partout ailleurs, dans la catégorie des affaires qui doivent être traitées d'une manière spéciale et avec toute la diligence possible, il ne peut jamais en résulter pour les cantons qu'un minimum de frais. Une dérogation à la règle n'est justifiée, c'est ce que nous faisons encore observer, que si l'individu poursuivi consent à être livré immédiatement ou si l'autorité requérante, par des motifs tout à fait exceptionnels, déclare attacher de l'importance à la prompt solution de la question. En tout cas, l'extradition pratiquée directement ne doit avoir lieu que s'il y a mandat d'arrêt en bonne et due forme, ou tout au moins une pièce équivalente à teneur du traité, et déclaration expresse signée par l'intéressé, attestant qu'il consent à être livré pour être poursuivi à raison du fait qui lui est reproché. Encore faut-il, cela va sans dire, que l'acte incriminé donne lieu à l'extradition. Nous avons enfin attiré chaque fois l'attention des cantons sur le fait que, vu son caractère irrégulier en soi, le mode de procéder en question pouvait soulever, le cas échéant, des doutes au sujet de la compétence du tribunal nanti de la cause, éventualité en prévision de laquelle nous déclinons toute responsabilité.

8. Il arrive souvent que des individus détenus préventivement, sous une demande d'extradition, réclament leur mise en liberté provisoire. La question de savoir quelle est l'autorité compétente pour connaître de ces demandes peut être résolue, en principe, soit en faveur de l'office qui requiert l'extradition, soit en faveur des autorités du pays où l'individu poursuivi est incarcéré. Jusqu'ici, nous avons toujours reconnu dans les cas de ce genre, aussi longtemps du moins que l'affaire se trouvait entre nos mains et faisait l'objet de négociations diplomatiques, la compétence des autorités requérantes (voir le message du conseil fédéral du 30 mai 1890, concernant le projet de loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers, F. féd. 1890, III. 229) et transmis dès lors les demandes en liberté provisoire au préavis du gouvernement requérant. Par contre, dès l'instant où le cas est renvoyé

au tribunal fédéral en conformité de l'article 58 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, toutes les demandes formulées de ce chef par l'individu poursuivi lui seront aussi transmises.

Un cas spécial, celui d'un Suisse (Poirault de la Porte) qui se trouvait détenu à Grenoble ensuite de notre demande d'extradition sur requête du canton de Fribourg, a fait voir que les autorités françaises se placent à un point de vue semblable. Ce citoyen ayant demandé sa mise en liberté sous caution, le parquet de Grenoble a répondu qu'il était disposé à l'accorder, mais non sans un ordre des autorités suisses. Interpellé à ce sujet par notre intermédiaire, le gouvernement de Fribourg a décidé également de faire droit à la demande, tout en laissant aux autorités françaises compétentes le soin de fixer le chiffre du cautionnement.

9. Quant au mode à suivre pour obtenir du gouvernement belge une extradition, notre consulat général a jugé à propos de nous fournir, à l'occasion d'un cas spécial (Ch. Vallier), l'explication que voici : « Toutes les fois que, en matière d'extradition, il y avait urgence, le consulat s'adressait, par lettre qu'il portait lui-même et qu'il accompagnait d'explications verbales, soit au procureur général, soit à la sûreté publique. Jusqu'à ces derniers temps, le consulat général attendait, dans ces cas-là, pour adresser la demande officielle d'extradition, d'être informé de l'arrestation. Mais, dans les derniers cas, l'information que les recherches effectuées avaient ou n'avaient pas abouti lui était parvenue invariablement par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, et cela sous une forme où M. Rivier avait cru voir une observation critique de sa manière de procéder. Le consulat a tenu dès lors à ce que toute démarche d'urgence auprès du parquet ou de la sûreté publique fût suivie, aussitôt le mandat d'arrêt parvenu, d'une demande officielle adressée au ministère des affaires étrangères. Or, du moment que le consulat général demande officiellement des recherches et l'arrestation, il est plus simple de demander également l'extradition « d'ores et déjà, pour le cas où l'arrestation viendrait à être opérée ». Lorsqu'il n'y a pas urgence, c'est-à-dire lorsqu'on n'a aucune indication ni présomption sur le lieu où l'inculpé pourrait se trouver, le consulat, aussitôt que le conseil fédéral lui en donne l'ordre, adresse une seule demande de recherches, d'arrestation et, le cas échéant, d'extradition, au ministère des affaires étrangères. »

Notre département de justice et police s'est déclaré d'accord avec ce mode de procéder adopté par le consulat général, sous la seule réserve qu'une démarche officielle ne serait pas faite auprès du gouvernement belge sans ordre de son conseil fédéral ou de son département de justice et police.

10. Les prescriptions concernant la marche à suivre pour requérir télégraphiquement des autorités étrangères la poursuite d'un malfaiteur, telles qu'elles se trouvent exposées dans les circulaires du conseil fédéral et du département fédéral de justice et police des 14 janvier 1870 et 12 décembre 1874 (F. féd. 1870, I. 60 et 1874, III. 897) et qu'elles ont été rappelées depuis à différentes reprises (F. féd. 1880, II. 649), sont encore souvent méconnues par les cantons. A teneur de ces prescriptions, toutes les demandes faites par les autorités de police pour l'arrestation provisoire d'un fugitif doivent être confirmées par la voie diplomatique aussitôt que possible et suivies de la demande d'extradition, accompagnée des pièces à

l'appui. La nécessité de cette manière de faire résulte, ne serait-ce qu'à lui seul, du fait que les demandes d'arrestation provisoire doivent aussi, pour être prises en considération, indiquer chaque fois qu'il y a mandat d'arrêt et que l'extradition sera demandée. Il faut donc renoncer à vouloir attendre que l'arrestation soit annoncée. Il ne peut en résulter que des frais et des inconvénients. Afin de pouvoir demander l'arrestation d'un individu auprès du gouvernement étranger, nos représentants diplomatiques à l'étranger sont toujours obligés de porter à notre connaissance la réquisition de poursuites qui leur est adressée par l'autorité cantonale et de nous demander si l'extradition est réclamée par le conseil fédéral, ce qui nous oblige à notre tour d'entrer en correspondance avec le gouvernement cantonal intéressé. Par conséquent, toutes les demandes de poursuites adressées directement à des autorités étrangères doivent être portées simultanément à la connaissance de notre département de justice et police, afin qu'il puisse les confirmer auprès de nos agents diplomatiques, en donnant l'assurance que l'extradition sera incessamment réclamée par le conseil fédéral.

Si les traités accordent un délai pour présenter après l'arrestation provisoire la demande d'extradition, c'est, d'un côté, afin que les pièces nécessaires puissent être réunies et, de l'autre, en considération des longueurs auxquelles les négociations diplomatiques sont inévitablement liées.

11. Dans trois cas tout particulièrement intéressants, les individus poursuivis s'étaient réfugiés en Angleterre. L'accomplissement des nombreuses formalités si différentes des nôtres, telles qu'elles résultent dans ce pays de la loi de 1870 sur l'extradition combinée avec l'*habeas corpus* act, bien connu de chacun, a exigé, pour la préparation des pièces à l'appui de l'extradition, beaucoup de prudence et a donné beaucoup à faire tant à notre département de justice et police qu'au consulat général suisse à Londres.

Le plus important de ces cas est celui du sculpteur Angelo Castioni, originaire de Stabio. A. Castioni se trouvait sous le coup d'un mandat d'arrêt décerné contre lui par le juge d'instruction fédéral pour les affaires tessinoises le 18 septembre 1890, sous l'inculpation d'avoir occasionné la mort du conseiller d'Etat Rossi, en tirant sur lui, dans l'intention de le tuer, un coup de revolver à Bellinzzone le 11 septembre 1890, et de s'être ainsi rendu coupable d'homicide volontaire, crime prévu et puni de réclusion par les articles 287 et suivants du code pénal du canton du Tessin.

Nous vous avons exposé la marche de cette affaire dans notre rapport du 3 décembre 1890 sur les affaires tessinoises (F. féd. 1890, V. 149), en vous informant que l'extradition de Castioni nous avait été refusée par la division compétente de la cour du banc de la reine (« Queen's Bench ») le 11 novembre 1890. Quant aux motifs à l'appui du jugement, le consulat général nous a transmis un compte rendu sténographique exact et détaillé des délibérations de la cour, mais trop tard pour le résumer dans notre rapport de décembre. Il est à remarquer que le jugement ne pose pas directement la question de savoir si l'extradition doit être accordée ou refusée. Il s'est borné à rechercher si l'arrestation de Castioni, en vue de son extradition, était justifiée et devait être par conséquent maintenue

ou non. Aussi le prononcé de la cour porte-t-il simplement ordre de mettre le prisonnier en liberté. Les considérants à l'appui de cette sentence peuvent se résumer de la manière suivante : La culpabilité de Castioni est évidente, mais le crime dont il s'est rendu coupable revêt le caractère d'un délit politique, parce qu'il a été commis au cours d'un soulèvement politique, à son point culminant, et pour assurer le succès du mouvement.

Comme nous avions demandé à être représentés devant la Queen's Bench par un des avocats de la couronne, le gouvernement anglais y a consenti en vertu de l'article 9 du traité d'extradition conclu entre les deux pays le 26 novembre 1880, mais sous la réserve expresse que, vu l'article 11 du même traité, il lui serait loisible de refuser l'extradition de Castioni même si elle venait à être accordée par les tribunaux. Nous avons cru devoir répondre à cette déclaration par une réserve semblable, à titre de réciprocité pour le cas où, dans un cas analogue, le tribunal fédéral accorderait une extradition à l'Angleterre.

12. Les deux autres demandes d'extradition adressées au gouvernement britannique concernaient :

1^o Le nommé Robert Flury, originaire de Stans, agent d'affaires, qui s'était enfui déjà au commencement de 1888, après avoir commis toute une série de vols, d'escroqueries et d'abus de confiance et laissé de nombreuses dettes impayées. Recherché à l'instance des autorités nidwaldiennes en France, dans les Pays-Bas et en Angleterre, Flury put être arrêté finalement à Londres en 1890.

2^o Un dangereux escroc de nationalité inconnue. Cet individu s'était rendu coupable, sous les noms de D. Fakiri et W. Bretherton, de faux en matière de lettres de change et d'escroqueries, commis dans plusieurs villes suisses, au courant de l'été 1890. Arrêté à Londres ensuite des recherches faites à la diligence des autorités bâloises, son extradition fut requise tant par le gouvernement de Bâle-ville que par celui de Vaud.

Dans ces deux cas, on parvint à rassembler les pièces en nombre suffisant et à les présenter sous une forme suffisante aussi pour que le juge anglais accordât sans difficulté l'extradition.

Flury et Fakiri-Bretherton furent conduits à la frontière suisse via Douvres-Calais. Ensuite d'entente intervenue entre les autorités intéressées, ce dernier fut mis, pour commencer, à la disposition des tribunaux vaudois.

13. Le nommé Gottlieb Nievergelt, originaire du canton de Zurich, prévenu d'escroquerie et de banqueroute frauduleuse, nous avait été livré par les autorités françaises pour être jugé à Zurich. Plus tard il fut reconnu que Nievergelt s'était aussi rendu coupable d'abus de confiance et d'abandon de famille. En nous informant de la chose, le gouvernement de Zurich ajoutait que Nievergelt consentait à être jugé sur les deux nouveaux chefs d'accusation relevés contre lui. Il nous priait en même temps d'en aviser le gouvernement français, en conformité de l'article 8, alinéa 2, du traité d'extradition franco-suisse. Nous avons jugé à propos de réclamer un exposé plus circonstancié, notamment en ce qui concernait l'abandon de famille, afin de pouvoir donner au gouvernement français les éléments d'appréciation nécessaires pour examiner la question de savoir si une punition de ce délit était admissible à teneur des lois fran-

çaises. Une fois en possession des pièces voulues, le gouvernement français déclara que, pour ce qui le concernait, il ne voyait aucun inconvénient à ce que Nievergelt fût puni du chef d'abus de confiance et d'abandon de famille.

14. A l'instance de l'ambassade française, nous avons accordé le transit d'un Français nommé Mignot, dont l'extradition avait été accordée à la France par le gouvernement austro-hongrois pour abus de confiance. Mignot fut reçu à Buchs par les soins de la police saint-galloise, puis escorté par elle jusqu'à Bellegarde et remis là au poste de police français.

15. Des 4 cas restés pendants à la fin de l'année 1889, cas dans lesquels nous avions demandé la poursuite d'étrangers au gouvernement de leur pays d'origine, à raison de délits que ces individus avaient commis en Suisse, trois ont été liquidés par la condamnation des inculpés, tandis que, dans le quatrième cas, l'enquête a été suspendue, par ordonnance du juge.

En 1890, nous avons été appelés à provoquer en France l'instruction de 5 enquêtes de ce genre. Dans 2 cas, les individus poursuivis ont été condamnés. Une enquête a été abandonnée, l'inculpé ayant établi son innocence. Dans un autre cas, l'individu poursuivi n'a pu être découvert. Il s'agissait enfin, dans le dernier cas, du citoyen français Louis Brisson, alias Louis Mauraby, qui s'était évadé du pénitencier de Lausanne, où il subissait une peine de 5 ans de prison, et avait été arrêté ensuite à Lyon, après avoir commis à Genève, dans l'intervalle, plusieurs vols avec effraction. Les pièces de l'enquête en vertu desquelles Brisson avait été condamné à Lausanne furent transmises au gouvernement français, accompagnées de celles que, de leur côté, les autorités du canton de Genève étaient parvenues à réunir sur les faits punissables commis dans ce canton par ledit individu. Les autorités françaises déclarèrent ne pouvoir se charger de poursuivre Brisson que pour les délits commis à Genève, attendu que, pour les autres faits, ce malfaiteur avait déjà été condamné d'une manière définitive à Lausanne et que, vu l'article 5 du code d'instruction criminelle, les tribunaux français se trouvaient desarmés entièrement vis-à-vis d'un individu qui avait été jugé définitivement à l'étranger si, vu sa nationalité française, il ne pouvait être extradé. Cet article 5 du code d'instruction criminelle est ainsi conçu : « Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un crime puni par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France. . . Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé prouve qu'il a été jugé définitivement à l'étranger. » Comme on le sait, le nouveau projet de code d'instruction criminelle, actuellement soumis à la Chambre des députés, permettra de sévir contre le Français condamné à l'étranger et qui se réfugie en France avant d'avoir subi sa peine.

16. En 1887, le ministère d'état du grand-duché de Bade nous a accordé, pour lui faire subir l'emprisonnement auquel il avait été condamné en 1886 par la cour d'assises du quatrième arrondissement du canton de Berne, l'extradition d'un individu qui se disait être le nommé Ignace Sobieski, originaire de Varsovie, en nous promettant de la mettre à exécution dès que Sobieski aurait purgé une condamnation à 3 mois et demi

de réclusion, encourue par lui à Bade. Dans l'intervalle, il fut constaté qu'en réalité le prétendu Russe n'était autre que le ressortissant allemand Otto König, originaire de Regeberg, district d'Altona. Il ne pouvait dès lors plus être question de son extradition.

Par contre, une fois en possession de la procédure instruite à Berne, les autorités badoises se déclarèrent prêtes à faire poursuivre et juger Sobiesky, alias König, pour les actes qui avaient fait l'objet du jugement rendu contre lui dans cette ville. König fut condamné pour ces faits à une peine supplémentaire d'un an de prison.

Une demande analogue tendant à obtenir la poursuite d'un Italien dans son pays d'origine, n'est pas encore liquidée.

17. D'un autre côté, la légation de Russie nous a transmis un volumineux dossier contre le nommé Henri Mailler, originaire du canton de Neuchâtel, qui s'était rendu coupable en Russie du crime de bigamie. Mailler n'a pu être découvert à Neuchâtel, mais le tribunal criminel de ce canton ne l'en a pas moins condamné, par défaut, à 4 ans de détention.

Une demande analogue du gouvernement français, dirigée contre un Suisse, domicilié à Vevey, a abouti, faute de preuves, à une ordonnance de non-lieu.

(Nous omettons une partie relative au droit pénal fédéral)

IV. — POLICE DES ÉTRANGERS.

29. G. Weyland, sujet allemand, porteur d'un acte d'origine valable pour 5 ans, sollicitait l'établissement à Nyon. Vu l'article 9 de la loi vaudoise sur les étrangers, du 25 mai 1867, les autorités cantonales lui accordèrent un permis de séjour valable pour 4 ans seulement, attendu que, suivant elles, on pouvait limiter à un temps déterminé la durée de ces permis, les principes de la constitution fédérale en matière de droit de cité n'étant pas applicables aux étrangers. En opposition à ce raisonnement, notre département de justice et de police fit observer ce qui suit : Il y a lieu d'écarter le motif tiré de la loi cantonale de 1867 sur les étrangers, attendu qu'il ne s'agit pas ici d'une simple affaire de séjour, mais bien d'un établissement proprement dit, régi par les stipulations du traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Allemagne en 1876. Aux termes de ce traité, les Allemands doivent être traités dans chaque canton de la Confédération, relativement à leurs personnes et à leurs propriétés, sur le même pied que les ressortissants des autres cantons. Il a été établi, par des circulaires et par divers arrêtés du conseil fédéral, que, ensuite des principes énoncés dans la constitution fédérale de 1874 (F. féd. 1875, IV. 1026 ; 1876, I. 274 ; 1888, II. 332), la loi fédérale sur la durée et le coût des permis d'établissement (Rec. off., I. 271), de 1849, était abrogée en ce sens que le permis d'établissement, une fois obtenu, ne pouvait être limité à une durée de 4 années. Les cantons ne sont autorisés à limiter la durée des permis d'établissement qu'au temps pendant lequel les papiers de légitimation sont valables. En d'autres termes, les titulaires ont le droit de réclamer des permis d'établissement valables pour un temps correspondant à la durée de leurs papiers. Or, aux termes du traité d'établissement, Weyland, ressortissant allemand, doit être traité sur le même pied qu'un citoyen suisse établi dans un autre canton. Il peut dès lors demander que

son permis d'établissement lui soit délivré pour le temps pendant lequel ses papiers de légitimation sont valables.

30. A l'occasion d'un cas spécial, nous avons attiré l'attention des cantons, par une publication dans la feuille fédérale (1890, IV. 731), sur le fait que les seuls papiers de légitimation autorisant les sujets russes à séjourner en Suisse, comme du reste dans les autres pays étrangers, consistent en un passeport national dont le format et la couverture brune sont bien connus. En conséquence, si un sujet russe présente un document autre que ce passeport, les autorités cantonales peuvent, sans autre, lui refuser le permis de séjour.

31. Deux ouvriers de nationalité allemande, domiciliés à Lucerne, avaient été victimes d'un accident sur le mont Pilate et entretenus pendant longtemps aux frais de l'assistance publique. A l'occasion de ce cas, le gouvernement du canton de Lucerne nous soumit la question de savoir si, — et de quelle manière, — il y avait lieu de répartir les frais de transport, d'entretien et de traitement médical, les victimes se trouvant privées de ressources et l'accident s'étant produit dans un canton autre que celui de leur domicile ordinaire.

Nous avons décliné notre compétence pour statuer sur cette question, attendu que, si l'affaire devait ne pas être liquidée amiablement entre les cantons intéressés, c'était au tribunal fédéral qu'il appartenait d'en connaître. La question soulevée était en effet une question de droit public, rentrant, à teneur de l'article 113, chiffre 2, de la constitution fédérale, dans les attributions de ce tribunal (F. féd. 1888, II. 332, n° 25).

32. A l'occasion de son mariage, le nommé Joseph Liechti, originaire du canton de Schwyz, avait retiré à Genève, après y avoir résidé pendant quelques années, son acte d'origine comme célibataire, puis n'avait plus voulu produire, malgré plusieurs mises en demeure, de nouveaux papiers de légitimation. Les autorités genevoises demandèrent à notre département de justice et police s'il estimait qu'elles pouvaient considérer Liechti comme ne se conformant pas aux exigences du § 1 de l'article 45 de la constitution fédérale et, par conséquent, lui refuser l'établissement.

Le département répondit que le refus d'accorder l'établissement à Liechti était incontestablement justifié, attendu que le droit de s'établir sur un point quelconque du territoire suisse, tel qu'il est garanti par l'article 45 de la constitution fédérale à tout citoyen suisse, est soumis à la condition de produire des papiers de légitimation réguliers. Le fait que Liechti avait possédé autrefois un acte d'origine était insuffisant, puisque, d'une part, ce papier avait été retiré et, de l'autre, qu'il avait perdu sa valeur par le mariage du titulaire.

V. — POLICE POLITIQUE.

33. Dans ce domaine, l'année 1890 a été relativement calme. Nous ne nous sommes trouvés que rarement dans le cas de devoir intervenir et prendre des mesures.

Dans deux cas, des étrangers s'étaient fait remarquer, soit par des proclamations traitant de questions étrangères, soit en cherchant à troubler l'ordre intérieur. Nous nous sommes bornés à leur adresser un avertisse-

ment. Cela paraît avoir suffi, car nous n'avons plus reçu de renseignements sur ces personnes.

34. Des anarchistes étrangers, qui résidaient à Genève, avaient depuis longtemps attiré l'attention sur eux par leurs faits et gestes. Une enquête de police fut ouverte lorsque ces individus se furent livrés à des excitations publiques à la violence. Cette enquête a établi que les étrangers en question s'étaient réfugiés en Suisse après avoir été expulsés d'autres pays pour menées anarchistes dangereuses, ou après avoir été condamnés pour excitation au meurtre, à l'incendie et au pillage. Il a été constaté, en outre, que ces individus prêchaient à Genève le renversement, par la violence, de l'ordre social établi; qu'ils indiquaient, comme moyen propre à atteindre ce but, le vol, la fausse monnaie, l'incendie, la dynamite, l'assassinat, etc.; en un mot, qu'ils préconisaient, en la forme accoutumée, la « propagande de l'action ».

Sur le vu de cette enquête et d'un rapport du procureur général, nous avons expulsé du territoire suisse, par arrêté du 15 décembre 1890, six de ces individus, en application de l'article 70 de la constitution fédérale (voir F. féd. 1890, V, 366).

Cet arrêté a été mis immédiatement à exécution.

35. Nous avons été avisés à la fin de l'année que des socialistes italiens se proposaient de tenir un congrès dans le canton du Tessin. On n'en connaissait alors ni la date, ni le lieu. Le but de la réunion devait être d'arriver à grouper sous un programme commun les nombreuses fractions socialistes italiennes (égalitaires, possibilistes, collectivistes, anarchistes, etc.), pour soutenir la lutte contre le capital.

D'après les informations reçues, on pouvait craindre de voir le congrès envahi par l'élément anarchiste. Ce nonobstant, nous n'avons pas cru devoir l'interdire.

L'étude des questions sociales, même dans un sens extrême, n'a rien de condamnable en soi et ne constitue pas non plus un danger pour la sûreté extérieure ou intérieure de la Confédération.

Cependant, nous n'avons pas manqué de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder, au besoin, d'une manière suffisante les intérêts du pays.

Le congrès a tenu séance à Capolago les 4 et 5 janvier 1891. Le rapport sur la marche de ses délibérations rentre dans le cadre de l'année prochaine.

VI. — DROIT DE CITÉ.

36. Dans 71 cas, notre département de justice et police a eu à s'occuper de l'origine d'individus et de familles, 180 personnes en tout, sans compter les nombreux rapatriements d'aliénés, d'enfants abandonnés et d'autres indigents, cas dans lesquels l'origine des intéressés demande aussi à être préalablement établie avec soin. Nombre de cas ont été liquidés; les autres touchent à une solution.

Les frères Cesare et Evaristo Tognola, à Biasca, dont parle notre précédent rapport de gestion (F. féd. 1890, II. 184), ont été adjugés, par jugement du tribunal fédéral du 7 février 1891, au canton du Tessin. Notre arrêté du 22 décembre 1888 (F. féd. 1890, I. 7 et 17) se trouve ainsi confirmé par ce jugement.

Des négociations diplomatiques pour faire reconnaître la nationalité étrangère des intéressés ont eu lieu avec la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et les Etats-Unis d'Amérique dans 25 cas, dont 8 ont abouti, tandis que, dans 4, nos démarches sont demeurées infructueuses, 2 cas ont été ajournés, par suite du départ des intéressés.

Quant aux 30 cas où l'origine suisse des intéressés était devenue douteuse, il en a été liquidé 12 par le fait que les personnes impliquées ont été reconnues par les cantons une fois les preuves de leur nationalité réunies. Dans 4 cas, la demande en reconnaissance de la nationalité s'est heurtée à un refus. Enfin, dans deux autres cas, nous avons renvoyé les parties à s'adresser au tribunal fédéral.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

CHINE

Décret rendu, le 12 juin 1891, par l'Empereur de Chine, pour la protection des étrangers.

Notre Conseil des Ministres nous a présenté un mémoire relativement aux violences commises contre les missionnaires dans diverses provinces de l'Empire et Nous a demandé de donner des instructions formelles au Gouvernement général et au lieutenant-gouverneur pour que ces deux fonctionnaires prissent sans retard des mesures nécessaires à trancher ces difficultés. Il est donc devenu urgent que les mécréants qui ont commis ces forfaits soient appréhendés au corps et que des mesures énergiques et sévères soient prises pour empêcher la répétition de pareilles violences. La propagation de la religion chrétienne par des missionnaires étrangers est protégée par la législation ainsi que les édits émis, de temps en temps, de la part des autorités locales ; aussi depuis des années les relations entre les Chinois et les missionnaires étrangers ont-elles été empreintes de sentiments de paix et de bienveillance. Comment se fait-il donc que plusieurs établissements de missionnaires ont été brûlés et détruits et presque tous simultanément ? C'est vraiment étrange et c'est même incroyable. Il est évident que, parmi les personnes qui ont commis les atrocités, il y avait certains mécréants jouissant d'une grande influence et dont le but était de créer un état de malaise et de mécontentement dans le peuple chinois en répandant des bruits faux et alarmistes : ils ont voulu, par ce moyen, créer une agitation et une excitation à profiter de cet état de choses en se livrant au pillage et au vol. J'ai par conséquent ordonné au gouverneur et aux lieutenants-gouverneurs de Laing, de Kaing, de Hu-Kansing et de Kanganghu, qu'ils envoient sans délai aux citoyens et aux officiers de leurs juridictions respectives des ordres pour l'arrestation des mécréants en question.

Que des poursuites judiciaires soient intentées à ces personnes et que les coupables subissent la peine capitale afin de servir d'exemple aux autres. Les doctrines chrétiennes nous prêchent l'abstention et les missionnaires chrétiens doivent vivre tranquilles.

Nous ordonnons donc, par cet édit, à notre général tartare et à notre gouverneur général, ainsi qu'aux lieutenants-gouverneurs, de publier des proclamations dans lesquelles le peuple serait exhorté à ne pas écouter des faux bruits ni des rapports mensongers.

Et si une personne quelconque s'avise de plaquer des fausses nouvelles dans le but de tromper l'esprit du peuple, Nous ordonnons de prendre des mesures sévères et d'arrêter une pareille personne.

Les coupables doivent être dans ce cas sévèrement punis et les autorités locales doivent comprendre que leur devoir consiste à protéger la vie et la

propriété des missionnaires et des négociants étrangers contre les attaques des personnes mal intentionnées. Dans le cas où les fonctionnaires n'agiraient pas avec assez d'énergie, Nous vous commandons de nous communiquer les noms des officiers responsables de ces mesures pour qu'ils puissent être destitués de leur grade. En ce qui concerne les établissements des missionnaires, Nous prendrons les mesures nécessaires.

ITALIE

La Direction générale des gabelles vient de publier la statistique du mouvement de la navigation dans la péninsule pour 1890.

Le pavillon français a éprouvé des pertes très sensibles, conséquence de la double rupture du traité de commerce et du traité de navigation franco-italiens.

En 1887, les voiliers français avaient chargé et déchargé en Italie 9,891 tonnes de marchandises.

Les mêmes opérations n'ont porté que sur 90 tonnes en 1889 et sur 268 en 1890.

Pour le cabotage, les vapeurs français sont tombés de 237,214 tonnes en 1885, à 303 en 1888 et 790 en 1889. En 1890, la statistique signale une faible reprise (3,960 tonnes), reprise qui nous semble inexplicable, le cabotage étant interdit à notre pavillon depuis 1887.

La navigation italienne a naturellement profité de nos pertes. Le cabotage italien à voiles et à vapeur est passé de 4,394,483 tonnes en 1886 à 5,408,343 en 1890, gagnant ainsi 1,013,860 tonnes, soit un bénéfice de 23 0/0, entièrement dû à la dénonciation du traité de navigation.

Pour la navigation internationale, la seule à laquelle nous puissions prendre part actuellement en Italie, le droit d'escale nous étant refusé, nos voiliers qui, en 1881, embarquaient et débarquaient 45,964 tonnes de marchandises, n'en traitaient plus que 9,499 en 1890, soit un cinquième. La navigation internationale à vapeur sous pavillon français a été moins éprouvée. Elle n'est tombée que de 257,359 tonnes en 1887 à 220,965 en 1890.

Par contre, pour la navigation internationale à vapeur, le pavillon italien a gagné, de 1887 à 1890, 231,319 tonnes, en allant de 421,315 à 652,634, soit un gain de près de 30 0/0.

On voit donc qu'au point de vue de la navigation, la situation actuelle de l'Italie est assez favorable.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} août. — *La guerre d'Espagne : fragments des mémoires militaires du colonel Vigo-Roussillon.* — *Un enseignement nouveau*, par Gaston Boissier (il s'agit de l'enseignement dit moderne). — *L'évolution de la démocratie en Suisse*, par Louis Wuarin. — *La philosophie de Bossuet*, par F. Brunetière. — *Le comte Alexandre Hübner et ses souvenirs de 1848*, par G. Valbert.

15. — *Les compositions incendiaires dans l'antiquité et au Moyen-âge. Le feu grégeois et les origines de la poudre à canon*, par M. Berthelot, de l'Académie des sciences. — *La duchesse du Maine, madame de Pompadour et la reine Marie-Antoinette*, par V. du Bled. — *Les légendes de la Bretagne et le génie celtique, saint Patrice, Merlin*, par Edouard Schuré.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Juin. — *France* : la commission du cadastre (rapport et décret); le régime financier des colonies; les postes et télégraphes en 1889 et 1888 (tableaux détaillés); le mouvement des effets de commerce depuis 1857 (les valeurs sur lesquelles les droits de timbre ont été assis ont varié de 18 à 28 milliards). — *Angleterre* : la monnaie (rapport annuel du directeur de la monnaie de Londres); les banques par actions; le mouvement de la dette nationale depuis le XVII^e siècle; la progression des dettes locales. — *Allemagne* : loi instituant le grand-livre de la dette de l'Empire; le régime des sucres (loi du 31 mai 1891); la révision du régime des alcools. — *Italie* : le crédit et l'épargne (extrait d'un travail de M. Bodio, directeur de la statistique générale du Royaume); le monopole des tabacs. — *Chine* : le commerce extérieur en 1890.

Juillet. — *France* : loi sur le régime des sucres; loi créant un office du travail; le commerce extérieur pendant le 1^{er} semestre de 1891; l'immatriculation des immeubles en Tunisie. — *Situation des principales banques d'émission* à la fin du 1^{er} semestre de 1891. — *Suisse* : le monopole de l'alcool; les recettes et les dépenses de l'Etat en 1890. — *Belgique* : les finances provinciales. — *Angleterre* : la restauration des monnaies d'or légères; les revenus de l'église d'Angleterre; la statistique du paupérisme à Londres (les classes pauvres formeraient environ 30 0/0 de la population). — *Allemagne* : l'impôt sur les successions en Prusse. — *Espagne* : la banque d'Espagne (loi du 14 juillet 1891). — *Italie* : budget de l'exercice 1891-92; les dettes locales. — *Russie* : le nouveau tarif douanier de l'Empire (entré en vigueur le 1/13 juillet). — *Etats-Unis* : les recettes et les dépenses de l'exercice 1890-91. — *Japon* : les budgets de l'Empire depuis 15 ans; le monnayage.

Recueil des Traités de la France, publié sous les auspices du ministre des Affaires étrangères, par Jules de Clercq, consul de France, tome XVII (années 1886-1887). Paris, 1891, librairie Pedone-Lauriel.

M. Jules de Clercq, qui porte dignement un nom que recommandent des services rendus au pays dans la carrière diplomatique, continue la grande publication des Traités de la France, dont on est redevable à son père. La collection s'arrêtait en 1885; grâce au volume de tables, publié en 1889, les recherches sont rendues faciles dans les quinze volumes qui la composent, et M. de Clercq a mérité la reconnaissance de tous ceux qui ont à s'occuper de notre droit conventionnel, au point de vue théorique ou pratique. Depuis 1885, il y a eu bien des documents intéressant nos rapports internationaux; le dix-septième volume que nous annonçons comprend ceux qui se rapportent aux années 1886 et 1887, en même temps que quelques documents antérieurs qui, pour divers motifs, n'ont pas figuré dans les volumes précédents.

On pourrait s'étonner, au premier abord, qu'un volume gr. in-8°, de plus de 500 pages, ne se réfère qu'à deux années, mais il faut remarquer, d'une part, que, malgré les détracteurs des traités internationaux, les conventions diplomatiques deviennent de plus en plus nombreuses, et, d'autre part, que M. de Clercq rattache avec raison à ces conventions les documents qui peuvent les éclairer, comme les *Exposés de motifs*, *Rapports aux Chambres*, etc. Si nous avons un vœu à exprimer au sujet de ce recueil si consciencieusement fait, tout-à-fait digne du haut patronage du ministère des Affaires étrangères, c'est qu'à la table des matières, par ordre de puissances, se joigne une courte table qui rangerait les documents d'après leur objet. Il serait utile de pouvoir, d'un coup d'œil, se rendre compte, par exemple, des traités qui, dans le volume, se réfèrent à la propriété littéraire, à l'extradition, etc.

L. R.

Mémoires du général baron de Marbot. — I. Gênes, Austerlitz, Eylau. II. Madrid, Essling, Torrès-Védras, 2 vol. in-8°. Paris, 1891, Plon, éditeur.

Fils d'un général de division qui commanda à l'armée des Pyrénées, et mourut au siège de Gênes des suites de ses blessures et du typhus, l'auteur de ces *Mémoires* est l'une des figures militaires les plus caractéristiques de la République et de l'Empire.

À l'armée de Ligurie, où il fait son apprentissage, il conquiert en trois mois le grade de sous-lieutenant. Puis il rejoint Bonaparte à Marengo, après avoir subi toutes les horreurs du siège de Gênes. Il est attaché à Bernadotte, à Augereau : on le voit à Bregenz, à Austerlitz, à Berlin, à Iéna, à Eylau, à Friedland. Il suit Murat à Madrid, assiste aux entrevues de Bayonne, revoit l'Espagne comme aide-de-camp de Lannes, assiste au siège de Saragosse, et accompagne le maréchal en Autriche. À Ratisbonne et à Molk, il atteint au point le plus héroïque de sa carrière. Il reçoit les derniers soubresauts de Lannes à Essling. Attaché à Masséna, il le suit à Wagram, à Znaim, puis prend sa large part de la rude et malheureuse campagne de Portugal. Nommé chef de corps, il livre de brillants combats autour de Polotsk, à la tête du 23^e chasseurs à cheval, lutte à Borizof, à la Bérésina, et soutient la désastreuse retraite de Russie. Dresde, Leipsick, Hanau, Waterloo, sont ses glorieuses et dernières étapes, presque toutes marquées de son sang.

L'exil vient interrompre alors la vie de cet homme d'action qui cependant, bien plus tard, accompagnera encore comme aide-de-camp le duc d'Orléans au siège d'Anvers et en Afrique, et, créé pair de France, ne mourra qu'en 1854.

Dans l'armée, sa bravoure est légendaire ; on sait qu'il montra, comme aide-de-camp des maréchaux, les plus rares qualités de dévouement, de tact et d'énergie dans les missions les plus ardues ; ses *Remarques critiques* l'ont classé déjà comme écrivain militaire et lui ont valu d'être inscrit au testament de Napoléon : mais, quoi que l'on puisse attendre d'une vie si remplie et d'une si éclatante personnalité, rien ne peut donner une idée de l'intérêt que présentent à la lecture les *Mémoires* du général de Marbot.

C'est qu'ils sont, avant tout, une œuvre libre et sincère, et que ce héros, qui ne pensait point faire un livre, a conté les souvenirs vraiment épiques de sa vie avec une simplicité qui prouve bien, comme sa dédicace en fait foi, qu'il ne croyait écrire que pour ses enfants. Aussi les épisodes les plus passionnants de nos guerres apparaissent-ils avec un relief extraordinaire, avec un air d'aventures, dans ses récits pleins de verve, de franchise et d'entrain. Et comme l'auteur était doué d'un talent naturel et d'un esprit pénétrant que rien ne gênait dans une narration aussi intime, il en résulte qu'en peignant au vif les *milieux* où il a vécu, en nous conduisant dans les états-majors et dans les cours, il suscite à nos yeux la physionomie morale de toute son époque. Tous nos grands généraux du premier Empire, qui furent ses chefs ou ses camarades, y revivent avec leurs talents et leurs passions, et l'Empereur lui-même, en plus d'une circonstance, y révèle ses premières et plus intimes pensées.

Les héritiers de ces précieux *Mémoires* ont fait œuvre patriotique en ne refusant pas plus longtemps au public des documents aussi importants pour l'étude d'une des plus grandes époques de notre histoire. Les deux volumes publiés vont de 1796 à 1811 ; nous souhaitons vivement qu'ils ne s'arrêtent pas là et que nous puissions lire le récit des dernières luttes de l'Empire. *

Indépendamment des aperçus que nous devons au général de Marbot sur la vie militaire de son temps, il nous fait pénétrer profondément dans la connaissance des causes qui amenèrent les revers de nos armées : la première fut la rivalité des maréchaux de Napoléon. Ces dissensions entre les principaux lieutenants de l'empereur paralysèrent en bien des cas les efforts de nos armées ou rendrent inutiles — quand elles n'en compromettaient pas l'issue — les plus belles victoires. Ce sont des épisodes qu'il faut connaître pour se rendre compte de la marche parfois hésitante et incertaine des événements, bien que des

triomphes éclatants parussent faire la route libre et ouverte devant nos drameaux.

Voici, par exemple, les deux maréchaux Lannes et Bessières, à Essling. Bessières est sous les ordres de Lannes. Or, quelle était la situation respective de ces deux officiers ; le baron de Marbot va nous la faire connaître :

Lorsque, en 1796, le général Bonaparte alla prendre le commandement de l'armée d'Italie, il emmena, comme premier aide de camp Murat, qu'il venait de faire colonel, et pour lequel il avait beaucoup d'affection ; mais, dès les premières affaires, Bonaparte, qui avait remarqué les talents militaires, le zèle et le courage de Lannes, chef du 6^e de ligne, lui accorda une part non moins grande dans son estime et dans son amitié ; cette faveur excita la jalousie de Murat. Ces deux colonels étant devenus généraux de brigade, Bonaparte, dans les moments difficiles, confiait à Murat la direction des charges de cavalerie et faisait conduire par Lannes la réserve des grenadiers. L'un et l'autre firent merveille ; mais bien que l'armée les louât tous les deux, il s'établit entre ces braves officiers une rivalité qui, il faut bien le dire, ne déplaisait pas au général en chef, parce qu'elle lui servait à surexciter leur zèle et leur amour de bien faire. Il vantait les hauts faits du général Lannes devant Murat et les mérites de celui-ci en présence de Lannes. Dans les altercations que ne tarda pas à amener cette rivalité, Bessières, alors simple capitaine des guides du général Bonaparte, auprès duquel il était aussi en très grande faveur, prenait constamment le parti de Murat, son compatriote, et cherchait toutes les occasions de dénigrer le maréchal Lannes, ce que celui-ci n'ignorait pas.

Après les belles campagnes d'Italie, Lannes et Murat, devenus généraux de division, suivirent Bonaparte en Egypte, où leur hostilité réciproque ne fit qu'augmenter. Enfin, cette inimitié s'accrut encore par le désir qu'ils conçurent tous deux d'épouser Caroline Bonaparte, la sœur de leur général en chef. En cette circonstance, Bessières agit auprès de Mme Bonaparte en faveur de Murat, et, pour la gagner à sa cause, il saisit l'occasion qui se présenta de porter un coup au rival de son ami. Lannes commandait alors la garde consulaire, et dans son trop grand désir de bien faire, il avait dépassé de 300,000 francs le crédit alloué pour l'équipement de ses soldats. Bessières, membre du conseil d'administration, chargé de la répartition des fonds, signala à Murat le fait, qui ne tarda pas à arriver aux oreilles du premier consul. Ce dernier, qui en prenant le pouvoir, avait résolu de ramener l'ordre dans l'administration, voulut faire un exemple et retira à Lannes le commandement de sa garde, en lui accordant un mois pour combler ce déficit !... Lannes n'aurait pu le faire sans le généreux concours d'Angereau. Le premier consul lui rendit alors sa faveur, mais on conçoit que Lannes ait voué une haine profonde au général Bessières, aussi bien qu'à Murat, son heureux rival, qui avait enfin épousé Caroline Bonaparte. Telle était l'antipathie qui existait entre Lannes et Bessières, lorsqu'ils se trouvèrent en contact sur le champ de bataille d'Essling.

Lannes, investi d'une autorité supérieure à celle de Bessières, lui fit pendant la bataille porter des « ordres » par Marbot. Il se servit avec affectation de ce mot dont il avait, d'ailleurs, le droit de faire usage en la circonstance. Mais Bessières fut froissé qu'on n'eût pas plus de ménagements avec lui. Il s'ensuivit entre les deux maréchaux une altercation fort vive ; Masséna dut s'interposer. Napoléon donna raison naturellement à Lannes, qui avait le droit strict pour lui.

Essling nous a montré l'inimitié de deux maréchaux. Wagram nous montrera la malveillance de Bernadotte à l'égard de l'empereur. Ce Bernadotte était un fort habile homme. Il avait su ne point se compromettre jadis en quittant le ministère à la veille du 18 Brumaire ; plus tard, il avait conspiré à Rennes contre le premier consul, mais en gardant en sa faveur toutes les apparences. Il s'était indignement conduit à la bataille d'Iéna en refusant de porter secours au maréchal Davout qui soutenait seul glorieusement devant Auerstedt les efforts de l'armée prussienne. Néanmoins, Bernadotte était maréchal, il était prince de Ponte-Corvo (500,000 francs par an), et il fut préservé de la colère de

Davout et des sévérités de Napoléon, après Auerstædt, parce qu'il avait épousé la belle-sœur de Joseph Bonaparte. Il put donc tout à son aise continuer à travailler pour lui et pour lui seul : il y réussit assez bien. On sait que les prisonniers suédois qu'il fit à Lübeck revinrent dans leur pays tout charmés des procédés généreux dont Bernadotte avait usé à leur égard, et ils eurent bonne mémoire, plus tard, quand il s'agit d'élire un héritier pour la couronne de Suède. Pour compléter cette physionomie de Bernadotte, il ne faut pas oublier qu'à Eylau il arriva deux jours après la bataille, malgré les ordres qu'il avait reçus. Or, pendant la campagne de 1809, en Autriche, Bernadotte, commandant un corps d'armée composé de troupes saxonnes, arrivait toujours trop tard, agissait mollement et ne cessait de critiquer les manœuvres de l'empereur ou des maréchaux. Napoléon était exaspéré. Il se contenait néanmoins lorsque, dans la première journée de Wagram, le peu de vigueur et les fausses dispositions de Bernadotte rendirent notre victoire plus pénible. L'empereur retira le commandement du corps d'armée au maréchal et le renvoya en France. Tout cela n'a pas empêché Bernadotte d'avoir, seul de tous les lieutenants de Napoléon, rempli jusqu'au bout son heureuse destinée. Et il réussit dans une œuvre où l'empereur lui-même a échoué : il fonda une dynastie et sut la maintenir, en oubliant la France.

Nous arrivons en Espagne. C'est ici que les divisions de nos chefs d'armée ont le plus nui à nos armes. A Iéna, à Essling, à Wagram, on pouvait être indiscipliné, oublier le devoir militaire pour obéir à des rancunes ou à des jalousies personnelles ; l'empereur était là pour rétablir le bon ordre ou réparer les fautes. Mais, en Espagne, le sort de nos drapeaux était livré aux fantaisies des maréchaux vieillis, grassement dotés, qui n'avaient plus le feu sacré et qui savaient trop que le maître était loin.

Ce qui en résulta, on le voit en détail par les récits sincères du baron de Marbot. On voit aussi comment les injustices commises par Napoléon en Espagne amenèrent les revers qui devaient décider du sort de l'Empire napoléonien.

Changarnier, par le comte d'ANTIOCHE, 1 vol. in-8°, Paris, 1891, librairie Plon.

Ce livre sera lu avec la plus vive attention par tous ceux qui aiment la France et l'armée ; c'est l'histoire d'un capitaine illustre, dont le noble caractère, le cœur ardent, le patriotisme ont laissé d'impérissables souvenirs. L'auteur raconte en détails la vie militaire et la carrière politique de Changarnier ; il fait revivre dans tout son éclat le héros de nos guerres d'Afrique et l'homme d'Etat. Il y a aussi des pages profondément émouvantes sur le rôle effacé, mais si patriotique, joué par Changarnier, durant la guerre franco-allemande, et sur les derniers jours de sa vie. Les hommes et les événements sont appréciés par le comte d'Antioche avec une impartialité, une élévation de vues remarquables et trop rares aujourd'hui. Pour l'auteur, le culte de la France et l'amour du devoir priment tout. Il suit en cela la devise de Changarnier.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pages

1713

Avril . . . 11 *France — Grande-Bretagne*. Traité d'Utrecht, art. 13. 260

1763

Février . . 10 *France — Grande-Bretagne*. Traité de Paris, art. 5. 260

1783

Septembre . 3 *France — Grande-Bretagne*. Traité de Versailles, art. 4
 et 5 261
 — — Déclaration relative aux pêcheries de Terre-Neuve. 261
 — — *France*. Contre-déclaration 262

1814

Mai 30 *France — Grande-Bretagne*. Traité de Paris, art. 8
 et 13. 265

1815

Novembre . 20 *France — Grande-Bretagne*. Traité de Paris, art. 11. 265

1822

Août 12 *Grande-Bretagne*. Proclamation du gouverneur de
 Terre-Neuve. 266

1837

Janvier . . 14 *France — Grande-Bretagne*. Convention relative aux
 pêcheries de Terre-Neuve. 267

1890

Juin 16 *Conférence antiesclavagiste de Bruxelles*. Proto-
 cole XXI. 13
 — 17 Protocole XXII. 24
 — 19 Protocole XXIII. 35
 — 20 Protocole XXIV. 38
 — 21 Protocole XXV. 64
 — 23 Protocole XXVI. 72
 — 24 Protocole XXVII. 76
 — 25 Protocole XXVIII. 80
 — 27 Protocole XXIX. 82
 — 28 Protocole XXX. 87

			Pages
—	30	Protocole XXXI.	93
Juillet . . .	2	Protocole XXXII.	97
—	—	Protocole XXXIII.	103
—	25	Allemagne — Congo. Convention d'extradition. . . .	6

1891

Mai	9	Italie — Suisse. Déclaration relative à la protection des marques de fabrique.	11
—	11	Bulgarie. Lettre du ministre des affaires étrangères au sujet de l'expulsion des sujets russes.	237
—	12	Suisse. Circulaire aux Etats ne faisant pas partie de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	281
—	—	France. Décret réorganisant le ministère des affaires étrangères	273
—	—	Décret répartissant le personnel diplomatique entre les ambassades et légations de la République française.	278
Mai	15	Saint-Siège. Lettre encyclique sur la condition des ouvriers.	109
—	25	Congo — Portugal. Convention délimitant les sphères de souveraineté dans la région du Lunda. . . .	251
—	—	Convention réglant certaines difficultés relatives à leurs frontières dans le Bas-Congo.	252
—	—	France — Pays-Bas. Sentence arbitrale de l'Empereur de Russie pour la délimitation de leurs possessions dans la Guyane.	3
Juin	24	Belgique — Egypte. Convention commerciale	241
—	—	Egypte. Lettre du ministre des affaires étrangères au sujet de cette convention.	248
—	—	Belgique. Réponse du ministre résident de Belgique. . . .	249
Juillét. . .	16	Congo. Rapport au Roi-Souverain.	136
—	20	France. Décret relatif au traitement des agents du ministère des affaires étrangères mis en disponibilité pour suppression d'emploi.	280
—	30	Congo. Décret sur le recrutement de la force publique. . . .	280

Le Gérant : FÉCHOZ.